RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE HEM

Direction Générale des Services

Tél. 03 20 66 58 24

Hem, le 16 JUIN 2023

Mesdames et Messieurs les membres
Du CONSEIL MUNICIPAL

Nos réf : DGS /VS/AV
Objet : **Convocation**

Madame, Monsieur et Cher(e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la séance du CONSEIL MUNICIPAL le :

Jeudi 22 juin 2023 à 19h
Salle des mariages
HOTEL DE VILLE, 42 rue du Général Leclerc à Hem

Ordre du jour :
Approbation du procès-verbal du 06 avril 2023

Monsieur Francis VERCAMER, Maire :

1- Budget ville - approbation du CA - exercice budgétaire 2022
2 - Budget ville - approbation du compte de gestion - exercice budgétaire 2022
40 - Exercice budgétaire 2023 - Reprise de provisions
3 - Budget ville - budget supplémentaire - exercice budgétaire 2023
4 - Budget annexe Zéphyr - approbation du CA - exercice budgétaire 2022
5 - Budget annexe Zéphyr - approbation compte de gestion - exercice budgétaire 2022
6 - Budget annexe Zéphyr - budget supplémentaire - exercice budgétaire 2023
7 - Avantages en nature octroyés aux associations
8 - Pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles -Plan de financement actualisé
9 - Remplacement des éclairages zénithaux de cinq équipements sportifs de la ville par des dispositifs d'éclairages LED

Monsieur Pascal NYS, Adjoint aux ressources humaines, à la commande publique, aux affaires juridiques :

10 - Remboursement de sinistre M. Olivier KEHL

11 - Désignation d'un référent déontologie des élus locaux
12 - Marchés hebdomadaires des commerçants non sédentaires - Attribution de la Délégation de Service Public
13 - Ré adhésion UGAP Elec2025
14 - Création d'un groupement de commandes Villes CCAS - Hem, Lannoy, Toufflers, Forest Sur Marque

Monsieur Jean-François LECLERCQ, Adjoint aux affaires culturelles, à la vie associative et aux animations :

15 - Critères de recevabilité des demandes de subventions
16 - Règlements intérieurs des écoles de disciplines sportives et culturelles
17 - Règlements intérieurs des salles sportives et culturelles
18 - Salles municipales - Tarifs de location et contrats
19 - Attribution d'une subvention exceptionnelle au Théâtre de l'Aventure
20 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations
42 – Jumelage – déplacement au Portugal

Monsieur Etienne DELEPAUT, Conseiller Municipal délégué aux Sports et aux équipements sportifs :

21 - Convention de mise à disposition des installations sportives pour les collèges Devos et Saint Paul
22 - Oxyg'hem 2023 - Attribution d'une subvention à l'association Vaincre la mucoviscidose
23 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations

Madame Fatima KARRAD, Conseillère Municipale déléguée à la Politique de la ville :

24 - Rapport sur les actions de développement social urbain DSU 2022

Monsieur Philippe SIBILLE, Adjoint à la solidarité entre les générations, à l'habitat, au logement et à la politique de la ville :

26 - Association « Boutique de Gestion Espace » - Programmation contrat de ville 2023 Changement d'action
27 - Convention territoriale globale de service aux familles - Reversement exceptionnel aux villes de Lys-Lez-Lannoy et Roubaix
28 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations
29 - ANRU - Prise de possession anticipée de la parcelle AZ 823 rue Jules Watteeuw

Madame Thérèse NOCLAIN, Conseillère municipale déléguée à la Petite Enfance :

25 - Actualisation des règlements de fonctionnement des structures Petite Enfance

Monsieur Kamel MAHTOUR, Conseiller municipal délégué à la Prévention jeunesse :

30 - Projet jeunesse et prévention 2022/2026 - Délibération cadre

Madame Fabienne LEPERS, Adjointe à l'Education et à la Jeunesse :

31 - Convention de mise à disposition du restaurant scolaire Antoine de Saint-Exupéry
32 - Participation communale des écoles extérieures 2023/2024
33 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations

Madame Anne DASSONVILLE, Adjointe à la gestion de proximité et à la qualité de ville :

34 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations

Monsieur Laurent PASTOUR, Adjoint à l'aménagement, aux travaux, à la voirie et au numérique :

36 - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure - Actualisation 2024
37 - Bilan foncier des acquisitions et des cessions réalisées par la commune en 2022
38 - Installation de deux antennes radioélectriques dans le stade Dubus
41 - Mise en Technique Discrète des réseaux - Rue Braquaval

Monsieur Saïd LAOUADI, Adjoint à la vie économique, au commerce, à l'emploi et à l'insertion :

39 - Location du lot 4 du parc de la Blanchisserie - Remise gracieuse

Comptant sur votre présence, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur et Cher(e) Collègue, l'expression de ma considération distinguée.

VILLE DE HEM 59510

Francis VERCAMER

Maire de Hem
Vice-Président de la MEL

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE HEM

Direction Générale des Services

Tél. 03 20 66 58 24

Hem, le 16 JUIN 2023

Mesdames et Messieurs les membres
Du CONSEIL MUNICIPAL

Nos réf : DGS /VS/AV
Objet : **Convocation**

Madame, Monsieur et Cher(e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la séance du CONSEIL MUNICIPAL le :

Jeudi 22 juin 2023 à 19h
Salle des mariages
HOTEL DE VILLE, 42 rue du Général Leclerc à Hem

Ordre du jour :
Approbation du procès-verbal du 06 avril 2023

Monsieur Francis VERCAMER, Maire :

1- Budget ville - approbation du CA - exercice budgétaire 2022
2 - Budget ville - approbation du compte de gestion - exercice budgétaire 2022
40 - Exercice budgétaire 2023 - Reprise de provisions
3 - Budget ville - budget supplémentaire - exercice budgétaire 2023
4 - Budget annexe Zéphyr - approbation du CA - exercice budgétaire 2022
5 - Budget annexe Zéphyr - approbation compte de gestion - exercice budgétaire 2022
6 - Budget annexe Zéphyr - budget supplémentaire - exercice budgétaire 2023
7 - Avantages en nature octroyés aux associations
8 - Pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles -Plan de financement actualisé
9 - Remplacement des éclairages zénithaux de cinq équipements sportifs de la ville par des dispositifs d'éclairages LED

Monsieur Pascal NYS, Adjoint aux ressources humaines, à la commande publique, aux affaires juridiques :

10 - Remboursement de sinistre M. Olivier KEHL

11 - Désignation d'un référent déontologie des élus locaux
12 - Marchés hebdomadaires des commerçants non sédentaires - Attribution de la Délégation de Service Public
13 - Ré adhésion UGAP Elec2025
14 - Création d'un groupement de commandes Villes CCAS - Hem, Lannoy, Toufflers, Forest Sur Marque

Monsieur Jean-François LECLERCQ, Adjoint aux affaires culturelles, à la vie associative et aux animations :

15 - Critères de recevabilité des demandes de subventions
16 - Règlements intérieurs des écoles de disciplines sportives et culturelles
17 - Règlements intérieurs des salles sportives et culturelles
18 - Salles municipales - Tarifs de location et contrats
19 - Attribution d'une subvention exceptionnelle au Théâtre de l'Aventure
20 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations
42 – Jumelage – déplacement au Portugal

Monsieur Etienne DELEPAUT, Conseiller Municipal délégué aux Sports et aux équipements sportifs :

21 - Convention de mise à disposition des installations sportives pour les collèges Devos et Saint Paul
22 - Oxyg'hem 2023 - Attribution d'une subvention à l'association Vaincre la mucoviscidose
23 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations

Madame Fatima KARRAD, Conseillère Municipale déléguée à la Politique de la ville :

24 - Rapport sur les actions de développement social urbain DSU 2022

Monsieur Philippe SIBILLE, Adjoint à la solidarité entre les générations, à l'habitat, au logement et à la politique de la ville :

26 - Association « Boutique de Gestion Espace » - Programmation contrat de ville 2023 Changement d'action
27 - Convention territoriale globale de service aux familles - Reversement exceptionnel aux villes de Lys-Lez-Lannoy et Roubaix
28 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations
29 - ANRU - Prise de possession anticipée de la parcelle AZ 823 rue Jules Watteeuw

Madame Thérèse NOCLAIN, Conseillère municipale déléguée à la Petite Enfance :

25 - Actualisation des règlements de fonctionnement des structures Petite Enfance

Monsieur Kamel MAHTOUR, Conseiller municipal délégué à la Prévention jeunesse :

30 - Projet jeunesse et prévention 2022/2026 - Délibération cadre

Madame Fabienne LEPERS, Adjointe à l'Education et à la Jeunesse :

31 - Convention de mise à disposition du restaurant scolaire Antoine de Saint-Exupéry
32 - Participation communale des écoles extérieures 2023/2024
33 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations

Madame Anne DASSONVILLE, Adjointe à la gestion de proximité et à la qualité de ville :

34 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations

Monsieur Laurent PASTOUR, Adjoint à l'aménagement, aux travaux, à la voirie et au numérique :

36 - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure - Actualisation 2024
37 - Bilan foncier des acquisitions et des cessions réalisées par la commune en 2022
38 - Installation de deux antennes radioélectriques dans le stade Dubus
41 - Mise en Technique Discrète des réseaux - Rue Braquaval

Monsieur Saïd LAOUADI, Adjoint à la vie économique, au commerce, à l'emploi et à l'insertion :

39 - Location du lot 4 du parc de la Blanchisserie - Remise gracieuse

Comptant sur votre présence, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur et Cher(e) Collègue, l'expression de ma considération distinguée.

VILLE DE HEM 59510

Francis VERCAMER

Maire de Hem
Vice-Président de la MEL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,
Le six avril,

Le Conseil Municipal s'est réuni à l'hôtel de Ville, sis 42 rue du Général Leclerc à Hem, sous la présidence de Monsieur Francis VERCAMER, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été faite le 31 mars et qui a été affichée à la porte de la mairie conformément à la loi.

Nombre de conseillers en exercice : 33
Délibération affichée en mairie le 11 avril 2023

PRESENTS

Francis VERCAMER, Maire,
Pascal NYS, Ghislaine BUYCK, Jean-François LECLERCQ, Philippe SIBILLE, Blandine LEPLAT, Saïd LAOUADI, Fabienne LEPERS, Adjoints au Maire,

Etienne DELEPAUT, Thérèse NOCLAIN, Barbara RUBIO COQUEMPOT, Fatima KARRAD, Kamel MAHTOUR, Jérôme MEERSEMAN, Jean-Adrien MALAIZE, Conseillers délégués,

Bruno DUQUESNOY, Sabine HONORE, Emmanuelle GUILLAIN, Eugénie CARBON, Gaëtan DECOSTER, Christelle DUTRIAUX, Rafik BZIOUI, Guillaume BOCQUET, Thibaut THIEFFRY, Anne-Charlotte DEMEULENAERE, Clémentine NOUQUERET, Sana EL AMRANI, Conseillers,

Mathilde LOUCHART, Jacques DUPONT, Karima CHOUIA, Conseillers.

ABSENTS EXCUSES

Anne DASSONVILLE ayant donné procuration à Blandine LEPLAT
Laurent PASTOUR ayant donné procuration à Francis VERCAMER
Chantal LAHARNAR ayant donné procuration à Fabienne LEPERS

Ordre du jour :

Approbation du procès-verbal du 1er février 2023

Monsieur Francis VERCAMER, Maire :

1. Fonds de concours Transition Energétique – Délibération concordante Métropole Européenne de Lille – Ville de Hem
25. Exercice 2023 – Budget principal Ville de Hem – Décision modificative n°1
26. Participation au GIP AGIRE
29. Taux de fiscalité locale 2023 - Modification

Monsieur Pascal NYS, Adjoint aux ressources humaines, à la commande publiques, aux affaires juridiques :

2. Fixation de la liste des emplois et des conditions d'occupation des logements de fonction
3. Organisation spécifique du temps de travail des personnels logés par nécessité de service
4. Forfait mobilités durables – Modification
5. Installation de la formation spécialisée du Comité Social Territorial
6. Tableau des effectifs

Madame Blandine LEPLAT, Adjointe à la gestion de proximité et à la qualité de vie :

7. Création d'un SIVU Fourrière animale - Acceptation du périmètre et de ses statuts
8. SIVU fourrière animale – Désignation des représentants de la ville

Madame Fatima KARRAD, Conseillère Municipale déléguée à la Politique de la Ville :

9. Association Espace de Vie Saint Exupéry – Programmation Contrat de Ville 2023 – Changement d'intitulé d'une action

Monsieur Jean-François LECLERCQ, Adjoint aux affaires culturelles, à la vie associative et aux animations :

11. Tarification de l'Ecole Municipale d'Arts Plastiques et de l'Ecole Municipale de Musique
12. Tarification des séances de cinéma au Zéphyr

Madame Fabienne LEPERS, Adjointe à l'Education et à la Jeunesse :

13. Projet Educatif Territorial – Règlements Intérieurs des structures d'accueil de loisirs
14. Accueil de loisirs enfants et jeunes – Tarifs année 2023-2024
15. Restauration scolaire et accueils périscolaires – Tarifs année 2023-2024

Monsieur Etienne DELEPAUT, Conseiller Municipal délégué aux Sports et aux équipements sportifs :

17. Partenariat en faveur d'un sportif de haut-niveau
18. Tarification de l'Ecole Municipale de natation
27. Tarification des courses d'Oxyg'Hem

Monsieur Laurent PASTOUR, Adjoint à l'aménagement, aux travaux, à la voirie et au numérique :

19. Révision du PLU 3
20. Cession d'une parcelle cadastrée section AN 172, 99 rue du Général Leclerc – Régulation foncière
21. Désaffectation – Déclassement de parcelles rue du 6 juin 1944
22. Dénomination du rond-point avenue Delecroix : Entrée de Forest sur Marque
28. Cession de foncier municipal rue du 6 juin 1944

TABLE DES MATIÈRES

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 1er février 2023 7
1. Fonds de concours transition énergétique – Délibération concordante métropole européenne de Lille – Ville de Hem 7
25. Exercice 2023 – budget principal ville de Hem – Décision modificative n°1 7
26. Participation au GIP AGIRE 7
2. Fixation de la liste des emplois et des conditions d'occupation des logements de fonction 7
3. Organisation spécifique du temps de travail des personnels logés par nécessité de service7
4. Forfait mobilités durables - modification 7
5. Installation de la formation spécialisée du comité social territorial 7
6. Tableau des effectifs ..... **Erreur ! Signet non défini.**
9. Association Espace de Vie Saint Exupéry – Programmation Contrat de Ville 2023 – Changement d'intitulé d'une action ..... **Erreur ! Signet non défini.**
13. Projet Educatif Territorial – Règlements Intérieurs des structures d'accueil de loisirs ..... **Erreur ! Signet non défini.**
27. Tarification des courses d'Oxyg'Hem ..... **Erreur ! Signet non défini.**
20. Cession d'une parcelle cadastrée section AN 172 ; 99 rue du Général Leclerc – Régularisation foncière ..... **Erreur ! Signet non défini.**
21. Désaffectation – Déclassement de parcelles rue du 6 juin 1944..... **Erreur ! Signet non défini.**
22. Dénomination du ront-point avenue Delecroix / Entrée de Forest sur Marque .... **Erreur ! Signet non défini.**
29. Taux de fiscalité locale - Modification 8
7. Création d'une SIVU Fourrière animale – Acceptation du périmètre et de ses statuts..... 10
8. SIVU fourrière animale – Désignation des représentants de la ville 10
11. Tarification de l'Ecole Municipale d'Arts plastiques et de l'Ecole Municipale de Musique12
12. Tarification des séances de cinéma au Zéphyr 12
14. Accueils de loisirs enfants et jeunes - Tarifs année 2023-2024..... 13
15. Restauration scolaire et accueils périscolaires - Tarifs année 2023-2024..... 13
18. Tarification de l'Ecole municipale de natation..... 13
17. Partenariat avec un sportif de haut niveau 20
19. Révision du PLU 3 22
28. Cession de foncier municipal rue du 6 juin 1944..... 29

La séance est ouverte.

Mme Clémentine NOUQUERET procède à l'appel nominal.

M. Francis VERCAMER, Maire : procède aux annonces :
Les arrivées :
Blanche DURAND, Chargée de l'Action économique, le 1er Mars 2023
Alexine COLLET, Assistante sociale – Gérontologie – CCAS, le 16 mars 2023
Gabin BERNIER, Chargé de Mission Evènements et Animation, Pôle ARP, le 18 mars 2023
Damien SEYNAEVE, Régisseur Salle Dunant le 1er Avril 2023
Les départs :
Flore PERARD, Instructrice du droit des sols, Service Urbanisme, le 15 mars 2023
Anne BELLEC MASNIN, Assistante sociale, Fin de détachement au CCAS, le 16 mars 2023
Les décès :
Madame Claire FASSIAUX, maman de Carole Fassiaux, Hôtelière au FLPA, décédée le 9 mars 2023. Son mari a longuement été Directeur Financier de la Ville de Hem
Monsieur Jean Pierre VANWAELSCAPPEL, décédé cette nuit, il était maire honoraire de Forest sur Marque et c'était surtout le beau-père de Laurent Pastour, ce qui explique pourquoi il n'est pas là ce soir puisque ça s'est passé cette nuit et bien évidemment à tous ceux qui ont perdu un proche, je présente en votre nom nos plus sincères condoléances.
Quelques mots sur Jean-Pierre Vanwaelscappel parce que c'était un homme qui a fait plusieurs mandats à la ville de Forest. Peut-être que vous l'avez vu parce qu'il était maire honoraire et il venait souvent dans le secteur. C'était un homme assez grand avec un caractère bien trempé et qui a vraiment été un partenaire de la ville de Hem pendant longtemps parce qu'on a eu beaucoup de relations avec la ville de Forest-sur-Marque quand il était là. On les a encore et c'est lui qui a créé ces relations. C'était un homme extrêmement volontaire et qui dirigeait bien sa commune. Donc, je m'associe bien sûr à la peine de Laurent Pastour qui était très peiné ce matin quand je l'ai eu au téléphone.

Quelques évènements pour que vous puissiez les prendre sur votre agenda : d'abord le 8 avril, je vous rappelle qu'il y a le passage du Paris-Roubaix féminin l'après-midi. Il faut faire attention aux contraintes de circulation parce que je vous rappelle que les rues sont interdites de circulation l'après-midi. Le stationnement est interdit sur la course et donc si vous vous garez sur le passage du Paris-Roubaix du samedi ou du dimanche, parce que le dimanche c'est le Paris-Roubaix masculin, vous avez des risques de vous faire enlever votre véhicule. Si vous devez passer par là, n'hésitez pas parce que c'est le week-end de Pâques. Normalement tout le monde a été prévenu, mais il se peut que certains n'aient pas vu le courrier et si vous voyez des gens qui stationnent et qui ne le savent pas, pensez à leur dire.

À l'occasion de la semaine du compostage, un atelier d'information sur le compost et le tri des déchets est organisé ce samedi de 10 heures à 11 heures 30 à la salle des fêtes. Le dimanche 9 avril ; comme je vous l'ai dit, c'est le 120ème Paris-Roubaix masculin avec les mêmes contraintes de circulation que le samedi après-midi. La ville est bouclée à partir de 13 heures à peu près.
Vendredi 14 avril, concert de printemps de l'ensemble orchestral de Hem au Zéphyr à 20 heures, le conte musical inspiré des contes des mille et une nuits.
Le 15 avril, un temps fort à 12 heures sur l'histoire du tramway à la ferme Franchomme. Je vous invite à vous y rendre parce qu'il y a les anciens tramways et je pense qu'il y a une présentation du nouveau tram par la Métropole Lilloise. Vous verrez qu'il y a beaucoup de changements parce que les gens s'imaginent que c'est un tram comme on en a encor, le Mongy, mais je peux vous dire qu'il est complètement changé. L'exposition a lieu du 29 mars au 27 mai 2023 à la maison d'histoire locale.

Le dimanche 16 avril : FitCamp à la Ferme Braquaval de 9 heures à 12 heures 30. Il y a aura des séances de fitness, zumba, crossfit, boxe, pilates ou baby gym. Si vous êtes un peu sportifs et que vous n'avez pas l'épaule cassée comme moi, vous pourrez y aller.

Le 18 avril : Ciné vacances : « Lilo et Stitch » à 15heures au Zéphyr. Le 28 avril, « Entre Nous by D'pendanse » à 20 heures au Zéphyr, c'est un spectacle de danse et la Nuit des étoiles à la Maison du Foot à 20heures 30, soirée d'observation et de sensibilisation.

Le 29 avril aura lieu la cérémonie des déportés à 10h30 au cimetière.

Le 5 mai : Cérémonie des médaillés du travail à 18 heures, salle des mariages.

Les 5 et 6 mai :Les Créa'D'abord à la Ferme Franchomme. C'est un salon qui se tiendra de 10 heures à 18 heures.

Le 6 mai de 11 heures à 22 heures : Hem'Miam. C'est un rassemblement de food trucks, de festivals culinaires interculturels à la Ferme Braquaval.

Le 8 mai : cérémonie du 8 mai 1945 avec le départ du défilé ici, à l'Hôtel de Ville à 10 heures 45.

Le 9 mai à 11h30 : Inauguration du Bois Meillassoux en présence du président de la MEL et du maire de Villeneuve d'Ascq, puisque vous savez que ce bois est sur Villeneuve-D'Ascq, mais que le pont est sur Hem et c'est donc en intercommunalité.

Le 10 mai : Journée de la Prévention de 15 heures à 18 heures au site Dunant, atelier de prévention routière et démonstration de désincarcération.
Le 12 mai : Oxyg'Hem des enfants dès 8h30 au stade Hidalgo.
Le vendredi 12 mai à 20 heures et le 13 mai à 15 heures et à 20 heures, le gala Ainsi Danse au Zéphyr. Je vous invite à y aller si vous le pouvez parce que c'est l'École de Danse qui fait son gala et cela permet de voir l'évolution de nos enfants dans les écoles de discipline.
Le 13 mai : Accueil des nouveaux habitants à 9h15 à la Ferme Franchomme. Vous êtes bien sûr invités si vous voulez rencontrer les nouveaux habitants.
Le 14 mai : Jardi'Troc de 9 heures à 12 heures sur le marché.
Le 18 mai : La course Oxyg'Hem. Je vous rappelle qu'il n'y a pas que de la course, il y a également de la marche à pied, de la marche nordique et nous avons éventuellement besoin de bénévoles pour faire tourner la course.

Le 26 mai : Hem Ton Talent deuxième édition à la salle Dunant à 19h30. La première édition s'est très bien passée. Elle était de haute qualité m'a-t-on dit. Je n'ai pas pu y aller parce que j'étais pris, mais je suis passé au début et j'ai vu que c'était bien organisé.

Le 25 mai : Concert de l'École Nationale de Police. C'est l'orchestre de la Police Nationale au Zéphyr qui vient à l'occasion des trente ans de l'École Nationale de Police. Je pense que c'est à 20 heures. On n'a pas l'heure exacte, mais il y aura un prélude de l'ensemble orchestral de Hem et ensuite ce sera l'orchestre de la Police Nationale qui jouera.
Le 27 mai : Fête du vélo sur la Grand Place de 14 heures à 18 heures.

Un message sur les sénatoriales. Vous avez peut-être pu voir que la Préfecture nous a prévenus cette semaine qu'on allait devoir organiser l'élection des sénateurs puisque le Département du Nord fait partie des Départements renouvelables en termes de sénateurs. Il y a, je vous rappelle, 348 sénateurs au total et c'est renouvelable par moitié tous les trois ans, donc nous faisons partie de ces renouvellements. Pour ce scrutin, nous sommes tous concernés puisque tous les conseillers municipaux de ce Conseil Municipal sont électeurs. Je vous rappelle que le vote est obligatoire. Si vous ne pouvez pas, il faut avoir une excuse valable et auquel cas, il faudra être remplacé par un suppléant.

Le 9 juin, nous aurons un conseil municipal avec uniquement ce point de voter la liste des suppléants qui sera votée à la proportionnelle. En fonction du nombre de voix obtenues, il y a neuf suppléants à élire et ces suppléants sont destinés à remplacer les titulaires absents, si jamais ils le sont ce jour-là.

L'élection sénatoriale aura lieu le 24 septembre 2023. Ceux qui ont déjà voté savent comment cela se passe. Généralement, on y va tous à peu près ensemble. Je ne sais pas si ce sera à la Préfecture ou ailleurs. C'est à la Préfecture ? Parce qu'une année, c'était à la Cité scientifique. Voilà, c'est un scrutin de liste, il faut aller voter et il y a beaucoup de monde, donc il fait savoir que l'on fait la queue pour aller voter. Bien sûr, c'est comme une élection classique, il faut sa carte d'identité, etc.

Je vous rappelle donc que le 9 juin, il y a ce conseil municipal. Il est obligatoire pour tous les Conseils Municipaux de France, enfin du Nord. Tous les Départements du Nord réunissent ce conseil municipal le 9 juin. La préfecture nous communiquera par arrêté d'ici le 31 mai le

nombre de délégués et le mode de scrutin s'appliquant à Hem. Je vous dis, normalement, le nombre de délégués c'est 33 et le nombre de suppléants c'est 9, mais on l'aura officiellement par la préfecture donc on vous fera bien sûr passer les documents officiels quand nous les aurons. C'est ce que la préfecture a annoncé à Ghislaine BUYCK et au service Élections quand ils ont été à la préfecture cette semaine.

Voilà en gros ce que je voulais vous dire. Simplement, on avait regardé ce matin avec Véronique SIX si on pouvait grouper le conseil du 9 juin et celui du 22 juin pour essayer de gagner un conseil et éviter de vous faire venir deux fois. Malheureusement, on ne va pas y arriver parce qu'avec les vacances, les ponts, les fêtes, l'Ascension, etc., on n'arrive pas à caser l'ensemble des commissions et l'ensemble des réunions qu'il faut pour préparer le conseil ou alors il va être mal préparé et c'est quand même le vote du conseil administratif et du budget supplémentaire. Du coup, on maintiendra le Conseil du 22 et donc le 9, il n'y aura que le vote des sénatoriales. Le 9 c'est un vendredi et le 22 c'est un jeudi. Voilà en tout cas ce qu'il en est. Donc vous avez un conseil exceptionnel le 9 juin avec les élections sénatoriales le 24 septembre et le conseil classique le 22 juin. Voilà en tout cas ce que je voulais vous dire comme annonce. Je sais que c'est lourd, mais c'est intéressant d'abord d'avoir les dates des manifestations ce qui vous permet si jamais vous n'avez pas d'invitation parce que ça a déjà pu arriver, au moins d'avoir pu le noter avant et aussi d'avoir les dessous des décisions qui ont été prises.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 1ER FEVRIER 2023

1. FONDS DE CONCOURS TRANSITION ENERGETIQUE – DELIBERATION CONCORDANTE METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE – VILLE DE HEM

25. EXERCICE 2023 – BUDGET PRINCIPAL VILLE DE HEM – DECISION MODIFICATIVE N°1

26. PARTICIPATION AU GIP AGIRE

2. FIXATION DE LA LISTE DES EMPLOIS ET DES CONDITIONS D'OCCUPATION DES LOGEMENTS DE FONCTION

3. ORGANISATION SPECIFIQUE DU TEMPS DE TRAVAIL DES PERSONNELS LOGES PAR NECESSITE DE SERVICE

4. FORFAIT MOBILITES DURABLES – MODIFICATION

5. INSTALLATION DE LA FORMATION SPECIALISEE DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL

6. TABLEAU DES EFFECTIFS

9. ASSOCIATION ESPACE DE VIE SAINT EXUPERY – PROGRAMMATION CONTRAT DE VILLE 2023 – CHANGEMENT D'INTITULE D'UNE ACTION

13. PROJET EDUCATIF TERRITORIAL – REGLEMENTS INTERIEURS DES STRUCTURES D'ACCUEIL DE LOISIRS

27. TARIFICATION DES COURSES D'OXYG'HEM

20. CESSION D'UNE PARCELLE CADASTREE SECTION AN 172, 99 RUE DU GENERAL LECLERC – REGULATION FONCIERE

21. DESAFFECTATION – DECLASSEMENT DE PARCELLES RUE DU 6 JUIN 1944

22. DENOMINATION DU ROND-POINT AVENUE DELECROIX : ENTREE DE FOREST SUR MARQUE

M. Francis VERCAMER, Maire : Je vous propose de passer aux votes bloqués. La Conférence des présidents s'est réunie lundi dernier. Elle a proposé un certain nombre d'aménagements de ce conseil. D'abord, les votes bloqués. Il est proposé en votes bloqués :
Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 1er février 2023 ;
1. Fonds de concours Transition Energétique – Délibération concordante Métropole Européenne de Lille – Ville de Hem ;
25. Exercice 2023 – Budget principal Ville de Hem – Décision modificative n°1 ;
26. Participation au GIP AGIRE ;
2. Fixation de la liste des emplois et des conditions d'occupation des logements de fonction ;
3. Organisation spécifique du temps de travail des personnels logés par nécessité de service ;
4. Forfait mobilités durables – Modification ;
5. Installation de la formation spécialisée du Comité Social Territorial ;
6. Tableau des effectifs ;
9. Association Espace de Vie Saint Exupéry – Programmation Contrat de Ville 2023 – Changement d'intitulé d'une action ;
13. Projet Educatif Territorial – Règlements Intérieurs des structures d'accueil de loisirs ;
27. Tarification des courses d'Oxyg'Hem ;
20. Cession d'une parcelle cadastrée Section AN 172, 99 rue Du Général Leclerc – Régularisation Foncière ;
21. Désaffectation – Déclassement de parcelles rue du 6 juin 1944 ;
22. Dénomination du rond-point avenue Delecroix / Entrée de Forest sur Marque.

Ça c'est celles qui sont bloquées. Donc je répète : le procès-verbal, la 1, la 25, la 26, la 2, 3, 4, 5, 6, 9, 13, 27, 20, 21, et 22.

Il a également été proposé de présenter de manière groupée la numéro 7 et la numéro 8 qui font partie du SIVU Fourrière animale et également les numéros 11, 12, 14, 15 et 18 qui sont des délibérations sur la tarification :

- la tarification sur l'École Municipale D'Arts Plastiques et de l'École Municipale de Musique
- la tarification des séances de cinéma au Zéphyr
- l'accueil de loisirs enfants et jeunes – tarifs année 2023-2024
- la restauration scolaire et accueils périscolaires – tarifs année 2023-2024
- la tarification de l'École municipale de natation.

Ces cinq délibérations seront présentées groupées par les élus concernés et il y aura d'ailleurs une intervention de Bruno Duquesnoy à l'issue de cette présentation puisque c'est lui qui a travaillé sur ces tarifs. Après, on aura un débat sur ce sujet. Les autres seront présentées individuellement. Il n'y a pas eu d'autre décision de cette Conférence des présidents. J'espère que j'ai été clair et je pense qu'il n'y a pas d'erreurs sauf si Madame Louchart ou Madame Chouia me disent l'inverse. C'est bon ? Pas de problème ? Donc je vous propose de passer au vote bloqué des délibérations que j'ai annoncées bloquées.

Mme Mathilde LOUCHART : Dans le doute, il y avait deux délibérations sur la cession du 6 juin. Il y avait un déclassement et une cession. La session, on l'a bien débloquée ?

M. Francis VERCAMER, Maire : Oui. Vous avez débloqué la 28 qui est la cession. Après, si vous voulez parler du classement sur la cession, ce n'est pas grave. Je ne vous empêcherai pas d'en parler, ne vous inquiétez pas.

Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? C'est à l'unanimité, merci.

À l'unanimité des présents, les élus approuvent le procès-verbal du 1er février 2023 ainsi que les délibérations numéros 1, 25, 26, 2, 3, 4, 5, 6, 9,13,27,20,21,22.

29. TAUX DE FISCALITE LOCALE 2023 – MODIFICATION

M. Francis VERCAMER, Maire : Je vais tout de suite passer la parole à Gaëtan Decoster qui va me suppléer pour le taux de fiscalité locale 2023, la modification.

M. Gaëtan DECOSTER : Oui, merci Monsieur le Maire. Nous avons reçu un mail de la préfecture le vendredi 24 mars nous demandant de voter le taux sur la taxe d'habitation des résidences secondaires ou des locaux meublés non affectés à l'habitation principale. Donc, déjà,

on s'excuse. On a reçu ça le 24 mars et on avait la commission Finances le 13 mars donc on n'a pas pu présenter ça en temps voulu. Surtout qu'à défaut de répondre avant le 15 avril, le taux appliqué sera de 0%.

On vous propose aujourd'hui d'appliquer un taux à 31%. 31%, c'est le taux de taxe d'habitation que nous avions dans la commune sur les résidences principales. Sachez que depuis cette année, depuis 2023, 100% des résidences principales ne sont plus taxées par la taxe d'habitation. Voilà, donc on vous propose ce taux à 31%. Pour vous donner quelques chiffres, cela concerne 35 maisons sur la commune de Hem, 35 résidences qui sont considérées comme résidences secondaires et cela représente une taxe qui est aux alentours de 35 000€. Donc on propose un taux à 31%. Si vous avez des questions ?

M. Francis VERCAMER, Maire : Y a-t-il des questions ? Non. Je vous propose de passer au vote. Monsieur Dupont voulait intervenir ? Allez-y.

M. Jacques DUPONT : Mon intervention, puisque l'objet de la délibération c'est sur l'ensemble des taux, donc à chaque fois qu'on a parlé des taux, il a fallu que je mette mon grain de sel. C'est ce que je vais faire encore aujourd'hui.

Dès septembre, nous avions communiqué sur la pression fiscale que nos taux municipaux exerçaient sur les Hémois. Lors des deux derniers conseils municipaux, nous avons rappelé que ces taux, même s'ils restent inchangés, n'en restent pas moins à un niveau très élevé. Nous avions aussi souligné que l'indexation des bases fiscales sur l'inflation conduit à une hausse qui s'ajoutera à celle que vous avez décidée pour le taux municipal.

Aujourd'hui, dans ces moments incertains, la plupart des villes environnantes décalent ou renoncent aux investissements non indispensables pour ne pas peser davantage sur leur budget. La loi de finances 2023 a revalorisé de 5,4% les tranches du barème de l'impôt sur le revenu 2023 pour faire face à l'évolution des prix et pour éviter qu'un contribuable paye davantage au titre de ses revenus de 2022. La taxe d'habitation, comme vous l'avez dit, est à partir de cette année entièrement supprimée pour tous. Chacun fait des efforts. Vous ne pouvez pas déclarer, je vous cite : « *Votre volonté affirmée de ne pas fragiliser le pouvoir d'achat des Hémois* » et ne pas contribuer à ces efforts. Nous voterons contre cette délibération. Je vous remercie.

M. Francis VERCAMER, Maire : Gaëtan, tu voulais réagir ?

M. Gaëtan DECOSTER : Il y a un point que j'ai peut-être oublié de stipuler, c'est que si jamais on décidait d'augmenter le taux des taxes des résidences secondaires, à la proportionnelle, on devrait augmenter le taux de la taxe foncière. Donc c'est pour ça qu'on maintient aussi ce taux-là à 31%.

M. Francis VERCAMER, Maire : J'entends, Monsieur Dupont, votre litanie puisque c'est ce que vous dites effectivement depuis un certain nombre de conseils et je reconnais votre constance en la matière. Néanmoins, je vous rappelle qu'il y a un principe simple, c'est que le taux est un taux qui sert à calculer le produit d'imposition sur la ville de Hem. Le produit d'imposition a été voté dans le cadre du budget avec un montant. Le montant a été voté et le budget a été voté en équilibre. On a eu du mal à l'équilibrer. Vous faites partie de la commission Finances, rappelez-vous de la discussion que nous avions eue ici même entre vous et moi où vous aviez même dit : « *Je rencontre tel ministre demain ou après-demain et je vais lui en parler pour voir ce qu'on peut faire* ». Donc, vous savez que ça n'a pas été facile à équilibrer. Donc, moi je veux bien qu'on baisse les taux, mais alors comment on fait pour équilibrer le budget ? Parce que le budget a déjà été voté en équilibre. Cela veut dire que la recette calculée sur les taux prévus ne sera pas atteinte. Cela veut donc dire qu'on aura un budget insincère d'abord et d'une, et ce n'est pas les 35 résidences secondaires qui vont compenser une baisse de taux éventuel.

Donc, quand vous dites que les autres villes font des efforts, je vous invite à vérifier les taux des villes environnantes, au hasard, Wasquehal, etc. et vous verrez qu'ils sont plus élevés que nous. Donc, je pense qu'il faut éviter d'asséner des choses qui sont fausses parce que c'est facile d'aller vérifier. Il suffit d'aller sur le site de la DGCL, vous allez voir. Vous avez tous les taux de toutes les communes environnantes et vous verrez que la ville de Hem n'est pas plus élevée qu'ailleurs. Elle est un peu plus élevée que celle de Croix, c'est vrai, en taxe foncière,

c'est vrai, mais elle est plus faible que la plupart des villes environnantes. Donc, simplement, je voulais vous le faire remarquer.

Et je vous ferai remarquer que si vous lisez un peu la presse en ce moment - et je ne doute pas que vous le fassiez pour les aider parce que vous savez que la presse est en grande difficulté, donc il faut acheter le journal pour pouvoir les aider – vous verrez que beaucoup de communes augmentent. Je vais même vous dire, le Maire de Ronchin a été débarqué par son Conseil Municipal parce qu'il a refusé d'augmenter les impôts alors que sa majorité le voulait et donc il a été battu sur cette délibération puisque sa majorité voulait augmenter les impôts. Je le connais bien, il est vice-président à la MEL. Il a dû démissionner de son poste de Maire parce qu'il n'était pas d'accord sur les augmentations d'impôts. Donc, ne dites pas que les autres villes on fait des efforts et que tout le monde baisse. Non, les autres villes augmentent plutôt pour la plupart.

Monsieur Dupont, si vous ne mettez pas votre micro, on n'enregistre pas. Je veux bien vous donner la parole, la parole est libre ici donc allez-y.

M. Jacques DUPONT : Oui, oui, il n'y a pas de souci. Je n'ai pas du tout parlé du taux des villes voisines. J'ai simplement dit que pour faire face au budget, la plupart des villes environnantes décalent ou renoncent aux investissements non indispensables. Je parlais de l'ensemble des taux parce que sur la délibération, on cite l'ensemble des taux pour rappeler notre position, c'est tout. Il n'y a pas d'autre objet.

M. Francis VERCAMER, Maire : Je vous rappelle que nous aussi, nous décalons des investissements puisque nous avons baissé notre autofinancement de 600 000€, excusez du peu, ça fait 25%. Donc on décale aussi les investissements, puisque 25% de moins en autofinancement, c'est 25% de recettes en moins, de recettes d'investissement.

Je vous propose de passer au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Deux. Abstention ? Merci.

Avec 31 voix pour et 2 voix contre de Mme Mathilde Louchart et M. Jacques Dupont, les élus approuvent la modification du taux de fiscalité locale 2023.

7. CREATION D'UN SIVU FOURRIERE ANIMALE – ACCEPTATION DU PERIMETRE ET DE SES STATUTS

8. SIVU FOURRIERE ANIMALE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE.

M. Francis VERCAMER, Maire : Nous passons aux délibérations 7 et 8 par Blandine Leplat. Elles vont être présentées en même temps.

Mme Blandine LEPLAT : Merci Monsieur le Maire. Donc je vais vous parler des deux délibérations groupées 7 et 8 qui concernent le SIVU Fourrière et la désignation de ses représentants. Afin de trouver une solution définitive pour l'accueil et la garde dans des conditions permettant de veiller au bien-être et à la santé des chats et des chiens errants sur notre commune, la ville de Hem souhaite adhérer au SIVU animal. Ce syndicat a pour objet d'assurer les obligations de 87 communes membres en matière de capture, de bien-être, de garde et d'euthanasie des animaux errants.

Concernant la représentation de chaque commune au sein du SIVU, il est prévu que chaque commune membre ait droit à un siège pour les villes de moins de 20 000 habitants et pour les villes de plus de 20 000 habitants, chaque commune a droit à un siège en plus par tranche de 20 000 habitants. Concernant les contributions financières des communes au SIVU, elles seront les suivantes : il y aura une partie fixe pour couvrir les frais de fonctionnement de l'équipe fourrière, c'est-à-dire aussi bien les frais de personnel que le matériel roulant que le matériel de capture ou les frais de vétérinaire pour les soins aux animaux malades. Ces frais s'élèveront à un euro par habitant. Il y a aussi une partie variable pour couvrir les interventions réalisées par la commune selon la grille tarifaire valable pour toutes les communes. Le siège de ce SIVU, de ce syndicat, est fixé à Tourcoing. Le lieu pressenti pour l'implantation de la fourrière animale serait la Ferme l'Étable à Halluin ainsi que le chenil attenant. Cela concernait donc la première délibération.

La deuxième délibération concerne la désignation de ses représentants. Je vous demande d'approuver la désignation comme déléguée titulaire du SIVU de Blandine Leplat et comme déléguée suppléante du SIVU d'Anne Dassonville. Merci Monsieur le Maire.

M. Francis VERCAMER, Maire : Merci. Qui veut prendre la parole ? Madame Chouia.

Mme Karima CHOUIA : Merci. Les intempéries de janvier 2021 ont achevé de rendre insalubre et complètement inexploitable la fourrière qui était située à la lisière de Roubaix et Tourcoing gérée par la LPA. Pour pallier à cette situation et face au service rendu, la MEL a décidé et a constitué un groupe de travail sur ce sujet et a proposé en décembre la création d'un SIVU chargé de créer un nouveau local d'accueil. La ville d'Halluin s'est portée candidate pour accueillir cette nouvelle structure. Au-delà de la générosité de cette proposition, je trouve qu'elle rend la fourrière animale plus éloignée encore pour les Hémois. Du coup, je voulais profiter de cette délibération déjà pour dire que je pense que cette future fourrière aurait tout intérêt à être maintenue sur le territoire de Roubaix parce qu'elle peut aussi jouer un rôle extrêmement social et d'apprentissage. Donc, voilà. Je sais aussi la complexité à trouver des lieux d'accueil au regard de la réglementation puisqu'il y a des critères d'éloignement des habitations, des ressources en eau, etc. Je pense qu'il y a un vrai sens à ce que cela reste sur un territoire plus proche en tout cas pour tout le monde. Alors, bien évidemment, je suis favorable et je vais voter cette délibération.

Je voulais juste aussi intervenir sur la nécessaire concertation et le travail avec les associations qui œuvrent déjà à ce jour pour réaliser les stérilisations, soigner les animaux, les accompagner, etc. Les animaux errants, mais aussi abandonnés, blessés, accidentés. Il y a tout un autre sujet. Il y a des associations telles que l'École du chat aussi qui participe beaucoup. J'ai questionné sur ce qu'on vote comme subvention à l'École du chat et je pense qu'il faut le maintenir quand bien même ce SIVU sera en place parce que pour moi c'est complémentaire. L'École du chat fonctionne uniquement avec des bénévoles pour le nourrissage sur divers sites. Je vais prendre l'exemple de notre commune. Elles piègent et elles transportent chez les vétérinaires les animaux qui sont malades ou en détresse. Si un animal doit subir une opération, elles prennent en charge et elles recueillent comme famille d'accueil le temps que l'animal se rétablisse. Ensuite, si les animaux ne sont pas identifiés, elles essaient de retrouver de nouveaux propriétaires.

C'est une association qui se démène pour trouver des fonds nécessaires à son fonctionnement et mener à bien ses missions. Elles font un certain nombre d'autres actions au-delà des subventions qu'elles perçoivent et elles souhaitent aussi travailler avec la Mairie de Hem pour identifier des sites où les chats errants pourraient être nourris, abrités. Elles proposent que la ville s'inspire du travail qui est fait par Wattrelos en fait, en concertation avec elles. Je pense que voilà, c'était l'occasion aussi d'en échanger.

Pour aller au-delà du côté fourrière auprès des animaux, je pense qu'au-delà de cette seule fonction de fourrière telle qu'elle est définie par la loi, le SIVU pourrait aussi s'atteler, mais du coup ce sera peut-être le rôle de nos représentants de le proposer, à éduquer et sensibiliser à l'éthique animale pour réduire toute forme de violence. On sait que l'éducation canine, le conseil et l'accompagnement dans la prévention sanitaire, la lutte contre l'abandon, la maltraitance et la négligence animale est très importante, mais aussi travailler le lien social que ça peut apporter. Je pense que le projet pourrait rassembler l'ensemble de ceux et celles qui veulent contribuer, ou en tout cas qui se préoccupent de la condition animale et reconnaissent l'utilité sociale des animaux. C'est tout ce que je voulais dire.

M. Francis VERCAMER, Maire : Merci. Qui veut prendre la parole encore ? Madame Leplat.

Mme Blandine LEPLAT : Je voulais juste vous rassurer, Madame Chouia. Oui, la subvention est bien maintenue à l'École du chat qui fait, on le reconnaît tout à fait, un excellent travail sur toute la commune. D'ailleurs, je vais les rencontrer incessamment sous peu justement pour voir un peu comment ils agissent, etc., ce qu'on peut s'apporter mutuellement puisque la ville de Hem prend fait et cause pour les animaux puisqu'on a quand même développé déjà un cani-stade et d'autres sont prévus ou agrandir celui qui est actuellement sur le jardin des perspectives. Donc voilà, c'est une condition. Nous faisons attention au bien-être de l'animal sur la ville.

M. Francis VERCAMER, Maire : Qui veut encore prendre la parole ? Simplement, je ne veux pas rentrer dans le débat sur l'École du chat, etc. parce que je sais que beaucoup d'élus ici ont déjà soulevé ce sujet. Je sais que c'est actuellement entre de bonnes mains avec Blandine Leplat. Moi, je voulais vous parler rapidement des problèmes que nous avons pour les animaux en ville quand même parce qu'on a eu plusieurs demandes, notamment au moment de la grippe aviaire, de prendre un certain nombre de dispositions pour protéger les animaux. Le problème, c'est que les gens ne déclarent pas quand ils ont des volatiles dans leur jardin. Donc on a aujourd'hui, je ne sais plus, soixante-dix je crois, soixante-dix foyers qui ont déclaré. On sait qu'il y en a beaucoup qui en ont parce qu'ils ont des œufs, etc. C'est bien, c'est sympa, sauf que derrière, malheureusement, on ne les connaît pas. Donc, quand on a des demandes de la préfecture pour protéger ou pour prendre des mesures contre la grippe aviaire, on a du mal à le faire. Je voulais vous le signaler parce qu'il n'y a pas que le chat. C'est un sujet qui est quand même assez prégnant.

Je vous propose de passer au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? C'est l'unanimité.

À l'unanimité des présents, les élus approuvent la création d'un SIVU Fourrière animale et l'acceptation du périmètre et de ses statuts ainsi que la désignation des représentants de la ville.

11. TARIFICATION DE L'ECOLE MUNICIPALE D'ARTS PLASTIQUES ET DE L'ECOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE

12. TARIFICATION DES SEANCES DE CINEMA AU ZEPHYR

M. Francis VERCAMER, Maire : Je passe la parole à Jean-François Leclercq, Fabienne Lepers et Etienne Delepaut pour les délibérations 11, 12, 14, 15 et 18.

M. Jean-François LECLERCQ: Alors effectivement, je vais vous parler d'abord des délibérations 11 et 12 concernant d'une part les tarifs de l'École Municipale d'Arts Plastiques et ceux de l'École Municipale de Musique. Pour mémoire, la dernière révision des tarifs remonte à 2017. Donc là, nouvelle révision cette année sachant que nous avons créé une nouvelle tranche à l'image de ce qui s'était fait avec la restauration scolaire lorsque ça avait été vu en conseil municipal et travaillé avec Bruno. Donc on a créé une nouvelle tranche avec un QF égal ou supérieur à 2100€ afin de répartir différemment les QF au niveau des cotisations demandées aux familles.

Donc pour les deux premières tranches, pour la tranche inférieure ou égale à 369 et pour celle entre 370 et 499, nous avons revu à la baisse ces deux premières tranches d'environ 15% pour les cours à l'année au niveau des ateliers de l'EMAP et pour les cours de musique à l'année. La troisième tranche ne bouge pas puisqu'on le sait, en général malheureusement, c'est la tranche qui n'a droit à rien nulle part puisque dans tous les dispositifs d'État ou autre, c'est souvent la tranche qui gagne bien, mais qui gagne trop pour avoir un peu d'avantages et qui ne gagne pas assez pour avoir d'autres avantages. Donc on a décidé de ne pas augmenter cette tranche-là et il y a une légère augmentation pour les autres tranches plus bien sûr celle que nous avons créée pour le quotient familial supérieur à 2100 €.

L'objectif c'est bien sûr de privilégier les familles aux coefficients les plus faibles pour les inciter à inscrire leurs enfants à l'École de Musique ou à l'École d'Arts Plastiques. Voilà au niveau des tarifs à l'année et bien sûr il y a forcément une petite révision sur les stages pendant les petites vacances sur le même principe. Les deux premières tranches avec des baisses aussi du même ordre et la création d'une nouvelle tranche pour les tranches supérieures à un QF de 2100€. Voilà. Donc la volonté c'est bien évidemment de privilégier et d'ouvrir le plus largement possible nos structures culturelles de l'École de Musique et de l'École d'Arts Plastiques pour les familles qui n'ont pas forcément les moyens d'y mettre leurs enfants et on espère qu'avec cette baisse de 15% inciter les familles à nous confier leurs enfants soit à l'École d'Arts Plastiques soit à l'École de Musique.

Je parle de la deuxième délibération qui concerne les tarifs des séances de cinéma qui se déroulent pendant les petites vacances au Zéphyr. Là aussi, une petite augmentation. Nous passons à 4€ au lieu de 3€, sachant que c'est par rapport à la moyenne de ce qui peut se faire sur la Métropole. Je ne parle pas des cinémas commerciaux, mais ce qui peut se faire dans les villes lorsqu'il y a des séances de cinéma proposées à la population. Nous sommes en deçà

puisqu'en règle générale, on est souvent à 4,50€ ou 5€ pour ces séances de cinéma. Souvent, c'est pour les enfants, sachant que les adultes payent le plein pot tandis que chez nous, c'est 4€ quel que soit l'âge de la personne qui vient au cinéma, petit et grand, jeune et moins jeune. C'est un tarif unique donc, voilà, on reste tout à fait dans les clous en termes de tarifs, non seulement par rapport aux cinémas où là, les tarifs sont beaucoup plus conséquents et par rapport à ce qui peut se faire ailleurs au niveau de séances de cinéma sur d'autres communes.

Voilà, de revoir un peu légèrement à la hausse ce tarif, ça compense en partie des augmentations aussi d'électricité et autres charges que nous subissons également. Là aussi, un partage qui me semble équitable sur ces séances de cinéma tout en restant raisonnable et permettant ainsi au plus grand nombre de pouvoir assister à ces séances de cinéma que nous proposons à chaque période de petites vacances. Pour information, la dernière séance durant les vacances de février, on avait près de 800 personnes au Zéphyr pour venir assister à la séance de cinéma.

14. ACCUEIL DE LOISIRS ENFANTS ET JEUNES – TARIFS ANNEE 2023-2024

15. RESTAURATION SCOLAIRE ET ACCUEILS PERISCOLAIRES – TARIFS ANNEE 2023-2024

Mme Fabienne LEPERS : Je vais présenter groupées les deux délibérations. Par choix de la municipalité d'appliquer le principe d'une progressivité de la tarification de la restauration scolaire et des accueils de loisirs, nous proposons une mesure d'équité. Le nombre de six tranches qui permet de mieux tenir compte de la situation des foyers, en particulier des familles les plus modestes, sera généralisé à l'ensemble de notre tarification. L'inflation des prix alimentaires, augmentation de 9,9% du coût du repas par notre prestataire pour la restauration scolaire, la hausse des salaires, l'augmentation de 3,5% du point d'indice des fonctionnaires et l'envolée des dépenses énergétiques sont venues impacter des prix contribuant à déterminer la tarification municipale. Mais pour tenir compte des effets de la crise sanitaire sur les ménages, la municipalité a décidé de supporter la majeure partie de cette inflation. Une répartition de la charge de ces services publics demande néanmoins une réévaluation tarifaire. Hormis pour les séjours de notre accueil de loisirs linguistiques *Summer holidays*, celle-ci n'impactera pas les administrés ayant un quotient familial inférieur à 850. En effet, seules les familles ayant un quotient supérieur participeront à l'effort collectif. Cet effort est de l'ordre de quelques centimes et ne dépasse jamais les 7% du tarif appliqué avant la crise actuelle.

Concernant la délibération sur notre restauration, seules les familles hémoises les plus aisées participent à cet effort avec une augmentation de 20 centimes par repas, soit une augmentation de 5%. Nous souhaitons que les familles non hémoises dont les enfants bénéficient de notre restauration participent également aux charges inflationnistes, mais là aussi, uniquement pour les familles ayant un quotient familial appartenant aux trois dernières tranches et toujours dans la limite des 7%.

Concernant la délibération pour la tarification de nos accueils de loisirs, cette logique d'impacter uniquement les familles les moins modestes et toujours en limitant à +7% leur participation est également appliquée. Seuls les séjours organisés dans le cadre du *Summer holidays* dérogent à cette règle, car nous nous devions de les rendre cohérents à la prestation unique aux enfants. J'en ai terminé.

18. TARIFICATION DE L'ECOLE MUNICIPALE DE NATATION

M. Etienne DELEPAUT : Pour ma part, pour le service des sports, cette tarification concerne donc les activités proposées au petit bassin, donc à l'École de natation. Cela concerne l'apprentissage qui se fait sur l'année et ce qu'on appelle les bébés nageurs au jardin aquatique qui sont proposés à la séance. Comme pour les collègues, nous avons créé une tranche supplémentaire pour un coefficient supérieur à 2100€. Nous n'avons pas augmenté les deux tranches inférieures et donc les seules tranches qui ont été augmentées ce sont les 3, 4, 5 et 6, donc la nouvelle, et dans des mesures très, très moindres. Voilà. Cela a été fait en accord avec le travail fait par Bruno Duquesnoy que je remercie puisque ce travail a été fait d'ailleurs suite à différentes conversations qu'on a pu avoir ici. Je pense que tout le monde s'est impliqué sur ces nouveaux tarifs. On a cherché à faire au mieux. On ne peut pas toujours ne pas augmenter. Voilà, pour ma part, les justifications de ces petites augmentations. Merci.

M. Francis VERCAMER, Maire : Bruno Duquesnoy, puisque c'est lui qui a travaillé sur ces tarifs.

M. Bruno DUQUESNOY : Oui, presque tout est dit, mais je voudrais juste rappeler le cadre général. Bien entendu, ces évolutions sont faites dans le cadre de l'évolution des coûts. Fabienne l'a rappelé. On pourrait aussi parler de la piscine où on a par exemple 30% d'économie à la piscine des trois villes et une augmentation multipliée par deux des coûts de chauffage. Donc la démarche a été basée sur la démarche que nous avons menée ensemble en 2022 pour la restauration scolaire et qui avait été approuvée, qui consistait à fusionner les deux premières tranches si vous vous souvenez et à créer une tranche supplémentaire au-delà du coefficient familial 2100€.

Ce qu'on cherchait aussi, c'est à conforter les tarifs autant que possible sur tout ce qui est contraint. Ce que j'appelle « contraint », c'est les garderies par exemple qui n'ont pas été augmentées. Pour la restauration scolaire, Fabienne l'a dit aussi, seule la dernière tranche a été augmentée. Et là, on est bien sur de la contrainte de cantine, la contrainte de garderie, donc tous les gens qui travaillent et qui ne peuvent pas faire autrement. Après, on est allé sur les tarifs, on va dire de loisirs, avec la culture où on souhaitait, et Monsieur Dupont nous rappelle régulièrement qu'on ne fait pas assez pour la culture, donc ça, ça permettra, on espère, que les tranches inférieures, plus basses, viennent vers les ateliers, vers l'École de Musique, etc.

L'idée aussi c'était d'avoir un effort réparti et juste, juste entre les tranches, juste entre les Hémois et les non-Hémois et juste aussi avec la ville par ce qu'on ne demande pas aux Hémois et aux non-Hémois de supporter l'ensemble des augmentations. La ville qui contribue sur toutes ces activités entre 50 et 60% continuera à contribuer entre 50 et 60%. Donc, voilà.

Quelques petits chiffres aussi pour montrer la qualité et l'objectif était aussi de garder la qualité de nos prestations. Je pense aussi à la qualité des encadrements des ALSH, des mercredis récréatifs, etc. On a eu en 2022, 6212 inscriptions, ce qui est plutôt pas mal. Je mets en dehors l'inscription à la restauration scolaire pour ce que j'appelle 31 129 unités d'œuvre. « Unité d'œuvre » c'est quand on a retenu un jour, on a retenu une nuitée, on a fait une leçon de natation, on a fait l'atelier des arts plastiques.

Ce qu'on voulait aussi c'était garder une bonne place dans la Métropole en termes de tarification. Si on donne quelques exemples, si je regarde les leçons à l'année à la piscine du parc, on est entre 28 et 75 € à l'année. C'est un compteur qui est ouvert et on y va quand on veut quand on est à 5,30€ même à 6€ à la leçon dans les autres piscines.

Quand on regarde sur l'éveil musical, on va de 20€ à 69€ quand à Villeneuve-d'Ascq on est entre 95€ et 195€ et à Roubaix entre 22€ et 120€. Quand je dis 95€ et 195€, c'est que nous, entre 20€ et 69€, on a aussi l'inscription à l'année qui est comprise. Quand on prend d'autres villes, on peut se retrouver peut-être un peu inférieur ou juste au-dessus de nos tarifs, mais il faut rajouter des inscriptions à l'année. Seul Wattrelos peut faire un petit peu mieux, entre 10 et 60€.

Si je regarde également les accueils périscolaires du matin, on est entre 27 centimes et 1,60€ quand on arrive sur Roubaix entre 50 centimes et 2,10€ ou à Wattrelos entre 36 centimes et 1,65€. Donc voilà. L'idée était vraiment de se baser sur le travail qui avait été fait l'année passée, de continuer à maintenir la qualité de nos animations et d'avoir une participation juste de cet effort dû à l'environnement.

M. Francis VERCAMER, Maire : Merci. Qui demande la parole ? Madame Louchart.

Mme Mathilde LOUCHART : Merci. Avant de rentrer dans le détail des tarifs, je pense qu'il faut rappeler le contexte dans lequel notre commune s'inscrit et notamment le contexte budgétaire parce que c'est bien de ça qu'on parle. On rappelle suffisamment souvent qu'on dispose de finances saines, une très confortable capacité d'auto-investissement. Même si elle a baissé de 600 000€ cette année à cause du contexte, on est quand même restés à plus de 2 millions d'euros. Je pense qu'effectivement, si on compare par rapport aux communes voisines, on peut quand même se dire qu'on a une capacité d'auto-investissement qui est très largement supérieure à la moyenne et qu'on va encore enregistrer cette année des augmentations des recettes fiscales qui sont aussi dues au contexte. Vous nous demandez aujourd'hui, dans ce contexte-là, d'approuver une augmentation des tarifs des services municipaux auprès des habitants.

On aurait été favorables éventuellement aux délibérations sur les tarifs de musique et d'arts plastiques parce qu'il y a quelque part un effort de justification de solidarité en disant qu'on baisse les tarifs pour les tranches les plus faibles et donc on crée des tranches supplémentaires pour les plus hauts revenus pour compenser. Donc à budget constant et dans un but social, j'aurais voté pour sans aucun problème et c'est d'ailleurs ce qu'on réclamait depuis toujours. Mais là, on n'est pas vraiment dans ce contexte-là. On est plutôt dans une volonté d'augmenter les recettes de la municipalité et donc de mettre une pression supplémentaire sur les ménages. Alors, vous justifiez le fait que cela ne concerne que les plus hauts revenus, mais vous commencez à partir du coefficient 850. Pour illustrer ce que ça représente, le coefficient 850 c'est un couple avec deux enfants qui déclare 2600€ de revenus. On ne peut donc pas dire que ce soit des couples qui aient des marges de manœuvre financières très importantes. Vous dites que ce ne sont que des centimes, mais des petites augmentations sur tous les postes et tous les tarifs municipaux quand on a plusieurs enfants, au bout d'un moment, ça commence à faire beaucoup. Et le principe est que la ville n'en a pas besoin. On a les moyens de prendre en charge ces coûts d'inflation. On a déjà des recettes fiscales qui nous le permettent. On n'a pas besoin d'aller chercher davantage de charges sur les hémois. On peut absorber ça. Voilà.

M. Francis VERCAMER, Maire : Madame CHOUIA.

Mme CHOUIA : Merci. Alors effectivement, les décisions, elles s'apprécient dans un contexte. Le contexte actuel c'est la hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentaire, des produits d'hygiène. Ça impacte tout le monde. Ça impacte les collectivités, ça impacte les familles. Il y a cet effort qui est fait de retravailler la politique tarifaire et les grilles. Moi j'ai toujours milité et je milite toujours pour une tarification progressive et proportionnelle aux moyens financiers des familles. Ça s'inscrit dans ce contexte et dans cet objectif et on a contribué aussi au travail en 2022 donc je reste aussi cohérente avec ce qu'on a travaillé ensemble.

Néanmoins, j'aimerais qu'on veille quand même à ce que chaque famille hémoise continue à pouvoir aussi vivre décemment et dignement après avoir payé les activités. Certes, ce n'est pas énorme, mais il faut quand même que l'on soit vigilants à ça, d'autant plus sur les tranches intermédiaires. Jean-François l'a dit tout à l'heure, mais c'est souvent la tranche 3, c'est ceux qui sont les plus impactés parce que c'est ceux qui n'ont le droit à rien. Donc il faut être très vigilant aussi à pouvoir peut-être retravailler ces grilles à un moment si on s'aperçoit que ça impacte énormément les familles.

Je ne voulais pas non plus voter à l'aveugle, raison pour laquelle j'avais demandé des chiffres qui nous ont été donnés et l'impact que ça produit sur les différentes tranches. L'idée était aussi de veiller à voir s'il y avait des glissements dans les différentes tranches et ce que ça pouvait apporter. A priori, c'est uniquement sur les dernières. Moi, je pense que j'aurais rajouté une tranche supplémentaire pour peut-être rendre encore plus progressive cette grille et notamment sur les tranches intermédiaires dont on vient de parler afin de rendre aussi plus transparente cette nouvelle tarification. Peut-être qu'il faut aussi le communiquer dès maintenant sur le portail famille. Peut-être, proposer aussi un simulateur pour que les familles puissent voir ce que ça va avoir comme impact sur eux et sur leur facture et prendre les décisions en toute connaissance de cause. Je pense que ça, ça peut se faire aussi sur le portail famille.

L'idée c'est qu'on ne voie pas de familles modestes devoir faire des choix cornéliens, c'est-à-dire retirer leurs enfants alors qu'elles n'ont pas la possibilité de garder des activités ou alors être dans des privations concernant d'autres besoins de leurs enfants les plus fondamentaux. Je pense donc qu'il faut maintenir la qualité et l'accessibilité des services et des activités péri et extrascolaires pour tous et l'accessibilité c'est aussi la progressivité et la proportionnalité.

M. Francis VERCAMER, Maire : Qui veut s'exprimer. Alors Bruno Duquesnoy d'abord peut-être pour la partie calculs et puis après les adjoints en charge.

Bruno DUQUESNOY : Je voudrais juste rebondir sur ce que vous dites Madame Chouia sur le suivi, une petite information. J'ai regardé le travail que nous avions fait sur la restauration scolaire où on avait la même interrogation de nous dire : « Est-ce qu'on ne va pas laisser des scolaires sur le côté parce que les tarifs auraient trop augmenté ? ». À ce jour, et on regardera les chiffres si vous le voulez, je peux confirmer qu'il n'y a pas eu de désistement et que les familles sont toujours présentes.

M. Francis VERCAMER, Maire : Jean-François Leclercq.

Jean-François LECLERCQ : Oui, juste une précision par rapport à ce que je disais tout à l'heure. Je rappelle que pour l'École de musique, c'est un droit d'inscription. Pour information, un élève qui rentre en première année à l'École de Musique dans le 1er cycle, coûte sur une année 800€. Aujourd'hui, la tarification pour le coefficient le plus bas, on est à 49€, donc 49€, pour l'année, 800€. Donc là on est à plus de 50 ou 60% de prise en charge pour la ville et pour le coefficient le plus élevé à 140€ toujours par rapport à 800€. Je voulais quand même le préciser. La ville prend largement sa part par rapport au coût d'un enfant qui suit les cours à l'École de Musique sur une année.

L'École d'Arts plastiques c'est un peu moins puisque là, effectivement, il y a moins de cours parce qu'un enfant qui entre à l'École de Musique ne suit pas seulement un cours par semaine, mais en général, c'est trois cours par semaine. En effet, c'est l'apprentissage de ce qu'on appelait avant du solfège qui est maintenant l'instrument et souvent soit la chorale, soit un mini orchestre. C'est donc souvent deux à trois cours par semaine pour un enfant. Pour l'École d'Arts plastiques, là, on est sur un coût annuel de 255€ quand on demande 49€ pour les familles avec les coefficients les plus bas et 140€ pour les coefficients les plus hauts. Là aussi, on a une prise en charge par la ville d'un montant non négligeable pour nos petits Hémois qui participent à nos écoles culturelles et c'est bien sûr une volonté de la ville de faire ainsi pour en accueillir le plus possible dans les meilleures conditions.

M. Francis VERCAMER, Maire : Quelques chiffres supplémentaires. D'abord, je vous remercie de vos interventions. Je relisais le compte-rendu du conseil municipal où on parlait justement de la modification tarifaire de la restauration scolaire. Madame Chouia, vous réitérez vos propos puisque vous disiez à l'époque : « *C'est une demande cette modification et l'évolution des tarifications que nous portons depuis longtemps. Elle se concrétise aujourd'hui. Elle est le fruit de la réflexion partagée.* » etc. En gros, cette mesure que Bruno Duquesnoy porte, c'est-à-dire une meilleure progressivité, une réduction sur les bas tarifs sur les familles les moins aisées et avoir une petite augmentation pour celles qui le sont un peu plus, vous le partagiez. Je dois dire que Madame Mathilde Louchart, vous disiez la même chose : « *Je voulais juste vous remercier d'avoir répondu favorablement à cette demande de revalorisation des tarifs.* ». Je ne vais pas vous relire tout ce que vous avez dit , mais à l'époque, vous étiez d'accord. D'ailleurs, vous concluiez : « I*l faut poursuivre le travail sur toutes les activités qui sont proposées pour la ville dans le même sens. ».* C'est exactement ce que l'on fait.

Madame Mathilde LOUCHART : Je peux relire ce que j'ai dit parce que vous déformez complètement tout ce que j'ai dit.

M. Francis VERCAMER, Maire : Je vous laisserai la parole. Bruno Duquesnoy l'a fait dans la même mesure puisque c'est la commande qui lui a été passée. Je m'en rappelle. C'était le débat du Conseil. Je lui ai demandé de le faire. Il a même tardé un peu à le faire. Il a eu du mal parce que ce n'est pas simple. Parce que vous savez, dans cette affaire-là, c'est un peu comme l'adage bouddhiste, le bonheur, ce n'est pas au bout du chemin, le bonheur c'est le chemin. En fait, ce qu'on a vérifié, c'est que nos tarifs soient toujours inférieurs à ce qu'on connaît des autres villes. On a donc vérifié que notre offre de services qui est de qualité soit inférieure aux coûts que les gens pouvaient retrouver ailleurs.

C'est ça que l'on a vérifié parce qu'effectivement, on peut toujours dire qu'on a augmenté, que ça va coûter plus cher, c'est vrai, mais si on veut garder un service de qualité et si on veut que ce ne soit pas l'impôt qui finance ce que les gens ne payent pas… Parce que c'est comme ça, on est quand même dans un service public, c'est-à-dire que si ce n'est payé par l'usager, c'est payé par le contribuable. C'est comme ça que ça fonctionne. Alors, c'est soit le contribuable hémois, soit le contribuable français parce que je vous rappelle que l'argent ne tombe pas du ciel. Il vient soit des dotations de l'État, soit des dotations de la MEL, soit des dotations du Département, soit de la fiscalité hémoise. Et donc, lorsque l'usager ne paye pas le tarif complet, le reste à charge est payé par la fiscalité, c'est-à-dire qu'il est payé par l'impôt. Je vous le rappelle quand même. Par exemple, quand sur la restauration scolaire il reste 654 158 € à charge à la ville une fois que les familles ont payé, ces 654 000€, ils sont payés par le budget de la ville, mais en gros c'est par l'imposition, par la fiscalité.

Mais ce que je vous rappelle quand même parce qu'on l'oublie souvent, c'est qu'à Hem, il y a quatre dumistes qui passent gratuitement dans toutes les écoles. Quatre dumistes ! Quatre !

Vous regarderez ailleurs combien il y en a. Quatre dumistes qui passent dans toutes les écoles pour former à l'éveil musical. Vous avez des prestations culturelles, sportives ou de loisirs dans les écoles. 40 000€ sont mis à la disposition des écoles pour que les enfants puissent participer à des évènements sportifs ou culturels extérieurs décidés par l'enseignant et le Conseil d'école. On a 20 000€ sur le passeport culture tous les ans qui profitent à 308 familles. 308 familles bénéficient de passeports culture qui baissent le tarif des inscriptions dans les équipements sportifs ou culturels. On a 80 000€ pour les classes de découverte où je vous rappelle que les élèves vont gratuitement pendant une semaine entièrement payée par la ville, donc payée par le contribuable.

Donc a n'a pas que des activités sportives ou culturelles qui sont payantes, on a plein de choses gratuites qui sont faites à côté qui peuvent bénéficier à des gens qui n'ont pas forcément les moyens de s'inscrire dans les Écoles Municipales de Musique ou d'Arts plastiques parce qu'on a des dumistes qui offrent la musique gratuitement et je vous passe le Démos également entièrement gratuit.

Le reste à charge de la ville est extrêmement important. Je vous ai donné celui de la restauration scolaire. Jean-François vient de le donner pour l'École de Musique. On pourrait vous le faire pour tous les équipements sur ce que la ville continue à prendre en charge. N'empêche que l'inflation dont vous parlez, la hausse de l'énergie dont vous parlez, la ville le subit tout autant que tout le monde. En effet, nous, notre charge est également en évolution. Elle augmente de la même façon et quelque fois même plus élevée que le particulier. Parce que je vous rappelle que le bouclier tarifaire, on n'en bénéficie pas et donc nous, nos charges d'énergie et nos charges de personnel augmentent et il faut bien aussi y faire face.

Alors c'est sûr, on peut aussi dire que ça ne fait rien, on ne fait plus d'investissement. Et puis lorsqu'on fera le budget, vous nous direz : « *Je ne comprends pas pourquoi vous ne faites pas plus d'isolation »,* comme vous le faites à chaque conseil. Ben oui, si on veut continuer à faire des travaux de transition énergétique, il faut qu'on garde une marge pour pouvoir le faire et c'est ça qu'on vise pour la ville de Hem. C'est continuer à travailler pour le climat parce que c'est important. Et donc si on grignote nos marges parce qu'on n'augmente pas les tarifs alors que nos charges augmentent et que ça nous fait participer un peu plus aux activités des uns et des autres, et bien on aura moins de moyens pour aller faire la transition énergétique. Il me semble bien que vous avez reconnu cette année qu'on avait fait des efforts sur le sujet. Eh bien, on va continuer parce que ça nous paraît important compte tenu du souhait de chacun de travailler sur ce domaine. J'étais en train de chercher un autre élément, mais je ne trouve pas alors ce n'est pas grave, je vais le passer. Mais voilà ce que je voulais vous dire.

Alors Madame Louchart, peut-être que j'ai travesti vos propos, c'est possible, je le reconnais, peut-être que j'ai mal compris ce que vous avez dit. Vous avez même dit que vous étiez prêts à voter, etc. Mais il n'empêche que cette proposition que nous faisons de baisse pour les plus bas coefficients, les plus basses tranches, c'est aussi pour pousser nos jeunes à participer aux écoles de discipline. Quand je regarde le nombre de jeunes dans ces basses tranches, il est très faible. L'idée est donc justement d'offrir une offre de services culturels à moindre coût, 15% moins cher, pour pousser les familles à mettre leurs enfants dans la culture.

Monsieur Dupont le faisait remarquer tout à l'heure. On n'est pas souvent d'accord, Monsieur Dupont, mais sur ça, on est d'accord. La culture a un coût et pour les gens, c'est lourd. Et il faut que les gens puissent accéder à la culture pour tous. C'est l'enjeu de ces tarifs, de tarifs plus bas, plus bas pour l'École d'Arts plastiques, plus bas pour l'École de Musique, pour que ces familles qui ont moins de moyens puissent y mettre leurs enfants et d'ailleurs peut-être pouvoir participer avec des aides. Je vous rappelle que j'ai passé sur les aides du CCAS, etc. qui peuvent également aider à rentrer dans ces écoles de discipline là. Voilà en tout cas ce que je voulais vous dire. Allez-y. Monsieur Dupont et après Madame Louchart.

M. Jacques DUPONT : Je voulais simplement répondre à ce que vous venez de dire. En commission avec Monsieur SIBILLE qui m'a posé la même question, j'avais répondu que le fait d'avoir cette tranche supplémentaire et de faire comme vous l'avez expliqué était une bonne avancée qu'on appréciait, mais que ce qu'expliquait Madame Mathilde Louchart, bien mieux que moi d'ailleurs, c'est de dire que nos finances municipales n'ont pas besoin d'une augmentation globale. Elle a cité comme exemple les tranches moyennes qui étaient très

impactées par l'augmentation. C'est tout. Donc il y a des choses bien, mais un petit effort supplémentaire pour éviter que l'augmentation soit effective, ça aurait été apprécié.

Madame Mathilde LOUCHART : En fait, pour être plus claire, ce n'est pas une remise en cause des objectifs sociaux qui sont proposés dans certaines grilles tarifaires, au contraire, on nous l'a toujours dit et vous l'avez vu vous-même. J'ai bien dit qu'à budget constant, j'aurais été d'accord pour faire ça sur tous les tarifs. C'est un problème de vision de choix budgétaires. Et là, on ne partage pas du tout les mêmes choix parce que pour moi, je le répète, et je crois que la chambre régionale des comptes l'a dit aussi, quand on a une très grosse capacité d'autofinancement, on n'a pas besoin d'aller ponctionner davantage sur les revenus des Hémois. C'est tout. C'est une divergence d'opinions sur la façon de mener notre budget dans notre ville.

M. Francis VERCAMER, Maire : Je pense que Bruno Duquesnoy peut donner l'augmentation budgétaire qu'on a. Tu as fait le calcul. Je pense que les chiffres sont ridicules par rapport à notre budget. On est à budget constant.

M. Bruno DUQUESNOY : Alors, je ne prends pas la restauration parce que finalement, ça a été fait l'année passée , mais le calcul, si en 2023 on avait les mêmes inscrits dans les mêmes tranches, au total, le surplus, il est de 14 000€.

M. Francis VERCAMER, Maire : Sur un budget de 21 millions. Vous voyez, si c'est ça qui va nous sauver, je pense qu'il vaut mieux aller mettre un cierge. 14 000€ de différence. Vous voyez, on est quasiment à budget constant, donc ce que vous dites, on l'a fait, c'est-à-dire qu'on a baissé les basses tranches pour qu'il y en ait plus, cela nous coûtera donc plus cher pour qu'il y en ait plus et on a augmenté les tranches les plus élevées. Et on a fait une balance. 14 000€ de différence sur la totalité de toutes les activités dont on vient de parler. Pas la restauration, mais sur la totalité de ce dont on vient de parler. Donc vous voyez, on est quasiment à l'équilibre. L'objectif c'est qu'il y ait plus de jeunes dans les basses tranches et donc vraisemblablement, on sera à zéro si on y arrive parce que l'objectif c'est quand même ça. Je vous propose de passer au vote. Pardon, Monsieur Sibille.

Monsieur Philippe SIBILLE : Rapidement, merci Monsieur le Maire. Une bien moins brillante intervention, mais deux petites anecdotes sur la tarification sur la cantine. Je vais avoir des mots simples. Je pense que j'en avais déjà échangé avec Madame Louchart en aparté. J'étais surpris qu'il y ait par exemple l'épicerie solidaire et les prescriptions qu'on pouvait donner aux familles les plus défavorisées. J'étais naïf de me dire quand je voyais certaines familles, j'en ai reçu, en voyant quelques petites dettes de cantine - et là merci Monsieur le Maire de rappeler que le CCAS a des interventions au-delà bien sûr de la légitimité quand il y a des prestations familiales qui sont aussi là pour gérer les aides pour les enfants - et une maman m'avait dit : « *Mais attendez, vous voulez que je fasse la cuisine ?* ». Ben, je dis *: « Oui, il y a une démarche, il y a cette proximité possible ou pas. ».* Mais elle dit : *« C'est beaucoup moins cher à la cantine. Pourquoi je vais aller dépenser plus d'argent par rapport à ce que vous me proposez sur les tarifs de cantine ? C'est un repas équilibré.* ». Donc après avoir fait de la pédagogie, je le répète, j'étais naïf de penser cela, mais j'ai eu des retours de ce type-là. C'est une chose.

Et en plus, après, Monsieur le Maire, quand on essaie aujourd'hui de voir l'attractivité de la commune, et je l'ai déjà dit ici dans ce conseil municipal, par les politiques culturelles, sportives, sur l'accès à l'enseignement ou autre, il ne faut pas être surpris qu'aujourd'hui les Hémois s'accrochent à la commune et ne veulent pas la quitter et que par ailleurs beaucoup veulent y venir. C'est quand même un constat remarqué dans les demandes de logement. Moi je pose la question naïvement : « *Mais qu'est-ce qui vous fait venir ?* ». Parce qu'on n'a pas non plus pléthore de logements de qualité ou autre. « *Ben oui, mais, quand je vois la politique que vous menez sur notamment la culture* », je suis surpris aussi d'entendre dire : «*C'est là que c'est le plus possible.* ». Sur le sport, je suis quand même épaté de voir cette possibilité qu'a aujourd'hui Hem. Je n'étais pas conscient peut-être il y a encore quelques années de cette attractivité, cette possibilité aujourd'hui d'avoir une vie possible pour les plus précaires d'entre nous.

Vous évoquiez, Madame Louchart ou Monsieur Dupont, je ne sais plus, de dire qu'il ne faut pas priver les gens des plus simples besoins du quotidien ou simplement d'avoir une vie de bonheur peut-être pour ses propres enfants ou autres. Eh bien, je pense que sur Hem, sur les tarifs d'aujourd'hui, moi je le ressens comme tel. Alors, il y a peut-être un peu de lyrisme,

Monsieur Vercamer, je ne suis pas en train de jouer de la musique, mais je le ressens comme tel et je le vis à ce niveau-là. Les Restos du Cœur, je le répète, moi je suis surpris, aujourd'hui la présidente nous dit : « *Il doit y avoir une embellie au-delà de la politique que vous menez.* » et elle a aussi des retours de gens qui disent : « *Mais on est quand même sur une commune où on peut essayer de s'en sortir* ».

Alors rien n'est parfait, Madame Louchart, on pourrait encore faire sans doute beaucoup d'efforts, certes, mais là aujourd'hui, je sens une forme quand même de sérénité, malgré tous les soucis qu'on peut rencontrer aujourd'hui. Et il y aura encore fort à faire. Le CCAS est vigilant et attentif à toutes les situations qui pourraient dériver et aujourd'hui je le répète, je l'ai déjà dit au dernier conseil municipal, nous sommes à la recherche de ce qu'on appelle « les invisibles », c'est-à-dire les gens aujourd'hui qui estiment peut-être ne pas devoir pouvoir bénéficier du CCAS parce que ce n'est pas dans leur culture familiale. Néanmoins, on essaie d'aller les chercher et les trouver.

La politique de l'énergie, Monsieur le Maire je vais faire un commentaire. Aujourd'hui, force est de constater qu'on aide aussi les gens dans le milieu tarifaire que vous avez évoqué sur les coefficients intermédiaires. On aide aussi les familles qui n'ont le droit peut-être à rien et qui là, aujourd'hui, parce qu'ils ont des soucis d'énergie, on les aide également au-delà de tout barème. De temps en temps, les barèmes, permettez-moi, je m'assois dessus enfin c'est un regard, c'est un repère, mais je le dis souvent au CCAS, il faut essayer d'aller au-delà et de sortir les gens à un moment donné quand ils ont des difficultés. C'est ça aussi la solidarité d'une commune. Je ne vais pas vous convaincre de cela, mais on peut avoir Monsieur Dupont, à un moment donné, peu importe les ressources que l'on a habituellement, un gros problème et la commune, elle doit être au-delà des barèmes pour être capable de pouvoir aider ponctuellement sans commencer à faire des décisions conventionnelles, de dire : « *ressources supérieures au barème* » ou bien « *vous n'y avez pas droit ou bien par ceci ou par cela* ». Non, aujourd'hui sur Hem, on essaie de voir cette sérénité à tenir le cap malgré tous les soucis que rencontrent les Hémois en général, que je ne nie pas. Je pense effectivement qu'on n'est certainement pas dans la Métropole la plus défavorisée, les plus malheureux, mais peut-être me tromperais-je. Je serai le premier à l'avouer si dans les mois à venir cela se réalisait. Merci.

M. Francis VERCAMER, Maire : Bon, est-ce que vous voulez que l'on vote les cinq délibérations en même temps ou est-ce que vous voulez qu'on les sépare parce que vous aurez des votes différents ? Pour vous en même temps ? Une par une ? allez, on y va.

La première, c'est la délibération numéro 11 – Tarification de l'École Municipale d'Arts Plastiques et de l'École Municipale de Musique. Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? Deux.

Avec 31 voix pour et 2 abstentions de Mme Mathilde Louchart et M. Jacques Dupont, le Conseil Municipal approuve la tarification de l'École Municipale d'Arts Plastiques et de l'École Municipale de Musique.

M. Francis VERCAMER, Maire : La numéro 12 c'est la tarification des séances de cinéma au Zéphyr. Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? Donc c'est l'unanimité.

À l'unanimité des présents, les élus approuvent la tarification des séances de cinéma au Zéphyr.

M. Francis VERCAMER, Maire : Après nous avons l'accueil de loisirs enfants et jeunes - tarification 2023 – 2024. Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? Vote contre ? Tous les deux ? D'accord. Abstentions ?

Avec 31 voix pour et 2 voix contre de Mme Mathilde Louchart et M. Jacques Dupont, le Conseil Municipal approuve les tarifs de l'année 2023-2024 des accueils de loisirs, enfants et jeunes.

M. Francis VERCAMER, Maire : Restauration scolaire et accueils périscolaires – tarifs 2023-2024. Qui est pour ? Qui est contre ? Deux. Abstentions ? Zéro.

Avec 31 voix pour et 2 voix contre de Mme Mathilde Louchart et M. Jacques Dupont, le Conseil Municipal approuve les tarifs de l'année 2023-2024 de la restauration scolaire et des accueils périscolaires.

M. Francis VERCAMER, Maire : Et enfin, Tarification de l'École municipale de natation. Qui est pour ? Qui est contre ? Deux. Abstentions ? Zéro, merci.

Avec 31 voix pour et 2 voix contre de Mme Mathilde Louchart et M. Jacques Dupont, le Conseil Municipal approuve la tarification de l'École municipale de natation.

17. PARTENARIAT AVEC UN SPORTIF DE HAUT NIVEAU

M. Francis VERCAMER, Maire : On poursuit avec la délibération numéro 17 et c'est Etienne Delepaut.

M. Etienne DELEPAUT: Merci Monsieur le Maire. Cette délibération a pour objectif la mise en place d'un partenariat entre la ville de Hem et Soheb Bouafia dans le cadre de son parcours vers les JO en 2024. La délibération concerne également la mise à disposition du Zéphyr et de la salle Leplat le 18 mars dernier pour une manifestation sportive organisée par Soheb Bouafia.

La ville de Hem est fière d'avoir un jeune sportif qui évolue à ce niveau et au plus haut niveau de la boxe française. En effet, Soheb Bouafia est champion de France 2022 en 92 kilos. Il fait partie de l'équipe de France et a de grandes chances de participer aux Jeux olympiques en 2024 à Paris. Nous espérons que la ville de Hem, qui se revendique par ailleurs Terre de Jeux, vivra en 2024 les mêmes émotions que celles que nous avons tous vécues ici en 2008 lorsque Daouda Sow, autre enfant de la ville, est revenu de Pékin avec une médaille en argent. J'en ai encore la chair de poule quand je vous en parle aujourd'hui. Je ne doute pas que le spectacle du parcours de Daouda et la joie procurée par sa médaille n'aient semé en Soheb, alors âgé de dix ans en 2008, le rêve qu'il concrétise aujourd'hui et qui, je l'espère, le mènera lui sur la plus haute marche l'an prochain.

Je vous demande donc au nom de Monsieur le Maire d'approuver les termes de la convention, d'autoriser l'imputation des dépenses qui s'y affèrent et de l'autoriser à signer les documents qui s'y rapportent. Je vous remercie.

M. Francis VERCAMER, Maire: Kamel Mahtour.

M. Kamel Mahtour : Merci Monsieur le Maire. Ça a été un bel évènement qui a eu lieu le 18 mars au Zéphyr, le MMA, qu'on aime ou qu'on n'aime pas et qui est aujourd'hui légalisé par la loi. Ça a été rempli. Il y a eu 1000 personnes. Il y avait même des jeunes qui étaient assis sur le côté tellement ils voulaient venir. Pour cet évènement, j'ai eu beaucoup d'émotion parce qu'il y a eu beaucoup de jeunes qui sont venus me voir et qui m'ont dit : « *Kamel, on n'est jamais venu au Zéphyr et on voulait remercier la ville parce qu'on est venu.* ». Ils étaient bien installés parce que dans d'autres endroits, ils sont assis sur une chaise. Là, ils étaient assis sur un fauteuil et ils ont vu des spectacles. Je voulais remercier Monsieur le Maire d'avoir permis et accepté d'organiser cet évènement et aussi pour le soutien à Soheb Bouafia qui est un fils de Hem et qui prépare les JO de 2024. Etienne l'a dit, mais il faut savoir que Soheb Bouafia est salarié à la ville. Il est rattaché au service jeunesse et il est notre ambassadeur. C'est son rôle d'œuvrer auprès des jeunes et à l'extérieur de la ville pour faire rayonner l'image de la ville. Voilà, moi j'ai eu beaucoup d'émotion quand j'ai vu tous ces jeunes parce que le Zéphyr c'est leur maison et j'ai été ému. Merci Monsieur le Maire.

M. Francis VERCAMER, Maire: Merci Kamel. Thibaut Thieffry.

M. Thibaut THIEFFRY: Merci. Juste pour rebondir sur la fin de l'intervention de Kamel parce que je pense qu'il a raison et je voudrais juste présenter par un prisme autre que celui du sport, parce qu'Etienne s'en est chargé, pourquoi je pense que c'est une bonne chose ce qu'on est en train de faire. Alors évidemment, c'est une délibération de sport parce qu'on parle d'un boxeur, des JO et que ça va être un rayonnement de la ville par le prisme du sport, mais je pense aussi et surtout que c'est une action et un soutien qui peut avoir des répercussions sociales positives. Pas simplement parce que c'est aussi une famille qui a été impliquée dans la cohésion sociale du quartier. Je pense à Madame Bouafia qui a été administratrice pendant longtemps du centre social des 3 villes, mais je prends juste deux exemples.

D'abord, sur le fait - ça rejoint un peu ce que tu disais Kamel - de pouvoir capter certains jeunes qui aujourd'hui ne sont pas forcément dans des structures, que ce soit d'ailleurs des associations culturelles ou sportives, ça a peu d'importance, mais qui aujourd'hui sont « nulle part » et qui en voyant quelqu'un qui vient de chez nous, qui habite pas loin de chez eux, vont avoir envie de rejoindre un club de boxe, de MMA ou n'importe quel autre sport et donc d'avoir

un cadre qu'ils n'ont pas forcément aujourd'hui. Deuxième chose, d'utiliser ce soutien à Soheb et donc le sport comme une manière de lever certains freins à l'insertion.

On peut faire le parallèle avec Daouda qui a pris la parole aux derniers vœux du Maire il y a 3 mois et où il a expliqué que depuis sa médaille, il avait pu mesurer le côté presque éducatif pour les jeunes, enfin pour les gens en général, mais surtout pour les jeunes, d'avoir un exemple de quelqu'un, sport ou pas d'ailleurs, qui a réussi grâce à ses efforts, grâce à son travail. Au-delà du sport, je crois que ça peut faire naître des vocations pour des gens qui vont plus se donner à l'école, qui vont s'engager dans des assos ou dans du bénévolat, qui vont plus s'accrocher au fait d'avoir un travail et à réussir dans leur carrière. Pour tout ça, je pense que c'est bien au-delà du sport, une très bonne décision qu'on prend.

M. Francis VERCAMER, Maire: Madame Chouia.

Mme Karima CHOUIA : Moi je vais rebondir sur « *le Zéphyr c'est leur maison* ». Ça veut juste montrer aussi finalement qu'une programmation complètement adaptée et très hétéroclite permet de faire venir dans un lieu culturel qui n'est pas accessible d'autres publics. Donc c'est une première étape et il y en a plein d'autres encore à mener.

M. Francis VERCAMER, Maire: Je me disais, il y a bien quelqu'un qui va le dire. Etienne Delepaut.

M. Etienne DELEPAUT : Je voulais rajouter qu'on parle du Zéphyr, mais on parle aussi de la salle Leplat parce qu'on a aussi notre grand projet tant décrié de l'extension du Zéphyr et de la reconstruction de la salle Leplat. Je voudrais quand même préciser que ce jour-là, enfin plus exactement ces jours-là, heureusement qu'on avait la salle Leplat à côté parce que ces combattants qui sont venus se mesurer sur le ring dans le Zéphyr s'entraînaient à côté à Leplat. Donc ça nous donne raison dans notre choix d'avoir ce projet d'un Zéphyr reconstruit avec la salle Leplat parce qu'on y trouvera forcément toujours une utilité, que ce soit pour le sport ou la culture. En effet, Jean-François ne cesse de le dire, quand on reçoit des grands orchestres, mais il le dira peut-être mieux que moi après, cette possibilité qu'on va se donner, ce sera un plus et ça, je pense qu'on a pu le mesurer *in vivo* le 18 mars dernier. Voilà, je voulais juste rajouter ça. Merci.

M. Francis VERCAMER, Maire: Simplement dire qu'on ne reconstruisait pas le Zéphyr, on reconstruisait la salle Leplat. Monsieur Dupont.

M. Jacques DUPONT : On souscrit totalement à tout ce qui a été dit jusqu'ici, mais il y a quand même une chose sur laquelle il faut travailler. Ce mois-ci, j'ai remarqué aussi d'autres choses. Il y a eu Rock Voisine qui est venu au Zéphyr pour des tarifs de 40 à 43€. Le même jour, il y avait Michael Jones qui venait à Wasquehal. Alors ce n'est pas parce que c'est Wasquehal, c'était 13 ou 16€ les tarifs.

M. Francis VERCAMER, Maire : Je voulais simplement vous dire que l'Aventure fait quelque chose au Zéphyr, et que ce ne sera pas ce prix-là non plus, donc je vous invite à y aller.

M. Etienne DELEPAUT : On parle de tarifs là. Je rappelle quand même que pour le gala de MMA, les places allaient de 25 à 50€ et comme le dit Kamel, c'était plein, donc je pense que quand vous avez un spectacle de qualité, les gens qui ont envie d'y aller y vont. 50€ et c'était rempli. Je ne dis pas que c'était la majorité à 50€, mais ça commençait à 25€.

M. Jacques DUPONT : J'ai dit que j'avais complètement souscrit à ce que vous aviez dit et ce que vous aviez fait. Il n'y a pas de problème. Mais je fais quand même la remarque qu'il reste du chemin. Les gens sont allés au Zéphyr, c'est parfait, mais c'est la première fois qu'ils y allaient donc il reste du chemin à faire.

M. Jean-François LECLERC : Je rappelle simplement et je l'ai déjà dit ici lors de ces conseils municipaux, que sur certains tarifs, effectivement, on essaie d'avoir les plus bas possibles pour avoir un maximum de Hémois qui viennent à ces spectacles, mais effectivement, pour certaines têtes d'affiche ou certains producteurs qui font des tournées en France ou ailleurs, il y a des tarifs qui sont « imposés » sur des fourchettes. Puisque vous parliez de Rock Voisine, si on a un spectacle autour de 40€ à Hem, c'était le même tarif ailleurs. Il n'est pas possible sur certaines tournées et certains spectacles de demander, nous, ville de Hem, à ce que le tarif soit revu à la baisse puisqu'il y a des têtes d'affiche où il y a des tarifs minimums.

Néanmoins, je rappelle qu'entre temps, il y a eu d'autres spectacles avec des tarifs plus abordables et je rejoins Karima Chouia sur la programmation qui doit attirer le plus large public. Lorsqu'on a une programmation qui intéresse des gens, que ce soit sur des quartiers ou d'autres quartiers, et bien on les voit sur place. Pour la petite anecdote, on a mis en ligne vendredi Jarry qui vient au mois de janvier à un tarif unique de 40€ et je peux vous dire que sur trois jours, l'ensemble des places est parti. Comme d'ailleurs dans tous les spectacles qu'il fait en France, tout est parti sur trois jours à Hem comme ailleurs avec un tarif unique.

M. Francis VERCAMER, Maire : L'objet de la délibération, ce n'est pas le tarif du Zéphyr. C'est avant. Là, on était sur Soheb Bouafia. Moi, je suis très heureux que nous puissions avoir cette convention avec lui. En fait, il va valoriser la ville quand il va faire des combats dans le cadre de son sport, puisqu'il est boxeur. Il ne fait pas du MMA, lui, il est boxeur. Il est champion de France. Il fait des combats internationaux. Il sera, j'espère, qualifié aux Jeux olympiques et j'espère qu'on aura effectivement le même parcours que Daouda Sow.

Je précise aussi que la famille Bouafia est une famille très impliquée dans la ville de Hem avec de nombreux enfants ou en tout cas de nombreuses branches où beaucoup sont impliqués soit dans les associations, soit dans le sport puisqu'on a également des champions dans d'autres sports. On ne va pas tous les citer, mais je les félicite et je suis très heureux que cette famille puisse être un peu notre ambassadeur par le biais de Soheb Bouafia, mais également par tous les autres. En effet, j'en ai rencontré d'autres qui sont venus me remercier et qui ont dit : « *Nous aussi, on va valoriser la ville d'Hem* ». Tant mieux, ça permet de valoriser la ville d'Hem ailleurs que dans un microcosme tel que nous le pratiquons nous. On le pratique à Hem et je ne doute pas qu'ici autour de la table, tout le monde valorise la ville. Eux vont le faire à une échelle beaucoup plus large, nationale voire internationale et c'est tant mieux.

En tout cas, je vous propose de passer au vote de cette délibération. Qui est pour ? Qui est contre ? Et bien merci pour cette unanimité.

À l'unanimité des présents, les élus approuvent le partenariat en faveur d'un sportif de haut niveau.

19. REVISION DU PLU 3

M. Francis VERCAMER, Maire : Comme Laurent Pastour n'est pas là, c'est moi qui vais présenter ces délibérations. On a la délibération numéro 19 qui est la révision du PLU. Il y a un diaporama que je vais vous commenter. Je vais vous présenter le diaporama qui présente le PLU 3. Je vous rappelle que le PLU 3 est un projet de territoire à l'échelle de la Métropole Européenne de Lille. C'est un document unique pour les 95 communes et il vient rendre cohérent un certain nombre de politiques publiques qui sont menées sur le territoire, qu'elles soient des politiques publiques métropolitaines ou des politiques publiques communales des 95 communes puisqu'il faut bien sûr que l'ensemble soit cohérent. Cohérent non seulement d'ailleurs entre elles, mais également cohérent par rapport aux documents supérieurs, les supra documents qui sont le SCoT, le SRADDET et bien sûr, le code de l'urbanisme.

Alors d'abord, à quoi sert un PLU ? Un PLU c'est d'abord un projet pour 95 communes avec une ambition partagée, c'est le PADD, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable. Je vous rappelle qu'on a eu un débat ici, dans ce conseil municipal, il y a une petite ou une grosse année. On a discuté du PADD. Il a également été discuté à la Métropole lilloise et ça a permis de définir un projet de territoire qui est partagé. C'est un projet d'aménagement et de développement durable qui a une ambition partagée pour un territoire qu'on a appelé « solidaire, attractif et protecteur ». C'est, j'allais dire, le slogan du PLU. Un territoire solidaire, attractif et protecteur. Ça se décline en différents éléments.
D'abord des règles. Vous avez un règlement qui vient fixer un certain nombre de règles, notamment de constructibilité. Vous avez un certain nombre d'orientations, ce qu'on appelle les OAP, les orientations d'aménagement et de programmation, qui viennent fixer les règles soit thématiques, par exemple l'OAP climat ou des OAP de construction, des OAP de programmation territoriale pour un projet et un aménagement local. Ce sont bien sûr un règlement et un certain nombre de cartes. Des cartes viennent fixer la constructibilité au sol, mais également les hauteurs et un certain nombre d'autres éléments qui peuvent être des emplacements réservés, des éléments de zonage qui permettent plus ou moins de constructibilité. Cela peut être également des servitudes, des servitudes de mixité sociale, des servitudes commerciales ou des

servitudes diverses et variées. Cela vient bien sûr cadrer des projets d'aménagement, de construction, de valorisation et de préservation. Cela va permettre d'instruire les permis de construire et de valider éventuellement des permis d'aménager, mais également d'informer le public puisqu'un PLU est un document qui est opposable. Il sert certes pour le permis de construire, mais c'est aussi un document qui est partagé et qui permet aux uns et aux autres de savoir quelles ambitions sont portées par la Métropole lilloise sur son territoire.

Comme je vous le disais, il y a un cadre supra métropolitain. C'est bien sûr d'abord le code de l'urbanisme. C'est du droit. C'est la loi, c'est l'ordre public, donc cela s'applique bien évidemment. Vous avez le SRADDET qui est un document intermédiaire. C'est le document régional qui vient fixer les grandes orientations d'aménagement territorial de la région. Vous avez le SCoT qui est un schéma de cohérence territoriale qui vient donner un certain nombre d'ambitions et de règles à l'échelle de l'arrondissement de Lille. En gros, c'est la Métropole lilloise, la MEL et Pévèle Carembault, la communauté de communes qui est à côté de nous. L'ensemble a un certain nombre de règles et le projet métropolitain, c'est le PLU, dans lequel vient s'inclure un certain nombre de politiques publiques. Ces politiques publiques ont été votées par la Métropole lilloise dont on a débattu parfois ici. C'est le plan de mobilité dont on a débattu ici, le PLH, le plan local de l'habitat dont a débattu ici, ou le PCAET, le plan de climat air énergie territorial dont on a débattu aussi ici je pense, mais qui est un document métropolitain.

Il y a également le SDIT, le schéma directeur des infrastructures de transports, les projets lourds et également toutes les politiques économiques qui peuvent être portées et bien sûr les projets de territoire de chacune des communes. S'ils ne sont pas contraires à ces politiques publiques supra métropolitaines, ils peuvent bien évidemment s'inscrire à condition qu'ils soient cohérents avec les grandes orientations qui ont été fixées. Chaque commune a donc pu débattre de son projet de territoire.

Quel est le calendrier ? La MEL a lancé la révision du PLU en décembre 2020. Toute l'année 2021 a consisté à travailler sur le PADD, le plan d'aménagement et de développement durable. Puis il y a eu, ici même, au mois d'octobre ou de novembre, la délibération version 1, c'est-à-dire qu'en gros, nous avions une délibération à prendre où on évoquait éventuellement les erreurs, les corrections à faire dessus et puis donner déjà une première orientation. La MEL a arrêté le projet du PLU le 10 février dernier et donc maintenant, nous sommes dans la phase administrative puisqu'à la fois les communes, mais également les personnes publiques associées doivent donner leur avis pendant les trois mois, c'est-à-dire en gros jusqu'au 10-12 juin.

Pendant trois mois, les communes donnent leur avis, et demandent éventuellement encore des corrections parce qu'il peut y avoir aussi des erreurs, nul n'est parfait. Les personnes publiques associées que sont l'État, la Région, le Département, les chambres consulaires, éventuellement les concessionnaires importants du type SNCF, l'autorité environnementale, toutes ces structures vont donner leur avis sur ce PLU. Une fois que l'ensemble de ces avis auront été donnés, cela passera en enquête publique où là, tout un chacun pourra émettre un avis, faire une remarque dans les registres auprès d'un commissaire enquêteur nommé par le tribunal administratif. Cette enquête publique est prévue pour la rentrée, après les vacances d'été.

À l'issue de toute cette procédure, le commissaire-enquêteur fera également un rapport. La MEL se saisira de l'ensemble des avis, ceux des communes, des commissaires-enquêteurs et d'autorités environnementales. Elle prendra éventuellement un certain nombre d'éléments qu'elle considérera être utiles pour le projet et approuvera le PLU 3 au premier semestre 2024.

Nous sommes en 2023, la préparation du projet du PLU a eu lieu avec la version 1. Je vous ai parlé de la commission administrative et de l'enquête publique.

Quels sont maintenant les objectifs de cette révision du PLU 3 ? Le PLU 3 n'avait pas pour but de réformer le PLU 2 parce que le PLU 2 a été voté en 2019 et on n'allait pas réformer un document qui venait d'être voté et qui est d'ailleurs assez peu mis en application. La MEL a donc décidé de revoir un certain nombre de dispositions du PLU 2 pour prendre en compte un certain nombre de politiques publiques qui ont été définies, notamment le PLH, le plan local de l'habitat, le plan de mobilité, le SDIT et le PCAET. Ce sont les deux premières photos du haut. Il s'agit d'accompagner toutes ces politiques publiques et les traduire dans le PLU pour qu'elles soient opposables. En effet, un plan de mobilité ou un PLH n'est pas opposable s'il n'est pas

dans le PLU. Cela permet donc de le rendre opposable. Le troisième point qui est arrivé, surtout depuis 2019, c'est qu'il y a eu la crise sanitaire et de fait la crise économique qui nous a peut-être démontré qu'il fallait peut-être un peu infléchir. En tout cas, il fallait réfléchir à des évolutions ici dans la ville, mais comme à la MEL. Par exemple, le télétravail est arrivé, il faut donc moins de bureaux parce que les gens en ont moins besoin ou on peut peut-être mieux les partager. Avec le COVID et notamment la période de confinement, on s'est aperçu qu'il manquait peut-être un peu d'espaces de nature en ville. Il fallait peut-être les redéfinir. C'est ce qu'on a fait dans la ville de Hem, mais c'est ce qui a été fait dans l'ensemble de la Métropole lilloise.

Il y a également la préservation de la ressource en eau. Nous, nous ne sommes pas concernés puisque vous savez que la nappe phréatique ici est à 110 mètres de profondeur donc nous ne sommes pas concernés. Par contre, il y a 29 communes qui le sont. Pour ces communes, il y a un certain nombre d'interdictions que le préfet a mené, notamment d'extension urbaine et puis des mesures de protection de la ressource, mais également de perméabilisation des sols de façon à ce que ces nappes phréatiques puissent se recharger.

Et puis, il y a bien sûr le PLU unique. Vous le savez sans doute, le PLU 2 a été voté pour 85 communes. Entre deux, la MEL a absorbé deux intercommunalités suite à la loi, je ne sais plus laquelle. Ces deux intercommunalités faisaient dix communes. Ces dix communes avaient chacune leur PLU et comme la loi oblige les Métropoles européennes à avoir un seul PLU, et bien cela a permis de faire un PLU unique.

Enfin, dernier point, cela permet d'accompagner les projets de territoire et d'aménagement de chacune des communes puisqu'entre deux, il y a aussi les élections municipales. Il y a eu des modifications, quelquefois les exécutifs ont changé, donc les projets ont changé et chaque commune a pu aussi réaliser que son projet n'était pas adapté à la crise sanitaire et à la crise économique. Il y a peut-être eu aussi une évolution de pensée qui leur a permis d'adapter leur projet et de le traduite dans le PLU.
Comme je le disais, ce PLU est solidaire, attractif et protecteur. Il a d'abord pour objectif de répondre aux besoins en logement. Je vous rappelle que ce qui a été donné dans le PLH c'est 62 000 logements, 6200 logements par an. On estime qu'un PLU dure dix ans, donc 62 000 logements à créer. Ce n'est donc pas rien. Il faut pouvoir répondre à ça. C'est aussi peut-être remettre sur le marché des logements qui sont vacants, qui sont mal utilisés ou qui répondent peu aux besoins des habitants.

C'est aussi favoriser l'emploi. Je vous rappelle que la Métropole lilloise a deux points de chômage en plus que la moyenne nationale et donc il y a un effort à faire là-dessus. La ville est concernée d'ailleurs à ce sujet parce que nous aussi avons un taux de chômage plus élevé., même s'il s'améliore, on est quand même encore supérieur à la moyenne nationale.

Il y a également l'accès à la nature, j'en parlais tout à l'heure, il faut aussi que l'on puisse accéder à la nature, aux équipements, ce qu'on appelle la ville du quart d'heure, c'est-à-dire être assez près des espaces de nature en ville, des espaces de commerces, des équipements qui peuvent être faits, donc essayer de réfléchir à ça dans le PLU 3. C'est ce qui a été mis en place. Et puis tenir compte de la diversité des territoires. J'y reviendrai après puisque c'est dans le cadre de la partie protection, mais sachez que par exemple la MEL a plus de 50% de son territoire en agricole où naturel, je crois que c'est 55% de zones agricoles naturelles et le PLU 3 augmente de 45 hectares d'ailleurs les zones agricoles et naturelles par rapport au PLU2.

Une Métropole attractive, innovante, mobile et durable, ça, c'est la deuxième ambition. C'est l'ambition du SCoT. Rien n'a été inventé là-dessus, c'est-à-dire que la Métropole lilloise est capitale régionale et donc bien évidemment, il faut en tenir compte. Cela veut dire que derrière, on est locomotive pour l'emploi, pour l'économique, pour l'attractivité des territoires et donc il faut bien sûr qu'on ait une qualité environnementale pour que les gens soient heureux, aient une qualité de vie. Il faut bien sûr travailler sur la performance énergétique, vous en doutez bien, c'est d'actualité. Il faut travailler sur l'avènement du numérique qui est un élément important puisque c'est également l'évolution sociétale. Derrière, il y a des réflexions à avoir sur le sujet. Il y a bien évidemment à travailler sur les équipements et les évènements. Le Zéphyr en fait partie, mais il n'y a pas que ça, il y a les musées, il y a un certain nombre d'équipements qui font partie de l'attractivité. Il s'agit aussi d'en faire une destination touristique avec son patrimoine.

C'est également l'accessibilité, c'est important. Ici on est gâté puisque vous savez que les flux de circulation font que le matin on est bloqué. C'est donc aussi travailler sur cette accessibilité parce que c'est aussi un moyen d'attractivité de la Métropole lilloise. On le voit d'ailleurs en région parisienne où les gens quittent Paris pour aller dans la banlieue parce qu'aujourd'hui, la circulation est extrêmement compliquée à Paris et c'est souvent le cas dans les Métropoles. Si on ne veut pas construire dans la partie agricole, il vaut mieux que les gens restent dans la ville et donc pour qu'ils restent dans la ville, il faut qu'ils puissent circuler correctement. Et puis c'est le déplacement du quotidien avec les pistes cyclables ou en tout cas les déplacements doux.

Enfin, le dernier point c'est la Métropole économe, protectrice des ressources. J'en parlais tout à l'heure sur la gestion de l'eau durable. C'est un souci important. Le préfet va annoncer ici dans les jours qui viennent encore une fois l'arrêté sécheresse parce que les nappes phréatiques ne se remplissent pas. Vous l'avez vu, d'ailleurs vous le voyez à la télé, il n'y a pas qu'ici, c'est un peu partout. Il y a donc un vrai travail à faire sur la protection des ressources en eau et sa recharge bien évidemment. Les terres agricoles naturelles sont préservées. Je vous le disais tout à l'heure, 45 hectares supplémentaires. Je vous parle bien sûr en termes juridiques, pas en termes d'utilisation, c'est-à-dire les zonages N et A au PLU. Donc 55% sur les zones N et A et ça augmente de 45 hectares. C'étaient des zones qui étaient à urbaniser qui repassent en zones agricoles ou naturelles. Et puis la nature et la biodiversité avec la loi de biodiversité, c'est un vrai challenge parce que le problème c'est qu'effectivement beaucoup de terres agricoles ont perdu leur biodiversité parce qu'il n'y a plus de haies, etc., et donc il y a un vrai travail aussi à faire là-dessus avec les agriculteurs. On est tous concerné, mais en tout cas nous à Hem également. Et puis garder la diversité du paysage, alors là on est vraiment concerné puisque nous je vous le rappelle, plus de 40% de notre territoire est en zone naturelle ou agricole. Ils sont d'ailleurs protégés au SCoT et au PLU. Donc on fait partie de cette partie protection.

Alors, pour vous dire, pour ce qui concerne la ville de Hem particulièrement, l'arrêt du PLU tel qu'il est, le projet qui est proposé a pris en compte bien évidemment les demandes que nous avons faites. On a eu 100 demandes, 20 n'ont pas été retenues soit parce qu'elles ont été abandonnées parce qu'elles étaient non conformes aux politiques publiques ou parce qu'elles n'étaient pas recevables ou tout bêtement parce qu'elles ne faisaient pas partie du PLU, c'est-à-dire que ça ne pouvait pas être traduit dans le PLU. Et puis trois ont été satisfaites par le règlement du PLU, c'est-à-dire que toutes les villes avaient demandé la même chose et donc évidemment ça a été mis à l'échelle du règlement et donc c'est une règle générale qui a été posée.

On a bien sûr traduit dans notre PLU local les politiques publiques, le SDIT. On est concerné par le tram donc on est concerné bien sûr par le PLH et le plan de mobilité. Les coefficients de densité minimale, vous savez le 0703, on en avait parlé au moment de la version 1, on est concerné puisqu'on a le tram et également une liane. Alors pour l'instant, ce n'est qu'une liane, ce n'est pas une ligne de transport en niveau de service qui est prévue entre Hem et Villeneuve-d'Ascq donc là, on n'est pas concerné par un CDM 07, mais on a un CDM 03 partout. C'est la règle générale.

On a un certain nombre d'ajustements de zonage et de corrections qui ont été faites, des erreurs de zonage, des traits qui n'étaient pas tout à fait bons sur le tracé donc ça, c'est ce qu'on appelle des corrections. Il y a eu un certain nombre d'emplacements réservés qui ont été mis, d'autres qui ont été supprimés, d'autres qui ont été déplacés. On a eu aussi des réflexions sur les hauteurs. Vous savez qu'il y avait un problème de hauteur, donc savoir si on met 10 mètres, si on met 13 mètres, si on met plus, etc. Tout ça a donc été réfléchi en fonction du lieu. Il y a des lieux où on peut mettre de la hauteur, d'autres où ça le supporte moins. En centre-ville on met plutôt de la hauteur, on a des collectifs.

On a mis également des servitudes, notamment une servitude commerciale le long de la rue Coubronne puisqu'on veut les protéger de façon ce qu'on n'ait pas, comme il s'est passé dans les années 80 où la plupart des commerces qui ont fermé ont été transformés en maisons individuelles. Si on veut garder les commerces, on a mis une servitude qui empêche leur transformation en maisons individuelles. On a quatre OAP. Les OAP vous les connaissez. Sûrement que vous allez intervenir dessus. C'est l'OAP de la Tribonnerie 2. C'est le périmètre

où il y a le garage Citroën. Il y a l'OAP Schweitzer-Longchamp. C'est là où il y a le centre commercial Schweitzer. Et le site de la Lionderie, l'OAP de la NPNRU de la Lionderie qui sont dans nos demandes et qui ont bien sûr été acceptées.

On a mis les outils de nature en ville, on en a pas mal. On a protégé ces outils, notamment le Jardin des perspectives, mais c'est aussi le cas du triangle des saules et d'un certain nombre d'espaces naturels que nous avons en ville qu'on a protégés. On a un certain nombre d'inscriptions patrimoine d'IPAP ou d'IPEN. L'IPAP c'est pour les bâtiments et l'IPEN, pour les espaces naturels. Par exemple, les marronniers qui sont en face de la mairie qui mènent au CTM, ont été protégés dans le cadre de ce PLU 3. On a également protégé les jardins derrière le presbytère par exemple. Et puis aucune extension urbaine n'a été inscrite, c'est-à-dire qu'on a zéro extension de plus par rapport au PLU 2. On a maintenu celles qu'il y avait, on les a peut-être même un peu réduites, mais enfin je pense qu'on a maintenu celles qu'il y avait. Je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de changements en la matière.

Et puis dans la délibération, vous avez vu qu'il y a un amendement que l'on propose qui est un amendement commercial puisqu'on a estimé en discutant avec les services que les 400 m² tels qu'ils sont inscrits dans le règlement du PLU3 ne sont pas très clairs. En discutant avec un avocat spécialisé, on a compris que ce n'était pas très clair parce qu'en fait, il n'est pas indiqué que les locaux attenants au commerce doivent être des locaux qui servent au commerce dans les 400 m². C'est-à-dire qu'on dit « 400 m² de locaux et annexes », sauf qu'il suffit qu'il y ait un boulanger qui ait derrière un entrepôt pour aller livrer du pain, il ne peut pas s'installer parce que son entrepôt fait plus de 400 m² alors qu'il n'est pas fait pour servir pour le commerce, il est fait simplement pour aller livrer du pain. On voudrait clarifier ce sujet de façon à ce que les 400 m² soient des 400 mètres linéaires commerciaux maximum. Je ne sais pas si vous me comprenez bien. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, le SCoT et le PLU interdisent de faire plus de 400 m² de commerce d'un seul tenant, soit en plusieurs cellules ou en grande cellule ou en grand espace, sauf qu'il dit également « l'espace annexe ». L'espace annexe, ça peut être tout, donc si le gars a un showroom et que derrière il y a un bureau…Je pense à Monsieur Lazek qui est en train de faire un showroom avec un bureau derrière où il va vendre par internet. Est-ce que c'est dedans ou pas ? Donc on a demandé de clarifier et on a fait une proposition. Je ne sais pas si ça va être retenu comme ça parce que c'est bien sûr le service économique de la MEL qui le prendra en compte et l'étudiera. Voilà en gros ce que nous avons et je vous laisse la parole. Qui la demande ? Monsieur Dupont.

M. Jacques DUPONT : Merci. Vous nous sollicitez aujourd'hui pour recueillir nos avis concernant l'évolution du PLU 3. Il s'agit avant tout de mettre en place une politique durable dans tous les domaines qui constituent notre cadre de vie : l'eau, l'énergie, les déchets, l'air, les sols, le numérique, la mobilité et la biodiversité tout en composant avec des contraintes liées au logement et à nos aménagements. Face à ce défi et après avoir vu la présentation du PLU 3 en commission, vous proposez pour nous des options soutenant une urbanisation trop intensive, une logique de mobilité où la place des déplacements automobiles est trop privilégiée et un manque de sobriété dans nos choix d'investissement.

Vous connaissez nos positions. Quelques exemples. L'urbanisation de la Tribonnerie 2 est obsolète au regard des objectifs de développement durable désormais en vigueur. L'aménagement du rond-point de la M 700 que vous soutenez n'est pas réaliste et a privé depuis des années les Hémois d'un aménagement efficace. La portion de tracé du tram jusqu'à son terminus apparaît tellement peu attractive qu'il sera bien un jour remis en cause, plongeant ainsi pour quinze ans les riverains de la rue Jules Guesde dans l'incertitude immobilière. L'aménagement du secteur de l'avenue du général de Gaulle symbolise les privilèges dont bénéficie la voiture dans notre ville.

Le projet de cœur de ville et le classement linéaire commercial de l'ensemble du lieu d'histoire que constitue le pourtour de Saint Corneille symbolisent l'intensité de notre organisation. J'entends et on nous l'a dit en commission que la MEL a voté pour ce projet à 94%, ce qui laissera entendre qu'il soit parfait. Je pense que ce score trahit en fait un dysfonctionnement. La somme des intérêts particuliers ne correspond jamais à l'intérêt collectif. Les majorités municipales qui soutiennent à juste titre par leur vote à Lille les grandes orientations du PLU et ses grands principes comme le PCAT que vous avez cités, ont bien du mal à s'imposer les contraintes elles-mêmes. C'est pourquoi je ne soutiens pas votre avis sur ce plan.

M. Francis VERCAMER, Maire : Madame Chouia.

Mme Karima CHOUIA : Merci. Je profite de ce nouveau passage pour souligner à nouveau des choses. Je vais être cohérente avec ce que j'ai dit aussi la dernière fois. Je voulais juste reparler du coefficient de biotope. C'est la part des surfaces aménagées qui est définitivement consacrée à la nature dans une surface totale à aménager. Je parle à l'échelle de la MEL du coup puisque le PLU est aussi à l'échelle de la MEL. Je pense que c'est quelque chose qu'il faut vraiment encadrer et rendre indétournable. En effet, souvent, les promoteurs essaient de détourner ce coefficient de biotope. Certaines villes de la MEL ont défini des règles spécifiques. Peut-être que Hem pourrait aussi regarder à définir des règles spécifiques sur ce sujet.

On peut toujours aller plus loin sur les énergies renouvelables et les mobilités et je pense qu'en ces temps de climat difficile, on peut tous y réfléchir aussi. Moi je souhaite aussi pour Hem et tous les futurs projets d'aménagement qu'on essaie de déterminer que 100% de nos places de stationnement soient complètement en pavement végétalisé, systématiquement 100%, sauf les PMR bien évidemment parce que ça s'impose aussi à ce niveau.

Sur le logement et le PLH, je pense qu'il faut vraiment tendre vers une mixité pour tous dans tous les projets et que la mixité ce n'est pas juste réserver des plots pour le social d'un côté et d'autres logements de l'autre, mais c'est disséminer des appartements ou des maisons à l'intérieur des projets et souvent les promoteurs cloisonnent encore dans les projets des plots sociaux et d'autres plots. La vraie mixité c'est de mixer les publics et tout le temps. Cela doit être disséminé dans l'ensemble des projets. L'importance de protéger les champs captant et la ressource en eau, mais je l'avais déjà dit aussi la dernière fois parce que l'eau est précieuse et qu'on peut vite et plus vite que certains ne le pensent, être privés de la ressource en eau. Ça va être un vrai enjeu dans les années à venir.

Je pense que la biodiversité, le climat, la santé environnementale, la justice sociale, le droit à un environnement sain ou droit d'accéder à des espaces verts - on parle des villes à 15 minutes, c'est tout à fait vrai – ça doit être les grands gagnants de ce PLU pour tout le monde. En effet, on n'a plus le luxe d'attendre aujourd'hui face à l'état de notre climat. Je suis toujours pour trouver la voie d'une densité soutenable pour notre environnement, mais aussi pour la qualité de vie des habitants. On a là zéro artificialisation nette et les limites de l'extension urbaine qui sont attendues dans notre métropole. Forcément je vais parler de la Tribonnerie 2 en disant que ce projet, on peut peut-être poser les balises d'un autre monde de le revoir ensemble. Sur les OAP de la ville, c'est toujours celles-là qui me posent un problème donc je vais m'abstenir, mais bien évidemment il y a d'autres choses sur lesquelles je partage et je soutiens, mais je reste cohérente avec ce que j'ai toujours dit.

M. Francis VERCAMER, Maire : Qui veut intervenir ? Madame Louchart.

Mme Mathilde LOUCHART : Moi j'ai déjà beaucoup parlé sur le PLU et je n'avais pas forcément envie de répéter ce que j'avais déjà dit, mais il y a un sujet qui m'a froissé. C'est un peu un euphémisme, mais au dernier conseil municipal on évoquait le respect des arbres dans la ville et le lendemain on a vu que vous faisiez abattre des cèdres du Liban cinquantenaires remarquables et moi je suis une amoureuse des beaux arbres et ça m'a vraiment blessée. Je me suis dit qu'on ne peut pas tenir un discours de défense de l'environnement et laisser penser que c'est pareil de planter trois nouveaux arbres que d'en abattre un remarquable qui a plus de 50 ans. Ce n'est pas pareil.

Donc moi je voulais vous proposer de travailler ensemble sur le fait de faire un inventaire dans toute la ville des arbres remarquables. Vous avez dit que vous aviez protégé les marronniers en face de la mairie. Je suppose qu'il n'y a pas qu'en face de la mairie qu'il y a des arbres remarquables dans la ville et donc j'aimerais qu'on puisse s'engager à systématiquement prévoir le maintien des arbres remarquables quand ils ont été identifiés et si jamais vraiment ce n'est pas possible, qu'on le justifie. En effet, même dans des projets de construction, on arrive toujours la plupart du temps, quand c'est pris en compte dès le départ dans la conception des projets, à les maintenir et à les y intégrer. Je voulais donc vous faire cette proposition.

M. Francis VERCAMER, Maire : Qui veut prendre la parole encore ? Blandine Leplat.

Mme Blandine LEPLAT : On a bien entendu, Madame Louchart, ce que vous venez de dire. C'est amusant parce qu'en fait on est vraiment bien sur ce sujet d'un inventaire des arbres remarquables dans la ville. Justement, nous sommes en train de mettre sur pied un concours

de l'arbre hémois en sollicitant les habitants pour nous faire connaître les arbres remarquables qu'ils peuvent avoir sur le domaine privé, tout comme nous sommes en train d'inventorier les arbres remarquables sur le domaine de la commune. Et tout ça ponctuera, en concertation avec le pôle culture, une exposition de mise en valeur, etc.

M. Francis VERCAMER, Maire : Merci. D'autres interventions ? Quelques réponses, mais on ne va pas le faire trop longtemps parce qu'on a déjà beaucoup évoqué ces sujets. Simplement pour l'arbre, effectivement Barbara m'en a parlé la fois dernière, il y a un bon mois. J'ai fait une proposition, mais il fallait qu'ils puissent voir entre l'équipe comment ils allaient faire. L'idée c'était effectivement de recenser, d'inventorier les arbres, mais pas seulement publics, des arbres privés ou publics parce qu'en fait, on ne fait pas une politique de l'arbre pour la mairie, on fait une politique de l'arbre pour le territoire hémois. L'idée est donc de le recenser, de regarder et de fixer une règle du jeu sur quand est-ce qu'on peut abattre si on doit l'abattre et quelles sont les compensations qu'on doit faire si jamais on doit l'abattre. Mais bien sûr, la première chose c'est éviter, réduire, compenser. C'est la même idée.

Donc je vais proposer, j'en ai parlé à Barbara et comme Anne est partie, on n'a pas pu le faire parce qu'elle est partie en cure donc elle n'a pas pu avancer. C'est déjà en route ? Tu as déjà travaillé. C'est très bien. Après, si vous voulez y travailler, moi je ne vois pas d'inconvénient à ce que vous travailliez ensemble. Par contre ce à quoi il faut faire attention, c'est qu'il faut que ce soit effectivement des arbres remarquables parce que je me rappelle qu'une fois, il y avait quelqu'un qui voulait classer les peupliers qui se trouvaient je ne sais plus où. Les peupliers, on les avait protégés et la tempête d'après, il y a un peuplier qui est tombé sur une bagnole. Donc vous voyez, c'est bien, mais derrière, il y a des responsabilités quand même. Donc il faut faire attention. Heureusement qu'il n'y avait personne dans la voiture.

Sur l'urbanisation trop intensive, on ne peut pas à la fois nous dire qu'il faut répondre au logement des plus démunis, être solidaires parce qu'on a quand même beaucoup de demandes de logement, notamment de logements sociaux et puis dire qu'on ne fait rien, qu'on ne construit rien. Donc, à chaque fois qu'on fait quelque chose quelque part, ce n'est jamais ce qu'il faut faire. On a fait l'immeuble de la rue du Général Leclerc, vous avez fait un post sur Facebook en disant que c'était inadmissible de faire de la hauteur à cet endroit-là. J'ai vu que sur l'école Saint Charles-Sainte Marie, ce n'est pas non plus ça qu'il fallait faire. Vous avez fait aussi un post. Quand on parle de Damart, vous dites que c'est trop dense. À un moment donné, il faut nous dire où il faut construire. Dites-nous : « *Il faut construire à cet endroit-là.* », parce que chaque fois nous dire, chaque fois qu'on veut construire…

M. Jacques DUPONT : Je n'ai strictement rien édité sur l'école Saint-Charles.

M. Francis VERCAMER, Maire : Écoutez, j'ai vu un post de votre part.

M. Jacques DUPONT : Non, ce n'est pas vrai.

M. Francis VERCAMER, Maire : Et donc, vous êtes à chaque fois en train de critiquer. Sur Damart aussi, vous l'avez fait. C'est bien, mais à un moment, dites-nous où il faut construire parce qu'on a des besoins, il faut les satisfaire. Il y a 62 000 logements à construire sur la Métropole.

M. Jacques DUPONT : On n'a pas remis en cause Damart, on a simplement dit qu'il n'y avait pas eu de concertation et que ça s'était fait sans information.

M. Francis VERCAMER, Maire : Est-ce que je peux terminer ? Merci. Nous, simplement, on est en train d'essayer de faire. On a un PLH, on l'a voté. Je vous rappelle quand même que les délais de réalisation de la Tribonnerie 2, si elle aboutit parce qu'on est dans des procédures – moi je suis légaliste, il y a des procédures, il y a des concertations, il y a un commissaire-enquêteur - ce ne sera pas avant cinq voire six ans. Et donc, ça veut dire qu'on sera au PLH 4 et pas au PLH 3. Je vous réponds parce que j'ai vu quelque part que vous avez dit : *« Le PLH 3 ne prévoit pas la Tribonnerie. ».* Bien sûr, parce que le PLH 3, il sera terminé au moment où la Tribonnerie sortira. C'est donc pour ça que ce n'est pas dans le PLH 3, ce sera éventuellement dans le PLH 4.

Sur les coefficients biotope, vous avez raison, Madame Chouia, j'ai hésité à le faire. Je ne vous cache pas que j'ai hésité. Ça m'a travaillé, mais je me suis dit qu'on n'était pas encore prêts pour le faire, mais ça me tente et moi je suis prêt à travailler avec vous sur ce sujet-là. Vous

allez me dire, pas sur ce lieu-là, mais sur la Tribonnerie, ça m'aurait intéressé de le faire, mais ça m'intéresse. On le fait sans le dire parce que les toitures par exemple sont végétalisées sur la salle Leplat, etc. qui permet d'être un peu sur le coefficient biotope. On n'est peut-être pas au niveau tel que vous attendez, mais on le fait un peu, donc vous voyez, on y travaille.

Il y a également d'autres outils que l'on n'a pas mis en place qui sont les S.P.E.R., qui sont au PLU qui font partie du PCAET. On ne l'a pas fait non plus. Cela me travaille aussi. Alors nous, on n'a pas le réseau de chaleur, etc. donc c'est un peu plus compliqué à mettre en œuvre, mais on pourrait l'imaginer. Il y a plusieurs niveaux de S. P.E.R. : le S.P.E.R. 1, le S.P.E.R. 2, le S.P.E.R. 3. On aurait pu être en S.P.E.R. 1 qui oblige les promoteurs à être plus ambitieux que la RT 2000 je ne sais plus combien. On aurait pu. La S.P.E.R. 3, on n'est pas à ce niveau-là. Je crois qu'il n'y a que Lille qui va le faire, mais il y a 11 communes qui font des S.P.E.R. et elles sont toutes quasiment sur le 1, sauf Lille qui est sur le 3. On pourrait imaginer ça aussi. Ce sont des sujets, vous voyez, qu'on pourrait évoquer.

Ce ne sera pas dans la révision du PLU 3, mais ça peut être dans la modification qui aura lieu dans la foulée, parce que dans la foulée il y aura une modification avec toutes les demandes des communes qui auront oublié… « *J'ai oublié ça, j'ai oublié ça.* ». Dans les conseils municipaux, il y a plein de conseils municipaux qui se réunissent et je lis un peu la presse, ils disent : « *Ah ben, on a oublié ça, on va demander.* ». Ce sera vraisemblablement dans un point de modification s'il ne peut pas être mis dans la révision. Donc je suis prêt à travailler avec vous sur ce sujet. Ça me paraît important de travailler avec ces outils qui existent. J'étais tenté, je ne vous le cache pas, mais on n'en a pas discuté ici avec les élus. Je ne le sentais pas bien. Je me suis dit : « *Il y en a qui vont dire que c'est compliqué.* », etc. Il faut donc qu'on y travaille, qu'on y réfléchisse et je n'étais pas prêt.

Sur la ressource en eau, je suis complètement d'accord avec vous. La densité soutenable, cela dépend de ce qu'on appelle « soutenable ». On a un « petit lotissement » de logements sociaux rue Watteeuw. Il y a sept logements, je crois, qui sont faits et les gens trouvent que c'est trop dense. Les gens ils veulent des logements, mais ils ne veulent pas que ce soit à côté de chez eux. Ceux du nord, ils disent qu'il faut le faire dans le sud, ceux du sud disent qu'il faut le faire dans le nord. C'est toujours un peu compliqué. Il faut essayer de faire au mieux. Il faut essayer de respecter et c'est un équilibriste permanent, celui qui organise ça. On essaie de le faire.

Voilà, en tout cas, j'espère avoir répondu à vos questions. Je vais passer l'idée du tram, etc. parce que tout ça, ce sont des sujets qui sont actuellement en discussion et donc je ne réponds pas. Le rond-point de la M 700, ce sont des sujets qui n'ont rien à voir dans le PLU. C'est de l'aménagement, donc je vous les passe. Je vous propose de passer au vote de cette délibération. Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? Deux. Merci.

Avec 30 voix pour, 1 voix contre de M. Jacques Dupont et 2 abstentions de Mme Mathilde Louchart et Mme Karima Chouia, les élus approuvent la révision du PLU.

28. CESSION DE FONCIER MUNICIPAL RUE DU 6 JUIN 1944

M. Francis VERCAMER, Maire : J'ai encore une délibération qui devait être portée par Laurent Pastour qui est celle de la cession du foncier de la rue du 6 juin 1944. Alors, cette délibération, on l'a déjà passée. Vous vous souvenez, on l'a passée à un conseil précédent. On a même eu un débat sur la valeur de ce foncier. C'est la même délibération, la seule chose c'est qu'il fallait déclasser le parking officiellement avant de vendre le terrain. Il fallait donc séparer de la délibération le déclassement. C'est pour ça qu'on est dans une délibération de déclassement qui passe avant celle du foncier. On a déjà voté le déclassement puisqu'elle était en vote bloqué et là ça permettra de vendre le foncier avec ce parking déclassé au prix qui avait été annoncé la fois dernière de 1,4 million si je me souviens bien.

C'est un foncier qui fait 2750 m² et qui pourra permettre la réalisation des logements, une vingtaine de logements, avec des commerces en rez-de-chaussée. Voilà en gros à quoi sert cette délibération. Quelqu'un veut prendre la parole ? Monsieur Dupont.

M. Jacques DUPONT : Je suis d'accord avec la présentation que vous avez faite de la délibération et on votera a priori pour, mais il y a quand même quelques remarques et puisque vous remettez le sujet sur la table, on ne pouvait pas ne pas les formuler. Cette délibération concerne en effet un projet qui rentre dans la catégorie de ceux qui permettront d'atteindre nos

objectifs de nombre de logements en densifiant nos zones urbanisées sans nous étaler sur nos zones naturelles. Je regrette seulement que les observations formulées ici par Mathilde Louchart à l'époque n'aient pas été considérées : le manque de petites typologies et le prix de vente trop élevé des logements sur lequel vous pouviez agir en baissant le coût du foncier.

Ce que je voulais souligner, c'est que cette recette de cession dont le principe a déjà été délibéré n'a pas été inscrite au budget alors qu'elle était connue. Ici même en décembre, je remarquais que trop d'imprécisions apparaissaient, en particulier au niveau des recettes d'investissement. Ça se confirme aujourd'hui. Nos recettes budgétaires augmentent donc de 1,4 million au lieu des 600 000 que vous citiez tout à l'heure. Ne pas avoir considéré au moment de l'examen du budget 2023, cette somme par le Conseil municipal a faussé les débats. D'autant que pour nous, constater une augmentation aussi significative de nos recettes confirme le bien-fondé de nos observations mettant en cause vos choix budgétaires. Je vous remercie.

M. Francis VERCAMER, Maire : Qui veut encore prendre la parole ? Non ? Bon, j'entends Monsieur Dupont, mais je ne vois pas pourquoi on mettrait 1,4 million au budget alors que ce n'est qu'une délibération. On n'a signé aucun document, c'est-à-dire que personne ne s'est engagé sur rien. D'ailleurs, la meilleure preuve, c'est que la délibération qu'on a passée sur la vente de 1,4 million, on la remet en cause aujourd'hui. Si, Madame Louchart. Aujourd'hui ce n'est pas parce qu'on délibère que ce terrain on va le vendre 1,4 million. Oui, on a délibéré, d'ailleurs la délibération est remise en cause donc ça prouve bien qu'il n'y avait pas à l'inscrire, ce n'était pas une recette. Donc ce n'est pas le principe qu'on utilise. On l'utilise que lorsqu'on la recette est certaine et donc lorsqu'on aura signé le compromis, on le mettra. Ce qui ne veut pas dire que le terrain sera vendu quand on aura signé le compromis.

M. Jacques DUPONT : Vous avez faussé le débat.

M. Francis VERCAMER, Maire : Monsieur Dupont, on a essayé d'être calme et d'être juste et vrai. Ne commencez pas, enfin, ce n'est pas la peine. On arrive à la fin, ce n'est pas la peine. Donc simplement, on n'a pas inscrit cette recette. On l'inscrira peut-être au BS si effectivement le compromis a été signé. Ben oui, sinon on ne l'inscrira pas. On ne va pas inscrire une recette qui n'est pas sûre. Moi c'est ma méthode de gestion. Maintenant, vous voulez inscrire des sources qui ne sont pas sûres, c'est votre droit, mais ce n'est pas le mien. Moi je suis le responsable des finances de la ville, je n'inscrirai pas de recettes qui ne sont pas sûres, pour lesquelles on n'a pas une signature. Parce qu'imaginez que demain matin, une fois qu'on a passé la délibération que j'ai inscrite, on trouve qu'il y a de la pollution sur le terrain et que le gars ne veut plus du terrain, je fais quoi ? Les 1,4 million, ils auront déjà été dépensés et on ne les aura pas touchés. Eh oui, eh oui. Voilà. Donc je vous propose de passer la délibération au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Abstentions ? Eh bien elle est votée à l'unanimité.

À l'unanimité des présents, les élus approuvent la cession de foncier municipal rue du 6 juin 1944.

M. Francis VERCAMER, Maire : La séance est levée, je vous remercie.

Clémentine NOUQUERET
Conseillère Municipale,
Secrétaire de Séance

Francis VERCAMER
Maire de Hem,
Vice-Président de la MEL

LISTE DES DECISIONS

DEC/2023	PE	79	05/04/2023	animation Broutilles
DEC/2023	CL	80	05/04/2023	Claude François de A à Z
DEC/2023	AS	81	06/06/2023	société CREPART ateliers upcycling
DEC/2023	CL	82	07/04/2023	L'arbre nomade Hem en fête
DEC/2023	PE	83	08/04/2023	atelier danse et motricité - Sabrina Lounizi
DEC/2023	AS	84	08/04/2023	ateliers prévention santé avec l'institut Pasteur
DEC/2023	AC	85	11/04/2023	Avenant 2 - marché 2022-045
DEC/2023	AC	86	11/04/2023	Avenant 1 - Marché 2022-015
DEC/2023	CL	87	11/04/2023	Sherazade Rdv de la Cantoria
DEC/2023	CL	88	11/04/2023	Spectacle 13 juillet 2023
DEC/2023	AS	89	14/04/2023	la nuit des étoiles
DEC/2023	CL	90	15/04/2023	Contrat de location Dynamic Land
DEC/2023	ENV	91	20/04/2023	Cartes Ilevia prêt
DEC/2023	PE	92	26/04/2023	ateliers d'éveil avec MALO CIE
DEC/2023	DG	93	26/04/2023	avenant 5 à la convention de pension canine Locky
DEC/2023	CL	94	27/04/2023	contrat de cession surmesureproduction - formule festive
DEC/2023	PE	95	28/04/2023	atelier motricité avec Louzini Sabrina
DEC/2023	EJ	96	04/05/2023	convention locaux collège association Seve
DEC/2023	CL	97	05/05/2023	spectacle Pour le meilleur et pour le pire
DEC/2023	CL	98	05/05/2023	spectacle Conseil d'amis
DEC/2023	CL	99	05/05/2023	spectacle Michel Fugain
DEC/2023	CL	100	05/05/2023	spectacle Aladin
DEC/2023	CL	101	05/05/2023	spectacle Selectionne
DEC/2023	CL	102	05/05/2023	spectacle Les Pigeaons
DEC/2023	CL	103	05/05/2023	spectacle Maxime le Forestier
DEC/2023	CL	104	05/05/2023	spectacle Celtic Légend
DEC/2023	PE	105	09/05/2023	association MILAC pour un atelier d'éveil musical
DEC/2023	DG	106	10/05/2023	avenant 6 pension canine
DEC/2023	AC	107	10/05/2023	MARCHE 2023-010_BILLETTERIE POUR LE ZEPHYR
DEC/2023	SP	108	10/05/2023	convention école de police
DEC/2023	SP	109	10/05/2023	convention espaces naturels
DEC/2023	CL	110	23/05/2023	contrat hem en fête avec le cercle d'escrime Ancienne de Marly-le-Roi
DEC/2023	CL	111	25/05/2023	parking hem en fete
DEC/2023	CL	112	25/05/2023	parking hem en fete
DEC/2023	ENV	113	31/05/2023	renouvellement convention éco paturage
DEC/2023	DG	114	02/06/2023	convention pension canine pour Sirius
DEC/2023	CL	115	02/06/2023	Contrat Hem en fête Isis Wild
DEC/2023	CL	116	02/06/2023	Hem en fête spectacle les quat fer en l'air
DEC/2023	CL	117	02/06/2023	contrat hem en fête spectacle to bee QUEEN avec la Cie Lady Cocktail
DEC/2023	AS	118	14/06/2023	convention Cie la belle histoire - thème santé mentale

SYNTHESE DES PROJETS DE DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL DU 22 JUIN 2023

1 - Budget principal ville - approbation du CA - exercice budgétaire 2022
La délibération dégage le résultat 2022 du budget principal de la ville et décide de son affectation.
A noter : L'année 2022 a été marquée par les reprises, après dissolution ou clôture, des résultats antérieurs des budgets de la Caisse des écoles, et du budget annexe « Blanchisserie ».

2 – Budget principal ville - approbation des comptes de gestion - exercice budgétaire 2022
La délibération confirme que la comptabilité communale est concordante avec celle tenue par la Trésor Public, tel que le prévoit la loi.

3 – Budget principal ville - budget supplémentaire - exercice budgétaire 2023
La délibération vient fixer les masses budgétaires globales du Budget Supplémentaire 2023 du budget principal.

4 - Budget annexe Zéphyr - approbation du CA - exercice budgétaire 2022
La délibération dégage le résultat 2022 du budget annexe du Zéphyr et décide de son affectation.

5 - Budget annexe Zéphyr - approbation du compte de gestion - exercice budgétaire 2022
La délibération confirme que la comptabilité communale est concordante avec celle tenue par la Trésor Public, tel que le prévoit la loi.

6 - Budget annexe Zéphyr - budget supplémentaire - exercice budgétaire 2023
La délibération vient fixer les masses budgétaires globales du Budget Supplémentaire 2023 du budget annexe « Le Zéphyr ».

7 - Avantages en nature octroyés aux associations
Par délibération DEL/2005/FI/20 en date du 6 avril 2005, le conseil municipal a acté les modalités de calcul des avantages en nature consentis aux associations. Aujourd'hui, il convient d'en actualiser les principes et méthodes d'évaluation.

8 - Pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles - Plan de financement actualisé
Par délibération DEL/2023/FI/18 du 1er février 2023, Le conseil Municipal a approuvé le coût global du projet de rénovation thermique et pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles Marie Curie, Marcel Pagnol et Victor Hugo. Cette délibération a pour objet la sollicitation d'un soutien financier de la Métropole Européenne de Lille au titre du Fonds de Concours Transition Energétique ainsi que de l'Etat au titre du Fonds Vert pour accompagner la ville dans la réalisation de ce projet.

9 - Remplacement des éclairages zénithaux de cinq équipements sportifs de la ville par des dispositifs d'éclairages LED

Il s'agit de solliciter le soutien financier de l'Etat au titre du Fonds Vert afin de soutenir le projet de remplacement des éclairages des équipements sportifs par de l'éclairage LED et d'actualiser le plan de financement en conséquence.

10 - Remboursement de sinistre - M. Olivier KEHL

Cette délibération propose de rembourser à un agent les frais engagés pour la réparation de son téléphone personnel. En effet, ce dernier a malencontreusement été endommagé alors qu'il était utilisé pour les besoins du service.

11 - Désignation d'un référent déontologie des élus locaux

En application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022, les collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales et les syndicats mixtes ouverts doivent désigner un référent déontologue pour leurs élus.

Aujourd'hui, il est proposé de désigner Mme Elise UNTERMAIER-KERLEO et M. Jean-Pierre BOUCHUT en qualité de référents déontologues des élus municipaux de la ville de Hem, de manière concordante entre l'ensemble des communes du territoire de la MEL intéressées.

12 - Marchés hebdomadaires des commerçants non sédentaires - Attribution de la Délégation de Service Public

Par délibération n°DEL/2022/DG/111 du 14 décembre 2022, le Conseil Municipal a approuvé le principe de gestion en délégation de service public des marchés hebdomadaires des commerçants non sédentaires.

Il s'agit donc ici de procéder à la validation de l'attribution de la procédure de délégation de service public validée en CAO DSP en vue de la notification.

13 - Ré adhésion UGAP Elec2025

Il s'agit de renouveler notre souhait d'adhésion au marché national UGAP concernant la fourniture d'électricité à compter de janvier 2025.

14 - Création d'un groupement de commandes Villes/CCAS - Hem, Lannoy, Toufflers, Forest Sur Marque

Par délibération DEL/2016/DG/70 du 30 juin 2016 le conseil municipal a approuvé le principe de constitution d'un groupement de commandes permanent relatif à diverses familles d'achats entre la Ville et le CCAS de la ville de Hem.

Considérant que la ville de Hem, le CCAS de la ville de Hem, le CCAS de la ville de Lannoy, le CCAS de la ville de Toufflers et la ville de Forest sur Marque souhaitent constituer un seul groupement de commande et en préciser les modalités de fonctionnement.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver le principe de constitution de ce groupement de commandes et de l'autoriser à signer la convention afférente.

15 - Critères de recevabilité des demandes de subventions

Cette délibération propose une révision des critères d'attribution des subventions aux associations conformément au GOPH (Guide des Orientations Politiques hémoises) 2020-2026.

16 - Règlements intérieurs des écoles de disciplines sportives et culturelles
Les règlements intérieurs des écoles de disciplines ont été complétés pour tenir compte des modalités d'utilisation du portail familles.

17 - Règlements intérieurs des salles sportives et culturelles
Les règlements intérieurs des salles sportives et culturelles nécessitaient d'être complétés compte-tenu notamment des consignes de sobriété énergétique applicables dans l'ensemble de nos équipements.

18 - Salles municipales - Tarifs de location et contrats
Les tarifs des locations de salle ont été revus et seront applicables à partir du 1er septembre 2023.

19 - Attribution d'une subvention exceptionnelle au Théâtre de l'Aventure
Afin de soutenir les activités du théâtre de l'Aventure tant dans le domaine de la création artistique que dans le domaine de l'apprentissage et notamment des écoles de discipline, il est proposé d'attribuer à l'association une subvention exceptionnelle de 10 000 €.

20 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations culturelles
Par délibération du 16 décembre 2022, Monsieur le Maire a été autorisé à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

21 - Convention de mise à disposition des installations sportives auprès des collèges Raymond Devos et Saint Paul
L'utilisation des installations sportives couvertes de la ville de Hem par les deux collèges de la commune est soumise à facturation. Il est proposé de revoir le tarif horaire des heures réellement utilisées dans nos équipements et de l'augmenter de 0.50 €/heure et donc de le porter à 14.50 € au lieu de 14 €.

22 - Oxyg'Hem 2023 - Attribution d'une subvention à l'association Vaincre la mucoviscidose
A chaque édition d'Oxyg'Hem, fête sportive et populaire, une association à but humanitaire ou social est marraine de l'événement. Elle se voit verser une subvention de soutien à ses actions correspondant à 1€ par coureur inscrit.

23 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations sportives
Par délibération du 16 décembre 2022, Monsieur le Maire a été autorisé à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

24 - Rapport sur les actions de développement social urbain 2022
Pour chacune des thématiques développées sont repris les constats, les orientations et objectifs, puis les interventions, actions ou événements financés ou payés par la Ville qui se sont déroulés en 2022 en quartiers QPV.

25 - Actualisation des règlements de fonctionnement des structures Petite Enfance

Les principales modifications sont les suivantes :

- Allègement des documents demandés lors de l'inscription d'un enfant en structure Petite Enfance ;
- Précisions des conditions d'accueil et de facturation d'un enfant suivi par l'Aide Social à l'Enfance ;
- Précisions concernant l'ordonnance en cas d'administration des médicaments ;
- Allégement des autorisations signées par les parents ;
- Actualisation de la grille tarifaire en annexe du règlement.

26 - Association Boutique de Gestion Espace - Programmation Contrat de Ville 2023 – Changement d'action

Depuis 2021, la ville de Hem contribue au fonctionnement du dispositif CitéLab, dans le cadre du Contrat de Ville. En 2023, le dispositif « CitéLab » évolue pour une offre de services modifiée et plus adaptée au public cible : « Offre de services : stratégie de « aller vers » - pré accompagnement ».

La ville de Hem souhaitant continuer à maintenir une dynamique d'accompagnement entrepreneurial auprès du public des QPV, il est demandé au Conseil Municipal d'acter l'évolution et la modification du titre du projet financé et de procéder à la modification de l'intitulé de l'action dans les délibérations relatives aux « subventions aux associations » et aux « programmations annuelles contractuelles politique de la ville – Contrat de ville 2023 ».

27 - Convention territoriale globale de service aux familles - reversement exceptionnel aux villes de Lys-Lez-Lannoy et Roubaix

La ville de Hem a perçu de la CAF, au titre de l'année 2021, le bonus territoire des villes de Lys-lez-Lannoy et de Roubaix.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir procéder aux versements suivants :

- 4 896,46 euros correspondant aux 2 places réservées à la ville de Lys-lez-Lannoy,
- 12 241,15 euros correspondant aux 5 places réservées à la ville de Roubaix.

28 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations sociales

Par délibération du 16 décembre 2022, Monsieur le Maire a été autorisé à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

29 - ANRU - Prise de possession anticipée de la parcelle AZ 823 rue Jules Watteeuw

Il s'agit de valider la prise de possession anticipée par Vilogia de la parcelle de terrain appartenant à la ville dans l'attente de la régularisation foncière prévue dans le programme de renouvellement urbain Lionderie – Trois Baudets. En effet, dans le cadre de la reconstitution de l'offre attachée au programme NPRU, Vilogia réalisera 7 logements PLUS rue Jules Watteeuw. Pour permettre cette opération, Vilogia souhaite acquérir la parcelle de terrain, reprise au cadastre section AZ 823, d'une contenance de 207m², appartenant à la ville et jouxtant le terrain objet des 7 logements prévus. Cette prise de possession anticipée par Vilogia permettra de commencer les travaux avant la régularisation des cessions prévues au protocole foncier.

30 - Projet jeunesse et prévention 2022/2026 délibération cadre

Il s'agit d'une délibération cadre répondant à l'ambition de l'action municipale en faveur des jeunes hémois. Impulsé par le Guide des Orientations Politiques Hémoises (GOPH), mais également par la Convention Territoriale Globale (CTG) conclue entre la Ville de Hem et la CAF, le Projet Jeunesse et Prévention se décline en 4 axes, répondant à des objectifs identifiés par la ville et ses partenaires, pour des publics ciblés. Matérialisés par des actions nouvelles ou reconduites, les objectifs seront mesurés à travers des indicateurs de suivi et d'évaluation.

Axe 1 : Proposer un programme d'animation équilibré et amplifié pour tous les jeunes.

Axe 2 : Favoriser l'autonomie et l'émancipation de tous les jeunes Hémois.

Axe 3 : Approfondir la Prévention individuelle et collective en nous appuyant sur les « parcours de jeunes ».

Axe 4 : Ouvrir la communication, mieux informer et faciliter l'accès des jeunes aux droits.

31 - Convention de mise à disposition du restaurant scolaire Antoine de Saint-Exupéry

La Ville de Hem met à disposition le restaurant scolaire Saint-Exupéry et ses locaux annexes (sanitaires), au profit de l'Institut d'Education Motrice « La Source ».

Sous la responsabilité exclusive des salariés de l'IEM, les enfants accueillis au sein de cet institut pourront prendre leur repas au sein dudit restaurant scolaire.

La période d'utilisation comprendra les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 11h30 à 13h30 (horaires d'utilisation), en période scolaire, mais également pendant la première partie des vacances scolaires.

La présente convention fixant les conditions d'utilisation est consentie pour la période du 1er septembre 2023 au 31 août 2024.

32 - Participation communale des écoles extérieures – Année 2022/2023

Il s'agit d'une délibération portant sur la participation financière de la Ville aux frais de fonctionnement liés à la scolarité des jeunes hémois inscrits dans une des collectivités voisines appartenant à l'Intercommunalité Educative. Régi par le code de l'éducation, un protocole d'accord intercommunal (19 communes) fixe le montant de la contribution forfaitaire par élève à 184 euros par an.

Pour l'année scolaire 2022/2023, la participation financière aux frais de fonctionnement de la commune s'élève à : 10 672 € (58 enfants d'âge primaire suivant leur scolarité sur une autre collectivité de l'Intercommunalité Educative).

A titre indicatif, 68 enfants (dont un enfant en garde partagé) extérieurs à la Ville suivent leur scolarité au sein d'une école hémoise publique ou privée. Les recettes de cette participation s'élèveront à 12 387.38€, dont 3 647.38 € en faveur des écoles privées.

33 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations éducation jeunesse

Par délibération du 16 décembre 2022, Monsieur le Maire a été autorisé à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

34 - Modification des conventions de mise à disposition de locaux auprès des associations environnement
Par délibération du 16 décembre 2022, Monsieur le Maire a été autorisé à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

35 – RETIREE

36 - Taxe Locale sur la Publicité Extérieure - Actualisation 2024
Il s'agit de délibérer sur les indexations et fixer les tarifs des taxes sur la publicité extérieure pour les enseignes et de confirmer les exonérations décidées par la ville.

37 - Bilan foncier des acquisitions et des cessions réalisées par la commune en 2022
Il s'agit de faire le bilan des transactions foncières intervenues en 2022 sur des propriétés de la ville :

- Deux acquisitions de maisons d'habitations par la ville, une rue jules Guesde en vue du réaménagement de l'ilot de la rue de la Filature et l'autre à l'arrière de la Cantoria pour le projet d'immeubles de Loger Habitat.
- Deux cessions : un transfert de voirie rue Racine au profit de la MEL et une cession d'espace vert limitrophe à la propriété du riverain.

38 - Installation de deux antennes radioélectriques dans le stade Dubus
La présente délibération a pour but d'autoriser l'exploitation d'environ 30m² chacune sur la parcelle AT358 (stade DUBUS) par les sociétés TOTEM (orange) et SFR pour l'installation de pylônes radioélectriques.
Les pylônes seront installés en lieu et place des mats d'éclairages actuels et serviront de support pour de nouveaux éclairages.
Le montant annuel de la redevance est fixé à 7 030 € HT par pylône.
La durée est fixée à 12 ans avec tacite reconduction par période de six ans.

39 - Location du lot 4 du parc de la Blanchisserie - Remise gracieuse
Il s'agit de valider la remise gracieuse de 15 jours de loyers de la société ENERGIE PLUS titulaire d'un bail du lot 4 de la BLANCHISSERIE depuis le 15 janvier 2023 car des diagnostics n'avaient pas été réalisés dans les délais pour permettre une mise en location.

40 - Exercice budgétaire 2023 - Reprise de provisions
Au terme du contrôle qu'elle a effectué en 2018, la Chambre Régionale des Comptes, après justification par la ville des motifs de constitution des provisions, a considéré qu'une partie de celles-ci relevaient règlementairement, davantage de la mise en réserves que de la constitution de provisions.
Les délibérations référencées DEL 2019/FI/21 et DEL 2019/FI/105 votées en 2019, avaient pour objectif d'opérer le transfert, en conséquence, d'une partie de ces provisions vers un compte de réserve.
La délibération référencée DEL 2019/FI/21, intervenue le 9 Mai 2019, avait pour objectif d'acter le principe de transfert d'une partie des provisions vers le compte de réserve plus approprié pour un montant de 13 millions d'euros. Elle prévoyait également que ce transfert s'opère par opération non budgétaire.

Néanmoins depuis le vote des deux délibérations précitées, ces opérations prévues initialement comme des opérations non budgétaires, n'ont pas été enregistrées dans les comptes de la ville, tenus par les services de la DGFIP.
M. le Maire demande donc au conseil municipal de l'autoriser à procéder au transfert d'une partie des provisions constituées au 31 décembre 2022, vers le compte de réserve, pour un montant de 12 800 000 euros.

41 - Mise en Technique Discrète des réseaux - Rue Braquaval

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement Voiries de la MEL, celle-ci a prévu la requalification de l'espace public et la Mise en Technique Discrète des réseaux.
les travaux d'aménagement d'ensemble de la rue Braquaval ont été entrepris concernant l'enfouissement des réseaux. Il convient ainsi de délibérer sur la répartition des coûts tels que repris ci-après :

- Coût travaux ville : 72 024€ TTC
- Coût travaux MEL : 102 960€ TTC
- Coût ville pour le mobilier urbain d'éclairage public : 24 000€ TTC pour 8 mats d'éclairages

Soit une estimation globale du coût ville de : 96 024€ TTC

42 - Jumelage - Déplacement au Portugal

Suite à la réception d'une invitation de la part de la ville d'Aljustrel pour participer à la fête « Festicante », consacrée cette année à la France, la ville de Hem souhaite y répondre favorablement en permettant à une délégation composée de représentants de la vie culturelle hémoise de s'y rendre les 22, 23 et 24 septembre prochain.
A ce titre, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à verser une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'association Hem Ville d'Europe afin de lui permettre d'organiser ce déplacement.

*

**

DEL/2023/FI/
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
BUDGET PRINCIPAL
APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF
DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT

Vu l'instruction M14,
Vu le Budget Primitif 2022,
Vu le Budget Supplémentaire 2022,
Vu les décisions Modificatives n°1, et n°2
Approuvés en Conseil Municipal
Vu l'avis de la commission finances, économie et administration générale du 12 juin 2023,

Par xx voix pour, xx voix contre et xx abstentions, le Conseil Municipal, après avoir délibéré sur les résultats définitifs de l'exercice 2022,

Approuve le Compte Administratif de l'exercice budgétaire 2022 (budget principal);

Décide l'affectation des résultats comptables du Compte Administratif 2022 comme suit :

1 – Détermination du résultat d'investissement de l'exercice 2022

Total des dépenses : 10 444 935,43 €	Total des recettes : 6 686 138,71 €

Résultat de l'exercice : - 3 758 796,72 €

Restes à réaliser de dépenses : 7 297 765,46 €	Restes à réaliser de recettes : 0,00 €

Nouveau Résultat : - 11 056 562,18 €

Résultat antérieur : + 7 751 618,36 €

Résultat cumulé : - 3 304 943,82 €

2- Détermination du résultat d'exploitation de l'exercice 2022

Total des dépenses : 21 092 751,40 €	Total des recettes : 25 599 715,12 €

Résultat de l'exercice : + 4 506 963,72 €

Résultat antérieur : + 9 960 808,60 €

Résultat cumulé : + 14 467 772,32 €

3 – Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2022

Résultat à affecter : + 14 467 772,32 €

<u>Affectation par ordre de priorité :</u>

Couverture du déficit d'exploitation par réduction des charges	
Couverture du déficit d'investissement (Cpte 1068 de l'exercice)	3 304 943.82 €
Autofinancement complémentaire – mise en réserve	0,00 €
Report à nouveau	11 162 828,50 €

Les résultats définitifs dégagés ci-dessus sont repris budgétairement dans la délibération référencée DEL/2023/FI/ du 22 juin 2023 relative au budget supplémentaire 2023 du budget principal.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - COMMUNE DE HEM (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21590299000013

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE LANNOY

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : VILLE DE HEM (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 21
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 23

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 117
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 129
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 174
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 212
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 213
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 217
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 218
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 219
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 221
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 222
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 223
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes 224
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 225
A4 - Etat des provisions 226
A5 - Etalement des provisions 227
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 228
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 229
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées 231
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 232
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 233
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 243
A10.3 - Opérations liées aux cessions 244
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 245
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 246
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 247
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 248
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail 249
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 250

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	252
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	255
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	256
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	258
D2 - Arrêté et signatures	259

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNE DE HEM VILLE DE HEM	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	18794
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	34
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0,0	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1055.55	1099
2	Produit des impositions directes/population	422.25	594
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1357.96	1305
4	Dépenses d'équipement brut/population	530.21	297
5	Encours de dette/population	0	829
6	DGF/population	466.28	170
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	60.21	60.4
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	77.77	91
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	39.05	22.8
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0	63.5

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	21 092 751,40	G	25 599 715,12
	Section d'investissement	B	10 444 935,43	H	6 686 138,71
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	9 960 808,60 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	7 751 618,36 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	31 537 686,83	= G+H+I+J	49 998 280,79

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	7 297 765,46	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	7 297 765,46	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	21 092 751,40	= G+I+K	35 560 523,72
	Section d'investissement	= B+D+F	17 742 700,89	= H+J+L	14 437 757,07
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	38 835 452,29	= G+H+I+J+K+L	49 998 280,79

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 7 297 765,46	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	70 037,10	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
1001	Opération d'équipement n° 1001	4 348,69	
1009	Opération d'équipement n° 1009	4 440,02	
1010	Opération d'équipement n° 1010	35 173,30	
104	Opération d'équipement n° 104	59 254,37	
105	Opération d'équipement n° 105	866 048,12	
106	Opération d'équipement n° 106	147 784,51	
1099	Opération d'équipement n° 1099	276 221,51	
199	Opération d'équipement n° 199	14 516,84	
200	Opération d'équipement n° 200	13 800,00	
201	Opération d'équipement n° 201	2 747,76	
202	Opération d'équipement n° 202	59 404,59	
207	Opération d'équipement n° 207	43 200,00	
299	Opération d'équipement n° 299	15 150,80	
304	Opération d'équipement n° 304	311 255,66	
305	Opération d'équipement n° 305	17 248,16	
313	Opération d'équipement n° 313	6 933,32	
316	Opération d'équipement n° 316	1 335,68	
320	Opération d'équipement n° 320	446 508,39	
399	Opération d'équipement n° 399	6 346,08	
408	Opération d'équipement n° 408	134 627,72	
412	Opération d'équipement n° 412	72 772,00	
414	Opération d'équipement n° 414	88 728,23	
700	Opération d'équipement n° 700	272 006,62	
701	Opération d'équipement n° 701	2 527 263,51	
702	Opération d'équipement n° 702	135 970,31	
799	Opération d'équipement n° 799	239 724,21	
809	Opération d'équipement n° 809	720 570,42	
825	Opération d'équipement n° 825	35 827,75	
839	Opération d'équipement n° 839	7 897,20	
843	Opération d'équipement n° 843	234 706,36	
852	Opération d'équipement n° 852	45 916,23	
854	Opération d'équipement n° 854	380 000,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	6 177 288,26	3 693 449,52	908 620,24	0,00	1 575 218,50
012	Charges de personnel, frais assimilés	12 149 600,00	11 944 277,78	0,00	0,00	205 322,22
014	Atténuations de produits	500,00	255,00	0,00	0,00	245,00
65	Autres charges de gestion courante	3 416 331,85	3 233 311,33	39 281,50	0,00	143 739,02
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**21 743 720,11**	**18 871 293,63**	**947 901,74**	**0,00**	**1 924 524,74**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	120 886,89	18 735,45	0,00	0,00	102 151,44
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	80 000,00	0,00			80 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**21 944 607,00**	**18 890 029,08**	**947 901,74**	**0,00**	**2 106 676,18**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*8 826 815,32*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 550 000,00*	*1 254 820,58*			*295 179,42*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***10 376 815,32***	***1 254 820,58***			***9 121 994,74***
TOTAL		**32 321 422,32**	**20 144 849,66**	**947 901,74**	**0,00**	**11 228 670,92**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	208 485,55	0,00	0,00	-208 485,55
70	Produits services, domaine et ventes div	510 271,00	994 721,82	0,00	0,00	-484 450,82
73	Impôts et taxes	10 747 107,00	12 036 017,56	0,00	0,00	-1 288 910,56
74	Dotations et participations	10 666 339,72	11 884 817,99	0,00	0,00	-1 218 478,27
75	Autres produits de gestion courante	345 000,00	333 904,45	0,00	0,00	11 095,55
Total des recettes de gestion courante		**22 268 717,72**	**25 457 947,37**	**0,00**	**0,00**	**-3 189 229,65**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	3 896,00	63 596,51	0,00	0,00	-59 700,51
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**22 272 613,72**	**25 521 543,88**	**0,00**	**0,00**	**-3 248 930,16**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*88 000,00*	78 171,24			9 828,76
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***88 000,00***	***78 171,24***			***9 828,76***
TOTAL		**22 360 613,72**	**25 599 715,12**	**0,00**	**0,00**	**-3 239 101,40**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **9 960 808,60**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	408 839,06	226 440,52	70 037,10	112 361,44
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	20 017 187,63	9 964 814,45	7 227 728,36	2 824 644,82
Total des dépenses d'équipement		**20 426 026,69**	**10 191 254,97**	**7 297 765,46**	**2 937 006,26**
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 582 297,08	0,00	0,00	3 582 297,08
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	10 000,00	3 168,69	0,00	6 831,31
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	1 416,66	0,00	3 583,34
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**3 597 297,08**	**4 585,35**	**0,00**	**3 592 711,73**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**24 023 323,77**	**10 195 840,32**	**7 297 765,46**	**6 529 717,99**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*88 000,00*	*78 171,24*		*9 828,76*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*186 803,00*	*170 923,87*		*15 879,13*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***274 803,00***	***249 095,11***		***25 707,89***
TOTAL		**24 298 126,77**	**10 444 935,43**	**7 297 765,46**	**6 555 425,88**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	555 865,08	1 249 222,77	0,00	-693 357,69
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**555 865,08**	**1 249 222,77**	**0,00**	**-693 357,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 213 825,00	931 783,03	0,00	282 041,97
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	6 611 465,83	3 029 168,75	0,00	3 582 297,08
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 000,00	1 493,84	0,00	8 506,16
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	51 850,00	48 725,87	0,00	3 124,13
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**7 887 140,83**	**4 011 171,49**	**0,00**	**3 875 969,34**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**8 443 005,91**	**5 260 394,26**	**0,00**	**3 182 611,65**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*8 826 815,32*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*1 550 000,00*	*1 254 820,58*		*295 179,42*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*186 803,00*	*170 923,87*		*15 879,13*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 563 618,32***	***1 425 744,45***		***9 137 873,87***
TOTAL		**19 006 624,23**	**6 686 138,71**	**0,00**	**12 320 485,52**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **7 751 618,36**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	4 602 069,76		4 602 069,76
012	Charges de personnel, frais assimilés	11 944 277,78		11 944 277,78
014	Atténuations de produits	255,00		255,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 272 592,83		3 272 592,83
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	18 735,45	*31 336,00*	50 071,45
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*1 223 484,58*	1 223 484,58
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**19 837 930,82**	***1 254 820,58***	**21 092 751,40**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*78 171,24*	78 171,24
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 168,69	*0,00*	3 168,69
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	9 964 814,45		9 964 814,45
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	226 440,52	*0,00*	226 440,52
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*170 923,87*	170 923,87
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 416,66	*0,00*	1 416,66
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**10 195 840,32**	***249 095,11***	**10 444 935,43**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	208 485,55		208 485,55
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	994 721,82		994 721,82
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	12 036 017,56		12 036 017,56
74	Dotations et participations	11 884 817,99		11 884 817,99
75	Autres produits de gestion courante	333 904,45	*0,00*	333 904,45
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	63 596,51	*78 171,24*	141 767,75
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**25 521 543,88**	***78 171,24***	**25 599 715,12**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**9 960 808,60**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	931 783,03	0,00	931 783,03
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 029 168,75		3 029 168,75
13	Subventions d'investissement	1 249 222,77	0,00	1 249 222,77
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 493,84	0,00	1 493,84
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*31 336,00*	31 336,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*170 923,87*	170 923,87
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	48 725,87	*0,00*	48 725,87
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 223 484,58*	*1 223 484,58*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**5 260 394,26**	**1 425 744,45**	**6 686 138,71**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**7 751 618,36**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**6 177 288,26**	**3 693 449,52**	**908 620,24**	**0,00**	**1 575 218,50**
60228	Autres fournitures consommables	790,00	-85,96	531,00	0,00	344,96
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
60611	Eau et assainissement	68 648,08	68 648,06	0,00	0,00	0,02
60612	Energie - Electricité	773 756,46	528 077,08	135 513,94	0,00	110 165,44
60621	Combustibles	653 595,46	296 346,79	189 504,78	0,00	167 743,89
60622	Carburants	87 429,15	67 953,95	7 324,31	0,00	12 150,89
60623	Alimentation	530 605,20	424 500,34	62 446,30	0,00	43 658,56
60624	Produits de traitement	622,50	622,50	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	6 550,00	5 754,47	0,00	0,00	795,53
60631	Fournitures d'entretien	46 043,00	36 711,82	1 774,32	0,00	7 556,86
60632	Fournitures de petit équipement	81 013,08	59 031,57	6 823,73	0,00	15 157,78
60636	Vêtements de travail	39 746,68	26 327,84	5 961,88	0,00	7 456,96
6064	Fournitures administratives	35 300,46	22 047,74	4 161,22	0,00	9 091,50
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 165,00	1 136,22	0,00	0,00	28,78
6067	Fournitures scolaires	80 770,75	65 023,93	1 871,75	0,00	13 875,07
6068	Autres matières et fournitures	347 889,37	189 287,22	16 011,94	0,00	142 590,21
611	Contrats de prestations de services	13 600,00	11 451,43	1 360,18	0,00	788,39
6132	Locations immobilières	23 075,55	14 691,12	2 067,20	0,00	6 317,23
6135	Locations mobilières	261 268,87	183 084,27	49 328,20	0,00	28 856,40
614	Charges locatives et de copropriété	27 134,45	13 462,52	536,21	0,00	13 135,72
61521	Entretien terrains	89 997,58	82 234,89	0,00	0,00	7 762,69
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	266 267,88	148 131,56	14 856,70	0,00	103 279,62
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	800,00	649,38	0,00	0,00	150,62
615231	Entretien, réparations voiries	7 644,90	0,00	0,00	0,00	7 644,90
615232	Entretien, réparations réseaux	77 653,51	0,00	36 519,18	0,00	41 134,33
61551	Entretien matériel roulant	98 393,08	54 460,18	12 964,76	0,00	30 968,14
61558	Entretien autres biens mobiliers	178 860,74	106 959,20	10 622,66	0,00	61 278,88
6156	Maintenance	112 211,57	78 936,02	12 047,43	0,00	21 228,12
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	92 530,50	21 990,45	0,00	0,00	70 540,05
6168	Autres primes d'assurance	49 500,00	36 788,86	0,00	0,00	12 711,14
617	Etudes et recherches	28 100,00	600,00	9 600,00	0,00	17 900,00
6182	Documentation générale et technique	7 416,94	5 132,58	0,00	0,00	2 284,36
6184	Versements à des organismes de formation	107 600,00	51 779,16	18 773,00	0,00	37 047,84
6188	Autres frais divers	133 163,35	15 988,73	15 542,04	0,00	101 632,58
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 500,00	503,40	0,00	0,00	1 996,60
6226	Honoraires	133 300,00	36 232,43	9 403,86	0,00	87 663,71
6228	Divers	18 175,56	6 079,23	8 672,40	0,00	3 423,93
6231	Annonces et insertions	23 780,00	21 800,00	0,00	0,00	1 980,00
6232	Fêtes et cérémonies	36 163,10	26 319,89	8 304,50	0,00	1 538,71
6236	Catalogues et imprimés	35 360,18	24 522,84	0,00	0,00	10 837,34
6241	Transports de biens	9 269,71	8 789,71	0,00	0,00	480,00
6247	Transports collectifs	82 310,30	57 453,50	4 100,00	0,00	20 756,80
6248	Divers	5 132,08	5 132,08	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	6 215,50	2 293,71	0,00	0,00	3 921,79
6256	Missions	1 158,48	415,50	0,00	0,00	742,98
6257	Réceptions	156 846,53	118 843,51	26 610,43	0,00	11 392,59
6261	Frais d'affranchissement	34 884,24	32 778,97	1 693,97	0,00	411,30
6262	Frais de télécommunications	52 078,92	32 785,40	1 678,92	0,00	17 614,60
627	Services bancaires et assimilés	3 455,90	2 893,09	0,00	0,00	562,81
6281	Concours divers (cotisations)	8 355,10	8 223,37	0,00	0,00	131,73
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	1 703,27	1 703,27	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	19 816,54	8 244,53	0,00	0,00	11 572,01
6288	Autres services extérieurs	1 148 833,66	630 638,09	232 013,43	0,00	286 182,14
63512	Taxes foncières	65 000,00	47 595,00	0,00	0,00	17 405,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 625,08	1 900,08	0,00	0,00	725,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	580,00	578,00	0,00	0,00	2,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**12 149 600,00**	**11 944 277,78**	**0,00**	**0,00**	**205 322,22**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	11 408,12	0,00	0,00	-11 408,12
6331	Versement mobilité	126 122,00	130 024,00	0,00	0,00	-3 902,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	34 554,00	32 506,00	0,00	0,00	2 048,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	113 903,00	126 770,00	0,00	0,00	-12 867,00
64111	Rémunération principale titulaires	5 339 214,72	4 517 783,86	0,00	0,00	821 430,86
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	256 323,00	244 456,96	0,00	0,00	11 866,04
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	15 100,04	0,00	0,00	-15 100,04
64118	Autres indemnités titulaires	1 445 890,00	1 396 232,51	0,00	0,00	49 657,49
64131	Rémunérations non tit.	1 607 666,28	2 182 761,93	0,00	0,00	-575 095,65

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	12 900,00	0,00	0,00	-12 900,00
64171	Apprentis - rémunérations	41 450,00	33 041,18	0,00	0,00	8 408,82
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	200,00	0,00	0,00	-200,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 062 979,00	1 343 928,00	0,00	0,00	-280 949,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 753 990,00	1 548 007,52	0,00	0,00	205 982,48
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	54 985,00	87 214,00	0,00	0,00	-32 229,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	250 000,00	197 796,33	0,00	0,00	52 203,67
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	484,23	0,00	0,00	-484,23
6475	Médecine du travail, pharmacie	7 500,00	2 251,00	0,00	0,00	5 249,00
6478	Autres charges sociales diverses	55 023,00	61 412,10	0,00	0,00	-6 389,10
014	**Atténuations de produits**	**500,00**	**255,00**	**0,00**	**0,00**	**245,00**
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	500,00	255,00	0,00	0,00	245,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 416 331,85**	**3 233 311,33**	**39 281,50**	**0,00**	**143 739,02**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	582 586,25	582 586,25	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	177 839,00	175 948,40	0,00	0,00	1 890,60
6532	Frais de mission	1 000,00	95,11	0,00	0,00	904,89
6533	Cotisations de retraite	14 095,00	14 011,00	0,00	0,00	84,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	14 816,00	13 024,00	0,00	0,00	1 792,00
6535	Formation	15 000,00	2 264,00	0,00	0,00	12 736,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	300,00	278,77	0,00	0,00	21,23
6541	Créances admises en non-valeur	25 490,00	2 514,64	0,00	0,00	22 975,36
6542	Créances éteintes	4 510,00	4 508,27	0,00	0,00	1,73
65548	Autres contributions	1 076 924,00	1 011 945,13	26 689,00	0,00	38 289,87
6558	Autres contributions obligatoires	19 000,00	14 319,38	0,00	0,00	4 680,62
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	6 000,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	921 023,00	890 575,00	0,00	0,00	30 448,00
658822	Aides	39 037,50	5 367,50	12 592,50	0,00	21 077,50
65888	Autres	18 711,10	12 873,88	0,00	0,00	5 837,22
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**21 743 720,11**	**18 871 293,63**	**947 901,74**	**0,00**	**1 924 524,74**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**120 886,89**	**18 735,45**	**0,00**	**0,00**	**102 151,44**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	20 000,00	1 118,34	0,00	0,00	18 881,66
6713	Secours et dots	1 150,00	1 150,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	24 500,00	3 816,25	0,00	0,00	20 683,75
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	48 922,17	10 786,89	0,00	0,00	38 135,28
6745	Subv. aux personnes de droit privé	2 177,83	1 863,97	0,00	0,00	313,86
678	Autres charges exceptionnelles	24 136,89	0,00	0,00	0,00	24 136,89
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 000,00**
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**21 944 607,00**	**18 890 029,08**	**947 901,74**	**0,00**	**2 106 676,18**
023	***Virement à la section d'investissement***	***8 826 815,32***	***0,00***			***8 826 815,32***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***1 550 000,00***	***1 254 820,58***			***295 179,42***
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*31 336,00*			*-31 336,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 550 000,00*	*1 223 484,58*			*326 515,42*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 376 815,32***	***1 254 820,58***			***9 121 994,74***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 376 815,32***	***1 254 820,58***			***9 121 994,74***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**32 321 422,32**	**20 144 849,66**	**947 901,74**	**0,00**	**11 228 670,92**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**208 485,55**	**0,00**	**0,00**	**-208 485,55**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	180 285,55	0,00	0,00	-180 285,55
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	28 200,00	0,00	0,00	-28 200,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***510 271,00***	***994 721,82***	***0,00***	***0,00***	***-484 450,82***
70311	Concessions cimetières (produit net)	*50 000,00*	*78 140,00*	*0,00*	*0,00*	*-28 140,00*
70321	Stationnement et location voie publique	*0,00*	*9 901,28*	*0,00*	*0,00*	*-9 901,28*
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*0,00*	*7 800,00*	*0,00*	*0,00*	*-7 800,00*
7035	Locations de droits de chasse et pêche	*0,00*	*1 462,00*	*0,00*	*0,00*	*-1 462,00*
7062	Redevances services à caractère culturel	*22 000,00*	*60 197,50*	*0,00*	*0,00*	*-38 197,50*
70631	Redevances services à caractère sportif	*5 000,00*	*7 149,00*	*0,00*	*0,00*	*-2 149,00*
70632	Redevances services à caractère loisir	*5 000,00*	*11 480,84*	*0,00*	*0,00*	*-6 480,84*
7066	Redevances services à caractère social	*68 271,00*	*150 464,92*	*0,00*	*0,00*	*-82 193,92*
7067	Redev. services périscolaires et enseign	*360 000,00*	*558 065,37*	*0,00*	*0,00*	*-198 065,37*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*0,00*	*569,00*	*0,00*	*0,00*	*-569,00*
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	*0,00*	*7 625,52*	*0,00*	*0,00*	*-7 625,52*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*0,00*	*92 611,85*	*0,00*	*0,00*	*-92 611,85*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*0,00*	*9 254,54*	*0,00*	*0,00*	*-9 254,54*
73	**Impôts et taxes**	**10 747 107,00**	**12 036 017,56**	**0,00**	**0,00**	**-1 288 910,56**
73111	Impôts directs locaux	7 950 000,00	7 935 726,00	0,00	0,00	14 274,00
73211	Attribution de compensation	1 734 000,00	1 734 744,00	0,00	0,00	-744,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	312 000,00	317 490,00	0,00	0,00	-5 490,00
73221	FNGIR	0,00	126,00	0,00	0,00	-126,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	302 456,00	0,00	0,00	-302 456,00
7336	Droits de place	5 000,00	11 776,00	0,00	0,00	-6 776,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	20 000,00	26 690,00	0,00	0,00	-6 690,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	150 000,00	248 873,36	0,00	0,00	-98 873,36
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	30 000,00	51 316,60	0,00	0,00	-21 316,60
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	546 107,00	1 406 819,60	0,00	0,00	-860 712,60
74	**Dotations et participations**	**10 666 339,72**	**11 884 817,99**	**0,00**	**0,00**	**-1 218 478,27**
7411	Dotation forfaitaire	3 300 000,00	3 301 789,00	0,00	0,00	-1 789,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 113 995,00	5 113 996,00	0,00	0,00	-1,00
74127	Dotation nationale de péréquation	347 497,00	347 497,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	43 613,99	0,00	0,00	-43 613,99
74718	Autres participations Etat	80 000,00	224 153,63	0,00	0,00	-144 153,63
7473	Participat° Départements	0,00	4 000,00	0,00	0,00	-4 000,00
74741	Participat° Communes du GFP	264 904,00	484 791,17	0,00	0,00	-219 887,17
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	15 780,00	0,00	0,00	-15 780,00
74758	Participat° Autres groupements	0,00	86 009,01	0,00	0,00	-86 009,01
7478	Participat° Autres organismes	856 743,72	1 379 004,39	0,00	0,00	-522 260,67
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	371,00	0,00	0,00	-371,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	50 000,00	37 639,80	0,00	0,00	12 360,20
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	300 000,00	827 683,00	0,00	0,00	-527 683,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
7484	Dotation de recensement	3 200,00	3 280,00	0,00	0,00	-80,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	15 210,00	0,00	0,00	-15 210,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**345 000,00**	**333 904,45**	**0,00**	**0,00**	**11 095,55**
752	Revenus des immeubles	185 000,00	277 129,28	0,00	0,00	-92 129,28
7588	Autres produits div. de gestion courante	160 000,00	56 775,17	0,00	0,00	103 224,83
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**22 268 717,72**	**25 457 947,37**	**0,00**	**0,00**	**-3 189 229,65**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**3 896,00**	**63 596,51**	**0,00**	**0,00**	**-59 700,51**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	151,91	0,00	0,00	-151,91
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	12 103,67	0,00	0,00	-12 103,67
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	31 336,00	0,00	0,00	-31 336,00
7788	Produits exceptionnels divers	3 896,00	20 004,93	0,00	0,00	-16 108,93
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**22 272 613,72**	**25 521 543,88**	**0,00**	**0,00**	**-3 248 930,16**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***88 000,00***	***78 171,24***			***9 828,76***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*88 000,00*	*78 171,24*			*9 828,76*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***88 000,00***	***78 171,24***			***9 828,76***

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**22 360 613,72**	**25 599 715,12**	**0,00**	**0,00**	**-3 239 101,40**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**9 960 808,60**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**408 839,06**	**226 440,52**	**70 037,10**	**112 361,44**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	32 530,78	21 932,85	10 597,93	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	40 000,00	0,00	40 000,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	115 000,00	6 454,80	0,00	108 545,20
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	122 697,75	122 615,50	82,25	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	98 610,53	75 437,37	19 356,92	3 816,24
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
100	**Opération d'équipement n° 100 (2)**	**17 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 000,00**
1001	**Opération d'équipement n° 1001 (2)**	**4 348,69**	**0,00**	**4 348,69**	**0,00**
1002	**Opération d'équipement n° 1002 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1003	**Opération d'équipement n° 1003 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1005	**Opération d'équipement n° 1005 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1006	**Opération d'équipement n° 1006 (2)**	**81 000,00**	**77 794,44**	**0,00**	**3 205,56**
1009	**Opération d'équipement n° 1009 (2)**	**12 656,02**	**8 215,99**	**4 440,02**	**0,01**
101	**Opération d'équipement n° 101 (2)**	**132 715,20**	**72 324,92**	**0,00**	**60 390,28**
1010	**Opération d'équipement n° 1010 (2)**	**243 118,96**	**205 749,13**	**35 173,30**	**2 196,53**
1011	**Opération d'équipement n° 1011 (2)**	**117 688,06**	**117 493,21**	**0,00**	**194,85**
102	**Opération d'équipement n° 102 (2)**	**34 513,92**	**4 513,92**	**0,00**	**30 000,00**
103	**Opération d'équipement n° 103 (2)**	**40 000,00**	**39 441,60**	**0,00**	**558,40**
104	**Opération d'équipement n° 104 (2)**	**524 276,39**	**228 382,70**	**59 254,37**	**236 639,32**
105	**Opération d'équipement n° 105 (2)**	**4 271 668,31**	**3 376 031,91**	**866 048,12**	**29 588,28**
106	**Opération d'équipement n° 106 (2)**	**520 737,51**	**369 059,89**	**147 784,51**	**3 893,11**
1099	**Opération d'équipement n° 1099 (2)**	**957 345,13**	**309 413,03**	**276 221,51**	**371 710,59**
199	**Opération d'équipement n° 199 (2)**	**131 072,93**	**60 140,50**	**14 516,84**	**56 415,59**
200	**Opération d'équipement n° 200 (2)**	**19 418,76**	**2 808,00**	**13 800,00**	**2 810,76**
201	**Opération d'équipement n° 201 (2)**	**42 515,69**	**21 633,85**	**2 747,76**	**18 134,08**
202	**Opération d'équipement n° 202 (2)**	**474 702,51**	**360 851,89**	**59 404,59**	**54 446,03**
203	**Opération d'équipement n° 203 (2)**	**1 372,32**	**1 372,32**	**0,00**	**0,00**
205	**Opération d'équipement n° 205 (2)**	**49 716,81**	**17 532,00**	**0,00**	**32 184,81**
206	**Opération d'équipement n° 206 (2)**	**40 880,00**	**38 824,49**	**0,00**	**2 055,51**
207	**Opération d'équipement n° 207 (2)**	**44 000,00**	**0,00**	**43 200,00**	**800,00**
299	**Opération d'équipement n° 299 (2)**	**53 657,27**	**28 434,00**	**15 150,80**	**10 072,47**
300	**Opération d'équipement n° 300 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
301	**Opération d'équipement n° 301 (2)**	**12 790,40**	**11 686,79**	**0,00**	**1 103,61**
302	**Opération d'équipement n° 302 (2)**	**2 661,60**	**2 661,60**	**0,00**	**0,00**
303	**Opération d'équipement n° 303 (2)**	**3 949,20**	**3 949,20**	**0,00**	**0,00**
304	**Opération d'équipement n° 304 (2)**	**410 600,00**	**99 336,34**	**311 255,66**	**8,00**
305	**Opération d'équipement n° 305 (2)**	**21 487,52**	**4 239,36**	**17 248,16**	**0,00**
306	**Opération d'équipement n° 306 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
307	**Opération d'équipement n° 307 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
309	**Opération d'équipement n° 309 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
313	**Opération d'équipement n° 313 (2)**	**130 276,80**	**88 103,32**	**6 933,32**	**35 240,16**
314	**Opération d'équipement n° 314 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
316	**Opération d'équipement n° 316 (2)**	**70 133,17**	**68 758,09**	**1 335,68**	**39,40**
317	**Opération d'équipement n° 317 (2)**	**9 009,60**	**9 009,60**	**0,00**	**0,00**
318	**Opération d'équipement n° 318 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
319	**Opération d'équipement n° 319 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
320	**Opération d'équipement n° 320 (2)**	**563 431,79**	**116 923,40**	**446 508,39**	**0,00**
399	**Opération d'équipement n° 399 (2)**	**45 393,89**	**35 221,93**	**6 346,08**	**3 825,88**
400	**Opération d'équipement n° 400 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
406	**Opération d'équipement n° 406 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
407	**Opération d'équipement n° 407 (2)**	**6 969,17**	**2 298,77**	**0,00**	**4 670,40**
408	**Opération d'équipement n° 408 (2)**	**567 245,54**	**382 500,98**	**134 627,72**	**50 116,84**
409	**Opération d'équipement n° 409 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
410	**Opération d'équipement n° 410 (2)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
411	**Opération d'équipement n° 411 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
412	**Opération d'équipement n° 412 (2)**	**128 920,00**	**56 148,00**	**72 772,00**	**0,00**
413	**Opération d'équipement n° 413 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
414	**Opération d'équipement n° 414 (2)**	**1 362 671,10**	**1 273 739,10**	**88 728,23**	**203,77**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
499	**Opération d'équipement n° 499 (2)**	**16 000,00**	**7 930,58**	**0,00**	**8 069,42**
500	**Opération d'équipement n° 500 (2)**	**2 035,20**	**2 035,20**	**0,00**	**0,00**
502	**Opération d'équipement n° 502 (2)**	**34 610,00**	**34 546,12**	**0,00**	**63,88**
503	**Opération d'équipement n° 503 (2)**	**4 100,00**	**3 084,29**	**0,00**	**1 015,71**
700	**Opération d'équipement n° 700 (2)**	**773 308,99**	**374 451,40**	**272 006,62**	**126 850,97**
701	**Opération d'équipement n° 701 (2)**	**2 701 463,04**	**154 136,25**	**2 527 263,51**	**20 063,28**
702	**Opération d'équipement n° 702 (2)**	**1 013 890,65**	**857 845,73**	**135 970,31**	**20 074,61**
706	**Opération d'équipement n° 706 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
710	**Opération d'équipement n° 710 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
711	**Opération d'équipement n° 711 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
713	**Opération d'équipement n° 713 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
714	**Opération d'équipement n° 714 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
715	**Opération d'équipement n° 715 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
716	**Opération d'équipement n° 716 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
717	**Opération d'équipement n° 717 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
718	**Opération d'équipement n° 718 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
799	**Opération d'équipement n° 799 (2)**	**462 180,09**	**166 718,00**	**239 724,21**	**55 737,88**
800	**Opération d'équipement n° 800 (2)**	**112 000,00**	**85 052,13**	**0,00**	**26 947,87**
809	**Opération d'équipement n° 809 (2)**	**1 413 921,98**	**304 512,00**	**720 570,42**	**388 839,56**
823	**Opération d'équipement n° 823 (2)**	**31 651,31**	**11 544,68**	**0,00**	**20 106,63**
825	**Opération d'équipement n° 825 (2)**	**37 000,00**	**384,00**	**35 827,75**	**788,25**
826	**Opération d'équipement n° 826 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
830	**Opération d'équipement n° 830 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
832	**Opération d'équipement n° 832 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
839	**Opération d'équipement n° 839 (2)**	**61 534,01**	**53 534,01**	**7 897,20**	**102,80**
841	**Opération d'équipement n° 841 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
842	**Opération d'équipement n° 842 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
843	**Opération d'équipement n° 843 (2)**	**512 714,45**	**183 758,51**	**234 706,36**	**94 249,58**
844	**Opération d'équipement n° 844 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
846	**Opération d'équipement n° 846 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
847	**Opération d'équipement n° 847 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
848	**Opération d'équipement n° 848 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
849	**Opération d'équipement n° 849 (2)**	**25 000,00**	**24 980,40**	**0,00**	**19,60**
850	**Opération d'équipement n° 850 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
852	**Opération d'équipement n° 852 (2)**	**202 370,82**	**153 470,16**	**45 916,23**	**2 984,43**
853	**Opération d'équipement n° 853 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
854	**Opération d'équipement n° 854 (2)**	**380 000,00**	**0,00**	**380 000,00**	**0,00**
904	**Opération d'équipement n° 904 (2)**	**62 236,72**	**52 236,72**	**0,00**	**10 000,00**
907	**Opération d'équipement n° 907 (2)**	**1 019 226,11**	**0,00**	**0,00**	**1 019 226,11**
908	**Opération d'équipement n° 908 (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**20 426 026,69**	**10 191 254,97**	**7 297 765,46**	**2 937 006,26**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 582 297,08**	**0,00**	**0,00**	**3 582 297,08**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 582 297,08	0,00	0,00	3 582 297,08
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**10 000,00**	**3 168,69**	**0,00**	**6 831,31**
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 000,00	3 168,69	0,00	6 831,31
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**5 000,00**	**1 416,66**	**0,00**	**3 583,34**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	1 416,66	0,00	3 583,34
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**3 597 297,08**	**4 585,35**	**0,00**	**3 592 711,73**
454101	TX EXECUTES D OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**24 023 323,77**	**10 195 840,32**	**7 297 765,46**	**6 529 717,99**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***88 000,00***	***78 171,24***		***9 828,76***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***88 000,00***	***78 171,24***		***9 828,76***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*67 889,02*	*64 220,14*		*3 668,88*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*1 110,98*	*1 110,98*		*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*10 000,00*	*8 837,06*		*1 162,94*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*2 000,00*	*835,13*		*1 164,87*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*7 000,00*	*3 167,93*		*3 832,07*
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***186 803,00***	***170 923,87***		***15 879,13***
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*51 364,86*	*51 364,86*		*0,00*
2313	*Constructions*	*135 438,14*	*119 559,01*		*15 879,13*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***274 803,00***	***249 095,11***		***25 707,89***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**24 298 126,77**	**10 444 935,43**	**7 297 765,46**	**6 555 425,88**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**555 865,08**	**1 249 222,77**	**0,00**	**-693 357,69**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	29 387,00	0,00	-29 387,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	32 375,07	0,00	-32 375,07
1313	Subv. transf. Départements	0,00	7 769,00	0,00	-7 769,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	300 000,00	476 393,64	0,00	-176 393,64
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	114 224,30	0,00	-114 224,30
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	255 865,08	589 073,76	0,00	-333 208,68
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
1336	Particip. pour voirie et réseaux transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**555 865,08**	**1 249 222,77**	**0,00**	**-693 357,69**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**7 825 290,83**	**3 960 951,78**	**0,00**	**3 864 339,05**
10222	FCTVA	1 213 825,00	931 783,03	0,00	282 041,97
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	6 611 465,83	3 029 168,75	0,00	3 582 297,08
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**10 000,00**	**1 493,84**	**0,00**	**8 506,16**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**51 850,00**	**48 725,87**	**0,00**	**3 124,13**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	46 850,00	48 725,87	0,00	-1 875,87
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**7 887 140,83**	**4 011 171,49**	**0,00**	**3 875 969,34**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**8 443 005,91**	**5 260 394,26**	**0,00**	**3 182 611,65**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***8 826 815,32***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***1 550 000,00***	***1 254 820,58***		***295 179,42***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*31 336,00*		*-31 336,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*51 695,83*		*-51 695,83*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*	*5 603,86*		*-603,86*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*80 000,00*	*81 347,20*		*-1 347,20*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*20 000,00*	*30 226,87*		*-10 226,87*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*50 000,00*	*48 066,19*		*1 933,81*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*0,00*	*1 152,94*		*-1 152,94*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*35 226,22*		*-35 226,22*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*41 119,65*		*-41 119,65*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*13 345,68*		*-13 345,68*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*322,56*		*-322,56*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*0,00*	*4 286,86*		*-4 286,86*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*527,38*		*-527,38*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*193 681,20*		*-193 681,20*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*801,12*		*-801,12*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*57 150,23*		*-57 150,23*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*141 379,85*		*-141 379,85*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*47 036,59*		*-47 036,59*
28185	*Cheptel*	*0,00*	*784,00*		*-784,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 395 000,00*	*469 730,35*		*925 269,65*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***10 376 815,32***	***1 254 820,58***		***9 121 994,74***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***186 803,00***	***170 923,87***		***15 879,13***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*186 803,00*	*170 923,87*		*15 879,13*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***10 563 618,32***	***1 425 744,45***		***9 137 873,87***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**19 006 624,23**	**6 686 138,71**	**0,00**	**12 320 485,52**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**7 751 618,36**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 100 (1)
LIBELLE : ECOLE MARCEL PAGNOL

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**17 000,00**	A **0,00**	**0,00**	**17 000,00**	B **1 705 374,10**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 956,21**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	68 956,21
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**17 000,00**	**0,00**	**0,00**	**17 000,00**	**67 001,82**
2128	Autres agencements et aménagements	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	40 070,05
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 556,41
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	14 278,12
2188	Autres immobilisations corporelles	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00	11 097,24
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 569 416,07**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 559 879,99
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	9 536,08

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **431 228,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**431 228,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	431 228,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-1 274 146,10

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1001 (1)
LIBELLE : MAIRIE 42 RUE GAL LECLERC CONCIERGERIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**4 348,69**	A **0,00**	**4 348,69**	**0,00**	B **119 144,06**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 820,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	35 820,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 348,69**	**0,00**	**4 348,69**	**0,00**	**48 589,55**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	4 421,19
21311	Hôtel de ville	0,00	0,00	0,00	0,00	44 168,36
2188	Autres immobilisations corporelles	4 348,69	0,00	4 348,69	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 734,51**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	23 251,95
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	10 042,56

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **25 100,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 100,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	21 100,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -94 044,06

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1002 (1)
LIBELLE : MAIRIE 38 RUE DU GENERAL LECLERC

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **28 466,76**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 654,37**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 574,90
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 079,47
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 812,39**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	13 894,37
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	7 918,02

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-28 466,76

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1003 (1)
LIBELLE : FINANCES ET INFORMAT IQUE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **150 499,40**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 379,62**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	36 379,62
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**114 119,78**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	114 119,78
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-150 499,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1005 (1)
LIBELLE : IMPRIMERIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **1 196,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 196,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 196,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -1 196,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1006 (1)
LIBELLE : ATELIERS MUNICIPAUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**81 000,00**	A **77 794,44**	**0,00**	**3 205,56**	B **114 600,86**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 683,37**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	22 458,60
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	7 154,77
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**81 000,00**	**77 794,44**	**0,00**	**3 205,56**	**4 934,98**
2111	Terrains nus	81 000,00	77 794,44	0,00	3 205,56	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 598,08
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	2 336,90
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 982,51**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	75 947,51
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	4 035,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 374,40**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**374,40**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	374,40

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-77 794,44	D - B	-114 226,46

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1009 (1)
LIBELLE : POLICE MUNICIPALE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**12 656,02**	A **8 215,99**	**4 440,02**	**0,01**	B **795 829,68**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 770,28**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	29 770,28
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**12 656,02**	**8 215,99**	**4 440,02**	**0,01**	**201 220,93**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	59 642,37
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	22 965,81
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	25 391,59
2185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	3 920,00
2188	Autres immobilisations corporelles	12 656,02	8 215,99	4 440,02	0,01	89 301,16
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**564 838,47**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	564 838,47

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 500,00**	**0,00**	**-500,00**	**D 92 750,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**-500,00**	**92 750,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	500,00	0,00	-500,00	17 750,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	75 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -7 715,99	D - B -703 079,68

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 101 (1)
LIBELLE : ECOLE V.HUGO

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**132 715,20**	A **72 324,92**	**0,00**	**60 390,28**	B **1 621 263,49**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 041,74**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	73 041,74
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**43 200,00**	**4 295,96**	**0,00**	**38 904,04**	**101 463,52**
2128	Autres agencements et aménagements	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	76 167,09
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	287,03
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 695,05
2188	Autres immobilisations corporelles	40 600,00	4 295,96	0,00	36 304,04	21 314,35
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**89 515,20**	**68 028,96**	**0,00**	**21 486,24**	**1 446 758,23**
2313	Constructions	23 115,20	9 715,20	0,00	13 400,00	1 432 771,26
2315	Installat°, matériel et outillage techni	66 400,00	58 313,76	0,00	8 086,24	13 986,97

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 117 451,73**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**117 451,73**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	117 451,73
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -72 324,92	D - B -1 503 811,76

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1010 (1)
LIBELLE : NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**243 118,96**	A **205 749,13**	**35 173,30**	**2 196,53**	B **2 574 574,28**
20	**Immobilisations incorporelles**	**227,52**	**227,52**	**0,00**	**0,00**	**91 455,58**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	91 455,58
2051	Concessions, droits similaires	227,52	227,52	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**238 222,48**	**200 852,65**	**35 173,30**	**2 196,53**	**170 005,37**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	13 940,32
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 554,67
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	6 000,00	0,00	5 999,48	0,52	13 788,00
2182	Matériel de transport	91 053,60	91 053,60	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 124,66	2 124,66	0,00	0,00	842,76
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	14 702,91
2188	Autres immobilisations corporelles	139 044,22	107 674,39	29 173,82	2 196,01	125 176,71
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 668,96**	**4 668,96**	**0,00**	**0,00**	**2 313 113,33**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	2 313 113,33
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 668,96	4 668,96	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-205 749,13	D - B	-2 574 574,28

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1011 (1)
LIBELLE : NOUVELLE MAIRIE CENTRALE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**117 688,06**	A **117 493,21**	**0,00**	**194,85**	B **670 817,74**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 242,99**	**9 242,99**	**0,00**	**0,00**	**554 618,09**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	15 284,14
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	110 501,60
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	119 420,94
2188	Autres immobilisations corporelles	9 242,99	9 242,99	0,00	0,00	309 411,41
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**108 445,07**	**108 250,22**	**0,00**	**194,85**	**116 199,65**
2313	Constructions	108 445,07	108 250,22	0,00	194,85	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	116 199,65

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 207 336,20**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**207 336,20**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	200 996,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 340,20
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-117 493,21	D - B	-463 481,54

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 102 (1)
LIBELLE : ECOLE M CURIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**34 513,92**	A **4 513,92**	**0,00**	**30 000,00**	B **145 347,42**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**	**39 609,11**
2128	Autres agencements et aménagements	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	301,39
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	19 272,97
2188	Autres immobilisations corporelles	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 034,75
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 513,92**	**4 513,92**	**0,00**	**0,00**	**105 738,31**
2313	Constructions	4 513,92	4 513,92	0,00	0,00	105 738,31

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-4 513,92	D - B	-145 347,42

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 103 (1)
LIBELLE : G.S.ST EXUPERY

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**40 000,00**	A **39 441,60**	**0,00**	**558,40**	B **175 830,62**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 800,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	2 800,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 230,61**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	3 066,50
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	2 610,70
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	2 591,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	12 623,87
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	5 914,31
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	32 423,23
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**40 000,00**	**39 441,60**	**0,00**	**558,40**	**113 800,01**
2313	Constructions	40 000,00	39 441,60	0,00	558,40	101 095,65
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	12 704,36

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 171,84**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**171,84**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	171,84
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -39 441,60	D - B -175 658,78

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 104 (1)
LIBELLE : ECOLE LA FONTAINE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**524 276,39**	A **228 382,70**	**59 254,37**	**236 639,32**	B **995 077,92**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 172,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	47 172,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 430,00**	**0,00**	**0,00**	**7 430,00**	**176 770,29**
2128	Autres agencements et aménagements	7 430,00	0,00	0,00	7 430,00	2 373,77
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 118,74
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 040,06
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	162 811,11
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	65,74
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 360,87
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**516 846,39**	**228 382,70**	**59 254,37**	**229 209,32**	**771 135,63**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	11 174,11
2313	Constructions	516 846,39	228 382,70	59 254,37	229 209,32	758 500,65
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	424,75
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 036,12

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**300 000,00**	**C 0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**D 90 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**	**90 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	90 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-228 382,70	D - B	-905 077,92

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 105 (1)
LIBELLE : ECOLE JULES FERRY

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**4 271 668,31**	A **3 376 031,91**	**866 048,12**	**29 588,28**	B **1 948 533,36**
20	**Immobilisations incorporelles**	**20 910,00**	**14 460,00**	**6 450,00**	**0,00**	**380 709,12**
2031	Frais d'études	20 910,00	14 460,00	6 450,00	0,00	380 709,12
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**111 497,18**	**70 718,07**	**11 190,83**	**29 588,28**	**16 382,04**
2111	Terrains nus	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	911,88	911,88	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	6 481,03
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,15
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	447,22
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	27 443,04	26 315,04	1 128,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	47 700,00	13 538,80	4 677,49	29 483,71	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	32 442,26	29 952,35	2 385,34	104,57	8 053,64
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 139 261,13**	**3 290 853,84**	**848 407,29**	**0,00**	**1 551 442,20**
2313	Constructions	4 139 261,13	3 290 853,84	848 407,29	0,00	1 410 014,71
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	6 284,34
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	135 143,15

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**200 000,00**	**C 564 314,76**	**0,00**	**-364 314,76**	**D 815 905,15**
13	**Subventions d'investissement**	**200 000,00**	**564 314,76**	**0,00**	**-364 314,76**	**815 905,15**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	97 020,00	0,00	-97 020,00	231 786,70
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	200 000,00	467 294,76	0,00	-267 294,76	584 118,45
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-2 811 717,15	D - B	-1 132 628,21

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 106 (1)
LIBELLE : ECOLE TASSIGNY

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**520 737,51**	A **369 059,89**	**147 784,51**	**3 893,11**	B **1 235 293,54**
20	**Immobilisations incorporelles**	**3 372,00**	**1 668,00**	**1 704,00**	**0,00**	**91 740,24**
2031	Frais d'études	2 508,00	804,00	1 704,00	0,00	91 740,24
2033	Frais d'insertion	864,00	864,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 996,42**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	215,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	5 816,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	14 821,76
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	322,20
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	21 821,46
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**517 365,51**	**367 391,89**	**146 080,51**	**3 893,11**	**1 100 556,88**
2313	Constructions	517 365,51	367 391,89	146 080,51	3 893,11	1 093 291,86
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	7 265,02

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **36 621,90**	**0,00**	**-36 621,90**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**36 621,90**	**0,00**	**-36 621,90**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	36 621,90	0,00	-36 621,90	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -332 437,99	D - B -1 235 293,54

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1099 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**957 345,13**	A **309 413,03**	**276 221,51**	**371 710,59**	B **2 710 856,46**
20	**Immobilisations incorporelles**	**65 632,00**	**18 174,00**	**5 143,20**	**42 314,80**	**561 542,99**
2031	Frais d'études	58 872,00	12 000,00	4 557,60	42 314,40	152 154,60
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	9 304,88
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	113 387,77
2051	Concessions, droits similaires	6 760,00	6 174,00	585,60	0,40	286 695,74
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**524 893,39**	**158 998,74**	**246 722,32**	**119 172,33**	**1 239 945,45**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	5 199,04	0,00	5 199,04	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	36 934,96
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	0,00	0,00	0,00	9 556,06
21568	Autres matériels, outillages incendie	3 118,06	3 118,06	0,00	0,00	16 267,03
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	34 832,77	34 828,77	0,00	4,00	11 791,80
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	12 144,18
2182	Matériel de transport	4 717,27	2 507,26	2 210,00	0,01	6 421,30
2183	Matériel de bureau et informatique	155 787,24	59 374,54	73 741,89	22 670,81	636 473,60
2184	Mobilier	10 996,83	7 738,24	2 357,41	901,18	56 779,01
2188	Autres immobilisations corporelles	310 242,18	51 431,87	163 213,98	95 596,33	452 577,51
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**366 819,74**	**132 240,29**	**24 355,99**	**210 223,46**	**909 368,02**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	3 837,82
2313	Constructions	366 819,74	132 240,29	24 355,99	210 223,46	901 588,26
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	3 941,94

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 16 618,00**	**0,00**	**-16 618,00**	**D 41 526,99**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**16 618,00**	**0,00**	**-16 618,00**	**33 174,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	33 174,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	16 618,00	0,00	-16 618,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 352,99**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	655,66
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 697,33
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-292 795,03	D - B	-2 669 329,47

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 199 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS SCOL.

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**131 072,93**	A **60 140,50**	**14 516,84**	**56 415,59**	B **999 086,82**
20	**Immobilisations incorporelles**	**20 700,00**	**20 700,00**	**0,00**	**0,00**	**27 114,00**
2031	Frais d'études	20 700,00	20 700,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	27 114,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**80 234,93**	**39 440,50**	**14 516,84**	**26 277,59**	**830 672,16**
2128	Autres agencements et aménagements	950,00	588,00	0,00	362,00	4 956,80
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	98 367,35
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	91 453,09
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	27 822,54
2183	Matériel de bureau et informatique	22 500,00	58,63	3 530,50	18 910,87	264 086,95
2184	Mobilier	26 359,98	11 447,71	10 112,70	4 799,57	226 175,29
2188	Autres immobilisations corporelles	30 424,95	27 346,16	873,64	2 205,15	117 810,14
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**30 138,00**	**0,00**	**0,00**	**30 138,00**	**141 300,66**
2313	Constructions	30 138,00	0,00	0,00	30 138,00	119 761,27
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	21 539,39

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 28 887,00**	**0,00**	**-28 887,00**	**D 97 031,97**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**28 887,00**	**0,00**	**-28 887,00**	**97 031,97**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	28 887,00	0,00	-28 887,00	38 198,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	58 833,97
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-31 253,50	D - B	-902 054,85

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 200 (1)
LIBELLE : SALLE DES FETES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**19 418,76**	A **2 808,00**	**13 800,00**	**2 810,76**	B **214 785,80**
20	**Immobilisations incorporelles**	**14 556,00**	**0,00**	**13 800,00**	**756,00**	**3 708,90**
2031	Frais d'études	14 556,00	0,00	13 800,00	756,00	3 708,90
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 070,45**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	6 861,09
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	10 209,36
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 862,76**	**2 808,00**	**0,00**	**2 054,76**	**194 006,45**
2313	Constructions	4 862,76	2 808,00	0,00	2 054,76	168 801,48
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	25 204,97

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 808,00	D - B -214 785,80

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 201 (1)
LIBELLE : SALLE H DUNANT Brasiello

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**42 515,69**	A **21 633,85**	**2 747,76**	**18 134,08**	B **372 999,64**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 660,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	10 660,40
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 747,76**	**0,00**	**2 747,76**	**0,00**	**96 003,09**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	10 912,43
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	84 883,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 747,76	0,00	2 747,76	0,00	207,66
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**39 767,93**	**21 633,85**	**0,00**	**18 134,08**	**266 336,15**
2313	Constructions	39 767,93	21 633,85	0,00	18 134,08	262 922,40
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 978,86
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	434,89

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-21 633,85	D - B	-372 999,64

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202 (1)
LIBELLE : SALLE FRANCHOMME

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**474 702,51**	A **360 851,89**	**59 404,59**	**54 446,03**	B **1 131 937,57**
20	**Immobilisations incorporelles**	**720,00**	**0,00**	**720,00**	**0,00**	**57 455,07**
2031	Frais d'études	720,00	0,00	720,00	0,00	37 470,60
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	1 268,15
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	18 716,32
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**116 439,60**	**86 532,15**	**26 529,56**	**3 377,89**	**285 525,94**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	172 936,21
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	15 022,80	0,00	15 022,80	0,00	1 563,11
2183	Matériel de bureau et informatique	1 317,60	1 317,60	0,00	0,00	1 317,60
2184	Mobilier	52 631,52	49 481,45	0,00	3 150,07	91 317,09
2188	Autres immobilisations corporelles	47 467,68	35 733,10	11 506,76	227,82	18 391,93
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**357 542,91**	**274 319,74**	**32 155,03**	**51 068,14**	**788 956,56**
2313	Constructions	357 542,91	274 319,74	32 155,03	51 068,14	783 560,69
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	5 395,87

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 97 415,03**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**97 415,03**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	21 617,90
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	75 797,13
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-360 851,89	D - B	-1 034 522,54

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 203 (1)
LIBELLE : ATELIERS THEATRE DE L AVENTURE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 372,32**	A **1 372,32**	**0,00**	**0,00**	B **83 927,62**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 116,60**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 116,60
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 372,32**	**1 372,32**	**0,00**	**0,00**	**73 371,02**
2313	Constructions	1 372,32	1 372,32	0,00	0,00	73 371,02

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 372,32	D - B	-83 927,62

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 205 (1)
LIBELLE : CIB CENTRE INTERG. DE BEAUMONT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**49 716,81**	A **17 532,00**	**0,00**	**32 184,81**	B **72 569,79**
20	**Immobilisations incorporelles**	**28 640,00**	**0,00**	**0,00**	**28 640,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	28 640,00	0,00	0,00	28 640,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**21 076,81**	**17 532,00**	**0,00**	**3 544,81**	**72 569,79**
2313	Constructions	21 076,81	17 532,00	0,00	3 544,81	70 647,65
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 922,14

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-17 532,00	D - B	-72 569,79

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 206 (1)
LIBELLE : LA CANTORIA

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**40 880,00**	A **38 824,49**	**0,00**	**2 055,51**	B **1 573 383,46**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 097,36**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	81 097,36
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 151,84**	**5 096,33**	**0,00**	**2 055,51**	**269,99**
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	269,99
2188	Autres immobilisations corporelles	7 151,84	5 096,33	0,00	2 055,51	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**33 728,16**	**33 728,16**	**0,00**	**0,00**	**1 492 016,11**
2313	Constructions	33 728,16	33 728,16	0,00	0,00	1 442 162,80
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	26 452,70
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	23 400,61

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **648 810,99**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**648 810,99**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	144 819,32
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	503 991,67
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -38 824,49	D - B -924 572,47

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 207 (1)
LIBELLE : TIERS LIEU J FERRY

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**44 000,00**	A **0,00**	**43 200,00**	**800,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**44 000,00**	**0,00**	**43 200,00**	**800,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	44 000,00	0,00	43 200,00	800,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 299 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS CULT.

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**53 657,27**	A **28 434,00**	**15 150,80**	**10 072,47**	B **36 914,16**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**53 657,27**	**28 434,00**	**15 150,80**	**10 072,47**	**21 377,39**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	655,67
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 299,18
2188	Autres immobilisations corporelles	53 657,27	28 434,00	15 150,80	10 072,47	19 422,54
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 536,77**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	15 536,77

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-28 434,00	D - B	-36 914,16

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 300 (1)
LIBELLE : TENNIS DES 3 BAUDETS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **475 647,65**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 750,66**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	511,58
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 590,68
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 648,40
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**469 896,99**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	469 896,99

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 230 509,65**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230 509,65**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	91 776,65
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	138 733,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-245 138,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 301 (1)
LIBELLE : COMPLEXE DUBUS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**12 790,40**	A **11 686,79**	**0,00**	**1 103,61**	B **2 518 994,08**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 874,85**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	78 874,85
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 000,00**	**949,00**	**0,00**	**51,00**	**128 273,68**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	29 726,89
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	59,28
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	14 396,02
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	4 095,71
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	6 632,99
2188	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	949,00	0,00	51,00	73 362,79
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**11 790,40**	**10 737,79**	**0,00**	**1 052,61**	**2 311 845,55**
2313	Constructions	11 790,40	10 737,79	0,00	1 052,61	2 257 132,88
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	54 712,67

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **74 700,00**	**0,00**	**-74 700,00**	D **762 426,15**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**74 700,00**	**0,00**	**-74 700,00**	**762 426,15**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 294,03
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	194 394,60
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	74 700,00	0,00	-74 700,00	100 741,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	439 996,52
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	63 013,21	D - B	-1 756 567,93

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 302 (1)
LIBELLE : SALLE J JAURES/CRUYP ENINCK

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 661,60**	A **2 661,60**	**0,00**	**0,00**	B **87 350,94**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 355,60**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	59,28
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	2 296,32
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 661,60**	**2 661,60**	**0,00**	**0,00**	**84 995,34**
2313	Constructions	2 661,60	2 661,60	0,00	0,00	84 474,39
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	520,95

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-2 661,60	D - B	-87 350,94

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 303 (1)
LIBELLE : SALLE E DELCOURT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 949,20**	A **3 949,20**	**0,00**	**0,00**	B **8 215,50**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 560,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	4 560,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 949,20**	**3 949,20**	**0,00**	**0,00**	**3 285,38**
21318	Autres bâtiments publics	3 949,20	3 949,20	0,00	0,00	3 048,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	237,38
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**370,12**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	370,12

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -3 949,20	D - B -8 215,50

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 304 (1)
LIBELLE : SALLE JEAN LEPLAT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**410 600,00**	A **99 336,34**	**311 255,66**	**8,00**	B **51 147,24**
20	**Immobilisations incorporelles**	**370 080,00**	**99 336,34**	**270 743,66**	**0,00**	**41 252,40**
2031	Frais d'études	369 756,00	99 012,34	270 743,66	0,00	41 252,40
2033	Frais d'insertion	324,00	324,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 000,00**	**0,00**	**4 992,00**	**8,00**	**365,71**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	365,71
2188	Autres immobilisations corporelles	5 000,00	0,00	4 992,00	8,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**35 520,00**	**0,00**	**35 520,00**	**0,00**	**9 529,13**
2313	Constructions	35 520,00	0,00	35 520,00	0,00	7 622,36
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 906,77

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-99 336,34	D - B	-51 147,24

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 305 (1)
LIBELLE : SITE ANDRE DILIGENT anc.site B.Pascal

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**21 487,52**	A **4 239,36**	**17 248,16**	**0,00**	B **9 121,64**
20	**Immobilisations incorporelles**	**5 931,84**	**2 751,84**	**3 180,00**	**0,00**	**1 920,00**
2031	Frais d'études	5 067,84	1 887,84	3 180,00	0,00	1 920,00
2033	Frais d'insertion	864,00	864,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**120,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**15 555,68**	**1 487,52**	**14 068,16**	**0,00**	**7 081,64**
2313	Constructions	15 555,68	1 487,52	14 068,16	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	5 462,99
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 618,65

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **41 218,16**	**0,00**	**-41 218,16**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**41 218,16**	**0,00**	**-41 218,16**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	7 769,00	0,00	-7 769,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	33 449,16	0,00	-33 449,16	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	36 978,80	D - B	-9 121,64

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 306 (1)
LIBELLE : SALLE/TERR.BEAUMONT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **91 295,38**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**270,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	270,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 960,75**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 960,75
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 064,63**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	62 877,33
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	23 908,13
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	279,17

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-91 295,38

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 307 (1)
LIBELLE : TRIBUNES HIDALGO

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **9 769,78**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 952,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	4 952,40
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56,38**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	56,38
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 761,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 761,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-9 769,78

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 309 (1)
LIBELLE : STADE HIDALGO/LIONDE RIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **478 804,56**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 207,48**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	34 207,48
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 386,35**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	4 386,35
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**440 210,73**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	440 210,73

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 19 524,30**	**0,00**	**-19 524,30**	**D 224 172,43**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**19 524,30**	**0,00**	**-19 524,30**	**224 172,43**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	61 840,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	19 524,30	0,00	-19 524,30	152 332,43
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	19 524,30	D - B	-254 632,13

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 313 (1)
LIBELLE : BASSIN DE NATATION

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**130 276,80**	A **88 103,32**	**6 933,32**	**35 240,16**	B **115 302,24**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 651,93**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	3 499,97
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 151,96
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**130 276,80**	**88 103,32**	**6 933,32**	**35 240,16**	**106 650,31**
2313	Constructions	130 276,80	88 103,32	6 933,32	35 240,16	106 650,31

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 25 657,53**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 657,53**
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	25 657,53
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-88 103,32	D - B	-89 644,71

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 314 (1)
LIBELLE : SKATE PARK

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **44 652,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 652,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	44 652,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 6 930,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 930,00**
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 930,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-37 722,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 316 (1)
LIBELLE : NOUVELLE SALLE DE BO XE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**70 133,17**	A **68 758,09**	**1 335,68**	**39,40**	B **51 586,76**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 120,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 120,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**70 133,17**	**68 758,09**	**1 335,68**	**39,40**	**48 466,76**
2313	Constructions	70 133,17	68 758,09	1 335,68	39,40	48 466,76

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 180 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-68 758,09	D - B	128 413,24

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 317 (1)
LIBELLE : MAISON DU FOOT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**9 009,60**	A **9 009,60**	**0,00**	**0,00**	B **214 622,91**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 693,38**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	256,45
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	23 347,45
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	1 089,48
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**9 009,60**	**9 009,60**	**0,00**	**0,00**	**189 929,53**
2313	Constructions	9 009,60	9 009,60	0,00	0,00	188 794,37
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 135,16

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 40 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-9 009,60	D - B	-174 622,91

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 318 (1)
LIBELLE : TERRAINS MULTISPORT / TRIANGLE DES SAULES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **46 824,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 824,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	45 960,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 26 000,00**	**0,00**	**-26 000,00**	**D 6 110,77**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**-26 000,00**	**6 110,77**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	26 000,00	0,00	-26 000,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	6 110,77
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	26 000,00	D - B	-40 713,23

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 319 (1)
LIBELLE : TERRAINS MULTISPORTS / RUE CALMETTE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **20 585,68**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 552,08**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	17 552,08
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 033,60**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 033,60

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 98 706,45**	**0,00**	**-98 706,45**	**D 7 219,84**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**98 706,45**	**0,00**	**-98 706,45**	**7 219,84**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	98 706,45	0,00	-98 706,45	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 219,84
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 98 706,45	D - B -13 365,84

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 320 (1)
LIBELLE : DOJO ROUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**563 431,79**	A **116 923,40**	**446 508,39**	**0,00**	B **171 118,41**
20	**Immobilisations incorporelles**	**244 443,68**	**116 923,40**	**127 520,28**	**0,00**	**171 118,41**
2031	Frais d'études	244 443,68	116 923,40	127 520,28	0,00	171 118,41
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**313 988,11**	**0,00**	**313 988,11**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	313 988,11	0,00	313 988,11	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-116 923,40	D - B	-171 118,41

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 399 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS SPORT.

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**45 393,89**	A **35 221,93**	**6 346,08**	**3 825,88**	B **183 555,70**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**960,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	960,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**37 385,89**	**28 952,95**	**6 346,08**	**2 086,86**	**145 299,83**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	7 755,86
2188	Autres immobilisations corporelles	37 385,89	28 952,95	6 346,08	2 086,86	137 543,97
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**8 008,00**	**6 268,98**	**0,00**	**1 739,02**	**37 295,87**
2313	Constructions	8 008,00	6 268,98	0,00	1 739,02	26 804,51
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	10 491,36

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 87 619,30**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**87 619,30**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	31 619,30
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-35 221,93	D - B	-95 936,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 400 (1)
LIBELLE : HALTE GARDERIE COQUIN COQUINE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **29 233,48**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 512,77**
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	15 512,77
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 720,71**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	13 720,71

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 2 243,76**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 243,76**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 243,76
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-26 989,72

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 405 (1)
LIBELLE : CENTRE SCHWEITZER

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 86 325,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 325,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	86 325,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 86 325,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 406 (1)
LIBELLE : SUP.BEAUMONT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **32 411,72**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**630,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	630,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 781,72**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	31 781,72

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-32 411,72

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 407 (1)
LIBELLE : MAIL DUNANT S.J.SOCK EEL

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**6 969,17**	A **2 298,77**	**0,00**	**4 670,40**	B **222 777,34**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 790,60**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	8 790,60
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 621,72**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 160,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	2 466,78
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	34 994,94
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**6 969,17**	**2 298,77**	**0,00**	**4 670,40**	**175 365,02**
2313	Constructions	6 969,17	2 298,77	0,00	4 670,40	174 985,06
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	225,02
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	154,94

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 213 217,51**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213 217,51**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	213 217,51
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 298,77	D - B -9 559,83

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 408 (1)
LIBELLE : MAISON PETITE ENFANC E

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**567 245,54**	A **382 500,98**	**134 627,72**	**50 116,84**	B **208 558,72**
20	**Immobilisations incorporelles**	**2 088,00**	**864,00**	**1 224,00**	**0,00**	**16 908,00**
2031	Frais d'études	1 224,00	0,00	1 224,00	0,00	16 908,00
2033	Frais d'insertion	864,00	864,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**70 027,26**	**66 046,92**	**556,34**	**3 424,00**	**81 694,96**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	394,42
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 964,52
2181	Installat° générales, agencements	40 000,00	36 714,00	0,00	3 286,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	398,98
2184	Mobilier	20 635,57	20 079,23	556,34	0,00	781,71
2188	Autres immobilisations corporelles	9 391,69	9 253,69	0,00	138,00	77 154,33
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**495 130,28**	**315 590,06**	**132 847,38**	**46 692,84**	**109 955,76**
2313	Constructions	495 130,28	315 590,06	132 847,38	46 692,84	109 955,76

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 28 271,70**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 271,70**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 829,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 390,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	5 384,28
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	12 800,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	260,82
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 607,60
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-382 500,98	D - B	-180 287,02

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 409 (1)
LIBELLE : RESTRUCT.DU CENTRE A.SCHWEITZER

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **447 034,03**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 423,38**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	32 423,38
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 994,34**
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 063,02
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 428,69
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	11 502,63
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**398 616,31**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	397 105,69
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510,62

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 106 570,71**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**106 570,71**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	106 570,71
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-340 463,32

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 410 (1)
LIBELLE : RELOC. CENTRE SOCIAL DES 3 VILLES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 000,00**	A **0,00**	**0,00**	**2 000,00**	B **4 523 174,88**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 101,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 101,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**6 939,00**
2181	Installat° générales, agencements	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	4 005,60
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 933,40
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 515 134,88**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 515 134,88

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **2 968 044,63**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 968 044,63**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	2 207 043,63
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	129 916,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	441 085,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-1 555 130,25

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 411 (1)
LIBELLE : CENTRE SOLIDAIRE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **441 797,30**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 205,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	9 205,40
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 708,02**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	5 708,02
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**426 883,88**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	420 064,40
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	6 819,48

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 169 990,68**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**169 990,68**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	169 990,68
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -271 806,62

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 412 (1)
LIBELLE : CENTRE SOCIAL LIONDERIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**128 920,00**	A **56 148,00**	**72 772,00**	**0,00**	B **1 080,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**128 920,00**	**56 148,00**	**72 772,00**	**0,00**	**1 080,00**
2031	Frais d'études	128 920,00	56 148,00	72 772,00	0,00	1 080,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -56 148,00	D - B -1 080,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 413 (1)
LIBELLE : BOULANGERIE DE BEAUMONT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 34 725,53
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	34 725,53
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	34 725,53

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -34 725,53

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 414 (1)
LIBELLE : CENTRE SOCIAL ANNEXE BOURNAZEL

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 362 671,10**	A **1 273 739,10**	**88 728,23**	**203,77**	B **537 954,10**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 240,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	21 240,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**30 885,59**	**29 391,82**	**1 290,00**	**203,77**	**0,00**
2184	Mobilier	5 900,00	5 900,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	24 985,59	23 491,82	1 290,00	203,77	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 331 785,51**	**1 244 347,28**	**87 438,23**	**0,00**	**516 714,10**
2313	Constructions	1 331 785,51	1 244 347,28	87 438,23	0,00	475 356,75
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	41 357,35

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 386 900,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**386 900,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	386 900,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 273 739,10	D - B	-151 054,10

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 499 (1)
LIBELLE : EQPT SOCIAUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**16 000,00**	A **7 930,58**	**0,00**	**8 069,42**	B **60 482,43**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 576,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	3 576,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**6 000,00**	**5 843,76**	**0,00**	**156,24**	**23 865,71**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	3 550,80
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	262,95
2188	Autres immobilisations corporelles	6 000,00	5 843,76	0,00	156,24	20 051,96
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**10 000,00**	**2 086,82**	**0,00**	**7 913,18**	**33 040,72**
2313	Constructions	10 000,00	2 086,82	0,00	7 913,18	33 040,72

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -7 930,58	D - B -60 482,43

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 500 (1)
LIBELLE : EGLISE ST CORNEILLE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 035,20**	A **2 035,20**	**0,00**	**0,00**	B **437 369,27**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 478,68**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	2 478,68
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 953,51**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	42 953,51
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 035,20**	**2 035,20**	**0,00**	**0,00**	**391 937,08**
2313	Constructions	2 035,20	2 035,20	0,00	0,00	389 271,59
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	2 665,49

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 145 626,92**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145 626,92**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	62 534,89
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	83 092,03
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-2 035,20	D - B	-291 742,35

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 502 (1)
LIBELLE : CIMETIERE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**34 610,00**	A **34 546,12**	**0,00**	**63,88**	B **537 038,50**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 000,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**219 394,64**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	924,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	85 049,06
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	29 927,88
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	16 975,55
2188	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	86 518,15
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**33 610,00**	**33 546,12**	**0,00**	**63,88**	**317 643,86**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	100 904,69
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	118 349,74
2315	Installat°, matériel et outillage techni	33 610,00	33 546,12	0,00	63,88	98 389,43

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 27 515,90**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 420,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	27 420,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95,90**
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	95,90
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -34 546,12	D - B -509 522,60

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 503 (1)
LIBELLE : COLUMBARIUM

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**4 100,00**	A **3 084,29**	**0,00**	**1 015,71**	B **44 671,02**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 100,00**	**3 084,29**	**0,00**	**1 015,71**	**44 671,02**
2188	Autres immobilisations corporelles	4 100,00	3 084,29	0,00	1 015,71	44 671,02
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -3 084,29	D - B -44 671,02

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 700 (1)
LIBELLE : VOIRIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**773 308,99**	A **374 451,40**	**272 006,62**	**126 850,97**	B **3 808 345,43**
20	**Immobilisations incorporelles**	**42 258,35**	**11 550,35**	**0,00**	**30 708,00**	**57 362,43**
2031	Frais d'études	42 258,35	11 550,35	0,00	30 708,00	57 362,43
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**183 811,87**	**68 755,85**	**34 440,16**	**80 615,86**	**568 652,44**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	4 768,05
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	36 070,14	32 170,14	3 900,00	0,00	90 105,95
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	83 750,78	3 750,78	0,00	80 000,00	7 664,10
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	8 328,00
2188	Autres immobilisations corporelles	63 990,95	32 834,93	30 540,16	615,86	457 786,34
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**547 238,77**	**294 145,20**	**237 566,46**	**15 527,11**	**3 182 330,56**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414 840,07
2315	Installat°, matériel et outillage techni	547 238,77	294 145,20	237 566,46	15 527,11	1 754 710,49
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	12 780,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 624 117,39**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**624 117,39**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	426 582,65
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	15 397,45
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	163 553,00
1336	Particip. pour voirie et réseaux transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 084,29
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-374 451,40	D - B	-3 184 228,04

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 701 (1)
LIBELLE : ECLAIRAGE PUBLIC

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 701 463,04**	A **154 136,25**	**2 527 263,51**	**20 063,28**	B **6 620 925,26**
20	**Immobilisations incorporelles**	**20 196,00**	**1 836,00**	**18 360,00**	**0,00**	**16 850,58**
2031	Frais d'études	18 360,00	0,00	18 360,00	0,00	15 014,58
2033	Frais d'insertion	1 836,00	1 836,00	0,00	0,00	1 836,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**23 565,79**	**12 158,30**	**11 365,49**	**42,00**	**2 600 281,41**
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	297 276,88
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 333 037,73
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	874 047,41
2183	Matériel de bureau et informatique	1 500,00	1 458,00	0,00	42,00	1 458,00
2188	Autres immobilisations corporelles	22 065,79	10 700,30	11 365,49	0,00	94 461,39
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 657 701,25**	**140 141,95**	**2 497 538,02**	**20 021,28**	**4 003 793,27**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	211 988,94
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	49 621,20
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 577 218,87	59 659,57	2 497 538,02	20 021,28	3 656 317,73
238	Avances versées commandes immo. incorp.	80 482,38	80 482,38	0,00	0,00	85 865,40

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**55 865,08**	C **36 951,00**	**0,00**	**18 914,08**	D **1 159 127,74**
13	**Subventions d'investissement**	**55 865,08**	**36 951,00**	**0,00**	**18 914,08**	**1 159 127,74**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	123 927,90
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	55 865,08	36 951,00	0,00	18 914,08	289 878,60
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	745 321,24
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-117 185,25	D - B	-5 461 797,52

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 702 (1)
LIBELLE : ESPACES VERTS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 013 890,65**	A **857 845,73**	**135 970,31**	**20 074,61**	B **4 246 739,49**
20	**Immobilisations incorporelles**	**864,00**	**864,00**	**0,00**	**0,00**	**49 173,30**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	48 309,30
2033	Frais d'insertion	864,00	864,00	0,00	0,00	864,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**180 172,07**	**120 000,27**	**40 097,19**	**20 074,61**	**519 214,49**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	93 934,10	69 406,94	4 587,29	19 939,87	292 164,18
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 659,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 493,52
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	64 190,92
2188	Autres immobilisations corporelles	86 237,97	50 593,33	35 509,90	134,74	156 706,27
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**832 854,58**	**736 981,46**	**95 873,12**	**0,00**	**3 678 351,70**
2312	Agencements et aménagements de terrains	832 854,58	736 981,46	95 873,12	0,00	3 554 663,50
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 905,12
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	3 767,58
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	118 015,50

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 32 375,07**	**0,00**	**-32 375,07**	**D 42 399,65**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**32 375,07**	**0,00**	**-32 375,07**	**42 399,65**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	4 469,69
1312	Subv. transf. Régions	0,00	32 375,07	0,00	-32 375,07	37 929,96
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-825 470,66	D - B	-4 204 339,84

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 706 (1)
LIBELLE : JARDINS FAMILIAUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **122 463,65**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**104 243,62**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	1 525,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	35 255,64
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 910,40
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	0,00	0,00	0,00	28 068,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	19 484,58
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 220,03**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	18 220,03

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **21 295,33**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 295,33**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	21 295,33
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -101 168,32

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 710 (1)
LIBELLE : COULEE VERTE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 705,64
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	705,64
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	705,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -705,64

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 711 (1)
LIBELLE : JARDIN DES PERSPECTI VES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **216 435,81**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 802,90**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	6 966,49
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	18 669,50
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	11 514,90
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	3 193,32
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	91 458,69
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 632,91**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 717,31
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 999,71
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	79 915,89

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **37 200,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 200,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	31 200,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-179 235,81

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 713 (1)
LIBELLE : ZAC VALLEE II

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **1 148 476,87**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**39 130,47**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 013,27
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 509,15
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 591,87
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 156,17
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	32 860,01
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 109 346,40**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	643 298,13
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	466 048,27

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 28 129,82**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 129,82**
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00	0,00	28 129,82
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-1 120 347,05

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 714 (1)
LIBELLE : SITE LEVERIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **9 025,34**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 025,34**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	9 025,34

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 351 440,74**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**351 440,74**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	259 938,00
1336	Particip. pour voirie et réseaux transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	91 502,74
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	342 415,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 715 (1)
LIBELLE : ESPACE DE JEUX CHARC OT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **244 096,12**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 282,41**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	29 360,61
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	24 921,80
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**189 813,71**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	189 813,71

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 500,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-242 596,12

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 716 (1)
LIBELLE : ZAC DES 4 VENTS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **20 324,93**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 516,33**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	1 890,58
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	3 360,56
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	265,19
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 808,60**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	14 808,60

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -20 324,93

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 717 (1)
LIBELLE : REQUALIFICATION COLLEGE ELSA TRIOLET

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **7 774,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 774,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	7 774,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -7 774,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 718 (1)
LIBELLE : TRIANGLE DES SAULES - AIRE DE JEUX

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 3 276,60
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 276,60
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	3 276,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -3 276,60

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 799 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**462 180,09**	A **166 718,00**	**239 724,21**	**55 737,88**	B **1 303 699,25**
20	**Immobilisations incorporelles**	**108 375,00**	**55 055,00**	**52 824,00**	**496,00**	**312 384,67**
2031	Frais d'études	53 986,00	666,00	52 824,00	496,00	301 242,91
2051	Concessions, droits similaires	54 389,00	54 389,00	0,00	0,00	11 141,76
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**319 362,13**	**100 964,04**	**181 237,41**	**37 160,68**	**366 237,89**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	19 236,31
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	7 913,12	6 527,33	0,00	1 385,79	6 527,33
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 953,13
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	228 217,97	80 643,91	143 922,80	3 651,26	34 821,60
2183	Matériel de bureau et informatique	17 666,28	0,00	17 666,28	0,00	0,00
2184	Mobilier	3 525,60	0,00	3 525,60	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	62 039,16	13 792,80	16 122,73	32 123,63	299 699,52
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**34 442,96**	**10 698,96**	**5 662,80**	**18 081,20**	**625 076,69**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	135 501,01
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	54 766,85
2315	Installat°, matériel et outillage techni	34 442,96	10 698,96	5 662,80	18 081,20	434 808,83

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 34 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**D 474 747,57**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**34 000,00**	**0,00**	**-34 000,00**	**474 747,57**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	394 347,57
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	34 000,00	0,00	-34 000,00	80 400,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-132 718,00	D - B	-828 951,68

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 800 (1)
LIBELLE : VEHICULES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**112 000,00**	A **85 052,13**	**0,00**	**26 947,87**	B **379 755,04**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**112 000,00**	**85 052,13**	**0,00**	**26 947,87**	**379 755,04**
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	2 636,90
2182	Matériel de transport	112 000,00	85 052,13	0,00	26 947,87	377 118,14
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 4 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-85 052,13	D - B	-375 755,04

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 809 (1)
LIBELLE : ACQUIS.FONCIERES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 413 921,98**	A **304 512,00**	**720 570,42**	**388 839,56**	B **1 678 939,47**
20	**Immobilisations incorporelles**	**42 128,00**	**10 080,00**	**31 320,00**	**728,00**	**22 676,57**
2031	Frais d'études	42 128,00	10 080,00	31 320,00	728,00	12 900,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	9 776,57
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 238 243,56**	**294 432,00**	**555 700,00**	**388 111,56**	**1 653 049,55**
2111	Terrains nus	408 243,56	132,00	20 000,00	388 111,56	957,59
2115	Terrains bâtis	825 000,00	294 300,00	530 700,00	0,00	1 405 779,53
2118	Autres terrains	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	169 100,35
2132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	77 212,08
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**133 550,42**	**0,00**	**133 550,42**	**0,00**	**3 213,35**
2313	Constructions	133 550,42	0,00	133 550,42	0,00	3 213,35

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **355 068,55**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**355 068,55**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	215 068,55
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-304 512,00	D - B	-1 323 870,92

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 823 (1)
LIBELLE : ACQUISITION TERRAIN 187 RUE DU CALVAIRE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**31 651,31**	A **11 544,68**	**0,00**	**20 106,63**	B **11 544,68**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**31 651,31**	**11 544,68**	**0,00**	**20 106,63**	**11 544,68**
2188	Autres immobilisations corporelles	31 651,31	11 544,68	0,00	20 106,63	11 544,68
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -11 544,68	D - B -11 544,68

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 825 (1)
LIBELLE : ACQUIS. 63 RUE DU GENERAL LECLERC

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**37 000,00**	A **384,00**	**35 827,75**	**788,25**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**37 000,00**	**384,00**	**35 827,75**	**788,25**	**0,00**
2313	Constructions	37 000,00	384,00	35 827,75	788,25	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -384,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 826 (1)
LIBELLE : ACQUIS.SITE BLANCHIS SERIE R.J.GUESDE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **1 770 067,67**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 237,90**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	9 237,90
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 207 331,02**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	521 163,84
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	115 364,96
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	570 802,22
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**553 498,75**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,32
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	546 913,95
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	5 484,48

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-1 770 067,67

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 830 (1)
LIBELLE : ACQUIS.ZAC VALLEE II TERRAIN REQUILLART

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 14 856,22
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	14 856,22
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	14 856,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -14 856,22

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 832 (1)
LIBELLE : ACQUIS.106 RUE JULES GUESDE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 2 978,79
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 978,79
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 978,79
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -2 978,79

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 839 (1)
LIBELLE : CENTRE SCHWEITZER

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**61 534,01**	A **53 534,01**	**7 897,20**	**102,80**	B **5 568,09**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 680,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 229,53**
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	131,47
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	3 098,06
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**61 534,01**	**53 534,01**	**7 897,20**	**102,80**	**658,56**
2313	Constructions	61 534,01	53 534,01	7 897,20	102,80	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	658,56

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -53 534,01	D - B -5 568,09

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 841 (1)
LIBELLE : PARC DE LA MARQUE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **2 114,53**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 114,53**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 114,53
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-2 114,53

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 842 (1)
LIBELLE : COUR CHRISTIAENS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **78 291,07**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 445,06**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	4 445,06
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 509,65**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	8 016,15
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	493,50
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 336,36**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	65 336,36

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-78 291,07

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 843 (1)
LIBELLE : BASE DE LOISIRS- ETANG DE PECHE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**512 714,45**	A **183 758,51**	**234 706,36**	**94 249,58**	B **987 285,79**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 341,00**	**1 341,00**	**0,00**	**0,00**	**3 129,00**
2031	Frais d'études	1 341,00	1 341,00	0,00	0,00	3 129,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**98 387,27**	**32 261,51**	**66 125,76**	**0,00**	**939 199,61**
2111	Terrains nus	52 500,00	0,00	52 500,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	847 891,05
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	83 739,60
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	11 862,96	0,00	11 862,96	0,00	7 290,96
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	278,00
2184	Mobilier	33 265,31	31 502,51	1 762,80	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	759,00	759,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**412 986,18**	**150 156,00**	**168 580,60**	**94 249,58**	**44 957,18**
2312	Agencements et aménagements de terrains	410 646,18	147 816,00	168 580,60	94 249,58	9 081,00
2313	Constructions	2 340,00	2 340,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	35 876,18

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 8 940,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 940,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	8 940,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-183 758,51	D - B	-978 345,79

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 844 (1)
LIBELLE : SITE ELSA TRIOLET

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **15 815 598,51**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 080 740,38**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 080 740,38
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 402 171,92**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	52 875,94
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	61 718,06
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	581 531,87
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 216,32
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	13 709,52
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	10 256,78
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	677 863,43
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 332 686,21**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	13 324 538,08
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 158,51
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	6 989,62

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 8 574 223,48**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**312 171,16**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	312 171,16
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**595 303,31**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	595 303,31
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**459 584,42**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	26 534,27
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	30 931,95
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	17 005,66
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	2 296,32
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	7 477,92
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	5 594,61
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	369 743,69
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 207 164,59**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	7 203 352,07
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 812,52

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-7 241 375,03

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 846 (1)
LIBELLE : PLAINE DES HAUTS CHA MPS

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 107 882,30
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	107 882,30
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	107 882,30
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -107 882,30

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 847 (1)
LIBELLE : 136 RUE LOUIS LOUCHE UR

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 176 839,87
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	176 839,87
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	176 839,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -176 839,87

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 848 (1)
LIBELLE : 183 RUE DU DR CALMET TE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **1,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,00**
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C** **0,00**	**0,00**	**0,00**	**D** **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -1,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 849 (1)
LIBELLE : 222 RUE J.GUESDE ENT.PIAT

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**25 000,00**	A **24 980,40**	**0,00**	**19,60**	B **410 338,62**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 910,00**	**2 910,00**	**0,00**	**0,00**	**388 268,22**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	385 358,22
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 910,00	2 910,00	0,00	0,00	2 910,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**22 090,00**	**22 070,40**	**0,00**	**19,60**	**22 070,40**
2313	Constructions	22 090,00	22 070,40	0,00	19,60	22 070,40

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -24 980,40	D - B -410 338,62

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 850 (1)
LIBELLE : PARCELLE DAMART

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **1 054 126,59**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 120,78**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	30 120,78
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**830 285,45**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	830 285,45
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**193 720,36**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	193 720,36

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-1 054 126,59

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 852 (1)
LIBELLE : FERME BRAQUAVAL

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**202 370,82**	A **153 470,16**	**45 916,23**	**2 984,43**	B **4 151 329,48**
20	**Immobilisations incorporelles**	**10 800,00**	**2 400,00**	**8 400,00**	**0,00**	**76 011,43**
2031	Frais d'études	10 800,00	2 400,00	8 400,00	0,00	76 011,43
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**715,71**	**577,72**	**0,00**	**137,99**	**1 138 087,47**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	347 778,81
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	784 215,06
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	3 849,48
2188	Autres immobilisations corporelles	715,71	577,72	0,00	137,99	2 244,12
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**190 855,11**	**150 492,44**	**37 516,23**	**2 846,44**	**2 937 230,58**
2312	Agencements et aménagements de terrains	12 000,00	0,00	9 153,56	2 846,44	0,00
2313	Constructions	178 855,11	150 492,44	28 362,67	0,00	2 772 344,54
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	164 886,04

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 238 806,13**	**0,00**	**-238 806,13**	**D 801 238,53**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**238 806,13**	**0,00**	**-238 806,13**	**801 238,53**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	133 978,13	0,00	-133 978,13	555 978,53
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	20 000,00	0,00	-20 000,00	100 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	84 828,00	0,00	-84 828,00	145 260,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 85 335,97	D - B -3 350 090,95

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 853 (1)
LIBELLE : TRIBONNERIE 2

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **3 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -3 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 854 (1)
LIBELLE : MAISON DE LA SANTE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**380 000,00**	A **0,00**	**380 000,00**	**0,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**380 000,00**	**0,00**	**380 000,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	380 000,00	0,00	380 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 904 (1)
LIBELLE : M.E.S.P.

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**62 236,72**	A **52 236,72**	**0,00**	**10 000,00**	B **905 126,39**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 843,29**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	2 122,22
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	65,73
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	15 224,68
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	48 429,66
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**62 236,72**	**52 236,72**	**0,00**	**10 000,00**	**839 283,10**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	11 466,65
2313	Constructions	62 236,72	52 236,72	0,00	10 000,00	827 816,45

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 950 399,73**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 950 399,73**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 950 399,73
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-52 236,72	D - B	1 045 273,34

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 907 (1)
LIBELLE : HOTEL D ENTREPRISE-BLANCHISSERIE

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 019 226,11**	A **0,00**	**0,00**	**1 019 226,11**	B **294 772,37**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 019 226,11**	**0,00**	**0,00**	**1 019 226,11**	**0,00**
2113	Terrains aménagés autres que voirie	1 019 226,11	0,00	0,00	1 019 226,11	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 772,37**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	294 772,37

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	-294 772,37

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 908 (1)
LIBELLE : CENTRE D AFFAIRES

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **15 600,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 600,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	15 600,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -15 600,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	1 417	726 858	172 070	4 166 864	489 634	463 265	43 496	1 744 547	73 581	2 250 634	63 473	10 195 840
- Equipements municipaux (2)		726 858	172 070	4 166 864	489 634	463 265	14 501	1 737 047	60 485	2 081 853	52 237	9 964 814
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	28 063	7 500	13 096	168 781	9 000	226 441
- Opérations financières	1 417											1 417
Dépenses d'ordre	78 171											249 095
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	**79 588**	**726 858**	**172 070**	**4 255 391**	**489 634**	**463 265**	**43 496**	**1 774 663**	**73 581**	**2 302 915**	**63 473**	**10 444 935**
Total recettes	**12 967 391**	**16 618**	**500**	**718 351**	**0**	**260 149**	**0**	**30 116**	**34 000**	**409 139**	**1 494**	**14 437 757**
Solde d'investissement	**12 887 803**	**-710 240**	**-171 570**	**-3 537 040**	**-489 634**	**-203 116**	**-43 496**	**-1 744 547**	**-39 581**	**-1 893 776**	**-61 980**	**3 992 822**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**232 596**	**241 463**	**1 113 871**	**170 131**	**792 407**	**390 982**	**300 477**	**9 947**	**4 042 366**	**3 526**	**7 297 765**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-232 596**	**-241 463**	**-1 113 871**	**-170 131**	**-792 407**	**-390 982**	**-300 477**	**-9 947**	**-4 042 366**	**-3 526**	**-7 297 765**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**1 256 194**	**3 799 880**	**1 181 136**	**4 567 118**	**2 453 776**	**2 742 080**	**1 230 338**	**1 290 989**	**46 578**	**2 273 626**	**251 036**	**21 092 751**
Total recettes	**31 715 705**	**188 342**	**494 695**	**1 012 837**	**137 987**	**506 257**	**76 915**	**970 336**	**12 115**	**194 146**	**251 189**	**35 560 524**
Solde de fonctionnement	**30 459 511**	**-3 611 537**	**-686 441**	**-3 554 281**	**-2 315 789**	**-2 235 823**	**-1 153 422**	**-320 653**	**-34 463**	**-2 079 480**	**152**	**14 467 772**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**79 588**	**959 454**	**413 533**	**5 369 262**	**659 765**	**1 255 673**	**434 478**	**2 075 140**	**83 528**	**6 345 281**	**66 999**	**17 742 701**
Dépenses réelles		1 417	959 454	413 533	5 280 735	659 765	1 255 673	434 478	2 045 024	83 528	6 293 000	66 999	17 493 606
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	932	0	0	0	2 237	3 169
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	0	0	932	0	0	0	2 237	3 169
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	38 460	7 500	15 146	226 372	9 000	296 478
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 531	0	32 531
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 000	0	40 000
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 455	0	6 455
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	7 500	0	115 198	0	122 698
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	38 460	0	15 146	32 188	9 000	94 794
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	1 417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 417
275	Dépôts et cautionnements versés	1 417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 417
Opérations d'équipement		0	959 454	413 533	5 280 735	659 765	1 255 673	395 086	2 037 524	68 382	6 066 628	55 762	17 192 543
1001	MAIRIE 42 RUE GAL LECLERC CONCIERGERIE	0	0	0	0	0	0	0	4 349	0	0	0	4 349
1006	ATELIERS MUNICIPAUX	0	77 794	0	0	0	0	0	0	0	0	0	77 794
1009	POLICE MUNICIPALE	0	0	12 656	0	0	0	0	0	0	0	0	12 656
101	ECOLE V.HUGO	0	0	0	72 325	0	0	0	0	0	0	0	72 325
1010	NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	0	240 922	0	0	0	0	0	0	0	0	0	240 922
1011	NOUVELLE MAIRIE CENTRALE	0	117 493	0	0	0	0	0	0	0	0	0	117 493
102	ECOLE M CURIE	0	0	0	4 514	0	0	0	0	0	0	0	4 514

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
103	G.S.ST EXUPERY	**0**	**0**	**0**	**39 442**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**39 442**
104	ECOLE LA FONTAINE	0	0	0	287 637	0	0	0	0	0	0	0	287 637
105	ECOLE JULES FERRY	0	0	0	4 242 080	0	0	0	0	0	0	0	4 242 080
106	ECOLE TASSIGNY	0	0	0	516 844	0	0	0	0	0	0	0	516 844
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0	449 024	91 448	3 485	3 149	12 885	2 286	5 184	424	17 750	0	585 635
199	FONDS COMMUNS SCOL.	0	0	0	74 187	0	471	0	0	0	0	0	74 657
200	SALLE DES FETES	0	0	0	0	16 608	0	0	0	0	0	0	16 608
201	SALLE H DUNANT Brasiello	0	0	0	0	24 382	0	0	0	0	0	0	24 382
202	SALLE FRANCHOMME	0	0	0	0	420 256	0	0	0	0	0	0	420 256
203	ATELIERS THEATRE DE L AVENTURE	0	0	0	0	1 372	0	0	0	0	0	0	1 372
205	CIB CENTRE INTERG. DE BEAUMONT	0	0	0	0	17 532	0	0	0	0	0	0	17 532
206	LA CANTORIA	0	0	0	0	38 824	0	0	0	0	0	0	38 824
207	TIERS LIEU J FERRY	0	0	0	0	43 200	0	0	0	0	0	0	43 200
299	FONDS COMMUNS CULT.	0	989	0	0	42 596	0	0	0	0	0	0	43 585
301	COMPLEXE DUBUS	0	0	0	0	0	11 687	0	0	0	0	0	11 687
302	SALLE J JAURES/CRUYP ENINCK	0	0	0	0	0	2 662	0	0	0	0	0	2 662
303	SALLE E DELCOURT	0	0	0	0	0	3 949	0	0	0	0	0	3 949
304	SALLE JEAN LEPLAT	0	0	0	0	0	410 592	0	0	0	0	0	410 592
305	SITE ANDRE DILIGENT anc.site B.Pascal	0	0	0	0	0	21 488	0	0	0	0	0	21 488
313	BASSIN DE NATATION	0	0	0	0	0	95 037	0	0	0	0	0	95 037
316	NOUVELLE SALLE DE BO XE	0	0	0	0	0	70 094	0	0	0	0	0	70 094
317	MAISON DU FOOT	0	0	0	0	0	9 010	0	0	0	0	0	9 010
320	DOJO ROUX	0	0	0	0	0	563 432	0	0	0	0	0	563 432
399	FONDS COMMUNS SPORT.	0	0	0	0	0	41 568	0	0	0	0	0	41 568
407	MAIL DUNANT S.J.SOCK EEL	0	0	0	0	2 299	0	0	0	0	0	0	2 299
408	MAISON PETITE ENFANC E	0	0	0	0	0	0	0	517 129	0	0	0	517 129
412	CENTRE SOCIAL LIONDERIE	0	0	0	0	0	0	0	128 920	0	0	0	128 920
414	CENTRE SOCIAL ANNEXE BOURNAZEL	0	0	0	0	0	0	0	1 362 467	0	0	0	1 362 467
499	EQPT SOCIAUX	0	0	0	0	0	0	0	7 931	0	0	0	7 931
500	EGLISE ST CORNEILLE	0	0	0	0	2 035	0	0	0	0	0	0	2 035
502	CIMETIERE	0	34 546	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 546
503	COLUMBARIUM	0	3 084	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 084
700	VOIRIE	0	0	0	40 222	0	0	0	0	0	606 236	0	646 458
701	ECLAIRAGE PUBLIC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 681 400	0	2 681 400
702	ESPACES VERTS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	993 816	0	993 816

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	**0**	**0**	**296 877**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 527**	**99 512**	**3 526**	**406 442**
800	VEHICULES	0	35 600	12 552	0	11 300	12 800	12 800	0	0	0	0	85 052
809	ACQUIS.FONCIERES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 025 082	0	1 025 082
823	ACQUISITION TERRAIN 187 RUE DU CALVAIRE	0	0	0	0	0	0	0	11 545	0	0	0	11 545
825	ACQUIS. 63 RUE DU GENERAL LECLERC	0	0	0	0	36 212	0	0	0	0	0	0	36 212
839	CENTRE SCHWEITZER	0	0	0	0	0	0	0	0	61 431	0	0	61 431
843	BASE DE LOISIRS- ETANG DE PECHE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	418 465	0	418 465
849	222 RUE J.GUESDE ENT.PIAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 980	0	24 980
852	FERME BRAQUAVAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	199 386	0	199 386
854	MAISON DE LA SANTE	0	0	0	0	0	0	380 000	0	0	0	0	380 000
904	M.E.S.P.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 237	52 237
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*78 171*	*0*	*0*	*88 527*	*0*	*0*	*0*	*30 116*	*0*	*52 281*	*0*	*249 095*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*78 171*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 171*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*64 220*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*64 220*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*1 111*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 111*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*8 837*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 837*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*835*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*835*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*3 168*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 168*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*88 527*	*0*	*0*	*0*	*30 116*	*0*	*52 281*	*0*	*170 924*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*51 365*	*0*	*51 365*
2313	*Constructions*	*0*	*0*	*0*	*88 527*	*0*	*0*	*0*	*30 116*	*0*	*916*	*0*	*119 559*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes d'investissement		**12 967 391**	**16 618**	**500**	**718 351**	**0**	**260 149**	**0**	**30 116**	**34 000**	**409 139**	**1 494**	**14 437 757**
Recettes réelles		3 960 952	16 618	500	629 824	0	260 149	0	0	34 000	356 858	1 494	5 260 394
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 960 952	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 960 952
10222	FCTVA	931 783	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	931 783
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 029 169	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 029 169
13	Subventions d'investissement	0	16 618	500	629 824	0	260 149	0	0	34 000	308 132	0	1 249 223

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	500	28 887	0	0	0	0	0	0	0	29 387
1312	Subv. transf. Régions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 375	0	32 375
1313	Subv. transf. Départements	0	0	0	0	0	7 769	0	0	0	0	0	7 769
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	16 618	0	133 642	0	158 156	0	0	34 000	133 978	0	476 394
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	0	94 224	0	0	0	20 000	0	114 224
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0	0	0	467 295	0	0	0	0	0	121 779	0	589 074
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 494	1 494
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 494	1 494
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 726	0	48 726
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 726	0	48 726
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 254 821*	*0*	*0*	*88 527*	*0*	*0*	*0*	*30 116*	*0*	*52 281*	*0*	*1 425 744*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 254 821*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 254 821*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*31 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*31 336*
28031	*Frais d'études*	*51 696*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*51 696*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*5 604*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 604*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*81 347*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*81 347*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*30 227*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*30 227*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*48 066*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*48 066*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*1 153*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 153*
28051	*Concessions et droits similaires*	*35 226*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*35 226*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*41 120*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 120*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*13 346*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 346*
28152	*Installations de voirie*	*323*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*323*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*4 287*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 287*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*527*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*527*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	***193 681***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***193 681***
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*801*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*801*
28182	*Matériel de transport*	*57 150*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*57 150*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*141 380*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*141 380*
28184	*Mobilier*	*47 037*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*47 037*
28185	*Cheptel*	*784*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*784*
28188	*Autres immo. corporelles*	*469 730*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*469 730*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*88 527*	*0*	*0*	*0*	*30 116*	*0*	*52 281*	*0*	*170 924*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0*	*0*	*0*	*88 527*	*0*	*0*	*0*	*30 116*	*0*	*52 281*	*0*	*170 924*
001Solde d'exécution reporté de N-1		7 751 618	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 751 618

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**1 256 194**	**3 799 880**	**1 181 136**	**4 567 118**	**2 453 776**	**2 742 080**	**1 230 338**	**1 290 989**	**46 578**	**2 273 626**	**251 036**	**21 092 751**
Dépenses réelles		1 373	3 799 880	1 181 136	4 567 118	2 453 776	2 742 080	1 230 338	1 290 989	46 578	2 273 626	251 036	19 837 931
011	Charges à caractère général	0	855 112	296 997	1 092 132	438 155	793 591	85 997	235 477	46 503	727 654	30 452	4 602 070
60228	Autres fournitures consommables	0	0	0	445	0	0	0	0	0	0	0	445
60611	Eau et assainissement	0	5 399	157	30 869	5 962	24 004	0	2 135	0	122	0	68 648
60612	Energie - Electricité	0	63 150	7 155	114 968	50 426	83 468	0	11 271	9 003	324 149	0	663 591
60621	Combustibles	0	26 633	2 418	185 854	52 398	172 849	0	28 813	16 887	0	0	485 852
60622	Carburants	0	21 989	13 240	3 813	4 225	3 979	832	1 138	0	26 063	0	75 278
60623	Alimentation	0	0	1 137	410 821	0	27 890	0	47 098	0	0	0	486 947
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	623	0	623
60628	Autres fournitures non stockées	0	0	0	0	0	0	86	5 668	0	0	0	5 754
60631	Fournitures d'entretien	0	2 137	0	18 476	4 466	9 961	0	3 445	0	0	0	38 486
60632	Fournitures de petit équipement	0	2 468	9 467	17 382	2 950	13 546	2 480	5 502	0	12 061	0	65 855
60636	Vêtements de travail	0	787	10 696	299	5 639	955	0	0	0	13 914	0	32 290
6064	Fournitures administratives	0	20 079	2 635	607	560	701	277	314	0	1 035	0	26 209
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	369	0	0	767	0	0	0	1 136
6067	Fournitures scolaires	0	0	0	62 047	0	4 849	0	0	0	0	0	66 896
6068	Autres matières et fournitures	0	86 653	2 902	19 384	3 892	42 983	0	425	0	48 260	800	205 299
611	Contrats de prestations de services	0	5 842	6 970	0	0	0	0	0	0	0	0	12 812
6132	Locations immobilières	0	4 250	11 802	0	706	0	0	0	0	0	0	16 758
6135	Locations mobilières	0	91 291	239	4 785	54 876	70 583	823	2 368	0	7 380	68	232 412
614	Charges locatives et de copropriété	0	4 750	0	0	55	1 122	0	0	3 468	0	4 603	13 999
61521	Entretien terrains	0	0	0	2 396	0	0	0	0	0	79 839	0	82 235

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	95 023	1 432	22 706	7 711	27 688	-550	2 734	1 582	0	4 662	162 988
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	0	0	0	649	0	0	0	0	0	0	649
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 519	0	36 519
61551	Entretien matériel roulant	0	7 670	8 966	1 488	3 050	5 068	362	0	0	40 821	0	67 425
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	21 714	63 974	1 182	4 138	15 361	0	3 967	0	7 247	0	117 582
6156	Maintenance	0	47 278	11 684	2 133	6 370	1 142	379	13 525	0	8 430	43	90 983
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0	2 844	77	4 844	3 270	8 187	0	1 037	546	462	722	21 990
6168	Autres primes d'assurance	0	19 697	1 771	1 454	1 091	1 922	606	364	0	9 885	0	36 789
617	Etudes et recherches	0	10 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 200
6182	Documentation générale et technique	0	3 497	0	0	0	555	0	79	0	1 002	0	5 133
6184	Versements à des organismes de formation	0	29 219	17 008	6 426	1 253	1 168	0	-3 920	0	19 399	0	70 552
6188	Autres frais divers	0	15 897	1 884	0	12 297	252	0	0	0	0	1 200	31 531
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	0	73	0	0	430	0	0	0	0	0	503
6226	Honoraires	0	8 840	0	0	0	31 396	0	5 400	0	0	0	45 636
6228	Divers	0	1 248	2 144	0	2 813	0	0	0	0	8 547	0	14 752
6231	Annonces et insertions	0	17 388	0	0	0	1 820	0	0	0	2 592	0	21 800
6232	Fêtes et cérémonies	0	10 138	0	0	20 320	4 167	0	0	0	0	0	34 624
6236	Catalogues et imprimés	0	17 862	0	0	0	5 161	0	1 500	0	0	0	24 523
6241	Transports de biens	0	7 920	0	0	36	0	0	213	0	622	0	8 790
6247	Transports collectifs	0	0	0	33 812	1 490	26 050	0	0	0	201	0	61 554
6248	Divers	0	693	0	0	0	4 423	0	16	0	0	0	5 132
6251	Voyages et déplacements	0	727	0	0	430	46	138	603	0	350	0	2 294
6256	Missions	0	333	0	0	53	0	0	0	0	31	0	416
6257	Réceptions	0	68 909	0	5 363	55 058	1 013	0	14 764	0	347	0	145 454
6261	Frais d'affranchissement	0	34 473	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 473
6262	Frais de télécommunications	0	16 297	1 039	9 703	2 404	3 384	118	567	236	502	213	34 464
627	Services bancaires et assimilés	0	76	0	1 245	31	1 541	0	0	0	0	0	2 893
6281	Concours divers (cotisations)	0	6 804	0	0	569	0	500	0	0	350	0	8 223
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0	0	0	0	0	1 703	0	0	0	0	0	1 703
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	3 410	0	3 635	0	0	0	1 199	0	0	0	8 245
6288	Autres services extérieurs	0	53 855	117 337	125 377	128 386	194 078	79 800	84 484	0	76 285	3 050	862 652
63512	Taxes foncières	0	16 491	0	616	0	0	0	0	14 781	616	15 091	47 595
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	1 183	213	0	213	146	146	0	0	0	0	1 900

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	578	0	0	0	0	0	0	0	0	578
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	2 687 422	873 427	2 830 743	1 245 625	1 560 258	258 541	1 013 290	0	1 474 972	0	11 944 278
6218	Autre personnel extérieur	0	600	0	0	623	10 186	0	0	0	0	0	11 408
6331	Versement mobilité	0	26 531	8 141	34 684	13 580	15 567	2 384	12 543	0	16 593	0	130 024
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	6 633	2 036	8 671	3 395	3 891	596	3 136	0	4 149	0	32 506
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	25 864	7 938	33 818	13 240	15 177	2 325	12 229	0	16 179	0	126 770
64111	Rémunération principale titulaires	0	1 093 263	387 870	1 002 054	554 542	553 072	41 196	363 003	0	522 784	0	4 517 784
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	47 826	24 844	51 976	20 620	33 824	1 857	25 974	0	37 537	0	244 457
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0	3 686	600	4 847	1 116	1 954	0	1 200	0	1 698	0	15 100
64118	Autres indemnités titulaires	0	415 253	251 217	130 549	193 209	141 687	19 910	55 596	0	188 811	0	1 396 233
64131	Rémunérations non tit.	0	233 678	3 021	781 229	130 364	397 781	77 267	256 430	0	302 993	0	2 182 762
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0	400	0	7 015	400	2 785	300	1 200	0	800	0	12 900
64171	Apprentis - rémunérations	0	14 002	2 768	0	0	4 028	0	2 581	0	9 663	0	33 041
64172	Apprentis indemnité inflation	0	100	0	0	0	0	0	0	0	100	0	200
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	243 035	62 899	405 764	125 518	157 274	31 335	139 723	0	178 381	0	1 343 928
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	368 788	121 772	337 886	183 629	206 895	16 858	129 252	0	182 927	0	1 548 008
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	9 091	0	31 535	5 285	15 916	3 101	10 273	0	12 013	0	87 214
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	197 796	0	0	0	0	0	0	0	0	0	197 796
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	484	0	0	0	0	0	0	0	0	0	484
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	393	323	716	105	220	0	150	0	345	0	2 251
6478	Autres charges sociales diverses	0	0	0	0	0	0	61 412	0	0	0	0	61 412
014	Atténuations de produits	255	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	255
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	255	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	255
65	Autres charges de gestion courante	0	257 346	0	643 222	769 759	386 512	885 800	40 233	0	71 000	218 720	3 272 593
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0	0	0	0	582 586	0	0	0	0	0	0	582 586
6531	Indemnités	0	175 948	0	0	0	0	0	0	0	0	0	175 948
6532	Frais de mission	0	95	0	0	0	0	0	0	0	0	0	95
6533	Cotisations de retraite	0	14 011	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 011
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	13 024	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13 024
6535	Formation	0	2 264	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 264
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	279	0	0	0	0	0	0	0	0	0	279
6541	Créances admises en non-valeur	0	2 515	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 515
6542	Créances éteintes	0	4 508	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 508
65548	Autres contributions	0	0	0	537 152	0	214 762	0	0	0	68 000	218 720	1 038 634
6558	Autres contributions obligatoires	0	0	0	14 319	0	0	0	0	0	0	0	14 319

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 000**	**0**	**3 000**
657362	Subv. fonct. CCAS	0	0	0	0	0	0	500 000	0	0	0	0	500 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	44 700	0	91 751	187 173	140 918	385 800	40 233	0	0	0	890 575
658822	Aides	0	0	0	0	0	17 960	0	0	0	0	0	17 960
65888	Autres	0	2	0	0	0	12 872	0	0	0	0	0	12 874
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	1 118	0	10 712	1 021	238	1 719	0	1 989	75	0	1 864	18 735
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	1 118	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 118
6713	Secours et dots	0	0	0	0	0	0	0	1 150	0	0	0	1 150
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0	0	0	1 021	238	1 719	0	839	0	0	0	3 816
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	0	10 712	0	0	0	0	0	75	0	0	10 787
6745	Subv. aux personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 864	1 864
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*1 254 821*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 254 821*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 254 821*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 254 821*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*31 336*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*31 336*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 223 485*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 223 485*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**31 715 705**	**188 342**	**494 695**	**1 012 837**	**137 987**	**506 257**	**76 915**	**970 336**	**12 115**	**194 146**	**251 189**	**35 560 524**
Recettes réelles		21 676 725	188 342	494 695	1 012 837	137 987	506 257	76 915	970 336	12 115	194 146	251 189	25 521 544
013	**Atténuations de charges**	**0**	**66 012**	**0**	**126 422**	**593**	**8 876**	**214**	**2 598**	**0**	**3 771**	**0**	**208 486**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	37 812	0	126 422	593	8 876	214	2 598	0	3 771	0	180 286
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	28 200	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 200

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**80 513**	**19 156**	**419 344**	**116 774**	**200 671**	**0**	**150 465**	**0**	**7 800**	**0**	**994 722**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0	78 140	0	0	0	0	0	0	0	0	0	78 140
70321	Stationnement et location voie publique	0	0	9 901	0	0	0	0	0	0	0	0	9 901
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 800	0	7 800
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0	1 462	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 462
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	60 198	0	0	0	0	0	0	60 198
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	7 149	0	0	0	0	0	7 149
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	992	10 488	0	0	0	0	0	11 481
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	150 465	0	0	0	150 465
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0	0	0	375 032	0	183 033	0	0	0	0	0	558 065
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	0	0	0	569	0	0	0	0	0	0	569
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	0	0	0	7 626	0	0	0	0	0	0	7 626
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	911	0	44 312	47 389	0	0	0	0	0	0	92 612
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	0	9 255	0	0	0	0	0	0	0	0	9 255
73	**Impôts et taxes**	**11 972 799**	**126**	**0**	**0**	**11 776**	**0**	**0**	**0**	**0**	**51 317**	**0**	**12 036 018**
73111	Impôts directs locaux	7 935 726	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 935 726
73211	Attribution de compensation	1 734 744	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 734 744
73212	Dotation de solidarité communautaire	317 490	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	317 490
73221	FNGIR	0	126	0	0	0	0	0	0	0	0	0	126
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	302 456	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	302 456
7336	Droits de place	0	0	0	0	11 776	0	0	0	0	0	0	11 776
7343	Taxes sur les pylônes électriques	26 690	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 690
7351	Taxe consommation finale d'électricité	248 873	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	248 873
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51 317	0	51 317

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 406 820	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 406 820
74	**Dotations et participations**	**9 672 590**	**18 490**	**475 165**	**439 242**	**4 000**	**266 289**	**55 185**	**798 553**	**0**	**131 259**	**24 046**	**11 884 818**
7411	Dotation forfaitaire	3 301 789	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 301 789
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 113 996	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 113 996
74127	Dotation nationale de péréquation	347 497	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347 497
744	FCTVA	43 614	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43 614
74718	Autres participations Etat	0	0	3 773	300	0	95 600	55 185	0	0	45 250	24 046	224 154
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	4 000	0	0	0	0	0	0	4 000
74741	Participat° Communes du GFP	0	0	471 392	13 399	0	0	0	0	0	0	0	484 791
74751	Participat° GFP de rattachement	0	0	0	0	0	15 780	0	0	0	0	0	15 780
74758	Participat° Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	86 009	0	86 009
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	425 543	0	154 909	0	798 553	0	0	0	1 379 004
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	371	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	371
74832	Attribution du fonds départemental TP	37 640	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	37 640
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	827 683	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	827 683
7484	Dotation de recensement	0	3 280	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 280
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0	15 210	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 210
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**17 262**	**67**	**21 631**	**4 844**	**30 316**	**21 517**	**0**	**12 115**	**0**	**226 154**	**333 904**
752	Revenus des immeubles	0	100	0	7 746	4 844	30 265	21 245	0	11 847	0	201 083	277 129
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	17 162	67	13 885	0	52	272	0	268	0	25 070	56 775
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**31 336**	**5 940**	**307**	**6 198**	**0**	**106**	**0**	**18 720**	**0**	**0**	**990**	**63 597**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	152	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	4 810	0	6 198	0	106	0	0	0	0	990	12 104
775	Produits des cessions d'immobilisations	31 336	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 336
7788	Produits exceptionnels divers	0	978	307	0	0	0	0	18 720	0	0	0	20 005
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*78 171*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 171*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***78 171***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***78 171***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*78 171*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*78 171*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		9 960 809	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 960 809

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**1 256 193,92**	**3 798 449,93**	**0,00**	**1 429,60**	**0,00**	**5 056 073,45**
Réalisations		**1 256 193,92**	**3 798 449,93**	**0,00**	**1 429,60**	**0,00**	**5 056 073,45**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**853 682,24**	**0,00**	**1 429,60**	**0,00**	**855 111,84**
60611	Eau et assainissement	0,00	5 398,94	0,00	0,00	0,00	5 398,94
60612	Energie - Electricité	0,00	63 149,98	0,00	0,00	0,00	63 149,98
60621	Combustibles	0,00	26 633,17	0,00	0,00	0,00	26 633,17
60622	Carburants	0,00	21 989,37	0,00	0,00	0,00	21 989,37
60631	Fournitures d'entretien	0,00	2 137,49	0,00	0,00	0,00	2 137,49
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	2 467,51	0,00	0,00	0,00	2 467,51
60636	Vêtements de travail	0,00	786,75	0,00	0,00	0,00	786,75
6064	Fournitures administratives	0,00	20 078,99	0,00	0,00	0,00	20 078,99
6068	Autres matières et fournitures	0,00	86 652,97	0,00	0,00	0,00	86 652,97
611	Contrats de prestations de services	0,00	5 841,71	0,00	0,00	0,00	5 841,71
6132	Locations immobilières	0,00	4 249,98	0,00	0,00	0,00	4 249,98
6135	Locations mobilières	0,00	91 290,63	0,00	0,00	0,00	91 290,63
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	4 749,99	0,00	0,00	0,00	4 749,99
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	95 023,07	0,00	0,00	0,00	95 023,07
61551	Entretien matériel roulant	0,00	7 670,02	0,00	0,00	0,00	7 670,02
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	21 713,72	0,00	0,00	0,00	21 713,72
6156	Maintenance	0,00	47 278,05	0,00	0,00	0,00	47 278,05
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	2 843,81	0,00	0,00	0,00	2 843,81
6168	Autres primes d'assurance	0,00	19 696,56	0,00	0,00	0,00	19 696,56
617	Etudes et recherches	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	3 496,58	0,00	0,00	0,00	3 496,58
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	29 218,50	0,00	0,00	0,00	29 218,50
6188	Autres frais divers	0,00	15 897,42	0,00	0,00	0,00	15 897,42
6226	Honoraires	0,00	8 840,09	0,00	0,00	0,00	8 840,09
6228	Divers	0,00	1 248,00	0,00	0,00	0,00	1 248,00
6231	Annonces et insertions	0,00	17 388,00	0,00	0,00	0,00	17 388,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	10 138,08	0,00	0,00	0,00	10 138,08
6236	Catalogues et imprimés	0,00	17 861,64	0,00	0,00	0,00	17 861,64
6241	Transports de biens	0,00	7 919,52	0,00	0,00	0,00	7 919,52
6248	Divers	0,00	693,00	0,00	0,00	0,00	693,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	727,17	0,00	0,00	0,00	727,17
6256	Missions	0,00	332,50	0,00	0,00	0,00	332,50
6257	Réceptions	0,00	67 479,63	0,00	1 429,60	0,00	68 909,23
6261	Frais d'affranchissement	0,00	34 472,94	0,00	0,00	0,00	34 472,94
6262	Frais de télécommunications	0,00	16 296,77	0,00	0,00	0,00	16 296,77

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
627	Services bancaires et assimilés	0,00	76,07	0,00	0,00	0,00	76,07
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	6 804,27	0,00	0,00	0,00	6 804,27
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	3 410,29	0,00	0,00	0,00	3 410,29
6288	Autres services extérieurs	0,00	53 855,02	0,00	0,00	0,00	53 855,02
63512	Taxes foncières	0,00	16 491,00	0,00	0,00	0,00	16 491,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	1 183,04	0,00	0,00	0,00	1 183,04
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**2 687 421,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 687 421,62**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6331	Versement mobilité	0,00	26 531,13	0,00	0,00	0,00	26 531,13
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	6 632,96	0,00	0,00	0,00	6 632,96
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	25 863,70	0,00	0,00	0,00	25 863,70
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	1 093 262,61	0,00	0,00	0,00	1 093 262,61
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	47 825,60	0,00	0,00	0,00	47 825,60
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	3 686,14	0,00	0,00	0,00	3 686,14
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	415 253,46	0,00	0,00	0,00	415 253,46
64131	Rémunérations non tit.	0,00	233 677,74	0,00	0,00	0,00	233 677,74
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	14 001,78	0,00	0,00	0,00	14 001,78
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	243 034,66	0,00	0,00	0,00	243 034,66
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	368 788,02	0,00	0,00	0,00	368 788,02
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	9 090,68	0,00	0,00	0,00	9 090,68
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	197 796,33	0,00	0,00	0,00	197 796,33
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	484,23	0,00	0,00	0,00	484,23
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	392,58	0,00	0,00	0,00	392,58
014	**Atténuations de produits**	**255,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**255,00**
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	255,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 254 820,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 254 820,58**
6761	Différences sur réalisations (positives)	31 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 336,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 223 484,58	0,00	0,00	0,00	0,00	1 223 484,58
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**257 346,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**257 346,07**
6531	Indemnités	0,00	175 948,40	0,00	0,00	0,00	175 948,40
6532	Frais de mission	0,00	95,11	0,00	0,00	0,00	95,11
6533	Cotisations de retraite	0,00	14 011,00	0,00	0,00	0,00	14 011,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	13 024,00	0,00	0,00	0,00	13 024,00
6535	Formation	0,00	2 264,00	0,00	0,00	0,00	2 264,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	278,77	0,00	0,00	0,00	278,77
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	2 514,64	0,00	0,00	0,00	2 514,64
6542	Créances éteintes	0,00	4 508,27	0,00	0,00	0,00	4 508,27
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	44 700,00	0,00	0,00	0,00	44 700,00
65888	Autres	0,00	1,88	0,00	0,00	0,00	1,88
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 118,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 118,34**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	1 118,34	0,00	0,00	0,00	0,00	1 118,34
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**31 715 704,59**	**188 342,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 904 047,02**
Réalisations		**31 715 704,59**	**188 342,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 904 047,02**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**9 960 808,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 960 808,60**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**66 011,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 011,80**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	37 811,80	0,00	0,00	0,00	37 811,80
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	28 200,00	0,00	0,00	0,00	28 200,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**78 171,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 171,24**
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	78 171,24	0,00	0,00	0,00	0,00	78 171,24
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**80 512,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 512,88**
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	78 140,00	0,00	0,00	0,00	78 140,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	1 462,00	0,00	0,00	0,00	1 462,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	910,88	0,00	0,00	0,00	910,88
73	**Impôts et taxes**	**11 972 798,96**	**126,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 972 924,96**
73111	Impôts directs locaux	7 935 726,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 935 726,00
73211	Attribution de compensation	1 734 744,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 734 744,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	317 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 490,00
73221	FNGIR	0,00	126,00	0,00	0,00	0,00	126,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	302 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302 456,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	26 690,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 690,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	248 873,36	0,00	0,00	0,00	0,00	248 873,36
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	1 406 819,60	0,00	0,00	0,00	0,00	1 406 819,60
74	**Dotations et participations**	**9 672 589,79**	**18 490,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 691 079,79**
7411	Dotation forfaitaire	3 301 789,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 301 789,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 113 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 113 996,00
74127	Dotation nationale de péréquation	347 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 497,00
744	FCTVA	43 613,99	0,00	0,00	0,00	0,00	43 613,99
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	371,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	37 639,80	0,00	0,00	0,00	0,00	37 639,80
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	827 683,00	0,00	0,00	0,00	0,00	827 683,00
7484	Dotation de recensement	0,00	3 280,00	0,00	0,00	0,00	3 280,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	15 210,00	0,00	0,00	0,00	15 210,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**17 261,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 261,65**
752	Revenus des immeubles	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	17 161,65	0,00	0,00	0,00	17 161,65
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**31 336,00**	**5 940,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 276,10**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	151,91	0,00	0,00	0,00	151,91
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	4 810,19	0,00	0,00	0,00	4 810,19
775	Produits des cessions d'immobilisations	31 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 336,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	978,00	0,00	0,00	0,00	978,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**30 459 510,67**	**-3 610 107,50**	**0,00**	**-1 429,60**	**0,00**	**26 847 973,57**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		**2 674 078,91**	**218 173,30**	**0,00**	**200 118,20**	**587 678,28**	**0,00**	**118 401,24**	**0,00**	**1 429,60**
Réalisations		**2 674 078,91**	**218 173,30**	**0,00**	**200 118,20**	**587 678,28**	**0,00**	**118 401,24**	**0,00**	**1 429,60**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**678 457,20**	**12 552,02**	**0,00**	**58 159,17**	**84 666,51**	**0,00**	**19 847,34**	**0,00**	**1 429,60**
60611	Eau et assainissement	4 978,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420,28	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	53 669,73	0,00	0,00	7 753,46	0,00	0,00	1 726,79	0,00	0,00
60621	Combustibles	26 633,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	20 235,78	1 241,42	0,00	0,00	512,17	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	2 137,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 856,51	0,00	0,00	611,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	555,75	0,00	0,00	231,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	20 092,73	-1 486,98	0,00	708,22	765,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	66 346,92	0,00	0,00	5 211,00	851,04	0,00	14 244,01	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	5 841,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	4 249,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	66 764,79	1 399,48	0,00	21 428,91	1 104,65	0,00	592,80	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	4 749,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	95 023,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	6 049,10	1 578,10	0,00	0,00	42,82	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	21 573,99	0,00	0,00	0,00	139,73	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	41 565,50	103,71	0,00	5 608,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	2 843,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	18 715,01	369,59	0,00	0,00	369,60	0,00	242,36	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	10 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	627,16	0,00	0,00	0,00	2 869,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	24 878,10	0,00	0,00	0,00	3 158,40	0,00	1 182,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	3 873,42	0,00	0,00	12 024,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	8 840,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 248,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	17 388,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	780,00	9 358,08	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	17 861,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	7 896,00	0,00	0,00	23,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	402,52	102,33	0,00	104,80	117,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	157,50	0,00	0,00	0,00	175,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	2 693,60	0,00	0,00	64 786,03	0,00	0,00	0,00	1 429,60

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6261	Frais d'affranchissement	34 472,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	13 831,72	281,30	0,00	1 726,62	417,03	0,00	40,10	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	76,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	540,00	5 576,47	0,00	687,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 410,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	51 196,02	0,00	0,00	1 260,00	0,00	0,00	1 399,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	16 491,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 183,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 943 896,92**	**0,00**	**0,00**	**141 959,03**	**503 011,77**	**0,00**	**98 553,90**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	18 769,61	0,00	0,00	1 472,70	5 421,22	0,00	867,60	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 692,36	0,00	0,00	368,12	1 355,50	0,00	216,98	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	18 295,86	0,00	0,00	1 435,90	5 285,91	0,00	846,03	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	770 333,62	0,00	0,00	73 768,45	206 918,21	0,00	42 242,33	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	38 236,78	0,00	0,00	1 625,53	4 908,83	0,00	3 054,46	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	2 590,10	0,00	0,00	400,00	496,70	0,00	199,34	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	265 354,46	0,00	0,00	27 815,53	91 538,49	0,00	30 544,98	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	172 255,45	0,00	0,00	0,00	61 422,29	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	14 001,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis indemnité inflation	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	172 773,34	0,00	0,00	11 361,40	52 206,04	0,00	6 693,88	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	261 561,57	0,00	0,00	23 686,40	69 651,75	0,00	13 888,30	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 603,08	0,00	0,00	0,00	2 487,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	197 796,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	484,23	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	332,58	0,00	0,00	25,00	35,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**51 724,79**	**205 621,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités	0,00	175 948,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	95,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	14 011,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	13 024,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	0,00	2 264,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	278,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	2 514,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	4 508,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	44 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**104 092,14**	**0,00**	**0,00**	**3 527,50**	**2 582,79**	**0,00**	**78 140,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**104 092,14**	**0,00**	**0,00**	**3 527,50**	**2 582,79**	**0,00**	**78 140,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**63 429,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 582,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	35 229,01	0,00	0,00	0,00	2 582,79	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	28 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**2 372,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 140,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	78 140,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	1 462,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	910,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**126,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	126,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**18 490,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	3 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	15 210,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**13 734,15**	**0,00**	**0,00**	**3 527,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	13 634,15	0,00	0,00	3 527,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**5 940,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	151,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773		4 810,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Mandats annulés (exercices antérieurs)									
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	978,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-2 569 986,77**	**-218 173,30**	**0,00**	**-196 590,70**	**-585 095,49**	**0,00**	**-40 261,24**	**0,00**	**-1 429,60**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**1 173 690,51**	**7 445,00**	**0,00**	**1 181 135,51**
Réalisations		**1 173 690,51**	**7 445,00**	**0,00**	**1 181 135,51**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**289 551,59**	**7 445,00**	**0,00**	**296 996,59**
60611	Eau et assainissement	156,95	0,00	0,00	156,95
60612	Energie - Electricité	7 155,15	0,00	0,00	7 155,15
60621	Combustibles	2 418,37	0,00	0,00	2 418,37
60622	Carburants	13 240,00	0,00	0,00	13 240,00
60623	Alimentation	1 136,92	0,00	0,00	1 136,92
60632	Fournitures de petit équipement	9 466,63	0,00	0,00	9 466,63
60636	Vêtements de travail	10 696,06	0,00	0,00	10 696,06
6064	Fournitures administratives	2 635,11	0,00	0,00	2 635,11
6068	Autres matières et fournitures	2 146,02	756,00	0,00	2 902,02
611	Contrats de prestations de services	6 969,90	0,00	0,00	6 969,90
6132	Locations immobilières	11 802,00	0,00	0,00	11 802,00
6135	Locations mobilières	238,70	0,00	0,00	238,70
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 432,45	0,00	0,00	1 432,45
61551	Entretien matériel roulant	8 966,20	0,00	0,00	8 966,20
61558	Entretien autres biens mobiliers	63 973,50	0,00	0,00	63 973,50
6156	Maintenance	11 683,74	0,00	0,00	11 683,74
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	77,07	0,00	0,00	77,07
6168	Autres primes d'assurance	1 770,76	0,00	0,00	1 770,76
6184	Versements à des organismes de formation	17 007,50	0,00	0,00	17 007,50
6188	Autres frais divers	1 884,00	0,00	0,00	1 884,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	73,38	0,00	0,00	73,38
6228	Divers	2 144,10	0,00	0,00	2 144,10
6262	Frais de télécommunications	1 038,71	0,00	0,00	1 038,71
6288	Autres services extérieurs	110 647,61	6 689,00	0,00	117 336,61
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	212,76	0,00	0,00	212,76
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	578,00	0,00	0,00	578,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**873 427,02**	**0,00**	**0,00**	**873 427,02**
6331	Versement mobilité	8 141,03	0,00	0,00	8 141,03
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 035,52	0,00	0,00	2 035,52
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 937,63	0,00	0,00	7 937,63
64111	Rémunération principale titulaires	387 870,08	0,00	0,00	387 870,08
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	24 843,76	0,00	0,00	24 843,76
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	599,98	0,00	0,00	599,98
64118	Autres indemnités titulaires	251 217,33	0,00	0,00	251 217,33
64131	Rémunérations non tit.	3 020,97	0,00	0,00	3 020,97

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64171	Apprentis - rémunérations	2 767,51	0,00	0,00	2 767,51
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	62 899,18	0,00	0,00	62 899,18
6453	Cotisations aux caisses de retraites	121 771,53	0,00	0,00	121 771,53
6475	Médecine du travail, pharmacie	322,50	0,00	0,00	322,50
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**10 711,90**	**0,00**	**0,00**	**10 711,90**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 711,90	0,00	0,00	10 711,90
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**494 694,54**	**0,00**	**0,00**	**494 694,54**
	Réalisations	**494 694,54**	**0,00**	**0,00**	**494 694,54**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**19 155,82**	**0,00**	**0,00**	**19 155,82**
70321	Stationnement et location voie publique	9 901,28	0,00	0,00	9 901,28
70878	Remb. frais par d'autres redevables	9 254,54	0,00	0,00	9 254,54
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**475 164,79**	**0,00**	**0,00**	**475 164,79**
74718	Autres participations Etat	3 773,00	0,00	0,00	3 773,00
74741	Participat° Communes du GFP	471 391,79	0,00	0,00	471 391,79
75	**Autres produits de gestion courante**	**66,90**	**0,00**	**0,00**	**66,90**
7588	Autres produits div. de gestion courante	66,90	0,00	0,00	66,90
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**307,03**	**0,00**	**0,00**	**307,03**
7788	Produits exceptionnels divers	307,03	0,00	0,00	307,03
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-678 995,97**	**-7 445,00**	**0,00**	**-686 440,97**

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**1 173 690,51**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**1 173 690,51**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**289 551,59**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	156,95	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	7 155,15	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	2 418,37	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	13 240,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 136,92	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	9 466,63	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	10 696,06	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 635,11	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	2 146,02	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	6 969,90	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	11 802,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	238,70	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	1 432,45	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	8 966,20	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	63 973,50	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	11 683,74	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	77,07	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	1 770,76	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	17 007,50	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	1 884,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	73,38	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	2 144,10	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	1 038,71	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	110 647,61	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	212,76	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	578,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**873 427,02**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	8 141,03	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	2 035,52	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	7 937,63	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	387 870,08	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	24 843,76	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	599,98	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	251 217,33	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	3 020,97	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	2 767,51	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	62 899,18	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	121 771,53	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	322,50	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**10 711,90**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	10 711,90	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**494 694,54**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**494 694,54**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**19 155,82**	**0,00**	**0,00**
70321	Stationnement et location voie publique	0,00	0,00	9 901,28	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	9 254,54	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**475 164,79**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	3 773,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	0,00	471 391,79	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**66,90**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	66,90	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**307,03**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	307,03	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**-678 995,97**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**278 782,72**	**2 062 261,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 226 074,59**	**0,00**	**4 567 118,38**
Réalisations		**278 782,72**	**2 062 261,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 226 074,59**	**0,00**	**4 567 118,38**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**39 692,22**	**469 168,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**583 272,20**	**0,00**	**1 092 132,45**
60228	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	445,04	0,00	445,04
60611	Eau et assainissement	0,00	26 809,10	0,00	0,00	0,00	4 060,02	0,00	30 869,12
60612	Energie - Electricité	0,00	99 839,99	0,00	0,00	0,00	15 128,43	0,00	114 968,42
60621	Combustibles	0,00	160 185,60	0,00	0,00	0,00	25 668,09	0,00	185 853,69
60622	Carburants	3 812,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 812,54
60623	Alimentation	0,00	3 672,41	0,00	0,00	0,00	407 148,75	0,00	410 821,16
60631	Fournitures d'entretien	0,00	14 677,89	0,00	0,00	0,00	3 798,35	0,00	18 476,24
60632	Fournitures de petit équipement	3 830,46	9 404,05	0,00	0,00	0,00	4 147,80	0,00	17 382,31
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	299,26	0,00	299,26
6064	Fournitures administratives	514,91	0,00	0,00	0,00	0,00	92,50	0,00	607,41
6067	Fournitures scolaires	17 850,60	44 196,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 046,67
6068	Autres matières et fournitures	0,00	18 197,65	0,00	0,00	0,00	1 186,68	0,00	19 384,33
6135	Locations mobilières	2 220,08	2 565,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 785,24
61521	Entretien terrains	0,00	2 395,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 395,95
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	3 290,70	16 667,76	0,00	0,00	0,00	2 747,81	0,00	22 706,27
61551	Entretien matériel roulant	1 488,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 488,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 181,99	0,00	1 181,99
6156	Maintenance	747,75	1 385,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 132,82
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	4 844,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 844,47
6168	Autres primes d'assurance	1 454,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 454,16
6184	Versements à des organismes de formation	3 126,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300,00	0,00	6 426,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 812,20	0,00	33 812,20
6257	Réceptions	0,00	5 362,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 362,56
6262	Frais de télécommunications	111,60	7 707,08	0,00	0,00	0,00	1 884,79	0,00	9 703,47
627	Services bancaires et assimilés	1 245,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 245,02
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	3 634,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 634,91
6288	Autres services extérieurs	0,00	47 006,31	0,00	0,00	0,00	78 370,49	0,00	125 376,80
63512	Taxes foncières	0,00	616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	616,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**153 399,50**	**1 041 621,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 635 721,78**	**0,00**	**2 830 742,94**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6331	Versement mobilité	1 715,00	13 005,91	0,00	0,00	0,00	19 963,41	0,00	34 684,32
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	428,73	3 251,94	0,00	0,00	0,00	4 990,81	0,00	8 671,48
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 672,28	12 681,91	0,00	0,00	0,00	19 463,71	0,00	33 817,90
64111	Rémunération principale titulaires	76 759,06	396 473,21	0,00	0,00	0,00	528 821,74	0,00	1 002 054,01
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 606,17	22 297,92	0,00	0,00	0,00	27 071,75	0,00	51 975,84
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	1 200,51	984,16	0,00	0,00	0,00	2 661,86	0,00	4 846,53
64118	Autres indemnités titulaires	19 408,45	36 344,26	0,00	0,00	0,00	74 796,38	0,00	130 549,09
64131	Rémunérations non tit.	9 400,88	263 005,90	0,00	0,00	0,00	508 822,19	0,00	781 228,97
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	158,24	1 421,95	0,00	0,00	0,00	5 434,43	0,00	7 014,62
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 741,23	144 186,01	0,00	0,00	0,00	246 836,30	0,00	405 763,54
6453	Cotisations aux caisses de retraites	24 905,30	137 199,04	0,00	0,00	0,00	175 782,16	0,00	337 886,50
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	378,65	10 609,45	0,00	0,00	0,00	20 546,48	0,00	31 534,58
6475	Médecine du travail, pharmacie	25,00	160,00	0,00	0,00	0,00	530,56	0,00	715,56
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**85 691,00**	**551 471,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 060,00**	**0,00**	**643 222,38**
65548	Autres contributions	0,00	537 152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	537 152,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	14 319,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 319,38
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	85 691,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 060,00	0,00	91 751,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020,61**	**0,00**	**1 020,61**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020,61	0,00	1 020,61
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**110 654,07**	**33 640,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**868 542,12**	**0,00**	**1 012 836,97**
	Réalisations	**110 654,07**	**33 640,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**868 542,12**	**0,00**	**1 012 836,97**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**17 286,82**	**14 512,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 622,89**	**0,00**	**126 421,79**
6419	Remboursements rémunérations personnel	17 286,82	14 512,08	0,00	0,00	0,00	94 622,89	0,00	126 421,79
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**44 311,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**375 032,24**	**0,00**	**419 344,08**

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 032,24	0,00	375 032,24
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	44 311,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 311,84
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**32 309,91**	**13 699,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 232,95**	**0,00**	**439 242,24**
74718	Autres participations Etat	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	13 399,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 399,38
7478	Participat° Autres organismes	32 309,91	0,00	0,00	0,00	0,00	393 232,95	0,00	425 542,86
75	**Autres produits de gestion courante**	**16 745,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 885,02**	**0,00**	**21 630,52**
752	Revenus des immeubles	7 745,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 745,50
7588	Autres produits div. de gestion courante	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 885,02	0,00	13 885,02
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**5 429,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**769,02**	**0,00**	**6 198,34**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	5 429,32	0,00	0,00	0,00	769,02	0,00	6 198,34
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-168 128,65**	**-2 028 620,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-1 357 532,47**	**0,00**	**-3 554 281,41**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES		**591 909,90**	**273 084,84**	**605 043,15**	**1 722 849,76**	**36 081,88**	**0,00**	**117,53**	**467 025,42**
Réalisations		**591 909,90**	**273 084,84**	**605 043,15**	**1 722 849,76**	**36 081,88**	**0,00**	**117,53**	**467 025,42**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**142 511,42**	**273 084,84**	**53 571,77**	**483 338,65**	**36 081,88**	**0,00**	**117,53**	**63 734,14**
60228	Autres fournitures consommables	0,00	0,00	0,00	0,00	445,04	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	11 535,31	15 273,79	0,00	4 060,02	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	32 896,69	66 943,30	0,00	15 128,43	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	45 562,35	114 623,25	0,00	25 668,09	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	3 672,41	0,00	0,00	401 860,67	0,00	0,00	0,00	5 288,08
60631	Fournitures d'entretien	4 825,50	5 661,41	4 190,98	3 798,35	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 185,52	5 218,53	0,00	4 147,80	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	299,26	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92,50	0,00
6067	Fournitures scolaires	15 852,25	26 155,34	2 188,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	713,59	595,36	16 888,70	422,40	764,28	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 145,88	1 419,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	2 395,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	5 771,56	10 502,43	393,77	2 747,81	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	1 181,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	562,83	822,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	462,43	528,49	3 853,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	2 340,00	0,00	0,00	0,00	960,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	33 324,14	0,00	0,00	488,06
6257	Réceptions	0,00	0,00	5 362,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 562,73	1 311,12	4 833,23	1 661,34	198,42	0,00	25,03	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 005,07	1 629,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	8 745,35	22 400,46	15 860,50	20 022,49	1 350,00	0,00	0,00	56 998,00
63512	Taxes foncières	616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**449 398,48**	**0,00**	**0,00**	**1 238 760,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**396 961,20**
6331	Versement mobilité	5 587,37	0,00	0,00	15 397,11	0,00	0,00	0,00	4 566,30
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 397,20	0,00	0,00	3 849,23	0,00	0,00	0,00	1 141,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 448,26	0,00	0,00	15 012,77	0,00	0,00	0,00	4 450,94
64111	Rémunération principale titulaires	221 538,42	0,00	0,00	338 076,24	0,00	0,00	0,00	190 745,50
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	12 235,14	0,00	0,00	17 671,26	0,00	0,00	0,00	9 400,49
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	984,16	0,00	0,00	1 667,97	0,00	0,00	0,00	993,89
64118	Autres indemnités titulaires	19 699,85	0,00	0,00	41 730,44	0,00	0,00	0,00	33 065,94
64131	Rémunérations non tit.	53 043,15	0,00	0,00	461 750,98	0,00	0,00	0,00	47 071,21
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	1 421,95	0,00	0,00	5 024,28	0,00	0,00	0,00	410,15
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	51 977,94	0,00	0,00	197 159,48	0,00	0,00	0,00	49 676,82
6453	Cotisations aux caisses de retraites	73 890,94	0,00	0,00	122 438,59	0,00	0,00	0,00	53 343,57
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 149,10	0,00	0,00	18 638,75	0,00	0,00	0,00	1 907,73
6475	Médecine du travail, pharmacie	25,00	0,00	0,00	343,48	0,00	0,00	0,00	187,08
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**551 471,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 060,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	537 152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	14 319,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 060,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**750,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**270,08**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	750,53	0,00	0,00	0,00	270,08
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**15 726,33**	**4 215,07**	**13 699,38**	**391 637,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**476 904,17**
	Réalisations	**15 726,33**	**4 215,07**	**13 699,38**	**391 637,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**476 904,17**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
013	**Atténuations de charges**	**14 512,08**	**0,00**	**0,00**	**68 187,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 435,77**
6419	Remboursements rémunérations personnel	14 512,08	0,00	0,00	68 187,12	0,00	0,00	0,00	26 435,77
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**322 681,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 350,43**
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	322 681,81	0,00	0,00	0,00	52 350,43
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**13 699,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**393 232,95**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	0,00	13 399,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	393 232,95
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 885,02**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 885,02
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**1 214,25**	**4 215,07**	**0,00**	**769,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 214,25	4 215,07	0,00	769,02	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-576 183,57**	**-268 869,77**	**-591 343,77**	**-1 331 211,81**	**-36 081,88**	**0,00**	**-117,53**	**9 878,75**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**204 750,41**	**517 552,80**	**4 434,88**	**1 727 038,33**	**0,00**	**2 453 776,42**
Réalisations		**204 750,41**	**517 552,80**	**4 434,88**	**1 727 038,33**	**0,00**	**2 453 776,42**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**17 577,41**	**98 534,83**	**4 434,88**	**317 607,75**	**0,00**	**438 154,87**
60611	Eau et assainissement	640,24	953,19	0,00	4 368,79	0,00	5 962,22
60612	Energie - Electricité	1 590,21	5 004,50	0,00	43 831,67	0,00	50 426,38
60621	Combustibles	1 795,49	7 805,09	0,00	42 796,96	0,00	52 397,54
60622	Carburants	4 224,87	0,00	0,00	0,00	0,00	4 224,87
60631	Fournitures d'entretien	0,00	771,41	0,00	3 694,76	0,00	4 466,17
60632	Fournitures de petit équipement	1 437,73	1 511,80	0,00	0,00	0,00	2 949,53
60636	Vêtements de travail	0,00	4 809,40	0,00	829,67	0,00	5 639,07
6064	Fournitures administratives	522,86	0,00	0,00	37,55	0,00	560,41
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	369,43	0,00	0,00	369,43
6068	Autres matières et fournitures	414,26	0,00	0,00	3 477,58	0,00	3 891,84
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	706,34	0,00	706,34
6135	Locations mobilières	3 007,36	2 270,38	0,00	49 597,81	0,00	54 875,55
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	54,75	0,00	54,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	-262,85	0,00	7 973,86	0,00	7 711,01
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	649,38	0,00	0,00	649,38
61551	Entretien matériel roulant	3 050,19	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050,19
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	1 821,70	0,00	2 316,67	0,00	4 138,37
6156	Maintenance	325,26	2 919,54	0,00	3 124,70	0,00	6 369,50
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	231,21	455,82	603,36	1 979,62	0,00	3 270,01
6168	Autres primes d'assurance	1 090,62	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090,62
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	1 252,80	0,00	1 252,80
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	12 297,05	0,00	12 297,05
6228	Divers	0,00	0,00	2 812,71	0,00	0,00	2 812,71
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	1 500,00	0,00	18 819,50	0,00	20 319,50
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	36,01	0,00	36,01
6247	Transports collectifs	0,00	1 490,00	0,00	0,00	0,00	1 490,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	429,60	0,00	429,60
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	52,50	0,00	52,50
6257	Réceptions	0,00	3 497,74	0,00	51 560,66	0,00	55 058,40
6262	Frais de télécommunications	103,25	492,40	0,00	1 808,80	0,00	2 404,45
627	Services bancaires et assimilés	31,10	0,00	0,00	0,00	0,00	31,10
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	69,10	0,00	0,00	0,00	569,10
6288	Autres services extérieurs	-1 600,00	63 425,61	0,00	66 560,10	0,00	128 385,71
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	212,76	0,00	0,00	0,00	0,00	212,76

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**418 780,47**	**0,00**	**826 844,33**	**0,00**	**1 245 624,80**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	622,53	0,00	0,00	0,00	622,53
6331	Versement mobilité	0,00	5 055,93	0,00	8 524,02	0,00	13 579,95
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 263,89	0,00	2 130,84	0,00	3 394,73
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	4 929,67	0,00	8 310,63	0,00	13 240,30
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	154 113,57	0,00	400 428,80	0,00	554 542,37
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	3 280,94	0,00	17 338,82	0,00	20 619,76
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	200,00	0,00	915,84	0,00	1 115,84
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	26 478,12	0,00	166 730,61	0,00	193 208,73
64131	Rémunérations non tit.	0,00	110 608,25	0,00	19 755,61	0,00	130 363,86
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	58 429,51	0,00	67 088,11	0,00	125 517,62
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	48 913,13	0,00	134 715,65	0,00	183 628,78
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	4 484,93	0,00	800,04	0,00	5 284,97
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	105,36	0,00	105,36
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**187 173,00**	**0,00**	**0,00**	**582 586,25**	**0,00**	**769 759,25**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	582 586,25	0,00	582 586,25
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	187 173,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 173,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**237,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**237,50**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	237,50	0,00	0,00	0,00	237,50
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**53 294,57**	**50 327,44**	**0,00**	**34 365,00**	**0,00**	**137 987,01**
	Réalisations	**53 294,57**	**50 327,44**	**0,00**	**34 365,00**	**0,00**	**137 987,01**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**593,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**593,42**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	593,42	0,00	0,00	0,00	593,42
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**48 450,57**	**49 734,02**	**0,00**	**18 589,00**	**0,00**	**116 773,59**
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	41 608,50	0,00	18 589,00	0,00	60 197,50
70632	Redevances services à caractère loisir	992,44	0,00	0,00	0,00	0,00	992,44
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	69,00	500,00	0,00	0,00	0,00	569,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	7 625,52	0,00	0,00	0,00	7 625,52
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	47 389,13	0,00	0,00	0,00	0,00	47 389,13
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 776,00**	**0,00**	**11 776,00**
7336	Droits de place	0,00	0,00	0,00	11 776,00	0,00	11 776,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000,00**	**0,00**	**4 000,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	4 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 844,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 844,00**

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
752	Revenus des immeubles	4 844,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 844,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-151 455,84**	**-467 225,36**	**-4 434,88**	**-1 692 673,33**	**0,00**	**-2 315 789,41**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES		**456 213,84**	**61 068,11**	**270,85**	**0,00**	**3 182,14**	**0,00**	**0,00**	**1 252,74**
Réalisations		**456 213,84**	**61 068,11**	**270,85**	**0,00**	**3 182,14**	**0,00**	**0,00**	**1 252,74**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**37 368,37**	**60 895,61**	**270,85**	**0,00**	**3 182,14**	**0,00**	**0,00**	**1 252,74**
60611	Eau et assainissement	953,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	5 004,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	7 805,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	771,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 511,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	4 809,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	369,43	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	2 270,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	-262,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	649,38
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 821,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	2 919,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	184,97	0,00	270,85	0,00	0,00	0,00	0,00	603,36
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 812,71	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	1 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 497,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	492,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6281	Concours divers (cotisations)	69,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	4 020,00	59 405,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**418 780,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	622,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	5 055,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 263,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	4 929,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	154 113,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 280,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	26 478,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	110 608,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	58 429,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	48 913,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 484,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**65,00**	**172,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	65,00	172,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**32 613,44**	**17 714,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**32 613,44**	**17 714,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**593,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	593,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**32 020,02**	**17 714,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	23 894,50	17 714,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	7 625,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
7336	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-423 600,40**	**-43 354,11**	**-270,85**	**0,00**	**-3 182,14**	**0,00**	**0,00**	**-1 252,74**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**171 684,15**	**1 086 537,10**	**1 483 859,01**	**0,00**	**2 742 080,26**
Réalisations		**171 684,15**	**1 086 537,10**	**1 483 859,01**	**0,00**	**2 742 080,26**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**31 012,16**	**379 876,57**	**382 701,82**	**0,00**	**793 590,55**
60611	Eau et assainissement	0,00	24 003,81	0,00	0,00	24 003,81
60612	Energie - Electricité	1 300,00	82 167,55	0,00	0,00	83 467,55
60621	Combustibles	0,00	172 849,12	0,00	0,00	172 849,12
60622	Carburants	3 978,91	0,00	0,00	0,00	3 978,91
60623	Alimentation	0,00	0,00	27 890,21	0,00	27 890,21
60631	Fournitures d'entretien	0,00	9 960,96	0,00	0,00	9 960,96
60632	Fournitures de petit équipement	593,29	12 953,12	0,00	0,00	13 546,41
60636	Vêtements de travail	0,00	954,64	0,00	0,00	954,64
6064	Fournitures administratives	701,42	0,00	0,00	0,00	701,42
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	4 849,01	0,00	4 849,01
6068	Autres matières et fournitures	1 941,23	7 377,21	33 664,20	0,00	42 982,64
6135	Locations mobilières	0,00	3 591,56	66 991,27	0,00	70 582,83
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 122,19	0,00	1 122,19
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	27 687,97	0,00	0,00	27 687,97
61551	Entretien matériel roulant	4 931,19	136,47	0,00	0,00	5 067,66
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 360,50	0,00	0,00	0,00	15 360,50
6156	Maintenance	0,00	0,00	1 141,80	0,00	1 141,80
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	8 187,13	0,00	0,00	8 187,13
6168	Autres primes d'assurance	1 757,11	0,00	165,20	0,00	1 922,31
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	555,00	0,00	555,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	180,00	988,00	0,00	1 168,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	252,30	0,00	252,30
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	430,02	0,00	0,00	430,02
6226	Honoraires	0,00	0,00	31 396,20	0,00	31 396,20
6231	Annonces et insertions	0,00	1 820,00	0,00	0,00	1 820,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	4 166,81	0,00	0,00	4 166,81
6236	Catalogues et imprimés	0,00	5 161,20	0,00	0,00	5 161,20
6247	Transports collectifs	0,00	39,94	26 010,06	0,00	26 050,00
6248	Divers	0,00	4 423,00	0,00	0,00	4 423,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	36,96	9,00	0,00	45,96
6257	Réceptions	0,00	365,75	646,80	0,00	1 012,55
6262	Frais de télécommunications	302,75	2 721,50	360,00	0,00	3 384,25
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	1 540,90	0,00	1 540,90
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	1 703,27	0,00	0,00	1 703,27
6288	Autres services extérieurs	0,00	8 958,58	185 119,68	0,00	194 078,26

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	145,76	0,00	0,00	0,00	145,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 109,99**	**470 614,90**	**1 088 533,55**	**0,00**	**1 560 258,44**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	468,34	9 717,25	0,00	10 185,59
6331	Versement mobilité	0,00	5 451,12	10 115,99	0,00	15 567,11
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	1 362,82	2 528,29	0,00	3 891,11
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	5 314,93	9 862,44	0,00	15 177,37
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	188 429,63	364 642,16	0,00	553 071,79
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	12 087,69	21 736,29	0,00	33 823,98
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	909,99	200,00	843,54	0,00	1 953,53
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	61 647,84	80 039,32	0,00	141 687,16
64131	Rémunérations non tit.	0,00	66 166,77	331 614,23	0,00	397 781,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	200,00	510,83	2 074,55	0,00	2 785,38
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	4 028,44	0,00	0,00	4 028,44
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	53 265,04	104 009,04	0,00	157 274,08
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	68 875,48	138 019,98	0,00	206 895,46
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	2 645,97	13 270,47	0,00	15 916,44
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	160,00	60,00	0,00	220,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**139 562,00**	**236 044,13**	**10 906,00**	**0,00**	**386 512,13**
65548	Autres contributions	0,00	214 762,13	0,00	0,00	214 762,13
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	139 562,00	1 356,00	0,00	0,00	140 918,00
658822	Aides	0,00	0,00	17 960,00	0,00	17 960,00
65888	Autres	0,00	19 926,00	-7 054,00	0,00	12 872,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**1,50**	**1 717,64**	**0,00**	**1 719,14**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	1,50	1 717,64	0,00	1 719,14
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**30 571,80**	**32 837,40**	**442 848,07**	**0,00**	**506 257,27**
	Réalisations	**30 571,80**	**32 837,40**	**442 848,07**	**0,00**	**506 257,27**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**255,80**	**0,00**	**8 620,46**	**0,00**	**8 876,26**
6419	Remboursements rémunérations personnel	255,80	0,00	8 620,46	0,00	8 876,26
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**17 057,40**	**183 613,13**	**0,00**	**200 670,53**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	6 569,00	580,00	0,00	7 149,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	10 488,40	0,00	0,00	10 488,40
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	183 033,13	0,00	183 033,13
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**15 780,00**	**250 508,85**	**0,00**	**266 288,85**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	95 600,00	0,00	95 600,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	15 780,00	0,00	0,00	15 780,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	154 908,85	0,00	154 908,85

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	**Autres produits de gestion courante**	**30 316,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 316,00**
752	Revenus des immeubles	30 264,50	0,00	0,00	0,00	30 264,50
7588	Autres produits div. de gestion courante	51,50	0,00	0,00	0,00	51,50
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**105,63**	**0,00**	**105,63**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	105,63	0,00	105,63
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-141 112,35**	**-1 053 699,70**	**-1 041 010,94**	**0,00**	**-2 235 822,99**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	**243 025,28**	**97 058,43**	**299 882,39**	**6 191,75**	**49 513,61**	**761 887,35**	**418 922,13**	**15 562,81**
	Réalisations	**243 025,28**	**97 058,43**	**299 882,39**	**6 191,75**	**49 513,61**	**761 887,35**	**418 922,13**	**15 562,81**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**242 514,45**	**92 895,83**	**8 659,77**	**6 191,75**	**28 230,11**	**162 470,30**	**204 383,05**	**15 562,81**
60611	Eau et assainissement	7 126,45	15 102,86	1 199,72	574,78	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	48 841,75	28 874,30	4 451,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	138 133,40	31 202,06	0,00	3 513,66	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 752,33	1 137,88	0,00
60631	Fournitures d'entretien	7 570,53	2 159,27	231,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	8 775,88	3 649,85	527,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 849,01	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	7 377,21	0,00	0,00	0,00	23 363,99	10 300,21	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	3 591,56	7 913,20	58 238,07	840,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 122,19	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	23 780,29	3 055,91	0,00	851,77	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	136,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 141,80	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	6 379,27	579,13	0,00	1 228,73	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165,20	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	180,00	0,00	0,00	988,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252,30	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 396,20	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 820,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	4 166,81	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	5 161,20	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	39,94	21 894,10	1 361,80	2 754,16
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 423,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6251	Voyages et déplacements	36,96	0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	365,75	646,80	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 733,45	895,24	70,00	22,81	0,00	40,50	33,84	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 540,90	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00	0,00	1 703,27	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	2 000,00	0,00	6 958,58	74 054,97	99 096,06	11 968,65
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**510,83**	**4 162,60**	**76 460,49**	**0,00**	**0,00**	**597 699,41**	**203 633,08**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	468,34	0,00	0,00	9 717,25	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	908,32	0,00	0,00	4 674,60	2 330,38	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	227,03	0,00	0,00	1 169,50	580,91	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	885,62	0,00	0,00	4 558,28	2 271,28	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	44 169,26	0,00	0,00	149 637,08	104 125,17	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	1 308,40	0,00	0,00	7 575,77	7 963,34	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	200,00	0,00	0,00	669,54	174,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	6 488,40	0,00	0,00	24 675,16	21 424,15	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	387,42	0,00	0,00	271 713,65	10 078,98	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	510,83	0,00	0,00	0,00	0,00	2 017,80	56,75	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	4 028,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	134,16	7 073,05	0,00	0,00	52 841,22	19 626,66	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	14 328,97	0,00	0,00	57 469,90	34 562,93	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	15,68	0,00	0,00	10 954,66	403,53	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25,00	35,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**214 762,13**	**0,00**	**21 282,00**	**0,00**	**10 906,00**	**0,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	214 762,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	1 356,00	0,00	0,00	0,00
658822	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 960,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	19 926,00	0,00	-7 054,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1,50**	**1 717,64**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	1,50	1 717,64	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**26 268,40**	**0,00**	**6 569,00**	**346 668,07**	**96 180,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**26 268,40**	**0,00**	**6 569,00**	**346 668,07**	**96 180,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 620,46**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 620,46	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**10 488,40**	**0,00**	**6 569,00**	**183 033,13**	**580,00**	**0,00**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	6 569,00	0,00	580,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	10 488,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 033,13	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**15 780,00**	**0,00**	**0,00**	**154 908,85**	**95 600,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 600,00**	**0,00**
74751	Participat° GFP de rattachement	**0,00**	**0,00**	**15 780,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7478	Participat° Autres organismes	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 908,85**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**105,63**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,63	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-243 025,28**	**-97 058,43**	**-273 613,99**	**-6 191,75**	**-42 944,61**	**-415 219,28**	**-322 742,13**	**-15 562,81**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**83 107,53**	**1 147 230,26**	**0,00**	**1 230 337,79**
Réalisations		**83 107,53**	**1 147 230,26**	**0,00**	**1 230 337,79**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**83 107,53**	**2 889,24**	**0,00**	**85 996,77**
60622	Carburants	0,00	831,66	0,00	831,66
60628	Autres fournitures non stockées	85,98	0,00	0,00	85,98
60632	Fournitures de petit équipement	2 480,40	0,00	0,00	2 480,40
6064	Fournitures administratives	241,45	35,33	0,00	276,78
6135	Locations mobilières	0,00	823,48	0,00	823,48
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	-550,06	0,00	-550,06
61551	Entretien matériel roulant	0,00	361,88	0,00	361,88
6156	Maintenance	0,00	379,28	0,00	379,28
6168	Autres primes d'assurance	0,00	605,90	0,00	605,90
6251	Voyages et déplacements	0,00	138,05	0,00	138,05
6262	Frais de télécommunications	0,00	117,96	0,00	117,96
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	0,00	0,00	500,00
6288	Autres services extérieurs	79 799,70	0,00	0,00	79 799,70
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	145,76	0,00	145,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**258 541,02**	**0,00**	**258 541,02**
6331	Versement mobilité	0,00	2 384,21	0,00	2 384,21
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	596,04	0,00	596,04
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	2 324,67	0,00	2 324,67
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	41 195,70	0,00	41 195,70
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	1 856,64	0,00	1 856,64
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	19 910,31	0,00	19 910,31
64131	Rémunérations non tit.	0,00	77 266,72	0,00	77 266,72
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	300,00	0,00	300,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	31 335,20	0,00	31 335,20
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	16 857,99	0,00	16 857,99
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	3 101,44	0,00	3 101,44
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	61 412,10	0,00	61 412,10
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**885 800,00**	**0,00**	**885 800,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	385 800,00	0,00	385 800,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**24 845,06**	**52 070,38**	**0,00**	**76 915,44**
	Réalisations	**24 845,06**	**52 070,38**	**0,00**	**76 915,44**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**213,71**	**0,00**	**213,71**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	213,71	0,00	213,71
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**24 600,00**	**30 585,00**	**0,00**	**55 185,00**
74718	Autres participations Etat	24 600,00	30 585,00	0,00	55 185,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**245,06**	**21 271,67**	**0,00**	**21 516,73**
752	Revenus des immeubles	245,06	21 000,00	0,00	21 245,06
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	271,67	0,00	271,67
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-58 262,47**	**-1 095 159,88**	**0,00**	**-1 153 422,35**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	**83 107,53**	**0,00**	**0,00**	**615 909,12**	**61 412,10**	**0,00**	**469 909,04**	**0,00**
	Réalisations	**83 107,53**	**0,00**	**0,00**	**615 909,12**	**61 412,10**	**0,00**	**469 909,04**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**83 107,53**	**0,00**	**0,00**	**3 310,59**	**0,00**	**0,00**	**-421,35**	**0,00**
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	831,66	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	85,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 480,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	241,45	0,00	0,00	35,33	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	823,48	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-550,06	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	361,88	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	379,28	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	605,90	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	32,00	0,00	0,00	106,05	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	95,30	0,00	0,00	22,66	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	79 799,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	145,76	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**85 078,53**	**61 412,10**	**0,00**	**112 050,39**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	852,54	0,00	0,00	1 531,67	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	213,18	0,00	0,00	382,86	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	831,24	0,00	0,00	1 493,43	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	41 195,70	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	1 856,64	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	19 910,31	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 266,72	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	6 577,20	0,00	0,00	24 758,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	13 641,72	0,00	0,00	3 216,27	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 101,44	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	61 412,10	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**527 520,00**	**0,00**	**0,00**	**358 280,00**	**0,00**
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	27 520,00	0,00	0,00	358 280,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**24 845,06**	**0,00**	**0,00**	**11 098,00**	**0,00**	**0,00**	**40 972,38**	**0,00**
	Réalisations	**24 845,06**	**0,00**	**0,00**	**11 098,00**	**0,00**	**0,00**	**40 972,38**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**213,71**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	213,71	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**24 600,00**	**0,00**	**0,00**	**11 098,00**	**0,00**	**0,00**	**19 487,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	24 600,00	0,00	0,00	11 098,00	0,00	0,00	19 487,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**245,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 271,67**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	245,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271,67	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
SOLDE (3)		-58 262,47	0,00	0,00	-604 811,12	-61 412,10	0,00	-428 936,66	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**39 513,65**	**63 789,55**	**0,00**	**0,00**	**1 187 685,33**	**0,00**	**1 290 988,53**
Réalisations		**39 513,65**	**63 789,55**	**0,00**	**0,00**	**1 187 685,33**	**0,00**	**1 290 988,53**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**33 363,65**	**27 717,55**	**0,00**	**0,00**	**174 395,49**	**0,00**	**235 476,69**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 134,92	0,00	2 134,92
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	11 270,96	0,00	11 270,96
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	28 813,11	0,00	28 813,11
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	1 137,91	0,00	1 137,91
60623	Alimentation	0,00	99,49	0,00	0,00	46 998,86	0,00	47 098,35
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	5 668,49	0,00	5 668,49
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	3 445,28	0,00	3 445,28
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	5 501,67	0,00	5 501,67
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	313,71	0,00	313,71
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	766,79	0,00	766,79
6068	Autres matières et fournitures	425,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	425,14
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	2 368,38	0,00	2 368,38
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	2 733,89	0,00	2 733,89
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 776,51	0,00	0,00	0,00	1 190,42	0,00	3 966,93
6156	Maintenance	13 512,00	0,00	0,00	0,00	13,08	0,00	13 525,08
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037,16	0,00	1 037,16
6168	Autres primes d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	363,53	0,00	363,53
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	79,00	0,00	79,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 920,00	0,00	-3 920,00
6226	Honoraires	5 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00
6236	Catalogues et imprimés	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	212,58	0,00	212,58
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	16,08	0,00	16,08
6251	Voyages et déplacements	0,00	299,95	0,00	0,00	303,37	0,00	603,32
6257	Réceptions	0,00	13 926,00	0,00	0,00	837,79	0,00	14 763,79
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	567,35	0,00	567,35
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	1 199,33	0,00	1 199,33
6288	Autres services extérieurs	9 750,00	13 392,11	0,00	0,00	61 341,83	0,00	84 483,94
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 013 289,84**	**0,00**	**1 013 289,84**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	12 542,82	0,00	12 542,82
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 135,58	0,00	3 135,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	12 229,19	0,00	12 229,19
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	363 003,11	0,00	363 003,11

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	25 974,09	0,00	25 974,09
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	55 595,83	0,00	55 595,83
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	256 430,13	0,00	256 430,13
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 580,61	0,00	2 580,61
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	139 723,14	0,00	139 723,14
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	129 251,98	0,00	129 251,98
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	10 273,36	0,00	10 273,36
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	150,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 000,00**	**35 233,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 233,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	5 000,00	35 233,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 233,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 150,00**	**839,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 989,00**
6713	Secours et dots	1 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	839,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 327,00**	**969 008,53**	**0,00**	**970 335,53**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 327,00**	**969 008,53**	**0,00**	**970 335,53**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 598,03**	**0,00**	**2 598,03**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 598,03	0,00	2 598,03
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 464,92**	**0,00**	**150 464,92**
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	150 464,92	0,00	150 464,92
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 327,00**	**797 225,68**	**0,00**	**798 552,68**
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	1 327,00	797 225,68	0,00	798 552,68
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 719,90**	**0,00**	**18 719,90**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	18 719,90	0,00	18 719,90
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
SOLDE (3)		-39 513,65	-63 789,55	0,00	1 327,00	-218 676,80	0,00	-320 653,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**0,00**	**46 578,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 578,22**
Réalisations		**0,00**	**46 578,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 578,22**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**46 503,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**46 503,23**
60612	Energie - Electricité	0,00	9 003,19	0,00	0,00	0,00	9 003,19
60621	Combustibles	0,00	16 886,57	0,00	0,00	0,00	16 886,57
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	3 468,44	0,00	0,00	0,00	3 468,44
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 581,77	0,00	0,00	0,00	1 581,77
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	546,10	0,00	0,00	0,00	546,10
6262	Frais de télécommunications	0,00	236,16	0,00	0,00	0,00	236,16
63512	Taxes foncières	0,00	14 781,00	0,00	0,00	0,00	14 781,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**74,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74,99**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	74,99	0,00	0,00	0,00	74,99
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**12 067,85**	**47,25**	**0,00**	**0,00**	**12 115,10**
Réalisations		**0,00**	**12 067,85**	**47,25**	**0,00**	**0,00**	**12 115,10**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**12 067,85**	**47,25**	**0,00**	**0,00**	**12 115,10**
752	Revenus des immeubles	0,00	11 846,88	0,00	0,00	0,00	11 846,88
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	220,97	47,25	0,00	0,00	268,22
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	-34 510,37	47,25	0,00	0,00	-34 463,12

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**738 457,26**	**1 443 048,95**	**92 120,26**	**0,00**	**2 273 626,47**
Réalisations		**738 457,26**	**1 443 048,95**	**92 120,26**	**0,00**	**2 273 626,47**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**445 634,53**	**260 899,58**	**21 120,26**	**0,00**	**727 654,37**
60611	Eau et assainissement	0,00	74,18	47,92	0,00	122,10
60612	Energie - Electricité	297 101,22	25 479,40	1 568,77	0,00	324 149,39
60622	Carburants	15 580,53	10 482,47	0,00	0,00	26 063,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	622,50	0,00	622,50
60632	Fournitures de petit équipement	2 085,53	9 376,51	598,80	0,00	12 060,84
60636	Vêtements de travail	111,02	13 802,92	0,00	0,00	13 913,94
6064	Fournitures administratives	266,41	768,72	0,00	0,00	1 035,13
6068	Autres matières et fournitures	0,00	45 216,09	3 044,13	0,00	48 260,22
6135	Locations mobilières	8 880,16	-1 500,00	0,00	0,00	7 380,16
61521	Entretien terrains	0,00	79 838,94	0,00	0,00	79 838,94
615232	Entretien, réparations réseaux	36 519,18	0,00	0,00	0,00	36 519,18
61551	Entretien matériel roulant	6 446,68	34 373,91	0,00	0,00	40 820,59
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	7 128,98	117,87	0,00	7 246,85
6156	Maintenance	3 485,72	2 450,00	2 494,06	0,00	8 429,78
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	462,43	0,00	0,00	462,43
6168	Autres primes d'assurance	6 180,17	3 704,85	0,00	0,00	9 885,02
6182	Documentation générale et technique	918,00	84,00	0,00	0,00	1 002,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 249,96	15 149,40	0,00	0,00	19 399,36
6228	Divers	0,00	4 086,42	4 460,40	0,00	8 546,82
6231	Annonces et insertions	0,00	2 592,00	0,00	0,00	2 592,00
6241	Transports de biens	468,00	0,00	153,60	0,00	621,60
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	201,30	0,00	201,30
6251	Voyages et déplacements	0,00	349,61	0,00	0,00	349,61
6256	Missions	0,00	30,50	0,00	0,00	30,50
6257	Réceptions	0,00	0,00	347,41	0,00	347,41
6262	Frais de télécommunications	243,97	258,25	0,00	0,00	502,22
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
6288	Autres services extérieurs	63 097,98	5 724,00	7 463,50	0,00	76 285,48
63512	Taxes foncières	0,00	616,00	0,00	0,00	616,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**292 822,73**	**1 182 149,37**	**0,00**	**0,00**	**1 474 972,10**
6331	Versement mobilité	3 398,99	13 194,44	0,00	0,00	16 593,43
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	849,81	3 298,77	0,00	0,00	4 148,58
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 313,90	12 865,34	0,00	0,00	16 179,24
64111	Rémunération principale titulaires	105 291,06	417 493,13	0,00	0,00	522 784,19
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 799,15	30 738,14	0,00	0,00	37 537,29

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	200,00	1 498,02	0,00	0,00	1 698,02
64118	Autres indemnités titulaires	33 366,60	155 444,00	0,00	0,00	188 810,60
64131	Rémunérations non tit.	63 164,05	239 828,49	0,00	0,00	302 992,54
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	100,00	700,00	0,00	0,00	800,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	9 662,84	0,00	0,00	9 662,84
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 829,00	141 551,58	0,00	0,00	178 380,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	36 868,37	146 058,89	0,00	0,00	182 927,26
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 541,80	9 470,73	0,00	0,00	12 012,53
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	245,00	0,00	0,00	345,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**71 000,00**	**0,00**	**71 000,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	68 000,00	0,00	68 000,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	3 000,00	0,00	3 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**655,22**	**142 174,33**	**51 316,60**	**0,00**	**194 146,15**
	Réalisations	**655,22**	**142 174,33**	**51 316,60**	**0,00**	**194 146,15**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**655,22**	**3 115,32**	**0,00**	**0,00**	**3 770,54**
6419	Remboursements rémunérations personnel	655,22	3 115,32	0,00	0,00	3 770,54
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**7 800,00**	**0,00**	**0,00**	**7 800,00**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	7 800,00	0,00	0,00	7 800,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**51 316,60**	**0,00**	**51 316,60**
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	51 316,60	0,00	51 316,60
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**131 259,01**	**0,00**	**0,00**	**131 259,01**
74718	Autres participations Etat	0,00	45 250,00	0,00	0,00	45 250,00
74758	Participat° Autres groupements	0,00	86 009,01	0,00	0,00	86 009,01
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-737 802,04**	**-1 300 874,62**	**-40 803,66**	**0,00**	**-2 079 480,32**

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES		**232 039,98**	**0,00**	**0,00**	**110 450,39**	**395 966,89**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**232 039,98**	**0,00**	**0,00**	**110 450,39**	**395 966,89**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**36 624,56**	**0,00**	**0,00**	**13 043,08**	**395 966,89**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	297 101,22	0,00	0,00
60622	Carburants	7 861,53	0,00	0,00	7 719,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	2 085,53	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	111,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	266,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	8 880,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	36 519,18	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 571,67	0,00	0,00	2 875,01	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	3 485,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	5 816,63	0,00	0,00	363,54	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	918,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 249,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	468,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	243,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	751,49	0,00	0,00	0,00	62 346,49	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**195 415,42**	**0,00**	**0,00**	**97 407,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	2 164,08	0,00	0,00	1 234,91	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	541,04	0,00	0,00	308,77	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 109,86	0,00	0,00	1 204,04	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	71 931,45	0,00	0,00	33 359,61	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	5 548,14	0,00	0,00	1 251,01	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	100,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
64118	Autres indemnités titulaires	28 745,94	0,00	0,00	4 620,66	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	35 283,35	0,00	0,00	27 880,70	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis indemnité inflation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	22 658,03	0,00	0,00	14 170,97	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	24 829,56	0,00	0,00	12 038,81	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 428,97	0,00	0,00	1 112,83	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	75,00	0,00	0,00	25,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**655,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	655,22	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7368		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé				Sous-fonction 81			
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Taxes locales sur la publicité extérieur							
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-232 039,98**	**0,00**	**0,00**	**-109 795,17**	**-395 966,89**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		**604 603,93**	**7 764,33**	**1 482,29**	**826 932,21**	**2 266,19**	**89 609,60**	**0,00**	**0,00**	**2 510,66**
Réalisations		**604 603,93**	**7 764,33**	**1 482,29**	**826 932,21**	**2 266,19**	**89 609,60**	**0,00**	**0,00**	**2 510,66**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**37 768,77**	**7 764,33**	**1 482,29**	**211 618,00**	**2 266,19**	**18 609,60**	**0,00**	**0,00**	**2 510,66**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	74,18	0,00	0,00	0,00	47,92
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	24 672,24	807,16	0,00	0,00	0,00	1 568,77
60622	Carburants	0,00	3 007,50	0,00	7 474,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622,50
60632	Fournitures de petit équipement	621,78	0,00	0,00	8 754,73	0,00	598,80	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	13 339,08	0,00	0,00	463,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	768,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	17 240,12	0,00	0,00	27 975,97	0,00	3 044,13	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	-1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	79 838,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 442,05	609,74	576,29	31 745,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	7 128,98	0,00	0,00	0,00	0,00	117,87
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	2 450,00	0,00	2 494,06	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00	0,00	462,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	0,00	727,09	0,00	2 977,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	84,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	15 149,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	3 420,00	0,00	360,00	306,42	4 460,40	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	864,00	1 728,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153,60
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201,30	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	161,27	0,00	0,00	188,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	30,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347,41	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	175,75	0,00	42,00	40,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	5 436,00	0,00	0,00	288,00	0,00	7 463,50	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	616,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**566 835,16**	**0,00**	**0,00**	**615 314,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	6 047,10	0,00	0,00	7 147,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 511,74	0,00	0,00	1 787,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 896,04	0,00	0,00	6 969,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	213 634,84	0,00	0,00	203 858,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	14 358,34	0,00	0,00	16 379,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	500,00	0,00	0,00	998,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	89 854,57	0,00	0,00	65 589,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	89 442,45	0,00	0,00	150 386,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	200,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	7 471,74	0,00	0,00	2 191,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis indemnité inflation	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	61 504,87	0,00	0,00	80 046,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	72 698,36	0,00	0,00	73 360,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 515,11	0,00	0,00	5 955,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	0,00	0,00	145,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65548	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 000,00	0,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**139 827,89**	**0,00**	**0,00**	**2 346,44**	**0,00**	**51 316,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**139 827,89**	**0,00**	**0,00**	**2 346,44**	**0,00**	**51 316,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**768,88**	**0,00**	**0,00**	**2 346,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419		768,88	0,00	0,00	2 346,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé			Sous-fonction 82				Sous fonction 83		
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Remboursements rémunérations personnel									
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**7 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	**7 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 316,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 316,60	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**131 259,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	45 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	86 009,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-464 776,04**	**-7 764,33**	**-1 482,29**	**-824 585,77**	**-2 266,19**	**-38 293,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 510,66**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES		**245 168,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 867,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**251 036,37**
Réalisations		**245 168,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 867,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**251 036,37**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**24 584,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 867,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 452,40**
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	67,50	0,00	0,00	0,00	67,50
614	Charges locatives et de copropriété	3 853,36	0,00	0,00	0,00	750,00	0,00	0,00	0,00	4 603,36
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 661,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 661,89
6156	Maintenance	43,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43,40
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	722,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	722,27
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
6262	Frais de télécommunications	212,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212,98
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00	0,00	0,00	0,00	3 050,00
63512	Taxes foncières	15 091,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 091,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**218 720,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**218 720,00**
65548	Autres contributions	218 720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 720,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 863,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 863,97**
6745	Subv. aux personnes de droit privé	1 863,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 863,97

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**208 675,88**	**514,17**	**0,00**	**0,00**	**41 998,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**251 188,69**
Réalisations		**208 675,88**	**514,17**	**0,00**	**0,00**	**41 998,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**251 188,69**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 045,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 045,63**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	24 045,63	0,00	0,00	0,00	24 045,63
75	**Autres produits de gestion courante**	**207 686,37**	**514,17**	**0,00**	**0,00**	**17 953,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**226 153,55**
752	Revenus des immeubles	184 420,33	0,00	0,00	0,00	16 663,01	0,00	0,00	0,00	201 083,34
7588	Autres produits div. de gestion courante	23 266,04	514,17	0,00	0,00	1 290,00	0,00	0,00	0,00	25 070,21
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**989,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**989,51**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	989,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	989,51
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-36 492,99**	**514,17**	**0,00**	**0,00**	**36 131,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152,32**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**79 587,90**	**959 453,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 039 041,64**
Réalisations		**79 587,90**	**726 858,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**806 446,10**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**78 171,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 171,24**
13911	Etat et établissements nationaux	64 220,14	0,00	0,00	0,00	0,00	64 220,14
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	1 110,98	0,00	0,00	0,00	0,00	1 110,98
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	8 837,06	0,00	0,00	0,00	0,00	8 837,06
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	835,13	0,00	0,00	0,00	0,00	835,13
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	3 167,93	0,00	0,00	0,00	0,00	3 167,93
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 416,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 416,66**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 416,66	0,00	0,00	0,00	0,00	1 416,66
Opérations d'équipement		**0,00**	**726 858,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**726 858,20**
1006	ATELIERS MUNICIPAUX	0,00	77 794,44	0,00	0,00	0,00	77 794,44
1010	NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	0,00	205 749,13	0,00	0,00	0,00	205 749,13
1011	NOUVELLE MAIRIE CENTRALE	0,00	117 493,21	0,00	0,00	0,00	117 493,21
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	251 601,73	0,00	0,00	0,00	251 601,73
299	FONDS COMMUNS CULT.	0,00	989,28	0,00	0,00	0,00	989,28
502	CIMETIERE	0,00	34 546,12	0,00	0,00	0,00	34 546,12
503	COLUMBARIUM	0,00	3 084,29	0,00	0,00	0,00	3 084,29

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
800	VEHICULES	0,00	35 600,00	0,00	0,00	0,00	35 600,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**232 595,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**232 595,54**
RECETTES (2)		**12 967 390,72**	**16 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 984 008,72**
Réalisations		**12 967 390,72**	**16 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 984 008,72**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**7 751 618,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 751 618,36**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**1 254 820,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 254 820,58**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	31 336,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 336,00
28031	Frais d'études	51 695,83	0,00	0,00	0,00	0,00	51 695,83
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	5 603,86	0,00	0,00	0,00	0,00	5 603,86
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	81 347,20	0,00	0,00	0,00	0,00	81 347,20
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	30 226,87	0,00	0,00	0,00	0,00	30 226,87
280422	Privé : Bâtiments, installations	48 066,19	0,00	0,00	0,00	0,00	48 066,19
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	1 152,94	0,00	0,00	0,00	0,00	1 152,94
28051	Concessions et droits similaires	35 226,22	0,00	0,00	0,00	0,00	35 226,22
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	41 119,65	0,00	0,00	0,00	0,00	41 119,65
28128	Autres aménagements de terrains	13 345,68	0,00	0,00	0,00	0,00	13 345,68
28152	Installations de voirie	322,56	0,00	0,00	0,00	0,00	322,56
281568	Autres matériels, outillages incendie	4 286,86	0,00	0,00	0,00	0,00	4 286,86
281578	Autre matériel et outillage de voirie	527,38	0,00	0,00	0,00	0,00	527,38
28158	Autres installat°, matériel et outillage	193 681,20	0,00	0,00	0,00	0,00	193 681,20
28181	Installations générales, aménagt divers	801,12	0,00	0,00	0,00	0,00	801,12
28182	Matériel de transport	57 150,23	0,00	0,00	0,00	0,00	57 150,23
28183	Matériel de bureau et informatique	141 379,85	0,00	0,00	0,00	0,00	141 379,85
28184	Mobilier	47 036,59	0,00	0,00	0,00	0,00	47 036,59
28185	Cheptel	784,00	0,00	0,00	0,00	0,00	784,00
28188	Autres immo. corporelles	469 730,35	0,00	0,00	0,00	0,00	469 730,35
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**3 960 951,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 960 951,78**
10222	FCTVA	931 783,03	0,00	0,00	0,00	0,00	931 783,03
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 029 168,75	0,00	0,00	0,00	0,00	3 029 168,75
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**16 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 618,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	16 618,00	0,00	0,00	0,00	16 618,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		12 887 802,82	-942 835,74	0,00	0,00	0,00	11 944 967,08

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		896 541,25	0,00	0,00	23 478,00	1 571,28	0,00	37 863,21	0,00	0,00
Réalisations		668 503,31	0,00	0,00	18 920,40	1 571,28	0,00	37 863,21	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
139141	Sub. transf cpte résult. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**668 503,31**	**0,00**	**0,00**	**18 920,40**	**1 571,28**	**0,00**	**37 863,21**	**0,00**	**0,00**
1006	ATELIERS MUNICIPAUX	77 794,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1010	NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	205 749,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1011	NOUVELLE MAIRIE CENTRALE	117 493,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	231 866,53	0,00	0,00	18 920,40	582,00	0,00	232,80	0,00	0,00
299	FONDS COMMUNS CULT.	0,00	0,00	0,00	0,00	989,28	0,00	0,00	0,00	0,00
502	CIMETIERE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 546,12	0,00	0,00
503	COLUMBARIUM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 084,29	0,00	0,00
800	VEHICULES	35 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**228 037,94**	**0,00**	**0,00**	**4 557,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**16 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**16 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**16 618,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	16 618,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-879 923,25	0,00	0,00	-23 478,00	-1 571,28	0,00	-37 863,21	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**413 532,98**	**0,00**	**0,00**	**413 532,98**
Réalisations		**172 070,37**	**0,00**	**0,00**	**172 070,37**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**172 070,37**	**0,00**	**0,00**	**172 070,37**
1009	POLICE MUNICIPALE	8 215,99	0,00	0,00	8 215,99
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	16 014,33	0,00	0,00	16 014,33
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	135 287,91	0,00	0,00	135 287,91
800	VEHICULES	12 552,14	0,00	0,00	12 552,14
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**241 462,61**	**0,00**	**0,00**	**241 462,61**
RECETTES (2)		**500,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
Réalisations		**500,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
13	**Subventions d'investissement**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	500,00	0,00	0,00	500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-413 032,98**	**0,00**	**0,00**	**-413 032,98**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**413 532,98**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**172 070,37**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**172 070,37**	**0,00**	**0,00**
1009	POLICE MUNICIPALE	0,00	0,00	8 215,99	0,00	0,00
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	0,00	16 014,33	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	0,00	0,00	135 287,91	0,00	0,00
800	VEHICULES	0,00	0,00	12 552,14	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**241 462,61**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**-413 032,98**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**36 234,21**	**5 307 043,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 984,67**	**0,00**	**5 369 262,39**
Réalisations		**27 983,09**	**4 201 423,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 984,67**	**0,00**	**4 255 390,97**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**88 527,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 527,15**
2313	Constructions	0,00	88 527,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 527,15
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**27 983,09**	**4 112 896,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 984,67**	**0,00**	**4 166 863,82**
101	ECOLE V.HUGO	0,00	72 324,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 324,92
102	ECOLE M CURIE	0,00	4 513,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 513,92
103	G.S.ST EXUPERY	0,00	39 441,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 441,60
104	ECOLE LA FONTAINE	0,00	228 382,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 382,70

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
105	ECOLE JULES FERRY	0,00	3 376 031,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 376 031,91
106	ECOLE TASSIGNY	0,00	369 059,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	369 059,89
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	3 484,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 484,80
199	FONDS COMMUNS SCOL.	24 498,29	9 187,04	0,00	0,00	0,00	25 984,67	0,00	59 670,00
700	VOIRIE	0,00	13 954,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 954,08
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**8 251,12**	**1 105 620,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 113 871,42**
RECETTES (2)		**9 928,00**	**708 422,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**718 350,81**
Réalisations		**9 928,00**	**708 422,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**718 350,81**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**88 527,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 527,15**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	88 527,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 527,15
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**9 928,00**	**619 895,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**629 823,66**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	9 928,00	18 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 887,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	133 641,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 641,90
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	467 294,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	467 294,76
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-26 306,21	-4 598 620,70	0,00	0,00	0,00	-25 984,67	0,00	-4 650 911,58

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		333 510,53	4 340 653,57	632 879,41	25 984,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		247 988,58	3 474 605,45	478 829,18	25 984,67	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	1 036,12	87 491,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 036,12	87 491,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		246 952,46	3 387 114,42	478 829,18	25 984,67	0,00	0,00	0,00	0,00
101	ECOLE V.HUGO	0,00	9 715,20	62 609,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
102	ECOLE M CURIE	0,00	0,00	4 513,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
103	G.S.ST EXUPERY	0,00	0,00	39 441,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
104	ECOLE LA FONTAINE	228 382,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
105	ECOLE JULES FERRY	2 040,00	3 373 991,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	ECOLE TASSIGNY	0,00	0,00	369 059,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
199	FONDS COMMUNS SCOL.	2 575,68	3 407,31	3 204,05	25 984,67	0,00	0,00	0,00	0,00
700	VOIRIE	13 954,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
Restes à réaliser au 31/12		**85 521,95**	**866 048,12**	**154 050,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**1 036,12**	**651 805,79**	**55 580,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**1 036,12**	**651 805,79**	**55 580,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**1 036,12**	**87 491,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 036,12	87 491,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**564 314,76**	**55 580,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	18 959,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	97 020,00	36 621,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	467 294,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-332 474,41**	**-3 688 847,78**	**-577 298,51**	**-25 984,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**54 499,99**	**40 196,81**	**388 196,10**	**176 872,03**	**0,00**	**659 764,93**
Réalisations		**11 299,99**	**40 196,81**	**338 122,12**	**100 015,11**	**0,00**	**489 634,03**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**11 299,99**	**40 196,81**	**338 122,12**	**100 015,11**	**0,00**	**489 634,03**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	0,00	0,00	3 148,80	0,00	3 148,80
200	SALLE DES FETES	0,00	0,00	0,00	2 808,00	0,00	2 808,00
201	SALLE H DUNANT Brasiello	0,00	0,00	0,00	21 633,85	0,00	21 633,85
202	SALLE FRANCHOMME	0,00	0,00	336 086,92	24 764,97	0,00	360 851,89
203	ATELIERS THEATRE DE L AVENTURE	0,00	1 372,32	0,00	0,00	0,00	1 372,32
205	CIB CENTRE INTERG. DE BEAUMONT	0,00	0,00	0,00	17 532,00	0,00	17 532,00
206	LA CANTORIA	0,00	38 824,49	0,00	0,00	0,00	38 824,49
207	TIERS LIEU J FERRY	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
299	FONDS COMMUNS CULT.	0,00	0,00	0,00	27 444,72	0,00	27 444,72
407	MAIL DUNANT S.J.SOCK EEL	0,00	0,00	0,00	2 298,77	0,00	2 298,77
500	EGLISE ST CORNEILLE	0,00	0,00	2 035,20	0,00	0,00	2 035,20
800	VEHICULES	11 299,99	0,00	0,00	0,00	0,00	11 299,99
825	ACQUIS. 63 RUE DU GENERAL LECLERC	0,00	0,00	0,00	384,00	0,00	384,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		43 200,00	0,00	50 073,98	76 856,92	0,00	170 130,90
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-54 499,99	-40 196,81	-388 196,10	-176 872,03	0,00	-659 764,93

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		38 824,49	0,00	1 372,32	0,00	0,00	386 160,90	0,00	2 035,20
Réalisations		38 824,49	0,00	1 372,32	0,00	0,00	336 086,92	0,00	2 035,20
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**38 824,49**	**0,00**	**1 372,32**	**0,00**	**0,00**	**336 086,92**	**0,00**	**2 035,20**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
200	SALLE DES FETES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
201	SALLE H DUNANT Brasiello	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	SALLE FRANCHOMME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	336 086,92	0,00	0,00
203	ATELIERS THEATRE DE L AVENTURE	0,00	0,00	1 372,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	CIB CENTRE INTERG. DE BEAUMONT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
206	LA CANTORIA	38 824,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
207	TIERS LIEU J FERRY	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
299	FONDS COMMUNS CULT.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
407	MAIL DUNANT S.J.SOCK EEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
500	EGLISE ST CORNEILLE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 035,20
800	VEHICULES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
825	ACQUIS. 63 RUE DU GENERAL LECLERC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 073,98**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-38 824,49	0,00	-1 372,32	0,00	0,00	-386 160,90	0,00	-2 035,20

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**59 506,33**	**1 188 332,91**	**7 833,33**	**0,00**	**1 255 672,57**
Réalisations		**50 380,09**	**405 051,70**	**7 833,33**	**0,00**	**463 265,12**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**50 380,09**	**405 051,70**	**7 833,33**	**0,00**	**463 265,12**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	2 358,16	384,00	7 362,83	0,00	10 104,99
199	FONDS COMMUNS SCOL.	0,00	0,00	470,50	0,00	470,50
301	COMPLEXE DUBUS	0,00	11 686,79	0,00	0,00	11 686,79
302	SALLE J JAURES/CRUYP ENINCK	0,00	2 661,60	0,00	0,00	2 661,60
303	SALLE E DELCOURT	0,00	3 949,20	0,00	0,00	3 949,20
304	SALLE JEAN LEPLAT	0,00	99 336,34	0,00	0,00	99 336,34
305	SITE ANDRE DILIGENT anc.site B.Pascal	0,00	4 239,36	0,00	0,00	4 239,36
313	BASSIN DE NATATION	0,00	88 103,32	0,00	0,00	88 103,32
316	NOUVELLE SALLE DE BO XE	0,00	68 758,09	0,00	0,00	68 758,09
317	MAISON DU FOOT	0,00	9 009,60	0,00	0,00	9 009,60
320	DOJO ROUX	0,00	116 923,40	0,00	0,00	116 923,40
399	FONDS COMMUNS SPORT.	35 221,93	0,00	0,00	0,00	35 221,93
800	VEHICULES	12 800,00	0,00	0,00	0,00	12 800,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser au 31/12		9 126,24	783 281,21	0,00	0,00	792 407,45
RECETTES (2)		0,00	260 148,91	0,00	0,00	260 148,91
Réalisations		0,00	260 148,91	0,00	0,00	260 148,91
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	260 148,91	0,00	0,00	260 148,91
1313	Subv. transf. Départements	0,00	7 769,00	0,00	0,00	7 769,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	158 155,61	0,00	0,00	158 155,61
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	94 224,30	0,00	0,00	94 224,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-59 506,33	-928 184,00	-7 833,33	0,00	-995 523,66

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		511 523,49	9 393,60	95 036,64	572 379,18	0,00	7 621,83	211,50	0,00
Réalisations		181 683,99	9 393,60	88 103,32	125 870,79	0,00	7 621,83	211,50	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**181 683,99**	**9 393,60**	**88 103,32**	**125 870,79**	**0,00**	**7 621,83**	**211,50**	**0,00**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	384,00	0,00	0,00	0,00	7 362,83	0,00	0,00
199	FONDS COMMUNS SCOL.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	259,00	211,50	0,00
301	COMPLEXE DUBUS	2 739,40	0,00	0,00	8 947,39	0,00	0,00	0,00	0,00
302	SALLE J JAURES/CRUYP ENINCK	2 661,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
303	SALLE E DELCOURT	3 949,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
304	SALLE JEAN LEPLAT	99 336,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
305	SITE ANDRE DILIGENT anc.site B.Pascal	4 239,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
313	BASSIN DE NATATION	0,00	0,00	88 103,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
316	NOUVELLE SALLE DE BO XE	68 758,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
317	MAISON DU FOOT	0,00	9 009,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
320	DOJO ROUX	0,00	0,00	0,00	116 923,40	0,00	0,00	0,00	0,00
399	FONDS COMMUNS SPORT.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
800	VEHICULES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**329 839,50**	**0,00**	**6 933,32**	**446 508,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**214 624,61**	**19 524,30**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**214 624,61**	**19 524,30**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**214 624,61**	**19 524,30**	**0,00**	**26 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	7 769,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	132 155,61	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	74 700,00	19 524,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-296 898,88	10 130,70	-95 036,64	-546 379,18	0,00	-7 621,83	-211,50	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**380 932,00**	**53 546,28**	**0,00**	**434 478,28**
Réalisations		**932,00**	**42 564,13**	**0,00**	**43 496,13**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**932,00**	**0,00**	**0,00**	**932,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	932,00	0,00	0,00	932,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**28 063,25**	**0,00**	**28 063,25**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	28 063,25	0,00	28 063,25
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**14 500,88**	**0,00**	**14 500,88**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	1 700,88	0,00	1 700,88
800	VEHICULES	0,00	12 800,00	0,00	12 800,00
854	MAISON DE LA SANTE	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**380 000,00**	**10 982,15**	**0,00**	**390 982,15**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-380 932,00	-53 546,28	0,00	-434 478,28

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		380 932,00	0,00	0,00	15 086,48	0,00	0,00	38 459,80	0,00
Réalisations		932,00	0,00	0,00	14 500,88	0,00	0,00	28 063,25	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	932,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	932,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 063,25	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 063,25	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 500,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	0,00	0,00	1 700,88	0,00	0,00	0,00	0,00
800	VEHICULES	0,00	0,00	0,00	12 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
854	MAISON DE LA SANTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**380 000,00**	**0,00**	**0,00**	**585,60**	**0,00**	**0,00**	**10 396,55**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-380 932,00**	**0,00**	**0,00**	**-15 086,48**	**0,00**	**0,00**	**-38 459,80**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**23 164,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 051 975,70**	**0,00**	**2 075 139,89**
Réalisations		**18 815,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 755 847,75**	**0,00**	**1 774 663,25**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 115,91**	**0,00**	**30 115,91**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	30 115,91	0,00	30 115,91
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 500,00**	**0,00**	**7 500,00**
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00	0,00	7 500,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**18 815,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 718 231,84**	**0,00**	**1 737 047,34**
1001	MAIRIE 42 RUE GAL LECLERC CONCIERGERIE	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	**5 184,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 184,00**
408	MAISON PETITE ENFANC E	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**382 500,98**	**0,00**	**382 500,98**
412	CENTRE SOCIAL LIONDERIE	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 148,00**	**0,00**	**56 148,00**
414	CENTRE SOCIAL ANNEXE BOURNAZEL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 273 739,10**	**0,00**	**1 273 739,10**
499	EQPT SOCIAUX	**2 086,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 843,76**	**0,00**	**7 930,58**

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
823	ACQUISITION TERRAIN 187 RUE DU CALVAIRE	**11 544,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 544,68**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**4 348,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**296 127,95**	**0,00**	**300 476,64**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 115,91**	**0,00**	**30 115,91**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 115,91**	**0,00**	**30 115,91**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 115,91**	**0,00**	**30 115,91**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	30 115,91	0,00	30 115,91
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-23 164,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 021 859,79**	**0,00**	**-2 045 023,98**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**21 673,41**	**61 854,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 528,27**
Réalisations		**19 623,41**	**53 957,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 581,07**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**13 096,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 096,08**
20422	Privé : Bâtiments, installations	13 096,08	0,00	0,00	0,00	0,00	13 096,08
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**6 527,33**	**53 957,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 484,99**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	0,00	423,65	0,00	0,00	0,00	423,65
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	6 527,33	0,00	0,00	0,00	0,00	6 527,33
839	CENTRE SCHWEITZER	0,00	53 534,01	0,00	0,00	0,00	53 534,01
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**2 050,00**	**7 897,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 947,20**
RECETTES (2)		**34 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 000,00**
Réalisations		**34 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 000,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**34 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	34 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**12 326,59**	**-61 854,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-49 528,27**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**2 708 769,10**	**3 058 919,80**	**577 592,03**	**0,00**	**6 345 280,93**
Réalisations		**182 277,92**	**1 798 064,01**	**322 573,05**	**0,00**	**2 302 914,98**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**52 280,81**	**0,00**	**0,00**	**52 280,81**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	51 364,86	0,00	0,00	51 364,86
2313	Constructions	0,00	915,95	0,00	0,00	915,95
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**2 245,00**	**28 387,65**	**138 148,54**	**0,00**	**168 781,19**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	21 932,85	0,00	0,00	21 932,85
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	6 454,80	0,00	0,00	6 454,80
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	2 245,00	0,00	112 870,50	0,00	115 115,50
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	25 278,04	0,00	25 278,04
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**180 032,92**	**1 717 395,55**	**184 424,51**	**0,00**	**2 081 852,98**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	7 814,28	9 935,57	0,00	0,00	17 749,85
700	VOIRIE	0,00	360 497,32	0,00	0,00	360 497,32
701	ECLAIRAGE PUBLIC	147 238,24	6 898,01	0,00	0,00	154 136,25
702	ESPACES VERTS	0,00	857 845,73	0,00	0,00	857 845,73
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	0,00	24 236,76	666,00	0,00	24 902,76
809	ACQUIS.FONCIERES	0,00	304 512,00	0,00	0,00	304 512,00
843	BASE DE LOISIRS- ETANG DE PECHE	0,00	0,00	183 758,51	0,00	183 758,51

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
849	222 RUE J.GUESDE ENT.PIAT	24 980,40	0,00	0,00	0,00	24 980,40
852	FERME BRAQUAVAL	0,00	153 470,16	0,00	0,00	153 470,16
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**2 526 491,18**	**1 260 855,79**	**255 018,98**	**0,00**	**4 042 365,95**
RECETTES (2)		**85 676,87**	**323 462,01**	**0,00**	**0,00**	**409 138,88**
Réalisations		**85 676,87**	**323 462,01**	**0,00**	**0,00**	**409 138,88**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**52 280,81**	**0,00**	**0,00**	**52 280,81**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	52 280,81	0,00	0,00	52 280,81
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**36 951,00**	**271 181,20**	**0,00**	**0,00**	**308 132,20**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	32 375,07	0,00	0,00	32 375,07
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	133 978,13	0,00	0,00	133 978,13
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	36 951,00	84 828,00	0,00	0,00	121 779,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**48 725,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 725,87**
2764	Créances sur personnes de droit privé	48 725,87	0,00	0,00	0,00	48 725,87
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-2 623 092,23**	**-2 735 457,79**	**-577 592,03**	**0,00**	**-5 936 142,05**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**32 794,68**	**2 245,00**	**0,00**	**0,00**	**2 673 729,42**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**32 794,68**	**2 245,00**	**0,00**	**0,00**	**147 238,24**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**2 245,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	2 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**32 794,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**147 238,24**	**0,00**	**0,00**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	7 814,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
700	VOIRIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	ECLAIRAGE PUBLIC	0,00	0,00	0,00	0,00	147 238,24	0,00	0,00
702	ESPACES VERTS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
809	ACQUIS.FONCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
843	BASE DE LOISIRS- ETANG DE PECHE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
849	222 RUE J.GUESDE ENT.PIAT	24 980,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
852	FERME BRAQUAVAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 526 491,18**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 951,00**	**0,00**	**48 725,87**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 951,00**	**0,00**	**48 725,87**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**36 951,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	36 951,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 725,87**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 725,87
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-32 794,68**	**-2 245,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 636 778,42**	**0,00**	**48 725,87**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**1 760 592,00**	**50 964,23**	**0,00**	**1 045 194,39**	**202 169,18**	**159 127,16**	**0,00**	**0,00**	**418 464,87**
Réalisations		**707 343,18**	**25 243,80**	**0,00**	**909 224,08**	**156 252,95**	**138 814,54**	**0,00**	**0,00**	**183 758,51**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 364,86**	**915,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	51 364,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	915,95	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**28 387,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**138 148,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	21 932,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	6 454,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 870,50	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 278,04	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**678 955,53**	**25 243,80**	**0,00**	**857 859,22**	**155 337,00**	**666,00**	**0,00**	**0,00**	**183 758,51**
1099	FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS	8 055,24	0,00	0,00	13,49	1 866,84	0,00	0,00	0,00	0,00
700	VOIRIE	348 791,32	11 706,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
701	ECLAIRAGE PUBLIC	6 898,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702	ESPACES VERTS	0,00	0,00	0,00	857 845,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	10 698,96	13 537,80	0,00	0,00	0,00	666,00	0,00	0,00	0,00
809	ACQUIS.FONCIERES	304 512,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
843	BASE DE LOISIRS- ETANG DE PECHE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	183 758,51
849	222 RUE J.GUESDE ENT.PIAT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
852	FERME BRAQUAVAL	0,00	0,00	0,00	0,00	153 470,16	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 053 248,82**	**25 720,43**	**0,00**	**135 970,31**	**45 916,23**	**20 312,62**	**0,00**	**0,00**	**234 706,36**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 739,93**	**239 722,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 739,93**	**239 722,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 364,86**	**915,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	51 364,86	915,95	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 375,07**	**238 806,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	32 375,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	133 978,13	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	84 828,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-1 760 592,00**	**-50 964,23**	**0,00**	**-961 454,46**	**37 552,90**	**-159 127,16**	**0,00**	**0,00**	**-418 464,87**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**57 999,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 999,01**
Réalisations		**54 473,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**63 473,41**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 236,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 236,69**
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 236,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 236,69
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 000,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**52 236,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**52 236,72**
799	FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
904	M.E.S.P.	52 236,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 236,72
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**3 525,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 525,60**
RECETTES (2)		**500,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**993,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 493,84**
Réalisations		**500,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**993,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 493,84**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**500,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**993,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 493,84**
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,84	0,00	0,00	0,00	993,00	0,00	0,00	0,00	1 493,84
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-57 498,17	0,00	0,00	0,00	-8 007,00	0,00	0,00	0,00	-65 505,17

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615 sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV

A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A2.7

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 0,00 €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	PLANTATIONS	10	
L	CONSTRUCTIONS INST.GEN.AGENC	10	
L	FRAIS D ETUDES	5	
L	BREVETS,LICENCES	3	
L	MATERIEL DE BUREAU ET INFORM.	3	
L	AUTRES IMMO.CORPORELLES	5	
L	AUTRES AGENCEM.AMENAGEMENTS	10	
L	MOBILIER	10	
L	AUTRES MATER.ET OUTILLAGE	5	
L	MATERIEL DE TRANSPORT	5	
L	RESEAUX CABLES	5	
L	MAT.ET OUTILL.DE VOIRIE	5	
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	5	
L	AUTRE MATER.ET OUTIL.DE VOIRIE	5	
L	SUBVENTION D EQUIPEMENT	4	
L	SUBVENTION D EQUIPEMENT	4	
L	TRAVAUX SUR SOL D AUTRUI	5	
L	SUBV.D EQUIP.GROUP.DE COLLECT.	5	
L	SUBV.D EQUIPEM.AUTRES ET.PUB.L	5	
L	SUBV D EQUIP.EN NATURE ORG.PUB	5	
L	SUBV EQUIPT AUTRES ORGAN.PUBLI	5	
L	BREVETS LICENCE	2	
L	SUB EQUIPEMENT BATS ET INSTALL	5	
L	SUBV D EQUIP.BIENS MOBILIERS	5	
L	AUTRE MAT.ET OUTILL.D INCENDIE	5	
L	SUBV.D EQUIP.EN NATURE ORG.PUB	5	
L	MATERIEL ROULANT	5	
L	SUBV D EQUIP AUTRES ETABL.PUBLICS LOCAUX	5	
L	SUBV.D EQUIP.GFP-BIENS MOBILIERS	5	
L	SUBV D EQPT NATURE - BATIMENTS ET INSTALLATION	5	
L	CHEPTEL	5	16/11/2017

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**12 963 288,32**	**12 963 288,32**	**0,00**	**12 963 288,32**
Autres provisions pour risques	0,00		12 614 450,86	12 614 450,86	0,00	12 614 450,86
Autres provisions pour charges	0,00		338 837,46	338 837,46	0,00	338 837,46
Provisions pour garantie d'emprunt	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**40 000,00**	**40 000,00**	**0,00**	**40 000,00**
Provisions pour dépréciation des comptes de redevables	0,00		40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**13 003 288,32**	**13 003 288,32**	**0,00**	**13 003 288,32**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**3 670 297,08**	**I**	**78 171,24**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**3 670 297,08**		**78 171,24**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	3 582 297,08		0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*88 000,00*		*78 171,24*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**78 171,24**	**7 297 765,46**	**0,00**	**7 375 936,70**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**11 642 490,32**	**III**	**2 203 993,48**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 265 675,00**		**980 508,90**
10222	FCTVA	1 213 825,00		931 783,03
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00		0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	46 850,00		48 725,87
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**10 376 815,32**		**1 223 484,58**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*51 695,83*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*		*5 603,86*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*80 000,00*		*81 347,20*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*20 000,00*		*30 226,87*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*50 000,00*		*48 066,19*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*0,00*		*1 152,94*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*		*35 226,22*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*41 119,65*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*13 345,68*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*		*322,56*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*0,00*		*4 286,86*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*527,38*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*		*193 681,20*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*801,12*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*		*57 150,23*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*		*141 379,85*
28184	*Mobilier*	*0,00*		*47 036,59*
28185	*Cheptel*	*0,00*		*784,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 395 000,00*		*469 730,35*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*8 826 815,32*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV

Total ressources propres disponibles	**2 203 993,48**	**0,00**	**7 751 618,36**	**3 029 168,75**	**12 984 780,59**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**7 375 936,70**
Ressources propres disponibles	IV	**12 984 780,59**
Solde	V = IV – II (3)	**5 608 843,89**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 01	Intitulé de l'opération : TX EXECUTES D OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS				Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**9 556,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 556,06**
4541 TX EXECUTES D OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS (2)	9 556,06	0,00	0,00	0,00	0,00	9 556,06
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**9 556,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 556,06**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	SALLE D EXPO FERME FRANCHOMME -MUSEE D HISTOIRE LOCALE	266 994,94	0,00	0
	FERME BRAQUAVAL	152 359,28	0,00	0
	AMENAGEMENT DES EXTERIEURS DE L HOTEL DE VILLE ET DU POSTE DE POLICE	429 707,46	0,00	0
	BATIMENT SCHWEITZER	53 534,01	0,00	0
	CENTRE SOCIAL BOURNAZEL	1 258 000,43	0,00	0
	P3 BATIMENTS DE LA COMMUNE	60 605,02	0,00	0
	NOUVELLE MAIRIE	80 461,48	0,00	0
	SALLE DILIGENT -Dans le cadre des travaux d aménagement de l emprise pour l installation de la PMI	283 310,62	0,00	0
	POSE ET INSTALLATION DE CONTROLES D ACCES	43 056,00	0,00	0
	AMENAGEMENTS DU PARC URBAIN	245 966,56	0,00	0
	TRAVAUX ECONOMIES D ENERGIE	34 151,69	0,00	0
	ALARME ANTI-INTRUSION SALLE SOCKEEL	4 478,03	0,00	0
	CONSTRUCTION D UN TERRAIN DE PETANQUE	11 118,36	0,00	0
	F.22J202 du 31/10/2022 - Entrepôt Piat installation porte se	22 070,40	0,00	0
01/01/1965	RESEAUX DE VOIRIES DIVERS	57 933,84	0,00	0
01/01/1965	EGLISE ST CORNEILLE	2 035,20	0,00	0
29/06/1979	VOIRIE	6 812,64	0,00	0
31/12/1991	THEATRE DE L AVENTURE	1 372,32	0,00	0
14/06/1994	ESPACE VERT ET AIRE JEUX AVENU	61 307,44	0,00	0
31/12/1994	SALLE R.CRUYPENNINCK	2 661,60	0,00	0
31/05/2000	FERME FRANCHOMME	7 324,80	0,00	0
31/12/2000	CIMETIERE	33 546,12	0,00	0
28/11/2003	63 RUE DU GAL LECLERC	384,00	0,00	0
07/02/2006	MESP	88 681,92	0,00	0
18/10/2007	ACTUAL.GRAND PROJET D URB	10 698,96	0,00	0
23/10/2007	MAISON DE LA PETITE ENFAN	986,00	0,00	0
15/12/2007	ECOLE DE MUSIQUE LA CANTORIA	33 728,16	0,00	0
11/02/2009	SALLES	660,00	0,00	0
19/03/2009	SITE ANDRE DILIGENT	1 855,46	0,00	0
24/04/2010	SALLE DE BOXE DAOUDA SOW	3 874,00	0,00	0
22/06/2010	MISSION CT LOCAL DUBUS	8 947,39	0,00	0
30/09/2010	G.S.V.HUGO	58 313,76	0,00	0
06/10/2010	G.S.DE TASSIGNY	804,00	0,00	0
13/10/2010	G.S.MARIE CURIE	4 513,92	0,00	0
13/12/2010	G S LA FONTAINE	228 382,70	0,00	0
11/05/2011	SALLE DE BOXE DAOUDA SOW	68 758,09	0,00	0
18/05/2011	RESEAUX D ELECTRIFICATION	125 094,38	0,00	0
02/09/2011	CIB CENTRE INTERG.BEAUMON	17 532,00	0,00	0
15/03/2012	MAISON DE LA PETITE ENFAN CE	32 446,26	0,00	0
30/03/2012	G S DE TASSIGNY	438 248,45	0,00	0
05/06/2012	MAISON DU FOOT	9 549,12	0,00	0
09/08/2012	REHABILITATION SALLE DE SPORT DUBUS	1 790,40	0,00	0
17/08/2012	ECOLE JULES FERRY	3 289 527,12	0,00	0
17/08/2012	G.S.LONGCHAMP	39 441,60	0,00	0
25/10/2012	RESEAUX D ELECTRIFICATION	10 301,16	0,00	0
25/10/2012	SALLE DES FETES	2 808,00	0,00	0
18/06/2013	INSTALLATION DE VOIRIE	221 083,32	0,00	0
18/06/2013	EXTENSION MAIRIE	27 788,74	0,00	0
09/08/2013	ETANG DE PECHE	2 340,00	0,00	0
13/08/2013	SALLE H. DUNANT BRASIELLO	20 088,85	0,00	0
17/08/2013	BASSIN DE NATATION	88 103,32	0,00	0
06/11/2013	RESEAUX DIVERS	4 746,41	0,00	0
11/12/2013	SALLE SOCKEEL - STUDIO	2 298,77	0,00	0
28/01/2014	NOUVEAU CENTRE TECH MUNICIPAL	4 668,96	0,00	0
18/03/2014	MAISON DE LA PETITE ENFAN	934,00	0,00	0
05/07/2014	FERME BRAQUAVAL	2 400,00	0,00	0
04/11/2014	SALLE H.DUNANT BRASIELLO	1 545,00	0,00	0
16/12/2014	G.S. VICTOR HUGO	9 715,20	0,00	0
22/06/2016	SITE DILIGENT	1 887,84	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/07/2016	ACQUISITION DU 2 RUE SANTOS DUMONT - AI112 - 318M	423,65	0,00	0
07/02/2018	AMO NOUVELLE SALLE LEPLAT	18 936,70	0,00	0
16/05/2018	ECOLE JULES FERRY LA FONTAINE	14 286,72	0,00	0
23/11/2019	ETUDES CONSTRUCTION DOJO ROUX	116 923,40	0,00	0
17/12/2019	bornage chemin rue du Trie	12 665,75	0,00	0
19/03/2021	MOE reconstruction SALLE LEPLAT	99 012,34	0,00	0
15/07/2021	Prime vélo commission juin 2021	419,60	0,00	5
23/07/2021	3 FORET URBAINES	666,00	0,00	0
05/11/2021	ETUDE AMENAGEMENT SECTEUR BASE DE LOISIRS	106 101,00	0,00	0
09/02/2022	OP 843 - Achat de tables de pique	8 517,60	0,00	10
10/02/2022	HERSE DE BARRAGE STOP STICK	709,99	0,00	5
10/02/2022	ACHAT DE ALCOLMETER ETHYLOTEST	717,60	0,00	5
10/02/2022	ACHAT RADIO DM4600E	1 094,69	0,00	5
10/02/2022	Réalisation d une fosse de végétalisation de façade	485,52	0,00	10
10/02/2022	Réalisation de 5 fosses de végétalisation	2 427,60	0,00	10
10/02/2022	F.FA 00002067 du 20/12/2021 - plantation forêt urbaine - parc de la Mairie	45 600,00	0,00	10
10/02/2022	ACHAT DE PROJECTEURS	481,82	0,00	5
15/02/2022	SUBVENTION AMELIORATION DURABLE DE L HABITAT	31 711,40	0,00	5
16/02/2022	ACHAT D INSTRUMENTS - ECOLE DE MUSIQUE	2 994,00	0,00	5
16/02/2022	ACHAT D INSTRUMENTS - ECOLE DE MUSIQUE	2 997,90	0,00	5
16/02/2022	30 CHAISES POUR LA PLATEFORME JEUNESSE - 2 TABLES PLIANTES	1 352,83	0,00	10
17/02/2022	Attribution de subvention FISAC rénovation de façade commission de septembre 2021	9 000,00	0,00	5
17/02/2022	Prime développement durable pour une rénovation de façade recuperateur d eau 2022	35 755,92	0,00	5
17/02/2022	Prime d aide à l achat d un vélo 2022	113 665,95	0,00	5
18/02/2022	SUBVENTION ETUDES NPRU HEM 2016 LIONDERIE	12 932,85	0,00	5
18/02/2022	OP 1011 - HDV Achat d un frigo est d un micro ondes	438,66	0,00	5
18/02/2022	Achat d un panneau de découverte pour la Grand place devis 1	1 683,94	0,00	5
18/02/2022	F.0059125104 du 05/01/2022 - OP 1099- mairie achat de mobili	266,42	0,00	10
18/02/2022	LUTIN POUR DECORATION DE NOEL	2 151,60	0,00	5
18/02/2022	MATERIEL DE SURVEILLANCE POUR MAIRIE	1 032,97	0,00	5
18/02/2022	MATERIEL DE SURVEILLANCE POUR MAIRIE	969,71	0,00	5
18/02/2022	MOBILIER MAIRIE	335,24	0,00	10
18/02/2022	ACHAT DE MOBILIER	160,02	0,00	10
18/02/2022	RUE MOZART ACHAT DE JARDINIERES	2 777,40	0,00	5
22/02/2022	F.FA0000627 du 28/01/2022 - OP 700- Fôret urbaine parc de la	21 630,36	0,00	10
22/02/2022	ACHAT D ECHELLES TABLETTES PANNEAUX D AFFICHAGE ET ETAGERE	385,28	0,00	10
22/02/2022	TELEPHONE IPHONE 12 MINI 256 GO COQUE HYBRIDE	855,48	0,00	5
23/02/2022	PLANTATION ARBRE CIMETIERE	1 331,00	0,00	10
24/02/2022	TELEPHONE PORTABLE XIAOMI REDMI 9T COQUE FILM PROTECTION POUR MANON DEFFENSE AVOIR	115,68	0,00	5
24/02/2022	F.764712 du 18/01/2022 - ACHAT DE TAPIS DE SOL PUBLICITAIRE	680,40	0,00	10
24/02/2022	F.2202M0447 du 11/02/2022 - RADAR CINEMOMETRE LASER TRUSPEED	4 820,40	0,00	5
24/02/2022	ECOLE DE LATTRE SAINT EXUPERY MATERNELLE - 2 LAVE LINGE FRONT GORENJE	1 113,07	0,00	5
24/02/2022	Plantation haie bocagère chemin du Trie	10 539,78	0,00	10
24/02/2022	débétonisation cours d écoles St Ex et Delattre - plantation d arbres	1 571,82	0,00	10
24/02/2022	Achat panneau d information forêt urbaine du centre	300,00	0,00	5
24/02/2022	F.0059305833 du 18/02/2022 - Achat de tables de pique nique	2 083,37	0,00	10
24/02/2022	COMMANDE PAVILLONS	989,28	0,00	5
01/03/2022	3 BANCS ET 3 COMPOSTEURS 3 GRILLES ANTI RONGEURS POUR LE PROJET DE JARDIN PARTAGE	153,42	0,00	5
01/03/2022	ACHAT D INSTRUMENTS	697,00	0,00	5
01/03/2022	BUREAU CAISSON DIRECTEUR	525,95	0,00	10
04/03/2022	achat parcelle arrière école Ste Geneviève	132,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
11/03/2022	ACHAT BORDURES ACIER GALVA PAILLISOL	55,44	0,00	5
12/03/2022	Achat d un Ford Transit	45 526,80	0,00	5
12/03/2022	Achat d un Ford Transit	45 526,80	0,00	5
16/03/2022	ACHAT CLARINETTES	1 132,20	0,00	5
16/03/2022	ACHAT 10 ARMOIRES	3 425,93	0,00	5
16/03/2022	ACHAT DE ROBINETTERIE LOGEMENT DE FONCTION	254,70	0,00	5
16/03/2022	SUPPORTS CYCLES DECO 6 PLACES	415,99	0,00	5
16/03/2022	SUPPORTS CYCLES DECO 6 PLACES	415,99	0,00	5
16/03/2022	SUPPORTS CYCLES DECO 6 PLACES	831,63	0,00	5
16/03/2022	SUPPORTS CYCLES DECO 6 PLACES	415,99	0,00	5
16/03/2022	INVESTISSEMENT MATERIEL DE GYM - DILIGENT	11 506,32	0,00	5
16/03/2022	ACHAT D UNE VITRINE EXTERIEUR	612,44	0,00	5
16/03/2022	ACHAT DE LAVES MAINS ACCESSOIRES	420,07	0,00	5
17/03/2022	Achat de projecteurs LED pour éclairage entrepôt	1 647,31	0,00	5
17/03/2022	Achat d un chargeur batterie booster	287,90	0,00	5
17/03/2022	Achat d un chargeur batterie booster	772,80	0,00	5
17/03/2022	ACHAT DE POTELET	3 738,00	0,00	5
17/03/2022	OP 1099- Dans le cadre de l installation de nouveaux capteurs de CO2 Achat de câbles pour les alimen	360,00	0,00	5
18/03/2022	ACHAT PLANTES DECORATION MAIRIE	990,00	0,00	5
18/03/2022	COMMANDE FLEURS DECORATION	595,01	0,00	5
18/03/2022	ACHAT DE MOBILIER MAIRIE	873,21	0,00	10
18/03/2022	étude urbaine rue Filature	7 200,00	0,00	0
18/03/2022	F.F00355220200039 du 10/02/2022 - logiciel de reconnaissance	54 389,00	0,00	2
23/03/2022	ACHAT ARBRES ET ARBUSTES	998,36	0,00	5
25/03/2022	KIT TACTIQUE DE HANCHE ET CUISSE POUR AGENT DE LA PM	621,00	0,00	5
29/03/2022	Quartier de Beaumont- Plantation d un Liquidamba	269,50	0,00	10
29/03/2022	Parc urbain - Plantation de Prunus et Pyracantha	214,50	0,00	10
29/03/2022	Rue Colbert -Plantation de cupressocyparis	168,30	0,00	10
29/03/2022	Plantation arbres base de loisirs	1 131,48	0,00	10
01/04/2022	2 DOUCHETTES POUR LE LOGICIEL MAINTI4 POUR LE SERVICE TECHNIQUE	558,00	0,00	3
01/04/2022	ACHAT D INSTRUMENTS	3 140,00	0,00	5
05/04/2022	DALLES GAZON POUR LES ECOLES DE LATTRE ET SAINT EXUPERY	588,00	0,00	10
05/04/2022	CHAISES - TABLES POUR LE RESTAURANT MATERNEL MARIE CURIE - LA FONTAINE	8 192,33	0,00	10
05/04/2022	CONSTRUCTION SALLE LEPLAT	324,00	0,00	0
07/04/2022	subvention pour l accompagnement de la Ville sur les orientations du PADD territorial	9 000,00	0,00	5
07/04/2022	ACHAT MATERIEL DE SURVEILLANCE	218,99	0,00	5
07/04/2022	TABLEAU BLANC SERVICE FINANCES	196,33	0,00	10
08/04/2022	Police Municipale Mise en place d un adoucisseur EF-EC	5 427,84	0,00	5
08/04/2022	ACHAT CUNETTES / CIMETIERE	1 000,00	0,00	5
08/04/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry	1 589,53	0,00	5
09/04/2022	PUBLICATION MARCHE TRAVAUX REFECTION TOITURE ECOLE DELATTRE DE TASSIGNY	864,00	0,00	0
09/04/2022	3 BUTS DE FOOTBALL	119,49	0,00	5
12/04/2022	MUSELIERE MIXTE POUR CHIEN DE LA POLICE MUNICIPALE	55,95	0,00	5
13/04/2022	7 TROTTINETTES MID 7 BLEU MARINE ORANGE AVEC BEQUILLE	260,01	0,00	5
13/04/2022	1 LOT DE 30 COUCHETTES 130 X 54 CM EMPILABLE	938,12	0,00	10
13/04/2022	ACHAT D UN ASPIRATEUR EAU / POUSSIERE	238,80	0,00	5
22/04/2022	fournitures et assemblage des boitiers pour les capteurs de CO2	1 512,00	0,00	5
22/04/2022	ASSEMBLAGE DES BOITIERS CAPTEUR DE CO2	5 200,00	0,00	5
22/04/2022	MOBILIER DE BUREAU SERVICE RH	285,22	0,00	10
22/04/2022	2 REPOSE PIEDS POUR LE POLE SOCIAL	294,48	0,00	5
22/04/2022	Achat de caméras pour le CTM	703,97	0,00	5
22/04/2022	achat d un souffleur thérmique	741,60	0,00	5
22/04/2022	Achat panneau d information voie partagée RUE J.FERRY	276,00	0,00	5
23/04/2022	Achat de gros outillage pour les électriciens	4 741,49	0,00	5
23/04/2022	Fourniture et pose de camera vidéo	6 735,90	0,00	5
26/04/2022	FOUR ENCASTRABLE 60 CM ESSENTIEL B 8009263	379,05	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
26/04/2022	AUDIT FAISABILITE CUISINE CENTRALE	20 700,00	0,00	0
27/04/2022	Achat d équipements pour les nouveaux vehicules du CTM	1 389,02	0,00	5
27/04/2022	F.41506 du 13/04/2022 - 14 KAKEMONOS 400 100CM	1 108,80	0,00	5
27/04/2022	9 KAKEMONOS 400 100CM	756,00	0,00	5
27/04/2022	Achat d une visseuse pour le service des fêtes	341,30	0,00	5
27/04/2022	Achat de serrures pour les nouveaux véhicules	1 411,92	0,00	5
28/04/2022	AUTOLAVEUSE ONYX 43 LITHIUM ACCESSOIRES	4 032,78	0,00	5
03/05/2022	2 SECHES LINGE	759,10	0,00	5
03/05/2022	ACHAT FILET STADE DUBUS	1 422,72	0,00	5
03/05/2022	3 BUTS DE FOOTBALL	3 449,19	0,00	5
03/05/2022	3 BUTS DE FOOTBALL -	1 881,60	0,00	5
03/05/2022	ACHAT TAPIS DE BATTERIE INSTRUMENTS	1 613,00	0,00	5
04/05/2022	Mairie achat d une caméra et de moniteurs devis 89634	549,08	0,00	5
04/05/2022	Achat d extincteurs devis 36556260	3 118,06	0,00	5
04/05/2022	Achat de materiel de surveillance pour la mairie	170,05	0,00	5
05/05/2022	FOURNITURE / POSES BLOC AUTONOME - SALLE DELCOURT	3 949,20	0,00	0
05/05/2022	F.OC041982/D22 du 30/04/2022 - ACHAT D UNE DEBROUSAILLEUSE	949,00	0,00	5
05/05/2022	Achat de fournitures pour fabrication de capteurs CO2	8 000,00	0,00	5
05/05/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry	839,80	0,00	5
11/05/2022	ACHAT STENTOR SR 1038 VIOLA	567,00	0,00	5
11/05/2022	MISSION AMO - CENTRE SOCIAL LA LIONDERIE	56 148,00	0,00	0
12/05/2022	Achat de chargeurs pour capteurs CO2 pour les bureaux de votes s	292,00	0,00	5
12/05/2022	Achat de prises pour alimenter les chargeurs de capteurs de CO2	186,00	0,00	5
12/05/2022	NOUVEAU LOGICIEL AGORA POUR LA REGIE AEPE - MISE EN PLACE DE LA SOLUTION CADRAGE DU PROJET INSTALL	5 184,00	0,00	2
18/05/2022	Achat de détecteurs de CO2	919,22	0,00	5
18/05/2022	Mairie Achat de mobilier selon devis n°36561682	559,06	0,00	10
18/05/2022	Achat de chargeurs pour capteurs CO2 pour les bureaux de votes	6,77	0,00	5
18/05/2022	ACHAT BUT SYSTEME DE RELEVAGE	2 130,00	0,00	5
18/05/2022	7 TROTTINETTES MID 7 BLEU MARINE ORANGE AVEC BEQUILLE POUR LES CENTRES	220,00	0,00	5
18/05/2022	COMMANDE TRIEUR A CASE 2 COLONNES	276,38	0,00	5
18/05/2022	Base de loisirs, achat de tables de jeux	13 171,14	0,00	10
18/05/2022	Rue Aristide Briand - Plantation d arbustes	580,80	0,00	10
18/05/2022	Achat d un projecteur pour la Mairie	1 716,43	0,00	5
18/05/2022	Achat de gros outillage pour le service des fêtes	1 640,92	0,00	5
18/05/2022	Achat de gros outillage pour les menuisiers	2 151,78	0,00	5
19/05/2022	CHANTIER ACCESSBILITE SITE INTERNET VILLE DE HEM	12 000,00	0,00	2
20/05/2022	Achat de matériel de manutention	13 712,76	0,00	5
20/05/2022	Achat de Flyht case	379,00	0,00	5
27/05/2022	COQUE IBROZ XIAOMI REDMI 9T COQUE NOIRE - CADRE DE VIE	13,49	0,00	5
28/05/2022	Achat écrans et dalles acoustiques pour l ARP	2 506,88	0,00	5
28/05/2022	ournitures d écrans acoustiques et de dalles acoustiques suspendues coté ARP	8 804,33	0,00	5
31/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE CULTURE	3 148,80	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE SOCIAL	1 406,40	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE PEJ	3 484,80	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE DGS	703,20	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE DGS	2 613,60	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEURS PORTABLE CAB / COM	6 148,80	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEURS PORTABLE FRM	10 504,80	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEURS PORTABLE DSTA	1 406,40	0,00	3
31/05/2022	ORDINATEURS PORTABLE DSTA	2 109,60	0,00	3
01/06/2022	F.220502982 du 23/05/2022 - MARQUAGE ADHESIF FORD TRANSIT	696,00	0,00	5
02/06/2022	LAMPE TACTIQUE RECHARGEABLE	99,84	0,00	5
02/06/2022	2 TABLEAUX TRIPTYQUES EMAILLES BLANCS - CADRE ALUMINIUM STRIE NATUREL 1.2 X 2 m	1 031,49	0,00	10
02/06/2022	Police municipale fourniture et pose de stores devis I-22-04-16	454,80	0,00	5
03/06/2022	Achat de gros outillage pour le service plomberie	2 185,41	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
07/06/2022	F.625167 du 28/04/2022 - DIVISION PARCELLAIRE J.FERRY	1 500,00	0,00	5
10/06/2022	Achat d un enregistreur vidéo pour le CTM	255,00	0,00	5
10/06/2022	Fourniture et pose coffret caméra HD 039/040 RUE J.GUESDE	3 998,63	0,00	5
10/06/2022	Fourniture et pose d une caméra HD 032 SQUARE CHARCOT QPV	5 456,62	0,00	5
10/06/2022	Fourniture et pose d une caméra HD 032 SQUARE CHARCOT QPV	3 445,62	0,00	5
14/06/2022	Angle Gambette / Calvaire achat de balisettes et de panneaux de signalisation	1 894,80	0,00	5
15/06/2022	DEPOSE POSE AMPOULES - HEM TENNIS CLUB	4 134,00	0,00	5
15/06/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry	920,06	0,00	5
15/06/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry	10 966,31	0,00	5
15/06/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès devis	1 791,26	0,00	5
15/06/2022	TELEPHONE PORTABLE CIMETIERE	232,80	0,00	5
15/06/2022	TELEPHONE PORTABLE SPORT	186,00	0,00	5
15/06/2022	Achat de plaques d identification pour les nouvelles corbeilles de tri	1 590,00	0,00	5
15/06/2022	Achat de gros outillage pour les électriciens	2 334,36	0,00	5
16/06/2022	Achat de 1 rue du 6 juin 44 parcelle AS 271 pour parties parcelles AS 261-262-263-265-266	77 794,44	0,00	0
16/06/2022	KIT DE 9 TROUS OFFICIEL AFFG POUR LE PROJET FOOTGOLF	2 736,00	0,00	5
16/06/2022	Achat de gros outillage pour les menuisiers	685,92	0,00	5
16/06/2022	Achat de gros outillage pour les menuisiers	159,28	0,00	5
16/06/2022	Achat de gros outillage pour le service des fêtes	64,85	0,00	5
18/06/2022	ENSEIGNE MURALE O SOL EN ETRE - FERME BRAQUAVAL	252,00	0,00	5
18/06/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	555,66	0,00	5
18/06/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	653,89	0,00	5
21/06/2022	INTEGRATION TERRAIN BLANCHISSERIE AU BUDGET VILLE	1 019 226,11	0,00	0
21/06/2022	ROUTEUR POINT D ACCES WI FI - ASUS RT-AC1200 -- ECOLE VICTOR HUGO	58,63	0,00	3
23/06/2022	F.20220608-01 du 08/06/2022 - Achat de bornes anti stationne	1 320,00	0,00	5
24/06/2022	ACHAT CADRES SERVICE RELATION AVEC LA POPULATION	750,00	0,00	5
24/06/2022	ACHAT SCANNER FUJITSU SV600 ECOLE MUNICIPALE LA CANTORIA	613,88	0,00	5
24/06/2022	MOBILIER NOUVELLE ECOLE JULES FERRY --COMMANDE 221319CH026	393,30	0,00	10
24/06/2022	ACHAT BORDURES ACIER GALVA PAILLISOL	3 028,85	0,00	5
05/07/2022	ACHAT GRADINS EN VACHROMAT - MAISON DE L HISTOIRE	7 392,00	0,00	5
08/07/2022	achat de 3 remorques	15 878,40	0,00	5
08/07/2022	achat de remorques avec barrières	26 174,40	0,00	5
08/07/2022	Achat de 10 stands pop-up	6 670,80	0,00	5
13/07/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry	433,75	0,00	5
13/07/2022	achat d une poussette d un transat de chaises hautes et barrières de sécurité QPV	587,83	0,00	5
13/07/2022	achat de matériel devis 2022-05-12 QPV	1 124,40	0,00	5
19/07/2022	ACHAT PANNEAUX VANNES SPHERE	2 633,33	0,00	5
19/07/2022	F.FA-0070823 du 29/06/2022 - PPISOLI/SECHE LINGE COQUIN COQU	2 376,00	0,00	5
21/07/2022	Fourniture et pose d une caméra n° H82 rue du général Leclerc / Mairie	7 245,10	0,00	5
22/07/2022	ACHAT DE 10 TELEPHONES ET 10 LICENCES	4 798,38	0,00	3
22/07/2022	Fourniture et pose des caméras HD18 et HD19 Maison du foot selon devis QPV	8 377,14	0,00	5
26/07/2022	ACHAT DE CLOISONS / MAISON DE L HISTOIRE / ECF	7 031,40	0,00	5
26/07/2022	VITRAGE SUR TERRAIN PADEL	3 480,00	0,00	5
26/07/2022	25 PARASOLS DE PLAGE ET 25 PIEDS	792,90	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
27/07/2022	ACHAT D UNE OEUVRE HOMMAGE A ALFRED MANESSIER	800,00	0,00	5
27/07/2022	BORNE WIFI POUR LE PARC DE LA MAIRIE	3 973,62	0,00	3
27/07/2022	BORNE WIFI POUR LE PARC DE LA MAIRIE NUMERO 2	3 883,62	0,00	3
27/07/2022	ACHAT D UN GVE PACK MOBILITE PROTECTION VERRE TREMPE CROSSCALL	1 124,64	0,00	3
27/07/2022	ACHAT D UN GVE PACK MOBILITE PROTECTION VERRE TREMPE CROSSCALL	156,00	0,00	3
27/07/2022	ACHAT TABLES CHAISES SALLE BOURNAZEL	5 900,00	0,00	10
27/07/2022	Achat de range vélos devis 0178295	999,60	0,00	5
27/07/2022	MPE achat d un poubelle à couches QPV	43,50	0,00	5
27/07/2022	MPE Achat d un préparateur de biberon, de babyphones et d un réfrigirateur QPV	1 028,96	0,00	5
27/07/2022	MPE achat de matériel devis DE2002 QPV	1 699,00	0,00	5
27/07/2022	FOURNITURE D UN MATERIEL DE BRUMISATION POUR L ECOLE VICTOR HUGO	2 719,80	0,00	5
27/07/2022	Cour d école de Jules Ferry - Achat d un brumisateur	2 605,80	0,00	5
02/08/2022	COMMANDE MICROS EMM	1 638,45	0,00	5
02/08/2022	OP 799 - cimetière raccordement à la f ibre devis	10 381,13	0,00	5
02/08/2022	OP 799 - Fourniture et pose d une caméra n°H105 La Cantoria / Place de la République révisions de	15 798,31	0,00	5
05/08/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry selon devis n°15 719 494	433,75	0,00	5
05/08/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	10 428,88	0,00	5
09/08/2022	F.2022/610138 du 31/07/2022 - 2 LOTS DE 5 TABLEAUX MARGUERIT	455,83	0,00	5
09/08/2022	SAC A DOS SD SWAT POUR LA POLICE MUNICIPALE	76,49	0,00	5
09/08/2022	TABLE PPT 500 OUTDOOR 2	427,50	0,00	5
09/08/2022	Achat de flight case	3 885,60	0,00	5
09/08/2022	Achat d une imprimante d étiquettes et d un kit étiqueteuse	556,50	0,00	3
10/08/2022	achat d un amplificateur de signal GSM	693,44	0,00	5
10/08/2022	Nouvelle écvole J. Ferry achat de jeux mobiles	573,98	0,00	5
10/08/2022	F.2000985130 du 26/07/2022 - MPE achat d une armoire QPV	662,00	0,00	10
10/08/2022	Achat d outillages pour le service électricité du CTM	204,00	0,00	5
10/08/2022	Achat d outillages pour le service électricité du CTM	896,71	0,00	5
11/08/2022	Nouvelle écvole J. Ferry achat de jeux mobiles	22,50	0,00	5
18/08/2022	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE/ACHAT DE MATERIEL POUR LE NOUVEAU	7 500,00	0,00	5
23/08/2022	ACHAT PANNEAUX TRESPA POUR LE CIMETIERE	1 502,40	0,00	5
27/08/2022	Achat de boitiers pour detecteurs de CO2	46,39	0,00	5
27/08/2022	Achat de boitiers pour detecteurs de CO2	6 977,04	0,00	5
27/08/2022	Pose de sol souple nouveaux aires de jeux Delettre et M. Curie	6 977,04	0,00	5
15/09/2022	Nouvelle école J. Ferry achat de fournitures pour la fixation des tableaux	41,78	0,00	5
15/09/2022	Nouvelle école J. Ferry achat de vidéo projecteurs et d écrans numériques	14 923,20	0,00	5
20/09/2022	MICRO CRECHE OASIS/ CREATION ACHAT DE MATERIELS D EQUIPEMENT	609,26	0,00	5
20/09/2022	MICRO CRECHE OASIS/ CREATION ACHAT D EQUIPEMENT	1 507,09	0,00	5
20/09/2022	MICRO CRECHE OASIS/ CREATION ACHAT D EQUIPEMENT	270,69	0,00	5
21/09/2022	ACHAT TRIEUR ECOLE DE MUSIQUE LA CANTORIA	1 056,52	0,00	5
21/09/2022	Achat de fournitures pour le contrôle d accés de la nouvelle école J.Ferry	5 644,88	0,00	5
27/09/2022	OP 1099- VITRINE INTERIEURE EXTRA PLATE FOND METAL 9 FEUILLES PAR 9 POCHETTES DE 4 PLAQUES DE 42 A	169,98	0,00	10
27/09/2022	OP 1099- VITRINE INTERIEURE EXTRA PLATE FOND METAL 9 FEUILLES PAR 9 POCHETTES DE 4 PLAQUES DE 42 A	2 191,00	0,00	10
27/09/2022	Construction Bournazel achat de faïence colle et joint	36,85	0,00	5
27/09/2022	ACHAT D INSTRUMENTS ECOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE	79,00	0,00	5
29/09/2022	F.F0331602259 du 09/09/2022 - MICRO CRECHE OASIS/ POSTE DE R	79,99	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
29/09/2022	achat de panneaux de signalisation	997,32	0,00	5
29/09/2022	Achat d outillages pour le service électricité du CTM	300,00	0,00	5
29/09/2022	Achat de panneaux de messages pour les véhicules du CTM	865,13	0,00	5
29/09/2022	ECOLE J.FERRY Achat de carrés potagers	1 484,92	0,00	5
30/09/2022	F.FA-0087956 du 05/09/2022 - MPE achat de matériel devis 202	4 770,00	0,00	5
30/09/2022	CTM achat d une imprimante pour cartes salto	1 136,16	0,00	3
30/09/2022	Accompagnement pour études de développement économique, juridique et foncière	6 454,80	0,00	5
30/09/2022	Achat d une imprimante d étiquettes et d un kit étiqueteuse	432,00	0,00	3
30/09/2022	Parc urbain achat de matériel pour la sonorisation	7 864,25	0,00	5
07/10/2022	ACHAT LAVE VAISSELLE VALBREG MAISON DE L HISTOIRE	309,98	0,00	5
07/10/2022	ACHAT D UNE AUTOLAVEUSE SALLE BOURNAZEL	3 576,00	0,00	5
07/10/2022	SECHE LINGE ESSENTIEL B 8005493 - LAVE LINGE 1175864 INDESIT POUR L ECOLE VICTOR HUGO	758,10	0,00	5
07/10/2022	VELO VTC RIVERSIDE	259,00	0,00	5
07/10/2022	1 TABLE YPPERLIG 200 X 90 FRENE	229,00	0,00	10
07/10/2022	12 POUBELLES SMILEY FACE/COUVERCLE JAUNE/COUVERCLE GRIS A POSITIONNER DANS LES ENTREES DES ECOLES	4 319,38	0,00	5
07/10/2022	Ecole J.Ferry / La fontaine modification de la clôture dans la cour	1 828,30	0,00	5
07/10/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	3 134,71	0,00	5
08/10/2022	Ecole J.FERRY Achat de cylindre supplementaire	1 343,45	0,00	5
11/10/2022	MARQUAGE ADHESIF RENAULT KANGOO RENAULT MASTER	432,00	0,00	5
11/10/2022	Achat de tablettes pour le pilotage de la smart city éclairage public	1 458,00	0,00	3
11/10/2022	achat d un samsung galaxy s22 5g v2 noir 128 GO	771,60	0,00	5
12/10/2022	Nouvelle école J. Ferry achat de câbles pour raccordement matériel informatique	11 391,84	0,00	3
12/10/2022	BOURNAZEL Achat d un vide seau	265,22	0,00	5
12/10/2022	VICTOR HUGO/JEUX EXTERIEUR TOURNIQUET	11 401,20	0,00	5
12/10/2022	F.F2203537 du 02/09/2022 - MPE achat de mobilier devis W2201	12 385,70	0,00	10
12/10/2022	F.F2203770 du 16/09/2022 - MPE achat de mobilier devis W2201	444,43	0,00	10
12/10/2022	F.F2203946 du 23/09/2022 - MPE achat de mobilier devis W2201	1 548,12	0,00	10
12/10/2022	F.M006732195 du 25/08/2022 - MPE achat de mobilier de bureau	3 113,09	0,00	10
14/10/2022	F.F0331602981 du 29/09/2022 - ACHAT 2 TROTINETTES ELECTRIQUE	1 379,26	0,00	5
14/10/2022	F.FA2210-1537 du 05/10/2022 - ACHAT DE 10 ECRANS	1 656,00	0,00	3
18/10/2022	ANTENNE MOBILE POUR RADIO KANGOO PM	95,29	0,00	5
22/10/2022	Achat de barrières pour la pacerelle du Civron	1 229,33	0,00	5
22/10/2022	Nouvelles plantations d arbres achat de plaquettes de peuplier	1 814,12	0,00	5
22/10/2022	Construction Bournazel achat d un vide seau	203,23	0,00	5
25/10/2022	ACHAT HAUBOIS / CORDONS CLARINETTES	1 097,44	0,00	5
25/10/2022	ACHAT HAUTBOIS	1 750,00	0,00	5
25/10/2022	ACHAT DEUX TROMBONES / EMM	320,00	0,00	5
25/10/2022	ACHAT BARYTON 3 PISTONS	1 923,75	0,00	5
25/10/2022	ACHAT BANQUETTE PIANO	355,00	0,00	5
25/10/2022	ACHAT ELECTROMENAGER LAVE VAISSELLE BRANDT 60cm	964,94	0,00	5
26/10/2022	Centre Schweitzer - Etude de rénovation du site	10 080,00	0,00	0
26/10/2022	Mairie installation d une pompe de forage pour la géothermie	20 989,28	0,00	5
26/10/2022	Bournazel Achat d une alimentation pour la ventouse de la porte	116,11	0,00	5
26/10/2022	TRACEUR MULTIFONCTION ACCESSOIRES	3 740,28	0,00	3
26/10/2022	5 STATIONS D ACCUEIL COMPLEMENTAIRES POUR ORDINATEUR PORTABLE DU TELETRAVAIL	840,00	0,00	3
28/10/2022	Base de loisirs Achat de tables de pic nique	1 471,20	0,00	10
28/10/2022	BASE DE LOISIRS Achat de tables de pique nique	6 259,20	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
28/10/2022	Grand place Achat de panneaux Stationnement interdit .. et fournitures pour l installation	224,52	0,00	5
28/10/2022	Achat de malette d outillages pour le CTM	476,00	0,00	5
04/11/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	267,73	0,00	5
04/11/2022	ACHAT MATERIEL INFORMATIQUE PLAYSTATION 5 MANETTES XBOX SERIE X TV	6 010,00	0,00	3
04/11/2022	Ecole M.CURIE Raccordement fibre	6 930,88	0,00	5
15/11/2022	ACHAT DE MATERIAUX - BUDGET PARTICIPATIF PROJET JARDIN PARTAGE - TOUS AU JARDIN	4 610,64	0,00	5
15/11/2022	MOBILIER POUR NOUVELLE ECOLE JULES FERRY -- TABLES ET CHAISES	9 573,04	0,00	10
15/11/2022	MOBILIER ECOLE JULES FERRY	3 234,18	0,00	10
15/11/2022	MOBILIER NOUVELLE ECOLE JULES FERRY	338,28	0,00	10
15/11/2022	MOBILIER POUR LE ESPORT PORTE MANTEAUX-RATELIER VELOS	211,50	0,00	5
15/11/2022	DALLES ENGAZONNEES POUR L ECOLE VICTOR HUGO	556,80	0,00	5
16/11/2022	MICRO-CRECHE OASIS/ ACHAT DE VAISSELLE	92,77	0,00	5
16/11/2022	Achat habitation 421 rue J. Guesde parcelle BA 335 delib 2002/UR/76	294 300,00	0,00	0
16/11/2022	PPI SOLI MPE/ MATERIEL VIDEO	907,96	0,00	5
16/11/2022	Bournazel achat d équipement SALTO	8 978,26	0,00	5
16/11/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	386,42	0,00	5
16/11/2022	Centre social Bournazel achat de fournitures pour le contrôle d accès	1 159,27	0,00	5
18/11/2022	Verger Queen Elisabeth Plantation de rosiers Queen Elisabeth	34,10	0,00	10
24/11/2022	ACHAT D UN COFFRE FORT ELECTRONIQUE POUR LA POLICE MUNICIPALE	85,80	0,00	5
24/11/2022	Achat de radars pédagogiques	11 706,00	0,00	5
25/11/2022	F.60594 du 30/08/2022 - MPE/POSE SOL SOUPLE DES JEUX EXTERIE	36 714,00	0,00	5
25/11/2022	VEHICULE Kangoo Express 1,5 dCi 75ch Confort - PROPOSITION VO 002833 POUR LA POLICE MUNICIPALE- FC-2	10 800,00	0,00	5
25/11/2022	VEHICULE Master Fg F3300 L2H2 2,3 dCi 110ch Confort	22 800,00	0,00	5
25/11/2022	VEHICULE Kangoo Express 1,5 dCi 75 ch Confort	11 299,99	0,00	5
25/11/2022	Clio 1,0 Sce 65 ch Business	12 800,00	0,00	5
25/11/2022	VEHICULE Clio 1,0 Sce 65ch Business	12 800,00	0,00	5
25/11/2022	VEHICULE Clio 1,0 Sce 65ch Business	12 800,00	0,00	5
25/11/2022	F.F2204732 du 21/10/2022 - MPE Achat de meubles	1 925,89	0,00	10
28/11/2022	Fourniture et pose caméra vidéoprotection H94 croisement Lannelongue/B.Pascal QPV	12 274,58	0,00	5
28/11/2022	Mairie motorisation du portail devis 941387	7 956,85	0,00	5
28/11/2022	Nouvelle école J. Ferry achat de jeux mobiles devis 1935389	399,84	0,00	5
28/11/2022	Ecole J.Ferry Achat de plantes selon devis n°21003778	542,28	0,00	10
28/11/2022	Ecole J.Ferry Achat de plantes selon devis n°21003811	369,60	0,00	10
28/11/2022	ACHAT D UNE VITIRINE - SALLE BOURNAZEL	561,49	0,00	5
28/11/2022	ACHAT ELEMENTS DE CUISINE / BOURNAZEL	369,80	0,00	5
28/11/2022	ACHAT DE BANCS SALLE DES SPORT	880,37	0,00	5
28/11/2022	ACHAT D INSTRUMENTS EMM / LA CANTORIA	1 538,90	0,00	5
28/11/2022	ACHAT D INSTRUMENTS / ECOLE DE MUSIQUE LA CANTORIA	763,80	0,00	5
28/11/2022	ACHAT D INSTRUMENTS / ECOLE DE MUSIQUE LA CANTORIA	1 317,60	0,00	5
30/11/2022	Rue du Rivage Achat de panneau complet 3.5 tonnes selon devis n°33861	208,56	0,00	5
30/11/2022	F.221103453 du 22/11/2022 - Etang de pêche -La petite marque	759,00	0,00	5
30/11/2022	Achat de projecteurs devis FR106020	51,98	0,00	5
30/11/2022	Achat de projecteurs devis FR106020	263,18	0,00	5
30/11/2022	Achat d équipement pour ls nouveaux véhicules du CTM devis 220923A	2 745,89	0,00	5
01/12/2022	ACHAT DESTRUCTEUR - CNI / PASSEPORTS	1 909,99	0,00	5
01/12/2022	Nouvelle école J. Ferry achat de jeux mobiles devis 1935389	17,15	0,00	5
01/12/2022	MEUBLE CUBE KALLAX - EFFET CHENE BLANCHI 77 X 147 CM -- NUMERO CLIENT 839 08 17 008	74,99	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
01/12/2022	Achat de racks de rangement	12 683,39	0,00	5
01/12/2022	cimetière plantation d arbres	12 361,24	0,00	10
01/12/2022	Réalisation de fosses pour la végétalisation de façades	3 614,21	0,00	0
01/12/2022	Rond point oasis plantation d arbres	1 364,00	0,00	10
01/12/2022	Achat d un portique pour le rond point RUE DE CROIX	3 114,00	0,00	5
01/12/2022	GS V. Hugo plantation d arbres devis 21003709	2 068,93	0,00	10
01/12/2022	ECRAN INTERACTIF / MAISON D HISTOIRE LOCAL	21 357,94	0,00	10
01/12/2022	SONORISATION ESPACES CONFERENCES D EXPOSITIONS / MAISON D HISTOIRE LOCAL	18 221,11	0,00	10
01/12/2022	ACHAT VITIRINES MAISON D HISTOIRE LOCALE	6 758,40	0,00	10
01/12/2022	ACHAT CIMAISES / MAISON D HISTOIRE LOCALE	365,05	0,00	5
01/12/2022	ACHAT ORFLAMMES MAISON D HISTOIRE LOCALE	334,80	0,00	5
01/12/2022	SYSTEME SONORISATION NEUVE GRANGE ECR	16 640,17	0,00	5
02/12/2022	FOURNITURE POSE D UN GARDE CORPS MODULE SKATE PARK	1 440,00	0,00	5
02/12/2022	Achat de composants pour les détecteurs de CO2 selon devis n°2022050008	204,60	0,00	5
02/12/2022	Ferme Braquaval nouveau portail Achat d un cylindre electronique NEO selon devis n°17 303 087	562,00	0,00	5
02/12/2022	ACHAT PLAQUE TRESPA L 600 H 850 MM STADE HIDALGO	384,00	0,00	5
02/12/2022	TOTEM PUBLICITAIRE 1500 2000mm HEM EN FETE	474,00	0,00	5
02/12/2022	12 PAVILLONS FRANCE 21 PAVILLONS VILLE DE HEM	1 902,00	0,00	5
02/12/2022	ACHAT D UN LAVE-VAISSELLE POUR LE CABINET DU MAIRE	582,00	0,00	5
02/12/2022	Achat complémentaire d illuminations de noël pour le cloché de l église selon devis n°22109351	6 832,27	0,00	5
02/12/2022	PIAT Fourniture et pose d une centrale anti intrusion suivant devis n°22I298	2 910,00	0,00	5
02/12/2022	achat de panneaux entrée de ville devis 33119	177,36	0,00	5
02/12/2022	REAMENAGEMENT DES COURS D ECOLE - JEUX SPORTIFS MOBILIERS ELEMENTAIRE ECOLE VICTOR HUGO	1 019,36	0,00	5
02/12/2022	MAIRIE ACHAT DE MOBILIER SELON DEVIS N°36474451	283,25	0,00	10
02/12/2022	ACHAT DE TROIS PISTOLET GLOCK ET DE TROIS BATONS TELESCOPIQUES SELON DEVIS N°D2100103	1 962,00	0,00	5
02/12/2022	ACHAT VITRINE MAISON D HISTOIRE LOCALE	3 144,00	0,00	10
06/12/2022	F.1004101 du 16/11/2022 - VICTOR HUGO PARC/ PLANTATION TERRE	143,48	0,00	5
06/12/2022	ACHAT DE PROJECTEURS	1 056,49	0,00	5
06/12/2022	ACHAT DE TONDEUSES	15 057,60	0,00	5
06/12/2022	Achat de caisses pour batteries devis n° OC00150160/D	218,99	0,00	5
07/12/2022	ACHAT CIMAISES / MAISON D HISTOIRE LOCALE	115,28	0,00	5
07/12/2022	ACHAT MOBILIER ARRIERE CUISINE MAISON D HISTOIRE LOCALE	185,60	0,00	5
07/12/2022	ACHAT ECHELLE AVEC PLATEFORME MAISON D HISTOIRE LOCALE	1 011,48	0,00	5
07/12/2022	ACHAT D UN COLLECTEUR A MEGOT POUR LE PROJET COLLECTEUR MEGOTS - ZERO MEGOT DANS LE CADRE DU BUDGET	3 009,60	0,00	5
07/12/2022	DEVIS 025343 - MATERIEL DE CUISINE CONTENEUR - BALANCE - CENTRIFUGEUSE POUR LES ECOLES MARCEL PAGN	2 654,40	0,00	5
07/12/2022	ACHAT PLAQUES ALVEOLE EXPOSITION EXTERIEUR / MHL	348,00	0,00	5
07/12/2022	ACHAT DE PLAQUE PVC EXPOSITON EXTERIEUR	383,40	0,00	5
08/12/2022	REMPLACEMENT DE 2 CAMERAS DE VISIOCONFERENCE SALLE DE REUNION	748,80	0,00	3
08/12/2022	ACHAT IMPRIMANTE COULEUR POUR LA PM	358,80	0,00	3
08/12/2022	Ferme Braquaval nouveau portail Achat de clé de démontage pour cylindre selon devis n°17 303 087	15,72	0,00	5
08/12/2022	Ferme fanchomme plantation d arbres devis 21003712	33,00	0,00	10
08/12/2022	ACHAT DE PORTES MESSAGE CADRO CLIC MAISON D HISTOIRE LOCALE	815,94	0,00	5
08/12/2022	ACHAT D UNE LAMPE TACTIQUE RECHARGEABLE	115,20	0,00	5
08/12/2022	ACHAT MEUBLE SOUS EVIER	54,90	0,00	5
08/12/2022	rue du 6 juin 44 plantation d arbres devis 21003711	176,00	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/12/2022	Théatre de verdure Achat d arbustes selon devis n°21003775	901,34	0,00	10
08/12/2022	Allée Point Carré plantation d arbres devis 21003689	1 600,93	0,00	10
08/12/2022	Achat de gros matériel pour les espaces verts devis n° 41006	1 417,02	0,00	5
08/12/2022	Achat de gros matériel pour les espaces verts devis n° 41006	23 398,74	0,00	5
08/12/2022	Fournitures et pose de 2 pompes à jet pour les fontaines de la grande place selon devis n°C22111044-	3 750,78	0,00	5
08/12/2022	COMMANDE D INSTRUMENTS ECOLE DE MUSIQUE LA CANTORIA	730,20	0,00	5
13/12/2022	SIGNALISATION VEHICULE DE POLICE - SELON OFFRE DE PRIX N° 220504A	1 752,14	0,00	5
14/12/2022	Achat de moniteurs hausse de prix	17,25	0,00	5
16/12/2022	ACHAT DE DEUX KITS TASER ET DES ETUIS SELON DEVIS N°21014322	6 253,99	0,00	5
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
	SITE DILIGENT	1 487,52	0,00	0
TOTAL GENERAL		**11 332 172,37**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
	TONDEUSE FERRIS HW36 KA	4 116,12	5	4 116,12	0,00	582,00	582,00
	TONDEUSE AUTOPORTEE JOHN DEER	5 053,10	5	5 053,10	0,00	2 600,00	2 600,00
	MASTER-BENNE 67DKY E.V.	56 405,63	5	56 405,63	0,00	13 750,00	13 750,00
	KANGOO 545DGK59 MAGASIN	14 485,95	5	14 485,95	0,00	3 900,00	3 900,00
	FAUCHEUSE DEBROUS. BENNE	13 688,22	5	13 688,22	0,00	297,00	297,00
	16 TOTEMS ECOLE CRAYON	14 213,44	5	16 953,60	0,00	210,00	210,00
	RENAULT MASTER AE250PZ	25 600,90	5	25 600,90	0,00	5 115,00	5 115,00
	BALAYEUSE VOIRIE SWINGO	91 321,58	5	91 321,58	0,00	1 612,00	1 612,00
	TONDEUSE KUBOTA G23-HD ESPACES	22 700,08	5	22 700,08	0,00	3 000,00	3 000,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**247 585,02**					**31 066,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	31 336,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**3 700 000,00**	**3 086 527,67**											**58 456,21**	**73 267,31**
CCAS DE HEM	2013	P	RACHAT DU FLPA A VILOGIA	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIO	3 700 000,00	3 086 527,67	31,00	A	C		1,850	C		1,850	A-1	euros	58 456,21	73 267,31
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL					**3 700 000,00**	**3 086 527,67**											**58 456,21**	**73 267,31**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**35 482 300,72**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
A.J.T.F	36 610,00	SUBVENTION 2022
ACPG / CATM	400,00	SUBVENTION 2022
ACTIGYM	6 025,00	SUBVENTION + MAD
AINSI DANSE	23 000,00	SUBVENTION + MAD
AISE	86 650,00	SUB ET MAD
ALJUSTRELENSE	9 000,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
AMICALE DONNEURS DE SANG	1 945,00	SUBVENTION + MAD
APH	13 391,00	SUBVENTION 2022
ASS CLCV	1 500,00	SUBVENTION 2022
ATABAK	975,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
AU COEUR DES AULNES	200,00	SUBVENTION 2022
BGE	4 120,00	SUBVENTION 2022
BIBLIOTHEQUE POUR TOUS	10 950,00	SUBVENTION + MAD
BIEN VIVRE A HEM	10 000,00	SUBVENTION 2022
BUSABICLOU	900,00	SUBVENTION 2022
CENTRE SOCIAL 3 VILLES	227 805,00	SUBVENTION + MAD
CLUB CIN HEM A	1 150,00	SUBVENTION 2022
CLUB DE L AMITIE	200,00	SUBVENTION 2022
CLUB DES TROIS BAUDETS	300,00	SUBVENTION 2022
COLLEGE SAINT PAUL	465,00	SUBVENTION 2022
COMITE DEPARTEMENTAL D ATHLETISME	2 500,00	SUBVENTION 2022
COMITE DES ANCIENS DU PETIT LANNOY	1 100,00	SUBVENTION 2022
CONSEIL CITOYEN	2 270,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
CONSEIL DEPARTEMENTAL D ACCES AU DROIT	5 000,00	SUBVENTION 2022
COS DE LA VILLE DE HEM	44 700,00	SUBVENTION 2022
DEMOS - ONL	4 000,00	SUBVENTION 2022
DES COMMERCANTS D HEM J AIME	23 180,00	SUBVENTION 2022
DES JARDINS FAMILIAUX DES 3 FERMES	320,00	SUBVENTION 2022
ECOLE ET QUARTIER	8 422,50	SUBVENTION + MAD
ECOLE NOTRE DAME DE LOURDES	4 375,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
ESPACE DE VIE SAINT EXUPERY	145 620,85	SUBVENTION + MAD
FOYER LAIQUE BROSSOLETTE	500,00	SUBVENTION 2022
FOYER SOCIO EDUCATIF COLLEGE	3 850,00	SUBVENTION 2022
FRATERNELLE ANCIENS COMBATTANTS	400,00	SUBVENTION 2022
G.V BEAUMONT	250,00	SUBVENTION 2022
G.V HEM SPORT	250,00	SUBVENTION 2022
HEM ATHLETIC CLUB	1 500,00	SUBVENTION 2022
HEM BADMINTON	9 250,00	SUBVENTION 2022
HEM HANDBALL CLUB	250,00	SUBVENTION 2022
HEM SPORT BASKET	23 200,00	SUBVENTION + MAD
HEM TENNIS CLUB	21 300,00	SUBVENTION 2022
HEM VILLE EUROPE	1 600,00	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE
HISTORIHEM	350,00	SUBVENTION 2022
IMAGE ET PENSEE	32 278,00	SUBVENTION + MAD
J HEM ENTREPRENDRE	500,00	SUBVENTION 2022
J HEM PECHE	5 300,00	SUBVENTION 2022
JARDI J HEM	1 050,00	SUBVENTION 2022
JUDO CLUB HEM	12 900,00	SUBVENTION 2022
L AVENTURE	179 733,00	SUBVENTION 2022 + MAD
L ECOLE DU CHAT	500,00	SUBVENTION 2022
LA VAILLANTE	3 150,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
LE TREMPLIN	8 114,00	SUBVENTION 2022
LES AMIS DE BEAUMONT	3 000,00	SUBVENTION 2022
LES AMIS DE PARIS ROUBAIX	450,00	SUBVENTION 2022
LES JARDINS POPULAIRES	525,00	SUBVENTION 2022
LOUISE MICHEL	1 000,00	SUBVENTION 2022
MAISON DE L EAU, DE LA PECHE ET DE LA NATURE	2 945,00	SUBVENTION 2022
MEDIA	6 400,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
MISSION LOCALE DU VAL DE MARQUE	7 500,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
N DIDANCE	1 500,00	SUBVENTION 2022
OLYMPIC HEMOIS	9 100,00	SUBVENTION 2022
OMS	4 000,00	SUBVENTION 2022
ORDINAT HEM	114 202,00	SUBVENTION + MAD
OXYG HEM - ASSO MARRAINE JEUNES ESPOIRS	1 356,00	SUBVENTION 2022

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PACTE 59	63 500,00	SUBVENTION + MAD
PAUSE ET PARTAGE	42 850,00	SUBVENTION 2022
PETANQUE CLUB	37 100,00	SUBVENTION + MAD
PINGPONG CLUB	4 250,00	SUBVENTION + MAD
PLONGEE DES 3 VILLES	5 750,00	SUBVENTION + MAD
POTAGERS DE LA DIVERSITE	500,00	SUBVENTION 2022
RED INFINITY	400,00	SUBVENTION 2022
RESIDENTS DE LA TOUR BONNIER	230,00	SUBVENTION 2022
RESTO DU COEUR	10 650,00	MISE A DISPO DE LOCAUX
RETRO CLUB HEMOIS	890,00	SUBVENTION 2022
ROUBAIX HEM FUTSAL METROPOLE	6 000,00	SUBVENTION 2022
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	1 687,00	SUBVENTION 2022
SHOW BAND NEW SPIRIT	4 575,00	SUBVENTION + MAD
SIAVIC	10 800,00	SUBVENTION 2022
SOURIRE D AUTOMNE	1 300,00	SUBVENTION 2022
SPORTIVE COLLEGE RAYMOND DEVOS	400,00	SUBVENTION 2022
SPORTIVE COLLEGE SAINT PAUL	400,00	SUBVENTION 2022
STELE CHARLES DE GAULLE	400,00	SUBVENTION 2022
VELO CLUB DE HEM	100,00	SUBVENTION 2022
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**1 327 059,35**	

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**7,00**	**0,00**	**7,00**	**6,00**	**0,00**	**6,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	5,00	0,00	5,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**81,00**	**0,00**	**81,00**	**45,70**	**12,00**	**57,70**
FILIERE ADMINISTRATIVE CAT, A,B,C		81,00	0,00	81,00	45,70	12,00	57,70
FILIERE TECHNIQUE (c)		**160,00**	**0,00**	**160,00**	**82,60**	**46,91**	**129,51**
FILIERE TECHNIQUE CAT, A, B, C		160,00	0,00	160,00	82,60	46,91	129,51
FILIERE SOCIALE (d)		**19,00**	**0,00**	**19,00**	**10,80**	**4,90**	**15,70**
FILIERE SOCIALE		19,00	0,00	19,00	10,80	4,90	15,70
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**12,00**	**0,00**	**12,00**	**5,30**	**4,90**	**10,20**
FILIERE MEDICO SOCIALE		0,00	0,00	0,00	0,00	4,90	4,90
FILIERE MEDICO-SOCIALE		12,00	0,00	12,00	5,30	0,00	5,30
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**6,00**	**0,00**	**6,00**	**3,00**	**1,00**	**4,00**
FILIERE SPORTIVE		6,00	0,00	6,00	3,00	1,00	4,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**24,00**	**24,00**	**6,17**	**2,50**	**8,67**
FILIERE CULTURELLE		0,00	24,00	24,00	6,17	2,50	8,67
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**94,00**	**94,00**	**27,32**	**37,56**	**64,88**
FILIERE ANIMATION		0,00	94,00	94,00	27,32	37,56	64,88
FILIERE POLICE (j)		**19,00**	**0,00**	**19,00**	**18,00**	**0,00**	**18,00**
FILIERE POLICE MUNICIPALE		19,00	0,00	19,00	18,00	0,00	18,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**129,00**	**0,00**	**129,00**	**0,00**	**12,00**	**12,00**
AUTRES CAT, A, B, C		8,00	0,00	8,00	0,00	8,00	8,00
FILIERE ANIMATION CAT B,C		113,00	0,00	113,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE CAT, A, B, C		0,00	0,00	0,00	0,00	2,00	2,00
FILIERE POLICE MUNICIPALE		3,00	0,00	3,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE SPORTIVE CAT, A, B, C		5,00	0,00	5,00	0,00	1,00	1,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**426,00**	**118,00**	**544,00**	**198,89**	**121,77**	**320,66**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
GIP AGIRE VAL DE MARQUE			218 720,00
Autres organismes de regroupement			
Syndicat intercommunal des 3 villes (piscine)			214 762,13
SIVU VAL DE MARQUE			52 101,60

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	24 298 126,77	10 444 935,43	7 297 765,46	6 555 425,88
RECETTES	26 758 242,59	14 437 757,07	0,00	12 320 485,52
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	32 321 422,32	21 092 751,40	0,00	11 228 670,92
RECETTES	32 321 422,32	35 560 523,72	0,00	-3 239 101,40

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR / N°SIRET :				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	346 166,15	183 931,48	7 842,52	154 392,15
RECETTES	346 166,15	207 070,64	0,00	139 095,51
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 082 586,25	867 243,61	0,00	215 342,64
RECETTES	1 082 586,25	928 591,91	0,00	153 994,34

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	24 644 292,92	10 628 866,91	7 305 607,98	6 709 818,03
RECETTES	27 104 408,74	14 644 827,71	0,00	12 459 581,03
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	33 404 008,57	21 959 995,01	0,00	11 444 013,56
RECETTES	33 404 008,57	36 489 115,63	0,00	-3 085 107,06
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	58 048 301,49	32 588 861,92	7 305 607,98	18 153 831,59
TOTAL GENERAL DES RECETTES	60 508 417,31	51 133 943,34	0,00	9 374 473,97

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	24 644 292,92	10 628 866,91	7 305 607,98	6 709 818,03
RECETTES	27 104 408,74	14 644 827,71	0,00	12 459 581,03
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	33 404 008,57	21 959 995,01	0,00	11 444 013,56
RECETTES	33 404 008,57	36 489 115,63	0,00	-3 085 107,06
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	58 048 301,49	32 588 861,92	7 305 607,98	18 153 831,59
TOTAL GENERAL DES RECETTES	60 508 417,31	51 133 943,34	0,00	9 374 473,97

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	13 168 000,00	-10,16	46,23	0,00	6 087 566,40	-10,16
TFPNB	70 500,00	0,86	61,90	0,00	43 639,50	0,86
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**13 238 500,00**	**0,00**			**6 131 205,90**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 17/06/2023

Présenté par (1) FRANCIS VERCAMER.
A HEM, le 22/06/2023
FRANCIS VERCAMER

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A HEM, le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

01-VERCAMER FRANCIS	
02-NYS PASCAL	
03-BUYCK GUISLAINE	
04-LECLERCQ JEAN FRANCOIS	
05-DASSONVILLE ANNE	
06-SIBILLE PHILIPPE	
07-LEPLAT BLANDINE	
08-PASTOUR LAURENT	
09-LEPERS FABIENNE	
10-LAOUADI SAID	
11-KARRAD FATIMA	
12-DELEPAUT ETIENNE	
13-RUBIO COCQUEMPOT BARBARA	
14-NOCLAIN THERESE	
15-MATHOUR KHAMEL	
16-GUILLAIN EMMANUELLE	
17-MEERSEMAN JEROME	
18-EL AMRANI SANA	
19-MALAIZE JEAN ADRIEN	
20-NOUQUERET CLEMENTINE	
21-THIEFFRY THIBAUT	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

22-DEMEULENAERE ANNE CHARLOTTE	
23-DECOSTER GAETAN	
24-HONORE SABINE	
25-DUQUESNOY BRUNO	
26-CARBON EUGENIE	
27-BZIOUI RAFIK	
28-DUTRIAUX CHRISTELLE	
29-BOCQUET GUILLAUME	
30-LAHARNAR CHANTAL	
31-CHOUIA KARIMA	
32-LOUCHART MATHILDE	
33-DUPONT JACQUES	

Certifié exécutoire par (1) FRANCIS VERCAMER, compte tenu de la transmission en préfecture, le 23/06/2023, et de la publication le 23/06/2023

A ,le 22/06/2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : LE CONSEIL MUNICIPAL.

DEL/2023/FI/
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
(BUDGET PRINCIPAL)
APPROBATION DU COMPTE DE GESTION

Vu l'instruction M14,
Vu le Budget Primitif 2022,
Vu le Budget Supplémentaire 2022,
Vu les décisions modificatives n° 1, et n°2
Approuvés en Conseil Municipal,

Vu le compte de gestion 2022 établi au 31 décembre 2022 par le Receveur Municipal pour le budget principal,

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie et Administration générale du 12 juin 2023,

Par XXX voix pour et XXX abstention, le Conseil Municipal, après avoir délibéré sur les résultats définitifs de l'exercice 2022 et approuvé le Compte Administratif 2022, déclare :

- que le compte de gestion de la commune (budget principal), dressé par le Receveur Municipal pour l'exercice 2022, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part ;
- qu'il est conforme aux écritures et résultats comptables du budget principal repris dans les comptes de l'ordonnateur et dans les balances comptables définitives émises par le comptable public et validées par les services de l'ordonnateur.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/FI/
EXERCICE BUDGETAIRE 2023
BUDGET PRINCIPAL – REGULARISATION COMPTABLE – TRANSFERT DE PROVISION ANTERIEUREMENT CONSTITUEES EN RESERVES RECOMMANDATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

ANNULE ET REMPLACE LES DELIBERATIONS REFERENCEES DEL 2019/FI/21 DU 9 MAI 2019 ET DEL 2019/FI/105 DU 21 NOVEMBRE 2019

Au terme du contrôle qu'elle a effectué en 2018, la Chambre Régionale des Comptes, après justification par la ville des motifs de constitution des provisions, a considéré qu'une partie de celles-ci relevaient règlementairement, davantage de la mise en réserves que de la constitution de provisions.

Les délibérations référencées DEL 2019/FI/21 et DEL 2019/FI/105 votées en 2019, avaient pour objectif d'opérer le transfert, en conséquence, d'une partie de ces provisions vers un compte de réserve.

La délibération référencées DEL 2019/FI/21, intervenue le 9 Mai 2019, avait pour objectif d'acter le principe de transfert d'une partie des provisions vers le compte de réserve plus approprié pour un montant de 13 millions d'euros. Elle prévoyait également que ce transfert s'opère par opération non budgétaire.

La délibération référencée DEL 2019/FI/105, intervenue le 21 novembre 2019, avait pour seul objectif, à la demande des services de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), que de préciser les comptes à utiliser pour l'enregistrement des opérations comptables, devant permettre ce transfert de comptes de provision vers le compte de réserves, dans les seuls comptes de la ville, tenus par les services de la DGFIP.

Néanmoins depuis le vote des deux délibérations précitées, ces opérations prévues initialement comme des opérations non budgétaires, n'ont pas été enregistrées dans les comptes de la ville, tenus par les services de la DGFIP.

Des contacts ont donc été pris entre les services de la ville et ceux de la DGFIP afin de remédier à cette situation, et ce d'autant que la ville entendait pouvoir bénéficier de ces réserves pour financer son programme d'investissement sur la durée du mandat.

Il ressort de ces échanges entre les deux administrations que la correction à apporter aux comptes de la ville, consistant au transfert des provisions en réserve, devrait plutôt s'opérer par le biais d'opérations **semi-budgétaires**, ceci notamment afin d'autoriser précisément la ville à reprendre à son budget le montant des provisions transférées en réserve, en recettes d'investissement.

L'exécution comptable de cette correction s'opèrera quant à elle par émission d'un titre d'ordre mixte au compte 1068.

Enfin, et compte tenu de l'état au 31 décembre 2022 des provisions constituées, il est proposé de ne procéder au transfert de provisions vers le compte de réserve

approprié à hauteur de 12 800 000 euros contre 13 000 000 d'euros prévus initialement en 2019.

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie et Administration générale du lundi 12 juin 2023,

Par la présente délibération, M. le Maire demande donc au conseil municipal de l'autoriser à :

- Procéder au transfert d'une partie des provisions constituées au 31 décembre 2022, vers le compte de réserve, pour un montant de 12 800 000 euros
- De le faire par opérations semi-budgétaires et donc d'autoriser leur reprise en recette d'investissement au budget 2023
- D'opérer les opérations comptables suivantes :
    - Titres d'ordre mixte au compte 1068 « Excédent de fonctionnement capitalisé », pour 12 800 000 euros.
    - Débit des comptes :
        - **15181 pour 12 614 450,86 €**
        - **1581 pour 185 549,14 €**

Ainsi, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à procéder aux régularisations comptables sollicitées par la Chambre Régionale des Comptes, en transférant la somme de 12,8 millions d'euros des comptes de provisions vers le compte de mise en réserve, par opération semi-budgétaire.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire

EXERCICE BUDGETAIRE 2023
BUDGET SUPPLEMENTAIRE
(BUDGET PRINCIPAL)

Le budget supplémentaire s'élève pour l'exercice 2023 à :

POUR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 11 178 000,00 euros en recettes
- 11 178 000,00 euros en dépenses

POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 28 198 270,50 euros en recettes (reports et propositions nouvelles)
- 16 198 270,50 euros en dépenses (reports et propositions nouvelles)

Soit, un suréquilibre d'investissement de 12 000 000,00 euros.

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie et Administration générale du lundi 12 juin 2023

Par voix pour, voix contre et abstentions, le Conseil Municipal adopte ce budget supplémentaire.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - COMMUNE DE HEM (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21590299000013

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE LANNOY

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : VILLE DE HEM (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 23
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 25

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 121

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNE DE HEM VILLE DE HEM	BS 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	18810
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	37
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère : M.E.L	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0,0	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		1 099,00
2	Produit des impositions directes/population		594,00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		1 305,00
4	Dépenses d'équipement brut/population		297,00
5	Encours de dette/population		829,00
6	DGF/population		170,00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		60,40
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		91,00
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		22,80
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		63,50

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	11 178 000,00	15 171,50
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 11 162 828,50
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	11 178 000,00	11 178 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	8 900 505,04	24 205 448,86
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	7 297 765,46	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 3 992 821,64
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	16 198 270,50	28 198 270,50

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	27 376 270,50	39 376 270,50

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	5 001 029,90	0,00	1 226 816,10	1 226 816,10	6 227 846,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	12 032 833,00	0,00	430 000,00	430 000,00	12 462 833,00
014	Atténuations de produits	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65	Autres charges de gestion courante	3 124 208,00	0,00	1 694 813,00	1 694 813,00	4 819 021,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**20 159 070,90**	**0,00**	**3 351 629,10**	**3 351 629,10**	**23 510 700,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	111 021,00	0,00	44 135,90	44 135,90	155 156,90
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	30 000,00		0,00	0,00	30 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**20 300 091,90**	**0,00**	**3 395 765,00**	**3 395 765,00**	**23 695 856,90**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*400 000,00*		*7 782 235,00*	*7 782 235,00*	*8 182 235,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 600 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***2 000 000,00***		***7 782 235,00***	***7 782 235,00***	***9 782 235,00***
	TOTAL	**22 300 091,90**	**0,00**	**11 178 000,00**	**11 178 000,00**	**33 478 091,90**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**33 478 091,90**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	589 500,00	0,00	0,00	0,00	589 500,00
73	Impôts et taxes	10 699 000,00	0,00	0,00	0,00	10 699 000,00
74	Dotations et participations	10 603 599,00	0,00	14 768,00	14 768,00	10 618 367,00
75	Autres produits de gestion courante	317 615,00	0,00	0,00	0,00	317 615,00
	Total des recettes de gestion courante	**22 209 714,00**	**0,00**	**14 768,00**	**14 768,00**	**22 224 482,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	286,00	0,00	403,50	403,50	689,50
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**22 210 000,00**	**0,00**	**15 171,50**	**15 171,50**	**22 225 171,50**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*90 000,00*		*0,00*	*0,00*	*90 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***90 000,00***		***0,00***	***0,00***	***90 000,00***
	TOTAL	**22 300 000,00**	**0,00**	**15 171,50**	**15 171,50**	**22 315 171,50**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**11 162 828,50**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**33 478 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**9 692 235,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	203 900,00	70 037,10	101 670,00	101 670,00	375 607,10
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	3 141 100,00	7 227 728,36	8 514 532,24	8 514 532,24	18 883 360,60
	Total des dépenses d'équipement	**3 345 000,00**	**7 297 765,46**	**8 616 202,24**	**8 616 202,24**	**19 258 967,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**25 000,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**75 000,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 370 000,00**	**7 297 765,46**	**8 716 202,24**	**8 716 202,24**	**19 383 967,70**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*90 000,00*		*0,00*	*0,00*	*90 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*103 915,00*		*184 302,80*	*184 302,80*	*288 217,80*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***193 915,00***		***184 302,80***	***184 302,80***	***378 217,80***
	TOTAL	**3 563 915,00**	**7 297 765,46**	**8 900 505,04**	**8 900 505,04**	**19 762 185,50**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**19 762 185,50**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	538 150,00	0,00	0,00	0,00	538 150,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	76 267,00	76 267,00	76 267,00
	Total des recettes d'équipement	**538 150,00**	**0,00**	**76 267,00**	**76 267,00**	**614 417,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	850 000,00	0,00	0,00	0,00	850 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	16 104 943,82	16 104 943,82	16 104 943,82
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	51 850,00	0,00	7 700,24	7 700,24	59 550,24
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**921 850,00**	**0,00**	**16 112 644,06**	**16 112 644,06**	**17 034 494,06**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 460 000,00**	**0,00**	**16 238 911,06**	**16 238 911,06**	**17 698 911,06**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*400 000,00*		*7 782 235,00*	*7 782 235,00*	*8 182 235,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 600 000,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*103 915,00*		*184 302,80*	*184 302,80*	*288 217,80*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 103 915,00***		***7 966 537,80***	***7 966 537,80***	***10 070 452,80***
TOTAL		**3 563 915,00**	**0,00**	**24 205 448,86**	**24 205 448,86**	**27 769 363,86**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 992 821,64**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**31 762 185,50**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**9 692 235,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 226 816,10		1 226 816,10
012	Charges de personnel, frais assimilés	430 000,00		430 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 694 813,00		1 694 813,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	44 135,90	*0,00*	44 135,90
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*7 782 235,00*	7 782 235,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**3 395 765,00**	***7 782 235,00***	**11 178 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 178 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	50 000,00	*0,00*	50 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	15 742 260,60		15 742 260,60
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	171 707,10	*0,00*	171 707,10
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*29 002,80*	29 002,80
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*155 300,00*	155 300,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**16 013 967,70**	***184 302,80***	**16 198 270,50**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 198 270,50**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	14 768,00		14 768,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	403,50	*0,00*	403,50
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**15 171,50**	***0,00***	**15 171,50**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	11 162 828,50

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	11 178 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*29 002,80*	29 002,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	76 267,00	*155 300,00*	231 567,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 700,24	*0,00*	7 700,24
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*7 782 235,00*	7 782 235,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**133 967,24**	***7 966 537,80***	**8 100 505,04**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	3 992 821,64

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	16 104 943,82

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	28 198 270,50

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**5 001 029,90**	**1 226 816,10**	**1 226 816,10**
60228	Autres fournitures consommables	790,00	0,00	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	650,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	57 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	540 000,00	150 000,00	150 000,00
60621	Combustibles	430 000,00	250 000,00	250 000,00
60622	Carburants	88 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	511 250,09	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	6 300,00	1 000,00	1 000,00
60631	Fournitures d'entretien	34 532,83	10 000,00	10 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	71 822,09	2 930,00	2 930,00
60636	Vêtements de travail	33 403,17	10 000,00	10 000,00
6064	Fournitures administratives	26 246,02	6 374,40	6 374,40
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	1 203,16	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	60 295,17	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	281 455,33	94 118,00	94 118,00
611	Contrats de prestations de services	14 200,00	4 000,00	4 000,00
6132	Locations immobilières	25 500,00	18 200,00	18 200,00
6135	Locations mobilières	299 675,34	9 460,00	9 460,00
614	Charges locatives et de copropriété	31 750,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	63 980,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	231 291,10	23 300,00	23 300,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	800,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	7 540,74	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	65 000,00	80 000,00	80 000,00
61551	Entretien matériel roulant	86 424,44	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	148 028,59	48 270,00	48 270,00
6156	Maintenance	121 299,78	1 080,00	1 080,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	82 884,54	191 648,11	191 648,11
6168	Autres primes d'assurance	39 640,41	11 011,00	11 011,00
617	Etudes et recherches	19 940,00	63 040,00	63 040,00
6182	Documentation générale et technique	16 731,35	10 000,00	10 000,00
6184	Versements à des organismes de formation	42 104,86	9 500,00	9 500,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	4 157,17	1 500,00	1 500,00
6188	Autres frais divers	77 483,29	48 000,00	48 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	2 500,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	77 315,08	0,00	0,00
6228	Divers	37 747,44	770,00	770,00
6231	Annonces et insertions	19 405,05	1 728,00	1 728,00
6232	Fêtes et cérémonies	30 800,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	35 600,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	775,20	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	82 879,00	3 000,00	3 000,00
6248	Divers	4 997,06	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	5 130,00	0,00	0,00
6256	Missions	670,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	103 570,66	3 150,00	3 150,00
6261	Frais d'affranchissement	26 500,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	37 241,90	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	4 580,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	6 990,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 825,00	13 300,00	13 300,00
6288	Autres services extérieurs	936 474,04	160 786,59	160 786,59
63512	Taxes foncières	52 000,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 000,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	650,00	650,00	650,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**12 032 833,00**	**430 000,00**	**430 000,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	136 743,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	34 185,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	134 897,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	4 800 004,00	400 000,00	400 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	247 490,00	0,00	0,00
64114	Personnel titulaire - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 220 731,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	2 024 215,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis - indemnité inflation	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 188 904,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 842 349,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	81 751,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	250 000,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	7 500,00	30 000,00	30 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	64 064,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**
7391171	Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs	1 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 124 208,00**	**1 694 813,00**	**1 694 813,00**
6521	Déficit budgets annexes administratifs	360 000,00	1 664 813,00	1 664 813,00
6531	Indemnités	178 990,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	1 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	13 491,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	13 264,00	0,00	0,00
6535	Formation	14 000,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	300,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	25 000,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	1 124 312,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	25 000,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	3 000,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	400 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	914 101,00	30 000,00	30 000,00
658822	Aides	26 550,00	0,00	0,00
65888	Autres	20 200,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**20 159 070,90**	**3 351 629,10**	**3 351 629,10**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**111 021,00**	**44 135,90**	**44 135,90**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	25 000,00	0,00	0,00
6713	Secours et dots	1 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	29 560,05	6 998,29	6 998,29
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 000,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	460,95	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	25 000,00	37 137,61	37 137,61
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
6875	Dot. prov. risques et charges exception.	30 000,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**20 300 091,90**	**3 395 765,00**	**3 395 765,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***400 000,00***	***7 782 235,00***	***7 782 235,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***1 600 000,00***	***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*1 600 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 000 000,00***	***7 782 235,00***	***7 782 235,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 000 000,00***	***7 782 235,00***	***7 782 235,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**22 300 091,90**	**11 178 000,00**	**11 178 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**11 178 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00

Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**589 500,00**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	50 000,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	5 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	5 000,00	0,00	0,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	40 000,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	5 000,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	5 000,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	86 000,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	393 500,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**10 699 000,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	8 250 000,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	1 734 000,00	0,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	310 000,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	5 000,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	20 000,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	150 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	30 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	200 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**10 603 599,00**	**14 768,00**	**14 768,00**
7411	Dotation forfaitaire	3 305 000,00	0,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	5 150 000,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	350 000,00	0,00	0,00
744	FCTVA	25 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	263 399,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	0,00	14 768,00	14 768,00
74758	Participat° Autres groupements	80 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	892 000,00	0,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	35 000,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	150 000,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	350 000,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	3 200,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**317 615,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	225 000,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	92 615,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**22 209 714,00**	**14 768,00**	**14 768,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**286,00**	**403,50**	**403,50**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	403,50	403,50
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	286,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**22 210 000,00**	**15 171,50**	**15 171,50**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		22 300 000,00	15 171,50	15 171,50
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			0,00
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)			11 162 828,50
				=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			11 178 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**203 900,00**	**101 670,00**	**101 670,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	94 700,00	78 000,00	78 000,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	4 200,00	70,00	70,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	65 000,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	40 000,00	23 600,00	23 600,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
100	**Opération d'équipement n° 100 (5)**	**60 000,00**	**81 100,00**	**81 100,00**
1001	**Opération d'équipement n° 1001 (5)**	**37 000,00**	**0,00**	**0,00**
1002	**Opération d'équipement n° 1002 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1003	**Opération d'équipement n° 1003 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1005	**Opération d'équipement n° 1005 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1006	**Opération d'équipement n° 1006 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1009	**Opération d'équipement n° 1009 (5)**	**10 230,00**	**0,00**	**0,00**
101	**Opération d'équipement n° 101 (5)**	**90 000,00**	**63 550,00**	**63 550,00**
1010	**Opération d'équipement n° 1010 (5)**	**4 260,00**	**32 000,00**	**32 000,00**
1011	**Opération d'équipement n° 1011 (5)**	**0,00**	**57 500,00**	**57 500,00**
102	**Opération d'équipement n° 102 (5)**	**80 000,00**	**73 572,00**	**73 572,00**
103	**Opération d'équipement n° 103 (5)**	**0,00**	**8 710,00**	**8 710,00**
104	**Opération d'équipement n° 104 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
105	**Opération d'équipement n° 105 (5)**	**0,00**	**111 347,00**	**111 347,00**
106	**Opération d'équipement n° 106 (5)**	**200 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
1099	**Opération d'équipement n° 1099 (5)**	**354 730,00**	**201 256,40**	**201 256,40**
199	**Opération d'équipement n° 199 (5)**	**5 000,00**	**48 509,00**	**48 509,00**
200	**Opération d'équipement n° 200 (5)**	**4 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
201	**Opération d'équipement n° 201 (5)**	**258 000,00**	**421 203,72**	**421 203,72**
202	**Opération d'équipement n° 202 (5)**	**28 000,00**	**35 394,00**	**35 394,00**
203	**Opération d'équipement n° 203 (5)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
205	**Opération d'équipement n° 205 (5)**	**4 000,00**	**85 750,00**	**85 750,00**
206	**Opération d'équipement n° 206 (5)**	**33 000,00**	**0,00**	**0,00**
207	**Opération d'équipement n° 207 (5)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
299	**Opération d'équipement n° 299 (5)**	**26 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
300	**Opération d'équipement n° 300 (5)**	**76 000,00**	**20 750,00**	**20 750,00**
301	**Opération d'équipement n° 301 (5)**	**2 900,00**	**0,00**	**0,00**
302	**Opération d'équipement n° 302 (5)**	**0,00**	**6 500,00**	**6 500,00**
303	**Opération d'équipement n° 303 (5)**	**700,00**	**77 250,00**	**77 250,00**
304	**Opération d'équipement n° 304 (5)**	**434 000,00**	**1 230 000,00**	**1 230 000,00**
305	**Opération d'équipement n° 305 (5)**	**4 000,00**	**1 087 500,00**	**1 087 500,00**
306	**Opération d'équipement n° 306 (5)**	**45 300,00**	**60 750,00**	**60 750,00**
307	**Opération d'équipement n° 307 (5)**	**5 800,00**	**0,00**	**0,00**
309	**Opération d'équipement n° 309 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
313	**Opération d'équipement n° 313 (5)**	**0,00**	**76 267,00**	**76 267,00**
314	**Opération d'équipement n° 314 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
316	**Opération d'équipement n° 316 (5)**	**4 000,00**	**0,00**	**0,00**
317	**Opération d'équipement n° 317 (5)**	**3 800,00**	**7 000,00**	**7 000,00**
318	**Opération d'équipement n° 318 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
319	**Opération d'équipement n° 319 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
320	**Opération d'équipement n° 320 (5)**	**250 000,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**
399	**Opération d'équipement n° 399 (5)**	**20 000,00**	**36 278,00**	**36 278,00**
400	**Opération d'équipement n° 400 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
403	**Opération d'équipement n° 403 (5)**	**0,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
406	**Opération d'équipement n° 406 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
407	**Opération d'équipement n° 407 (5)**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
408	**Opération d'équipement n° 408 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
409	**Opération d'équipement n° 409 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
410	**Opération d'équipement n° 410 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
411	**Opération d'équipement n° 411 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
412	**Opération d'équipement n° 412 (5)**	**4 000,00**	**180 000,00**	**180 000,00**
413	**Opération d'équipement n° 413 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
414	**Opération d'équipement n° 414 (5)**	**0,00**	**8 700,00**	**8 700,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
499	**Opération d'équipement n° 499 (5)**	**13 000,00**	**21 225,12**	**21 225,12**
500	**Opération d'équipement n° 500 (5)**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
502	**Opération d'équipement n° 502 (5)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
503	**Opération d'équipement n° 503 (5)**	**3 700,00**	**223 500,00**	**223 500,00**
700	**Opération d'équipement n° 700 (5)**	**243 300,00**	**-1 080,00**	**-1 080,00**
701	**Opération d'équipement n° 701 (5)**	**107 500,00**	**180 000,00**	**180 000,00**
702	**Opération d'équipement n° 702 (5)**	**62 240,00**	**0,00**	**0,00**
706	**Opération d'équipement n° 706 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
710	**Opération d'équipement n° 710 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
711	**Opération d'équipement n° 711 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
713	**Opération d'équipement n° 713 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
714	**Opération d'équipement n° 714 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
715	**Opération d'équipement n° 715 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
716	**Opération d'équipement n° 716 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
717	**Opération d'équipement n° 717 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
718	**Opération d'équipement n° 718 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
799	**Opération d'équipement n° 799 (5)**	**152 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
800	**Opération d'équipement n° 800 (5)**	**107 000,00**	**0,00**	**0,00**
809	**Opération d'équipement n° 809 (5)**	**250 000,00**	**-59 000,00**	**-59 000,00**
823	**Opération d'équipement n° 823 (5)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**
825	**Opération d'équipement n° 825 (5)**	**1 140,00**	**0,00**	**0,00**
826	**Opération d'équipement n° 826 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
830	**Opération d'équipement n° 830 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
832	**Opération d'équipement n° 832 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
839	**Opération d'équipement n° 839 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
841	**Opération d'équipement n° 841 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
842	**Opération d'équipement n° 842 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
843	**Opération d'équipement n° 843 (5)**	**50 000,00**	**259 000,00**	**259 000,00**
844	**Opération d'équipement n° 844 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
846	**Opération d'équipement n° 846 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
847	**Opération d'équipement n° 847 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
848	**Opération d'équipement n° 848 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
849	**Opération d'équipement n° 849 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
850	**Opération d'équipement n° 850 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
852	**Opération d'équipement n° 852 (5)**	**4 000,00**	**120 000,00**	**120 000,00**
853	**Opération d'équipement n° 853 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
854	**Opération d'équipement n° 854 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
855	**Opération d'équipement n° 855 (5)**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
856	**Opération d'équipement n° 856 (5)**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
904	**Opération d'équipement n° 904 (5)**	**32 000,00**	**280 000,00**	**280 000,00**
907	**Opération d'équipement n° 907 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
908	**Opération d'équipement n° 908 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**3 345 000,00**	**8 616 202,24**	**8 616 202,24**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	50 000,00	50 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**25 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
454101	TX EXECUTES D OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS (6)	0,00	50 000,00	50 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 370 000,00**	**8 716 202,24**	**8 716 202,24**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***90 000,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*64 800,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*8 200,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13911	*Etat et établissements nationaux*	*64 800,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*8 200,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
139141	*Sub. transf cpte résult. Communes du GFP*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***103 915,00***	***184 302,80***	***184 302,80***
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*7 404,00*	*7 404,00*
21312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*300,00*	*300,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*11 370,00*	*11 370,00*
2135	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*9 928,80*	*9 928,80*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*22 415,00*	*110 000,00*	*110 000,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*81 500,00*	*45 300,00*	*45 300,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***193 915,00***	***184 302,80***	***184 302,80***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**3 563 915,00**	**8 900 505,04**	**8 900 505,04**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**7 297 765,46**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 198 270,50**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**538 150,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	538 150,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00
1336	Particip. pour voirie et réseaux transf.	0,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**76 267,00**	**76 267,00**
2313	Constructions	0,00	76 267,00	76 267,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**538 150,00**	**76 267,00**	**76 267,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**850 000,00**	**16 104 943,82**	**16 104 943,82**
10222	FCTVA	850 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	16 104 943,82	16 104 943,82
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**51 850,00**	**7 700,24**	**7 700,24**
275	Dépôts et cautionnements versés	5 000,00	7 700,24	7 700,24
2764	Créances sur personnes de droit privé	46 850,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**921 850,00**	**16 112 644,06**	**16 112 644,06**
454201	TRAVAUX EXECUTE D OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS RECETTES (5)	0,00	50 000,00	50 000,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 460 000,00**	**16 238 911,06**	**16 238 911,06**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***400 000,00***	***7 782 235,00***	***7 782 235,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***1 600 000,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2118	*Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28148	*Construct° sol autrui - Autres construct*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Cheptel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 410 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***2 000 000,00***	***7 782 235,00***	***7 782 235,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***103 915,00***	***184 302,80***	***184 302,80***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*29 002,80*	*29 002,80*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*103 915,00*	*155 300,00*	*155 300,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***2 103 915,00***	***7 966 537,80***	***7 966 537,80***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**3 563 915,00**	**24 205 448,86**	**24 205 448,86**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**3 992 821,64**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**28 198 270,50**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 100 (1)
LIBELLE : ECOLE MARCEL PAGNOL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 705 374,10**	**a 0,00**	**81 100,00**	**b 81 100,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**68 956,21**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	68 956,21	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**67 001,82**	**0,00**	**7 600,00**	**7 600,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	40 070,05	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	1 556,41	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	14 278,12	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	600,00	600,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 097,24	0,00	7 000,00	7 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 569 416,07**	**0,00**	**68 500,00**	**68 500,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	6 300,00	6 300,00	0,00
2313	Constructions	1 559 879,99	0,00	62 200,00	62 200,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	9 536,08	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-81 100,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1001 (1)
LIBELLE : MAIRIE 42 RUE GAL LECLERC CONCIERGERIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**119 144,06**	**a 4 348,69**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**35 820,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	35 820,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**48 589,55**	**4 348,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 421,19	0,00	0,00	0,00	0,00
21311	Hôtel de ville	44 168,36	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	4 348,69	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**34 734,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	23 251,95	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	10 042,56	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-4 348,69**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1002 (1)
LIBELLE : MAIRIE 38 RUE DU GENERAL LECLERC

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**28 466,76**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**6 654,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 574,90	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 079,47	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**21 812,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	13 894,37	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	7 918,02	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1003 (1)
LIBELLE : FINANCES ET INFORMAT IQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		150 499,40	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**36 379,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	36 379,62	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**114 119,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	114 119,78	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1005 (1)
LIBELLE : IMPRIMERIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		1 196,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1006 (1)
LIBELLE : ATELIERS MUNICIPAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**192 395,30**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**29 683,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	22 458,60	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	7 154,77	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**82 729,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	77 794,44	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 598,08	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 336,90	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**79 982,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	75 947,51	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	4 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1009 (1)
LIBELLE : POLICE MUNICIPALE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**804 045,67**	**a 4 440,02**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**29 770,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	29 770,28	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**209 436,92**	**4 440,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	59 642,37	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	22 965,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	25 391,59	0,00	0,00	0,00	0,00
2185	Cheptel	3 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	97 517,15	4 440,02	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**564 838,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	564 838,47	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-4 440,02**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 101 (1)
LIBELLE : ECOLE V.HUGO

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 693 588,41**	**a 0,00**	**63 550,00**	**b 63 550,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**73 041,74**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	73 041,74	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**105 759,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21312	Bâtiments scolaires	76 167,09	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	287,03	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 695,05	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	25 610,31	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 514 787,19**	**0,00**	**58 550,00**	**58 550,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	8 100,00	8 100,00	0,00
2313	Constructions	1 442 486,46	0,00	50 450,00	50 450,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	72 300,73	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-63 550,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1010 (1)
LIBELLE : NOUVEAU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 780 323,41**	**a 35 173,30**	**32 000,00**	**b 32 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**91 683,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	91 455,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	227,52	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**370 858,02**	**35 173,30**	**27 000,00**	**27 000,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	13 940,32	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	1 554,67	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	13 788,00	5 999,48	20 000,00	20 000,00	0,00
2182	Matériel de transport	91 053,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 967,42	0,00	7 000,00	7 000,00	0,00
2184	Mobilier	14 702,91	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	232 851,10	29 173,82	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 317 782,29**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 313 113,33	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 668,96	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-67 173,30**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1011 (1)
LIBELLE : NOUVELLE MAIRIE CENTRALE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**680 060,73**	**a 0,00**	**57 500,00**	**b 57 500,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**563 861,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	15 284,14	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	110 501,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	119 420,94	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	318 654,40	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**116 199,65**	**0,00**	**57 500,00**	**57 500,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	57 500,00	57 500,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	116 199,65	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-57 500,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 102 (1)
LIBELLE : ECOLE M CURIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**149 861,34**	**a 0,00**	**73 572,00**	**b 73 572,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**5 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**39 609,11**	**0,00**	**12 250,00**	**12 250,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	301,39	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	19 272,97	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 034,75	0,00	12 250,00	12 250,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**110 252,23**	**0,00**	**56 322,00**	**56 322,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00
2313	Constructions	110 252,23	0,00	46 322,00	46 322,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-73 572,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 103 (1)
LIBELLE : G.S.ST EXUPERY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**215 272,22**	**a 0,00**	**8 710,00**	**b 8 710,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**2 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	2 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**59 230,61**	**0,00**	**2 500,00**	**2 500,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	3 066,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	2 610,70	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	2 591,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	12 623,87	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	5 914,31	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	32 423,23	0,00	2 500,00	2 500,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**153 241,61**	**0,00**	**6 210,00**	**6 210,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	6 210,00	6 210,00	0,00
2313	Constructions	140 537,25	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	12 704,36	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-8 710,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 104 (1)
LIBELLE : ECOLE LA FONTAINE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 223 460,62**	**a 59 254,37**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**47 172,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	47 172,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**176 770,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	2 373,77	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	2 118,74	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 040,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	162 811,11	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	65,74	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 360,87	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**999 518,33**	**59 254,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	11 174,11	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	986 883,35	59 254,37	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	424,75	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 036,12	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-59 254,37**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 105 (1)
LIBELLE : ECOLE JULES FERRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**5 322 525,27**	**a 866 048,12**	**111 347,00**	**b 111 347,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**395 169,12**	**6 450,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	395 169,12	6 450,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**87 100,11**	**11 190,83**	**29 347,00**	**29 347,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	911,88	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	6 481,03	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	1 400,15	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	447,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	26 315,04	1 128,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	13 538,80	4 677,49	29 347,00	29 347,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	38 005,99	2 385,34	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 840 256,04**	**848 407,29**	**82 000,00**	**82 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	4 698 828,55	848 407,29	82 000,00	82 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 284,34	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	135 143,15	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-977 395,12**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 106 (1)
LIBELLE : ECOLE TASSIGNY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 604 353,43**	**a 147 784,51**	**200 000,00**	**b 200 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**93 408,24**	**1 704,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	92 544,24	1 704,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**42 996,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	215,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	5 816,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	14 821,76	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	322,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	21 821,46	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 467 948,77**	**146 080,51**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 460 683,75	146 080,51	200 000,00	200 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	7 265,02	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-347 784,51**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1099 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS ADMINISTRATIFS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 890 266,72**	**a 276 221,51**	**201 256,40**	**b 201 256,40**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**562 334,99**	**5 143,20**	**960,00**	**960,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	152 154,60	4 557,60	0,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	9 304,88	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	113 387,77	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	287 487,74	585,60	960,00	960,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 315 098,76**	**246 722,32**	**67 264,14**	**67 264,14**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	5 199,04	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	36 934,96	0,00	0,00	0,00	0,00
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	9 556,06	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	19 385,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	11 791,80	0,00	26 550,00	26 550,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	12 144,18	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	6 421,30	2 210,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	667 497,18	73 741,89	2 500,00	2 500,00	0,00
2184	Mobilier	64 517,25	2 357,41	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	485 850,94	163 213,98	38 214,14	38 214,14	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 012 832,97**	**24 355,99**	**133 032,26**	**133 032,26**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	3 837,82	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 008 995,15	24 355,99	133 032,26	133 032,26	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-477 477,91**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 199 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS SCOL.

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 032 178,80**	**a 14 516,84**	**48 509,00**	**b 48 509,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**47 814,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	20 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	27 114,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**843 064,14**	**14 516,84**	**36 009,00**	**36 009,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	4 956,80	0,00	348,00	348,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	98 367,35	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	91 453,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	27 822,54	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	264 145,58	3 530,50	22 441,00	22 441,00	0,00
2184	Mobilier	228 645,59	10 112,70	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	127 673,19	873,64	13 220,00	13 220,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**141 300,66**	**0,00**	**12 500,00**	**12 500,00**	**0,00**
2313	Constructions	119 761,27	0,00	12 500,00	12 500,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	21 539,39	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-63 025,84**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 200 (1)
LIBELLE : SALLE DES FETES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**217 593,80**	**a 13 800,00**	**200 000,00**	**b 200 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**3 708,90**	**13 800,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	3 708,90	13 800,00	200 000,00	200 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**17 070,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	6 861,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 209,36	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**196 814,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	171 609,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	25 204,97	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-213 800,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 201 (1)
LIBELLE : SALLE H DUNANT Brasiello

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**394 633,49**	**a 2 747,76**	**421 203,72**	**b 421 203,72**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**10 660,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	10 660,40	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**96 003,09**	**2 747,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	10 912,43	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	84 883,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	207,66	2 747,76	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**287 970,00**	**0,00**	**421 203,72**	**421 203,72**	**0,00**
2313	Constructions	284 556,25	0,00	421 203,72	421 203,72	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 978,86	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	434,89	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-423 951,48**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 202 (1)
LIBELLE : SALLE FRANCHOMME

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 139 262,37**	**a 59 404,59**	**35 394,00**	**b 35 394,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**57 455,07**	**720,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	37 470,60	720,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	1 268,15	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	18 716,32	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**285 525,94**	**26 529,56**	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	172 936,21	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 563,11	15 022,80	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 317,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	91 317,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	18 391,93	11 506,76	3 000,00	3 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**796 281,36**	**32 155,03**	**32 394,00**	**32 394,00**	**0,00**
2313	Constructions	790 885,49	32 155,03	32 394,00	32 394,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 395,87	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-94 798,59**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 203 (1)
LIBELLE : ATELIERS THEATRE DE L AVENTURE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**83 927,62**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 440,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 116,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	9 116,60	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**73 371,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	73 371,02	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 205 (1)
LIBELLE : CIB CENTRE INTERG. DE BEAUMONT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**90 101,79**	**a 0,00**	**85 750,00**	**b 85 750,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**90 101,79**	**0,00**	**15 750,00**	**15 750,00**	**0,00**
2313	Constructions	88 179,65	0,00	15 750,00	15 750,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 922,14	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-85 750,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 206 (1)
LIBELLE : LA CANTORIA

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 607 111,62**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**81 097,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	81 097,36	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**269,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	269,99	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 525 744,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 475 890,96	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	26 452,70	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	23 400,61	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 207 (1)
LIBELLE : TIERS LIEU J FERRY

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 43 200,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	43 200,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	43 200,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-43 200,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 299 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS CULT.

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**58 613,35**	**a 15 150,80**	**10 000,00**	**b 10 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**43 076,58**	**15 150,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	655,67	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 299,18	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	41 121,73	15 150,80	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**15 536,77**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	15 536,77	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-25 150,80**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 300 (1)
LIBELLE : TENNIS DES 3 BAUDETS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**475 647,65**	**a 0,00**	**20 750,00**	**b 20 750,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 750,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	511,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	1 590,68	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 648,40	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**469 896,99**	**0,00**	**20 750,00**	**20 750,00**	**0,00**
2313	Constructions	469 896,99	0,00	20 750,00	20 750,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-20 750,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 301 (1)
LIBELLE : COMPLEXE DUBUS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 521 733,48**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**78 874,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	78 874,85	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**129 222,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	29 726,89	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	59,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	14 396,02	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 095,71	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	6 632,99	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	74 311,79	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 313 635,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	2 258 923,28	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	54 712,67	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 302 (1)
LIBELLE : SALLE J JAURES/CRUYP ENINCK

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**90 012,54**	**a 0,00**	**6 500,00**	**b 6 500,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 355,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	59,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	2 296,32	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**87 656,94**	**0,00**	**6 500,00**	**6 500,00**	**0,00**
2313	Constructions	87 135,99	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	6 500,00	6 500,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	520,95	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-6 500,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 303 (1)
LIBELLE : SALLE E DELCOURT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**12 164,70**	**a 0,00**	**77 250,00**	**b 77 250,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 560,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 234,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	6 997,20	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	237,38	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**370,12**	**0,00**	**77 250,00**	**77 250,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	77 250,00	77 250,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	370,12	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-77 250,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 304 (1)
LIBELLE : SALLE JEAN LEPLAT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**150 483,58**	**a 311 255,66**	**1 230 000,00**	**b 1 230 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**140 588,74**	**270 743,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	140 264,74	270 743,66	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	324,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**365,71**	**4 992,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	365,71	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	4 992,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**9 529,13**	**35 520,00**	**1 230 000,00**	**1 230 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	7 622,36	35 520,00	1 100 000,00	1 100 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 906,77	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 541 255,66**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 305 (1)
LIBELLE : SITE ANDRE DILIGENT anc.site B.Pascal

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**11 873,48**	**a 17 248,16**	**1 087 500,00**	**b 1 087 500,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 671,84**	**3 180,00**	**54 500,00**	**54 500,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	3 807,84	3 180,00	54 500,00	54 500,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**120,00**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**7 081,64**	**14 068,16**	**1 030 000,00**	**1 030 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	14 068,16	1 030 000,00	1 030 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 462,99	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 618,65	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 104 748,16**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 306 (1)
LIBELLE : SALLE/TERR.BEAUMONT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**91 295,38**	**a 0,00**	**60 750,00**	**b 60 750,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**270,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	270,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 960,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 960,75	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**87 064,63**	**0,00**	**60 750,00**	**60 750,00**	**0,00**
2313	Constructions	62 877,33	0,00	60 750,00	60 750,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	23 908,13	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	279,17	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-60 750,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 307 (1)
LIBELLE : TRIBUNES HIDALGO

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**9 769,78**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 952,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 952,40	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**56,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	56,38	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 761,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	4 761,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 309 (1)
LIBELLE : STADE HIDALGO/LIONDE RIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**444 597,08**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 386,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	4 386,35	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**440 210,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	440 210,73	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 313 (1)
LIBELLE : BASSIN DE NATATION

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**203 405,56**	**a 6 933,32**	**76 267,00**	**b 76 267,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**8 651,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	3 499,97	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 151,96	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**194 753,63**	**6 933,32**	**76 267,00**	**76 267,00**	**0,00**
2313	Constructions	194 753,63	6 933,32	76 267,00	76 267,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 76 267,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**76 267,00**
2313	Constructions	0,00	76 267,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-6 933,32**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 314 (1)
LIBELLE : SKATE PARK

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		44 652,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	44 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	44 652,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 316 (1)
LIBELLE : NOUVELLE SALLE DE BO XE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**120 344,85**	**a 1 335,68**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 120,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	3 120,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**117 224,85**	**1 335,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	117 224,85	1 335,68	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 335,68**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 317 (1)
LIBELLE : MAISON DU FOOT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**25 572,09**	**a 0,00**	**7 000,00**	**b 7 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**24 436,93**	**0,00**	**7 000,00**	**7 000,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	7 000,00	7 000,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	23 347,45	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 089,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 135,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	1 135,16	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-7 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 318 (1)
LIBELLE : TERRAINS MULTISPORT / TRIANGLE DES SAULES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**46 824,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**46 824,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	45 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 319 (1)
LIBELLE : TERRAINS MULTISPORTS / RUE CALMETTE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**20 585,68**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**17 552,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	17 552,08	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 033,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	3 033,60	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 320 (1)
LIBELLE : DOJO ROUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**288 041,81**	**a 446 508,39**	**2 000 000,00**	**b 2 000 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**288 041,81**	**127 520,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	288 041,81	127 520,28	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**313 988,11**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	313 988,11	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-2 446 508,39**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 399 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS SPORT.

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**177 208,90**	**a 6 346,08**	**36 278,00**	**b 36 278,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**960,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	960,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**138 953,03**	**6 346,08**	**36 278,00**	**36 278,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 755,86	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	131 197,17	6 346,08	36 278,00	36 278,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**37 295,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	26 804,51	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	10 491,36	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-42 624,08**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 400 (1)
LIBELLE : HALTE GARDERIE COQUIN COQUINE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		29 233,48	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	15 512,77	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	15 512,77	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	13 720,71	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	13 720,71	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 403 (1)
LIBELLE : MAISON DES ASSOCIATIONS NADINE BRASIELLO

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	300 000,00	b 300 000,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	**Subventions d'investissement**	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-300 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 405 (1)
LIBELLE : CENTRE SCHWEITZER

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 406 (1)
LIBELLE : SUP.BEAUMONT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**32 411,72**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**630,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	630,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**31 781,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	31 781,72	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 407 (1)
LIBELLE : MAIL DUNANT S.J.SOCK EEL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**222 777,34**	**a 0,00**	**40 000,00**	**b 40 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**8 790,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	8 790,60	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**38 621,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	1 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	2 466,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	34 994,94	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**175 365,02**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	174 985,06	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	225,02	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	154,94	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-40 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 408 (1)
LIBELLE : MAISON PETITE ENFANC E

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**591 059,70**	**a 134 627,72**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**17 772,00**	**1 224,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	16 908,00	1 224,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**147 741,88**	**556,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	394,42	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 964,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	36 714,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	398,98	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	20 860,94	556,34	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	86 408,02	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**425 545,82**	**132 847,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	425 545,82	132 847,38	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-134 627,72**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 409 (1)
LIBELLE : RESTRUCT.DU CENTRE A.SCHWEITZER

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**447 034,03**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**32 423,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	32 423,38	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**15 994,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2138	Autres constructions	1 063,02	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 428,69	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 502,63	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**398 616,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	397 105,69	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 510,62	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 410 (1)
LIBELLE : RELOC. CENTRE SOCIAL DES HAUTS CHAMPS RELOC. CENTRE SOCIAL DES 3 VILLES RELOC. CENTRE SOCIAL DES 3 VILLES RELOC. CENTRE SOCIAL DES HAUTS CHAMPS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 523 174,88**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 101,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 101,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**6 939,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2181	Installat° générales, agencements	4 005,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 933,40	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 515 134,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	4 515 134,88	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 411 (1)
LIBELLE : CENTRE SOLIDAIRE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**441 797,30**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**9 205,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	9 205,40	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 708,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	5 708,02	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**426 883,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	420 064,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 819,48	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 412 (1)
LIBELLE : CENTRE SOCIAL LIONDERIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		57 228,00	a 72 772,00	180 000,00	b 180 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	57 228,00	72 772,00	180 000,00	180 000,00	0,00
2031	Frais d'études	57 228,00	72 772,00	180 000,00	180 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-252 772,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 413 (1)
LIBELLE : BOULANGERIE DE BEAUMONT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**34 725,53**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**34 725,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	34 725,53	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 414 (1)
LIBELLE : CENTRE SOCIAL ANNEXE BOURNAZEL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 811 693,20**	**a 88 728,23**	**8 700,00**	**b 8 700,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**21 240,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	21 240,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**29 391,82**	**1 290,00**	**3 000,00**	**3 000,00**	**0,00**
2184	Mobilier	5 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	23 491,82	1 290,00	3 000,00	3 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 761 061,38**	**87 438,23**	**5 700,00**	**5 700,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 719 704,03	87 438,23	5 700,00	5 700,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	41 357,35	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-97 428,23**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 499 (1)
LIBELLE : EQPT SOCIAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**153 747,44**	**a 0,00**	**21 225,12**	**b 21 225,12**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**31 422,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	27 846,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	3 576,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**23 865,71**	**0,00**	**21 225,12**	**21 225,12**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	3 550,80	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	262,95	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	20 051,96	0,00	21 225,12	21 225,12	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**98 459,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	98 459,73	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-21 225,12**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 500 (1)
LIBELLE : EGLISE ST CORNEILLE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**439 404,47**	**a 0,00**	**100 000,00**	**b 100 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**2 478,68**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	2 478,68	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**42 953,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	42 953,51	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**393 972,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	391 306,79	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 665,49	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-100 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 502 (1)
LIBELLE : CIMETIERE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**537 038,50**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**219 394,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	924,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	85 049,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	29 927,88	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	16 975,55	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	86 518,15	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**317 643,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	100 904,69	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	118 349,74	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	98 389,43	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2182	Matériel de transport	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 503 (1)
LIBELLE : COLUMBARIUM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**44 671,02**	**a 0,00**	**223 500,00**	**b 223 500,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**44 671,02**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	44 671,02	0,00	1 000,00	1 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**222 500,00**	**222 500,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	222 500,00	222 500,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-223 500,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 700 (1)
LIBELLE : VOIRIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**3 808 345,43**	**a 272 006,62**	**-1 080,00**	**b -1 080,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**57 362,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	57 362,43	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**568 652,44**	**34 440,16**	**-1 080,00**	**-1 080,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	4 768,05	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	90 105,95	3 900,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 664,10	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	8 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	457 786,34	30 540,16	-1 080,00	-1 080,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 182 330,56**	**237 566,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 414 840,07	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 754 710,49	237 566,46	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	12 780,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1336	Particip. pour voirie et réseaux transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-270 926,62**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 701 (1)
LIBELLE : ECLAIRAGE PUBLIC

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**6 620 925,26**	**a 2 527 263,51**	**180 000,00**	**b 180 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**16 850,58**	**18 360,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	15 014,58	18 360,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 836,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 600 281,41**	**11 365,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	297 276,88	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 333 037,73	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	874 047,41	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 458,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	94 461,39	11 365,49	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**4 003 793,27**	**2 497 538,02**	**180 000,00**	**180 000,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	211 988,94	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	49 621,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 656 317,73	2 497 538,02	180 000,00	180 000,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	85 865,40	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-2 707 263,51**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 702 (1)
LIBELLE : ESPACES VERTS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 246 739,49**	**a 135 970,31**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**49 173,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	48 309,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**519 214,49**	**40 097,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	292 164,18	4 587,29	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	1 659,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 493,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	64 190,92	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	156 706,27	35 509,90	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 678 351,70**	**95 873,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	3 554 663,50	95 873,12	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 905,12	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 767,58	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	118 015,50	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-135 970,31**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 706 (1)
LIBELLE : JARDINS FAMILIAUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**122 463,65**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**104 243,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1 525,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	35 255,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	19 910,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	28 068,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	19 484,58	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**18 220,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	18 220,03	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 710 (1)
LIBELLE : COULEE VERTE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		705,64	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	705,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	705,64	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 711 (1)
LIBELLE : JARDIN DES PERSPECTI VES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**216 435,81**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**131 802,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	6 966,49	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	18 669,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	11 514,90	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	3 193,32	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	91 458,69	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**84 632,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 717,31	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	1 999,71	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	79 915,89	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 713 (1)
LIBELLE : ZAC VALLEE II

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 148 476,87**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**39 130,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	1 013,27	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	2 509,15	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	1 591,87	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 156,17	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	32 860,01	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 109 346,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	643 298,13	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	466 048,27	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 714 (1)
LIBELLE : SITE LEVERIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**9 025,34**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**9 025,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	9 025,34	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1336	Particip. pour voirie et réseaux transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 715 (1)
LIBELLE : ESPACE DE JEUX CHARC OT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**244 096,12**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**54 282,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	29 360,61	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	24 921,80	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**189 813,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	189 813,71	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 716 (1)
LIBELLE : ZAC DES 4 VENTS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**20 324,93**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 516,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1 890,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	3 360,56	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	265,19	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**14 808,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	14 808,60	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 717 (1)
LIBELLE : REQUALIFICATION COLLEGE ELSA TRIOLET

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		7 774,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	7 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	7 774,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 718 (1)
LIBELLE : TRIANGLE DES SAULES - AIRE DE JEUX

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		3 276,60	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 276,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	3 276,60	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 799 (1)
LIBELLE : FONDS COMMUNS INFRAS TRUCTURES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 401 062,99**	**a 239 724,21**	**30 000,00**	**b 30 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**366 773,67**	**52 824,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	301 242,91	52 824,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	65 530,76	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**366 492,89**	**181 237,41**	**30 000,00**	**30 000,00**	**0,00**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	19 236,31	0,00	0,00	0,00	0,00
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	6 527,33	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	5 953,13	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	34 821,60	143 922,80	30 000,00	30 000,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	17 666,28	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	3 525,60	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	299 954,52	16 122,73	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**667 796,43**	**5 662,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	135 501,01	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	97 486,59	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	434 808,83	5 662,80	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-269 724,21**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 800 (1)
LIBELLE : VEHICULES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**366 461,23**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**366 461,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21578	Autre matériel et outillage de voirie	2 636,90	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	363 824,33	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 809 (1)
LIBELLE : ACQUIS.FONCIERES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 678 939,47**	**a 720 570,42**	**-59 000,00**	**b -59 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**22 676,57**	**31 320,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	12 900,00	31 320,00	0,00	0,00	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	9 776,57	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 653 049,55**	**555 700,00**	**-59 000,00**	**-59 000,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	957,59	20 000,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	1 405 779,53	530 700,00	-59 000,00	-59 000,00	0,00
2118	Autres terrains	169 100,35	5 000,00	0,00	0,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	77 212,08	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 213,35**	**133 550,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	3 213,35	133 550,42	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-661 570,42**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 823 (1)
LIBELLE : ACQUISITION TERRAIN 187 RUE DU CALVAIRE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		11 544,68	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	11 544,68	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 544,68	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 825 (1)
LIBELLE : ACQUIS. 63 RUE DU GENERAL LECLERC

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 35 827,75**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**35 827,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	35 827,75	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-35 827,75**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 826 (1)
LIBELLE : ACQUIS.SITE BLANCHIS SERIE R.J.GUESDE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 770 067,67**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**9 237,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	9 237,90	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 207 331,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	521 163,84	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	115 364,96	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	570 802,22	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**553 498,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 100,32	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	546 913,95	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 484,48	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 830 (1)
LIBELLE : ACQUIS.ZAC VALLEE II TERRAIN REQUILLART

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		14 856,22	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	14 856,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	14 856,22	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 832 (1)
LIBELLE : ACQUIS.106 RUE JULES GUESDE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		2 978,79	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 978,79	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	2 978,79	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 839 (1)
LIBELLE : CENTRE SCHWEITZER

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**5 568,09**	**a 7 897,20**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 680,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**3 229,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	131,47	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	3 098,06	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**658,56**	**7 897,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	7 897,20	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	658,56	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-7 897,20**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 841 (1)
LIBELLE : PARC DE LA MARQUE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 114,53**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 114,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	2 114,53	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 842 (1)
LIBELLE : COUR CHRISTIAENS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**78 291,07**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 445,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 445,06	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**8 509,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2118	Autres terrains	8 016,15	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	493,50	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**65 336,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	65 336,36	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 843 (1)
LIBELLE : BASE DE LOISIRS- ETANG DE PECHE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 170 285,30**	**a 234 706,36**	**259 000,00**	**b 259 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**4 470,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 470,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**970 702,12**	**66 125,76**	**59 000,00**	**59 000,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	52 500,00	59 000,00	59 000,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	847 891,05	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	83 739,60	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 290,96	11 862,96	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	278,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	31 502,51	1 762,80	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**195 113,18**	**168 580,60**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	156 897,00	168 580,60	200 000,00	200 000,00	0,00
2313	Constructions	2 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	35 876,18	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-493 706,36

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 844 (1)
LIBELLE : SITE ELSA TRIOLET

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**15 815 598,51**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 080 740,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 080 740,38	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 402 171,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	52 875,94	0,00	0,00	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	61 718,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	581 531,87	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	4 216,32	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	13 709,52	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	10 256,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	677 863,43	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**13 332 686,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	13 324 538,08	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 158,51	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	6 989,62	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 846 (1)
LIBELLE : PLAINE DES HAUTS CHA MPS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		107 882,30	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	107 882,30	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	107 882,30	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 847 (1)
LIBELLE : 136 RUE LOUIS LOUCHE UR

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		176 839,87	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	176 839,87	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	176 839,87	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 848 (1)
LIBELLE : 183 RUE DU DR CALMET TE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		1,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 849 (1)
LIBELLE : 222 RUE J.GUESDE ENT.PIAT

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**410 338,62**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**388 268,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2115	Terrains bâtis	385 358,22	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**22 070,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	22 070,40	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 850 (1)
LIBELLE : PARCELLE DAMART

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 054 126,59**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**30 120,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	30 120,78	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**830 285,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	830 285,45	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**193 720,36**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	193 720,36	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 852 (1)
LIBELLE : FERME BRAQUAVAL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**4 151 329,48**	**a 45 916,23**	**120 000,00**	**b 120 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**76 011,43**	**8 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	76 011,43	8 400,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 138 087,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	347 778,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	784 215,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	3 849,48	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 244,12	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 937 230,58**	**37 516,23**	**120 000,00**	**120 000,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	9 153,56	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	2 772 344,54	28 362,67	120 000,00	120 000,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	164 886,04	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-165 916,23**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 853 (1)
LIBELLE : TRIBONNERIE 2

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		3 000,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 854 (1)
LIBELLE : MAISON DE LA SANTE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 380 000,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**380 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	380 000,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-380 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 855 (1)
LIBELLE : FUTUR CABINET PARAMEDICAL

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**200 000,00**	**b 200 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-200 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 856 (1)
LIBELLE : COUBRONNE LOGEMENTS ET CELLULES COMMERCIALES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	400 000,00	b 400 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-400 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 904 (1)
LIBELLE : M.E.S.P.

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**957 363,11**	**a 0,00**	**280 000,00**	**b 280 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**65 843,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2118	Autres terrains	2 122,22	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	65,73	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	15 224,68	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	48 429,66	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**891 519,82**	**0,00**	**280 000,00**	**280 000,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	11 466,65	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	880 053,17	0,00	280 000,00	280 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-280 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 907 (1)
LIBELLE : HOTEL D ENTREPRISE-BLANCHISSERIE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**294 772,37**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**294 772,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	294 772,37	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 908 (1)
LIBELLE : CENTRE D AFFAIRES

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		15 600,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	15 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	15 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2023

Présenté par FRANCIS VERCAMER (1),
A , le 22/06/2023
FRANCIS VERCAMER,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A HEM, le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

01-VERCAMER FRANCIS	
02-NYS PASCAL	
03-BUYCK GUISLAINE	
04-LECLERCQ JEAN FRANCOIS	
05-DASSONVILLE ANNE	
06-SIBILLE PHILIPPE	
07-LEPLAT BLANDINE	
08-PASTOUR LAURENT	
09-LEPERS FABIENNE	
10-LAOUADI SAID	
11-KARRAD FATIMA	
12-DELEPAUT ETIENNE	
13-RUBIO COCQUEMPOT BARBARA	
14-NOCLAIN THERESE	
15-MATHOUR KHAMEL	
16-GUILLAIN EMMANUELLE	
17-MEERSEMAN JEROME	
18-EL AMRANI SANA	
19-MALAIZE JEAN ADRIEN	
20-NOUQUERET CLEMENTINE	
21-THIEFFRY THIBAUT	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

22-DEMEULENAERE ANNE CHARLOTTE	
23-DECOSTER GAETAN	
24-HONORE SABINE	
25-DUQUESNOY BRUNO	
26-CARBON EUGENIE	
27-BZIOUI RAFIK	
28-DUTRIAUX CHRISTELLE	
29-BOCQUET GUILLAUME	
30-LAHARNAR CHANTAL	
31-CHOUIA KARIMA	
32-LOUCHARD MATHILDE	
33-DUPONT JACQUES	

Certifié exécutoire par FRANCIS VERCAMER (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 23/06/2023, et de la publication le 23/06/2023

A HEM, le 23/06/2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : LE CONSEIL MUNICIPAL.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

DEL/2023/FI
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
BUDGET ANNEXE « ZEPHYR »
APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF
DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT

Vu l'instruction M14,
Vu le Budget Primitif 2022,
Vu le Budget Supplémentaire 2022,
Approuvés en Conseil Municipal,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal, après avoir délibéré sur les résultats définitifs de l'exercice 2022,

- **D'approuver** le Compte Administratif de l'exercice budgétaire 2022 du budget annexe « Zéphyr » ;

- **De décider** l'affectation des résultats comptables du Compte Administratif 2022 comme suit :

1 – Détermination du résultat d'investissement de l'exercice 2022

Total des dépenses : 183 931,48 €	Total des recettes : 172 429,63 €

Résultat de l'exercice : - 11 501,85 €

Reports de dépenses : 7 842, 52 €	Reports de recettes : 0,00 €

Nouveau Résultat : - 19 344,37 €

Résultat antérieur : + 34 641,01 €

Résultat cumulé : + 15 296,64 €

2- Détermination du résultat d'exploitation de l'exercice 2022

Total des dépenses : 745 316,05 €	Total des recettes : 928 591,91 €

Résultat de l'exercice : + 183 275,86 €

Résultat antérieur : + 0,00 €

Résultat cumulé : + 183 275,86 €

3 – Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2022

Résultat à affecter :	+ 183 275,86 €

Affectation par ordre de priorité :

Couverture du déficit d'exploitation par réduction des charges	
Couverture partielle du déficit d'investissement (Cpte 1068 de l'exercice)	0,00 €
Autofinancement complémentaire	
Report à nouveau	+ 183 275,86 €

Les résultats définitifs dégagés ci-dessus sont repris budgétairement dans la délibération référencée DEL/2022/FI/ du 19 mai 2022 relative au budget supplémentaire 2022 du budget annexe « Zéphyr ».

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie, Moyens et Administration générale du 12 juin 2023,

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - COMMUNE DE HEM (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DE HEM (2)

Numéro SIRET : 21590299000237

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE LANNOY

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	19

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNE DE HEM SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	745 316,05	G	928 591,91
	Section d'investissement	B	183 931,48	H	172 429,63
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	34 641,01 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	929 247,53	= G+H+I+J	1 135 662,55
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	7 842,52	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	7 842,52	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	745 316,05	= G+I+K	928 591,91
	Section d'investissement	= B+D+F	191 774,00	= H+J+L	207 070,64
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	937 090,05	= G+H+I+J+K+L	1 135 662,55

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 7 842,52	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 842,52	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	719 425,00	436 395,83	87 304,21	0,00	195 724,96
012	Charges de personnel, frais assimilés	142 850,00	142 624,24	0,00	0,00	225,76
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	1,03	0,00	0,00	498,97
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**862 775,00**	**579 021,10**	**87 304,21**	**0,00**	**196 449,69**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 725,00	0,00	0,00	0,00	1 725,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**864 500,00**	**579 021,10**	**87 304,21**	**0,00**	**198 174,69**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*138 086,25*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*80 000,00*	*78 990,74*			*1 009,26*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***218 086,25***	***78 990,74***			***139 095,51***
TOTAL		**1 082 586,25**	**658 011,84**	**87 304,21**	**0,00**	**337 270,20**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	370 000,00	283 775,78	0,00	0,00	86 224,22
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	712 586,25	643 630,25	0,00	0,00	68 956,00
Total des recettes de gestion courante		**1 082 586,25**	**927 406,03**	**0,00**	**0,00**	**155 180,22**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	1 185,88	0,00	0,00	-1 185,88
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**1 082 586,25**	**928 591,91**	**0,00**	**0,00**	**153 994,34**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**1 082 586,25**	**928 591,91**	**0,00**	**0,00**	**153 994,34**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	84 664,60	9 861,20	0,00	74 803,40
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	261 501,55	174 070,28	7 842,52	79 588,75
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**346 166,15**	**183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**346 166,15**	**183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**346 166,15**	**183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	93 438,89	93 438,89	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**93 438,89**	**93 438,89**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**93 438,89**	**93 438,89**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*138 086,25*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*80 000,00*	*78 990,74*		*1 009,26*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***218 086,25***	***78 990,74***		***139 095,51***
TOTAL		**311 525,14**	**172 429,63**	**0,00**	**139 095,51**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **34 641,01**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	523 700,04		523 700,04
012	Charges de personnel, frais assimilés	142 624,24		142 624,24
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1,03		1,03
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*78 990,74*	78 990,74
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**666 325,31**	***78 990,74***	**745 316,05**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	9 861,20	*0,00*	9 861,20
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	174 070,28	*0,00*	174 070,28
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**183 931,48**	***0,00***	**183 931,48**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	283 775,78		283 775,78
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	643 630,25	*0,00*	643 630,25
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 185,88	*0,00*	1 185,88
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**928 591,91**	***0,00***	**928 591,91**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	93 438,89		93 438,89
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*78 990,74*	*78 990,74*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**93 438,89**	**78 990,74**	**172 429,63**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**34 641,01**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**719 425,00**	**436 395,83**	**87 304,21**	**0,00**	**195 724,96**
60611	Eau et assainissement	1 041,40	1 041,40	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	25 350,00	19 529,42	5 820,58	0,00	0,00
60621	Combustibles	12 008,60	3 036,18	8 284,17	0,00	688,25
60623	Alimentation	7 500,00	5 775,51	539,58	0,00	1 184,91
60631	Fournitures d'entretien	1 100,00	721,64	0,00	0,00	378,36
60632	Fournitures de petit équipement	1 050,00	93,46	0,00	0,00	956,54
60636	Vêtements de travail	1 872,08	196,09	0,00	0,00	1 675,99
6064	Fournitures administratives	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6068	Autres matières et fournitures	5 987,23	5 361,47	402,05	0,00	223,71
6132	Locations immobilières	802,82	802,82	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	63 424,05	24 816,06	0,00	0,00	38 607,99
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	19 536,23	4 141,10	0,00	0,00	15 395,13
61558	Entretien autres biens mobiliers	9 300,00	5 015,41	0,00	0,00	4 284,59
6156	Maintenance	11 134,00	8 270,00	0,00	0,00	2 864,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	3 675,00	882,98	0,00	0,00	2 792,02
6182	Documentation générale et technique	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6184	Versements à des organismes de formation	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	150,00	0,00	0,00	0,00	150,00
6231	Annonces et insertions	63 520,20	20 438,22	36 825,70	0,00	6 256,28
6236	Catalogues et imprimés	6 803,00	6 803,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	127,92	127,92	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	19 334,10	2 085,83	0,00	0,00	17 248,27
6262	Frais de télécommunications	700,00	399,44	0,00	0,00	300,56
627	Services bancaires et assimilés	100,00	21,76	0,00	0,00	78,24
6283	Frais de nettoyage des locaux	300,00	203,04	0,00	0,00	96,96
6288	Autres services extérieurs	409 188,37	307 840,63	15 476,90	0,00	85 870,84
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	51 220,00	18 792,45	19 955,23	0,00	12 472,32
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**142 850,00**	**142 624,24**	**0,00**	**0,00**	**225,76**
6218	Autre personnel extérieur	37 624,45	38 396,08	0,00	0,00	-771,63
6331	Versement mobilité	1 053,00	1 032,00	0,00	0,00	21,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	263,00	260,00	0,00	0,00	3,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	938,00	1 003,00	0,00	0,00	-65,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
64131	Rémunérations non tit.	52 636,00	51 570,21	0,00	0,00	1 065,79
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	9 633,00	14 403,00	0,00	0,00	-4 770,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 138,00	3 037,00	0,00	0,00	4 101,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 189,00	2 088,00	0,00	0,00	101,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	30 875,55	30 834,95	0,00	0,00	40,60
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**500,00**	**1,03**	**0,00**	**0,00**	**498,97**
6531	Indemnités	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
65888	Autres	250,00	1,03	0,00	0,00	248,97
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**862 775,00**	**579 021,10**	**87 304,21**	**0,00**	**196 449,69**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 725,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 725,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 725,00	0,00	0,00	0,00	1 725,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**864 500,00**	**579 021,10**	**87 304,21**	**0,00**	**198 174,69**
023	***Virement à la section d'investissement***	***138 086,25***	***0,00***			***138 086,25***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***80 000,00***	***78 990,74***			***1 009,26***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*80 000,00*	*78 990,74*			*1 009,26*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***218 086,25***	***78 990,74***			***139 095,51***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***218 086,25***	***78 990,74***			***139 095,51***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 082 586,25**	**658 011,84**	**87 304,21**	**0,00**	**337 270,20**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Produits services, domaine et ventes div***	***370 000,00***	***283 775,78***	***0,00***	***0,00***	***86 224,22***
7062	Redevances services à caractère culturel	*370 000,00*	*283 775,78*	*0,00*	*0,00*	*86 224,22*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**712 586,25**	**643 630,25**	**0,00**	**0,00**	**68 956,00**
752	Revenus des immeubles	130 000,00	61 043,08	0,00	0,00	68 956,92
7552	Prise en charge déficit BA administratif	582 586,25	582 586,25	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,92	0,00	0,00	-0,92
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**1 082 586,25**	**927 406,03**	**0,00**	**0,00**	**155 180,22**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**1 185,88**	**0,00**	**0,00**	**-1 185,88**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 170,76	0,00	0,00	-1 170,76
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	15,12	0,00	0,00	-15,12
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**1 082 586,25**	**928 591,91**	**0,00**	**0,00**	**153 994,34**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 082 586,25**	**928 591,91**	**0,00**	**0,00**	**153 994,34**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**84 664,60**	**9 861,20**	**0,00**	**74 803,40**
2135	Installations générales, agencements	19 200,00	0,00	0,00	19 200,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	700,00	555,00	0,00	145,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	64 764,60	9 306,20	0,00	55 458,40
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**261 501,55**	**174 070,28**	**7 842,52**	**79 588,75**
2313	Constructions	261 501,55	174 070,28	7 842,52	79 588,75
	Total des dépenses d'équipement	**346 166,15**	**183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**346 166,15**	**183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**346 166,15**	**183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**93 438,89**	**93 438,89**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	93 438,89	93 438,89	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**93 438,89**	**93 438,89**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**93 438,89**	**93 438,89**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***138 086,25***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***80 000,00***	***78 990,74***		***1 009,26***
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*1 023,34*		*-1 023,34*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*100,00*	*31,49*		*68,51*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*6 000,00*	*4 733,85*		*1 266,15*
28184	*Mobilier*	*600,00*	*452,88*		*147,12*
28188	*Autres immo. corporelles*	*73 300,00*	*72 749,18*		*550,82*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***218 086,25***	***78 990,74***		***139 095,51***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***218 086,25***	***78 990,74***		***139 095,51***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**311 525,14**	**172 429,63**	**0,00**	**139 095,51**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**34 641,01**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 844 (1)
LIBELLE : SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR

Pour information (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**346 166,15**	A **183 931,48**	**7 842,52**	**154 392,15**	B **702 229,88**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 246,67**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 046,67
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**84 664,60**	**9 861,20**	**0,00**	**74 803,40**	**497 901,94**
2135	Installations générales, agencements	19 200,00	0,00	0,00	19 200,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	157,41
2183	Matériel de bureau et informatique	700,00	555,00	0,00	145,00	14 675,55
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	99,67
2188	Autres immobilisations corporelles	64 764,60	9 306,20	0,00	55 458,40	482 969,31
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**261 501,55**	**174 070,28**	**7 842,52**	**79 588,75**	**201 081,27**
2313	Constructions	261 501,55	174 070,28	7 842,52	79 588,75	201 081,27

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 316 083,87**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**315 609,87**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	105 609,87
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**474,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	474,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -183 931,48	D - B -386 146,01

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 33
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2023

Présenté par (1) FRANCIS VERCAMER.
A , le 22/06/2023
FRANCIS VERCAMER

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A HEM, le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

.

01-VERCAMER Francis	
02-NYS Pascal	
03-BUYCK Ghislaine	
04-LECLERCQ Jean-françois	
05-DASSONVILLE Anne	
06-SIBILLE Philippe	
07-LEPLAT Blandine	
08-PASTOUR Laurent	
09-LEPERS Fabienne	
10-LAOUADI Saïd	
11-KARRAD Fatima	
12-DELEPAUT Etienne	
13-RUBIO COCQUEMPOT Barbara	
14-NOCLAIN Thérèse	
15-MATHOUR Kamel	
16-GUILLAIN Emmanuelle	
17-MEERSEMAN Jérôme	
18-EL AMRANI Sana	
19-MALAIZE Jean Adrien	
20-NOUQUERET Clémentine	
21-THIEFFRY Thibaut	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

22-DEMEULENAERE Anne Charlotte	
23-DECOSTER Gaëtan	
24-HONORE Sabine	
25-DUQUESNOY Bruno	
26-CARBON Eugénie	
27-BZIOUI Rafik	
28-DUTRIAUX Christelle	
29-BOCQUET Guillaume	
30-LAHARNAR Chantal	
31-CHOUIA Karima	
32-LOUCHARD Mathilde	
33-DUPONT Jacques	

Certifié exécutoire par (1) FRANCIS VERCAMER, compte tenu de la transmission en préfecture, le 23/06/2023, et de la publication le 23/06/2023

A ,le 23/06/2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : LE CONSEIL MUNICIPAL.

DEL/2023/FI/
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
(BUDGET ANNEXE ZEPHYR)
APPROBATION DES COMPTES DE GESTION

Vu l'instruction M14,
Vu le Budget Primitif 2022,
Vu le Budget Supplémentaire 2022,
Approuvés en Conseil Municipal,

Vu le compte de gestion 2022 établi au 31 décembre 2022 par le Receveur Municipal pour le budget annexe « Zéphyr »,

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie, Moyens et Administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal, après avoir délibéré sur les résultats définitifs de l'exercice 2022 et approuvé le Compte Administratif 2022, de déclarer :

- que le compte de gestion de la commune (budget annexe « Zéphyr »), dressé par le Receveur Municipal pour l'exercice 2022, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
- qu'il est conforme aux écritures et résultats comptables du budget annexe repris dans les comptes de l'ordonnateur et dans les balances comptables définitives émises par le comptable public et validées par les services de l'ordonnateur.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/FI/
EXERCICE BUDGETAIRE 2023
BUDGET SUPPLEMENTAIRE
BUDGET ANNEXE « ZEPHYR »

Le budget supplémentaire s'élève pour l'exercice 2023 à :

POUR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 1 973 088,86 euros en recettes
- 1 973 088,86 euros en dépenses

POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 1 672 952,16 euros en recettes (reports et propositions nouvelles)
- 1 672 952,16 euros en dépenses (reports et propositions nouvelles)

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie et Administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'adopter ce budget supplémentaire.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE - COMMUNE DE HEM (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE VILLE DE HEM (2)

Numéro SIRET : 21590299000237

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE LANNOY

M. 14

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNE DE HEM SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR	BS 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 973 088,86	1 789 813,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 183 275,86
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 973 088,86	1 973 088,86

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	1 665 109,64	1 649 813,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	7 842,52	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 23 139,16
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 672 952,16	1 672 952,16

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 646 041,02	3 646 041,02

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	610 585,00	0,00	253 275,86	253 275,86	863 860,86
012	Charges de personnel, frais assimilés	148 700,00	0,00	95 000,00	95 000,00	243 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**759 285,00**	**0,00**	**348 275,86**	**348 275,86**	**1 107 560,86**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	715,00	0,00	0,00	0,00	715,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**760 000,00**	**0,00**	**348 275,86**	**348 275,86**	**1 108 275,86**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*1 624 813,00*	*1 624 813,00*	*1 624 813,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*65 000,00*		*0,00*	*0,00*	*65 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***65 000,00***		***1 624 813,00***	***1 624 813,00***	***1 689 813,00***
TOTAL		**825 000,00**	**0,00**	**1 973 088,86**	**1 973 088,86**	**2 798 088,86**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 798 088,86**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	371 500,00	0,00	125 000,00	125 000,00	496 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	453 500,00	0,00	1 664 813,00	1 664 813,00	2 118 313,00
Total des recettes de gestion courante		**825 000,00**	**0,00**	**1 789 813,00**	**1 789 813,00**	**2 614 813,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**825 000,00**	**0,00**	**1 789 813,00**	**1 789 813,00**	**2 614 813,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**825 000,00**	**0,00**	**1 789 813,00**	**1 789 813,00**	**2 614 813,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**183 275,86**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**2 798 088,86**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 689 813,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	50 500,00	0,00	40 109,64	40 109,64	90 609,64
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	14 500,00	7 842,52	1 600 000,00	1 600 000,00	1 622 342,52
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**65 000,00**	**7 842,52**	**1 640 109,64**	**1 640 109,64**	**1 712 952,16**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**65 000,00**	**7 842,52**	**1 640 109,64**	**1 640 109,64**	**1 712 952,16**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***25 000,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
	TOTAL	**65 000,00**	**7 842,52**	**1 665 109,64**	**1 665 109,64**	**1 737 952,16**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 737 952,16**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*1 624 813,00*	*1 624 813,00*	*1 624 813,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*65 000,00*		*0,00*	*0,00*	*65 000,00*

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***65 000,00***		***1 649 813,00***	***1 649 813,00***	***1 714 813,00***
TOTAL		**65 000,00**	**0,00**	**1 649 813,00**	**1 649 813,00**	**1 714 813,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**23 139,16**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 737 952,16**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**1 689 813,00**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	253 275,86		253 275,86
012	Charges de personnel, frais assimilés	95 000,00		95 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 624 813,00*	1 624 813,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**348 275,86**	***1 624 813,00***	**1 973 088,86**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 973 088,86**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	40 109,64	*0,00*	40 109,64
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 607 842,52	*25 000,00*	1 632 842,52
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**1 647 952,16**	***25 000,00***	**1 672 952,16**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 672 952,16**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	125 000,00		125 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 664 813,00	*0,00*	1 664 813,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**1 789 813,00**	***0,00***	**1 789 813,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**183 275,86**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 973 088,86**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*25 000,00*	25 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*1 624 813,00*	1 624 813,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***1 649 813,00***	**1 649 813,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**23 139,16**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 672 952,16**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**610 585,00**	**253 275,86**	**253 275,86**
60611	Eau et assainissement	1 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	26 600,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	30 500,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	7 500,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	1 287,69	7 500,00	7 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	847,78	7 500,00	7 500,00
60636	Vêtements de travail	500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	5 700,00	2 600,00	2 600,00
6132	Locations immobilières	850,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	50 295,00	50,00	50,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	10 330,00	1 000,00	1 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	1 147,39	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	200,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	500,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	150,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	48 465,70	30 364,00	30 364,00
6236	Catalogues et imprimés	5 100,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	15 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	800,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	50,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	25 000,00	25 000,00
6288	Autres services extérieurs	343 261,44	179 261,86	179 261,86
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	49 500,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**148 700,00**	**95 000,00**	**95 000,00**
6218	Autre personnel extérieur	35 690,00	80 000,00	80 000,00
6331	Versement mobilité	1 112,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	278,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 050,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	55 567,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	10 168,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 535,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 200,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	35 000,00	15 000,00	15 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	100,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65888	Autres	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**759 285,00**	**348 275,86**	**348 275,86**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**715,00**	**0,00**	**0,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	715,00	0,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**760 000,00**	**348 275,86**	**348 275,86**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***1 624 813,00***	***1 624 813,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***65 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***65 000,00***	***1 624 813,00***	***1 624 813,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***65 000,00***	***1 624 813,00***	***1 624 813,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**825 000,00**	**1 973 088,86**	**1 973 088,86**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**1 973 088,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**371 500,00**	**125 000,00**	**125 000,00**
7062	Redevances services à caractère culturel	371 500,00	125 000,00	125 000,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**453 500,00**	**1 664 813,00**	**1 664 813,00**
752	Revenus des immeubles	93 500,00	0,00	0,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	360 000,00	1 664 813,00	1 664 813,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**825 000,00**	**1 789 813,00**	**1 789 813,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**825 000,00**	**1 789 813,00**	**1 789 813,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**825 000,00**	**1 789 813,00**	**1 789 813,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**183 275,86**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**1 973 088,86**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**50 500,00**	**40 109,64**	**40 109,64**
2135	Installations générales, agencements	10 000,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	500,00	3 565,56	3 565,56
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	40 000,00	36 544,08	36 544,08
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**14 500,00**	**1 600 000,00**	**1 600 000,00**
2313	Constructions	14 500,00	1 516 600,00	1 516 600,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	83 400,00	83 400,00
	Total des dépenses d'équipement	**65 000,00**	**1 640 109,64**	**1 640 109,64**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**65 000,00**	**1 640 109,64**	**1 640 109,64**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
2313	*Constructions*	*0,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**65 000,00**	**1 665 109,64**	**1 665 109,64**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**7 842,52**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 672 952,16**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements recus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***1 624 813,00***	***1 624 813,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***65 000,00***	***0,00***	***0,00***
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*150,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*500,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*59 350,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***65 000,00***	***1 624 813,00***	***1 624 813,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***65 000,00***	***1 649 813,00***	***1 649 813,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**65 000,00**	**1 649 813,00**	**1 649 813,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**23 139,16**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 672 952,16**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 844 (1)
LIBELLE : SALLE CULTURELLE LE ZEPHYR

Pour information

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**0,00**	**a 7 842,52**	**0,00**	**b 0,00**	**b 1 640 109,64**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 109,64**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	3 565,56
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	36 544,08
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**7 842,52**	**0,00**	**0,00**	**1 600 000,00**
2313	Constructions	0,00	7 842,52	0,00	0,00	1 516 600,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	83 400,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-1 647 952,16**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 16/06/2023

Présenté par FRANCIS VERCAMER (1),
A , le 22/06/2023
FRANCIS VERCAMER,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le 22/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

01-VERCAMER Francis	
02-NYS Pascal	
03-BUYCK Ghislaine	
04-LECLERCQ Jean-françois	
05-DASSONVILLE Anne	
06-SIBILLE Philippe	
07-LEPLAT Blandine	
08-PASTOUR Laurent	
09-LEPERS Fabienne	
10-LAOUADI Saïd	
11-KARRAD Fatima	
12-DELEPAUT Etienne	
13-RUBIO COCQUEMPOT Barbara	
14-NOCLAIN Thérèse	
15-MATHOUR Kamel	
16-GUILLAIN Emmanuelle	
17-MEERSEMAN Jérôme	
18-EL AMRANI Sana	
19-MALAIZE Jean Adrien	
20-NOUQUERET Clémentine	
21-THIEFFRY Thibaut	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

22-DEMEULENAERE Anne Charlotte	
23-DECOSTER Gaëtan	
24-HONORE Sabine	
25-DUQUESNOY Bruno	
26-CARBON Eugénie	
27-BZIOUI Rafik	
28-DUTRIAUX Christelle	
29-BOCQUET Guillaume	
30-LAHARNAR Chantal	
31-CHOUIA Karima	
32-LOUCHARD Mathilde	
33-DUPONT Jacques	

Certifié exécutoire par FRANCIS VERCAMER (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 23/06/2023, et de la publication le 23/06/2023

A , le 23/06/2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : LE CONSEIL MUNICIPAL.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

DEL/2023/FI/
AVANTAGES EN NATURE CONSENTIS PAR LA VILLE AUX ASSOCIATIONS HEMOISES : PRINCIPE ET METHODE D'EVALUATION

Vu la loi du 1er juillet 1901, indiquant en son article 11, la possibilité pour les associations de recevoir des dons et legs ;

Vu le décret-loi du 2 mai 1938, indiquant en son article 14 le principe de contrôle budgétaire et comptable des associations et sociétés bénéficiant de subventions de l'Etat ;

Vu la loi du 6 février 1992, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales au regard des documents budgétaires ;

Vu l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée qui précise que « *Constituent des subventions, au sens de la présente loi, les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.* »

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée qui précise que
« *L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée. Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.*
Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par le livre III du code des relations entre le public et l'administration.
Les organismes de droit privé ayant reçu annuellement de l'ensemble des autorités administratives une subvention supérieure à un montant fixé par décret doivent déposer à la préfecture du département où se trouve leur siège social leur budget, leurs comptes, les conventions prévues au présent article et, le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés »

Vu la loi de modernisation sociale n° 2002-73 du 17 janvier 2002, modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales en ces termes : » *« Art. L. 2251-3-1. - Les communes ainsi que leurs groupements peuvent attribuer des subventions de fonctionnement aux structures locales des organisations syndicales représentatives dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Les organisations ainsi subventionnées sont tenues de présenter au conseil municipal un rapport détaillant l'utilisation de la subvention. » ;*

Vu l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que « *La collectivité locale peut opérer de différentes manières au* ***contrôle de l'utilisation*** *de la subvention : un contrôle financier avec des justificatifs comptables de l'association, un contrôle administratif en vérifiant la bonne utilisation de la subvention* » ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, dite « loi séparatisme » et le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 précisant les contours du contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat : « *I. - L'association ou la fondation veille à ce que le contrat soit respecté par ses dirigeants, par ses salariés, par ses membres et par ses bénévoles. Sont imputables à l'association ou la fondation les manquements commis par ses dirigeants, ses salariés, ses membres ou ses bénévoles agissant en cette qualité, ainsi que tout autre manquement commis par eux et directement lié aux activités de l'association ou de la fondation, dès lors que ses organes dirigeants, bien qu'informés de ces agissements, se sont abstenus de prendre les mesures nécessaires pour les faire cesser, compte tenu des moyens dont ils disposaient. II. - Les engagements souscrits au titre du contrat sont opposables à l'association à compter de la date de souscription du contrat. Est de nature à justifier le retrait d'une subvention, en numéraire ou en nature, un manquement aux engagements souscrits au titre du contrat commis entre la date à laquelle elle a été accordée et le terme de la période définie par l'autorité administrative en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'activité subventionnée en cas de subventionaffectée. Le retrait porte sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement.* »
Les engagements figurant dans le contrat d'engagement républicain sont les suivants :

- le respect des lois de la République, de la liberté de conscience, la liberté des membres de l'association ;
- le respect de l'égalité de tous devant la loi ;
- le devoir d'agir dans un esprit de fraternité et de non-violence ;
- le respect de la personne ;
- le respect des symboles de la République.

Vu les dispositions réglementaires en vigueur en matière de finances publiques ;

Vu la délibération DEL/2005/FI/20 en date du 6 avril 2005, relative aux avantages en nature consentis par la ville aux associations hémoises ;

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie, Moyens et Administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de retenir les principes et méthodes d'évaluation modifiés définis ci-après,
- de les appliquer à compter de l'exercice comptable en cours,
- de communiquer ces informations chaque année aux associations dans le délai maximum de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice concerné,
- de les reprendre en annexe du compte administratif de l'exercice concerné.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire.

MISE A DISPOSITION PERMANENTE ET EXCLUSIVE DE MOYENS
EVALUATION DES AVANTAGES EN NATURE CONSENTIS
AUX ASSOCIATIONS

Nature de la charge	Méthode de valorisation retenue
Personnel	Au réel (fiche de paie de décembre)
Locaux	Forfait annuel : 100 euros/an au m² pour les locaux à usage de bureaux, 75 euros/an au m² pour les locaux polyvalents et les locaux sportifs 43 euros au m² par an pour les locaux de stockage 3 euros au m² par an pour les jardins familiaux
Fluides (eau, gaz, électricité, …)	Objectif de prise en charge directe par les associations
Autres	Au coût réel

MISE A DISPOSITION TEMPORAIRE ET NON EXCLUSIVE DE MOYENS
EVALUATION DES AVANTAGES EN NATURE CONSENTIS
AUX ASSOCIATIONS

Nature de la charge	Méthode de valorisation retenue
Personnel	Au forfait : 20 euros/heure
Locaux	Forfait journalier (tout compris) : 0,50 euros/jour au m² pour les locaux à usage de bureaux, 0.375 euros/jour au m² pour les locaux polyvalents et les locaux sportifs, 0.215 euros/jour au m² pour les locaux de stockage 0.015 euros/jour au m² pour les jardins familiaux
Fluides (eau, gaz, chauffage, …)	Compris dans le forfait locaux
Autres	Au coût réel
Frais impression	Au réel
Cocktails	Au réel pour consommables et forfait pour le personnel
Prêt de matériel	Au forfait par type de matériel (à déterminer)

DEL/2023/FI/
Rénovation thermique et pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles Marie Curie, Marcel Pagnol et Victor Hugo
Plan de financement actualisé

Par la délibération DEL/2023/FI/18 du 1er février 2023, le Conseil Municipal a approuvé le projet de Rénovation thermique et de pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles Marie Curie, Marcel Pagnol et Victor Hugo dont les travaux, estimés à 650 400 euros T.T.C consistent en :

- La réfection complète de la toiture de l'école maternelle du groupe scolaire Victor Hugo (isolation et couverture).
- L'isolation des toitures des écoles Marie Curie, Marcel Pagnol et de l'école primaire du groupe scolaire Victor Hugo ;
- Le renforcement des charpentes des trois bâtiments s'il s'agit d'un préalable nécessaire à la pose de panneaux photovoltaïques (en fonction des résultats d'une étude interne actuellement menée) ;
- La pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures de ces trois établissements.

Considérant que parmi les catégories d'opération éligibles au titre Fonds de Concours « Transition énergétique et bas carbone du patrimoine communal » porté par la Métropole Européenne de Lille (MEL), figurent les travaux de rénovation énergétique et environnementale du patrimoine communal visant à réduire la quantité d'énergie nécessaire pour un même besoin (rénovation thermique, installation d'équipements performants…)

Considérant le lancement par l'Etat du « fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, aussi appelé « Fonds Vert », dont le premier axe vise à soutenir des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics locaux.

La ville de Hem souhaite solliciter le soutien financier de la Métropole Européenne de Lille ainsi que celui de l'Etat au titre du Fonds Vert et actualiser le plan de financement du projet en conséquence.

Vu l'avis conforme de la Commission finances, économie et administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :

1. D'approuver le plan de financement actualisé du projet,
2. De l'autoriser à solliciter une subvention de l'Etat au titre du fonds vert,
3. De l'autoriser à solliciter une subvention de la MEL au titre du fonds de concours transition énergétique et bas carbone du patrimoine communal,
4. De l'autoriser à solliciter, par voie de décision, le concours financier auprès de l'ensemble des partenaires,
5. De l'autoriser à financer le solde de l'opération non couvert par l'ensemble des subventions accordées et des recettes perçues,
6. D'autoriser l'imputation des dépenses et l'encaissement des recettes au budget de l'exercice.

Annexe à la délibération DEL/2023/FI/
Plan de financement prévisionnel

Projet : Rénovation thermique et pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures des écoles Marie Curie, Marcel Pagnol et Victor Hugo

Plan de financement prévisionnel, mai 2023

Dépenses (H.T.)	
Renforcement des charpentes (2023)	125 000,00 €
Isolation des toitures (2023)	100 000,00 €
Pose de panneaux Photovoltaïques (2023)	67 000,00 €
Réfection toiture V. Hugo maternelle (2024)	250 000,00 €
TOTAL H.T.	**542 000,00 €**
TVA (20%)	*108 400,00 €*
TOTAL TTC	**650 400,00 €**

Recettes	
Etat - Fonds Vert	162 600,00 €
MEL - Fonds de concours transition	271 000,00 €
Ville de Hem	216 800,00 €
Dont TVA	*108 400,00 €*
TOTAL	**650 400,00 €**

DEL/2023/FI/
Remplacement des éclairages zénithaux de cinq équipements sportifs de la ville par des dispositifs d'éclairages LED

Par délibération cadre DEL/2022/UR/89 sur la stratégie de sobriété énergétique adoptée le 5 octobre 2022, la Ville de Hem a confirmé et renforcé ses objectifs ambitieux pour limiter l'impact de ses consommations énergétiques sur l'environnement, objectifs déjà affirmés dans le Guide des Orientations Politiques Hémoises adopté le 30 septembre 2020.

Le Conseil Municipal s'est alors accordé sur une stratégie de sobriété énergétique articulée autour de trois axes principaux :

- Une conception thermique économe des nouveaux bâtiments, et la rénovation thermique du patrimoine existant,
- Le recours accru aux énergies renouvelables pour le fonctionnement des matériels et locaux municipaux,
- Une optimisation de l'usage des équipements municipaux, conforme à leur vocation.

Conformément au premier axe de cette stratégie, le Conseil Municipal de Hem a acté par délibération DEL/2022/FI/105 du 14 décembre 2022, le remplacement des éclairages des équipements sportifs de la ville par des dispositifs LED.

Les travaux prévus de juillet à septembre 2023 consistent en l'installation de dispositifs LED sur les éclairages zénithaux des salles de sport suivantes :

- Salle de Tennis
- Salle de sport Beaumont
- Salle Delcourt
- Salle de pétanque du Centre Intergénérationnel Beaumont
- Salle Blaise Pascal

D'autre part, l'Etat français a lancé en 2023 un fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires – le Fonds Vert – dont le premier axe vise à soutenir des projets de rénovation énergétique des bâtiments publics locaux. Le projet de rénovation de l'éclairage des salles de sport répondant aux objectifs visés par cette aide, la ville de Hem souhaite solliciter le soutien financier de l'Etat au titre du fonds Vert à hauteur de 60 % du coût H.T du projet.

Le budget total de l'opération est estimé à 262 500 € H.T. soit 315 000 € T.T.C.

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie, Moyens et Administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal :

- D'approuver le coût global du projet et le plan de financement prévisionnel ci-joint,
- De l'autoriser à solliciter une subvention de l'Etat au titre du Fonds Vert,
- De l'autoriser à solliciter, par voie de décision, le concours financier auprès de l'ensemble des partenaires,
- De l'autoriser à financer le solde de l'opération non couvert par l'ensemble des subventions accordées et des recettes perçues,
- D'autoriser l'imputation des dépenses et l'encaissement des recettes au budget de l'exercice.

Annexe à la délibération DEL/2023/FI/
Plan de financement prévisionnel

Projet : Remplacement des éclairages zénithaux de cinq équipements sportifs de la ville par des dispositifs d'éclairages LED

Plan de financement prévisionnel, mai 2023

DEPENSES	
Installation LED Salle de Tennis	75 000,00 €
Installation LED Salle de Beaumont	58 350,00 €
Installation LED Salle Delcourt	58 350,00 €
Installation LED Salle de Pétanque	20 800,00 €
Installation LED Salle Blaise Pascal	50 000,00 €
TOTAL HT	**262 500,00 €**
TVA (20%)	*52 500,00 €*
TOTAL TTC	**315 000,00 €**

RECETTES

Recettes	
Etat (Fonds Vert)	157 500,00 €
Ville de Hem	157 500,00 €
Dont TVA	*52 500,00 €*
TOTAL HT	**315 000,00 €**

DEL/2023/DG/
REMBOURSEMENT DE SINISTRE

Au cours de l'exercice de son service, un agent municipal, Monsieur Olivier KEHL, a malencontreusement endommagé son téléphone portable personnel alors qu'il était utilisé pour les besoins du service. En effet, le téléphone professionnel étant inutilisable et en cours de remplacement, M. KEHL a dû temporairement utiliser son téléphone personnel pour les besoins de ses missions.

Les contrats d'assurance de la ville ne couvrant pas ce genre d'incident, et comme il serait inéquitable de laisser à la charge d'un agent un matériel personnel utilisé pour les besoins du service, il convient de rembourser à cet agent le montant des frais qu'il a dû engager pour la réparation de son téléphone, soit la somme de 119,90 €.

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie, Moyens et Administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser le remboursement, à Monsieur KEHL, des frais engagés pour la réparation de son téléphone, pour une valeur de 119,90 euros.

Le montant de la dépense est prévu au budget de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire

DEL/2023/DG/
DESIGNATION D'UN REFERENT DEONTOLOGUE DES ELUS LOCAUX
MANDAT 2020/2026

Vu l'article 218 de la loi dite loi 3DS, le décret n° 2022-1520 ayant modifié les dispositions de l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales et l'arrêté du 6 décembre 2022 instaurant la fonction de référent déontologue de l'élu local, il est prévu que tout élu local puisse consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques (cf. avant dernier alinéa de l'art L. 1111-1-1 du CGCT).

En application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022, les collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales et les syndicats mixtes ouverts doivent désigner un référent déontologue pour leurs élus au plus tard le 1er juin 2023.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Ces missions peuvent être assurées par :

- Une ou plusieurs personnes n'exerçant pas au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées de mandat d'élu local, ou n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;
- Un collège, composé de personnes répondant aux mêmes conditions.

Par ailleurs, l'article L. 5721-2 du CGCT prévoit que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

Par délibération 21 C 0231 en date du 23 avril 2021, le Conseil de la MEL a créé un comité de déontologie et d'éthique, organe consultatif composé de trois personnalités qualifiées, extérieures à la MEL, reconnues pour leur indépendance et leur impartialité, ainsi que pour leurs compétences en matière de droit public et de déontologie.
Le Comité de déontologie et d'éthique de la MEL est notamment composé des personnes suivantes :

- Madame Élise UNTERMAIER-KERLEO : présidente du comité de déontologie et d'éthique de la MEL et référente déontologue des élus métropolitains, Madame Elise UNTERMAIER-KERLEO est maîtresse de conférences HDR en droit public à l'Université Jean Moulin Lyon 3 et membre de l'Observatoire de l'éthique publique.

- Monsieur Jean-Pierre BOUCHUT : ancien magistrat administratif près la cour administrative d'appel de Douai, M. Jean-Pierre BOUCHUT dispose d'une expérience de plus de 40 ans au sein de la fonction publique de l'État et de ses établissements publics.

Les membres du comité de déontologie et d'éthique ont été désignés pour une durée de 3 ans renouvelable une fois. Ils ne sont ni élus, ni agents de la Métropole Européenne de Lille ou de l'une de ses communes membres, ne sont pas placés en situation de conflit d'intérêts, et répondent pleinement à ce titre aux critères de désignation en qualité de référent déontologue de l'élu local telles que définies par le décret susvisé.

Aujourd'hui, il vous est proposé de désigner Mme Elise UNTERMAIER-KERLEO et M. Jean-Pierre BOUCHUT en qualité de référents déontologues des élus municipaux de la ville de Hem, de manière concordante entre l'ensemble des communes du territoire de la MEL intéressées, dans les conditions suivantes.

Les référents déontologues des élus de la commune sont chargés de délivrer aux élus municipaux de la commune tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la Charte de l'élu local visée à l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, et plus généralement de toutes obligations et principes déontologiques ou de transparence qui leur sont personnellement applicables. Les référents déontologues des élus peuvent ainsi être saisis par tout élu municipal afin d'obtenir tout conseil utile au respect des obligations déontologiques qui lui incombent personnellement.

Les référents déontologues des élus n'exercent pas les fonctions de référent alerte au sens de l'article 8 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 modifiée. Dans le cas où ceux-ci seraient saisis par un élu souhaitant signaler la commission par un autre élu de faits susceptibles de caractériser des crimes, délits, violations de la loi ou du règlement, ou une menace ou un préjudice à l'intérêt général, les référents déontologues des élus invitent l'élu à opérer ce signalement auprès du Procureur de la République.

Mme Elise UNTERMAIER-KERLEO et M. Jean-Pierre BOUCHUT sont désignés conjointement, en qualité de référents déontologues des élus de la commune pour une durée déterminée expirant à la date de cessation de leur mandat au sein du comité de déontologie et d'éthique de la MEL, soit pour une durée expirant le 22 avril 2024, ou en cas de renouvellement le 22 avril 2027.

La saisine des référents déontologues s'effectue par écrit. La saisine doit être précise et circonstanciée. Elle peut être accompagnée de toute pièce utile à la compréhension de la situation. Les référents déontologues s'organisent librement pour déterminer le référent déontologue qui sera chargé de traiter le dossier.

Les référents déontologues des élus sont tenus au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

L'identité de l'auteur de la saisine ainsi que l'ensemble des échanges entre le référent déontologue chargé du dossier et l'élu auteur de la saisine sont strictement confidentiels. Les conseils émis par le référent déontologue sont communiqués de manière exclusive à l'élu auteur de la saisine et au second référent déontologue.
Conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local, le référent déontologue chargé du dossier sera indemnisé sous forme de vacation à hauteur de 80 euros par dossier traité. Les référents déontologues pourront être remboursés de leurs frais de déplacement, hébergement et repas dans les conditions règlementaires.

Par convention de prestations de services prise au visa de l'article L. 5215-27 du CGCT, la MEL assurera pour le compte de la commune la coordination opérationnelle, administrative et financière afférente aux saisines des référents déontologues par les élus municipaux de la commune. La MEL mettra à disposition des référents déontologues les moyens matériels d'exercer leur fonction. La MEL procèdera, pour le compte de la commune qui la mandatera à cet effet, à l'engagement, à la liquidation et au règlement des vacations et frais de déplacement,

hébergement et restauration des référents déontologues. S'agissant de charges obligatoires des communes à l'initiative des élus municipaux, la MEL refacturera les dépenses de vacation et frais susvisés aux communes, semestriellement. La prestation de coordination opérationnelle, administrative et financière sera quant à elle réalisée par la MEL à titre gracieux.

Vu l'avis conforme de la commission Finances, Economie et Administration Générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- De désigner conjointement, dans les conditions visées à la présente délibération, Mme Elise UNTERMAIER-KERLEO et M. Jean-Pierre BOUCHUT, en qualité de référents déontologues des élus de la commune,
- De l'autoriser à signer la convention de prestations de services jointe en annexe de la présente délibération et dont les conditions essentielles sont rappelées ci-dessus,
- D'imputer les dépenses afférentes au budget de l'exercice.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES
REFERNT DEONTOLOGUE DES ELUS LOCAUX
L. 5215-27 du CGCT

ENTRE :

La Métropole Européenne de Lille, dont le siège est situé 2 boulevard des Cités Unies, à LILLE, représentée par son vice-président, M. Michel COLIN, dûment habilité par la délibération du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2023,

Ci-après désigné « **la MEL** »

D'UNE PART

et

La **Commune de Hem** représentée par son Maire, Francis VERCAMER, agissant aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023,

Ci-après désigné « **la Commune** »,

D'AUTRE PART

Ensemble « **Les Parties** », individuellement « **Chaque Partie** » ou « **une Partie** »

Vu la délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2023,
Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Hem du 22 juin 2023,

*
**

Préambule

Conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 dite loi 3DS, ayant modifié les dispositions de l'article L.1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, tout élu local peut désormais consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.

En application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022, les collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales et les syndicats mixtes ouverts doivent désigner un référent déontologue pour leurs élus au plus tard le 1er juin 2023. Plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes ouverts peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes.

Plusieurs maires de communes membres de la MEL s'étant montrées intéressées par la mise à disposition par la MEL d'un référent déontologue des élus mutualisé au bénéfice des communes, la MEL a proposé aux communes de désigner conjointement en qualité de référents déontologues Mme Elise UNTERMAIER-KERLEO et M. Jean-Pierre BOUCHUT, membres du comité de déontologie et d'éthique de la MEL, selon

conditions et modalités définies à la présente convention et repris par courrier de M. le Vice-président Michel COLIN.

La Commune ayant confirmé son intérêt pour adhérer au dispositif proposé par la MEL, le conseil municipal a procédé par délibération n° DEL/2023/DG/XX en date du 22 juin 2023 à la désignation conjointe de Mme Elise UNTERMAIER-KERLEO et M. Jean-Pierre BOUCHUT en qualité de référents déontologues des élus municipaux et a autorisé Monsieur le Maire à conclure la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1: Objet de la convention

La présente convention fixe les modalités et conditions dans lesquelles la MEL assure pour le compte de la Commune la coordination opérationnelle, administrative et financière afférent à la saisine des référents déontologues par les élus de la Commune.

Article 2: Obligations de la MEL

2.1 Coordination opérationnelle

La MEL met à disposition les moyens matériels nécessaires à l'exercice par les référents déontologues de leur mission auprès des élus de la Commune, et en particulier des adresses mail et postales de saisine.

La saisine des référents déontologues s'effectue par courriel envoyé à l'adresse suivante : deontologue.elus.communes@lillemetropole.fr ou à toute adresse électronique que la MEL communiquerait à la Commune en cas de changement. Les référents déontologues sont les seules personnes à pouvoir consulter cette messagerie électronique et répondre aux courriels qui leur sont adressés par les élus municipaux.

De manière exceptionnelle, la saisine des référents déontologues peut également être effectuée par voie postale à l'adresse suivante, sous double pli confidentiel :

Référents déontologues des élus de la commune de Hem
Métropole Européenne de Lille
Mission Médiation déontologie éthique
2 boulevard des Cités Unies
CS 70043
59040 Lille Cedex

En cas de saisine des référents déontologues par voie postale, la MEL effectue la réexpédition du second pli confidentiel non ouvert à l'adresse personnelle de l'un des référents déontologues, dans les meilleurs délais.

La MEL mettra également à disposition des salles de réunion permettant de recevoir les élus municipaux, sur demande des référents déontologues.

2.2. Coordination administrative et financière

La MEL procède, pour le compte de la Commune, à l'engagement, à la liquidation et au règlement des vacations des référents déontologues au titre de la saisine de ces derniers par les élus de la Commune.

Dans ce cadre notamment, la MEL établit une lettre de vacation annuelle permettant de formaliser l'engagement comptable des dépenses prévisionnelles annuelles de vacations. Si besoin, la MEL établit des lettres de vacations supplémentaires au cours de l'année civile. La MEL constate et valide le service fait des vacations sur la base des états déclaratifs établis par les référents déontologues et communiqués à la MEL par ces derniers.

Les états déclaratifs font apparaître par commune et par référent déontologue pour la période passée : le nom de la commune, le nombre de dossiers traités, le coût unitaire et global des vacations, les frais de déplacement, hébergement, restauration éventuels. En raison de l'obligation de secret et de discrétion professionnels des référents déontologues, les états déclaratifs ne mentionnent ni le nom de l'élu auteur de la saisine, ni les motifs de saisine. Ces informations ne peuvent en aucun cas être divulguées à la MEL ou à la Commune, ce que la Commune reconnait et accepte.

Sur la base des états déclaratifs susvisés, la MEL procède à la liquidation des vacations par l'édition d'un bulletin de paie, par référent déontologue, et procède au mandatement des vacations et au remboursement de frais éventuels auprès du comptable public, en fournissant toutes pièces justificatives afférentes. La MEL s'assure du bon règlement des vacations et frais par le comptable public.

Article 3: Obligations de la Commune

La Commune communique à la MEL, dans les huit jours suivant leur caractère exécutoire :

- La délibération du conseil municipal portant désignation conjointe des référents déontologues et autorisation à signer la présente convention,
- La présente convention.

La Commune s'engage à transmettre à la MEL la liste des élus municipaux de la Commune à la date de signature de la présente convention (Annexe 1). La Commune tiendra informée la MEL de tout changement pouvant intervenir dans la composition de son conseil, par l'envoi à la MEL de la liste des élus municipaux mise à jour dans les 10 jours suivant modification de la composition du conseil.

Toute communication à effectuer par la Commune à l'attention de la MEL sera réalisée par mail à l'adresse suivante : assemblees@lillemetropole.fr.

La Commune donne mandat à la MEL pour assurer la formalisation et le suivi de l'engagement, de la liquidation et du mandatement des vacations et frais des référents déontologues au titre de la saisine de ces derniers par les élus de la Commune.

La Commune s'engage à rembourser la MEL des vacations réglées aux référents déontologues afférent à des saisines réalisées par des élus de la Commune, ainsi que des frais de déplacement, hébergement et restauration afférents.

Article 4: Conditions financières – refacturation – paiement

Les prestations de coordination opérationnelle, administrative et financière objet de la présente convention sont prises en charge par la MEL ne sont pas facturées à la Commune.

La MEL refacture, semestriellement, le montant des vacations et frais de déplacement, hébergement et restauration réglées par ses soins au profit des référents déontologues à raison des saisines effectuées au cours de la période passée

à l'initiative des élus de la Commune.

La refacturation des vacations et frais des référents déontologues sera incluse dans la facturation semestrielle applicable dans le cadre du schéma de mutualisation métropolitain.

La commune s'engage à rembourser la MEL dans un délai de 30 jours après réception de l'avis de sommes à payer.

Article 5: Entrée en vigueur - Durée – Fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de signature par les deux Parties, et à la condition suspensive que la délibération prise par la Commune pour la désignation conjointe des référents déontologues des élus soit conforme au projet de délibération concordante communiqué par la MEL à la Commune,

La présente convention est conclue pour une durée déterminée expirant à la date de cessation du mandat des référents déontologues désignés par la délibération susvisée.

Chaque Partie peut mettre fin à la convention à tout moment par Lettre Recommandée avec Avis de Réception, moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

La résiliation de la présente convention aura pour effet de mettre automatiquement fin au mandat des référents déontologues.

Article 6: Modifications

Toute modification aux stipulations de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé des deux parties.

Article 7: Règlement des litiges

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différent relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention. Elles disposeront d'un délai de trois mois à compter de la réception du premier courrier de l'une des Parties faisant part de son désaccord à l'autre Partie, pour aboutir à une solution amiable.
À défaut d'accord amiable, les litiges sont de la compétence du Tribunal Administratif de Lille

Fait à Hem, le ……., en deux exemplaires.
Signatures et cachet

Pour la Métropole Européenne de Lille	**Pour la Commune de Hem**
M. Michel COLIN	M. Francis VERCAMER
Vice-président	Maire

Élise UNTERMAIER-KERLÉO

Situation actuelle

Fonctions exercées à l'université

- **Maîtresse de conférences en droit public, HDR, hors classe,** faculté de droit de l'université Jean Moulin Lyon 3 (depuis 2010)
- **Assesseure du doyen en charge de la communication et de la culture** (depuis juin 2022)
- **Référente déontologue et alerte** de l'université Jean Moulin Lyon 3 (depuis janv. 2020)
- Membre de l'**Équipe de droit public de Lyon**, co-responsable de l'axe collectif de recherche « Prise de la décision publique »
- Membre du conseil d'administration et du comité de rédaction de l'association **ALYODA- A**ssociation **LYO**nnaise de **D**roit **A**dministratif (depuis 2010)

Fonctions exercées en dehors de l'université

- Membre du **Comité consultatif de déontologie et de transparence des élus de la Ville de Lyon** (depuis nov. 2021).
- **Présidente du Comité de déontologie et d'éthique** et référente déontologue des élus **de la Métropole européenne de Lille** (depuis mai 2021).
- **Référente déontologue et laïcité** pour les centres de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône, de la Haute-Loire (depuis janv. 2018), de l'Isère (depuis févr. 2019), du Cantal (depuis janv. 2021), de la Drôme (depuis juil. 2021) et la Loire (depuis 2022) ; co-animatrice du réseau national des référents déontologues des centres de gestion (depuis mai 2021).
- Membre de **l'Observatoire de l'éthique publique** (depuis 2018).

Parcours professionnel

2016-2020	**Assesseure du doyen en charge des licences de droit (janv. 2016-sept. 2020)**
2016-2020	**Membre de la commission recherche et du conseil académique**
2012-2016	**Directrice adjointe de l'Équipe de droit public de Lyon**

Depuis 2013 **Maîtresse de conférences à la faculté de droit**, université Jean Moulin Lyon 3

2010-2013 **Maîtresse de conférences à l'IUT**, département carrières juridiques, université Jean Moulin Lyon 3

2007-2009 **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche** à la faculté de droit, université Jean Moulin Lyon 3.

2004-2007 **Allocataire-monitrice** à la faculté de droit, université Jean Moulin Lyon 3

Titres universitaires

2022 **Habilitation à diriger les recherches**

- Thème **:** *La bonne administration, Une approche juridique de l'éthique administrative*, avec une étude inédite *Le référent déontologue. Figure modeste, figure moderne de l'administration*.
- Date et lieu de soutenance : 6 juill. 2022, université Jean Moulin Lyon 3
- Garante : Caroline Chamard-Heim ; Rapporteurs : Fabrice Melleray, Johanne Saison et Emmanuel Aubin ; Olivier Renaudie (président) ; Hervé de Gaudemar.

2010 **Qualification** aux fonctions de maître de conférences (section 02)

2009 **Doctorat de droit public**, *Mention très honorable avec les félicitations du jury*

- Titre de la thèse : *Les règles générales en droit public français*
- Date et lieu de soutenance : 12 nov. 2009, université Jean Moulin Lyon 3
- Directrice : Sylvie Caudal Sizaret

2006 **Master 2 Recherche - Théorie et analyse du droit,** *Mention bien*, université Paris X Nanterre

2004 **DEA - Droit public fondamental,** *Mention bien*, université Jean Moulin Lyon 3

2003 **Maîtrise de droit public,** *Mention bien*, université Jean Moulin Lyon 3

2002 **Licence de droit public**, *Mention bien*, université Jean Moulin Lyon 3

2001 **DEUG de droit**, *Mention bien*, université Jean Moulin Lyon 3

1999 **Baccalauréat série L**, option mathématiques, *Mention bien*

Distinctions

2021 **Chevalier dans l'ordre des palmes académiques**

Enseignement

Cours magistraux

- Depuis 2022 : cours magistrat de **droit des administrés**, Master 2 droit public fondamental
- Depuis 2013 : cours magistral de **droit administratif général**, Licence 2, semestres 3 et 4 (72 h)
- Depuis 2012 : cours magistral de **science administrative**, Master 2 Carrières publiques (15 h)
- Depuis 2019-2020 : cours magistral de **procédure administrative non contentieuse**, Master 1 droit public, semestre 2 (20 h)
- Depuis 2019-2020 : cours magistral de **droit administratif approfondi**, Master 2 carrières publiques (15 h)

Autres formations

- Depuis 2021-2022 : formation **déontologie de la fonction publique** pour l'Institution régional d'administration (IRA) de Lyon (2 sessions par an de 3 heures).
- Depuis 2020-2021 : formations **environnement juridique et déontologie** (2 sessions par an de 3h) et **déontologie universitaire et intégrité scientifique** (une session par an de 4 h), destinées aux personnels de l'université Jean Moulin Lyon 3
- 2019 : participation à la **formation à la déontologie** des formateurs académiques, Institut des hautes études de l'éducation et de la formation – IHEEF (animation d'ateliers, rédaction de cas pratiques)
- 2015-2018 : formation **valeurs du service public – déontologie administrative** à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques ENSSIB (18 h)

Publications dans le champ de la déontologie de la vie publique

1. *Déontologie de la fonction publique*, avec Jean-François Kerléo, PUF (à paraître).
2. « Le contrôle des projets de départ des agents publics vers le secteur privé : l'appréciation *in concreto* des risques juridiques », revue *AJFP* (Dalloz), n° 3, 2023.
3. « La maîtrise des risques d'atteinte à la probité dans les collectivité territoriales - Comment insuffler une dynamique ambitieuse et effective ? », revue GRASCO, n° 39, février 2023.
4. « Un défi de la sécurité globale : la moralisation du secteur de la sécurité privée. À propos de la loi du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés », in Julie Gallois

et Raphaël Maurel (dir.), *La sécurité globale. Perspectives juridiques et éthiques*, éd. L'épitoge, vol. XXXVI, sept. 2022.

5. « Pour la reconnaissance d'une responsabilité disciplinaire des élus locaux en cas de manquement à leurs obligations déontologiques », *JCP A*, 6 mai 2022, n° 2151.
6. « Les référents déontologues pour la fonction publique territoriale : 1er bilan du réseau national des centres de gestion », *JCP A*, 6 mai 2022, n° 2153.
7. « Vente d'un terrain communal au compagnon de la DGS de la collectivité : condamnation pour prise illégale d'intérêts en l'absence d'arrêté de déport. À propos de CA Grenoble, 6e ch. corr., 23 nov. 2021, n° 20/01514, *JCP A* 6 mai 2022, n° 2158.
8. « Le cumul d'activités par les magistrats et juges professionnels », in Élina Lemaire, Johanne Saison, Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *La déontologie des juges. État des lieux et perspectives d'avenir*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, déc. 2021.
9. « Le traitement du conflit d'intérêts par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Commentaire du *Guide déontologique II* », *AJCT* juil.-août 2021, 357.
10. « Le cumul d'activités par les hauts fonctionnaires », in *Quelle déontologie pour les hauts fonctionnaires ? Enjeux, textes et perspectives*, Emmanuel Aubin, Jean-François Kerléo, Jean-Michel Eymeri-Douzans, Johanne Saison (dir.), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, T. 132, juin 2021.
11. « L'intégrité scientifique sous les feux de la rampe. La transparence des intérêts portés par un enseignant-chercheur à l'occasion d'une publication », avec Blandine Mallet-Bricout, *JCP G*, n° 21, 25 mai 2021, Libres propos, n° 537.
12. « La reconversion professionnelle des élus locaux : quel cadre déontologique ? », in Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Déontologie des élus locaux : les risques de l'action publique locale (volet 2)* », *JCP A* 10 mai 2021, n° 2160.
13. « Le secret est-il une question ? Entretien avec un référent déontologue », in dossier *Confidentialité et secret professionnel dans les collectivités*, *AJCT* déc. 2020.
14. « Actes administratifs unilatéraux et déontologie des élus locaux : identifier les risques juridiques pour mieux les prévenir », in Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *Déontologie des élus locaux : les risques de l'action publique locale*, *JCP A* 23 nov. 2020, n° 2303.
15. « Guide pratique de la déontologie des élus locaux », *AJCT* sept. 2020, p. 6.
16. « Pas de déontologue pour les élus locaux ! », tribune, *AJCT* janv. 2020, p. 1.
17. « Déontologie des acteurs de la justice et laïcité », in *La laïcité dans la justice*, Mathilde Philip-Gay (dir.), rapport de recherche, Mission de Recherche Droit et Justice, oct. 2019.
18. « Le serment, vestige religieux dans une justice laïque », in *La laïcité dans la justice*, Mathilde Philip-Gay (dir.), rapport de recherche, Mission de Recherche Droit et Justice, oct. 2019.
19. « La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité », *in* Élise Untermaier-Kerléo (dir.), *La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité*, *JCP A* n° 27, 9 juil. 2018, n° 2202.

20. « Les lois pour la confiance dans la vie politique : toujours plus de déontologie mais pas de "choc de confiance" », revue *Droit administratif*, janv. 2018, étude, n° 1, p. 17.
21. « Les députés protecteurs de la déontologie. À propos de la loi Sapin II », revue *Droit administratif*, mars 2017, étude, n° 3, p. 15.
22. « Le serment en droit public. Un possible retour en grâce ? », in *Déontologie et droit public*, Ph. Blachèr (dir.), préf. de J. Gicquel, LGDJ, 2014.
23. « L'exercice d'activités privées par un agent public en congé maladie : quelle(s) faute(s), quelle sanction ? », note sous TA Clermont-Ferrand, 12 juill. 2019, *Clermont Auvergne Métropole*, N° 1702333, *rev. jurisp. ALYODA* 2020/1.

- ***Travaux réalisés dans le cadre de l'Observatoire de l'éthique publique***

24. « Un référent déontologue indépendant pour les élus locaux et les agents publics. Proposition de décret », *Position paper*, 25 avr. 2022.
25. « La déontologie de la vie publique », in *Rénover la démocratie régionale*, Livre blanc de l'Observatoire de l'éthique publique, juin 2021.
26. « Pour une déontologie partagée des agents et des élus. Étendre la compétence du référent déontologue aux élus locaux », *Position paper* co-écrit avec Jean-François Kerléo pour l'Observatoire de l'éthique publique, 18 nov. 2019.
27. « Le référent déontologue au sein de la fonction publique, premier bilan et perspectives d'évolution », note pour l'Observatoire de l'éthique publique, 27 mai 2019.

Communications

- Animation de la table ronde « L'application du principe de la laïcité dans les collectivité territoriales », lors de la *Première rencontre nationale des référents laïcité de l'ANDCDG*, journée de la laïcité des centres de gestion (en visioconférence), 9 déc. 2022.
- Animation de la table ronde « Charte de déontologie et cartographie des risques d'atteinte à la probité », lors des premières *Assises de l'éthique publique locale* organisées par l'Observatoire de l'éthique publique, 24 et 25 novembre 2022, Valenciennes.
- « Le comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille », intervention lors des premières *Assises de l'éthique publique locale* organisées par l'Observatoire de l'éthique publique, 24 et 25 novembre 2022, Valenciennes.
- « Prévenir et agir : recommandations du référent déontologue et échange de bonnes pratiques », participation à une table ronde lors du 21e colloque de l'Observatoire SMACL, *Les collectivités territoriales face aux conflits d'intérêts*, 20 oct. 2022
- « Les grandes décisions du tribunal administratif de Lyon », discours prononcé lors de la rentrée solennelle du TA de Lyon, 14 oct. 2022.

- « Un exemple d'utilisation d'une plateforme dans le cadre d'une politique publique : Parcoursup », intervention au colloque *L'émergence d'un droit des plateformes*, Xavier Delpech (dir.), université Jean Moulin Lyon 3, 21 oct. 2020.
- « Premières rencontres - Déontologie universitaire et Intégrité scientifique, université Jean Moulin Lyon 3, séminaire animé en qualité de référente déontologue de l'établissement avec Blandine Mallet-Bricout, référente intégrité scientifique, 25 sept. 2020.
- « La déontologie des élus locaux », intervention auprès des élus de la ville de Grenoble, avec Transparency International France, Grenoble, 7 juil. 2020.
- « Le nouveau cadre déontologique des agents publics : avancées et risques », intervention au colloque *La loi de transformation de la fonction publique : quelles nouvelles perspectives pour la fonction publique ?,* 12 mars 2020, université de Lille.

Organisation de colloques, journées d'études et participation à des programmes de recherche

- Co-organisation, avec Mathilde Icard, Johanne Saison et Claude Beaufils de la *Première rencontre nationale des référents laïcité de l'ANDCDG*, journée de la laïcité des centres de gestion (en visioconférence), 9 déc. 2022.
- Co-organisation, avec Matthieu Caron et Aurore Granero avec *Déontologie de la vie publique locale : le grand déploiement*, 1ère édition des Assises nationales de l'éthique publique locale organisées par l'Observatoire de l'éthique publique, avec le partenariat de l'EDPL et de l'IEA, 24 et 25 novembre 2022, Valenciennes.
- Membre du comité scientifique du colloque *La jurisprudence administrative locale - Réflexions à l'occasion des 10 ans de l'Association LYonnaise de Droit Administratif*, 8 oct. 2021, université Jean Moulin Lyon 3.
- Co-organisation, avec Johanne Saison, de la journée d'échange des référents déontologues de la fonction publique territoriale, à l'initiative du cdg59, en partenariat avec l'Observatoire de l'éthique publique et la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (5 févr. 2020, à distance).
- Membre du comité scientifique du colloque *La loi de transformation de la fonction publique : quelles nouvelles perspectives pour la fonction publique ?,* 12 mars 2020, université de Lille.
- Organisation de la journée d'étude et de formation *La déontologie des acteurs de la justice à l'épreuve de la laïcité,* 25 mai 2018, université Jean Moulin Lyon 3.
- Participation au programme de recherche *La laïcité dans la justice*, dirigé par Mathilde Philip-Gay, financé par la Mission de recherche Droit et justice, 2016-2019 (coordination « Déontologie »).

- Membre du comité scientifique du colloque *Les 30 ans des cours administratives d'appel*, 1er décembre 2017, premier colloque de l'Association Lyonnaise de Droit Administratif (ALYODA).
- Contribution à la rédaction du chapitre « L'internationalisation de la transparence publique, entre diversité des droits nationaux et montée en puissance de *l'open data* », sous la direction scientifique de J.F. Kerléo, in *Open data et intégrité publique*, rapport publié par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), déc. 2016, pp. 78-87 : https://www.hatvp.fr/wordpress/wp-content/uploads/2016/12/Open-data-integrite-publique.pdf
- Organisation, avec Philippe Blachèr et Jean-François Kerléo, d'un cycle de conférences sur la déontologie de la vie publique, université Jean Moulin Lyon 3, 2015-2016.
- Présentation du projet GEDEON – Groupe d'Étude sur la DÉONtologie de la vie publique, déposé dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Agence nationale de la recherche (2014), en partenariat avec l'université de São Paulo (projet qui a passé la phase de pré-sélection).

Encadrement de recherches, participation à des jurys

- Membre du jury du Prix de Recherche 2021 de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

CURRICULUM VITAE

Jean-Pierre BOUCHUT
né le 20 avril 1954 à Saint-Etienne (Loire)

Marié, trois enfants
Nationalité française.

Magistrat administratif honoraire.

Distinction honorifique :
Chevalier dans l'ordre national du Mérite.

Carrière :

Retraité depuis novembre 2021 :
Membre du comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille ;
Affecté en qualité de magistrat honoraire à la cour administrative d'appel de Douai ;
Vacataire occasionnel à l'Université de Lille : droit matériel et institutionnel de l'environnement depuis septembre 2021 (étudiants en master 2 de droit public, parcours ICEU) ;
président de conseils de discipline de la fonction publique territoriale depuis septembre 2022.

Septembre 2019 – novembre 2021 :
Affecté à la cour administrative d'appel de Douai (rapporteur à la 1ère chambre)

Août 2013 - août 2019 :
Directeur juridique à la Société du Grand Paris

Novembre 2012 - août 2013 :
Affecté au tribunal administratif de Lille (rapporteur à la1ère chambre)

Janvier 2005 - octobre 2012 :
Directeur des affaires juridiques et de la commande publique à Voies navigables de France.
Délégué pour la défense et la sécurité pour l'établissement.

Janvier - décembre 2004 :
Sous-directeur du littoral et des activités nautiques à la direction du transport maritime, des ports et du littoral (ministère de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer); administrateur de l'IFREMER et du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, membre du comité stratégique du CEDRE, responsable national de Polmar-Terre ;

Septembre 2001 - décembre 2003 :
Adjoint au sous-directeur des affaires juridiques à la direction des affaires financières et de l'administration générale, (ministère de l'équipement, du logement, des transports, du tourisme et de la mer)

Octobre 1996 - septembre 2001 :
- Rapporteur au tribunal administratif de Lyon (rapporteur à la 5ème chambre) ;
- Commissaire du Gouvernement entre septembre 1997 et août 1998

Avril 1996 : nommé et titularisé dans le grade de conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel. Stage au Conseil d'Etat jusqu'en septembre 1996.

Septembre 1989 - mars 1996 :
Attaché d'administration centrale puis attaché principal au 1er janvier 1992
Détaché dans les services du Premier ministre (secrétariat général du Gouvernement)
- adjoint au chef de la mission d'organisation des services du Premier ministre
- puis chargé de mission adjoint

Août 1987 - août 1989 :
Attaché d'administration centrale du ministère de l'intérieur.
Adjoint au chef du bureau des structures territoriales à la direction générale des collectivités locales

Novembre 1986 - juillet 1987 :
Direction départementale de l'équipement de la Loire.
Ingénieur contractuel, chargé de mission auprès du directeur départemental

Novembre 1984 - octobre 1986 :
Stagiaire du cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'ENA.

Mai 1978 - octobre 1984 :
Direction départementale de l'équipement de la Loire.
Ingénieur contractuel, chargé d'études d'urbanisme puis chargé de mission au groupe d'études et de programmation

Septembre 1977 - avril 1978 :
Direction départementale de l'équipement de l'Ain.
Ingénieur contractuel à l'arrondissement opérationnel

Autres activités :
Professeur principal en techniques juridiques de l'ingénieur à l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat entre septembre 1997 et septembre 2001.

Publications :

- La modernisation de la gestion des voies navigables, mars 2009, Annales de la voirie, n° 133.

- Le service public des bases de données juridiques, article publié dans la revue « Actualité juridique - droit administratif », avril 1998, p. 291.

- Les bases de données juridiques de l'Etat et le droit de la concurrence, article publié dans la Gazette du palais, janvier 1994-1, p. 90.

- La conciliation des règles de la concurrence et du droit public dans l'exploitation des gisements de données publiques, article publié dans la Revue française d'administration publique, octobre décembre 1994, n° 72, p. 631.

DEL/2023/DG
Marchés hebdomadaires des commerçants non sédentaires
Résultat de la consultation des entreprises
Attribution de la délégation de service public

Par délibération n°DEL/2022/DG/111 du 14 décembre 2022, le Conseil Municipal a approuvé le principe de gestion en délégation de service public des marchés hebdomadaires des commerçants non sédentaires.

La Ville de Hem a donc lancé une consultation pour confier l'exploitation du marché d'approvisionnement, son organisation, sa gestion et son animation, selon la procédure de délégation de service public simplifiée telle que définie à l'article L 1411-12 c) du Code Général des Collectivités Territoriales, considérant que les recettes prévisionnelles dues au délégataire pour la durée du contrat justifient le recours à cette procédure.

A ce titre, le rapport financier d'exploitation, en annexe n°1 de la présente délibération, fait ressortir l'ensemble des sommes perçues par le délégataire pour la période 2018-2021.

La consultation donnera lieu à la mise en place d'une convention d'affermage. Le délégataire, appelé « le fermier » est une personne morale de droit privé qui assure la gestion et l'exploitation d'un service public, à ses risques et périls.

Au titre du projet de convention définitif joint en annexe n°2, le délégataire assure les missions suivantes :

- Proposer à la commission paritaire des marchés le recrutement des commerçants en veillant au respect de la diversité de l'offre commerciale,
- Mettre en place une organisation pérenne et transparente dans l'accueil et l'installation des commerçants,
- Mettre en œuvre un règlement du marché et son application et le signalement de tout dysfonctionnement à la Ville,
- Organiser les animations en accord avec la commune,
- Assurer les encaissements permettant une stricte application des tarifs du marché et un contrôle par la ville,
- Rédiger et transmettre un bilan annuel de la situation du marché, des actions menées, des difficultés rencontrées et des plans d'actions pour y répondre

Une analyse des candidatures et des offres a été effectuée le 25 mai 2023.
2 candidatures : Les fils de Madame GERAUD et SOMAREP SAS ont été analysées et déclarées recevables.

Les offres ont été analysées selon la notation suivante :

	Les fils de Madame GERAUD	**SOMAREP SAS**
Conditions d'exploitation : 50 pts	44	49
Conditions financières : 50 pts	45	50
Note finale : 100 pts	**89**	**99**

L'attribution retenue pour l'offre économiquement la plus avantageuse est la suivante :

- SOMAREP SAS

La convention de délégation de service public sera conclue pour une durée de 7 ans et prendra effet à compter de sa notification au titulaire ou à compter du 21 juillet 2023, selon la plus tardive des deux dates.

Le tarif général hors taxes des droits de place par séance est fixé, sur la base d'une profondeur de 2 mètres, comme suit :

Droits de place	**Commerçants abonnés**	**Commerçants non abonnés**
A compter du 21 juillet 2023	1.25€ HT/mètre linéaire	1.47 € HT/mètre linéaire
A compter du 1er septembre 2023	1.25 € HT/mètre linéaire	1.47 € HT/mètre linéaire

Le tarif des redevances Electricité et Animation est fixé comme suit :

- La redevance Electricité est fixée à 0.30 € HT par séance.
- La redevance Animation est fixée à 1.28 € HT par séance.

Les droits de place et redevances diverses seront actualisés chaque année, à compter du 1er septembre 2023, dans les conditions fixées dans la convention. Cette actualisation sera proposée par le délégataire et entérinée par le Conseil Municipal.

Le fermier versera à la Ville une redevance annuelle égale à 100 € par an et le remboursement des frais d'électricité.

Vu l'avis conforme de la Commission Finances, Economie, Moyens et Administration Générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- De conclure une convention de délégation de service public pour l'exploitation des marchés hebdomadaires des commerçants non-sédentaires avec la société SOMAREP SAS,

- De l'autoriser à signer la convention de délégation de service public ainsi que tous les actes et décisions nécessaires à la bonne conclusion de la procédure,

- D'imputer les dépenses afférentes à la procédure administrative sur les crédits inscrits à l'exercice.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/DG/
ADHESION A LA CONVENTION « ELEC2025 » PROPOSEE PAR L'UGAP
FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE

La loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010, dite loi NOME prévoyait la suppression des tarifs réglementés de vente (TRV) d'électricité pour les sites supérieurs à 36 KVA (tarifs jaune et vert) au 31 décembre 2015.

A cette échéance, la Ville de Hem devait obligatoirement satisfaire ses besoins en électricité au terme d'une mise en concurrence des fournisseurs.

Compte tenu des enjeux techniques, économiques et juridiques que soulève l'achat d'énergie, l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) a proposé aux collectivités et établissements publics d'adhérer à un dispositif d'achat groupé.

Ce recours à la centrale d'achat public UGAP, présente en effet l'intérêt :

- De fédérer de nombreuses personnes publiques aux profils de consommation variés (collectivités, établissements d'enseignement, établissements hospitaliers, l'Etat, opérateurs assurant des missions d'intérêt général etc.), dans le but d'obtenir des volumes suffisamment importants pour susciter l'intérêt des fournisseurs et donc à stimuler la compétition,
- De dispenser les adhérents de toute procédure de publicité et de mise en concurrence puisque ces dernières seraient assurées par l'UGAP,
- De les faire profiter d'un cahier des charges élaboré en toute connaissance des marchés de l'énergie et de l'achat public du fait de la forte expertise de l'équipe projet Energie et Environnement de l'UGAP.

La Ville de Hem a adhéré au dispositif « Electricité 1 », lequel a permis à la Ville de Hem de réaliser des économies substantielles sur l'ensemble de ses sites, par rapport aux tarifs réglementés, puis au dispositif « Electricité 2 » qui a donné lieu à un marché subséquent s'exécutant à compter du 1er janvier 2019 et qui a pris fin au 31 décembre 2021, puis au dispositif « Electricité 3 » qui a donné lieu à des marchés subséquents s'exécutant du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2024.

Afin d'assurer la continuité de service, une nouvelle procédure d'adhésion intitulée « ELEC2025 » vient d'être engagée par l'UGAP, en vue d'un démarrage du nouveau marché à compter du 1er janvier 2025 pour une durée de trois ans.

Pour la signature de la convention d'adhésion au dispositif, l'UGAP désire que les adhérents se prononcent sur la part d'électricité verte souhaitée. A ce titre, la Ville de Hem a le choix entre différentes options :

- Choix de l'énergie : (choix non engageant)
    - Standard (mix énergétique)
    - Electricité Verte
        - 50%
        - 75%
        - 100%

- Choix du taux de couverture d'électricité verte : (choix non engageant)
    - EV
    - EV+

- Choix EVP « Electricité Verte Premium » : (choix engageant)

Ceci étant exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'opter pour les choix suivants :

- D'opter pour un choix mixte selon les points de livraison (PDL) :
  - Energie standard (mix énergétique)
  - Energie électricité verte 100% en qualité EV

  selon les sites repris en annexe.

Energie standard :

Ferme FRANCHOMME
Maison du Portugal
GS Victor HUGO/Complexe DUBUS
Salles Cruypenninck & Delcourt
Bâtiment Schweitzer / restos du Cœur
Centre Technique Municipal
Maternelle La Fontaine
Site Diligent & GS Curie
Groupe Scolaire Saint Exupéry
Groupe Scolaire Pagnol
Maison de la Petite Enfance
Groupe Scolaire De Lattre
Hôtel de ville
La Cantoria
Le Zéphyr

Energie électricité verte 100% en qualité EV

Centre commercial Schweitzer
Local MEDIA
Schweitzer
Local Syndical
Cimetière
Salles Brasiello & Sockeel
Tiers Lieux 1
Tiers Lieux 2
Primaire Ferry
Stade Hidalgo
Maison du Foot
Grand-Place // Bornes marchés& fontaine
Grand-Place // Tarif jaune manifestations
Salle H Dunant
Salle Beaumont
Salle des fêtes et local PM
Caméras rue Watteeuw
Caméras rue Jules Guesde

Entrepôt PIAT
Etang de Pêche/ Base de loisirs
Panneau square Berthelot
CIB // Coquin-Coquine
Ferme Braquaval // Services généraux
Salle Bournazel
Logement 419 Guesde
Eclairage Stade
Parking Dubus
radar Clemenceau
radar Charles de Gaulle
radar petit flot
Parking Agents
Dojo
LEPLAT ZEPHYR
Ombrières parking MESP
CS Lionderie Eclairage public

Vu l'avis conforme de la Commission Finances, Economie, Moyens et Administration Générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal :

1. De l'autoriser à signer avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) une convention ayant pour objet la mise à disposition d'un (de) marché(s) de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés passé(s) sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP ;
2. De l'autoriser à signer tous les actes et toutes les mesures d'exécution nécessaires à l'application de la présente délibération ;
3. D'imputer les dépenses successives sur les crédits qui seront inscrits aux exercices concernés.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

ANNEXE - LISTE DES SITES

Energie standard :	Energie électricité verte 100% en qualité EV
Ferme FRANCHOMME	Centre commercial Schweitzer
Maison du Portugal	Local MEDIA
GS Victor HUGO/Complexe DUBUS	Schweitzer
Salles Cruypenninck & Delcourt	Local Syndical
Bâtiment Schweitzer / restos du Cœur	Cimetière
Centre Technique Municipal	Salles Brasiello & Sockeel
Maternelle La Fontaine	Tiers Lieux 1
Site Diligent & GS Curie	Tiers Lieux 2
Groupe Scolaire Saint Exupéry	Primaire Ferry
Groupe Scolaire Pagnol	Stade Hidalgo
Maison de la Petite Enfance	Maison du Foot
Groupe Scolaire De Lattre	Grand-Place // Bornes marchés& fontaine
Hôtel de ville	Grand-Place // Tarif jaune manifestations
La Cantoria	Salle H Dunant
Le Zéphyr	Salle Beaumont
	Salle des fêtes et local PM
	Caméras rue Watteeuw
	Caméras rue Jules Guesde
	Entrepôt PIAT
	Etang de Pêche/ Base de loisirs
	Panneau square Berthelot
	CIB // Coquin-Coquine
	Ferme Braquaval // Services généraux
	Salle Bournazel
	Logement 419 Guesde
	Eclairage Stade
	Parking Dubus
	radar Clemenceau
	radar Charles de Gaulle
	radar petit flot
	Parking Agents
	Dojo
	LEPLAT ZEPHYR
	Ombrières parking MESP
	CS Lionderie
	Eclairage public

CONVENTION ELECTRICITE

Ayant pour objet la

**mise à disposition d'un (de) marché(s)
de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés
passé(s) sur le fondement d'accords-cadres à conclure par l'UGAP**

**Date limite de réception du dossier complet sur www.ugap.fr/elec :
vendredi 30/06/2023**

Entre, d'une part :

Entité bénéficiaire :

SIREN :

Adresse :

Code postal : Ville :

Représenté(e) par :

agissant en qualité de :

ci-après dénommé « le Bénéficiaire »,

Et d'autre part :

L'Union des groupements d'achats publics (UGAP), établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié précité ;

ci-après dénommée « l'UGAP »,

PRÉAMBULE :

Afin d'accompagner les personnes publiques initialement confrontées à la fin des Tarifs Réglementés de Vente (TRV) puis ayant besoin de mettre en concurrence leurs achats d'énergie, l'UGAP met en œuvre des dispositifs d'achat groupé d'énergie.

Les appels d'offres groupés d'énergie nécessitent l'engagement du Bénéficiaire en amont de la publication afin de garantir la bonne tenue de la mise en concurrence et ne pas mettre en risque l'économie générale du marché.
Pour ces raisons, l'engagement ferme et définitif du Bénéficiaire est nécessaire pour intégrer ce dernier dans la procédure d'appel d'offres public.

Eu égard à l'exigence de loyauté des relations contractuelles, le bénéficiaire s'engage par la signature de la présente convention, à faire application de toutes les stipulations qui la composent.

- Vu les articles 1er, 17 et 25 du décret n° 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, disposant, pour le premier, que l'UGAP « *constitue une centrale d'achat au sens du code de la commande publique*», pour le deuxième, que « *l'établissement est soumis, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du code de la commande publique* » et, pour le troisième, que « *les rapports entre l'établissement public et une collectivité […] peuvent être définis par une convention prévoyant notamment la nature des prestations à réaliser, les conditions dans lesquelles la collectivité ou l'organisme contrôle leur exécution et les modalités de versement d'avances sur commande à l'établissement »*.

- Vu l'article L 2113-2 du code de la commande publique prévoyant qu'une centrale d'achat est un acheteur qui a pour objet d'exercer de façon permanente, au bénéfice des acheteurs, l'une au moins des activités d'achat centralisées suivantes :
  1° L'acquisition de fournitures ou de services ;
  2° La passation des marchés de travaux, de fournitures ou de services.

- Vu l'article L 2113-4 du code de la commande publique prévoyant que l'acheteur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour les seules opérations de passation et d'exécution qu'il lui a confiées.

Il a été convenu :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'intégration dans une procédure d'appel d'offres public de fourniture, d'acheminement d'électricité et services associés, dans le cadre du dispositif ELEC 2025.

Seuls sont concernés, au titre de la présente convention, les sites raccordés au réseau de distribution d'électricité d'ENEDIS et de celui des Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) des Entreprises Locales de Distribution suivantes : Strasbourg Électricité Réseaux, GreenAlp.

Les prestations de fourniture en électricité du(es) marché(s) ne pourront débuter qu'à compter du 01/01/2025.
Le nouveau Bénéficiaire (dont les sites ne sont pas concernés par le dispositif UGAP ELEC 3) fait son affaire de la fourniture en électricité de ses sites dont l'échéance contractuelle arrive avant cette date. Il lui est cependant possible d'intégrer des sites dont l'échéance contractuelle arrive après cette date (le tableau de recensement des besoins permet de distinguer les dates de début de fourniture site par site).

Par la signature de la présente convention, le Bénéficiaire donne mandat au Président de l'UGAP ou au représentant du pouvoir adjudicateur par délégation, qui l'accepte, en son nom et pour le compte du Bénéficiaire, représenté par la personne physique mentionnée en première page de la présente convention, à l'effet :

- d'autoriser l'UGAP, son conseil ou tout fournisseur candidat à l'appel d'offres à accéder aux données de consommation disponibles relatives aux Points De Livraison (PDL) du Bénéficiaire des GRD concernés et autoriser ces derniers à les communiquer à l'UGAP, son conseil ou à tout fournisseur candidat à l'appel d'offres;
- de signer la décision d'attribution du(des) marché(s) ;
- de signer et adresser le(s) courrier(s) de rejet(s) ;
- de signer le(s) acte(s) d'engagement du(des) marché(s) pour le compte du Bénéficiaire ;
- de réaliser toutes opérations nécessaires dans le cadre de la stratégie d'achat (achat dynamique multi-clics) ;
- de signer tout avenant ou tout document d'exécution qui impacterait l'ensemble des bénéficiaires (à titre indicatif et d'exemple, une évolution de l'acheminement, activité en monopole régulé, un événement d'ordre réglementaire, des ordres d'achats aux titulaires dans le cadre de l'achat dynamique multi-clics …) ;
- d'autoriser l'UGAP à mentionner le fait que le Bénéficiaire fait ou a fait partie du dispositif d'achat groupé de l'UGAP.
- réaliser, le cas échéant, les formalités mentionnées à l'article L622-13 du code de commerce (mise en demeure de l'administrateur, saisine du juge-commissaire…) ;
- résilier, le cas échéant, l(es)'accord-cadre et le(s) marché(s) subséquent(s).

L'UGAP ne prend pas en charge l'établissement et la mise en œuvre des actes d'exécution propres à chaque bénéficiaire (à titre indicatif et d'exemple, avenant de transfert, certificat administratif, actes pouvant découler des modifications de périmètre et de transfert de compétences, changement de comptable assignataire, de coordonnées, nantissement du marché, cession de créance…).

Par l'effet du présent mandat, le Bénéficiaire est engagé à l'égard de l'UGAP et du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) sur toute la durée du(des) marché(s) conclus en son nom.

Le Bénéficiaire est informé qu'en cas de désengagement de sa part intervenant après signature de la présente convention, les frais présentés à l'articles 4.2.4 du présent document lui seront appliqués et qu'il s'expose à des demandes d'indemnisation du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) relatifs aux frais et investissements engagés pour l'exécution du (des) marchés.

La signature de la présente convention vaut engagement définitif du Bénéficiaire.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont :

- la présente convention
- l'annexe tableau de recensement (fichier numérique).

Le processus mis en place est le suivant :

- Téléchargement du dossier d'adhésion (contenant la présente convention, le tableau de recensement des besoins et le mode d'emploi) sur www.ugap.fr/elec par le bénéficiaire avec ses identifiants UGAP.fr
- Retour des documents conformément aux indications du mode d'emploi, exclusivement via www.ugap.fr/elec (confirmation à l'écran suite au dépôt et adressée par mail)
- Contrôle des documents retournés, par l'UGAP
- Confirmation définitive d'embarquement (automatique lors du dépôt complet et/ou après la fin de la campagne de recensement)

Les documents d'adhésion correctement renseignés et signés doivent être reçus par l'UGAP impérativement et EXCLUSIVEMENT via le portail www.ugap.fr/elec au plus tard à la date figurant en première page du présent document.

A défaut de réception des documents susvisés dans les délais et selon les modalités prévues, le Bénéficiaire ne sera pas intégré dans le présent dispositif d'achat groupé et ne pourra y prétendre.

Le(s) site(s) restant en anomalie (mal renseignés sans respecter les consignes du mode d'emploi, références fictives ou erronées…) dans le tableau de recensement ne sera(seront) pas intégré(s) dans les dispositifs précités et ce malgré la signature de la présente convention. Dans le cas où le bénéficiaire n'aurait qu'un seul site et que celui-ci serait en anomalie, sa participation au dispositif ne serait pas valide.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée courant de la date de signature par le Bénéficiaire de la présente convention jusqu'au terme du (des) marché(s) passé(s), par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, fixé au 31 décembre 2027.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 - OBLIGATIONS DE L'UGAP

L'UGAP procède, dans le respect du droit de la commande publique à l'ensemble des opérations de mise en concurrence en vue de la conclusion du (des) marché(s).

Précisément, l'UGAP est ainsi chargée :

- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- de collecter les besoins exprimés ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de réception et d'analyse des offres ;
- de signer le(s) marché(s) pour le compte du bénéficiaire.

4.1.1) Conclusion de marché(s)

Afin de respecter les fondamentaux de l'amont industriel et de stimuler la concurrence, et si cela s'avère nécessaire la procédure sera allotie selon divers critères, dont notamment les typologies de bénéficiaires, la localisation géographique des sites, la typologie et les caractéristiques techniques des points de livraison, la volumétrie des lots…

L'appel d'offres sera lancé sous la forme d'une consultation ainsi allotie visant à la conclusion de marché(s) sous la seule responsabilité de l'UGAP.

4.1.2) Mise à disposition des éléments nécessaires à l'exécution du marché

Suite à l'attribution et signature du (des) marché(s) par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, les éléments nécessaires à l'exécution seront mis à disposition, dans son espace bénéficiaire sur le portail www.ugap.fr/elec afin que ce dernier assure ses obligations.

4.2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

4.2.1) Obligations au stade de l'inscription sur le portail en ligne

Le Bénéficiaire s'engage à :

- utiliser exclusivement la présente convention et son tableau de recensement téléchargés sur le portail en utilisant exclusivement un compte ugap.fr (identifiant et mot de passe) appartenant à l'entité signataire de la présente convention ;
- respecter le mode d'emploi téléchargeable avec le tableau de recensement sur le portail, destiné à en faciliter le renseignement et à fiabiliser les données collectées. Il appartient en particulier au Bénéficiaire de lister sans erreur les identifiants Points Référence Mesure (PRM) / Référence Acheminement Electricité (RAE) de ses Points De Livraison (PDL), figurant sur ses factures d'électricité en respectant le format du Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD). Les PDL dont l'identifiant sera erroné, ne seront pas intégrés à la consultation en dépit de la signature de la présente convention, cette donnée étant indispensable à la collecte des données de consommation auprès du GRD ;
- transmettre à l'UGAP exclusivement via le portail dédié, le tableau de recensement dûment renseigné et la convention signée ;

Par la signature de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à ne pas exprimer des besoins identiques à ceux qui constituent l'objet de la présente convention dans d'autres procédures, et de conclure de marchés publics avec d'autres opérateurs économiques que l'UGAP, ainsi :

- **il remplit les obligations liées à l'intégration dans la procédure d'appel d'offres et à l'exécution du(des) marché(s) lancé(s) par l'UGAP pour son compte ;**
- **il s'engage à ce que les Points de Livraison figurant dans le tableau de recensement n'aient pas été et/ou ne soient pas intégrés dans toute autre procédure de mise en concurrence ou contrat dont l'exécution serait concomitante avec celle des marchés passés par l'UGAP dans le cadre de la présente convention.**

Par ailleurs, le sujet de la flexibilité[1] étant devenu prégnant avec la hausse des marchés de l'énergie rencontrée depuis la crise énergétique, fait qu'à l'avenir, le rajout de sites en cours de marché pourrait éventuellement générer un surcoût pour le Bénéficiaire. Ainsi, l'attention du Bénéficiaire est attirée sur le fait qu'il est judicieux pour lui de déclarer tous ses sites, de la manière la plus exhaustive possible, y compris les sites qui arriveraient en cours de marché à une date connue (même approximative).

Si après avoir retourné ses documents d'adhésion, le Bénéficiaire souhaitait se désister, il ne peut le faire que pendant la période d'adhésion, c'est-à-dire jusqu'à la date limite indiquée en première page du présent document.

Pour être valable, le désistement se fait uniquement par suppression des documents déposés sur www.ugap.fr/elec avant cette date limite. Tout autre moyen de manifester l'intention du Bénéficiaire de se désister (par téléphone, courrier électronique, courrier, courrier avec accusé de réception ou autre), avant ou après la date limite, ne vaut pas désistement et le Bénéficiaire sera considéré comme participant à l'appel d'offres et donc intégré à l'appel d'offres publié.

Tous les dossiers d'adhésion présents sur www.ugap.fr/elec lors de la fermeture du portail d'adhésion sont considérés comme participants à l'appel d'offres.

En effet, le traitement des données automatisées et informatisées ne permet pas d'intervention manuelle risquant de modifier ou d'invalider une participation d'un Bénéficiaire par erreur.

[1] Flexibilité : rajout de sites en cours de marché et donc de volumes additionnels achetés par les fournisseurs titulaires à des prix de marchés potentiellement plus hauts que les prix établis au BPU et servant à la facturation.

4.2.2) Obligation au stade de la notification du (des) marché(s)

Le Bénéficiaire est tenu de notifier le(s) marché(s) le concernant. Suite à la mise à disposition sur le portail www.ugap.fr/elec des pièces de marché conclu par l'UGAP, la notification doit être faite dans les meilleurs délais au(x) titulaire(s).

4.2.3) Obligations relatives à l'exécution du(des) marché(s)

Dans le cadre de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à :

- assurer la bonne exécution du(des) marché(s) (régler ses factures, correspondre en direct avec le fournisseur retenu…) ;
- gérer les litiges relatifs à l'exécution du(des) marché(s) avec le(s) titulaire(s) ;
- se conformer aux règles de fonctionnement du gestionnaire d'infrastructures de réseau en monopole.

4.2.4) Responsabilité et engagement du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions lui étant applicables dans le cadre de la présente convention et des marchés passés sur son fondement.
Tout fait imputable au Bénéficiaire à l'origine d'un dommage causé à l'UGAP ou au(x) titulaire(s) des marchés, notamment la résiliation (quelle qu'en soit la raison) de sa convention avant ou après la publication de l'appel d'offres, le non-respect des engagements, le retrait d'un point de livraison pour toute autre raison que celles légitimes (fermeture, vente, cession, changement définitif d'énergie), l'absence de notification et/ou la résiliation du(des) marché(s), l'expose à la prise en charge de tous les frais afférents exposés par le titulaire et au paiement d'une somme forfaitaire de quinze mille euros au bénéfice de l'UGAP.

ARTICLE 5 : CONFIDENTIALITE

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements ou documents (mémoire technique, bordereau de prix unitaire…) couverts par le secret professionnel et industriel dont il aurait connaissance dans le cadre de la présente convention et des marchés. En cas de non-respect de cette stipulation, l'UGAP et/ou le(s) titulaire(s) peu(ven)t prétendre à indemnité dans la mesure du préjudice subi.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES INFORMATIONS COMPORTANT DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations recueillies dans le cadre de la présente convention et son annexe font l'objet de traitements informatiques par l'UGAP, responsable de traitement, aux fins d'assurer la gestion administrative des marchés.

Ces informations sont susceptibles de contenir des données permettant l'identification de personnes physiques et susceptibles de concerner l'identité (et contiennent les données personnelles suivantes : nom, prénom, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du bénéficiaire : adresse, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique.).
Les traitements mis en œuvre peuvent avoir pour finalité : effectuer les opérations relatives à la gestion des clients (assurer le contact et le suivi du dispositif objet de la présente convention, ainsi que de permettre la bonne exécution du marché avec les fournisseurs titulaires).

Les données sont conservées durant toute la durée nécessaire à l'exécution de la présente convention et sont destinées exclusivement aux membres de l'équipe projet UGAP, ainsi qu'aux titulaires de marchés pour les besoins de l'exécution des prestations de celui-ci.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 dit « Règlement général sur la protection des données », les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité des informations qui les concernent ainsi qu'un droit de limitation du traitement et de ne pas faire l'objet d'une prise de décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits peut être effectué auprès du Délégué à la protection des données via l'adresse suivante : donneespersonnelles@ugap.fr. Les personnes concernées disposent enfin d'un droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, ainsi que du droit de définir des directives relatives au sort de leurs données à caractère personnel après leur mort.

Enfin, dans le cadre de l'exécution de la prestation du marché visé à l'article « Objet de la convention », les stipulations énoncées ci-dessus ne font pas obstacle à ce que le Bénéficiaire et le titulaire du marché s'acquittent des formalités qui leur incombent au titre de la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel (notamment au titre de l'article 28 du RGPD).

ARTICLE 7 : RESILIATION

Bien qu'une résiliation entre en contradiction avec l'engagement nécessaire à ce type de marché, son exercice se ferait aux conditions suivantes :

- un délai de prévenance de 90 jours est prévu entre la notification à l'UGAP de la décision de résiliation et la date d'effet. Pendant ce délai la convention continue de s'appliquer : ainsi, par exemple, si le Bénéficiaire envoie sa demande de résiliation avant la clôture du portail d'adhésion, il est de sa responsabilité de supprimer ses fichiers déposés sous peine d'être malgré tout intégré à l'appel d'offres (cf. article 4.2.1) et être susceptible de payer une pénalité (cf. article 4.2.4) ;
- au surplus, quelle que soit la date à laquelle intervient la résiliation de la présente convention ou de non-respect des engagements, le(s) titulaire(s) ont droit à être indemnisés par le Bénéficiaire du montant des frais exposés et investissements engagés et strictement nécessaires à l'exécution des prestations pour la période restant à courir entre la date d'effet de la résiliation et l'échéance du(des) marché(s). De plus, une somme forfaitaire sera due par le Bénéficiaire à l'UGAP conformément au paragraphe 4.2.4.

En effet, par la signature de la convention, le Bénéficiaire donne mandat à l'UGAP notamment pour mettre en concurrence les fournisseurs et signer des marchés sur un volume identifié selon l'ensemble des tableaux de recensement. La modification des volumes et donc des conditions de mise en concurrence peuvent modifier substantiellement les conditions économiques du marché. Le titulaire peut donc en cas de non-respect des engagements d'un bénéficiaire solliciter auprès de ce dernier des indemnités à la hauteur du préjudice subi.

ARTICLE 8 : DIFFERENDS ET LITIGES

Toute réclamation dûment motivée et relative à l'exécution de la présente convention doit être présentée par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de la réclamation. En cas de persistance du différend ou du litige, le Bénéficiaire s'adresse à la direction centrale du développement territorial de l'UGAP au siège de l'établissement public.

ARTICLE 9 : AUTORISATION DE COMMUNICATION DE DONNEES

La signature de la présente convention vaut signature des autorisations pour la communication des données auprès des Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) concernés ainsi, le cas échéant qu'auprès des Gestionnaires de Réseau de Transport concernés.
La responsabilité des GRD ne saurait être engagée par l'UGAP ou le Bénéficiaire en cas de négligence ou d'erreur dans la demande de communication de données d'une des parties à la présente convention.

9.1) Auprès de ENEDIS

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture d'électricité pour le(s) site(s) de consommation mentionné(s) dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), **AUTORISE ENEDIS**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé Tour Enedis - 34 Place des Corolles - 92079 Paris-La Défense, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, **à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des groupements d'achats publics (UGAP),** établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ;
les données disponibles : historique de consommation, historique des courbes de charges, données techniques et contractuelles (caractéristiques du raccordement, du dispositif de comptage, formule tarifaire d'acheminement, puissances souscrites…) pour chacun des points de livraison figurant sur le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.

9.2) Auprès de Strasbourg Électricité Réseaux S.A.

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture d'électricité pour le(s) site(s) de consommation mentionné(s) dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), **AUTORISE Strasbourg Électricité Réseaux S.A.**, SA au capital de 9 000 000 €, dont le siège social est situé 26 boulevard du Président Wilson - 67932 STRASBOURG cedex 9, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro TI 823 982 954, **à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP),** établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret

85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ;
les données disponibles : historique de consommation, historique des courbes de charges, données techniques et contractuelles (caractéristiques du raccordement, du dispositif de comptage, formule tarifaire d'acheminement, puissances souscrites…) pour chacun des points de livraison figurant sur le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.

9.3) Auprès de GREENALP

Le Bénéficiaire de la présente convention et titulaire de contrats pour la fourniture d'électricité pour le(s) site(s) de consommation mentionné(s) dans le tableau de recensement (annexe de la présente convention), **AUTORISE GreenAlp**, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 29 938 412 €, dont le siège est situé au 49 rue Felix Esclangon - 38000 Grenoble – CS 10110, immatriculé au RCS de Grenoble sous le numéro : 833 619 109, **à communiquer directement au Tiers, ou son représentant, ci-après désigné : L'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP),** établissement public industriel et commercial de l'État créé par le décret 85-801 du 30 juillet 1985 modifié, n° 776 056 467 RCS Meaux, sise au 1 Boulevard Archimède – Champs sur Marne, 77444 Marne la Vallée et représenté par le Président de son conseil d'administration en vertu des dispositions de l'article 11 du décret du 30 juillet 1985 modifié ;
les données disponibles : historique de consommation, historique des courbes de charges, données techniques et contractuelles (caractéristiques du raccordement, du dispositif de comptage, formule tarifaire d'acheminement, puissances souscrites…) pour chacun des points de livraison figurant sur le tableau de recensement (annexe de la présente convention), dans le but de préparer l'appel d'offres public, objet de la présente convention.
Le Bénéficiaire garantit GreenAlp contre l'ensemble des conséquences de tout recours de tiers à raison des informations transmises par GreenAlp à l'UGAP.

La présente autorisation est nominative et est valable jusqu'au terme du (des) marché(s) passé(s), par l'UGAP pour le compte du Bénéficiaire, prolongations éventuelles comprises le cas échéant.

Fait à Champs-sur-Marne	Fait à : Le :
Pour l'UGAP : le Président du conseil d'administration	Pour le Bénéficiaire[2]: Le signataire reconnaît engager sa structure et est dûment habilité à cet effet. *↓↓↓ Zone de signature sous ce trait ↓↓↓*
Visa électronique du Contrôleur Général économique et financier de l'Etat placé près de l'UGAP :	

[2] en indiquant le nom, prénom et qualité de la personne signataire, agissant le cas échant par délégation de pouvoir du représentant légal,

DEL/2023/DG/
PORTANT CREATION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE ET LES CENTRE COMMUNAUX D'ACTION SOCIALE DES VILLES DE HEM, LANNOY, TOUFFLERS ET LA VILLE DE FOREST SUR MARQUE

Vu les articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique relatifs à la constitution d'un groupement de commande pour la passation et l'exécution des marchés publics,

Vu la délibération DEL/2016/DG/70 du 30 juin 2016 approuvant le principe de constitution d'un groupement de commandes permanent relatif à diverses familles d'achats entre la Ville et le CCAS de la ville de Hem,

Considérant que la passation d'un nouveau marché public de services de restauration et l'entrée de la ville de Forest sur Marque au sein du groupement de commandes nécessite une mise à jour du cadre juridique des groupements de commandes et de la convention,

Considérant que la ville de Hem, le CCAS de la ville de Hem, le CCAS de la ville de Lannoy, le CCAS de la ville de Toufflers et la ville de Forest sur Marque souhaitent constituer un seul groupement de commande et en préciser les modalités de fonctionnement.

Par conséquent et conformément aux articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique, il convient de constituer un groupement de commandes entre la ville de Hem, le CCAS de la ville de Hem, le CCAS de la ville de Lannoy, le CCAS de la ville de Toufflers et la ville de Forest sur Marque pour les familles d'achats mentionnées dans la convention. Cette dernière est signée par les membres du groupement, en définit les règles de fonctionnement et confie à la ville de Hem la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public au nom et pour le compte des autres membres.

Vu l'avis conforme de la Commission Finances, Economie, Moyens et Administration Générale du 12 juin 2023,

Vu l'avis consultatif de la commission Actions Sociales, Logement et Politique de la Ville du 31 mai 2023,

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal :
- D'approuver le principe de constitution de ce groupement de commandes,
- De l'autoriser à signer la convention ci-jointe.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA VILLE DE HEM, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES DE HEM, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES DE LANNOY, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES DE TOUFFLERS ET LA VILLE DE FOREST SUR MARQUE

La présente convention est établie entre :

La ville de Hem
42 rue du Général Leclerc
59 510 Hem

Ci-après dénommée la Ville de Hem

Représenté par Monsieur Francis VERCAMER, Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 22 juin 2023,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale
42 rue du Général Leclerc
59 510 Hem

Ci-après dénommé CCAS

Représenté par Monsieur Philippe SIBILLE, Vice-Président, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 28 juin 2023

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale
42 rue de Tournai
59 390 Lannoy

Ci-après dénommé CCAS

Représenté par Monsieur Michel COLIN, Président

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale
61 rue de l'Eglise
59 390 Toufflers

Ci-après dénommé CCAS

Représenté par Monsieur Alain GONCE, Président

Et

La Ville de Forest sur Marque
80 rue Principale
59 510 Forest sur Marque

Ci-après dénommée la ville de Forest sur Marque

Représenté par Monsieur Thibaut DILLIES, Maire

Il est arrêté les dispositions suivantes :

La ville de Hem, le CCAS de la ville de Hem, le CCAS de la ville de Lannoy, le CCAS de la ville de Toufflers et la Ville de Forest sur Marque souhaitent se regrouper pour l'achat de biens et de prestations de services en vue de réaliser des économies d'échelle et d'optimiser l'efficacité économique des achats.

Pour ce faire, les parties conviennent de constituer un groupement de commandes par cette convention constitutive pour lequel les dispositions suivantes sont arrêtées :

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes permanent relatif à diverses familles d'achats mentionnées à l'article 2 infra entre la ville de Hem, le CCAS de la ville de Hem, le CCAS de la ville de Lannoy, le CCAS de la ville de Toufflers et la ville de Forest sur Marque et de préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement conformément aux dispositions de articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La liste des familles d'achats entrant dans le champ d'application du groupement de commandes est la suivante :

2.1 Périmètre du groupement de commande entre la ville de Hem et le CCAS de Hem

Les achats de fournitures courantes :

- Fournitures de bureau,
- Mobiliers/matériels de bureau,
- Fourniture de papiers et enveloppes,
- Fourniture de matériels informatiques et consommables,
- Fournitures pour l'entretien des locaux,
- Achat ou location de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle,
- Acquisition ou location de véhicules et entretien associé.

Les achats de services courants :

- Acquisition ou location de photocopieurs et imprimantes, y compris leur maintenance,
- Nettoyage des bâtiments,
- Vérifications périodiques, maintenance des équipements des bâtiments communaux,
- Prestations de transport,
- Prestations d'hygiène et de sécurité sanitaire,
- Prestations d'exploitation des installations de chauffage, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire, de traitement d'eau et de l'air des bâtiments,
- Assurances,
- Téléphonie fixe, mobile, fournisseur d'accès internet
- Vidéosurveillance,
- Service de restauration (hors portage à domicile de repas, objet du point 2.2 du présent article)

2.2 Périmètre du groupement de commande entre la ville de Hem, le CCAS de la ville de Hem, le CCAS de la ville de Lannoy, le CCAS de la ville de Toufflers et la ville de Forest sur Marque

Les achats de services courants :

- Services de portage à domicile de repas,

ARTICLE 3 : SOUMISSION AU DROIT DES MARCHÉS PUBLICS

Le groupement est soumis pour les procédures de passation de marchés publics et accords-cadres dans les domaines visés à l'article 2 de la présente convention au respect de l'intégralité des règles applicables aux collectivités territoriales établies par le code de la commande publique.

ARTICLE 4 : MODALITÉS ORGANISATIONNELLES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

La Ville de Hem se voit confier la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public ou de l'accord-cadre au nom et pour le compte des autres membres. La ville de Hem est ci-après désignée comme « coordonnateur du groupement ».

L'exécution du marché pourra être une mission spécifique confiée au coordonnateur en fonction de ce qui est précisé lors de l'envoi de la consultation.

Les parties conviennent que, pour les procédures formalisées, la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur. Les CCAS de Hem, de Lannoy, de Toufflers et la ville de Forest sur Marque seront associés avec voix consultative.

4.1 : Missions du coordonnateur du groupement

Le coordonnateur du groupement est chargé de missions communes à tous les marchés et accords-cadres ou de missions spécifiques selon le domaine concerné.

Missions communes du coordonnateur à tous les marchés ou accords-cadres :

- D'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres,
- De définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- D'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres,
- D'assurer l'ensemble des opérations de procédure de passation de marchés ou accords-cadres et de sélection des prestataires (publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres, le cas échéant etc.),
- De signer et notifier les marchés ou accords-cadres pour l'ensemble des membres du groupement,
- De transmettre les marchés ou accords-cadres aux autorités de contrôle,
- De classer sans suite ou de déclarer infructueuse une procédure,
- De relancer une procédure en cas notamment d'infructuosité, de classement sans suite et de résiliation anticipée,

Missions spécifiques du coordonnateur pour certains marchés ou accords-cadres :

- D'assurer l'exécution des marchés ou accords-cadres au nom de l'ensemble des membres, (notamment, les reconductions, les mises en demeure, l'établissement d'avenants, la résiliation du contrat, etc.)
- D'informer les membres en cas de difficulté dans l'exécution des prestations.

Les missions spécifiques du coordonnateur seront précisées dans les marchés en fonction des besoins exprimés par les membres du groupement.

4.2 : Missions des autres membres du groupement

Le rôle des correspondants des membres du groupement est de participer :

- À la définition du besoin,
- À la mise en œuvre du processus achats piloté par le coordonnateur,
- À la mise en œuvre du (es) marché(s) ou accord(s)-cadre(s) au sein de leur structure,
- Au bilan de l'exécution du(es) marché(s) ou accord(s)-cadre(s) au sein de leur structure en vue de l'amélioration et de sa reconduction ou relance.

Lors du renouvellement ou de la reconduction d'un marché ou accord-cadre, les membres du groupement informent le coordonnateur de sa décision au vu, notamment, du bilan de l'exécution qu'il fait de son marché ou accord-cadre.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

5.1 Inscription budgétaire et suivi comptable des marchés ou accord-cadre

Chaque membre du groupement inscrit le montant des crédits nécessaires qui le concerne dans le budget de sa collectivité ou de son établissement. L'exécution comptable du marché ou de l'accord- cadre sera précisée dans chaque contrat :

Les dépenses résultant de ces marchés seront imputées :
- Sur le budget de la Ville de Hem,
- Sur le budget des CCAS de Hem, Toufflers, Lannoy
- Sur le budget de la ville de Forest sur Marque
- Sur le Budget annexe du Zéphyr,
- Sur le Budget annexe du CCAS FLPA

5.2 Clauses financières liées au fonctionnement du groupement

Le coordonnateur prend en charge les frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement (frais de publicité, etc.). Aucune participation aux frais de gestion n'est demandée aux membres du groupement.

ARTICLE 6 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU PRÉSENT GROUPEMENT DE COMMANDES

La présente convention entre en vigueur à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci.

La présente convention a vocation à couvrir les besoins des membres du groupement jusqu'au 30 septembre 2028.
La durée de la présente convention de groupement pourra être prolongée par voie d'avenant, par décision de l'organe délibérant de chaque membre.

Elle pourra être renouvelée par l'organe délibérant de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 7 : ADHÉSION D'UN NOUVEAU MEMBRE

L'adhésion d'un nouveau membre est acceptée par l'organe délibérant de chacun des membres du groupement. Cette adhésion est prise en compte dans le cadre d'une nouvelle convention constitutive.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION ET RETRAIT

Les membres du groupement peuvent se retirer du groupement à tout moment, sous réserve du respect des engagements pris et des commandes émises dans le cadre des marchés ou accords-cadres en cours.

Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante ou par une décision de l'instance autorisée du membre concerné.

Si le retrait intervient en cours de passation ou d'exécution du marché ou de l'accord cadre, il ne prend effet qu'à la fin de la période d'exécution dudit contrat.

Le coordonnateur doit être informé de tout projet de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

ARTICLE 9 : CAPACITÉ À AGIR

Le coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 10 : LITIGES RELATIFS À LA PRÉSENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Lille.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à Hem, le ……

Pour la Ville de Hem Le Maire	Pour le CCAS de la Ville de Hem Pour le Président du CCAS et par délégation, Le Président
Pour le CCAS de la Ville de Lannoy Pour le Président du CCAS et par délégation, Le Président	Pour le CCAS de la Ville de Toufflers Pour le Président du CCAS et par délégation, Le Président

Pour la Ville de Forest sur Marque

Le Maire

DEL/2023/DG/
GUIDE DES ORIENTATIONS POLITIQUES HEMOISES
NOUVEAUX CRITERES DE RECEVABILITE DES DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur le Maire rappelle que depuis plus de deux mandats, le Guide des Orientations Politiques Hémoises décline les priorités municipales globales et par politiques sectorielles. Ce guide a de nouveau été reconduit sur le mandat actuel par délibération n° DEL/2020/DG/106 en date du 30 septembre 2020.

Le 22 février 2002 puis le 23 avril 2015, le Conseil Municipal s'est positionné sur les critères de recevabilité des demandes de subventions liées aux actions pour lesquelles les associations sollicitent une aide. Ces critères de recevabilité avaient été élaborés à chaque fois à partir des orientations politiques du GOPH.

En effet, le Guide des Orientations Politiques Hémoises et les critères de recevabilité se sont révélés des gages de lisibilité et de transparence permettant d'expliciter les orientations stratégiques, de mobiliser et d'optimiser les ressources de la ville tant en aides directes qu'en aides indirectes.

Ce GOPH est un document d'actualisation du Grand Projet Hémois : celui-ci, qui fixait l'horizon 2020, est en effet arrivé à son terme et les dernières échéances municipales ont été le cadre d'un débat renouvelé sur l'avenir de la commune de Hem, posant les fondements d'un nouveau projet de long terme, en mesure de répondre aux différentes transitions que la ville connaît sur les plans économique, démographique, urbain, social, technologique et écologique.

Le GOPH 2020-2026 amorce ainsi un prochain travail prospectif et participatif visant à construire, avec les Hémois, le nouveau Grand Projet Hémois à l'horizon 2035. Il s'articule, pour ce mandat, autour des trois finalités approuvées par les Hémois et qui motiveront l'ensemble des actions et projets menés par la ville, à savoir :

- Poursuivre la mutation de Hem, conforter sa modernisation et l'amplifier, avec pour ambition de rester une ville dynamique et à taille humaine.

- Préserver et mettre en valeur les espaces naturels Hémois, investir en faveur de la transition écologique, tout en accentuant l'ouverture de la ville à la nature.

- Conforter l'identité d'une ville animée qui attire, cultive l'esprit de solidarité, entretient la convivialité et facilite la vie des Hémois.

Ces finalités reflètent les aspirations des Hémois et impriment leur cohérence aux actions engagées par la ville ou à son initiative.

Les principes et les critères communs de recevabilité des demandes de subventions à l'ensemble des politiques sectorielles déclinés par item ainsi que des critères de recevabilité par politique sectorielle, repris sous un document unique joint en annexe sont soumis à l'avis du Conseil Municipal.

Outre le respect du cadre légal, réglementaire et statutaire propre au fonctionnement associatif, l'attribution d'une subvention suppose le dépôt préalable d'une demande formalisée et complétée des pièces justificatives indiquées au dossier de demande.

Un socle de critères communs aux associations culturelles, sportives, ou intervenant dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse, prend en compte la fréquentation

globale de la structure, les publics spécifiques accueillis, le respect de la vie statutaire, la complétude du dossier de demande de subvention, le respect des locaux et des mesures de sobriété énergétique, la valorisation des actions en faveur du développement durable et la participation à la vie municipale.

Des critères spécifiques au périmètre du service pilote et au domaine d'activité de l'association viennent également compléter l'instruction du dossier.

La même répartition entre socle commun et critères spécifiques s'applique pour les associations actives dans le champ de la solidarité et de la cohésion sociale, avec des particularités tenant aux cadres contractuels de financement (Contrat de ville, CAF…) et aux publics concernés.

La prise en compte parmi les critères spécifiques des actions de promotion de la citoyenneté, des valeurs de la République et du respect de la laïcité, la valorisation des actions en faveur du développement durable et des écogestes, le développement d'actions pendant la période estivale en quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, sont autant d'items nouveaux ou davantage affirmés parmi les critères pris en compte.

Seul le conseil municipal, en vertu de son pouvoir souverain reconnu par les textes législatifs et réglementaires, peut décider d'octroyer des aides au tissu associatif dans le cadre budgétaire consacré aux subventions et arrêter unilatéralement le montant de celles-ci.

Dans ce cadre, les critères de recevabilité permettent une instruction du dossier mais ne garantissent en aucun cas une attribution automatique d'une subvention ou du montant de la subvention sollicitée par l'association.

Enfin, la municipalité se réserve le droit d'accorder des aides ne relevant pas des critères définis préalablement si, d'une part, les projets proposés par les associations répondent à l'intérêt communal, et si, d'autre part, ils sont jugés intéressants pour la ville dans le cadre de ses actions municipales ponctuelles ou s'ils relèvent d'un caractère d'urgence ou humanitaire.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Culture, animation et vie associative – Sports du 7 juin 2023,

Vu l'avis consultatif des commissions Education et jeunesse du 30 mai 2023 - Actions sociales, logement et politique de la ville du 31 mai 2023 - Environnement et mobilité du 6 juin 2023,

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal d'approuver les critères de recevabilité des demandes de subventions tels que repris au document joint à la présente.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

CRITERES DE RECEVABILITE
DE DEMANDES DE SUBVENTIONS
(Annexe à la délibération DEL/2023/DG/X)

Les grands principes

La Municipalité a défini des grands principes qui s'appliquent à toute association souhaitant le concours de la ville de Hem.

Le cadre général et réglementaire

- L'association souhaitant une aide de la municipalité doit **respecter la législation** en vigueur.

- L'association doit être régie par la **loi du 1er juillet 1901,** dûment déclarée au Journal Officiel et respecter les obligations légales (Assemblées Générales, déclaration des administrateurs, etc.)

- L'objet de l'association doit être **clairement défini dans les statuts**. Les objectifs des actions pour lesquelles une subvention est sollicitée doivent y figurer.

- L'association s'engage à **communiquer à la ville tout changement statutaire**.

- La ville accompagne une association parce qu'elle propose des **actions d'intérêt général et communal.**

- La ville soutient une **action qui répond aux priorités** qu'elle s'est fixées (GOPH).

- Le **conseil municipal reste souverain** quant à l'attribution définitive de la subvention et de son montant.

- L'association doit disposer d'un compte bancaire ou postal à son nom.

- Dans le cadre réglementaire du contrôle des financements publics, l'association s'engage à fournir à tout moment ses comptes et les explications correspondantes.

- **L'association doit valoriser les avantages en nature** offerts par la Ville (mise à disposition de locaux, de personnel, de matériel, impression de documents…).

- Une action pour laquelle une subvention est sollicitée ne relevant pas du champ de compétence de la ville doit être **prioritairement présentée aux financeurs** compétents (Département, Région, Etat…)

Les grands principes définis par la ville

- L'action proposée par l'association doit concerner le territoire ou les habitants hémois.

- Toute action entrant dans un cadre contractuel (Contrat de Ville, Bonus Territoires CTG…) devra répondre prioritairement aux critères fixés par les partenaires.

- L'association est **responsable** de la consommation d'énergie et des fluides dans les locaux mis à disposition.

- L'association s'engage à inviter, au moins, un **représentant de la ville** lors de ses assemblées générales.

- L'association s'engage à **communiquer sur la participation financière** de la ville et à **promouvoir l'image de la ville.**

- La ville pourra réviser sa participation financière en cas de dégradations de matériels, des locaux mis à disposition…

- L'association s'engage à rembourser, sans délai, les fonds publics versés en cas de non-réalisation de l'action.

- Les subventions attribuées par la Ville pourront être versées en plusieurs fois au fur et à mesure du déroulement de l'action, éventuellement sur présentation de bilans intermédiaires et finaux, et selon les calendriers propres à chacune des politiques sectorielles.

La procédure d'attribution

L'association souhaitant le concours de la ville doit **respecter les délais de transmission,** fixés par la commission finances, du dossier de demande de subventions au service pilote.

Pour être examiné en commission politique, le dossier de demande de subvention doit être **complet** (toutes pièces demandées jointes, y compris les bilans quantitatifs, qualitatifs et financiers de chaque action subventionnée). Les associations sollicitant la ville pour un montant total de subventions inférieur à 1 000 € auront à remplir un dossier financier allégé.

La commission politique concernée par l'action pour laquelle l'association sollicite un financement émet **un avis sur la recevabilité de la demande** et son montant dans le cadre de l'enveloppe budgétaire définie.

Dans le cas d'une action relevant d'un cadre contractuel, la commission politique relevant de ce cadre émet également un avis sur la recevabilité de la demande et sur l'attribution de la subvention.

Le conseil municipal reste **souverain** quant à l'attribution définitive de la subvention et de son montant.

Le service pilote de l'association vérifie que l'ensemble des subventions allouées, accompagnées des conditions d'octroi, soit notifié aux associations par les services en charge du contrat ou de la politique de l'action correspondante.

Les critères de recevabilité (Sports, Culture, Education et Jeunesse)

Comme indiqué dans la délibération afférente, la ville a décidé de revoir les critères d'attribution des subventions aux associations, à savoir redéfinir le socle commun à l'ensemble des politiques (sportives, culturelles, sociales et de l'éducation/jeunesse) ainsi que les critères par politique thématique.

3 items ont été définis : 2 items communs à toutes les politiques et un item par politique.

Chaque item se décompose en plusieurs critères. Ces critères seront évalués à la lecture du dossier d'appel à projet transmis chaque année aux associations hémoises.

Les items du socle commun

L'item « service public » qui comprend deux critères :

- Les effectifs accueillis par l'association (Hémois et non Hémois)
- Les publics spécifiques accueillis (séniors, personnes handicapées, demandeurs d'emploi…)

L'item « administratif » qui comprend plusieurs critères :

- Le respect de la vie statutaire (tenue des AG et invitation des élus aux AG, envoi des documents en préfecture, signature du contrat républicain…)
- La remise du dossier financier (lettre de demande de subvention, compte de résultat, budget prévisionnel, extraits de compte bancaire…)

→ Si ces deux critères ne sont pas respectés, le dossier de demande de subvention ne sera pas instruit.

- Valorisation des actions de développement durable, respect des locaux et application des mesures de sobriété énergétique.
- La participation aux manifestations municipales

Chaque item du socle commun définit un montant budgétaire qui viendra alimenter une subvention forfaitaire.

Les items par politique thématique du service pilote

L'item de la politique sportive

Cet item comprend les critères suivants :

- Valorisation des écoles de disciplines
- Valorisation du niveau et des adhérents qui font de la compétition
- Valorisation des activités de loisirs
- Participation à Oxyg'Hem
- Spécificités de l'activité, d'un projet innovant, promotion de l'image de la ville

Chaque critère définit un pourcentage qui viendra augmenter ou diminuer une subvention forfaitaire.

L'item de la politique culturelle

- Valorisation des écoles de disciplines
- Organisation des échanges avec les villes jumelées
- Participation à la vie municipale
- Actions du devoir de mémoire
- Actions de valorisation du patrimoine
- Spécificités de l'activité, d'un projet innovant, promotion de l'image de la ville

Chaque critère définit un pourcentage qui viendra augmenter ou diminuer une subvention forfaitaire.

L'item de la politique jeunesse

- Action de prévention : addictions, santé, harcèlement, vivre ensemble …
- Garantir la mixité, la parité et l'intergénérationnel
- Soutenir les parcours éducatifs et le repérage des jeunes en difficulté

- Manifestations sur le territoire d'interventions durant la période estivale (dans les Quartiers en Politique de la Ville)
- Promouvoir la laïcité et les valeurs de la République au sein des actions menées (culture commune du respect mutuel, du dialogue, de la tolérance et de la considération d'autrui)
- Valorisation des actions de développement durable et mise en avant des écogestes.

Chaque critère définit un pourcentage qui viendra augmenter ou diminuer une subvention forfaitaire.

L'item de la politique éducation

- Soutenir les parcours éducatifs et accompagner les enfants en difficulté
- Soutenir les actions de parentalité
- Promouvoir la laïcité et les valeurs de la République au sein des actions menées (culture commune du respect mutuel, du dialogue, de la tolérance et de la considération d'autrui)
- Valorisation des actions de développement durable et mise en avant des écogestes.

Chaque critère définit un pourcentage qui viendra augmenter ou diminuer une subvention forfaitaire.

Les critères de recevabilité (Solidarité et Cohésion Sociale)

Les items du socle commun

L'item « service public » qui comprend plusieurs critères :
Cohérence de la demande avec les politiques existantes sur le territoire :
- Respect des objectifs du G.O.P.H.
- Et /ou respect des axes de développement du Contrat de Ville
- Et/ou respect des axes de la Convention Territoriale Globale
- Et/ou projet santé, gérontologie, C.C.A.S. , …

Si l'item « service public » est rempli, alors la demande est finançable.

L'item « administratif » qui comprend plusieurs critères :
- Le respect de la vie statutaire (tenue des AG et invitation des élus aux AG, envoi des documents en préfecture, signature du contrat républicain…)
- La remise du dossier financier (lettre de demande de subvention, compte de résultat, budget prévisionnel, extraits de compte bancaire…)

→ Si ces deux critères ne sont pas respectés, le dossier de demande de subvention ne sera pas instruit.

- Le respect des locaux et des mesures de sobriété énergétique

Si l'item administratif est rempli, alors la demande de financement peut être instruite.

L'instruction :
- Pose l'obligation pour chaque porteur de projet d'identifier et de quantifier pour chaque action le (s) objectif(s) qu'ils se donnent à atteindre en termes de service public.

- Et s'attachera à analyser :
  - Bilan et réalisé année n-1 (obligation de tenir deux copils : intermédiaire et final) et vérification que l'objectif affiché a été atteint ou partiellement atteint
  - Impact social, quel effet levier ? Quel public ? QPV ? Expérimentation innovante ?

- Les plus :
    - Inscription dans une dynamique partenariale associatifs et/ou avec la Ville
    - Mise à disposition par la Ville de locaux ou de personnel à titre exclusif

L'item du pôle solidarité cohésion sociale

Projets et initiatives soutenus :

- Envers les séniors accompagnant le projet Ville autour du maintien de l'autonomie, à domicile, du lien social et familial
- Visant à aider et à accompagner les familles en difficulté autour des freins à l'emploi ou à l'activité
- Favorisant les liens familiaux et sociaux
- Aidant les Hémois dans leurs démarches et procédures (administratives, juridiques, etc.)
- Favorisant le développement social, la parentalité, la prévention, la santé

La subvention est instruite sur une base de 100 % de la demande initiale de l'association et la décision d'octroi du montant peut être modulée de 0 à 100%.

CONCLUSION

Seul le conseil municipal, en vertu de son pouvoir souverain reconnu par les textes législatifs et réglementaires, peut décider d'octroyer des aides au tissu associatif, dans le cadre budgétaire consacré aux subventions, et arrêter unilatéralement le montant de celles-ci.

Dans ce cadre, les critères de recevabilité permettent une instruction du dossier mais ne garantissent en aucun cas une attribution automatique d'une subvention ou du montant de la subvention sollicitée par l'association.

Enfin, la municipalité se réserve le droit d'accorder des aides ne relevant pas des critères définis préalablement si, d'une part, les projets proposés par les associations répondent à l'intérêt communal, et si, d'autre part, ils sont jugés intéressants pour la ville dans le cadre de ses actions municipales ponctuelles ou s'ils relèvent d'un caractère d'urgence ou humanitaire.

*
**

DEL/2023/SP/
REVISION DES REGLEMENTS INTERIEURS DES ECOLES DE DISCIPLINES

Les règlements intérieurs des écoles municipales de disciplines : école de musique, école d'arts plastiques et école de natation avaient été revus en début de mandat, lors du Conseil Municipal du 25 juin 2020, pour tenir compte des adaptations nécessaires liées à la crise sanitaire.

Ils ont été revus lors du Conseil Municipal du 30 juin 2022 pour des questions administratives et d'actualisation des modalités de fonctionnement.

Il convient de les revoir à nouveau pour tenir compte des modalités de fonctionnement du portail famille.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'autoriser la modification des règlements intérieurs annexés.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

VILLE DE HEM

Règlement Intérieur
Ecole Municipale d'Arts Plastiques

Le présent règlement indique les modalités d'organisation et de fréquentation de l'Ecole Municipale d'Arts Plastiques et les obligations des familles qui y inscrivent leurs enfants.

Article 1 : Présentation

L'Ecole Municipale d'Arts Plastiques est un service public communal régi par la ville de Hem.
Il s'agit d'une école de discipline telle qu'elle est définie dans le Guide des Orientations Politiques Hémoises.

Son but est :
- la découverte, l'apprentissage puis la maîtrise des arts plastiques ;
- la promotion de la politique culturelle de la municipalité ;
- la participation aux différentes manifestations culturelles organisées par la ville.

Article 2 : Disciplines enseignées

Les disciplines suivantes sont enseignées :
- pour les 3-5 ans : dessin, peinture, volume…
- pour les 6-12 ans : dessin, peinture, volume, terre, bande dessinée…
- pour les plus de 13 ans : techniques du dessin, et préparation aux études artistiques (dessin, peinture, volume, illustration…).

Article 3 : Calendrier

Les cours fonctionnent en période scolaire. Les vacances sont identiques à celles de l'éducation nationale.
Durant les vacances, des stages sont organisés.
Le site internet de la ville donne dates précises, renseignements utiles et modalités d'inscriptions.

Article 4 : Organisation des ateliers et des stages

Les ateliers sont organisés en cours collectifs.
La ville se réserve le droit d'annuler tout atelier en cas d'effectif insuffisant.
Les formateurs gèrent directement et de façon autonome le domaine pédagogique des ateliers et des stages sous la supervision du responsable de l'Espace Culturel Franchomme.

Pour les ateliers et les stages, les œuvres réalisées pourront être exposées en fin d'année scolaire et devront rester disponibles.

Article 5 : Création d'une famille sur le Portail Famille

Pour les nouvelles familles (enfant n'ayant jamais fréquenté les activités de la Ville de Hem), vous êtes invités à vous inscrire sur le Portail Famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/
en cliquant sur l'onglet « Créer un compte famille » sur la page d'accueil du portail.

Pour les parents en garde alternée, il ne vous est pas possible de créer votre foyer directement sur le portail famille. Vous êtes invités à compléter le dossier familial unique d'inscription et la fiche individuelle de renseignements, (documents téléchargeables sur le site de la Ville www.ville-hem.fr) puis les transmettre par mail à l'adresse contact.regie@ville-hem.fr ou les déposer aux guichets de l'Espace Portail Famille – Rez-de-chaussée de la Mairie. Le dossier doit être accompagné des justificatifs demandés, notamment le jugement de garde alternée.

Article 6 : Mettre à jour –vos informations sur le portail famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/

Pour les parents déjà enregistrés sur le Portail Famille de la ville de Hem et comme chaque année en juin, vous êtes invités à vous connecter et à mettre à jour les démarches suivantes :
Démarche 1 (obligatoire) : « *Mettre à jour les informations de ma famille* »
Démarche 2 (obligatoire) : « *Mettre à jour la fiche santé de mon enfant* «
Démarche 3 (facultative) : « Mettre à jour mon quotient familial CAF » Si vous souhaitez déclarer des revenus.
Cette dernière démarche sera étudiée et validée à la seule condition que les démarches obligatoires aient été validées par l'Espace Portail Famille.
Les revenus seront pris en compte le mois qui suit les dernières facturations établies.

Sans revenus enregistrés, vous serez facturé au tarif maximum. Il n'y aura aucune rétroactivité en cas de non-connaissance des revenus au moment de la facturation.

Tenir compte du temps de traitement des démarches, plus ou moins important à l'approche des dates d'échéance. La ville de Hem ne serait être tenue responsables des démarches qui ne pourraient être traitées dans les temps.

Pour que vos démarches soient validées, il vous faudra téléverser les documents obligatoires suivants :

- **Démarche 1**
  - Un justificatif de domicile de moins de trois mois (uniquement quittance de loyer, eau, gaz, électricité, internet)
  - Votre livret de famille complet (parents et enfants) ou l'acte de naissance de chaque membre de la famille.
- **Démarche 2**
  - L'assurance extrascolaire (petites vacances, grandes vacances, stages, séjours…) pour l'année de référence
  - ou l'attestation d'assurance civile en cours de validité (cette dernière doit obligatoirement faire mention de la prise en charge de vos enfants sur les temps d'activités fréquentés)
    Pour information, les enfants sont également couverts par l'assurance de la Ville de Hem pour les activités proposées lors des temps d'activités extrascolaires, si la responsabilité de la mairie était éventuellement engagée. Toutefois, la responsabilité de la ville ne saurait être engagée en cas de non-inscription d'un enfant à une activité.
- **Démarche 3**
  - Votre dernière attestation de quotient familial CAF

Article 7 : Inscription et réservations

Pour toutes les familles, l'inscription aux stages de l'école municipale d'arts plastiques se fait sur le Portail Famille de la Ville de Hem dans la démarche 7 « *S'inscrire aux activités extrascolaires* » à condition d'avoir vos démarches 1 et 2 validées par l'Espace Portail Famille.
Les réservations se font dans la limite des places disponibles.
Les périodes d'ouverture aux inscriptions et aux réservations d'activités sont assurées par l'Espace Portail Famille, tant sur le portail famille qu'aux guichets (périodes d'ouverture identiques).

Les inscriptions aux ateliers se font conjointement avec le responsable de l'Espace Culturel Franchomme.
Elles sont enregistrées pour la période de septembre à juin avec toutefois la possibilité d'intégrer l'école en janvier et en avril. Toute inscription est ferme et définitive.
Le règlement des activités se fait obligatoirement avant le premier cours.
En cas d'arrêt de l'activité par l'élève en cours d'année, aucun remboursement ne sera possible.

Article 8 : Annulation

Les réservations des stages ne peuvent être ni modifiées, ni annulées une fois le paiement réalisé.
De ce fait, aucun remboursement ne peut être effectué, hormis en cas de maladie ou d'hospitalisation, sur présentation d'un certificat médical ou d'hospitalisation.
L'inscription aux ateliers est ferme et définitive (fiche d'inscription signée faisant foi).
Toute inscription aux ateliers à l'année de l'école municipale d'Arts Plastiques vaut paiement (inscription annuelle).
Aucun remboursement ne peut être effectué.

Article 9 : Discipline générale

Au sein de l'Ecole Municipale d'Arts Plastiques, les élèves sont placés sous la responsabilité des formateurs. Ceux-ci ont toute autorité au sein de leur atelier, autant dans le domaine pédagogique que dans le domaine de la discipline. L'accueil au sein de l'atelier sera assuré par le personnel de l'Espace Culturel Franchomme.

Tout élève dont le comportement est de nature à troubler la bonne marche de l'établissement (indiscipline, incorrection, dégradation de matériel, tenue incorrecte, chahut, manque de respect vis-à-vis de l'équipe pédagogique, etc.) fera l'objet d'un avertissement écrit, éventuellement assorti d'une expulsion temporaire. Aucun remboursement ne pourra être fait en cas de démission ou d'expulsion. Toute dégradation sera à la charge de l'élève responsable ou de ses parents pour les enfants mineurs.

Article 10 : Assiduité et ponctualité

Un cahier de présence est tenu. Toute absence doit être excusée. En cas de 3 absences successives non justifiées, la place sera considérée comme libre et pourra donc être attribuée à quelqu'un d'autre. Aucun remboursement ne pourra être fait.
Il est demandé à ce que les élèves arrivent à l'heure au début de chaque cours afin de ne pas pénaliser le groupe lors de la remise des consignes. Au-delà de 10 minutes, l'élève ne sera pas accepté au cours.
Les parents sont tenus de venir chercher leur enfant dès la fin des cours. Aucune surveillance n'est assurée pour les enfants qui attendent dans le hall.

Article 11 : Règlement

Le présent règlement intérieur est téléchargeable sur le site de la Ville de Hem.
La certification électronique des démarches sur le portail famille, au même titre que la signature physique du dossier d'inscription entraînent l'acceptation du présent règlement.

Article 12 : Mesures de crise

En cas de crise sanitaire, des mesures spécifiques peuvent être prises afin de garantir la sécurité de tous et la poursuite des activités conformément aux modalités prescrites par les autorités compétentes.

Les informations recueillies sur le portail familles sont collectées par la Ville de Hem en sa qualité de Responsable de traitement, pour la gestion des inscriptions dans les activités proposées par la ville. La base légale de ce traitement est l'intérêt légitime. Vos données sont conservées pendant toute la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement, augmentée des éventuelles obligations légales. Elles sont hébergées en France, et ne sont destinées qu'aux agents habilités du service des Actions Culturelles, de la Régie centralisée, le Maire et élus compétents en matière d'action culturelle.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" et au RGPD (Règlement général sur la protection des données), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier, demander leur effacement, vous opposer ainsi qu'obtenir la limitation au traitement de vos données sous certaines conditions.

VILLE DE HEM

Règlement Intérieur
Ecole Municipale de Musique

Le présent règlement indique les modalités d'organisation et de fréquentation de l'Ecole Municipale de Musique et les obligations des familles qui y inscrivent leurs enfants.

Article 1 : Présentation

L'Ecole Municipale de Musique est un service public communal régi par la ville de HEM. Son programme pédagogique suit le Schéma National d'Orientation Pédagogique proposé par la Direction Générale de la Création Artistique (Ministère de la Culture).

Son but est :

- de promouvoir et de développer l'art musical classique ;
- de former des élèves de la commune qui pourront, à l'issue des trois cycles d'études (entre 7 et 10 années), pratiquer la musique en amateurs éclairés et autonomes ;
- de préparer les élèves désireux d'entreprendre des études musicales plus poussées en leur donnant un niveau suffisant pour qu'ils puissent être admis sans difficulté dans les conservatoires nationaux ou au sein des collèges et lycées à horaires aménagés ;
- de promouvoir la politique culturelle de la municipalité ;
- de participer aux différentes manifestations musicales organisées par la ville.

Article 2 : Disciplines enseignées / cursus

L'élève pratique trois disciplines, lesquelles sont obligatoires et indispensables à la formation globale d'un musicien :

- La formation musicale (solfège, en deux cycles)
- La formation instrumentale (au choix) :

Bois : Clarinette, Flûte traversière, Hautbois, Saxophone
Cuivres : Trompette, Cor, Trombone, Tuba
Cordes : Violon, Violon-alto, Violoncelle, Contrebasse
Autres : Percussions, Piano

- La formation de pratique collective (musique d'ensemble)

Atelier Chorale (début de 1er cycle ; Orchestre d'Harmonie Junior (élèves de 1° cycle, à partir de la 3ème année) ; Orchestre à Cordes ; Ensemble Orchestral de Hem (élèves de 2°et 3° cycles) ; Ensemble de Percussions ; Ensemble de Clarinettes

Eveil Musical

Avant d'entrer dans le 1er cycle de formation, les enfants scolarisés en Grande Section et en CP peuvent bénéficier de cours d'éveil musical. Le Jardin d'Eveil (Grande Section) et l'Eveil Musical (CP) permettent à l'enfant de découvrir de manière ludique le monde de la musique.

Cycles de Formation :

- Cycle 1 : entrée dans le cycle lorsque l'enfant est scolarisé, à minima, en CE1.

Les 2 premières années du 1er cycle de formation peuvent être abordées de manière différente :

- via le cursus des Classes Orchestrales : Cette nouvelle forme d'enseignement musical développe les liens entre la théorie et la pratique. L'utilisation de la voix, de l'approche corporelle et, surtout, de l'instrument a pour objectif de donner une dimension concrète et immédiate aux notions théoriques abordées lors du cours.

Cette approche permet de regrouper sur les deux premières années l'enseignement de l'instrument, de la pratique collective et de la formation musicale dans un seul cours, encadré par un groupe d'enseignants. Le répertoire de chaque séance est élaboré en fonction des objectifs communs mais aussi en prenant en compte les spécificités de chaque instrument.
Pour faciliter l'atteinte de ces objectifs, les élèves sont regroupés par famille instrumentale.
A la fin des 2 années de Classe Orchestrale, l'élève rejoint le cycle traditionnel.

- via le cursus traditionnel : Formation Musicale, Atelier Chorale et instrument

Formation musicale

Cette expression désigne aujourd'hui la classe qui constitue le support indispensable des études instrumentales. On l'appelait autrefois "SOLFEGE". La formation musicale a pour but essentiel de permettre aux élèves de comprendre, déchiffrer et maîtriser avec aisance le langage musical. L'élève deviendra peu à peu autonome devant une partition.

Le cursus des classes de formation musicale est organisé en 2 Cycles de formations.
Tout au long de l'année, et à minima 3 fois par an, l'élève est évalué par son professeur, afin de faire le point sur sa progression. En fin de cycle, un examen valide l'acquisition de compétences suffisantes pour poursuivre la formation délivrée par l'école de musique. L'équipe enseignante peut proposer, suite aux évaluations de formation musicale, un cours et un niveau adapté à chaque enfant.

La fréquentation assidue des cours de formation musicale est obligatoire pour tous les élèves de l'Ecole de Musique jusqu'à l'obtention du diplôme de fin de 2° cycle.

Les élèves doivent posséder un porte-document réservé à la musique avec les livres, un cahier de musique, un crayon, un stylo, une gomme, un petit carnet.
CHAQUE ELEVE DOIT ETRE EN POSSESSION DE TOUT SON MATERIEL A CHAQUE COURS.
Les livres correspondant à chaque degré, sont indiqués par le professeur en début d'année.

Classes instrumentales

Le choix de l'instrument s'effectue selon le souhait de l'enfant, mais reste soumis à certaines conditions, notamment aux nombres de places disponibles dans la classe souhaitée. Toutes les classes instrumentales n'ont pas la même capacité d'accueil et des listes d'attente peuvent être constituées. (Les résultats des examens de formation musicale seront pris en considération dans le cas de liste d'attente).

Les cours d'instruments sont individuels et d'une durée hebdomadaire de trente minutes en cycle 1, de quarante-cinq minutes en cycle 2 et d'une heure en cycle 3.

En début d'année scolaire, pendant la semaine d'accueil, le professeur d'instrument indique lors d'un rendez-vous avec ses élèves, quels seront ses jours et heures de présence pour l'année scolaire. Les parents rencontreront le professeur afin de trouver un horaire hebdomadaire définitif. Le professeur a toute autorité dans l'organisation interne de sa classe. En cas de litige sur un horaire, c'est l'élève qui se trouve dans le niveau le plus élevé qui sera prioritaire.

La maîtrise d'un instrument de musique quel qu'il soit, requiert un travail quotidien et assidu. **L'élève doit obligatoirement disposer d'un instrument à son domicile.** L'école de musique peut proposer à la location des instruments, selon la disponibilité de son stock, pour une durée maximale de 2 ans.

Le travail et la progression de l'élève sont évalués au cours de l'année scolaire. Un rendez-vous annuel est organisé dans le cadre de ces évaluations. L'élève y présente un programme défini par le professeur d'instrument, adapté au niveau attendu de formation. En fin de cycle, un examen valide l'acquisition de compétences suffisantes pour poursuivre la formation délivrée par l'école de musique.

Ces temps d'évaluations et d'examens se déroulent devant un jury présidé par le directeur de l'Ecole de Musique et composé d'au moins un enseignant invité, spécialiste de la discipline évaluée.
Si à l'examen de fin de cycle, l'élève n'est pas admis dans le cycle suivant ou n'a pas été en mesure de présenter le programme imposé, sa réinscription sera soumise au conseil pédagogique.

Pratique musicale collective

La pratique collective est indispensable à l'épanouissement musical des élèves. La participation à l'une des classes de pratique collective suivante est obligatoire pour tous les élèves.

L'Atelier Chorale : à l'attention des élèves du cycle traditionnel

Il est obligatoire pour les élèves pendant les deux premières années de formation musicale.
Il est facultatif à partir de la troisième année de formation musicale.

Les classes d'orchestre et les ensembles instrumentaux :

Ces classes fonctionnent à raison d'une répétition hebdomadaire. Sont tenus d'y assister jusqu'à la fin du 3° cycle instrumental après avis favorable du professeur instrumental, seul juge de la maîtrise technique de ses élèves :

- Orchestre Junior : les élèves des classes d'instruments à vent et de percussions du cycle 1
- Ensemble Orchestral de Hem : les élèves des classes d'instruments à vent et de percussions du cycle 2
- Orchestre à Cordes Junior: les élèves des classes d'instruments à cordes du cycle 1
- Orchestre à Cordes : les élèves des classes d'instruments à cordes du cycle 2
- Ensemble de Percussions et Ensemble de Clarinettes : sur proposition du professeur

Article 3 : Calendrier

Les cours fonctionnent en période scolaire. Les vacances sont identiques à celles de l'Education Nationale. Les dates de vacances sont celles du journal officiel (HEM : académie de LILLE).
N.B. : Les vacances commencent à la fin des cours.

Article 4 : Admission

L'école de musique est municipale.
Priorité absolue est donc donnée aux enfants domiciliés sur la commune de HEM.
Les études musicales des élèves sont prises en charge par la ville mais un droit d'inscription fixé par la municipalité est perçu.
Le règlement des droits d'inscription se fait via le **Portail Famille** de la Ville de Hem

Article 5 : Utilisation du Portail Famille :

1 - Création d'une famille sur le Portail Famille

Pour les nouvelles familles (enfant n'ayant jamais fréquenté les activités de la Ville de Hem), vous êtes invités à vous inscrire sur le Portail Famille :

https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/

en cliquant sur l'onglet « Créer un compte famille » sur la page d'accueil du portail.
Pour les parents en garde alternée, il ne vous est pas possible de créer votre foyer directement sur le portail famille. Vous êtes invités à compléter le dossier familial unique d'inscription et la fiche individuelle de renseignements, (documents téléchargeables sur le site de la Ville www.ville-hem.fr) puis les transmettre par mail à l'adresse contact.regie@ville-hem.fr ou les déposer aux guichets de l'Espace Portail Famille – Rez-de-chaussée de la Mairie. Le dossier doit être accompagné des justificatifs demandés **notamment le jugement de garde alternée.**

2 -Mettre à jour vos informations sur le portail famille :

https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/

Pour les parents déjà enregistrés sur le Portail Famille de la ville de Hem et comme chaque année en juin, vous êtes invités à vous connecter et à mettre à jour les démarches suivantes :

Démarche 1 (obligatoire) : « *Mettre à jour les informations de ma famille* »
Démarche 2 (obligatoire) : « *Mettre à jour la fiche santé de mon enfant* «
Démarche 3 (facultative) : « Mettre à jour mon quotient familial CAF » Si vous souhaitez déclarer des revenus.
Cette dernière démarche sera étudiée et validée à la seule condition que les démarches obligatoires aient été validées par l'Espace Portail Famille.
Les revenus seront pris en compte le mois qui suit les dernières facturations établies.
Sans revenus enregistrés, vous serez facturé au tarif maximum. Il n'y aura aucune rétroactivité en cas de non-connaissance des revenus au moment de la facturation.

Tenir compte du temps de traitement des démarches, plus ou moins important à l'approche des dates d'échéance. La ville de Hem ne saurait être tenue responsable des démarches qui ne pourraient être traitées dans les temps.

Pour que vos démarches soient validées, il vous faudra téléverser les documents obligatoires suivants :

- **Démarche 1**
  - Un justificatif de domicile de moins de trois mois (uniquement quittance de loyer, eau, gaz, électricité, internet)
  - Votre livret de famille complet (parents et enfants) ou l'acte de naissance de chaque membre de la famille.
- **Démarche 2**
  - L'assurance **extrascolaire** (petites vacances, grandes vacances, stages, séjours…) pour l'année de référence
  - ou l'attestation d'assurance civile en cours de validité (cette dernière doit obligatoirement faire mention de la prise en charge de vos enfants sur les temps d'activités fréquentés)
  - Pour information, les enfants sont également couverts par l'assurance de la Ville de Hem pour les activités proposées lors des temps d'activités extrascolaires, si la responsabilité de la mairie était éventuellement engagée. Toutefois, la

responsabilité de la ville ne saurait être engagée en cas de non-inscription d'un enfant à une activité.

- **Démarche 3**
  - Votre dernière attestation de quotient familial CAF

Article 6 : DUONET

L'Ecole Municipale de Musique de Hem utilise un logiciel dédié au suivi des parcours musicaux : Duonet.

C'est par le biais de cette plateforme que sont transmises toutes les informations en lien avec les activités de l'école. Elle facilite également la communication entre les familles, les élèves, les enseignants et l'administration de l'école de musique.

Chaque famille dispose d'un accès lui permettant de visualiser le suivi pédagogique de l'enfant, les projets auxquels il participe (répétitions, concerts, évaluations, etc…) et les actualités de l'école. Les inscriptions à l'école de musique se font également grâce à Duonet.

Inscription, Réinscription et annulation

Afin de valider l'inscription à l'école de musique, vous devez dans un premier temps mettre à jour vos informations sur le portail famille (voir article 5)

Les inscriptions à l'école de musique ont lieu en fin d'année scolaire. Elles peuvent être prolongées en septembre, sous réserve de places encore disponibles. Les dates précises d'inscription sont rendues publiques grâce au site internet de la Ville de Hem, sur la page dédiée à l'Ecole Municipale de Musique. Les procédures d'inscription y sont décrites. Elles sont dématérialisées, mais peuvent également se faire sur rendez-vous, à La Cantoria, dans les périodes prévues.

Les activités de l'école municipale de musique ne nécessitent aucune réservation sur le portail famille. Toutefois, la réservation d'une place auprès du Directeur de la structure donne lieu à une facturation et un paiement obligatoire. Il n'y a aucun remboursement possible.

Les réinscriptions pédagogiques sont à faire sur Duonet, entre les mois de mai et de juin. Les dates précises de réinscriptions sont communiquées par mail à l'ensemble des familles. A la clôture des réinscriptions, tout élève n'ayant pas validé son cursus pour l'année suivante sera considéré comme démissionnaire. Sa place sera, par conséquent, attribuée à un nouvel élève.

Les élèves venant d'une autre école ou ayant déjà des connaissances musicales sont soumis en début d'année scolaire, à un test qui permet de situer dans quel niveau ils seront admis, toujours sous réserve de places disponibles.

Pour des raisons de sécurité, tout changement de domicile doit être signalé au directeur. De même, les familles dont le numéro de téléphone est inscrit en "liste rouge" devront le confier au directeur qui s'engage à ne pas le communiquer.

Article 7 : Discipline générale

Au sein de l'école de Musique les élèves sont placés sous la responsabilité du directeur et des professeurs. Ceux-ci ont toute autorité au sein de leur classe, tant dans le domaine pédagogique que dans le domaine de la discipline. Seul le professeur (qui a parfaitement

conscience de l'emploi du temps des enfants) décide du contenu et de la quantité d'exercices à travailler.
Il est interdit à toute personne (parent, enfant ou autre) de pénétrer dans une classe ou dans un bureau sans être accompagné d'un membre de l'équipe pédagogique.

Tout élève dont le comportement est de nature à troubler la bonne marche de l'établissement (indiscipline, incorrection, insolence, dégradation de matériel, tenue incorrecte, chahut, etc…) fera l'objet d'un avertissement écrit, éventuellement assorti d'une exclusion temporaire.
En cas de récidive, la radiation définitive pourra être prononcée.
Aucun remboursement de droit d'inscription ne sera consenti dans les cas d'exclusion et de démission.
Toute dégradation sera à la charge des parents de l'élève responsable.

Article 8 : Assiduité

Les professeurs tiennent un suivi des présences/absences. Les absences doivent être signalées par la messagerie interne de Duonet (éventuellement par mail).

Dans le cas où une absence n'est pas signalée, les parents recevront un mail leur signalant l'absence de l'élève.
Les absences trop fréquentes aux cours ainsi qu'une absence non justifiée à un examen entraînent la radiation de l'élève.
Les élèves doivent respecter les horaires des cours. Les retards fréquents seront signalés par les professeurs.

Article 9 : Rôle des parents

Même si les parents ont peu de notions musicales, leur rôle est de veiller à ce que leur enfant qui a fait librement le choix d'apprendre la musique, pratique celle-ci le plus régulièrement possible et dans l'idéal au moins 15 à 20 minutes quotidiennement.
Il est demandé aux parents d'inciter leurs enfants à avoir cette pratique régulière.

Article 10 : Vie pratique

Afin de préserver le contact professeur-élève, **les parents ne sont pas admis dans les classes pendant les cours**, sauf à titre exceptionnel et sur autorisation du directeur.
Ils peuvent attendre leur enfant dans le hall d'accueil. Des sièges sont à leur disposition.

Les examens, les auditions, les répétitions sont visibles sur Duonet. Pour les évaluations de formation musicale, l'élève reçoit en plus, une convocation individuelle.
En cas d'absence d'un professeur, nous vous envoyons un mail ou un sms dès que cela nous est possible.
Les parents sont tenus de venir chercher leur enfant dès la fin des cours. Les professeurs étant occupés à leur rôle pédagogique, aucune surveillance n'est assurée pour les enfants qui attendent dans le hall.
Il arrive que certains cours d'instruments soient déplacés pour raison de service (concerts, auditions, répétition, etc.). Dans ce cas, les parents seront prévenus à l'avance.

Article 11 : Activités publiques, concerts
La présence de tous les élèves est obligatoire aux manifestations publiques de l'établissement.
Les dates sont annoncées bien à l'avance. Ces prestations publiques (auditions d'élèves, concerts exceptionnels, fête de fin d'année, etc…) sont conçues dans un but pédagogique et font partie de la scolarité.

Article 12 : Mesures de crise

En cas de crise sanitaire, des mesures spécifiques peuvent être prises afin de garantir la sécurité de tous et la poursuite des activités conformément aux modalités prescrites par les autorités compétentes.

Article 13 : Règlement

Le présent règlement intérieur est téléchargeable sur le site de la Ville de Hem.
La certification électronique des démarches sur le portail famille, au même titre que la signature physique du dossier d'inscription entraînent l'acceptation du présent règlement.

Les informations recueillies sur le portail familles sont collectées par la Ville de Hem en sa qualité de Responsable de traitement, pour la gestion des inscriptions dans les activités proposées par la ville. La base légale de ce traitement est l'intérêt légitime. Vos données sont conservées pendant toute la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement, augmentée des éventuelles obligations légales. Elles sont hébergées en France, et ne sont destinées qu'aux agents habilités du service des Actions Culturelles, de la Régie centralisée, le Maire et élus compétents en matière d'action culturelle.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" et au RGPD (Règlement général sur la protection des données), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier, demander leur effacement, vous opposer ainsi qu'obtenir la limitation au traitement de vos données sous certaines conditions.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR ECOLE DE NATATION : APPRENTISSAGE

Le présent règlement indique les modalités d'organisation et de fréquentation de l'Ecole Municipale de Natation (activité apprentissage) et les obligations des familles qui y inscrivent leurs enfants.

Article 1er : Fréquences et horaires

La ville propose une activité pour l'enseignement de la natation au Bassin du Parc situé Rue de Beaumont.

Pour les enfants de 5 à 8 ans.

Pour les enfants âgés de 5 ans : avoir eu 5 ans avant le 30 septembre de l'année civile en cours
Pour les enfants âgés de 8 ans : la priorité est donnée à ceux qui n'ont pas atteint leurs 8 ans le jour de l'inscription. Pour les autres leur inscription dépend du nombre de places dans le créneau niveau 4

L'activité se déroule le Mercredi sur 8 créneaux répartis comme suit

Perfectionnement	Niveau 4 :	9h00 – 9h40	ou	16h15 – 16h55
Apprentissage	Niveau 3 :	9h45 – 10h25	ou	15h30– 16h10
Initiation à la nage	Niveau 2 :	10h30- 11h10	ou	14h45 – 15h25
Débutant	Niveau 1 :	11h15 – 11h55	ou	14h00 –14h40

Les périodes d'accueil : l'activité se déroule durant l'année scolaire le mercredi mais n'a pas lieu durant les vacances scolaires.

Article 2 : Création d'une famille sur le Portail Famille

Pour les nouvelles familles (enfant n'ayant jamais fréquenté les activités de la Ville de Hem), vous êtes invités à vous inscrire sur le Portail Famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/
en cliquant sur l'onglet « Créer un compte famille » sur la page d'accueil du portail.

Pour les parents en garde alternée, il ne vous est pas possible de créer votre foyer directement sur le portail famille. Vous êtes invités à compléter le dossier familial unique d'inscription et la fiche individuelle de renseignements, (documents téléchargeables sur le site de la Ville www.ville-hem.fr puis les transmettre par mail à l'adresse Contact.regie@ville-hem.fr ou les déposer aux guichets **de l'Espace Portail Famille – Rez-de-chaussée de la Mairie**. Le dossier doit être accompagné des justificatifs demandés **notamment le jugement de garde alternée**

Article 3 – Mettre à jour vos informations sur le portail famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/

Pour les parents déjà enregistrés sur le Portail Famille de la ville de Hem et comme chaque année en juin, vous êtes invités à vous connecter et à mettre à jour les démarches suivantes :
Démarche 1 (obligatoire) : « *Mettre à jour les informations de ma famille* »
Démarche 2 (obligatoire) : « *Mettre à jour la fiche santé de mon enfant* «
Démarche 3 (facultative) : « Mettre à jour mon quotient familial CAF » Si vous souhaitez déclarer des revenus »
Cette dernière démarche sera étudiée et validée à la seule condition que les démarches obligatoires aient été validées par l'Espace Portail Famille.
Les revenus seront pris en compte le mois qui suit les dernières facturations établies.
Sans revenus enregistrés, vous serez facturé au tarif maximum. Il n'y aura aucune rétroactivité en cas de non-connaissance des revenus au moment de la facturation.

Tenir compte du temps de traitement des démarches, plus ou moins important à l'approche des dates d'échéance. La ville de Hem ne saurait être tenue responsable des démarches qui ne pourraient être traitées dans les temps.

Pour que vos démarches soient validées, il vous faudra téléverser les documents obligatoires suivants :

- **Démarche 1**
  - Un justificatif de domicile de moins de trois mois (uniquement quittance de loyer, eau, gaz, électricité, internet)
  - Votre livret de famille complet (parents et enfants) ou l'acte de naissance de chaque membre de la famille.
- **Démarche 2**
  - L'assurance extrascolaire (petites vacances, grandes vacances, stages, séjours…) pour l'année de référence
  - ou l'attestation d'assurance civile en cours de validité (cette dernière doit obligatoirement faire mention de la prise en charge de vos enfants sur les temps d'activités fréquentés)
    Pour information, les enfants sont également couverts par l'assurance de la Ville de Hem pour les activités proposées lors des temps d'activités extrascolaires, si la responsabilité de la mairie était éventuellement engagée. Toutefois, la responsabilité de la ville ne saurait être engagée en cas de non-inscription d'un enfant à une activité.
- **Démarche 3**
  - Votre dernière attestation de quotient familial CAF

Article 4 : Inscription, réservations

Les inscriptions, pour l'Ecole de Natation, se font conjointement avec le maître-nageur qui détermine le niveau dans lequel l'enfant se situe. Les parents choisiront le créneau horaire en fonction des places disponibles.
Cette démarche est obligatoire pour garantir la prise en charge en toute sécurité des enfants et doit être effectuée avant chaque rentrée scolaire de septembre. Les périodes d'inscription sont fixées par le Service des Sports.
Une fois l'effectif maximal atteint, les inscriptions sont définitivement fermées. La Ville ne pratique pas la surréservation, il ne sera pas possible de laisser les inscriptions surnuméraires en attente.
Les inscriptions se font pour une année scolaire en ligne ou au guichet, suivant un forfait déterminé en fonction du quotient familial de la famille.

Article 5 : Paiement et annulation

Toute inscription à l'école municipale de natation (apprentissage) vaut paiement (inscription pour une année scolaire). L'inscription à l'école de natation est ferme et définitive (fiche d'inscription signée faisant foi). Aucun remboursement ne peut être effectué.

Article 6 : Obligations sanitaires

Le personnel (maître-nageur) se réserve le droit de refuser l'accès au bassin aux enfants présentant des signes de maladie (lésions cutanées, verrues, plaies ou boutons infectés). En cas de crise sanitaire, des mesures spécifiques peuvent être prises afin de garantir la sécurité de tous et la poursuite des activités conformément aux modalités prescrites par les autorités compétentes. Vous êtes invités à consulter le protocole sanitaire en vigueur sur le site de la ville de Hem https://www.ville-hem.fr

Article 7 : Conditions d'accueil

Le nombre d'enfants accueillis est limité à 128 soit 16 par créneau.

Article 8 : Les recommandations

La réussite du travail proposé est liée à l'assiduité aux cours.

Il est souhaitable d'amener l'enfant 10 minutes avant le cours Les enfants ne sont pas autorisés à repartir seuls. La présence des parents est souhaitable 5 minutes avant la fin des cours. Une fréquentation régulière des séances est recommandée. Toute d'absence devra être justifiée. En cas de non-respect, l'enfant sera radié.

Le port du caleçon est strictement interdit. Seuls les slips et shorty sont autorisés. Le port du bonnet est obligatoire. Il est obligatoire de prendre une douche avant et après le cours. Les chaussures sont interdites dans les douches, au bassin et sur les plages.

Les portes de la piscine resteront fermées pendant la séance afin d'éviter de distraire les enfants.
Les parents seront autorisés à venir voir leurs enfants lors de la journée « portes ouvertes »
(2 journées par an), aucun parent ne sera accepté les autres jours.

Les retards sont autorisés dans la mesure où ils ne sont pas répétitifs. Un pointage sera effectué à chaque séance.

Il est interdit de mâcher du chewing-gum, de manger, de boire dans l'enceinte de la piscine. Il est interdit d'apporter des flacons de verre.

Article 9 : Sanction et exclusion

Tout manquement à la discipline ou à la politesse envers le personnel, ainsi que toute manifestation perturbant le groupe ou le bon fonctionnement des activités (le non-respect des horaires de sortie, la non remise des dossiers et feuilles d'inscription, la non remise du justificatif médical, la dégradation du matériel…) feront l'objet :

- D'un avertissement écrit aux parents.
- D'une exclusion temporaire de trois jours en cas de récidive.
- D'une exclusion définitive.

Les décisions de renvoi temporaire ou définitif seront signifiées aux parents par lettre recommandée 5 jours avant l'application de la sanction.

Les enfants sont placés sous la responsabilité du personnel d'encadrement municipal durant les accueils périscolaires.

Les enfants doivent respecter les règles d'hygiène, de savoir vivre et de correction.

Article 10 : Remise du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est téléchargeable sur le site de la Ville de Hem.
La certification électronique des démarches sur le portail famille, au même titre que la signature physique du dossier d'inscription entraîne l'acceptation du présent règlement.

Les informations recueillies sur le portail familles sont collectées par la Ville de Hem en sa qualité de Responsable de traitement, pour la gestion des inscriptions dans les activités proposées par la ville. La base légale de ce traitement est l'intérêt légitime. Vos données sont conservées pendant toute la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement, augmentée des éventuelles obligations légales. Elles sont hébergées en France, et ne sont destinées qu'aux agents habilités du service des Sports, de la Régie centralisée, le Maire et élus compétents en matière de sport.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" et au RGPD (Règlement général sur la protection des données), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier, demander leur effacement, vous opposer ainsi qu'obtenir la limitation au traitement de vos données sous certaines conditions.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR ECOLE DE NATATION : BEBES NAGEURS

Le présent règlement indique les modalités d'organisation et de fréquentation de l'Ecole Municipale de Natation (activité bébés nageurs) et les obligations des familles qui y inscrivent leurs enfants.

Article 1er : Fréquences et horaires

La ville propose l'activité « bébés nageurs » pour l'adaptation au milieu aquatique, au Bassin du Parc situé Rue de Beaumont.

Pour les enfants de 6 mois à 5 ans non révolus.

Les horaires sont répartis suivant le groupe. L'accès au bassin sera interdit lors de la dernière séance à 10h40.

6/18 Mois	:	9h00 – 9h30
18/24 mois	:	9h30 - 10h00
2/3 ans	:	10h00 - 10h30
3/5 ans (non révolus)	:	10h30 – 11h00

Les périodes d'accueil : l'activité se déroule durant l'année scolaire le samedi mais n'a pas lieu durant les vacances scolaires.

Article 2 : Création d'une famille sur le Portail Famille

Pour les nouvelles familles (enfant n'ayant jamais fréquenté les activités de la Ville de Hem), vous êtes invités à vous inscrire sur le Portail Famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/
en cliquant sur l'onglet « Créer un compte famille » sur la page d'accueil du portail.

Pour les parents en garde alternée, il ne vous est pas possible de créer votre foyer directement sur le portail famille. Vous êtes invités à compléter le dossier familial unique d'inscription et la fiche individuelle de renseignements, (documents téléchargeables sur le site de la Ville www.ville-hem.fr puis les transmettre par mail à l'adresse contact.regie@ville-hem.fr ou les déposer aux guichets de l'Espace Portail Famille – Rez-de-chaussée de la Mairie. Le dossier doit être accompagné des justificatifs demandés **notamment le jugement de garde alternée**

Article 3 – Mettre à jour vos informations sur le portail famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/

Pour les parents déjà enregistrés sur le Portail Famille de la ville de Hem et comme chaque année en juin, vous êtes invités à vous connecter et à mettre à jour les démarches suivantes :
Démarche 1 (obligatoire) : « *Mettre à jour les informations de ma famille* »
Démarche 2 (obligatoire) : « *Mettre à jour la fiche santé de mon enfant* «
Démarche 3 (facultative) : « Mettre à jour mon quotient familial CAF » Si vous souhaitez déclarer des revenus.
Cette dernière démarche sera étudiée et validée à la seule condition que les démarches obligatoires aient été validées par l'Espace Portail Famille.
Les revenus seront pris en compte le mois qui suit les dernières facturations établies.
Sans revenus enregistrés, vous serez facturé au tarif maximum. Il n'y aura aucune rétroactivité en cas de non-connaissance des revenus au moment de la facturation.

Tenir compte du temps de traitement des démarches, plus ou moins important à l'approche des dates d'échéance. La ville de Hem ne saurait être tenue responsable des démarches qui ne pourraient être traitées dans les temps.

Pour que vos démarches soient validées, il vous faudra téléverser les documents obligatoires suivants :

- **Démarche 1**
  - Un justificatif de domicile de moins de trois mois (uniquement quittance de loyer, eau, gaz, électricité, internet)
  - Votre livret de famille complet (parents et enfants) ou l'acte de naissance de chaque membre de la famille.
- **Démarche 2**
  - L'assurance **extrascolaire** (petites vacances, grandes vacances, stages, séjours…) pour l'année de référence
  - ou l'attestation d'assurance civile en cours de validité (cette dernière doit obligatoirement faire mention de la prise en charge de vos enfants sur les temps d'activités fréquentés)
    Pour information, les enfants sont également couverts par l'assurance de la Ville de Hem pour les activités proposées lors des temps d'activités extrascolaires, si la responsabilité de la mairie était éventuellement engagée. Toutefois, la responsabilité de la ville ne saurait être engagée en cas de non-inscription d'un enfant à une activité.

- **Démarche 3**
  - Votre dernière attestation de quotient familial CAF

Article 4 : Inscription, réservations et paiement

Pour toutes les familles, l'inscription à l'activité des Bébés Nageurs se fait sur le Portail Famille de la Ville de Hem dans la démarche 7 « *S'inscrire aux activités extrascolaires* » à condition d'avoir vos démarches 1 et 2 validées par l'Espace Portail Famille.
L'activité des bébés nageurs ne nécessite aucune réservation. La facturation est établie selon les créneaux utilisés. Chaque mois, les factures sont disponibles sur votre portail famille, vous pouvez vous en acquitter directement en effectuant un paiement en ligne.

Article 5 : Obligations sanitaires

Le personnel (maître-nageur) et/ou la puéricultrice se réservent le droit de refuser l'accès au bassin aux enfants présentant des signes de maladie (lésions cutanées, verrues, plaies ou boutons infectés). En cas de crise sanitaire, des mesures spécifiques peuvent être prises afin de garantir la sécurité de tous et la poursuite des activités conformément aux modalités prescrites par les autorités compétentes. Vous êtes invités à consulter le protocole sanitaire en vigueur sur le site de la ville de Hem https://www.ville-hem.fr.

Article 6 : Conditions d'accueil

L'eau est chauffée à 32°. Sa qualité est vérifiée quotidiennement suivant les règles de sécurité et d'hygiène.
La durée du bain est de 10 à 15 minutes pour les plus jeunes.
Les parents peuvent venir avec les jouets de leur bébé.
Les parents exercent sur leur enfant une constante surveillance et sont tenus seuls responsables de ce dernier.
L'utilisation des couches destinées au bain n'est pas tolérée dans le bassin. L'enfant sera vêtu d'une culotte coton, éponge ou maillot de bain.
L'équipe d'encadrement pourra faire remonter l'enfant si celui-ci présente des réactions de pâleur, rougeur, tremblement ou tout autre symptôme susceptible de nuire à l'enfant.

Article 7 : Les recommandations

Dès la sortie de l'eau : retirer le maillot de bain, envelopper l'enfant dans une serviette ou un peignoir, habiller l'enfant au plus vite après la douche en s'assurant qu'il soit bien séché.
La douche : après chaque séance veillez à bien doucher votre enfant afin d'éliminer le chlore qui pourrait être à l'origine d'irritation cutanée.
A la sortie de la piscine : ne pas laisser l'enfant sortir les cheveux mouillés, couvrir l'enfant selon la température extérieure, ne pas enfiler le manteau de l'enfant si vous n'êtes pas prêts à sortir.
La collation : elle est indispensable avant et après la séance. Elle permet à l'enfant de faire le plein d'énergie et de lutter contre l'hypoglycémie. Le choix des aliments se fait en fonction de l'heure du repas par rapport au bain.
½ h ou 1h avant le bain : aliments lentement assimilés (pain, biscuit, lait) ou aliments mixtes (petits pots de fruits, pain d'épices, croissant).
A la sortie du bain : aliments sucrés assimilés rapidement (confiture, chocolat, fruits et jus de fruits).
Les enfants sont placés sous la responsabilité de leurs parents
Les enfants et parents doivent respecter les règles d'hygiène, de savoir vivre et de correction.

Article 8 : Remise du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est téléchargeable sur le site de la Ville de Hem.
La certification électronique des démarches sur le portail famille, au même titre que la signature physique du dossier d'inscription entraîne l'acceptation du présent règlement.

Les informations recueillies sur le portail familles sont collectées par la Ville de Hem en sa qualité de Responsable de traitement, pour la gestion des inscriptions dans les activités proposées par la ville. La base légale de ce traitement est l'intérêt légitime. Vos données sont conservées pendant toute la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement, augmentée des éventuelles obligations légales. Elles sont hébergées en France, et ne sont destinées qu'aux agents habilités du service des Sports, de la Régie centralisée, le Maire et élus compétents en matière de sport.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" et au RGPD (Règlement général sur la protection des données), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier, demander leur effacement, vous opposer ainsi qu'obtenir la limitation au traitement de vos données sous certaines conditions.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR ECOLE DE NATATION : JARDIN AQUATIQUE

Le présent règlement indique les modalités d'organisation et de fréquentation de l'Ecole Municipale de Natation (activité jardin aquatique) et les obligations des familles qui y inscrivent leurs enfants.

Article 1er : Fréquences et horaires

La ville propose l'activité jardin aquatique pour l'adaptation au milieu aquatique, au Bassin du Parc situé Rue de Beaumont.

Jardin aquatique : Pour les enfants de plus de 3ans et de moins de 5 ans.

Les horaires sont répartis suivant le groupe. L'accès au bassin sera interdit lors de la dernière séance à 10h30.

+ de 3ans / moins de 4 ans :	9h00 - 10h00
+ de 4ans / moins de 5 ans	10h00 – 11h00

Les périodes d'accueil : l'activité se déroule durant l'année scolaire le samedi mais n'a pas lieu durant les vacances scolaires.

Article 2 : Création d'une famille sur le Portail Famille

Pour les nouvelles familles (enfant n'ayant jamais fréquenté les activités de la Ville de Hem), vous êtes invités à vous inscrire sur le Portail Famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/
en cliquant sur l'onglet « Créer un compte famille » sur la page d'accueil du portail.

Pour les parents en garde alternée, il ne vous est pas possible de créer votre foyer directement sur le portail famille. Vous êtes invités à compléter le dossier familial unique d'inscription et la fiche individuelle de renseignements, (documents téléchargeables sur le site de la Ville www.ville-hem.fr puis les transmettre par mail à l'adresse contact.regie@ville-hem.fr ou les déposer aux guichets de l'Espace Portail Famille – Rez-de-chaussée de la Mairie. Le dossier doit être accompagné des justificatifs demandés **notamment le jugement de garde alternée**

Article 3 – Mettre à jour vos informations sur le portail famille :
https://portalssl.agoraplus.fr/ville-hem/pck_home.home_view#/

Pour les parents déjà enregistrés sur le Portail Famille de la ville de Hem et comme chaque année en juin, vous êtes invités à vous connecter et à mettre à jour les démarches suivantes :
Démarche 1 (obligatoire) : « *Mettre à jour les informations de ma famille* »
Démarche 2 (obligatoire) : « *Mettre à jour la fiche santé de mon enfant* «
Démarche 3 (facultative) : « Mettre à jour mon quotient familial CAF » Si vous souhaitez déclarer des revenus.
Cette dernière démarche sera étudiée et validée à la seule condition que les démarches obligatoires aient été validées par l'Espace Portail Famille.
Les revenus seront pris en compte le mois qui suit les dernières facturations établies.
Sans revenus enregistrés, vous serez facturé au tarif maximum. Il n'y aura aucune rétroactivité en cas de non-connaissance des revenus au moment de la facturation.

Tenir compte du temps de traitement des démarches, plus ou moins important à l'approche des dates d'échéance. La ville de Hem ne saurait être tenue responsable des démarches qui ne pourraient être traitées dans les temps.

Pour que vos démarches soient validées, il vous faudra téléverser les documents obligatoires suivants :

- **Démarche 1**
  - Un justificatif de domicile de moins de trois mois (uniquement quittance de loyer, eau, gaz, électricité, internet)
  - Votre livret de famille complet (parents et enfants) ou l'acte de naissance de chaque membre de la famille.
- **Démarche 2**
  - L'assurance **extrascolaire** (petites vacances, grandes vacances, stages, séjours…) pour l'année de référence
  - ou l'attestation d'assurance civile en cours de validité (cette dernière doit obligatoirement faire mention de la prise en charge de vos enfants sur les temps d'activités fréquentés)
    Pour information, les enfants sont également couverts par l'assurance de la Ville de Hem pour les activités proposées lors des temps d'activités extrascolaires, si la responsabilité de la mairie était éventuellement engagée. Toutefois, la responsabilité de la ville ne saurait être engagée en cas de non-inscription d'un enfant à une activité.

- **Démarche 3**
  - Votre dernière attestation de quotient familial CAF

Article 4 : Inscription, réservations et paiement

Pour toutes les familles, l'inscription à l'activité jardin aquatique se fait sur le Portail Famille de la Ville de Hem dans la démarche 7 « *S'inscrire aux activités extrascolaires* » à condition d'avoir vos démarches 1 et 2 validées par l'Espace Portail Famille.
L'activité jardin aquatique ne nécessite aucune réservation. La facturation est établie selon les créneaux utilisés. Chaque mois, les factures sont disponibles sur votre portail famille, vous pouvez vous en acquitter directement en effectuant un paiement en ligne.

Article 5 : Obligations sanitaires

Le personnel (maître-nageur) et/ou la puéricultrice se réservent le droit de refuser l'accès au bassin aux enfants présentant des signes de maladie (lésions cutanées, verrues, plaies ou boutons infectés). En cas de crise sanitaire, des mesures spécifiques peuvent être prises afin de garantir la sécurité de tous et la poursuite des activités conformément aux modalités prescrites par les autorités compétentes. Vous êtes invités à consulter le protocole sanitaire en vigueur sur le site de la ville de Hem https://www.ville-hem.fr.

Article 6 : Conditions d'accueil

L'activité n'est pas pourvue d'enseignement, toutefois du matériel pédagogique est à disposition.
Les parents exercent sur leur enfant une constante surveillance et sont tenus seuls responsables de ce dernier.

Article 7 : Les recommandations

Le port du caleçon est strictement interdit. Seuls les slips et shorty sont autorisés. La combinaison en néoprène pour l'enfant est autorisée.
La douche : après chaque séance veillez à bien doucher votre enfant afin d'éliminer le chlore qui pourrait être à l'origine d'irritation cutanée.
A la sortie de la piscine : ne pas laisser l'enfant sortir les cheveux mouillés, couvrir l'enfant selon la température extérieure, ne pas enfiler le manteau de l'enfant si vous n'êtes pas prêts à sortir.
La collation : elle est indispensable avant et après la séance. Elle permet à l'enfant de faire le plein d'énergie et de lutter contre l'hypoglycémie. Le choix des aliments se fait en fonction de l'heure du repas par rapport au bain.
Les enfants sont placés sous la responsabilité de leurs parents.

Les enfants et parents doivent respecter les règles d'hygiène, de savoir vivre et de correction.

Article 8 : Remise du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur est téléchargeable sur le site de la Ville de Hem.
La certification électronique des démarches sur le portail famille, au même titre que la signature physique du dossier d'inscription entraîne l'acceptation du présent règlement.

Les informations recueillies sur le portail familles sont collectées par la Ville de Hem en sa qualité de Responsable de traitement, pour la gestion des inscriptions dans les activités proposées par la ville. La base légale de ce traitement est l'intérêt légitime. Vos données sont conservées pendant toute la durée nécessaire à la réalisation de la finalité du traitement, augmentée des éventuelles obligations légales. Elles sont hébergées en France, et ne sont destinées qu'aux agents habilités du service des Sports, de la Régie centralisée, le Maire et élus compétents en matière de sport.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" et au RGPD (Règlement général sur la protection des données), vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier, demander leur effacement, vous opposer ainsi qu'obtenir la limitation au traitement de vos données sous certaines conditions.

DEL/2023/SP/
REGLEMENT INTERIEUR DES SALLES SPORTIVES ET CULTURELLES

Des règlements intérieurs et/ou contrats existaient précédemment pour les salles sportives et culturelles.

Afin d'uniformiser le type de document sur les salles sportives et culturelles, il a été décidé de rédiger des règlements intérieurs.

Ces règlements reprennent les conditions d'utilisation des salles et intègrent le respect des mesures de sobriété énergétique pour l'ensemble des salles. Dès qu'ils seront votés en conseil municipal, ils seront affichés dans toutes les salles et transmis aux différents utilisateurs.

Compte tenu des spécificités, deux règlements ont été réalisés, un règlement pour les salles sportives et un règlement pour les salles culturelles.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de décider d'appliquer ces règlements dans les salles culturelles et dans les salles sportives.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

VILLE DE HEM

REGLEMENT GENERAL DES INSTALLATIONS SPORTIVES MUNICIPALES
CONDITIONS GENERALES D'ACCES ET D'UTILISATION DES TERRAINS ET SALLES SPORTIVES

ARTICLE 1 : PRÉAMBULE
Les terrains et salles sportives sont régis par la ville de Hem qui en assure la gestion, l'entretien et le gardiennage. Ils sont placés sous l'autorité du Maire, leur administration est confiée au service des sports.
Tout utilisateur des installations sportives à quelque titre que ce soit, reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et en accepte les termes.

ARTICLE 2 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS SPORTIVES
L'accès aux installations sportives est strictement réservé à toute personne physique ou morale strictement habilitée par la ville : établissements scolaires, associations, entreprises.
Par principe, l'accès libre est donc interdit au public, sauf exception qui sera expressément mentionnée à l'entrée de l'installation, selon les horaires indiqués.
Les établissements scolaires ou associations autorisés ne pourront disposer des installations qu'à la condition expresse d'être inscrits au planning d'utilisation.
Les horaires de début et de fin de créneaux, mentionnés sur les plannings, s'entendent « sortie des vestiaires et de l'installation ».
Les horaires d'ouverture peuvent être modifiés en fonction des conditions climatiques, et des manifestations organisées par la ville de Hem.

ARTICLE 3 : ENCADREMENT
Les établissements scolaires et associations, dûment autorisés devront obligatoirement faire encadrer leurs activités dans les installations municipales, par un professeur, éducateur, moniteur, délégué ou responsable.
Les établissements scolaires et associations, autorisés à utiliser les installations, le font sous leur responsabilité. Aucun élève ou sportif ou autre ne peut commencer ses cours, ou ses entraînements en dehors de la présence du professeur, de l'éducateur, moniteur, délégué ou responsable désigné. De même, les personnels encadrants seront les derniers à quitter les installations.
Le professeur, l'éducateur, moniteur, délégué ou responsable devra se présenter au personnel attaché aux installations, dès son arrivée, et devra se conformer aux instructions qui lui seraient données par le dit personnel et à qui il signalera le départ au moment où il quitte le terrain ou l'installation.
A toute demande du personnel attaché aux installations, du responsable du service des sports ou du personnel administratif dûment mandaté, toute personne utilisant les installations doit pouvoir justifier de son adhésion à une association ou établissement scolaire autorisé.

ARTICLE 4 : SÉCURITÉ ET HYGIÈNE
Tout utilisateur doit se munir d'une trousse de secours de premiers soins.
Il est formellement interdit de monter ou de se suspendre aux armatures des buts de handball et de football, aux paniers de basket-ball, ou à tout autre support non destiné à cet usage.
Avant toute utilisation, les utilisateurs devront en particulier vérifier que le matériel mobile (panneaux de basket, buts de hand, buts de football…) est impérativement fixé au sol par les ancrages prévus à cet effet et ce, conformément au décret 96-495 du 4 juin 1996. Dans le cas contraire, ils ne peuvent utiliser l'installation et doivent prévenir sans délai les services municipaux par tout moyen à leur convenance. Toute utilisation des installations en contravention avec les présentes dispositions engage la responsabilité civile et éventuellement pénale des utilisateurs mentionnés à l'article 1 du présent règlement.
Les sautoirs (hauteur, perche, longueur) sont exclusivement réservés aux sportifs, dans le cadre d'un entraînement ou d'une compétition.
En cas de mauvais temps, pluie intense, dégel, neige, l'accès aux terrains peut être interdit : le service des sports avisera les utilisateurs de la décision d'impraticabilité.
Il est absolument interdit de circuler sur les aires de jeux à toutes personnes non munies de chaussures de sports, spécialement adaptées à la pratique sportive envisagée. Les semelles devront être compatibles avec le revêtement de sol de l'équipement.
Les chaussures autres que celle de training ou d'athlétisme sont rigoureusement interdites sur la piste d'athlétisme.
Il est interdit de se déshabiller en dehors du vestiaire.
L'accès est strictement interdit aux animaux même tenus en laisse
La circulaire n°93/170 du 6 octobre 1993 et la loi n° 93-1282 du 6 décembre 1993, interdisant la vente d'alcool dans l'enceinte des installations sportives et le décret n° 92-478, relatifs à l'interdiction de fumer dans les lieux publics sont applicables aux installations sportives de la commune.
Lors du déroulement en public d'une manifestation sportive, l'accès à l'enceinte sportive est interdit à toute personne manifestement en état d'ivresse.
Quiconque en pénétrant sur l'aire de compétition d'une enceinte sportive aura troublé le déroulement d'une manifestation sera poursuivi conformément à la législation en vigueur. Sera également sanctionnée la provocation des spectateurs à la haine ou à la violence à l'égard de l'arbitre, d'un juge sportif, d'un joueur ou de toute autre personne ou groupe de joueurs. Le jet de projectiles présentant un danger pour la sécurité des personnes est interdit.
Il est interdit :

- d'introduire des fusées ou artifice de toute nature ainsi que tout objet susceptible de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;
- de faire du feu ;

- d'introduire des boissons alcoolisées ainsi que des objets en verre ;
- d'y faire pénétrer ou d'y consommer même à titre personnel toute substance illicite ;
- de fumer ;
- de cracher ;
- de se livrer à des actions à caractère commercial ;
- de cuisiner ;
- de se livrer à des activités politiques, philosophiques et religieuses.

Les équipements sportifs sont des Établissements Recevant du Public (ERP), régis par le code de la construction et de l'habitation et notamment par les articles R 123-1 à R 123-55. Les ERP sont soumis au respect d'un règlement de sécurité contre l'incendie et les risques de panique. Les structures usagères se doivent donc de respecter les dispositions de sécurité des équipements sportifs, notamment à propos de l'évacuation et du respect de la fréquentation maximale instantanée. Cette dernière est un seuil maximum d'individus « stationnant » à l'intérieur de l'équipement sportif (sportifs, bénévoles, agents, spectateurs).

ARTICLE 5 : ACCÈS AUTOMOBILE
En dehors des parkings qui auront été prévus à cet effet, l'entrée des installations est formellement interdite aux automobilistes, motos, cycles sauf autorisation spéciale accordée par l'administration municipale.
Les voies d'accès doivent être dégagées en permanence afin de laisser le passage aux véhicules de secours.

ARTICLE 6 : UTILISATION DES LOCAUX
Sauf autorisation exceptionnelle, les gymnases ne doivent être utilisés que pour une pratique sportive.
L'existence de local genre « club house » ne peut servir à d'autres usages que l'accueil des équipes, athlètes, lors des rencontres et compétitions ou pour permettre certaines formalités administratives nécessaires à l'activité de l'association.
Toute autre utilisation ne pourra être autorisée que sur demande motivée à Monsieur le Maire et n'aura qu'un caractère exceptionnel.
Les athlètes, joueurs, élèves doivent, sous la responsabilité du professeur, de l'éducateur, moniteur, délégué ou responsable, avant de quitter le terrain ou l'installation, remettre à leur place habituelle le matériel qu'ils auraient pu déplacer pour faciliter leur entraînement.
Les usagers des installations sportives doivent vérifier dès leur départ, l'extinction des lumières, la fermeture des portes ainsi que la fermeture des arrivées d'eau. Ils veilleront au maintien en propreté des locaux utilisés.
Une surveillance particulièrement soutenue est exigée de tous les usagers pour maintenir les vestiaires (terrains et installations sportives) dans l'état de propreté nécessaire.
Le responsable de l'installation se réserve le droit d'interdire l'accès à toute personne dont le comportement ne serait pas compatible avec le présent règlement.
La publicité et l'affichage dans les installations sportives ainsi que sur les murs d'enceinte des dites installations sont soumis à l'autorisation de l'Administration Municipale.

ARTICLE 7 : APPLICATION DES MESURES LIEES A LA SOBRIETE ENERGETIQUE
Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

- L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
- La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
- La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
- Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
- Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :
- A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
- A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
- A fermer correctement les arrivées d'eau.
- à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
- A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉ
La ville de Hem décline toute responsabilité :

- en cas de perte d'effets personnels par les utilisateurs,
- en cas de vol d'objets, de bicyclette, de véhicules ou autres engins commis hors ou dans l'enceinte des installations sportives,
- en cas d'oubli ou de non-rangement de matériel appartenant aux utilisateurs.

En cas d'accident, la responsabilité de la Commune ne pourra être engagée que pour un défaut de maintenance résultant des seules et uniques installations dont elle est propriétaire ou gardienne.
De même, la Collectivité dégage toute responsabilité résultant d'un dommage provoqué par du matériel non installé par elle.
Les établissements scolaires, associations, entreprises, admis à utiliser les installations sportives doivent souscrire une assurance couvrant tous les risques inhérents à leurs activités.
Ils sont responsables de tous les dégâts, directs ou indirects, qu'ils pourraient occasionner, ainsi que des troubles et accidents causés par leurs membres. Toute dégradation des installations sportives engage la responsabilité de l'auteur de ces dommages qui devra assurer le remboursement des frais de remise en état.

ARTICLE 9 : SANCTIONS
Tout contrevenant à ce règlement ou toute personne qui trouble l'ordre public, peut être expulsé. L'accès aux installations sportives peut lui être interdit de façon temporaire ou définitive. Les contraventions à ce règlement seront poursuivies conformément à la législation en vigueur.
Si le personnel municipal est tenu d'observer la plus grande courtoisie vis à vis des usagers, il fera preuve de fermeté à l'encontre des contrevenants à ce règlement.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR
SALLE DES FETES
36 rue du Général Leclerc 59510 Hem

Article 1 : Gestion de la salle

La salle des fêtes est gérée par le service des actions culturelles : gestion des plannings, réservation des créneaux réguliers et ponctuels, entretien et maintenance.

Article 2 : Composition de la salle municipale

La salle des fêtes est composée d'une salle de 225 m2, d'un balcon, d'une scène, d'une cuisine, d'un bar, de deux salles de réunion, de sanitaires, d'un hall d'entrée.

Article 3 : Conditions de réservation et activités autorisées.

La salle des fêtes est mise à disposition des associations hémoises pour les activités suivantes : repas, soirée, spectacles, réunions, conférences, expositions, cours pour les associations. En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles ou pour des particuliers.
Toute demande doit être adressée par écrit à l'attention de Monsieur le Maire de Hem, ou par mail à « contact@ville-hem.fr ».
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs

Article 4 : Entretien et rangement

L'entretien de la salle des fêtes est assuré par le personnel municipal. L'utilisateur est chargé de ranger la salle et de remettre le mobilier dans sa disposition initiale.
Des visites improvisées pourront être réalisées par le service des actions culturelles afin de vérifier l'état de propreté de la salle et du mobilier après les activités.

Article 5 : Consignes d'utilisation

La salle des fêtes peut accueillir 225 personnes en simultanée.
Cet effectif devra impérativement être respecté par les utilisateurs.
Les issues de secours et l'accès aux extincteurs devront être maintenus dégagés.
L'usage d'appareils à gaz ou à flamme est strictement interdit.
Toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents et accidents.
Toutes fixations aux murs et dans les boiseries au moyen de clous, punaises, vis sont interdites.
Aucune transformation des lieux n'est autorisée.
Après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, nettoyage de la cuisine et de ses équipements, salles balayées, poubelles mises dans les containers).
L'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
Il est strictement interdit de fumer.
Il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides)

Article 6 : Conditions d'accès et de fonctionnement.

Le régisseur assurera l'ouverture et la fermeture de la salle.
Les horaires de fonctionnement de la salle sont les suivants :
En semaine : 8h à 21h30.
En week-end : 8h à 2h du matin impérativement (coupure de la sonorisation).
L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.
La ville se réserve le droit de fermer les locaux pour nécessités techniques ou une autre utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne doit être réalisée par les utilisateurs.
Les modalités de location sont précisées dans le contrat lors de la réservation.

Article 7 : Respect des locaux.

En cas de non-respect du règlement intérieur, la ville se réserve le droit de facturer les réparations et/ou la remise en état à l'utilisateur.
Aucun autre matériel que celui appartenant à la ville de Hem ne devra être entreposé en permanence dans la salle et ses locaux annexes.

Article 8 : Responsabilité.

La Ville décline toute responsabilité en cas de vol ou détérioration d'objets ou matériels appartenant aux occupants des locaux.
Toute association désirant occuper la salle des fêtes devra remettre au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "responsabilité Civile" en cours de validité.
Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

Article 9 : Mesures de sobriété énergétique

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

- L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
- La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques ;
- Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. Durant l'utilisation des locaux partagés par la ville, c'est la responsabilité de celle-ci qui sera mise en cause en cas de dégâts signalés durant la période concernée.
En particulier, elle veillera :

- A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé ;
- A souscrire personnellement ses abonnements téléphoniques (L'accès au WIFI de la ville de Hem est possible sous réserve de signature de la Charte Informatique) ;
- A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
- A fermer correctement les arrivées d'eau ;
- A effectuer le rangement des lieux ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des badges perdus ou détériorés, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil ;
- A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements (hors téléphonie) s'y rapportant sont supportés par la Ville.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR
CENTRE INTERGENERATIONNEL MAURICE SCHUMANN
2 bis rue Racine 59510 Hem

Article 1 : Gestion de la salle
Le centre intergénérationnel Maurice Schumann est géré par le service des actions culturelles : gestion des plannings, réservation des créneaux réguliers et ponctuels, entretien et maintenance.

Article 2 : Composition de la salle municipale
Le centre intergénérationnel Maurice Schumann est composé d'une salle de 150 m2, d'une cuisine, d'un bar, d'une salle de réunion, de sanitaires, d'un hall d'entrée.

Article 3 : Conditions de réservation et activités autorisées.
Le centre intergénérationnel Maurice Schumann est mis à disposition des associations hémoises pour les activités suivantes : repas, soirée, réunions, conférences, expositions, cours. En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles. La salle peut également être louée le week-end aux particuliers hémois pour des fêtes familiales.
Toute demande doit être adressée par écrit à l'attention de Monsieur le Maire de Hem, ou par mail à « contact@ville-hem.fr ».
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

Article 4 : Entretien et rangement
L'entretien de la salle est assuré par le personnel municipal. L'utilisateur est chargé de ranger la salle et de remettre le mobilier dans sa disposition initiale.
Des visites improvisées pourront être réalisées par le service des actions culturelles afin de vérifier l'état de propreté de la salle et du mobilier après les activités.

Article 5 : Consignes d'utilisation
La salle des fêtes peut accueillir 150 personnes en simultanée.
Cet effectif devra impérativement être respecté par les utilisateurs.
Les issues de secours et l'accès aux extincteurs devront être maintenus dégagés.
L'usage d'appareils à gaz ou à flamme est strictement interdit.
Toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents et accidents.
Toutes fixations aux murs et dans les boiseries au moyen de clous, punaises, vis sont interdites.
Aucune transformation des lieux n'est autorisée.
Après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, nettoyage de la cuisine et de ses équipements, salles balayées, poubelles vidées dans les containers).
L'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
Il est strictement interdit de fumer.
Il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides)

Article 6 : Conditions d'accès et de fonctionnement.
Le régisseur assurera l'ouverture et la fermeture de la salle.
Les horaires de fonctionnement de la salle sont les suivants :
En semaine : 8h à 21h30.
En week-end : 8h à minuit impérativement (coupure de la sonorisation).
L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.
La ville se réserve le droit de fermer les locaux pour nécessités techniques ou une autre utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne doit être réalisée par les utilisateurs.
Les modalités de location sont précisées dans le contrat lors de la réservation.

Article 7 : Respect des locaux.
En cas de non-respect du règlement intérieur, la ville se réserve le droit de facturer les réparations et/ou la remise en état à l'utilisateur.
Aucun autre matériel que celui appartenant à la ville de Hem ne devra être entreposé en permanence dans la salle et ses locaux annexes.

Article 8 : Responsabilité.
La Ville décline toute responsabilité en cas de vol ou détérioration d'objets ou matériels appartenant aux occupants des locaux.
Toute association désirant occuper la salle des fêtes devra remettre au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "responsabilité Civile" en cours de validité.
Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

Article 9 : Mesures de sobriété énergétique

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

- L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
- La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques ;
- Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. Durant l'utilisation des locaux partagés par la ville, c'est la responsabilité de celle-ci qui sera mise en cause en cas de dégâts signalés durant la période concernée.

En particulier, elle veillera :

- A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé ;
- A souscrire personnellement ses abonnements téléphoniques (L'accès au WIFI de la ville de Hem est possible sous réserve de signature de la Charte Informatique) ;
- A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
- A fermer correctement les arrivées d'eau ;
- A effectuer le rangement des lieux ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des badges perdus ou détériorés, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil ;
- A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements (hors téléphonie) s'y rapportant sont supportés par la Ville.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR DES SALLES CULTURELLES ET DE CONVIVIALITE
SALLE BOURNAZEL
Avenue Lyautey

Article 1 : Gestion de la salle
La salle Bournazel est gérée par le service des actions culturelles : gestion des plannings, réservation des créneaux réguliers et ponctuels, entretien et maintenance.

Article 2 : Composition de la salle municipale
La salle Bournazel est composée d'une salle d'activité de 100m², de sanitaires, d'un espace de rangement, d'un espace « cuisine », et d'un hall d'entrée.

Article 3 : Conditions de réservation et activités autorisées.
Les personnes morales souhaitant réserver un ou plusieurs créneaux doivent adresser la demande soit par mail à « contact@ville-hem.fr » par écrit à l'attention de monsieur le maire de Hem ou par téléphone au 03.20.66.58.09.
La salle Bournazel est mise à disposition pour les activités suivantes : réunions, conférences, expositions, cours pour les associations. En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles.
L'organisation de repas n'est pas autorisée.
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs

Article 4 : Entretien et rangement
L'entretien de la salle Bournazel est assuré par le personnel municipal. L'utilisateur est chargé de ranger la salle et de remettre le mobilier dans sa disposition initiale.
Des visites improvisées pourront être réalisées par le service des actions culturelles afin de vérifier l'état de propreté de la salle et du mobilier après les activités.
Les utilisateurs veilleront à ce que les locaux soient constamment fermés, que les lumières soient éteintes et les arrivées d'eau fermées après leur utilisation.

Article 5 : Consignes d'utilisation
La salle Bournazel peut accueillir 100 personnes en simultanée.
Cet effectif devra impérativement être respecté par les utilisateurs.
Les issues de secours et l'accès aux extincteurs devront être maintenus dégagés.
L'usage d'appareils à gaz ou à flamme est strictement interdit.
Une attention particulière devra être portée aux économies d'énergie.
Toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents et accidents.
Toutes fixations aux murs et dans les boiseries au moyen de clous, punaises, vis sont interdites.
Aucune transformation des lieux n'est autorisée.
Il est strictement interdit de fumer.
Les deux cloisons devront être manipulées avec la plus grande précaution

Article 6 : Conditions d'accès et de fonctionnement.
Des badges d'accès aux locaux seront mis à disposition des associations pour les créneaux réguliers.
Ces badges seront remis après déclaration nominative. En cas de perte ou de vol d'un badge, l'association préviendra immédiatement le service des actions culturelles qui pourra le désactiver. Les badges perdus ou volés sont facturés 8€ à l'association.

La ville se réserve le droit de fermer les locaux pour nécessités techniques ou une autre utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne doit être réalisée par les utilisateurs.

Article 7 : Respect des locaux.
En cas de non-respect du règlement intérieur, la ville se réserve le droit de facturer les réparations et/ou la remise en état à l'utilisateur.
Aucun autre matériel que celui appartenant à la ville de Hem ne devra être entreposé en permanence dans la salle et ses locaux annexes.

Article 8 : Responsabilité.
La Ville décline toute responsabilité en cas de vol ou détérioration d'objets ou matériels appartenant aux occupants des locaux.
Toute association désirant occuper la salle Bournazel devra remettre au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "responsabilité Civile" en cours de validité.
Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

Article 9 : Mesures de sobriété énergétique

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

- L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
- La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques ;
- Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. Durant l'utilisation des locaux partagés par la ville, c'est la responsabilité de celle-ci qui sera mise en cause en cas de dégâts signalés durant la période concernée.
En particulier, elle veillera :

- A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé ;
- A souscrire personnellement ses abonnements téléphoniques (L'accès au WIFI de la ville de Hem est possible sous réserve de signature de la Charte Informatique) ;
- A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
- A fermer correctement les arrivées d'eau ;

- A effectuer le rangement des lieux ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des badges perdus ou détériorés, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil ;
- A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements (hors téléphonie) s'y rapportant sont supportés par la Ville.

VILLE DE HEM

REGLEMENT INTERIEUR
SALLE DUNANT
Avenue Henri Dunant 59510 Hem

Article 1 : Gestion de la salle
La salle Dunant est gérée par le service des actions culturelles : gestion des plannings, réservation des créneaux réguliers et ponctuels, entretien et maintenance.

Article 2 : Composition de la salle municipale
La salle Dunant est composée d'une salle de 300 m2, d'une cuisine, d'une loge, de sanitaires, d'un hall d'entrée.

Article 3 : Conditions de réservation et activités autorisées.
La salle Dunant est mise à disposition des associations hémoises pour les activités suivantes : repas, soirée, spectacles, réunions, conférences, expositions, cours. En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles. La salle peut également être louée les vendredi, samedi et dimanche aux particuliers hémois pour des mariages civils ou des baptêmes.
Toute demande doit être adressée par écrit à l'attention de Monsieur le Maire de Hem, ou par mail à « contact@ville-hem.fr ».
L'utilisation des locaux s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs

Article 4 : Entretien et rangement
L'entretien de la salle est assuré par le personnel municipal. L'utilisateur est chargé de ranger la salle et de remettre le mobilier dans sa disposition initiale.
Des visites improvisées pourront être réalisées par le service des actions culturelles afin de vérifier l'état de propreté de la salle et du mobilier après les activités.

Article 5 : Consignes d'utilisation
La salle Dunant peut accueillir 300 personnes en simultanée.
Cet effectif devra impérativement être respecté par les utilisateurs.
Les issues de secours et l'accès aux extincteurs devront être maintenus dégagés.
L'usage d'appareils à gaz ou à flamme est strictement interdit.
Toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents et accidents.
Toutes fixations aux murs et dans les boiseries au moyen de clous, punaises, vis sont interdites.
Aucune transformation des lieux n'est autorisée.
Après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, nettoyage de la cuisine et de ses équipements, salles balayées, poubelles mises dans les containers).
L'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
Il est strictement interdit de fumer.
Il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides)

Article 6 : Conditions d'accès et de fonctionnement.
Le régisseur assurera l'ouverture et la fermeture de la salle.
Les horaires de fonctionnement de la salle sont les suivants :
En semaine : 8h à 21h30.

En week-end : 8h à 2h du matin impérativement (coupure de la sonorisation).
L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.
La ville se réserve le droit de fermer les locaux pour nécessités techniques ou une autre utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne doit être réalisée par les utilisateurs.
Les modalités de location sont précisées dans le contrat lors de la réservation.

Article 7 : Respect des locaux.
En cas de non-respect du règlement intérieur, la ville se réserve le droit de facturer les réparations et/ou la remise en état à l'utilisateur.
Aucun autre matériel que celui appartenant à la ville de Hem ne devra être entreposé en permanence dans la salle et ses locaux annexes.

Article 8 : Responsabilité.
La Ville décline toute responsabilité en cas de vol ou détérioration d'objets ou matériels appartenant aux occupants des locaux.
Toute association désirant occuper la salle Dunant devra remettre au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "responsabilité Civile" en cours de validité.
Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

Article 9 : Mesures de sobriété énergétique

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

- L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
- La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques ;
- Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. Durant l'utilisation des locaux partagés par la ville, c'est la responsabilité de celle-ci qui sera mise en cause en cas de dégâts signalés durant la période concernée.
En particulier, elle veillera :

- A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé ;

- A souscrire personnellement ses abonnements téléphoniques (L'accès au WIFI de la ville de Hem est possible sous réserve de signature de la Charte Informatique) ;
- A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
- A fermer correctement les arrivées d'eau ;
- A effectuer le rangement des lieux ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des badges perdus ou détériorés, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil ;
- A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements (hors téléphonie) s'y rapportant sont supportés par la Ville.

DEL/2023/CL/
SALLES MUNICIPALES - TARIFS DE LOCATIONS ET REGLEMENTS

Par délibération DEL/2003/CL/28 en date du 3 avril 2003, vous avez fixé le tarif de location de la salle des Fêtes, de la salle Dunant et de la Neuve Grange de l'Espace Culturel de la Ferme Franchomme pour les associations et les particuliers,
Par délibération DEL/2004/CL/95 en date du 25 juin 2004, vous avez fixé le tarif de location du Centre Culturel Intergénérationnel Maurice Schumann pour les associations et les particuliers,
Par délibération DEL/2005/CL/79 en date du 30 juin 2005, vous avez fixé le tarif de location de la salle André Diligent réservée uniquement aux associations,
Par délibération DEL/2005/CL/125 en date du 30 septembre 2005, vous avez fixé le tarif de location de la salle Hidalgo Lionderie réservée uniquement aux associations,
Par délibération DEL/2014/CL/165 en date du 18 décembre 2014, vous avez fixé les tarifs des salles culturelles,
Par délibération DEL/2016/CL/80 en date du 30 juin 2016, vous avez fixé le tarif et règlement de l'Espace Culturel Franchomme pour les expositions et salons,

Aujourd'hui, il y a lieu de revoir les tarifs de location de ces différentes salles, qui seront effectifs à compter du 1er septembre 2023.

Suite à la modification de ces tarifs, il y a lieu de mettre à jour les contrats de location de ces salles qui sont joints en annexe.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de fixer les tarifs et règlements comme suit :

		Associations	**Particuliers**	**Remarques**
Salle des Fêtes	Salle	180 €		La salle n'est pas louée aux particuliers.
	Salle + Cuisine + Bar	300 €		
Centre Intergénérationnel M. Schumann	Salle + cuisine	200 €	380 €	La salle est louée pour des fêtes de familles (baptême, vin d'honneur, anniversaire,...) et exclusivement aux Hémois.
Salle Dunant	Salle	200 €		La salle est louée pour des baptêmes et des mariages civils, exclusivement aux Hémois.
	1/2 salle + cuisine		350 €	
	Salle + cuisine	250 €	550 €	
	Installation		320 €	Dans la mesure des disponibilités, la salle peut être mise à disposition la veille d'une location uniquement pour son installation et de 14h à 20h.
Maison du Foot Salle convivialité	Salle	150 €		La salle n'est pas louée aux particuliers.
Salle Diligent Salle convivialité	Salle	150 €		La salle n'est pas louée aux particuliers.

Franchomme	Neuve grange	Tarif exposition : Hémois 60€/exposant Non hémois 110€/exposant	Tarif salon : 320€	La salle peut être louée pour des expositions et/ou salons à caractère culturels et artistiques uniquement, du vendredi au dimanche inclus (montage/démontage compris). Toute demande est soumise à autorisation du service des Actions Culturelles.
Salles sportives	Salle	170 €		Les salles sportives peuvent être louées exceptionnellement aux associations hémoises pour des activités non sportives. Toute demande est soumise à autorisation du service des Sports.
Salles de réunion	Salle de réunion	60 €	60 €	Les salles de réunion peuvent être louées aux particuliers hémois, associations et organismes hémois ou non. Toute demande de location est soumise à autorisation du service concerné.

Forfait nettoyage	30€	Les associations hémoises bénéficiant d'une salle à titre gratuit doivent s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30€ (sauf pour les permanences et assemblées générales).
Nettoyage des salles municipales	50€/heure	En cas de restitution d'une salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés à l'utilisateur au coût réel à raison de 50€/h de nettoyage.
Location de vaisselle à la salle des fêtes, salle Dunant et centre intergénérationnel Maurice Schumann	0.20 € par article	La ville pourra mettre de la vaisselle à disposition des associations et particuliers.
Mise à disposition agent d'entretien ou régisseur technique	30€/heure	Dans certaines salles, des lave-vaisselle et systèmes de sonorisation/éclairage peuvent être mis à disposition moyennant la prise en charge obligatoire d'un agent municipal pour assurer leur fonctionnement.
Mise à disposition de matériel de sonorisation mobile	Gratuité	La ville pourra mettre à disposition des associations une sonorisation mobile selon les modalités de prêt définies entre les parties.

Pour rappel, la ville met à disposition, des associations hémoises référencées, à titre gracieux, des salles pour leurs permanences et assemblées générales ; ainsi qu'une fois par année scolaire, une salle pour organiser un événement convivial (hors Zéphyr).

A compter du 1er septembre 2023, les associations bénéficiant d'une salle à titre gratuit devront toutefois s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30 € (sauf pour les permanences et assemblées générales). En cas de restitution d'une salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés à l'utilisateur au coût réel à raison de 50€/h de nettoyage

Pour les autres occupations, l'association doit s'acquitter du droit de location.

A titre exceptionnel, la Ville de Hem se réserve le droit d'accorder la gratuité de ses salles.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de fixer les tarifs et contrats comme précisé ci-dessus.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONTRAT SALLE DES FÊTES

Votre signature engage votre responsabilité ou celle de votre structure et vous impose le respect des consignes de sécurité telles que mentionnées au règlement (respect des jauges maximales, accès libre aux sorties de secours, etc). La commune sera particulièrement vigilante quant à l'application effective de vos obligations d'organisateur et au respect des dites consignes de sécurité.

ARTICLE I – Demande de location

- La salle est réservée aux associations hémoises.
- La demande doit être faite par écrit auprès de Monsieur le Maire. Celle-ci ne sera acquise qu'après accord écrit et à la réception du règlement dûment rempli. En cas d'annulation, un courrier adressé impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 59510 HEM, doit parvenir au minimum 1 mois avant la date prévue. Dans le cas contraire, la location serait encaissée.
- En aucun cas, la salle ne peut être louée à des particuliers ou pour des réunions cultuelles.
- Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

ARTICLE II – Fonctionnement de la salle

Le demandeur s'engage à respecter les consignes du règlement d'occupation de la salle, à savoir :
- la capacité d'accueil de la salle ne devra en aucun cas excéder **225 personnes**.
- les issues de secours devront être maintenues libres en permanence.
- les accès aux extincteurs devront être dégagés.
- l'usage d'appareils à gaz ou à flamme est rigoureusement interdit ainsi que tout appareil électrique complémentaire.
- toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents ou accidents.
- toute fixation dans les murs, boiseries ainsi que sur le plafond est interdite.
- les utilisateurs sont responsables des locaux communaux dont ils disposent et de la sécurité de leur événement.
- l'association se mettra en rapport avec le régisseur afin de convenir de l'heure des éventuelles installations, livraisons ou stockage de marchandises ou matériels.
- le matériel doit être débarrassé après la manifestation afin de ne pas gêner les suivantes.
- après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, nettoyage de la cuisine et de ses équipements, salles balayées, poubelles mises dans les containers).
- l'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
- il est strictement interdit de fumer.
- il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides).

Horaires de fonctionnement de la salle :
en semaine : de 8 H 00 à 21 H 30
le week-end : de 8 H 00 à 02 H 00 impérativement (coupure de la sonorisation)

L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.

ARTICLE III – Modalités de location

L'ensemble des documents doit être déposé au Service des Actions Culturelles au minimum 2 mois avant la manifestation.

- La gratuité est acquise aux associations pour la première occupation d'une salle municipale durant l'année scolaire en cours, de septembre à juillet.
L'association devra néanmoins s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30€.
- Dès la deuxième occupation, les tarifs sont les suivants (préciser votre choix)

□ salle : **180 €**

□ salle + bar + cuisine : **300 €**

Le paiement de la location s'effectuera par chèque à l'ordre de « Régie recettes culture ».
- Toute association désirant occuper la salle remettra au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité, couvrant les risques locatifs.
- Une caution d'un montant de 305 € à l'ordre de « Régie recettes culture » sera également exigée lors de la réservation de la salle. En cas de non-respect des conditions de ce contrat (article II), la caution ne sera pas restituée.
Elle sera restituée après la manifestation, éventuellement, après le remboursement des dégâts occasionnés.
- En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés à l'association à raison de 50€/h de nettoyage.

ARTICLE IV – Mise à disposition de matériel et locaux annexes

Demande de matériel à nous retourner 3 mois avant la manifestation.
Si pour une raison quelconque, votre demande de matériel ne pouvait être totalement satisfaite, les services Techniques vous préviendraient en temps utiles et il vous incomberait de louer ce matériel par vos soins, dans le respect des normes de sécurité.
Location de vaisselle (0,20 €/article) :
Elle doit être faite 15 jours avant la date retenue. Le solde de la casse sera effectué après la manifestation, lors de l'inventaire.
Occupation des salles annexes

salle de réunion 1 ☐	cuisine (avec les appareils) ☐	bar ☐
salle de réunion 2 ☐	cuisine (sans les appareils) ☐	
balcon (capacité 138 personnes) ☐		

Attention
Le lave-vaisselle n'est accessible qu'à la condition expresse de la présence d'un employé municipal et ce même, en cas d'occupation gratuite. Coût horaire : 30 €/h.
Horaires agent de service (à préciser) :

Un bornier et des prises de courant sont à disposition dans les coulisses de la salle des fêtes.

Une prise en charge obligatoire du régisseur technique est fixée à 30 € de l'heure pour une association désirant utiliser les systèmes de sonorisation et/ou d'éclairage (sous réserve de disponibilité de celui-ci). Horaires régisseur technique (à préciser) :

Vu, le Maire, Vu, bon pour accord, l'utilisateur

NB : N'oubliez pas de faire la demande d'autorisation de vente de boissons auprès de la Mairie, de déclarer votre manifestation auprès de la SACEM et autres organismes.

CONTRAT SALLE ANDRE DILIGENT

Votre signature engage votre responsabilité ou celle de votre structure et vous impose le respect des consignes de sécurité telles que mentionnées au règlement (respect des jauges maximales, accès libre aux sorties de secours, etc). La commune sera particulièrement vigilante quant à l'application effective de vos obligations d'organisateur et au respect des dites consignes de sécurité.

ARTICLE I – Demande de location

- La salle est réservée aux associations hémoises.
- La demande doit être faite par écrit auprès de Monsieur le Maire. Celle-ci ne sera acquise qu'après accord écrit et à la réception du règlement dûment rempli. En cas d'annulation, un courrier adressé impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 59510 HEM, doit parvenir au minimum 1 mois avant la date prévue. Dans le cas contraire, la location serait encaissée.
- En aucun cas, la salle ne peut être louée à des particuliers ou pour des réunions cultuelles.
- Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.
- L'organisation de repas, même froid, n'est pas autorisée.

ARTICLE II – Fonctionnement de la salle

Le demandeur s'engage à respecter les consignes du règlement d'occupation de la salle, à savoir :
- la capacité d'accueil de la salle ne devra en aucun cas excéder **130 personnes**.
- les issues de secours devront être maintenues libres en permanence.
- les accès aux extincteurs devront être dégagés.
- l'usage d'appareils à gaz ou à flamme est rigoureusement interdit.
- toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents ou accidents.
- toute fixation dans les murs, boiseries ainsi que sur le plafond est interdite.
- les utilisateurs sont responsables des locaux communaux dont ils disposent et de la sécurité de leur événement.
- l'association se mettra en rapport avec le concierge afin de convenir de l'heure des éventuelles installations, livraisons ou stockage de marchandises ou matériels.
- le matériel doit être débarrassé après la manifestation afin de ne pas gêner les suivantes.
- après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, salle balayée, poubelles mises dans les containers).
- l'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
- il est strictement interdit de fumer.
- il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides).

Horaires de fonctionnement de la salle : de 8 H 00 à 21 H 30

L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.

ARTICLE III – Modalités de location

L'ensemble des documents doit être déposé au Service des Actions Culturelles au minimum 2 mois avant la manifestation.
- La gratuité est acquise aux associations pour la première occupation d'une salle municipale durant l'année scolaire en cours, de septembre à juillet.
L'association devra néanmoins s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30€.
- Dès la deuxième occupation, le tarif est le suivant : **150 €**
Le paiement global de la location s'effectuera par chèque à l'ordre de « Régie recettes culture ».
- Toute association désirant occuper la salle remettra au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité, couvrant les risques locatifs.
- Une caution d'un montant de 305 € à l'ordre de « Régie recettes culture » sera également exigée lors de la réservation de la salle. En cas de non-respect des conditions de contrat (article II), la caution ne sera pas restituée.
Elle sera restituée après la manifestation, éventuellement, après le remboursement des dégâts occasionnés.
- En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés à l'association à raison de 50€/h de nettoyage.

ARTICLE IV – Mise à disposition de matériel

Demande de matériel à nous retourner 3 mois avant la manifestation.
Si pour une raison quelconque, votre demande de matériel ne pouvait être totalement satisfaite, les services Techniques vous préviendraient en temps utiles et il vous incomberait de louer ce matériel par vos soins, dans le respect des normes de sécurité.

Vu, le Maire, Vu, bon pour accord, l'utilisateur

NB : N'oubliez pas de faire la demande d'autorisation de vente de boissons auprès de la Mairie, de déclarer votre manifestation auprès de la SACEM et autres organismes.

CONTRAT MAISON DU FOOT

Votre signature engage votre responsabilité ou celle de votre structure et vous impose le respect des consignes de sécurité telles que mentionnées au règlement (respect des jauges maximales, accès libre aux sorties de secours, etc). La commune sera particulièrement vigilante quant à l'application effective de vos obligations d'organisateur et au respect des dites consignes de sécurité.

ARTICLE I – Demande de location

- La salle est réservée aux associations hémoises.
- La demande doit être faite par écrit auprès de Monsieur le Maire. Celle-ci ne sera acquise qu'après accord écrit et à la réception du règlement dûment rempli. En cas d'annulation, un courrier adressé impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 59510 HEM, doit parvenir au minimum 1 mois avant la date prévue. Dans le cas contraire, la location serait encaissée.
- En aucun cas, la salle ne peut être louée à des particuliers ou pour des réunions cultuelles.
- Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.
- L'organisation de repas, même froid, n'est pas autorisée.

ARTICLE II – Fonctionnement de la salle

Le demandeur s'engage à respecter les consignes du règlement d'occupation de la salle, à savoir :
- la capacité d'accueil de la salle ne devra en aucun cas excéder **130 personnes**.
- les issues de secours devront être maintenues libres en permanence.
- les accès aux extincteurs devront être dégagés.
- l'usage d'appareils à gaz ou à flamme est rigoureusement interdit ainsi que tout appareil électrique complémentaire.
- toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents ou accidents.
- toute fixation dans les murs, boiseries ainsi que sur le plafond est interdite.
- les utilisateurs sont responsables des locaux communaux dont ils disposent et de la sécurité de leur événement.
- l'association se mettra en rapport avec le concierge afin de convenir de l'heure des éventuelles installations, livraisons ou stockage de marchandises ou matériels.
- le matériel doit être débarrassé après la manifestation afin de ne pas gêner les suivantes.
- après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, salle balayée, poubelles mises dans les containers).
- l'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
- il est strictement interdit de fumer.
- il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides).

Horaires de fonctionnement de la salle : de 8 H 00 à 21 H 30

L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.

ARTICLE III – Modalités de location

L'ensemble des documents doit être déposé au Service des Actions Culturelles au minimum 2 mois avant la manifestation.
- La gratuité est acquise aux associations pour la première occupation d'une salle municipale durant l'année scolaire en cours, de septembre à juillet.
L'association devra néanmoins s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30€.
- Dès la deuxième occupation, le tarif est le suivant : **150 €**
Le paiement global de la location s'effectuera par chèque à l'ordre de « Régie recettes culture ».
- Toute association désirant occuper la salle remettra au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité, couvrant les risques locatifs.
- Une caution d'un montant de 305 € à l'ordre de « Régie recettes culture » sera également exigée lors de la réservation de la salle. En cas de non-respect des conditions de contrat (article II), la caution ne sera pas restituée.
Elle sera restituée après la manifestation, éventuellement, après le remboursement des dégâts occasionnés.
- En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés à l'association à raison de 50€/h de nettoyage.

ARTICLE IV – Mise à disposition de matériel

Demande de matériel à nous retourner 3 mois avant la manifestation.
Si pour une raison quelconque, votre demande de matériel ne pouvait être totalement satisfaite, les services Techniques vous préviendraient en temps utiles et il vous incomberait de louer ce matériel par vos soins, dans le respect des normes de sécurité.

Vu, le Maire, Vu, bon pour accord, l'utilisateur

NB : N'oubliez pas de faire la demande d'autorisation de vente de boissons auprès de la Mairie, de déclarer votre manifestation auprès de la SACEM et autres organismes.

CONTRAT SALLE HENRI DUNANT

Votre signature engage votre responsabilité ou celle de votre structure et vous impose le respect des consignes de sécurité telles que mentionnées au règlement (respect des jauges maximales, accès libre aux sorties de secours, …). La commune sera particulièrement vigilante quant à l'application effective de vos obligations d'organisateur et au respect des dites consignes de sécurité.

ARTICLE I – Demande de location

- Le demandeur doit être hémois et faire sa demande de location par écrit auprès de Monsieur le Maire. Celle-ci ne sera acquise qu'après accord écrit, à réception du règlement dûment rempli et des justificatifs suivants remis au Service des Actions Culturelles 2 mois avant la date retenue (passé ce délai, la salle ne sera pas considérée comme réservée).

Pour les particuliers, la salle est mise à disposition uniquement :

* pour un mariage civil : certificat de publication des bans, justificatif de domicile, livret de famille des parents, attestation sur l'honneur.

* pour un baptême : justificatif de domicile, livret de famille, certificat laïque ou religieux, attestation sur l'honneur.

En cas de fausse déclaration, le chèque de caution sera encaissé (exemple : fête familiale au lieu de mariage civil ou baptême)

En cas d'annulation, un courrier adressé impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 59510 HEM, doit parvenir au minimum 1 mois avant la date prévue. Dans le cas contraire, la location serait encaissée.

- En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles.
- Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

ARTICLE II – Fonctionnement de la salle

Le demandeur s'engage à respecter les consignes du règlement d'occupation de la salle, à savoir :

- en aucun cas, la scène et le matériel scénique ne pourront être loués aux particuliers
- la capacité d'accueil de la salle ne devra en aucun cas excéder **300 personnes**.
- les issues de secours devront être maintenues libres en permanence.
- les accès aux extincteurs devront être dégagés.
- l'usage d'appareils à gaz ou à flamme est rigoureusement interdit ainsi que tout appareil électrique complémentaire.
- toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents ou accidents.
- toute fixation dans les murs, boiseries ainsi que sur le plafond est interdite.
- les utilisateurs sont responsables des locaux communaux dont ils disposent et de la sécurité de leur événement.
- le demandeur se mettra en rapport avec le régisseur afin de convenir de l'heure des éventuelles installations, livraisons ou stockage de marchandises ou matériels.
- le matériel doit être débarrassé après la manifestation afin de ne pas gêner les suivantes.
- après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, nettoyage de la cuisine et de ses équipements, salles balayées, poubelles mises dans les containers).
- l'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
- il est strictement interdit de fumer.
- il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides).

Horaires de fonctionnement de la salle :

en semaine : de 8 H 00 à 21 H 30

le week-end : de 8 H 00 à 02 H 00 impérativement (coupure de la sonorisation)

L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.

ARTICLE III – Modalités de location

L'ensemble des documents doit être déposé au Service des Actions Culturelles au minimum 2 mois avant la manifestation.

Associations :

- La gratuité est acquise aux associations pour la première occupation d'une salle municipale durant l'année scolaire en cours, de septembre à juillet.

L'association devra néanmoins s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30€.

- Dès la deuxième occupation, les tarifs sont les suivants :

salle : **200 €**

salle + cuisine : **250 €**

Particuliers :

- Location aux particuliers :

1/2 salle + cuisine : **350 €**

salle + cuisine : **550 €**

Installation la veille : **320€** (Dans la mesure des disponibilités, la salle peut être mise à disposition la veille d'une location uniquement pour son installation et de 14h à 20h).

Le paiement de la location s'effectuera par chèque à l'ordre de « Régie recettes culture ».

- Toute association désirant occuper la salle remettra au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité, couvrant les risques locatifs.

- Une caution d'un montant de 305 € à l'ordre de « Régie recettes culture » sera également exigée lors de la réservation de la salle. En cas de non-respect des conditions de ce contrat (article II) la caution ne sera pas restituée.

Elle sera restituée après la manifestation, éventuellement, après le remboursement des dégâts occasionnés.

- En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés au demandeur à raison de 50€/h de nettoyage.

ARTICLE IV – Mise à disposition de matériel

Demande de matériel à nous retourner 3 mois avant la manifestation.

Si pour une raison quelconque, votre demande de matériel ne pouvait être totalement satisfaite, les services Techniques vous préviendraient en temps utiles et il vous incomberait de louer ce matériel par vos soins, dans le respect des normes de sécurité.

Location de vaisselle (**0,20 €/**article) : doit être faite 15 jours avant la date retenue. Le solde de la casse sera effectué après la manifestation, lors de l'inventaire.

Vu, le Maire, Vu, bon pour accord, l'utilisateur

NB : N'oubliez pas de faire la demande d'autorisation de vente de boissons auprès de la Mairie, de déclarer votre manifestation auprès de la SACEM et autres organismes.

CONTRAT CENTRE INTERGENERATIONNEL MAURICE SCHUMANN

Votre signature engage votre responsabilité ou celle de votre structure et vous impose le respect des consignes de sécurité telles que mentionnées au règlement (respect des jauges maximales, accès libre aux sorties de secours, etc). La commune sera particulièrement vigilante quant à l'application effective de vos obligations d'organisateur et au respect des dites consignes de sécurité.

ARTICLE I – Demande de location

- Le demandeur doit être hémois et faire sa demande de location par écrit auprès de Monsieur le Maire. Celle-ci ne sera acquise qu'après accord écrit, à la réception du règlement dûment rempli et des justificatifs suivants remis au Service des Actions Culturelles 2 mois avant la date retenue (passé ce délai, la salle ne sera pas considérée comme réservée).
Pour les particuliers, la salle est mise à disposition uniquement pour une fête familiale (anniversaire, vin d'honneur, baptême, …) : justificatif de domicile, attestation sur l'honneur certifiant que la salle est bien louée par le représentant légal.
- En cas d'annulation, un courrier adressé impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 59510 HEM, doit parvenir au minimum 1 mois avant la date prévue. Dans le cas contraire, la location serait encaissée.
- En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles.
- Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.

ARTICLE II – Fonctionnement de la salle

Le demandeur s'engage à respecter les consignes du règlement d'occupation de la salle, à savoir :
- en aucun cas, la scène et le matériel scénique ne pourront être loués aux particuliers
- la capacité d'accueil de la salle ne devra en aucun cas excéder **150 personnes**.
- les issues de secours devront être maintenues libres en permanence.
- les accès aux extincteurs devront être dégagés.
- l'usage d'appareils à gaz ou à flamme est rigoureusement interdit ainsi que tout appareil électrique complémentaire.
- toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents ou accidents.
- toute fixation dans les murs, boiseries ainsi que sur le plafond est interdite.
- les utilisateurs sont responsables des locaux communaux dont ils disposent et de la sécurité de leur événement.
- le demandeur se mettra en rapport avec le régisseur afin de convenir de l'heure des éventuelles installations, livraisons ou stockage de marchandises ou matériels.
- le matériel doit être débarrassé après la manifestation afin de ne pas gêner les suivantes.
- après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, nettoyage de la cuisine et de ses équipements, salles balayées, poubelles mises dans les containers).
- l'état des lieux sera effectué avec le régisseur lors de la mise à disposition et la restitution de la salle.
- il est strictement interdit de fumer.
- il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides).

Horaires de fonctionnement de la salle :
en semaine : de 8 H 00 à 21 H 30
le week-end : de 8 H 00 à 00 H 00

L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.

ARTICLE III – Modalités de location

L'ensemble des documents doit être déposé au Service des Actions Culturelles au minimum 2 mois avant la manifestation.

Associations :

- La gratuité est acquise aux associations pour la première occupation d'une salle municipale durant l'année scolaire en cours, de septembre à juillet.
L'association devra néanmoins s'acquitter du forfait de nettoyage fixé à 30€.
- Dès la deuxième occupation, les tarifs sont les suivants :
    salle + cuisine : **200 €**

Particuliers :

- Location aux particuliers :
    salle + cuisine : **380 €**

Le paiement de la location s'effectuera par chèque à l'ordre de « Régie recettes culture ».
- Le demandeur désirant occuper la salle remettra au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité, couvrant les risques locatifs.
- Une caution d'un montant de 305 € à l'ordre de « Régie recettes culture » sera également exigée lors de la réservation de la salle. Elle sera restituée après la manifestation, éventuellement, après le remboursement des dégâts occasionnés.
- En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés au demandeur à raison de 50€/h de nettoyage.

ARTICLE IV – Mise à disposition de matériel

Demande de matériel à nous retourner 3 mois avant la manifestation.
Si pour une raison quelconque, votre demande de matériel ne pouvait être totalement satisfaite, les services Techniques vous préviendraient en temps utiles et il vous incomberait de louer ce matériel par vos soins, dans le respect des normes de sécurité.

Location de vaisselle (**0,20 €**/article) : doit être faite 15 jours avant la date retenue. Le solde de la casse sera effectué après la manifestation, lors de l'inventaire.

Vu, le Maire,

Vu, bon pour accord, l'utilisateur

NB : N'oubliez pas de faire la demande d'autorisation de vente de boissons auprès de la Mairie, de déclarer votre manifestation auprès de la SACEM et autres organismes.

CONTRAT SALLE DE REUNION

Votre signature engage votre responsabilité ou celle de votre structure et vous impose le respect des consignes de sécurité telles que mentionnées au règlement (respect des jauges maximales, accès libre aux sorties de secours, etc). La commune sera particulièrement vigilante quant à l'application effective de vos obligations d'organisateur et au respect des dites consignes de sécurité.

Salle de réunion :_____ (à préciser par le demandeur)

ARTICLE I – Demande de location

- Les salles de réunion peuvent être louées aux particuliers hémois, associations et organismes hémois ou non.
- La demande doit être faite par écrit auprès de Monsieur le Maire. Celle-ci ne sera acquise qu'après accord écrit et à la réception du règlement dûment rempli. En cas d'annulation, un courrier adressé impersonnellement à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 59510 HEM, doit parvenir au minimum 1 mois avant la date prévue. Dans le cas contraire, la location serait encaissée.
- En aucun cas, la salle ne peut être louée pour des réunions cultuelles.
- Il est formellement interdit au bénéficiaire de céder la salle à une autre personne ou association ou d'y organiser une manifestation différente de celle prévue.
- L'organisation de repas, même froid, n'est pas autorisée.

ARTICLE II – Fonctionnement de la salle

Le demandeur s'engage à respecter les consignes du règlement d'occupation de la salle, à savoir :
- la capacité d'accueil de la salle.
- les issues de secours devront être maintenues libres en permanence.
- les accès aux extincteurs devront être dégagés.
- l'usage d'appareils à gaz ou à flamme est rigoureusement interdit.
- toutes précautions utiles devront être prises afin d'éviter incidents ou accidents.
- toute fixation dans les murs, boiseries ainsi que sur le plafond est interdite.
- les utilisateurs sont responsables des locaux communaux dont ils disposent et de la sécurité de leur événement.
- le demandeur se mettra en rapport avec le service des Actions Culturelles afin de convenir de l'heure des éventuelles installations de matériels.
- le matériel doit être débarrassé après la réunion afin de ne pas gêner les suivantes.
- après occupation, les locaux seront remis en état de propreté (rangement du matériel nettoyé, salle balayée, poubelles mises dans les containers).
- l'état des lieux sera effectué par le régisseur
- il est strictement interdit de fumer.
- il est interdit de pénétrer dans les locaux avec des deux-roues ou des animaux (sauf chiens-guides).

Horaires de fonctionnement de la salle : de 8 H 00 à 21 H 30

L'utilisateur s'engage à prévenir le régisseur de la salle de son départ.

ARTICLE III – Modalités de location

L'ensemble des documents doit être déposé au Service des Actions Culturelles au minimum 2 mois avant la manifestation.
- Tarif de location d'une salle de réunion : **50€**/réunion
Le paiement global de la location s'effectuera par chèque à l'ordre de « Régie recettes culture ».

- Le demandeur désirant occuper la salle remettra au service des Actions Culturelles de la Mairie une attestation d'assurance "Responsabilité Civile" en cours de validité, couvrant les risques locatifs.
- Une caution d'un montant de 305 € à l'ordre de « Régie recettes culture » sera également exigée lors de la réservation de la salle. En cas de non-respect des conditions de ce contrat (article II), la caution ne sera pas restituée.
Elle sera restituée après la manifestation, éventuellement, après le remboursement des dégâts occasionnés.
- En cas de restitution de la salle dans un état de propreté non conforme au règlement, les frais d'entretien seront facturés au demandeur à raison de 50€/h de nettoyage.

ARTICLE IV – Mise à disposition de matériel

Demande de matériel à nous retourner 3 mois avant la manifestation.
Si pour une raison quelconque, votre demande de matériel ne pouvait être totalement satisfaite, les services Techniques vous préviendraient en temps utiles et il vous incomberait de louer ce matériel par vos soins, dans le respect des normes de sécurité.

Vu, le Maire,

Vu, bon pour accord, l'utilisateur

DEL/2023/CL/
Versement d'une subvention exceptionnelle au Théâtre de l'Aventure

La ville de Hem soutient les activités du théâtre de l'Aventure tant dans le domaine de la création artistique que dans le domaine de l'apprentissage et notamment des écoles de disciplines. Cette association, par la qualité du travail mené auprès de différents publics, contribue largement au rayonnement culturel de la ville. Son implication sur le territoire hémois comme hors les murs participe également à ce rayonnement. L'équipe de la pièce « Grand-Frère » va d'ailleurs présenter ce nouveau projet au Festival d'Avignon les 17 et 18 juillet prochains.

« L'Aventure » est une compagnie artistique professionnelle et un lieu de spectacles à taille humaine implanté au cœur d'un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Afin de l'aider à poursuivre son développement, en cette période où la mobilisation des financements est difficile, il est proposé au Conseil Municipal de verser une subvention exceptionnelle d'un montant de 10 000 €.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser le versement d'une subvention exceptionnelle de 10 000 €.

Les crédits sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/CL/
RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS
ACTIONS CULTURELLES

Par délibération du 16 décembre 2022, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'accepter les termes des conventions,
- De l'autoriser à signer les documents concernant les associations reprises ci-dessous.

CULTURE	
ALJUSTRELENSE	Convention de mise à disposition de locaux
ATABAK	Convention de mise à disposition de locaux
HEMIX	Convention de mise à disposition de locaux
L'AVENTURE	Convention de mise à disposition de locaux
MEDIA	Convention de mise à disposition de locaux (partagés avec l'Amicale des donneurs de sang)
UNIVERSAL LEGACY	Convention de mise à disposition de locaux

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

ASSOCIATION ALJUSTRELENSE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
Le SPORT CLUB UNIAO ALJUSTRELENSE, représenté par son Président, ayant son siège social au 194.1 rue de la Vallée à Hem, ci-après dénommé l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET
Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION
Les locaux mis à disposition sont :

- Situés dans une partie de la « La Maison du Portugal » (ancien logement de fonction de l'école De Lattre de Tassigny), sis rue de la Vallée, à titre exclusif, dont la superficie est de 99,37 m2.

ARTICLE 3 – REDEVANCE
Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT
Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES
Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;

2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les abonnements et consommations d'électricité de la Maison du Portugal seront directement à la charge de l'association.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association,**
L'adjoint aux affaires culturelles,	
A l'animation et à la vie associative	**Le Président**
JF.LECLERCQ	**M.FIGUEIRA**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
n° de police :
Compagnie :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance

ASSOCIATIONS AMICALE DES DONNEURS DE SANG ET MEDIA
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,

L'amicale des donneurs de sang, représentée par sa présidente,
L'association MEDIA, représentée par sa présidente,
ci-après dénommées les associations, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre des conventions d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclues entre la Ville et les associations, la Ville met à la disposition des associations, qui acceptent en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Le local mis à disposition est le logement de fonction du groupe scolaire DE LATTRE DE TASSIGNY.
L'amicale des donneurs de sang dispose de 19.67 m², et Média dispose de 62.20 m² à titre exclusif.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, les associations s'obligent à faire figurer dans tous leurs documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût leur sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par les associations sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé

2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle. ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si les associations venaient à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elles en avertissent immédiatement leur service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations d'électricité seront directement à la charge des associations suivant le tableau établi ci-après. Dès que les aménagements techniques seront réalisés, les consommations et abonnements des autres postes seront à la charge des associations.

CHARGES	REPARTITION DE PRISE EN CHARGE		
	VILLE	OCCUPANT – DONNEURS DE SANG	OCCUPANT – MEDIA
EAU	100 %	Sans objet	Sans objet
ELECTRICITE	Sans objet	1/15	14/15
CHAUFFAGE	100 %	Sans objet	Sans objet

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Les associations souscrivent toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir leur responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elles justifient à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance des associations afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et des Conseils d'Administration des associations.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, les associations devront libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à leur disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux Solidarités entre les Générations,
A l'Habitat, au Logement et à la Politique de la Ville

M. SIBILLE

Pour l'association MEDIA
La Présidente

Mme RAFFESTIN

Pour l'association des Donneurs de Sang
La Présidente

Mme FREMAUX

COORDONNEES D'ASSURANCE MEDIA:
n° de police :

Compagnie :
Date d'échéance :
COORDONNEES D'ASSURANCE DONNEURS DE SANG :
n° de police :
Compagnie :
Date d'échéance :

ASSOCIATION ATABAK
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'Association ATABAK, représentée par son Président, ayant son siège social au 27 rue des Ecoles à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont pour un usage exclusif : un local de 19,5 m2 (instruments) au rez de chaussée et un local de 38 m2 (costumes) à l'étage de la salle Dunant.
La grande salle Dunant, rue Henri Dunant, est à usage partagé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés..
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle. ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association**
L'adjoint aux affaires Culturelles,	
A l'animation et à la vie Associative	**la Présidente,**
M. LECLERCQ	**MME VAITY**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
Compagnie :
N° de police :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance :

ASSOCIATION HEMIX
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association HEMIX, ayant son siège social avenue Dunant à Hem, représentée par sa Présidente, Fatima KARRAD, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont constitués de la salle Sockeel, pour une surface de 47.42 m², aménagée en salle de répétition et studio d'enregistrement pour la pratique de musiques actuelles.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle, ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville. Cependant, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	Pour l'association,
L'adjoint aux affaires culturelles,	
à l'animation et à la vie associative,	La Présidente
M. LECLERCQ	Mme KARRAD

COORDONNEES D'ASSURANCE :
n° de police :
Compagnie :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance

ASSOCIATION L'AVENTURE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association L'AVENTURE, ayant son siège social au 27 rue des écoles, représentée par son Président, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Le local mis à disposition est le théâtre, pour 769 m², situé au 27, rue des Ecoles à Hem.

La salle Culturelle Le Zéphyr pourra être mise à disposition à titre exceptionnel et gracieux à l'occasion des restitutions des ateliers d'enfants, une fois par an (les dates et horaires de représentations/répétitions seront à valider avec les services municipaux). L'assurance et la caution restent obligatoires. Les conditions de mise à disposition du Zéphyr seront définies entre la ville et l'association.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

L'atelier Théâtre est mis à disposition à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à

tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle, ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par l'association.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation L'adjoint aux affaires culturelles, à l'animation et à la vie associative,	Pour l'association, Le Président
M. LECLERCQ	M. TRICOIT

COORDONNEES D'ASSURANCE :
n° de police :
Compagnie :
Date de signature du contrat :

Date d’échéance :

ASSOCIATION UNIVERSAL LEGACY
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'Association Universal Legacy, représentée par son Président, ayant son siège social au Site Blaise Pascal, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET
Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Le local mis à disposition est un local de stockage, à usage exclusif, d'une surface de 48 m2, situé à la salle de convivialité André Diligent, avenue Laënnec.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle, ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville. Cependant, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**pour l'association**
L'adjoint aux affaires Culturelles,	**Le Président,**
A l'animation et à la vie Associative,	
M. LECLERCQ ,	**M. SOL**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
n° de police :
Compagnie :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance :

DEL/2023/CL/
Déplacement au Portugal dans le cadre du jumelage

Le 26 mai dernier, la ville de Hem a reçu une invitation de la part de la ville d'Aljustrel pour participer à la fête « Festicante », consacrée cette année à la France.

Dans le cadre du jumelage, la ville de Hem souhaite honorer cette invitation et participer aux événements liés à cette fête en permettant à une délégation composée de représentants de la vie culturelle hémoise de s'y rendre les 22, 23 et 24 septembre prochain.

A ce titre, Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de l'autoriser à verser une subvention exceptionnelle de 5 000 € à l'association Hem Ville d'Europe afin de lui permettre d'organiser ce déplacement.
Les crédits sont inscrits au budget.

DEL/2023/SP/
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES INSTALLATIONS SPORTIVES AUPRES DES COLLEGES DEVOS ET SAINT PAUL
TARIF HORAIRE DE MISE A DISPOSITION

Depuis la rentrée de septembre 2017, le Conseil Départemental ne verse plus directement à la Ville la subvention relative à la mise à disposition des installations sportives auprès des collèges. Cette subvention est désormais versée sur les comptes des collèges sous forme de forfait.

Les conditions de reversement de cette subvention sont reprises dans une convention qui a déjà fait l'objet d'une délibération. Il a été convenu qu'une facturation des heures réellement utilisées sera adressée à chaque fin de cycle aux collèges.

Bien que la ville ait mis en œuvre des mesures de sobriété énergétique, elle subit directement les augmentations des fluides. Afin de compenser ces augmentations, il est proposé d'augmenter le tarif horaire de mise à disposition des installations sportives auprès des collèges.

Comme il convient de fixer le tarif horaire à chaque rentrée scolaire, il est proposé une augmentation de 0.5€.
Le tarif est donc fixé à 14.5€ par heure d'utilisation.

Il est proposé une reconduction de cette tarification pour les prochaines rentrées scolaires.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'augmenter le tarif d'utilisation des installations sportives de 14€ à 14.5€ par heure facturable aux collèges Raymond Devos et Saint Paul, pour les prochaines rentrées scolaires ;
- De l'autoriser à signer les conventions de mise à disposition.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/SP/
OXYG'HEM 2023
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
A L'ASSOCIATION « Vaincre la mucoviscidose»

Fête sportive et populaire, Oxyg'Hem est également un grand moment de solidarité. Chaque année, une association à but humanitaire ou social est marraine d'Oxyg'Hem.
Le principe est de reverser 1€ par coureur inscrit. L'association « Vaincre la Mucoviscidose » a été retenue pour la 26ème édition d'Oxyg'Hem. Cette association a pour objet principal de soutenir les actions de recherche contre cette maladie génétique qui touche les voies digestives et respiratoires. Cette association est reconnue d'utilité publique.

Pour sa 26ème édition qui s'est déroulée le jeudi 18 mai, 1 565 coureurs étaient inscrits. Ce qui correspond à une somme de 1 565 €.

Cependant, cette année, certains participants, qui se sont inscrit en ligne, ont manifesté un intérêt tout particulier pour l'association « Vaincre la Mucoviscidose » et ont versé des sommes complémentaires pour un montant de 256 €.

Il sera donc versé à cette association une subvention globale de 1 821 €.

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention de 1 821 € à l'association « Vaincre la mucoviscidose ».

Les crédits sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/SP/
RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS
SPORTS

Par délibération du 16 décembre 2022, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.
Vu l'avis de la Commission « Sports »,

Vu l'avis conforme de la commission mixte Sport, Culture, Animation et Vie Associative du 7 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'accepter les termes des conventions,
- De l'autoriser à signer les documents concernant les associations reprises ci-dessous.

SPORTS	
ACTIGYM	Convention de mise à disposition de locaux
ACTION BOXE	Convention de mise à disposition de locaux
GYM VOLONTAIRE HEM SPORTS	Convention de mise à disposition de locaux
HEM ATHLETIC CLUB	Convention de mise à disposition de locaux
HEM BADMINTON	Convention de mise à disposition de locaux
HEM TENNIS CLUB	Convention de mise à disposition de locaux
HEM SPORT BASKET	Convention de mise à disposition de locaux
J'HEM PECHE	Convention de mise à disposition de locaux
JUDO CLUB DE HEM	Convention de mise à disposition de locaux
LA VAILLANTE	Convention de mise à disposition de locaux
OLYMPIC HEMOIS FOOTBALL CLUB	Convention de mise à disposition de locaux
PETANQUE CLUB	Convention de mise à disposition de locaux
PING PONG CLUB	Convention de mise à disposition de locaux

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

ASSOCIATION ACTIGYM
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association ACTIGYM, représentée par sa Présidente, ayant son siège social au 3 allée des magnolias à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à la disposition sont :
- Un local de rangement de 20 m² de la salle H. Dunant en usage exclusif ;
- Un local de rangement de 21 m² de la salle Emilie Le Pennec en usage exclusif ;
- Un local de stockage en usage partagé : salles E Le Pennec et Blaise Pascal
- Des créneaux à la salle Emilie Le Pennec, Blaise Pascal, Centre Intergénérationnel de Beaumont et à la salle Dunant

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.

En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. À effectuer le rangement et le nettoyage de la salle, ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes dans les locaux à usage exclusif, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.
6. Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.

   Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association,**
Le conseiller municipal délégué spécial	**La Présidente**
aux sports et aux équipements sportifs	
E. DELEPAUT	**A. DUPONT**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
n° de police :
Compagnie :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
ASSOCIATIONS ACTION BOXE/BOXING CLUB
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,

L'association Action Boxe, représentée par son Président, ayant son siège social à la Maison du Foot, 51 rue de la Lionderie,
Et :
L'association Boxing Club, représentée par sa Présidente, ayant son siège social au 50 rue des Trois Baudets,

ci-après dénommées les associations, d'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre des conventions d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclues entre la Ville et chacune des associations, la Ville met à la disposition des associations, qui acceptent en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux, à usage partagé, sont la salle de boxe « Daouda Sow », composée d'une salle d'entraînements, un bureau, des vestiaires, un sauna et les annexes, pour une surface totale de 293 m², située rue des Trois Baudets.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, les associations s'obligent à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût leur sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par les associations sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place des associations, elle leur en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si les associations venaient à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elles en avertissent immédiatement leur service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.
La ville conserve à sa charge l'entretien du sauna, qui fait l'objet d'un contrat d'entretien spécifique, étant donné les particularités techniques de cet équipement.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Les associations souscrivent toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir leur responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elles justifient à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance des associations afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, les associations devront libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à leur disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour la Ville de Hem	Pour le Boxing Club Hémois	Pour Action Boxe
Pour le Maire	**La Présidente**	**Le Président**
et par délégation		
Le conseiller municipal		
délégué spécial aux sports		
et aux équipements sportifs		
E. DELEPAUT	**E. BIS**	**D. SOW**

COORDONNEES D'ASSURANCE BOXING CLUB:	COORDONNEES D'ASSURANCE ACTION BOXE:
n° de police :	n° de police :
Compagnie :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date de signature du contrat :
Date d'échéance	Date d'échéance

ASSOCIATION GYM VOLONTAIRE HEM SPORTS
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association GYMNASTIQUE VOLONTAIRE HEM SPORTS, représentée par sa Présidente, ayant son siège social à la salle Dubus rue de Beaumont à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à la disposition sont :

- Un local de rangement de 9 m² de la salle Dubus à titre exclusif ;
- Une salle de sports salle Dubus, à titre partagé.
- Un créneau d'entrainement à la salle des Fêtes à titre partagé

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.
Le planning d'occupation de l'association, établi du 1er septembre au 31 août, est transmis aux services municipaux dans les meilleurs délais.

Les accès à la salle Dubus et à la salle des fêtes sont autorisés suivant un planning géré par le pôle Animation et Relations avec la Population.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation **Le conseiller municipal délégué spécial** **aux sports et aux équipements sportifs**	**Pour l'association,** **Pour La Présidente**
E. DELEPAUT	**Martine DHENNIN**

COORDONNEES D'ASSURANCE :

n° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

ASSOCIATION HEM ATHLETIC CLUB
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association Hem Athlétic Club, représentée par son président, ayant son siège social au 31 Rue du Général Leclerc à Villeneuve d'Ascq, ci-après dénommée l'association, d'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à la disposition sont :
- Un local de rangement de 8 m² dans la tribune du stade Hidalgo à titre exclusif.
- Un garage de 50 m² sur le site du stade Hidalgo à titre exclusif.
- Des créneaux au club house de la Maison du Foot.
- Les aménagements de la piste d'athlétisme du complexe sportif Hidalgo à titre partagé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

Les accès aux installations sont autorisés suivant un planning géré par le pôle Animation et Relations avec la Population.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation **Le conseiller municipal délégué spécial** **aux sports et aux équipements sportifs**	**Pour l'association,** **Le Président**
E. DELEPAUT	**L. BUISSETTE**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
N° de police : Compagnie :
Date de signature du contrat : Date d'échéance

ASSOCIATION HEM BADMINTON
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association Hem Badminton, représentée par son président, ayant son siège social au 12 Rue du Maroc à Roubaix, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont :

- Un bureau de 14.43 m², une salle de musculation de 32 m² salle Dubus à titre exclusif.
- Le club house et la salle Dubus à titre partagé.
- Des créneaux à la salle de Beaumont à titre partagé

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem le

Pour le Maire et par délégation **Le conseiller municipal délégué spécial** **aux sports et aux équipements sportifs,**	**Pour l'association** **Le Président**
E. DELEPAUT	**M. DEMEYERE**

COORDONNEES D'ASSURANCE :

N° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

ASSOCIATION HEM SPORT BASKET
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association HEM SPORT BASKET, représentée par son président, ayant son siège social au 7 allée Quentin de la Tour, ci-après dénommée l'association, d'autre part,
IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont :

- Un bureau de 25.04 m², un local de rangement de 28.01 m² et le club house de 37.21 m² salle Delcourt, rue Jean Jaurès, à titre exclusif.
- Des créneaux de la salle Delcourt, à titre partagé.
- Des créneaux de la salle de Beaumont à titre partagé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation. Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

Le planning d'occupation de l'association, établi du 1er septembre au 31 août, est transmis aux services municipaux dans les meilleurs délais.
Le club House est utilisé comme suit par le Hem Sport Basket :

- En soirée : l'accès au club house est réservé aux membres du bureau pour des réunions de travail. Le club House restera fermé à tout autre utilisateur.
- En journée : le club house est fermé.

- Le week-end : il est mis à disposition du Hem Sport Basket lors du déroulement des rencontres officielles. Il est ouvert au plus tôt 1h avant le début de la première rencontre et au plus tard 1h30 après la fin de la dernière rencontre.

Le concierge du complexe sportif est chargé de faire respecter les horaires ainsi que les conditions d'application de la présente convention.
L'accès à la salle est possible après ouverture par la personne désignée à cet effet, et exclusivement aux horaires arrêtés.
Le club house peut être mis à disposition d'autres structures, lors de manifestations organisées dans la salle Delcourt.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.
Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association,**
Le conseiller municipal délégué spécial	**Le Président**
aux sports et aux équipements sportifs	
E. DELEPAUT	**K. BRAHIMI**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
N° de police : Compagnie :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance :

ASSOCIATION HEM TENNIS CLUB
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association HEM TENNIS CLUB, représentée par son Président, ayant son siège social rue des Trois Baudets à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, des locaux municipaux. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux, situés rue des Trois Baudets et concédés à titre exclusif sont constitués :

- Des équipements de tennis et un club house pour une surface totale de 3.276 m²
- Deux courts de paddle de 584 m².

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux.
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (notamment la vérification et le nettoyage des chéneaux, remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par l'association.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem le

Pour le Maire et par délégation **Le conseiller municipal délégué spécial** **aux sports et aux équipements sportifs,**	**Pour l'association** **Le Président**
E. DELEPAUT	**E. BRIET**

COORDONNEES ASSURANCE:

n° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

ASSOCIATION J'HEM PECHE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS
ETANG DE PECHE – LOCAL 2023

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
et
L'association « J'Hem Pêche », dont le siège social est situé 2 square Ronsard à Hem, représentée par son Président, Monsieur Guy Duvivier,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET :

Pour la durée de la convention, la commune de Hem s'engage à mettre à la disposition exclusive de l'association « J'Hem Pêche », à titre gracieux :

- L'étang et les abords exclusivement réservés à la pêche sis rue Delecroix ;
- Un local de 44 m² aménagé dans la base de loisirs.

ARTICLE 2 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

Article 3 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT POUR L'ETANG

L'association s'engage à respecter et faire appliquer le règlement du site. Elle répond de toutes dégradations qui pourraient être occasionnées à l'étang par les pêcheurs. Elle est responsable de tout préjudice qui pourrait être causé à un tiers.
Un état des lieux est conjointement effectué entre la ville et l'association lors de la mise à disposition de l'étang et à la dénonciation de la présente convention par l'une ou l'autre des parties. Aucune modification des lieux, ne peut être apportée, sauf autorisation expresse de la collectivité. Tout manquement peut entraîner une dénonciation de la présente convention. L'association doit prévenir la collectivité des problèmes techniques ou dysfonctionnements rencontrés.
L'association prend à sa charge l'entretien et la maintenance de l'étang.

La ville assure l'entretien des espaces verts et berges. Elle prend à sa charge le vidage et le nettoyage des poubelles, ainsi que l'entretien courant du matériel tel que l'aérateur. Elle veille à son bon fonctionnement et au petit entretien.

Article 4 : MODALITES DE FONCTIONNEMENT POUR LE LOCAL

L'association dispose de badges lui donnant accès aux locaux qui ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la convention d'objectifs sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
L'association s'engage à prendre soin et à utiliser raisonnablement les locaux et le matériel mis éventuellement à sa disposition par la Ville. Elle effectue le nettoyage des locaux ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements

intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Dans le cas où la Ville engage ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demande remboursement.

La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil. Les consommations de fluide et abonnements seront à la charge de la ville.
La Ville est propriétaire du mobilier éventuellement mis à disposition. A ce titre, elle peut l'utiliser pour organiser diverses manifestations, après en avoir informé l'association. Elle se réserve également le droit de fermer le local pour nécessités techniques ou de vérifier la bonne utilisation qui en est faite.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne pourra être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la Ville. Dans le cas de travaux réalisés du seul chef de l'association, la ville imposera à l'association et aux frais de celle-ci la remise en l'état initial ou la mise aux normes de sécurité, suivant les instructions des services municipaux.
Dès lors que la Ville a donné son accord à l'association sur le principe de compléter le mobilier existant, le propriétaire du dit mobilier en est pleinement responsable. Il appartient à l'association de laisser ou non le mobilier en place dans le cas où la Ville mettait le local à disposition d'une autre association. La Ville n'est donc pas responsable des dégradations, dommages et vols éventuels qui pourraient survenir à ce mobilier.
L'installation de distributeurs automatiques de produits alimentaires est formellement interdite.

Article 5 - REGLES :

L'association devra respecter toutes les règles en vigueur en matière de sécurité, d'environnement, de tranquillité publique et de pêche. Elle ne pourra admettre dans l'espace pêche qu'un nombre de pêcheurs limité **à 280**.

Article 6 - BADGES :

Les services municipaux seront chargés de l'ouverture et de la fermeture du site. **Trois badges** sont remis à l'association qui veille à leur bonne conservation. En cas de perte de ceux-ci, l'association avertit la ville au plus vite. Les frais de serrurerie sont à la charge de l'association.

Article 7 – REMPOISSONNEMENT :

L'association assure également l'empoissonnement régulier de l'étang et prend en charge cette opération ainsi que les
Frais y afférent.

Article 8 – ECOSYSTEME :

L'association doit veiller à la qualité de l'eau. Elle est attentive à l'oxygénation de l'eau, au développement des plantes aquatiques, à la pollution, aux maladies, au gel… Elle informe la ville de toute évolution et propose d'éventuelles mesures afin de préserver l'écosystème. En revanche, le contrôle de la qualité de l'eau est à la charge de la ville.

Article 9 – DISPONIBILITE :

La ville de Hem se réserve la possibilité de fermer l'espace pour cause de travaux ou de manifestation ponctuelle sans que l'association ne puisse faire valoir une quelconque

indemnisation. La ville en avertit par écrit les responsables de l'association au moins un mois à l'avance.

Article 10 - AUTORISATION DE PERCEVOIR DES RECETTES :

La commune de Hem autorise l'association à percevoir des recettes liées à son fonctionnement. Ces recettes concernent principalement les cartes de pêche annuelles.

Article 11 - INCESSIBILITE DES DROITS :

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'association ne peut en céder les droits en résultant à qui que ce soit. Elle ne peut notamment ni sous-louer, ni prêter tout ou partie du site.

Article 12 - ASSURANCES :

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie la prime et les cotisations de ces assurances de façon à ce que la ville ne puisse en aucun cas être inquiétée.

Elle doit justifier à chaque demande de la ville, de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.

Article 13 - SECURITE :

Préalablement à l'utilisation de la base, le président de l'association reconnaît :

- Avoir procédé avec le représentant de la commune à une visite du site ;
- Avoir constaté, avec le représentant de la commune, l'emplacement des dispositifs de sécurité (bouées, barque) fournis par la ville.
- Avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation.
- Avoir pris connaissance du règlement de la base de loisirs et le règlement de l'étang.

En cas de phénomène particulier, l'accès à la base de loisirs pourra être interdit par la ville.

Article 14 – VOLS :

La commune de Hem ne peut être tenue responsable des vols sur le site et sur les aires de stationnement.

Article 15 – DUREE :

La présente convention est établie pour l'année 2023, et est renouvelable chaque année par délibération du Conseil Municipal, sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties qui devra respecter un préavis de trois mois. Le délai sera ramené à 48 heures si l'intérêt public l'exige.

Article 16 - MODIFICATION DE LA CONVENTION :

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant cosigné par les parties.

Article 17 – CADUCITE :

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'association.

Fait à Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association,**
Le Conseiller délégué spécial aux Sports	**Le Président**
Et aux équipements sportifs	
E. DELEPAUT	**M. DUVIVIER**

ASSOCIATION JUDO CLUB
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL – 2022-2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
Le JUDO CLUB DE HEM, représenté par son président, ayant son siège social au 22 Rue d'Artois, ci-après dénommée l'association d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont constitués de

- Le club house salle de Beaumont à titre partagé.
- Un local de rangement de 10.5 m² salle de Beaumont à titre exclusif ;
- Une salle d'arts martiaux, une salle de musculation et leurs annexes situées dans l'enceinte du Centre Social 3 Villes, situé 93 avenue du Docteur Schweitzer à Hem, pour une surface de 441m² en rez-de-chaussée à titre partagé ;
- Le Club disposera en outre de 5 places de stationnement sur le parking du Centre Social, aux horaires de mise à disposition des locaux.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour les années 2022-2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Le club House est utilisé comme suit par le JUDO CLUB DE HEM :

- En soirée : l'accès au club house est réservé aux membres du bureau pour des réunions de travail. Le club House restera fermé à tout autre utilisateur.
- En journée : le club house est fermé
- Le week-end : il est mis à disposition du Club lors du déroulement des rencontres officielles. Il est ouvert au plus tôt 1h avant le début de la première rencontre et au plus tard 1h30 après la fin de la dernière rencontre.

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.

La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux.
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (notamment la vérification et le nettoyage des chéneaux, remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.

Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association,**
Le conseiller municipal délégué spécial	**Le Président**
aux sports et aux équipements sportifs	
E. DELEPAUT	**C. GROSSEMY**
COORDONNEES D'ASSURANCE :	
n° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

ASSOCIATION LA VAILLANTE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association LA VAILLANTE, représentée par son président, ayant son siège social au 223 rue Jules Guesde, ci-après dénommée l'association, d'autre part

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à la disposition sont :

- Un bureau de 15 m² et des locaux de rangement de 22 m² à la salle Le Pennec à titre exclusif ;
- Le club house et la salle Emilie Le Pennec à titre partagé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux.
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (notamment la vérification et le nettoyage des chéneaux, remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association**
Le conseiller municipal délégué spécial	**Le Président**
aux sports et aux équipements sportifs,	
E. DELEPAUT	**A. MALAIZE**
COORDONNEES D'ASSURANCE :	
N° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat	Date d'échéance :

ASSOCIATION OLYMPIC HEMOIS
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL – 2022-2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association OLYMPIC HEMOIS FC, représentée par son président, ayant son siège social au 19 rue Edouard Vaillant, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à la disposition sont :
- Stade Dubus : un local de rangement de 9 m² à titre exclusif.
- Stade Dubus : le club house, les vestiaires et le stade à titre partagé.
- Maison du Foot : le club house, la salle de convivialité, les vestiaires et le stade à titre partagé.
- Maison du foot : un bureau de 26.8 m² et un local de stockage de18.2 m² à titre exclusif.
- Des créneaux d'entrainements et de compétitions dans les salles Leplat, Dubus et Blaise Pascal à titre partagé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour les années 2022-2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer

à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux.
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (notamment la vérification et le nettoyage des chéneaux, remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.

Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem le

Pour le Maire et par délégation **Le conseiller municipal délégué spécial** **aux sports et aux équipements sportifs,**	**Pour l'association** **Le Président**
E. DELEPAUT	**D. DESPLANQUE**
COORDONNEES D'ASSURANCE :	
n° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

ASSOCIATION PETANQUE CLUB
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association PETANQUE CLUB, représentée par son président, ayant son siège social au 2 bis rue Racine à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à la disposition sont un bureau, une buvette et les pistes du boulodrome intérieures et extérieures ainsi que des locaux de rangement pour une surface totale de 488 m² au C.I.B, à titre exclusif.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux.
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (notamment la vérification et le nettoyage des chéneaux, remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par l'association.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association,**
Le conseiller municipal délégué spécial	**Le Président**
aux sports et aux équipements sportifs	
E. DELEPAUT	**M. DUPIRE**

COORDONNEES D'ASSURANCE :
N° de police :
Compagnie : A
Date de signature du contrat :
Date d'échéance :

ASSOCIATION PING PONG CLUB
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association PING PONG CLUB DE HEM, représentée par son président, ayant son siège social à la salle Cruypenninck rue Jean Jaurès à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont :

- Un local de stockage et un bureau pour 20 m² au total, salle Cruypenninck, à titre exclusif ;
- Le club house et la salle Cruypenninck à titre partagé.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.

Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés. En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire ;
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux.
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (notamment la vérification et le nettoyage des chéneaux, remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem le

Pour le Maire et par délégation	**Pour l'association**
Le conseiller municipal délégué spécial	**Le Président**
aux sports et aux équipements sportifs,	
E. DELEPAUT	**B. PLANQUART**

COORDONNEES D'ASSURANCE :

N° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

DEL/2023/AS/
EXERCICE BUDGETAIRE 2022
RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

Vu la Loi pour la Ville et la Cohésion Urbaine du 21 février 2014, dite Loi Lamy, fixant notamment les objectifs à atteindre dans le cadre du Contrat de Ville, en matière de cadre de vie, de Renouvellement Urbain, de Cohésion Sociale et de Développement Economique,

Vu les articles L. 1111-2 et L 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le rapport réalisé sur l'utilisation de la Dotation de Solidarité Urbaine a été présenté, comme l'exigent les nouvelles dispositions législatives, au Conseil Citoyen pour avis consultatif, le 3 juin 2023.

Ce rapport reprend toutes les actions se déroulant dans le quartier politique de la ville.

Vu l'avis conforme de la Commission Actions sociales, Logement et Politique de la Ville du 31 mai 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'adopter le rapport de DSU ci-joint.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/DG/XX
EXERCICE BUDGETAIRE 2022

RAPPORT SUR LES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN (ARTICLE L. 1111-2 DU CGCT

Ainsi présenté en séance les jours, mois
Et an susdits,

Pour copie conforme,
Le Maire

VILLE DE HEM

PRÉAMBULE :

La Métropole Européenne de Lille est compétente en matière de « Politique de la ville » depuis le 1er janvier 2015. La loi MAPTAM et la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ont octroyé à la MEL le rôle de chef de file de la politique de la ville sur son territoire et de pilote du contrat de ville. La commune met en œuvre la politique de la ville sur son territoire, via une convention territoriale intercommunale (Hem–Roubaix-Lys-lez-Lannoy) de services aux familles (2018-2021).

3 objectifs de la politique de la ville en métropole ont été définis :

- Assurer l'égalité entre les territoires ;
- Réduire les écarts de développement entre les quartiers de la Métropole ;
- Améliorer les conditions de vie des habitants ;

Les nouveaux moyens pour parvenir à atteindre ces objectifs :

- Une géographie prioritaire resserrée : l'objectif étant de remplacer les zones urbaines sensibles et l'ensemble des zonages existants par les « quartiers prioritaires de la politique de la ville » ;
- Des contrats uniques d'agglomération signés pour 6 ans, durée du mandat local ;
- Une mobilisation prioritaire du droit commun.

Dans la Métropole lilloise, 21 communes sont désormais concernées par la géographie prioritaire dont 3 sortantes ; cela concerne 26 secteurs, soit environ 200 000 habitants. Au- delà de sa propre compétence, la MEL s'attache à mobiliser l'ensemble des partenaires, des parties prenantes : les communes bien évidemment mais aussi la Région, le Département et les autres partenaires publics ou privés.

Le projet « Politique de la Ville » élaboré et mis en œuvre par la ville de Hem pour la période 2015-2020 a pour objectif de garantir, pour les habitants des quartiers classés en géographie prioritaire, une réponse aux difficultés rencontrées en matière d'éducation, d'accès à l'emploi, d'amélioration de l'habitat et du cadre de vie, de citoyenneté et de prévention, d'accès à la santé…

Cette démarche a été menée dès sa conception dans une logique de projet global de cohésion sociale pour l'ensemble du territoire.

La méthode de travail adoptée visait donc à définir les grandes orientations en intégrant et en mettant en cohérence les dispositifs existants à ce jour (Dispositif de Réussite Educative, Conseil Intercommunal de Sécurité et Prévention de la Délinquance et lutte contre la Radicalisation, Contrat Local d'Accompagnement Scolaire, Contrat Enfance Jeunesse, dispositifs jeunesses), et les projets de territoire comme le Projet Jeunesse et Prévention 2016-2020 et le projet gérontologie de la ville de Hem ainsi que les projets NPRU 1 et 2.

La méthode adoptée a notamment consisté :

- A mettre clairement en évidence, pour chacune des thématiques, la correspondance entre les constats (diagnostics) et les orientations du projet ;
- A définir, pour chaque orientation du projet, les objectifs et cibles et les modalités de l'action publique, en identifiant au plus près les besoins et les réponses à apporter et de pouvoir ensuite évaluer la pertinence des dispositifs proposés par les opérateurs locaux
- A s'inscrire en tous ces points dans le contrat de Ville Unique d'Agglomération piloté par la MEL.

L'identification du besoin de renforcement de l'action publique au sein d'une politique globale de cohésion sociale vise à donner une lecture la plus claire possible des effets et de la plus-value attendus des financements mobilisés dans le cadre des politiques de droit commun et de la politique de la ville.

Le diagnostic des territoires s'attache donc non seulement à caractériser la commune et ses quartiers, mais également à mettre en évidence les tendances d'évolution et les dynamiques de transformation (en cours ou nécessaires) pour justifier le besoin de mobilisation de renforcement de l'action publique et de financements spécifiques.

1. LA DSU : ASPECTS REGLEMENTAIRES, OBJET ET REGLES D'ELIGIBILITE

1. ASPECTS REGLEMENTAIRES

Art. L2334-5 du Code Général des Collectivités Territoriales : « La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées ».

Art. L.1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Chaque année, dans les communes ayant bénéficié de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, au cours de l'exercice précédent, il est présenté, avant la fin du deuxième trimestre qui suit la clôture de cet exercice, un rapport aux assemblées délibérantes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale compétents sur les actions menées en matière de développement social urbain. Ce rapport retrace l'évolution des indicateurs relatifs aux inégalités, les actions entreprises sur les territoires concernés et les moyens qui y sont affectés ».

Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « Publics concernés : collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale signataires d'un contrat de ville, habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, conseils citoyens, services de l'Etat, autres signataires des contrats de ville.

Objet : contenu et mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes des établissements publics de coopération intercommunale et des communes sur la mise en œuvre de la politique de la ville.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : dans les communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) signataires d'un contrat de ville, le maire et le président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Ce rapport est débattu au sein du conseil municipal et du conseil communautaire. Les conseils citoyens présents sur le territoire concerné sont consultés en amont sur le projet de rapport. Le présent décret précise le contenu et les modalités d'élaboration de ce rapport annuel.

Références : le décret est pris pour l'application des articles 11 et 24 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Il peut être consulté sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).

2. OBJET

La Dotation Solidarité Urbaine a été instituée par la loi n° 91-429 du 13 mai 1991 : « Cette dotation a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines ». Cette dotation, au même titre que la Dotation Globale de Fonctionnement, est libre d'emploi par les communes bénéficiaires.

3. REGLES D'ELIGIBILITE

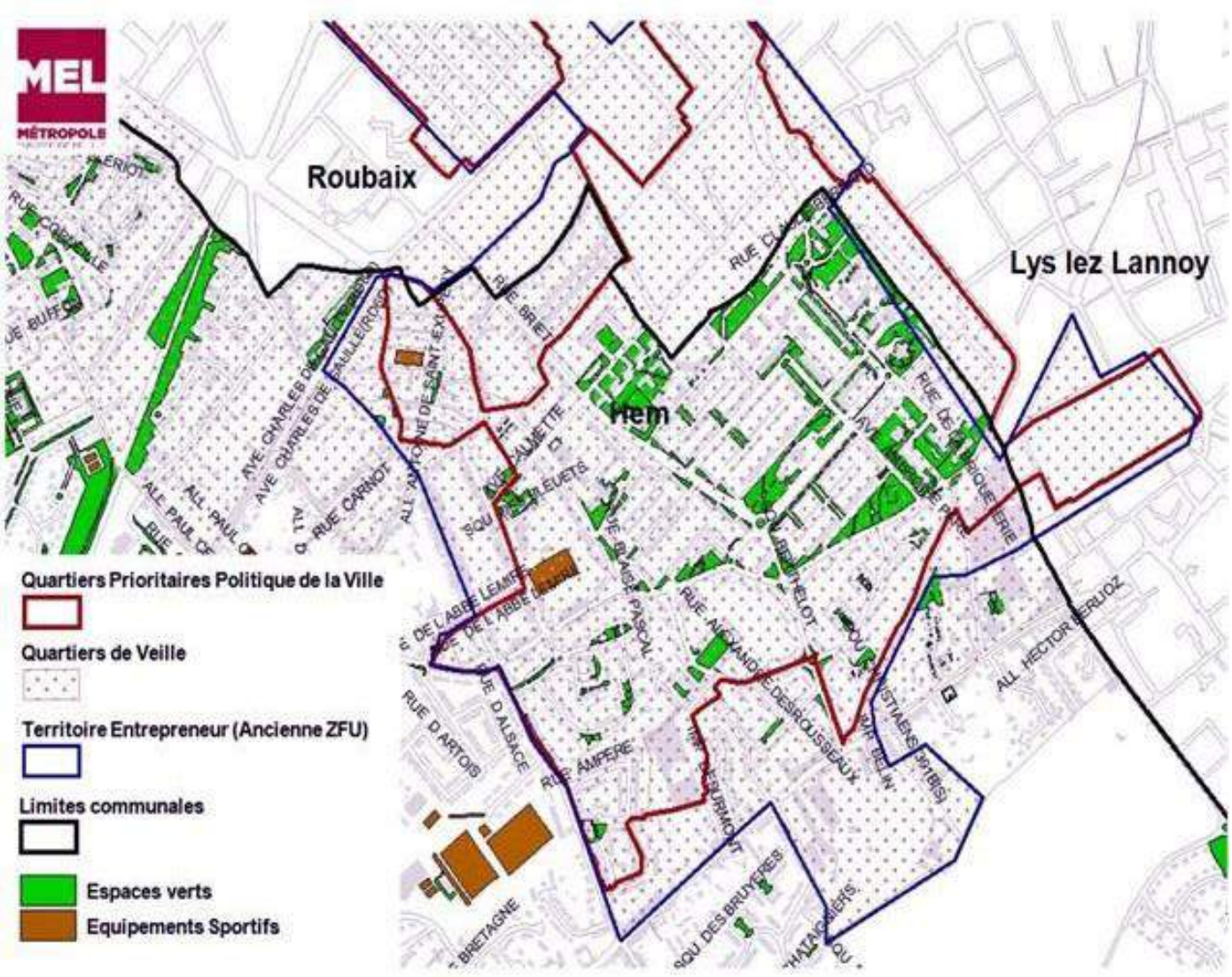
Sont éligibles les communes de plus de 10 000 habitants remplissant les deux conditions suivantes :

- Le rapport entre le nombre de logements sociaux et la population communale devait être supérieur à 11% ou bien le rapport entre le nombre de bénéficiaires de prestations sociales d'aide au logement et la population de la commune est supérieure à 10 %
- Le potentiel fiscal par habitant de la commune est inférieur au potentiel fiscal moyen national par habitant des communes de plus de 10 000 habitants.

RAPPORT 2022

CARTOGRAPHIE
DE LA VILLE DE HEM

(source : MEL)

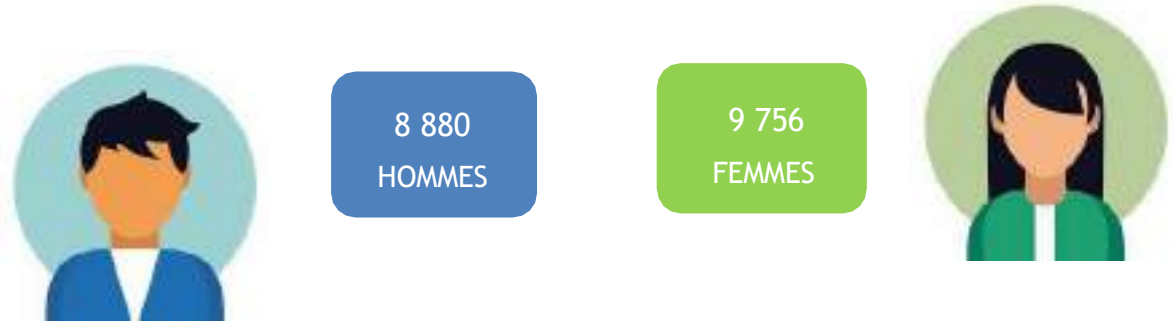


DIAGNOSTIC TERRITORIAL

2. LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE COHESION SOCIALE

1. LE CONTEXTE COMMUNAL : DES DIFFICULTÉS LIEÉS À LA PRÉSENCE DE GRANDS QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

La population légale totale de la commune de Hem en vigueur au 1er janvier 2022 (population millésimée 2019) s'établit à 18 636 habitants (recensement de la population 2019) avec 8 880 hommes et 9 756 femmes.



Selon les données détaillées disponibles actuellement, la population totale s'établit à 18 636 habitants, dont 7490 en Quartiers Politique de la Ville (QPV). La population globale n'a presque pas changé, quand la population en QPV a diminué de 1,3%.

La commune est composée de 7190 ménages et 7482 logements, dont 7190 résidences principales (96,1%), 38 logements occasionnels (0,5%) et 254 logements vacants (3,4%).

POPULATION – DONNEES INFRA-COMMUNALES (IRIS)

IRIS	Libellé de l'IRIS	Population 2018	Population 2019	Evolution moyenne
592990101	Beaumont	1619	1610	-0,5%
592990102	Trois Baudets	1429	1419	-0,7%
592990103	Lionderie	1346	1298	-3,7%
592990201	Le Trie	1889	1877	-0,6%
592990202	Vieux quartiers-Tribonnerie	2704	2756	1,9%
592990203	Vieux quartiers-Civron	2989	3084	3,1%
592990204	La Vallée-Petit Lannoy	1835	1818	-0,9%
592990301	Trois Fermes	1950	1930	-1%
592990302	Longchamp	1688	1684	-0,2%
592990303	Hauts Champs	1172	1159	-1,1%
	TOTAL	18 621	18 636	0,8%
	SOUS TOTAL quartier politique de la Ville	7 585	7490	-1,3%

Source : Insee, Recensement de la population, géographie au 01/01/2022

Hem compte cinq quartiers « prioritaires » de la politique de la ville : Hauts-Champs, Longchamp, Trois Fermes, Trois Baudets et Lionderie. Ils concentrent 7 490 habitants, ce qui représente 40,1% de la population communale en 2019 contre 40,7 % en 2018. La population issue des quartiers politique de la ville diminue en nombre, tout

comme leur proportion au niveau de la population globale puisque celle-ci reste presque la même entre les deux années (-1,3%).

Les quartiers « prioritaires » de la politique de Cohésion Sociale peuvent être caractérisés et différenciés du reste de la commune à partir d'une série de grands indicateurs sociodémographiques. Ces indicateurs mettent globalement en évidence la concentration des personnes ou ménages en situation difficile dans ces quartiers par comparaison avec le reste de la commune. Parmi les indicateurs qui témoignent de la situation des quartiers « prioritaires » hémois, nous pouvons relever : une forte proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses, un taux de chômage élevé, ou encore une forte proportion de bénéficiaires du RSA parmi les allocataires CAF.

Population par grandes tranches d'âges

	2008	%	2013	%	2019	%
Ensemble	**17 734**	**100,0**	**18 721**	**100,0**	**18 636**	**100,0**
0 à 14 ans	3 846	21,7	4 181	22,3	3 881	20,8
15 à 29 ans	3 253	18,3	3 392	18,1	3 254	17,5
30 à 44 ans	3 496	19,7	3 678	19,6	3 462	18,6
45 à 59 ans	3 587	20,2	3 588	19,2	3 700	19,9
60 à 74 ans	2 208	12,4	2 480	13,2	2 756	14,8
75 ans ou plus	1 343	7,6	1 402	7,5	1 582	8,5

Source : INSEE RP2008, RP2013, RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022

La population communale se caractérise à la fois par une proportion plus élevée des jeunes de moins de 15 ans (20,8% contre 19,6 % pour le territoire MEL) et des personnes de 60 ans et plus (23,3 % contre 20% pour le territoire MEL). La part des personnes âgées dans la population communale est la seule qui augmente comparativement à l'année dernière. Au regard de grands indicateurs relatifs à la situation sociodémographique de la commune sur la période de référence RP 2019, Hem présente une situation défavorable par comparaison avec les valeurs moyennes de l'arrondissement.

Avec une population active de 8 179 personnes, la ville présente notamment un taux de chômage élevé. En effet avec 1 384 chômeurs, le taux de chômage hémois est de 12,1% en 2022 contre 11,5% pour la MEL. L'écart, entre les deux taux, reste le même que l'année précédente.

Taux de chômage comparaison métropolitaine 01/01/2022

	Hem	MEL
Ensemble	12,1 %	11,5 %
Femmes	17%	15,8%
Hommes	17,1%	16,5%

Source : Recensement INSEE de 2019

Le recensement de 2019 nous apprend que Hem compte 6 800 personnes actives de 15 ans ou plus ayant un emploi. Parmi ces personnes, on retrouve majoritairement des employés et des personnes occupants des professions intermédiaires. Parmi les 6 800 personnes actives, 1 152 travaillent à Hem (soit 16,8%) et 5726 travaillent en dehors de la commune (soit 83,2%).

2. LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION

Avec l'allongement de la durée de vie et l'avancée en âge des générations du baby-boom, le vieillissement de la population française se poursuit. Depuis plusieurs années, la ville de Hem est confrontée au défi du vieillissement de sa population car la représentativité des personnes âgées dans l'ensemble de la population communale a continuellement augmenté ces dernières années.

Les habitants âgés d'au moins 65 ans représentent 17,7 % en 2019 de la population hémoise, contre 16,6 % en 2017, ce qui montre une très légère croissante pour cette catégorie d'âge de la population.

Évolution de la structure par âge de la population (Source INSEE) Exploitation principale RP 2019									
Population par âge	1975	1982	1990	1999	2010	2012	2014	2017	2019
<20 ans	10 584	9 031	7 066	6 222	5 034	5 311	5 667	5386	5225
	45,7%	41,2%	35,0%	31,7%	29,0%	28,9%	29,6%	28.9%	28%
20 à 64 ans	10 347	10 547	10 320	9 999	8 726	9 210	9 547	10 145	10 105
	44,7%	48,1%	51,0%	50,8%	50,2%	50,1%	49,9%	54.5%	54,3%
65 ans et +	2 240	2 361	2 837	3 443	3 609	3 853	3898	4 060	3307
	9,6%	10,7%	14%	17,5%	20,8%	21%	20,5%	16,6%	17,7%

3. LES REVENUS DES MENAGES

Ménages fiscaux de l'année 2020	**HEM**
Nombre de ménages fiscaux	7021
Part des ménages fiscaux imposés	50 %
Médiane du revenu disponible par unité de consommation	22 460 euros
Taux de pauvreté en 2020	16 %

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (FiLoSoFi) en géographie au 01/01/2022

Les données relatives aux revenus des ménages concernent l'année 2020. En 2020, le salaire mensuel net moyen pour la commune de Hem s'élève à 2 478 €, contre 2 268 € pour la MEL. Il est de 2 142 € pour le département du Nord, et de 2 296 € en France. Pour la même année, à Hem, le revenu annuel médian par unité de consommation à Hem est de l'ordre de 22 460 euros. Le smic était de 1353,07 € net en 2022.

Pour l'année 2020, la distribution des revenus disponibles donne des situations très contrastées selon qu'il s'agit des ménages du 1er décile (11 600 euros à Hem) ou du 9e décile (43 050 euros à Hem). Le taux de pauvreté du département du Nord s'élève à 18,4 % contre 18,6% pour la MEL et 16% pour la ville de Hem. Pour le département du Nord, la pauvreté touche plus durement les moins de 30 ans (29,7 %). Cette tranche d'âge n'est pas renseignée pour la commune de Hem, mais il est à supposer la même tendance car en 2018 les moins de 30 ans étaient 27% à être touchés par la pauvreté.

Si la situation globale de la commune apparaît plutôt favorable en comparaison avec la moyenne du département du Nord, ces indicateurs mettent en évidence l'existence d'écarts importants entre les ménages les plus aisés et ceux les plus modestes, parmi lesquels ceux considérés comme les « plus en difficultés » ou « prioritaires » au titre des dispositifs de Cohésion Sociale. Cet écart est pris en compte dans les projets développés par la ville sur son territoire. En effet, même si la population Hémoise est contrastée et diversifiée, les politiques publiques

menées (qu'elles soient pour la petite enfance, la jeunesse, les personnes âgées…) s'adressent à l'ensemble de la population.

4. L'HABITAT

Résidences principales selon le statut d'occupation

	2008		2013		2019	
	Nombre	**%**	**Nombre**	**%**	**Nombre**	**%**
Ensemble	6443	100,0	6875	100,0	7190	100,0
Propriétaire	3784	58,7	4098	59,6	4226	58,8
Locataire	2615	40,6	2750	40,0	2937	40,8
Dont d'un logement HLM	2184	33,9	2264	32,9	2229	30,0

Source : Insee, RP2008, RP2013 et RP2019, exploitations principales, géographie au 01/01/2022

Le parc HLM occupé en résidences principales est fortement représenté au sein de la Ville avec un taux de 30 % en 2019 contre 22,6% pour la MEL.
Cette situation résulte principalement de la présence de grands quartiers d'habitat social où se concentrent les difficultés. Ces quartiers ont déterminé historiquement la structure et le fonctionnement urbains de la commune, ainsi que les évolutions de sa population. Du fait de la concentration et de l'importance du parc social, c'est en effet la population de ces quartiers qui est le plus directement confrontée aux facteurs de difficultés sociales (accès à l'emploi, faiblesse de revenus, avec leurs conséquences en termes de mobilité, de réussite éducative, d'accès à la santé, à la culture ou aux loisirs).
L'accès au logement est déterminant pour l'insertion professionnelle et c'est l'un des enjeux sur lequel travaille la mission locale avec son public jeune ; insertion sociale, insertion professionnelle, logement sont une équation déterminante pour la jeunesse de notre ville, dont le poids démographique a été rappelé plus haut.

Sur le plan urbain, ces quartiers forment une entité bien identifiée, les « quartiers Nord », distincte de l'urbanisation ancienne ou plus récente qui s'est développée autour du centre ancien de la commune. Les projets et politiques menés ont également pour but de permettre à la population de s'identifier davantage au territoire hémois et moins au quartier d'habitation. Cela passe par la mise en place d'événements et d'animations dans toute la ville et tous les quartiers, de manière régulière.

Résidences principales selon l'état d'occupation (INSEE 2019)

	%
Suroccupé	3,8
Non suroccupé	96,2

Ancienneté d'emménagement des ménages (INSEE 2019)

	Nombre de ménages
Ensemble	7 190
Depuis moins de 2 ans	637
De 2 à 4 ans	1 111
De 5 à 9 ans	1 293
10 ans ou plus	4 149

Catégories et types de logements

	2019	%
Ensemble	7 482	100%
Résidences principales	7 190	96,1%
Résidences secondaires et logements occasionnels	39	0,5%
Logements vacants	254	3,4%
Maisons	*122*	*81,8%*
Appartements	*1 162*	*15,5%*

Source : INSEE RP2019, exploitations principales, géographie au 01/02/2022

Ce tableau nous permet d'avoir une photographie plus récente de la situation, en date de 2019. Nous pouvons constater notamment que l'effectif de résidences principales n'a que très peu évolué depuis 2008.

5. LES ALLOCATAIRES DE LA CAF

Les allocataires

On dénombre 3 886 allocataires sur la commune de Hem au 31 décembre 2021, soit 20,8% de la population, un nombre en baisse de 0,5% par rapport à 2020.

	Nombre total d'allocataires	Nombre total de personnes couvertes	Population INSEE (2017)	Taux de couverture de la population
Hem	3886	10517	18636	56,4%

Source : CAF du Nord 2021

Au total, 10 517 personnes sont couvertes par les prestations CAF, soit 56,4% de la population. En comparaison, à Lille 65,4% de la population est couverte par les prestations CAF.

	Nombre d'allocataires	Nombre de personnes couvertes	Population INSEE (2019)	Taux de couverture de la population INSEE par la CAF
Beaumont	356	925	1610	74%
Trois Baudets	337	795	1419	78,5%
Lionderie	305	728	1298	78,3%
Trois Fermes	475	1 237	1930	56%
Longchamp	586	1 335	1684	79,8%
Hauts Champs	353	809	1159	69,8%

Source : CAF du Nord 2021

Les données montrent que 2 412 allocataires résident en QPV, soit 61,1% des allocataires.

Les familles

Plus de la moitié des allocataires (57%) ont au moins un enfant à charge, ce qui représente 2 196 familles. Parmi ces allocataires, 27 % élèvent seuls leur(s) enfant(s). On recense 4 305 enfants couverts par au moins une prestation CAF. Parmi eux, 13% ont moins de 3 ans, 15% ont entre 3 et 6 ans, 34% ont entre 6 et 12 ans et 31% ont entre 11 et 18 ans.

La précarité

Au 31 décembre 2021, on compte à Hem 1426 allocataires à bas revenus, parmi ceux dont les revenus sont déterminés. Pour 1007 d'entre eux, leurs revenus dépendent au moins à 50% des prestations versées par la CAF. En outre, on dénombre 638 allocataires dont les revenus sont constitués uniquement de prestations sociales en 2021 soit une très légère baisse par rapport à 2020 (690 allocataires).

Aussi, 693 allocataires de la ville de Hem perçoivent le RSA de droit commun (Revenu de Solidarité Active) pour un total de 1498 personnes couvertes (contre 1629 en 2020). Les habitants des QPV représentent 81,8 % de cet effectif en 2021. Par ailleurs, 373 allocataires perçoivent l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), contre 349 en 2020, soit 9,6% des allocataires (ratio en augmentation en comparaison avec l'année précédente).

Les aides au logement

1460 allocataires bénéficient d'une aide au logement au 31 décembre 2021, soit 37,6% de l'ensemble des allocataires de la ville de Hem. On constate donc une baisse par rapport à 2020 (-2,5%).

REPARTITION DES ALLOCATAIRES BENEFICIAIRES D'UNE AIDE AU LOGEMENT PAR QUARTIER (source : INSEE 2021)			
	Bénéficiaires d'une aide au logement en 2020	**Bénéficiaires d'une aide au logement en 2021**	**Evolution du taux de bénéficiaires**
Beaumont	163	152	-7,2%
Trois Baudets	163	151	-7,9%
Lionderie	136	119	-14,3%
Trois Fermes	282	256	-10,1%
Longchamp	447	416	-7,4%
Hauts Champs	189	177	-6,7%

6. LA SANTE

Le taux de bénéficiaires de la CMU-Complémentaire sur la commune de Hem est supérieur au taux régional ainsi que le taux des Hauts-de-France puis qu'il s'élève à 14,4%. Ce taux élevé s'explique notamment par la proximité avec les communes de Roubaix et Tourcoing qui connaissent un taux important de bénéficiaires de la CMU-C.
L'offre de soins et le recours aux soins, sur le territoire de Hem, se répartissent de la manière suivante :

Offre de soins 2021

Densité pour 10 000 habitants	**Hem**	**MEL**
Médecins	18,2	10,5
Infirmières	31,1	14,8
Kinésithérapeutes	13,4	16
Chirurgiens-dentistes	3,2	5,6
Orthophonistes	102	60,9
Sage-femmes	3,1	2,5

Type de praticien/structure	Effectif de Hem	Effectif MEL
Médecins	34	1 242
Infirmiers	58	1746
Kinésithérapeutes	24	1857
Chirurgiens-dentistes	6	653
Orthophonistes	19	715
Sage-femmes	3	153
Maison de santé pluridisciplinaire	1	/
Pharmacie	7	/

Source : AtlaSanté, Portrait 2021

Ainsi, en termes de densité, la ville de Hem est mieux desservie que la Métropole Européenne de Lille pour l'offre de soins auprès des médecins généralistes, des infirmiers libéraux, et des orthophonistes. Cette différence est particulièrement forte concernant ces derniers.

Accès aux soins 2021

Offre de soins	Nombre de bénéficiaires pour Hem	% de la pop. totale	Nombre de bénéficiaires pour la MEL	% de la pop. totale
Médecins	17 163	92,1%	1 057 607	89,7%
Infirmières	4 603	24,7%	278 255	23,6
Kinésithérapeutes	3 652	19,6%	208 691	17,7%
Chirurgiens-dentistes	7 417	39,8%	433 890	36,8%
Orthophonistes	894	4,8%	43 624	3,7%
Sages-femmes	1 080	5,8%	83 712	7,1%

Source : AtlaSanté, Portrait 2021

Les taux de recours aux soins, tous praticiens confondus, sont assez équivalents entre les différents territoires, mis à part l'accès à des soins en lien avec les sage-femmes qui est plus faible sur Hem.
Entre 2020 et 2021, sur le territoire de Hem, il y a eu une augmentation du nombre de bénéficiaires ayant fait l'objet d'au moins un remboursement d'une prestation médicale pour les différents types d'offre de soins identifiés dans le tableau ci-dessus, démontrant une amélioration de l'accès aux soins.
La ville de Hem compte quatre médecins spécialistes qui sont respectivement dermatologue, podologue, stomatologue et orthodontiste.

La ville de Hem est également couverte par deux associations de professionnels de santé que sont l'Association Locale des Professionnels de Santé (ALPS) et la Communauté Professionnelle territoriale de santé des 7 villes (CPTS). Une Maison de Santé pluridisciplinaire (MSP), regroupant des professionnels de la santé, est également implantée sur le territoire.

Tableau de prévalence des pathologies sur le territoire d'action de la CPTS des 7 villes

Pathologies Patients consommants(5)	Ter.	Taux			Différence territoire et		
		Dép.	Rég.	Fr.	Dép.	Rég.	Fr.
Top 5 sur le territoire en référence à la liste des Affections de Longue Durée (6)							
Diabète de type 1 et diabète de type 2	6.1% 1 151 pat.	5.8%	5.9%	5.1%	0.3	0.2	1
Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	3.6% 683 pat.	3.6%	3.7%	3.8%	0	-0.1	-0.2
Maladie coronaire	2.1% 396 pat.	2%	2.2%	2.2%	0.1	-0.1	-0.1
Insuf. Cardiaque grave, tr. du rythme graves, cardiop. valvulaires graves, cardiop. congénitales graves	2.1% 389 pat.	2.1%	2.2%	2.2%	0	-0.1	-0.1
Affections psychiatriques de longue durée	1.7% 322 pat.	2%	2.1%	2.4%	-0.3	-0.4	-0.7

Source : DCIR/SNDS/SNIIRAM (Année glissante du 01/07/2020 au 30/06/2021)

Les données concernant les sept territoires (Wattrelos, Hem, Leers, Lannoy, Lys-lez-Lannoy, Toufflers, Forest-sur-Marque) regroupés par la CPTS des 7 Villes met en évidence la prévalence de certaines pathologies dont la plus importante qui se trouve être le diabète et concerne 6,1% de cette population.

À partir de l'exploitation des données sur la population, le vieillissement, le revenu des ménages, l'emploi, le logement, les allocataires et la santé, ce diagnostic montre que le territoire de Hem composé de 5 quartiers « prioritaires » a connu une certaine évolution au vu de sa situation de ces 10 dernières années. Néanmoins, même si des évolutions sont constatées, elles demeurent fragiles. La situation socio démographique de la commune sur la période de référence RP 2019, présente une situation plutôt défavorable. De plus, le contexte de crise actuel risque d'atténuer les efforts de lutte contre les inégalités dans les années à venir. Par ailleurs, un travail de diagnostic à l'échelle infra-communale devrait permettre d'éclairer des situations contrastées entre les différents quartiers du territoire.

UN PROJET COMMUNAL DE LA POLITIQUE DE LA VILLE QUI INTÈGRE LES PROBLÉMATIQUES DES QUARTIERS EN GÉOGRAPHIE PRIORITAIRE ET RESPECTE LES AXES DE DÉVELOPPEMENT REPRIS DANS LE CONTRAT UNIQUE MÉTROPOLITAIN

3.HABITAT ET CADRE DE VIE

CONSTATS ET CHIFFRES CLÉS

La ville de Hem a connu au début des années 70 un accroissement important de son parc de logements lié à la construction des grands quartiers d'habitat social. La capacité pour la ville de satisfaire la diversité des besoins de logements, de proposer des parcours résidentiels et d'assurer à la fois un certain « renouvellement » et une maîtrise du peuplement résidentiel a été fortement limitée par trois processus étroitement liés dans un contexte de faible accroissement de l'offre de logements : le vieillissement de la population, la faible rotation dans le parc locatif social et la sous occupation d'une partie du parc locatif.

L'un des enjeux majeurs du projet de cohésion sociale réside dans la capacité pour la commune de créer les conditions d'une plus grande fluidité du marché locatif pour mieux répondre aux besoins de logements (dans toute leur diversité) et pour pouvoir véritablement mettre en œuvre une politique de peuplement. Cet enjeu est aussi et avant tout démographique : accroître la population tout en restant dans la strate des villes moyennes, proposer une offre de logements pour de nouveaux arrivants au sein de la commune…

Le projet de Renouvellement ANRU illustre, à travers les dispositifs de relogement, la manière dont peut se mettre en œuvre une action publique qui articule étroitement l'évolution de l'offre de logements (démolitions / reconstructions) et les politiques de peuplement (relogements).

Les conditions de logement des ménages dans les quartiers prioritaires constituent un enjeu majeur de la politique de cohésion sociale et un préalable à l'action publique sur les autres axes thématiques (santé, emploi, réussite éducative…). Il s'agit donc, en premier lieu, d'offrir aux ménages des conditions de logement satisfaisantes et des possibilités de parcours résidentiels (le « droit au logement »), mais également de lutter contre les processus de dévalorisation qui touchent les grands quartiers d'habitat social en quartier prioritaire et autres quartiers et qui contribuent fortement à la stigmatisation de ces derniers et de leurs habitants. Cela passe à la fois par un réinvestissement plus ou moins massif dans ces quartiers (renouvellement urbain ou requalification moins lourde) en vue de les revaloriser, mais également, dans une démarche inscrite sur le long terme, par une capacité d'assurer au quotidien des conditions résidentielles satisfaisantes pour les habitants de ces quartiers.

Trois orientations ont été définies en fonction des publics ou espaces qu'elles ciblent :

- Favoriser les parcours résidentiels ;
- Prévenir les processus de dévalorisation ;
- Assurer la qualité résidentielle au quotidien.

L'ADULM (2022) montre dans sa fiche communale relative à Hem que la ville présente certaines particularités en ce qui concerne les résidences principales. Tout d'abord, la part des logements individuels dans les logements privés est de 92,1% (DGFIP Fichiers fonciers 2021, ADULM 2022), taux bien supérieur à celui de Roubaix (73,7%) ou de la MEL (63,3%). La part du locatif privé dans les résidences principales est assez faible (12,8%) par rapport aux autres territoires (30,9% pour Roubaix, 36,2 %pour la MEL). En 2019 à Hem, 75% des quartiers prioritaires de la politique de la ville sont composés de logements sociaux. Pour autant sur la métropole lilloise, Hem est la seule commune dont ces quartiers prioritaires comptent moins de 80% de logements collectifs. La Ville de Hem présente également la spécificité d'être quasiment un territoire mono-bailleur en ce qui concerne les logements sociaux, Vilogia occupe 96 % du parc social hémois. Les données de 2022 du RPLS nous stipulent que l'ensemble du parc locatif des bailleurs sociaux est constitué de 2271 logements.

En revanche, la Ville compte 3,4% de logements vacants sur son parc, une augmentation de 0,4 points par rapport à 2021, mais qui reste toutefois en deçà du taux constaté au sein de la métropole lilloise, qui fait face à une vacance de ses logements de 7%. Hem est également une ville où les habitants restent vivre relativement

longtemps. Ainsi, le taux d'ancienneté moyenne d'emménagement en années s'élève à 16,7% à Hem d'après l'INSEE et de 16,6% dans la MEL.

Fin 2021, Le Système National d'Enregistrement des demandes de logements présente un total de plus de 2 267 demandes en logement social sur Hem (3 premiers choix), dont 1 094 en 1er accès et 1 166 en demande de mutation. L'analyse des priorités d'attribution parmi ces 2 267 demandes montrent que 1 192 d'entre elles sont classées comme prioritaires (ménages cibles de la CIA).

1. FAVORISER LES PARCOURS RESIDENTIELS

Cette orientation vise à agir simultanément sur l'offre de logements (adaptation et renouvellement du parc locatif social, diversification de l'offre par le développement de l'accession ou du locatif intermédiaire, etc..) et sur les modalités d'accès au logement (politique de peuplement, mais aussi accompagnement social lorsque cela est nécessaire).

En 2022, la Ville a participé à 95 attributions logement dans son parc social. La commission d'attribution étant présidée par le représentant de Vilogia, propriétaire des logements sociaux sur Hem.

L'accompagnement social comprend le groupe ressource et le travail du partenariat local (Ville, Département du Nord, Centre Social 3 Villes, Mission Locale, Maison de l'Emploi, CAF, Groupe Vilogia, Soliha, Pôle Emploi).

Le groupe ressource a continué de fonctionner et propose un service social en direction des situations les plus urgentes en matière de relogement ou encore celles qui nécessitent un soutien dans l'ascension de leur parcours social. En 2022, le groupe s'est réuni à 9 reprises. Ce partenariat s'est concrétisé par 17 attributions en cours d'année. Ces attributions ont été motivées par les arguments et suivis sociaux des autres partenaires, notamment l'UTPAS du territoire et le Centre Social Trois Villes.

La prévention des expulsions

Le CCAS de Hem et le bailleur Vilogia collaborent afin de prévenir les expulsions locatives et d'accompagner les locataires en difficulté. En 2022, 34 foyers ont été concernés par une assignation, et 11 par un commandement de quitter les lieux ont été invités à solliciter le CCAS afin de bénéficier d'un accompagnement social dans le cadre de la procédure engagée par le bailleur. Aucune expulsion à l'amiable n'a été opérée.

Les attributions logement social

Le CCAS de la Ville mobilise sur cette thématique 2 techniciens soit l'équivalent de 1.5 ETP, dont un technicien qui a siégé systématiquement à toutes les commissions en 2022.

En 2022, il y a eu 95 attributions sur le territoire de Hem et dans le parc classique social Vilogia, soit 10 attributions de moins que l'année précédente. Au 31 décembre 2022, on comptabilise plus de 2 000 demandes en attente uniquement pour les 3 premiers choix des demandeurs.

Les 95 attributions se caractérisent principalement comme tel :

- 83 % de T2 et T3 ; 17% de T4 et plus
- 55 % d'attributions dans le seul secteur Longchamp ; 7 % pour les Hauts-champs, 16 % Beaumont ; 9 % Trois Baudets et 11 % Hors ZUS
- 65 % de Hémois et 35 % d'extérieurs
- 71 % de logements en collectifs et 29 % de maisons individuelles ;
- 17 % des attributions ont permis des décohabitations hémoises (en baisse depuis deux années consécutives).

Le logement et le public fragile

Les locataires âgés de plus de 65 ans représentent environ 23,2% (Insee RP2019) des occupants du parc locatif social. Les conditions de logement des personnes âgées, leurs souhaits ou possibilités de déménagement, l'adaptation de leur logement à leurs besoins ou les conditions de leur maintien dans le logement doivent être envisagées en tenant compte du rôle important que joue le parc social. Ces questions doivent être abordées en tenant compte des caractéristiques de ce dernier, mais aussi de ses dynamiques de peuplement (caractérisées notamment par un faible taux de rotation). Le vieillissement de la population représente un enjeu important du projet de cohésion sociale, notamment en termes de services, participation à la vie sociale, santé et autonomie, sécurité, conditions de logement (maintien dans le logement ou accès à des structures spécifiques).

En 2022, 20 % des attributions dans le parc social ont concerné des retraités et/ou des personnes touchées par un handicap.

La Ville via son CCAS accompagne les personnes âgées dans le cadre d'actions de « maintien à domicile ». Pour ce faire, le CCAS travaille avec les Compagnons Bâtisseurs, habilités pour intervenir à domicile dans le cadre de petites interventions d'adaptation à l'âge. De plus, des actions intergénérationnelles visent à mobiliser certains jeunes pour accompagner des personnes âgées. Ces actions intergénérationnelles ont un impact très important sur le « vivre ensemble ». Le CCAS pour cela a passé convention avec Unis-Cité et leurs services civiques. Ces jeunes interviennent chez les personnes âgées pour souvent y développer des temps d'échanges, de jeux, ou les aider dans leurs démarches quotidiennes. Ils participent ainsi au repérage des besoins en termes de logement pour cette population. Cette action a concerné 8 personnes âgées en 2022.

2. PREVENIR LES PROCESSUS DE DEVALORISATION

La Ville continue de porter attention à la lutte contre l'insalubrité et aux aides individuelles aux réhabilitations, notamment thermiques, de l'habitat. En effet, en 2022, la Ville de Hem a poursuivi son travail d'accompagnement aux réhabilitations dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Amélio + ». Ce programme, mis en place par la MEL, propose une mise en réseau des partenaires compétents (villes, MEL, ANAH...) afin d'apporter une aide financière incitative aux ménages les plus modestes de l'agglomération pour qu'ils puissent réaliser les travaux nécessaires au maintien de la qualité de leur logement, notamment en termes d'amélioration thermique et d'adaptation à l'âge pour les ménages vieillissants.

Poursuite du NPRU

Ce nouveau programme met en avant des axes forts tels que :

- La diversification du parc de logements mettant l'accent sur une stratégie en faveur de la mixité
- Une amélioration de la qualité de vie avec des mesures en faveur de la gestion urbaine de proximité, la création ou la rénovation d'équipements publics,
- Le désenclavement du quartier par la création d'axes structurants autour d'équipement fédérateur tel que l'école Jules Ferry ou un nouveau centre social.

Ce NPRU a la particularité de parachever certains secteurs identifiés ou qui n'avaient pas été intégrés au PRU1. C'est le cas du square Jean Moulin, des squares Nadaud, du site de l'ancien Centre social Hauts-Champs et de celui du Dr Roux (initialement contrepartie Action Logement mais non réalisée par celle-ci).
Le programme de rénovation urbaine des quartiers Lionderie et Trois Baudets a poursuivi son avancement en 2022. L'année 2022 a essentiellement été une année de poursuites des opérations.

Un grand nombre d'études préalables se sont poursuivies :

- Construction d'une salle multisports-dojo (Ville de Hem) : les études se sont poursuivies en 2022, l'architecte a finalisé l'avant-projet détaillé en date du 8 juillet 2022 avant une remise de la phase PRO et du lancement du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pour le 28 février 2023. Le permis de construire déposé, fin novembre 2022, est en cours d'instruction.

- Aménagement d'ensemble du quartier de la Lionderie (MEL) : Le scénario définitif de l'aménagement des espaces publics a été validé fin janvier 2021 et a obtenu un avis favorable de l'Architecte Conseil de l'Etat. L'AVP a été validé fin 2022. Un Dossier Loi sur l'Eau, une des pièces qui accompagne le permis d'aménager, a nécessité des analyses complémentaires des sols indispensables pour se conformer à la réglementation. Ces compléments d'analyse ont été réceptionnés fin septembre par la MEL. Le Dossier DLE a été déposé en décembre 2022.

- Aménagement du prolongement de la rue Abbé Lemire (MEL) : le projet de voirie a demandé un travail approfondi en 2022. Parallèlement à sa définition, des procédures juridiques, foncières ont dû être mises en œuvre afin de pouvoir démolir les 4 logements rue Blaise Pascal. Les travaux de déraccordements auprès des concessionnaires, en vue de la démolition de logements, sont en cours. Ces travaux devraient s'achever à l'automne 2023.

- Futur centre social Lionderie : lancement de la consultation pour le concours d'architectes MOE et notification du marché de MOE le 18 avril 2022. Les études avant-projet sont en cours pour un rendu de l'avant-projet définitif le 31 aout 2023.

- Réflexion en cours sur la rénovation de l'ancienne école Jules Ferry et de sa transformation en tiers-lieu.

Des opérations ont démarré ou continué :

- Création de 8 LLS sur le Square Nadaud, le permis de construire a été accordé le 31 aout 2022
- Construction de 10 logements en accession par 3 F Notre Logis - PC délivré face à la future école Jules Ferry. La construction démarrera avec les travaux de la future voirie.
- Construction de 12 logements en accession sociale (PC accordé) et d'une maison pluridisciplinaire de santé (Vilogia Premium) qui comprend un bâtiment de 108 m2 composé de 2 parties : des bureaux pour une Maison pluriprofessionnelle de santé et d'une salle de réunion,
- Construction de l'Espace Petite enfance site Bournazel aux 3 Baudets : ouverture en septembre 2022,
- Ouverture de l'école Jules Ferry le 05 septembre 2022 avec la création d'un parvis
- Rénovation de l'école La Fontaine (Ville de Hem) : les travaux se sont terminés en 2022.

Dans le cadre du NPRU2, des logements en accession ainsi qu'un centre social vont être créés, de sorte à ce que le quartier devienne tel que ce plan le montre :

Plan du projet quartier Lionderie

Les relogements se sont poursuivis en 2022. Aussi, à mesure que les relogements avancent, ne restent que les situations les plus délicates à gérer (familles nombreuses, souhaits de décohabitation, handicap). Pour autant, en novembre 2022 (date de dernière actualisation des chiffres pour 2022), Hem se maintenait dans son objectif avec 73% de logements vides sur la cité familiale et 16 relogements à envisager.

Plusieurs rendez-vous avec les habitants ont pu avoir lieu au cours de l'année 2022 : une balade urbaine en juin 2022 mettant en avant la nécessité d'une opération de propreté, un traitement des logements vacants, d'améliorer l'éclairage urbain, une réunion publique sur l'aménagement d'un parking rue Louis Braille.

Un Diagnostic en marchant le 08 juillet 2022 sur la Cité familiale, la nouvelle école Jules Ferry et Bournazel a permis de mettre en avant :

- Un bilan sur les démolitions à venir (octobre 2022)
- La démolition de 15 logements a démarré fin 2022 pour s'achever en 2023
- Une mise en sécurité des logements vacants
- Une gestion transitoire de l'espace laissé libre par les démolitions

Enfin, une réflexion s'est engagée sur le réaménagement du quartier Schweitzer, en collaboration avec la ville de Lys-lez-Lannoy. Celle-ci s'articule autour du centre commercial, de la perméabilité entre Hem et Lys, l'arrivée du tramway et la résidentialisation des tours en copropriété. A cet effet, un comité technique s'est tenu en juin 2022 et a permis de travailler avec l'ensemble des partenaires institutionnels et politiques. Les réflexions sont menées en partenariat avec notamment la MEL, l'ANCT, la DDTM et les bailleurs sociaux.

Le Conseil citoyen

La loi de programmation pour la Ville et la Cohésion urbaine du 24 février 2014 a créé les Conseils citoyens. La mise en place d'un conseil citoyen à Hem depuis janvier 2016 dans l'ensemble des quartiers prioritaires (Hauts-Champs, Longchamp, Trois Fermes, Trois Baudets et Lionderie) a permis de conforter les dynamiques citoyennes existantes et de garantir la place des habitants de ces quartiers dans les espaces de discussions, de propositions et d'initiatives, en particulier dans la concertation liée aux programmes de renouvellement urbain.

Le conseil citoyen a un rôle important à jouer en tant qu'intermédiaire entre les habitants du quartier et la Ville. En 2021, depuis la crise sanitaire et malgré des réunions de réflexions sur l'ANRU organisées, le conseil citoyen s'est essoufflé. L'objectif de 2022 a été de s'adapter et de proposer des actions en adéquation avec les besoins exprimés par les habitants suite à l'évolution du quartier. Diverses manifestations devaient être organisées avec le conseil citoyen afin d'impliquer les habitants. Cependant le conseil citoyen nécessitait une restructuration afin d'entamer correctement de nouvelles réflexions. Le début de l'année 2022 a donc été une période de remobilisation et de discussions afin de reconstituer un conseil citoyen pleinement actif. Le conseil citoyen est aujourd'hui renouvelé.
En 2022, une présentation de la programmation Politique de Ville a été faîte afin de recueillir leur avis sur les projets et qu'ils puissent ainsi prendre connaissance de l'ensemble des dossiers pour mieux s'intégrer et s'impliquer. Le conseil citoyen a aussi été invité à plusieurs temps de revue du projet NPRU. Cette réunion a été couplée avec la présentation de la Dotation Solidarité Urbaine qui englobe l'ensemble des actions mis en place dans le QPV. Cette réunion a permis aux membres du conseil de faire part des observations des habitants.

L'Atelier partagé

Ce projet porté par la Ville, le Centre Social des Trois Villes, vise à créer un réseau de proximité et d'entraide au sein des QPV. Il s'agit de promouvoir des échanges de savoirs, d'expériences, et plus généralement de stimuler la solidarité entre habitants. Ces ateliers ont lieu au sein d'un local à proximité du Centre Social Trois Villes, au cœur des quartiers prioritaires.

En 2022, l'atelier partagé a continué à poursuivre son objectif principal, à savoir favoriser l'appropriation du logement pour les habitants en QPV. Pour cela, un éventail d'animations est proposé aux habitants avec du bricolage (pour favoriser les

petites réparations, l'aménagement du logement), la sensibilisation aux écogestes ou encore des temps d'informations variés. Ces ateliers ont lieu sur des créneaux alloués pour la ville. L'atelier allie des temps de sensibilisation et des ateliers pratiques sur l'ensemble des trois thématiques.
La communication, sur les activités du lieu, a été accentuée afin de poursuivre sa promotion et le faire connaitre auprès des habitants qui vivent à proximité.

L'atelier partagé mobilise des intervenants spécialisés comme La Maison de l'Eau, de la Nature, et de la Pêche, qui propose des ateliers Zéro Déchet (fabrication de produits du quotidien) et des ateliers de fabrication d'objets en bois (hôtel à insectes et nichoirs pour oiseaux). Sur les 83 participations à ces ateliers, 65 étaient issues des QPV soit 73% des participants.
Les compagnons bâtisseurs interviennent également afin de partager leur savoir et compétences sur la fabrication d'objets en bois. Leurs interventions ont réuni 52 participants dont 31 personnes issues des QPV soit 60%.
Il y a aussi des partenaires comme EDF qui propose aux habitants des temps d'information afin de sensibiliser et aider les habitants à mieux gérer leur consommation et à adopter les écogestes au quotidien. Ces temps ont réuni 16 habitants dont 12 participations issues des QPV soit 75% des participants.
Enfin, l'association le jardin des bennes répare, avec les habitants, leurs objets cassés pour éviter qu'ils soient jetés, dans un souci d'économie d'une part et de l'impact environnemental d'autre part. Sur les 45 participations à cet atelier, 18 personnes étaient issues des QPV soit 40% des participations.

L'atelier partagé est désormais reconnu par les Hémois résidant en QPV, ce qui leur permet de mieux se connaitre et se transmettent leurs astuces respectives. L'objectif de départ, qui était de créer un réseau de proximité et d'entraide au cœur des quartiers prioritaires, de promouvoir des échanges de savoirs et d'expériences, et plus généralement de stimuler la solidarité entre les habitants, se concrétise au fil des ateliers. Il est reconnu auprès de certains émois, qui se sont appropriés petit à petit le lieu. Sur l'année 2022, 126 personnes des QPV ont participé aux ateliers. C'est un public qui change très peu au fil des années avec principalement des femmes de 26 à 64 ans (70 %) résidant dans le quartier d'implantation de l'atelier (Hauts-Champs / Lonchamp).

En complément de ce programme d'activités proposé à l'atelier partagé, le CCAS met également en place un accompagnement personnalisé de type ARAA (Auto-réhabilitation accompagnée adaptation) au domicile de personnes âgées de 60 ans et plus, sur prescription du CCAS, avec les compagnons bâtisseurs. Il s'agit de réaliser de petits travaux d'aménagement du logement (installation de barres d'appui, sièges de douche) afin d'améliorer le quotidien de personnes isolées et en perte d'autonomie (action financée par le CD59). 3 chantiers d'ARAA et 8 interventions de réparations ont pu être réalisées en 2022.

La transition énergétique

La maîtrise des consommations d'énergie, au-delà d'une action sur les bâtiments publics, passe également par l'appropriation, par les habitants, des enjeux d'un comportement davantage éco-responsable. L'information sur la consommation d'énergie par chacun dans son propre logement est un puissant vecteur de sensibilisation. C'est la raison pour laquelle Hem a renouvelé, à l'hiver 2018-2019, la carte de thermographie aérienne déjà dressée en 2013, afin de permettre à ceux qui auraient réalisé des travaux, de vérifier la diminution des déperditions de chaleur préalablement diagnostiquées, et de sensibiliser ceux qui n'auraient pas encore osé se lancer sur le besoin d'améliorer leur habitat. Celle-ci a fait l'objet d'une présentation au public. Elle est consultable sur demande en mairie et également disponible sur le site internet.

La Ville incite davantage les habitants à utiliser les 2 caméras thermiques qu'elle tient, chaque année, à leur disposition afin de contribuer par eux-mêmes à la réalisation du pré-diagnostic énergétique de leur logement.
Pour cela, une sensibilisation est réalisée par la diffusion régulière d'articles dans le magazine municipal, sur les réseaux sociaux et sur son site internet, et l'information est transmise à chaque demande de dossier de subvention développement durable concernant l'énergie.

En 2022, 7 dossiers ont été octroyés dans les quartiers prioritaires de la ville afin d'aider les ménages à rénover leur logement et ainsi réduire leur consommation d'énergie (4 pour le remplacement de menuiseries, 2 pour l'achat de récupérateurs d'eau, un pour un remplacement de thermostat). Cette aide, sans condition de revenus,

complète le dispositif ANAH.
Pour accompagner les habitants dans leurs démarches, la Ville a également mis en œuvre une permanence, à la Maison de l'Emploi, d'un conseiller France Rénov spécialement dédié à son territoire communal. Il apporte ainsi, gratuitement et de manière objective les informations utiles aux particuliers sur leur maîtrise des consommations d'énergie (chauffage, isolation, éclairage) et sur le recours aux énergies renouvelables (solaire, géothermie, biomasse...). Il leur apporte des solutions concrètes, pratiques et techniques sur la rénovation, dispose de documentations adaptées et les guide vers des professionnels qualifiés. Il les renseigne également sur les aides financières et les programmes d'accompagnement à l'amélioration de l'habitat.

Le PIG Habitat durable

La convention du PIG « Amelio + » a fixé comme objectif, pour cinq ans, à compter de 2018, de mettre en œuvre ce dispositif selon trois axes :

- L'attribution d'aides financières pour les travaux thermiques au bénéfice de propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes
- L'attribution d'aides financières pour les travaux d'adaptation à l'âge au bénéfice de propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes
- L'attribution d'aides financières pour les travaux de réhabilitation complète au bénéfice de propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes.

Cette convention est parvenue à son terme à la fin de l'année 2022.

Ce dispositif ne s'adresse qu'aux propriétaires privés. La Ville de Hem acte la mise en place de ce dispositif d'aides à l'amélioration durable de l'habitat sur son territoire, afin de conforter les actions individuelles d'adaptation de l'habitat pour les revenus les plus modestes.
Son concours a porté son aide à hauteur d'environ 30 000 euros chaque année pendant cinq ans (conformément aux termes du Programmes d'Intérêt Général métropolitain).

En 2022, 9 foyers ont pu bénéficier de ce programme. 3 ont reçu une aide financière complète (acompte + solde), et 6 une aide partielle (acompte).
Majoritairement, la Ville et ses partenaires ont aidé des foyers dits « très modestes », avec l'accent porté sur les travaux ayant trait à la « performance énergétique ».

Le permis de louer

La loi ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) de 2014 vise à renforcer l'accès au logement. Par cette loi, les collectivités peuvent définir des secteurs géographiques où la mise en location d'un bien par un bailleur peut être soumise à deux outils :

- Une Autorisation Préalable de Mise en Location (APML)
- Une Autorisation Préalable de travaux de Division (APD)

Ces outils visent à améliorer la lutte contre l'habitat indigne. La MEL met en place ces outils avec la Ville, qui s'est portée volontaire, pour une phase expérimentale de deux ans à compter de mai 2019. Leur mise en place diffère selon qu'il s'agit d'une APML ou APD :

	Autorisation Préalable à la Mise en Location (APML)	**Autorisation Préalable de Division(APD)**
Périmètre	Quartiers en géographie prioritaire	Quartiers en géographie prioritaire
Quand déclarer ?	Avant la mise en location	Avant la division du logement
Délais de traitement	Un mois avec instruction et visite, accord ou refus	15 jours avec instruction
Silence de l'administration	Accord tacite	Accord tacite
Amende en cas de non déclaration	15 000 euros	15 000 à 25 000 euros

L'APML concerne les bailleurs privés, la demande d'autorisation préalable peut être rejetée si le logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et la salubrité publique. L'APD concerne également les conditions d'habitabilité et de salubrité, elle permet aussi de vérifier la conformité au Plan Local d'Urbanisme. En 2022, 11 dossiers ont été déposés auprès de la ville.

3. ASSURER LA QUALITE RESIDENTIELLE AU QUOTIDIEN

La sécurité

En 2022, les effectifs de la police municipale assurent une présence 7 jours sur 7. Celle-ci est mutualisée sur 5 communes formant un ensemble de 35 000 habitants. Elle est désormais composée de 18 agents et d'une brigade canine comptabilisant 2 chiens. La Police Municipale est une police de proximité qui est appelée à intervenir au quotidien pour assurer la tranquillité et l'ordre public au sein de la ville.

D'une activité de surveillance à une activité de coopération avec la police nationale, elle veille au respect des droits de chaque administré. Elle est territorialement compétente sous l'autorité du Maire ou sous l'autorité du procureur de la République, autorité à laquelle elle rend compte quotidiennement via la police nationale.

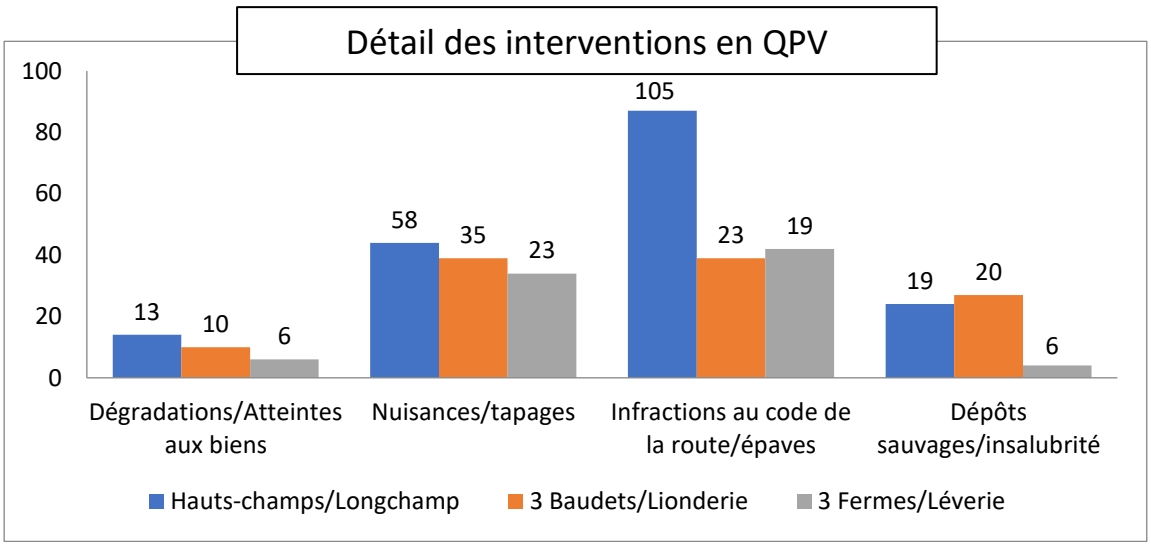
Elle dispose d'un centre de supervision urbain composé de 97 caméras en 2022, avec un objectif de 130 à la fin du mandat en 2026.

En 2022, la Ville de Hem a poursuivi ses objectifs d'amélioration de la sécurisation des bâtiments et des espaces publics, de protection des personnes et des biens et de lutte contre le sentiment d'insécurité, notamment grâce au développement de son système de vidéoprotection par l'équipement en caméras de sites supplémentaires suite à la constatation d'évènements nouveaux et perturbant la tranquillité publique. C'est d'ailleurs en s'appuyant sur ces dispositifs que la ville a expérimenté la vidéoverbalisation.

Ainsi, le projet d'extension de la vidéoprotection se compose de :

- L'installation d'un centre de supervision urbain (CSU) au sein d'un nouveau poste de police mutualisé (polices Nationale et Municipale) ;
- La mise en place de caméras numériques supplémentaires, avec des technologies de lecture de plaques (système LAPI fixe), dispositifs pilotables en mode PTZ avec dôme anti vandale et de caméras fixes.

En 2022, la police municipale a assuré un total de 1643 interventions sur la commune de Hem, dont 28% dans les quartiers prioritaires de la ville.



La cellule de veille de Hem réunit régulièrement les polices municipale et nationale, le Délégué du Préfet, le Délégué du Procureur, des représentants de d'Ilévia/Kéolis, du Collège, et des bailleurs (Vilogia, LMH, Habitat du Nord). Cette cellule facilite les échanges de connaissances réciproques des intervenants.

Les sujets abordés peuvent être :

- Identification des délinquants par informations croisées.
- Alerte sur les comportements déviants précoces, notamment dans le cadre de la prévention contre la radicalisation dans les écoles
- Alerte sur les individus suspects, les risques de pédophilie, les violences intrafamiliales…
- Ciblage des points à protéger par des caméras
- Ciblage des secteurs pour ajuster les actions de prévention, notamment à la lecture de faits délictueux, des cambriolages, des démarchages frauduleux....
- Echange d'informations sur les comportements des occupants de logements sociaux
- Intervention coordonnée des polices en cas de squats indiqués par les bailleurs (secteur Schweitzer)
- Echanges d'informations pour identification des délinquants ou plaques d'immatriculation par les partenaires privés

Ces cellules de veille s'organisent dans le cadre du Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance qui intègre en plus des 5 villes partenaires de la Police Municipale Mutualisée, la ville de Lys-lez-Lannoy. En 2022, 10 cellules de veille ont été organisées.

La Gestion Urbaine et Sociale de Proximité (GUSP)

La GUSP a pour but d'organiser l'action publique et de coordonner l'intervention des différents acteurs ou prestataires afin d'assurer au quotidien la qualité résidentielle. Elle est déclinée suivant quatre objectifs : le tri sélectif et les ordures ménagères, la propreté et le respect des espaces publics, la tranquillité urbaine et la qualité d'accès aux services publics.
Le bilan des actions menées dans le cadre du Contrat de Ville (via l'ANRU) met en évidence :

- Un engagement important sur les 3 premières thématiques, beaucoup plus limité sur la quatrième (l'accès aux services publics) ;
- Des modes d'actions relativement diversifiés, organisés autour de trois grandes modalités : la relation avec les habitants ou usagers (prise en compte, sensibilisation), la communication et l'amélioration du service rendu aux habitants ;
- La relation avec les habitants et la communication semblent relever de la seule initiative communale. L'amélioration du service passe par contre par des initiatives communales mais également par des coordinations (intercommunale, avec les bailleurs). Celles-ci sont nécessaires pour améliorer le service rendu en dépassant les contraintes ou risques de dysfonctionnement liés aux découpages territoriaux ou champs de compétences des différents opérateurs sur un même territoire. Une réflexion partenariale du même type pourrait être relancée pour mieux appréhender la question des services publics.

En 2022, la Ville a poursuivi son travail de coordination avec les autres acteurs de la propreté afin de répondre rapidement aux besoins des habitants.

L'association Aise participe aussi à la Gestion Urbaine de Proximité par une intervention régulière des contrats aidés, principalement dans le périmètre ANRU1 étendu aux autres quartiers prioritaires, pour améliorer la propreté des quartiers Hauts Champs-Longchamp.

Cette intervention s'effectue en différents temps :

- Nettoyage des quartiers (ramassage de dépôts sauvages, déchets alimentaires, enlèvement des tags)
- Nettoyage des locaux (Depuis la crise sanitaire, plusieurs personnes affectées à la désinfection des locaux)
- Intervention sur le réseau de collecteurs dans le cadre de la chasse aux nuisibles

- Entretien des espaces verts de la Ville en partenariat avec les services techniques de la Ville.

Aussi, une prestation supplémentaire a été accordée à l'association AISE pour l'année 2022 au niveau du quartier de la Lionderie dans le but d'intervenir rapidement suite aux problèmes engendrés par les travaux. Une réactivité et une adaptabilité sont donc attendues en fonction des étapes et des besoins du NPRU (ex : campagne de dératisation spécifiques). La ville met également un local à leur disposition à la Maison du Foot avec enseigne Maison du projet.

En 2022, la ville a participé au « World Clean Up Day » pour la troisième année. Cette manifestation s'est déroulée le 17 septembre, et a pour intérêt d'impliquer, dans une ambiance conviviale, les Hémois volontaires au nettoyage de la ville et à l'élimination des déchets dispersés dans l'espace urbain. La ville a ainsi encadré plusieurs parcours dans les QPV. Un apéritif a été ensuite été offert par la mairie à la Maison du Foot, à la fin de l'opération de nettoyage qui se déroulait sur les quartiers des 3 Baudets et de la Lionderie. 40 personnes ont participé à cette nouvelle édition.

De plus, quelques opérations « Coup de propre » ont été menées sur la Ville en 2022. Le principe de cette action est d'effectuer, sur une ou plusieurs journées, le nettoyage complet d'une rue dans le cadre de l'entretien annuel des voiries. Les services municipaux se chargent à cette occasion de nettoyer chaussées, trottoirs, caniveaux, places de stationnement, mais aussi de remettre en état le mobilier urbain, désherber ou encore contrôler l'éclairage public.

L'application « Tell My City » a de nouveau permis aux Hémois de signaler, depuis leur smartphone, dépôts sauvages, nids- de-poule, problèmes de sécurité et autres désagréments. Le cliché et surtout la localisation précise de l'anomalie constatée sont directement transmis en Mairie afin que les services puissent intervenir rapidement. Depuis le lancement de l'application en 2016, près de 50% des interventions sollicitées sont positionnées sur les quartiers prioritaires. Chaque mois, la Ville reçoit quelques dizaines de signalements via cette application de signalement. Celle-ci vient compléter les autres canaux de communication que la Ville déploie avec ses concitoyens : Facebook, adresse internet etc.
Durant la crise COVID 19, l'application avait vu le nombre d'utilisateurs s'accroitre, en effet les cas de dépôts de déchets sauvages ont augmenté. Cette application a permis à la ville d'être renseignée en temps réel et d'agir dans les plus brefs délais. En 2022, 143 signalements ont été effectués soit 11 signalements de plus qu'en 2021.

Tableau récapitulatif des signalements Tell my city dans les QPV en 2022 :

QPV	TOTAL	Voirie/ Circulation	Eclairage	Espaces verts non entretenus	Nuisances sécurité	Dépôts sauvages	Eaux assainissement
TROIS BAUDETS	**7**	7	0	0	0	0	0
HAUTS CHAMPS	**67**	10	19	5	13	20	0
LONGCHAMP	**32**	6	3	3	10	9	1
TROIS FERMES	**10**	6	0	2	0	2	0
LIONDERIE	**27**	3	8	6	2	8	0
TOTAL	**143**	32	30	16	25	39	1

Parallèlement, le bailleur social Vilogia développe ses interventions au titre de la contrepartie de l'exonération de taxe sur le foncier bâti dont il bénéficie. Son action se concentre principalement sur le sur-entretien (renforcement de la maintenance des équipements et amélioration des délais d'intervention) et les travaux d'amélioration de la qualité de service (remise en état de logements).

Des campagnes d'information et de sensibilisation ont également été menées auprès des habitants des quartiers prioritaires concernant les risques liés aux dépôts de détritus et encombrants qui favorisent la présence de rongeurs. Une veille sanitaire a également été réalisée par les agents à raison d'une fois par semaine pour relever les anomalies dans les différents quartiers prioritaires afin de programmer les interventions nécessaires.

En 2022, un GPO, Groupement de Partenariat Opérationnel a été mis en place sur le secteur de la Lionderie afin de coordonner les actions de la Police Nationale, Police Municipale, des bailleurs Vilogia et Soliha. Celles-ci se sont traduites concrètement par des opérations de sécurité publique, de sécurisation des maisons vouées à la démolition ou de lutte contre les dépôts sauvages.

La sensibilisation à l'environnement

La Ville entend pérenniser la démarche « Zéro Déchet » et le défi famille impulsé initialement par les habitants. Cette opération, lancée en mars 2018, s'appuie sur le constat largement partagé de la nécessité de réduire le volume de nos déchets pour mieux préserver notre environnement au quotidien, mais également pour notre planète. Le Zéro Déchet permet également à chacun de faire des économies, à condition de consommer différemment en privilégiant le « faites le vous-même ». Ils portent notamment sur la réalisation de produits ménagers et cosmétiques, la couture d'emballages réutilisables, la fabrication d'éponges, de sacs cadeaux réutilisables à partir d'objets du quotidien et également sur le compostage. Actuellement, 16 familles en QPV y participent dont 2 nouvelles familles.

De plus, afin d'aider les particuliers à valoriser les déchets verts issus de leur consommation ou de leur activité de jardinage, la Ville a réactualisé son cahier des charges relatif aux subventions développement durable début d'année 2019, en intégrant une aide auprès des habitants qui souhaitent acquérir un composteur ou un lombricomposteur (35€) sur présentation d'une facture, à condition que celui-ci soit en bois ou en matériaux recyclés. En février 2022, avec le soutien de la MEL qui a distribué 100 composteurs individuels en plastique recyclé, 100 Hémois ont été formés au compostage lors d'atelier animé par l'association La maison du jardin. 32 d'entre eux étaient des habitants des QPV.

En parallèle de cette aide, d'autres aides ont vu le jour en mai 2020 comme l'aide à l'achat de vélo ou trottinette électrique pour favoriser la mobilité douce. Cette prime est attribuable à chaque personne du foyer. Des accessoires de sécurité peuvent également être inclus dans le montant (casque, gilet jaune, anti-vol). En 2022, 78 demandes ont été accordées pour les habitants des QPV. Parmi ces demandes, 36 concernent des femmes.

Dans ce contexte, la ville de Hem a pris, ces dernières années, la décision de donner une place plus large aux vélos sur son territoire, à travers différents aménagements réalisés en lien avec la MEL, de nature à faciliter la circulation des usagers. Sas vélo aux feux tricolores, double-sens vélo, arceaux sur l'espace public, sont ainsi venus dessiner les premiers éléments d'un réseau cyclable hémois en développement. La matérialisation de 12 voies cyclables à la Métropole Européenne de Lille viendra compléter ce réseau. Trois stations V'Lille ont également été installées entre septembre et décembre 2022 (Rues Calmette, Laennec et à la piscine des 3 villes). La ville s'est enfin portée candidate, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par la MEL, à l'expérimentation d'un service de mise à disposition de trottinettes et vélos électriques en libre-service.

De la même manière, la ville a développé des animations en direction des différents publics (scolaires, grand public…) afin de sensibiliser davantage à l'utilisation du vélo : il en est notamment ainsi de l'expérimentation d'un repair'vélo et d'un vélobus au collège Raymond Devos. Une fête du vélo a également été organisée le 4 juin à l'occasion de la journée mondiale du vélo. Pour l'occasion et afin de toujours plus encourager la pratique du vélo, la ville de Hem a décidé d'augmenter temporairement l'aide vélo une semaine avant cette fête.

Favoriser la biodiversité et la végétalisation

La Ville a significativement intensifié son effort de fleurissement des rues et de l'espace public. Le fleurissement de la ville contribue ainsi à la qualité de vie, et à créer des ambiances urbaines différenciées en fonction des lieux fleuris et des espèces choisies. Ainsi, plusieurs aménagements ont déjà été réalisés et sont encore à venir, dont les entrées de ville, mais aussi le fleurissement sur les candélabres et massifs de la rue du docteur Schweitzer.

La ville de Hem entend, par ailleurs, laisser une place plus significative à la végétalisation de ses espaces. C'est ainsi qu'elle souhaite engager la végétalisation en comestibles sur le territoire de la commune et favoriser la végétalisation des façades afin d'améliorer la qualité de l'air et de faciliter les corridors écologiques verticaux. La Ville a ainsi, en lien avec la MEL, mis en place une procédure incitative d'aide à la végétalisation des façades en complément de ce dispositif.

L'objectif de la ville est de privilégier la plantation de « comestibles », c'est-à-dire de plantes aromatiques et d'arbres fruitiers, certaines plantations ont été réalisées sous deux formes : soit plantées dans un carré potager partagé, en accès libre sur l'espace public, gratuit pour tous, et entretenu par un collectif d'habitants désireux d'en avoir un près de chez eux, soit par une plantation d'arbres et arbustes fruitiers, sur des lieux de promenade fréquentés. En plus d'être une nouvelle source de biodiversité, ces espaces ont pour avantage d'améliorer le lien social et les moments de convivialité entre les habitants, autour du jardinage. Ils favorisent les échanges intergénérationnels à l'occasion d'animations impliquant les écoles et les seniors en résidence. En 2022, un entrepreneur hémois en permaculture a réalisé 10 ateliers, un pour chacun des Croq'Hémois de la ville avec un thème différent par session. Deux Croq'Hémois et des plantations d'arbres fruitiers se situent en QPV.

Dans le cadre du budget participatif, l'Espace de Vie Saint Exupéry a candidaté pour financer la mise en place d'un jardin partagé dans la poursuite des apprentissages Croq'Hémois et de la mise en place d'un point de compostage collectif. Des tables, bancs, pavage, carrés potagers et terreau ont été fournis.

En lien avec cette végétalisation en comestibles, la ville encourage également la pratique du jardinage et des cultures potagères. Le soutien de la ville aux jardins familiaux (Quartier des trois fermes), a permis de promouvoir ces derniers auprès des familles de Hem en valorisant leur vocation sociale et économique. Le jardinage écologique et durable est également valorisé auprès des habitants et des scolaires, en partenariat avec les associations qui gèrent les parcelles. De la même façon, et dans une optique pédagogique, la ville a encouragé la réalisation de potagers en lien avec les écoles des QPV, et souhaite associer les enseignants et toute la communauté éducative à cette orientation.
La ville a réalisé une cartographie où apparaissent les différents carrés potagers dont ceux situés en QPV, viendront s'y ajouter l'inventaire des arbres et arbustes comestibles, ainsi que les plantations des années à venir avec notamment la création d'une forêt urbaine sur l'ancien site Roux à côté de l'équipement sportif à venir, avenue Schweitzer.

Vue d'ensemble de la cartographie des Croq'Hémois

Un rucher citoyen a également été aménagé à côté de la base de loisirs. Le projet a pu voir le jour grâce à la participation du centre social Saint Exupéry, de l'association Apid'hem et du Rucher école de Roubaix. L'installation des essaims dans leur ruche a donné lieu à une animation, l'occasion d'approcher de près des ruches, de voir les abeilles dans leur quotidien, sur leurs cadres, autour de leur reine, de pouvoir observer cette fameuse reine. Une trentaine d'habitants des QPV ont pu se rendre à cette inauguration grâce à la mise en place de bus.
En outre, la nouvelle saison de Lille 3000 intitulée « Utopia » a été l'occasion d'un grand rendez-vous nature à Hem le dimanche 22 mai avec une grande fête. Un Jardi'Troc y a notamment été organisé en marge du marché. Pour faciliter la participation de tous à la fête, la ville a mis en place, toute l'après-midi, des navettes depuis la place de Verdun (quartier de Beaumont) et un petit train au départ du mail Dunant (quartier des Hauts Champs) qui a réalisé des arrêts rue de la Lionderie avant de rejoindre la base de loisirs.

4. L'ACCÈS À L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

CONSTATS ET CHIFFRES CLÉS

Sur la base des données INSEE de 2022, la commune de Hem compte 1344 établissements actifs (dont 248 entreprises créées en 2022) pour environ 4 704 emplois et 6 796 actifs ayant un emploi et résidant dans la commune. 77,4% des entreprises ne comptent aucun salarié ou moins de 10 salariés. Il faut noter que le nombre d'entreprises créées en 2022 ne fait pas augmenter dans la même proportion l'effectif global d'établissements actifs, car certains d'entre eux ferment, ou encore d'autres changent de statuts et sortent donc de ces statistiques.

Le taux de chômage mesuré par l'INSEE en 2022 est de 12,1%. Il est supérieur de 0,6 point au taux moyen de la métropole lilloise. En parallèle avec la situation de l'agglomération lilloise, le chômage à Hem touche plus fortement les hommes (51,9%) que les femmes.

Taux de chômage comparaison métropolitaine 01/01/2022 (Recensement INSEE de 2019)		
	Hem	**MEL**
Ensemble	12,1 %	11,5 %
Femmes	17%	15,8%
Hommes	17,1%	16,5%

Pour autant, les méthodes de calcul de l'INSEE et de Pôle Emploi ne sont pas les mêmes. Si l'INSEE se base sur les informations des habitants données lors du recensement de la population, recensement auquel ils ne participent pas tous, Pôle Emploi se base sur les personnes inscrites et l'évolution de la situation des demandeurs d'emplois chaque trimestre. Ainsi, le tableau suivant propose une comparaison des situations concernant les demandeurs d'emploi entre Hem et la région des Hauts-de-France en décembre 2022. (*Source : Pôle Emploi*).

Décembre 2022	**Catégorie A**				**Catégorie A B C**			
	Ville		**Région**		**Ville**		**Région**	
	Nbre	**Poids**	**Nbre**	**Poids**	**Nbre**	**Poids**	**Nbre**	**Poids**
DEFM	**1 052**	100 %	**294 416**	100%	**1 674**	100 %	**512 563**	100 %
Hommes	566	53,8 %	154 309	52,4 %	859	51,3 %	252 485	50,7 %
Femmes	486	46,2 %	140 107	47,6%	815	48,7 %	260 078	50,7 %
< 25 ans	138	13,1 %	47 229	16 %	216	12,9%	79 008	15,4 %
-49 ans	598	56,8 %	171 294	58,2 %	965	57,6 %	306 497	59,8 %
> 50 ans	316	30 %	75 893	25,8 %	493	29,5 %	127 058	24,8 %
< 12 mois	*L'analyse de l'ancienneté au sens DELD est à faire uniquement sur les données ABC**				918	54,8 %	281 857	55 %
> 12 mois					756	45,2 %	230 706	45 %
> 24 mois					460	27,5 %	139 992	27,3 %
Bac + 3 ou plus	147	14 %	30 670	10,4 %	267	15,9 %	57 580	11,2 %
Bac+2	97	9,2 %	29 838	10,1 %	170	10,2 %	58 828	11,5 %
Bac	234	22,2 %	66 756	22,7 %	398	23,8 %	124 468	24,3 %
BEP CAP	365	34,7 %	109 287	37,1 %	542	32,4 %	183 642	35,8 %
BEPC CEP SES	63	6 %	17 425	5,9 %	86	5,1 %	27 113	5,3 %
Sans diplôme	145	13,8 %	40 074	13,6 %	209	12,5 %	60 414	11,8 %
QPV	557	52,9 %	59 982	20,4 %	841	50,2 %	94 915	18,5 %
Hors QPV	495	47,1 %	234 434	79,6 %	833	49,8 %	417 648	81,5 %

Source : Pôle Emploi

Plusieurs enseignements peuvent être tirés des tableaux précédents. Tout d'abord, la ville de Hem poursuit globalement une évolution favorable concernant la situation de la demande d'emploi avec une baisse de 10,2% au 31 décembre 2022. En termes d'évolution, les chiffres montrent une certaine stabilité pour la catégorie A (aucune activité) par rapport au dernier trimestre 2021 (en-deçà de la baisse régionale -7%).

On note, cependant, une baisse de la DEFM pour les hommes (-2,6%), les jeunes (-4,2%), les titulaires d'un BEPC (-1,6%), d'un BEP, CAP (-1,4%), d'un Bac+2 (-25,4%) et d'un Bac+3 ou plus (-2,6%).
Les publics en fort retrait sont les sans diplôme (+28,3%) et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi (+11,9%).
Les effectifs de chômeurs QPV et hors QPV sont assez proches dans l'absolu, mais ramenés à la population globale, les quartiers QPV connaissent une part plus importante de personnes en situation de chômage.

La dynamique locale en matière de lutte contre le chômage et d'accès à l'emploi s'appuie sur une entente intercommunale à l'échelle du bassin de l'emploi du Val de Marque :

- **Pôle Emploi :** installation en 2010 de l'agence Hémoise Parvis Berthelot

- **La Mission locale Val de Marque :** création en 2001, accueil des 16-26 ans.

En 2022, 525 jeunes hémois (dont 139 primo-arrivants hémois) ont été accompagnés, c'est-à-dire qu'au moins un entretien, un atelier ou une visite sur le site a lieu au cours de l'année avec ces jeunes.

Quartier	2021	2022
Beaumont	42	42
Centre	48	51
Hauts Champs	155	154
La Vallée - Civron	33	31
Lionderie	59	48
Longchamp	104	102
Non renseigné	4	11
Trois Baudets	31	23
Trois Fermes	61	63
Nb jeunes accompagnés	**537**	**525**

Commune de Hem	Habite en quartier prioritaire
Année	Nb jeunes accompagnés
2021	350
2022	340

Ville de Hem	Nombre de jeunes accompagnés		Nombre de jeunes primo-arrivants Hémois	
Age	**2021**	**2022**	**2021**	**2022**
Mineurs	23	30	33	32
18-21	217	239	83	75
22-25	252	232	21	32
26+	45	24	/	/
Total général	**537**	**525**	**137**	**139**

Source : Mission locale, données 2022

Sur les 525 jeunes hémois accompagnés, 13 ont la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé.
La Mission Locale accompagne exclusivement les jeunes de 16 à 26 ans, mais des données au sujet des plus de 26 ans sont présentées car concernent des personnes suivies par la Mission Locale avant 26 ans, et en cours de

formation actuellement.

- **Le PLIE Val de Marque** : création en 2003, accompagnement individuel renforcé pour les personnes les plus en difficulté (qualification, revenus, DELD…)

- **La Maison de l'Emploi** : création en 2006, structure locale de coordination permettant une action partenariale concertée en faveur de l'emploi (installation en 2010 dans le nouveau site regroupant les services de l'emploi et publics)

Enfin, en dehors du CCAS de la Ville, quatre structures associatives implantées dans les quartiers prioritaires interviennent plus spécifiquement dans le champ de l'insertion :

L'association AISE travaille dans le domaine de la propreté urbaine, de la suppression des tags et de la dératisation.
Cette structure propose des contrats aidés sur des chantiers d'insertion et accompagne les publics des quartiers prioritaires les plus éloignés de l'emploi dans une démarche d'insertion sociale et professionnelle en s'appuyant sur le réseau des partenaires locaux du Contrat de Ville. Il s'agit de faire du passage par le chantier d'insertion un véritable tremplin vers l'emploi en travaillant à identifier et à neutraliser les freins à l'insertion de l'agent recruté, et à lutter contre les inégalités d'accès aux droits.

En 2022, 22 personnes ont été recrutées par l'association AISE dans le cadre du chantier d'insertion, pour un total de 48 personnes suivies par AISE tout au long de l'année dont 17 femmes et 31 hommes. Parmi cet effectif, 38 personnes résident en quartier prioritaire, ce qui représente près de 79% de l'effectif total.
Cette année, 13 sorties ont eu lieu, dont 1 CDI, 3 CDD, 3 ont obtenu un diplôme (Titre professionnel « agent de propreté et d'hygiène », certification « CLEA »), 2 contrats ont pris fin pour maladie longue durée, 1 personne a changé de région, 3 personnes n'ont pas été renouvelées. AISE dispose également de 5 encadrants techniques pour chaque support d'activité proposé, ils sont tous résidents de quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Aise travaille en étroite collaboration avec les acteurs du territoire sur la levée des freins et propose par ailleurs de plus en plus d'immersions dans des milieux professionnels, et travaille étroitement avec Ordinat'Hem afin de proposer un passeport formation qui valide et certifie des compétences acquises.

En 2022, grâce au développement de l'activité nettoyage locaux et également plusieurs investissements, davantage de femmes ont pu être embauchées. L'intégration des femmes sur les chantiers a également permis l'augmentation de leur effectif sur les activités de propreté urbaine, d'espaces verts, de distribution et enlèvement de tags.

2 personnes ont pu bénéficier d'un financement de permis, plusieurs sont encore en parcours et en attente de l'obtention de leur code afin de débloquer le financement des heures de conduite. 6 personnes ont pu bénéficier d'un accompagnement Mobili'mel, qui est l'aide pour l'achat d'un vélo électrique ou trottinette.

L'association Ordinat'Hem propose des formations en informatique à tous publics dans son centre de formation situé avenue Schweitzer. En plus des ateliers sur la maîtrise de base de l'outil informatique et des TIC (Technologies de l'information et de la communication), Ordinat'Hem propose des ateliers d'acquisition des savoirs de base de la langue française qui sont destinés aux personnes ayant perdu ou n'ayant jamais acquis les bases de la lecture, de l'écriture, et du calcul.

L'association développe également des modules spécifiques pour faciliter l'accès des demandeurs d'emploi (jeunes et adultes) au numérique et favoriser leur insertion professionnelle : certification bureautique, certification CléA, certification SST (Prévenir les situations à risques par l'analyse de sa situation de travail et porter secours à une personne en détresse), Softs skills nécessaires à l'insertion professionnelle, identité numérique, mon CV et ma recherche d'emploi en ligne, travailler en autonomie et réaliser un objectif individuel, Apprendre à apprendre tout au long de la vie.
En 2022, Ordinat'Hem a accueilli 31 personnes pour des besoins ponctuels relatifs à l'insertion professionnelle.

Depuis la crise sanitaire, des prêts de tablette ont été réalisés par la ville de Hem pour lutter contre la fracture numérique et ont ainsi été déployées et paramétrées par l'association Ordinat'hem.

La même année, l'association a proposé une initiation à la programmation et la robotique dans le cadre de HemFabLab. Cette action a intéressé 27 jeunes des QPV âgés de six à seize ans.

Les centres sociaux (Centre Social 3 Villes et l'Espace de Vie Saint Exupéry) disposent également de personnel qualifié (postes AILE) afin d'assurer à leur public un service d'accompagnement à la recherche d'emploi et la mise en place de parcours d'insertion professionnelle.

1. ORIENTATIONS ET OBJECTIFS EN MATIERE D'EMPLOI ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Les enjeux de la politique communale de droit commun en matière d'emploi, de développement économique et de cohésion sociale rejoignent ceux du projet de la Maison de l'Emploi, qui vise en priorité à mettre en adéquation l'offre et la demande.

Le projet de territoire affiche trois objectifs généraux :

- Revisiter le panorama des implantations potentielles d'entreprises et de commerces sur la commune
- Optimiser les effets de la ZFU
- Soutenir l'accompagnement vers l'emploi

Mener une politique globale d'accès à l'emploi suppose donc une capacité de l'action publique à prendre en compte la diversité des situations et des publics visés et à définir des orientations et des cibles prioritaires qui prennent en compte cette diversité et y apportent des réponses adaptées.

Le Contrat de Ville, quant à lui, traduit ces orientations pour les quartiers prioritaires par :

- Une meilleure mise en relation des demandeurs d'emploi avec les potentialités offertes par le tissu économique local (information, orientation…),
- Une amélioration et une adaptation du niveau de qualification des demandeurs d'emploi,
- La construction de possibilités de parcours professionnels, de l'insertion à l'emploi pour les publics qui en sont les plus éloignés (perspectives et mobilisation, accompagnement, mobilité).

Parmi les outils et dispositifs mis à disposition, la Ville de Hem s'appuie sur :

- Le travail de la Mission locale, de la Maison de l'Emploi, du PLIE et de ses opérateurs ;
- Les dispositifs d'Adultes Relais ;
- Le dispositif Contrat d'Autonomie ;
- Les actions reprises au titre du Contrat de Ville ;
- Le dispositif d'aide aux jeunes sortis du système scolaire prématurément (plateforme de décrochage scolaire pilotée par l'Éducation Nationale)
- L'intégration systématique d'une clause d'insertion dans les marchés communaux de travaux ;
- L'accueil d'une structure de travail temporaire spécifiquement destinée aux personnes en insertion.

Ces enjeux concernent spécifiquement l'accès à l'emploi et l'insertion professionnelle. Ils sont travaillés en étroite collaboration avec la Maison de l'Emploi et les opérateurs de terrain. Mobiliser les jeunes, repérer ceux qui ont des besoins sur ces sujets, les mettre en relation avec les partenaires adéquats : c'est justement l'un des objectifs communs de la ville et ses partenaires.

2. ORIENTATIONS ET OBJECTIFS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

En matière d'accompagnement à la création d'activité et de développement économique, la Ville s'appuie sur son chargé de mission pour :

- L'accueil et l'orientation des chefs d'entreprises ou créateurs en recherche de locaux

En 2022, 23 porteurs de projet ont été reçus. Parmi eux, 4 ont implanté leur entreprise à Hem. La Ville propose son aide à la commercialisation des espaces commerciaux disponibles sur la ville.

- La finalisation d'un parc d'activités à vocations artisanale et commerciale

En 2020, un espace commercial de 6 cellules a vu le jour au sein du parc d'activités de la Blanchisserie. Cet espace rassemble une pharmacie, un magasin de vélo, un magasin d'optique, une banque, un lieu de restauration, une retoucherie. A côté de ce centre, s'est construite une maison médicale réunissant des professionnels de santé (allergologue, kiné, pédiatre, généraliste). En 2022, ce parc d'activités témoigne d'un bon fonctionnement et d'une bonne fréquentation.

Le site économique « Ferme Braquaval », visant à favoriser le circuit court et des activités éco-responsables abrite diverses activités : le maraichage, la vente de produits cosmétiques bio, la micro-brasserie, un restaurant, et le FabNum d'Ordinat'hem. Ce site a pour objectif de devenir l'un des sites économiques de la commune, en accueillant notamment des animations proposées par la ville. Un travail commun entre les services municipaux s'opère ainsi, afin de dynamiser l'attraction commerciale du lieu.

- Emplois Francs et Clause d'insertion 2022

Sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, 21 contrats ont été signés sur le périmètre de la ville de Hem pour un total de 3070.01 heures réalisés.
Il y a également eu 31 emplois francs permettant aux entreprises d'avoir un soutien pour le recrutement de jeunes en QPV pendant 3 ans mais sous réserve d'une signature de CDI.

- Attraction commerciale

En 2022, les commerçants de l'Union Commerciale ont participé à un appel à projet de la MEL. Cette participation proposait un jeu commercial afin de réitérer l'engouement du « Grand Jeu Hémois » et de dynamiser la fréquentation des commerces. Cet appel a fait l'objet d'une attribution de la subvention de la MEL passée en bureau délibératif métropolitain. Le « jeu de l'Union Commerciale » a eu lieu en décembre 2022. (1000 jeux créés)

- Divers

- Entretien de liens étroits avec les partenaires économiques de la commune (Entreprises, Maison de l'Emploi, Union Commerciale, Pôle emploi …)
- Gestion du marché hebdomadaire avec des animations.
- Participation au comité CLAP du bassin de Roubaix-Val de Marque (5 par an).
- Participation aux comités d'agrément de la plate-forme d'initiatives locale (ILMN).
- Participation à l'assemblée générale des copropriétaires de la ZAC des 4 Vents
- Participation à l'assemblée générale des copropriétaires de l'hôtel d'entreprises.

Au final, l'objectif reste de développer l'activité économique dans les différents quartiers de ville, de façon à créer un environnement favorable à la création d'emplois, dont chacun puisse bénéficier.

5. LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

CONSTATS ET CHIFFRES CLÉS

Au sens du recensement INSEE 2019, la population communale compte 6204 enfants ou jeunes de moins de 25 ans (contre 6251 l'année précédente, soit une baisse de 0,8%).
En 2022, les moins de 25 ans représentent 33,3% de la population municipale (contre 33,6% en 2020), les moins de 18 ans, 25,3% (contre 25,5% en 2021), et les moins de 11 ans forment 15,4% de la population communale (contre 15,5% en 2021).

Ville de Hem – Population communale par sexe et âge regroupé

	Ensemble	% de la population totale
Moins de 3 ans	690	3,7%
3 à 5 ans	837	4,5%
6 à 10 ans	1 343	7,2%
11 à 17 ans	1 839	9,9%
18 à 24 ans	1 495	8%
Total moins de 25 ans	6 204	33,3%
Ensemble de la population	18636	100%

Source : INSEE, RP2019 exploitation principale, géographie 01/01/2022

A la rentrée 2022-2023, 2 095 élèves (-48 enfants par rapport à l'année précédente) étaient scolarisés dans les établissements scolaires du 1er degré de Hem, dont 1 329 dans les établissements d'enseignement public et 803 dans les établissements situés en QPV. Les effectifs scolaires se répartissent de la manière suivante : 783 enfants en maternelle et 1 312 en élémentaire.
Le secteur scolaire en QPV comprend 8 écoles qui représentent un total de 803 enfants. A l'exception des écoles maternelles et élémentaires du quartier centre et de la Vallée, tous les établissements publics sont inscrits en Réseau d'Education Prioritaire (REP) et classés par l'Éducation Nationale comme établissements « difficiles ». Cette géographie inclut le collège de Hem, également classé en REP. Il est également important de préciser que sur les 766 enfants scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires privées de la ville, 223 enfants résident en QPV soit 29 % d'entre eux (contre 37 % l'année précédente).

Etablissements scolaires	**Effectif scolaire**	**Résidant en QPV + QVA**		**Hors QPV, QVA ou Extra-Muros**		**Ensemble**	
Etablissement Sainte Geneviève	109	36	33%	73	67%	109	100%
Etablissement privée Notre Dames de Lourdes	384	81	21%	303	79%	384	100%
Etablissement privé Sainte Thérèse	382	220	58%	162	42%	382	100%
Groupe Scolaire publique Victor Hugo	211	56	27%	155	73%	211	100%
Ecole Primaire publique De Lattre de Tassigny	206	19	9%	187	91%	206	100%
Groupe scolaire publique Marcel Pagnol	163	135	83%	28	17%	163	100%
Groupe scolaire publique La Fontaine / Ferry	194	179	93%	15	8%	194	100%
Groupe scolaire publique Marie Curie	155	129	83%	26	17%	155	100%
Groupe Scolaire publique Saint Exupéry	291	258	89%	33	11%	291	100%
TOTAL	**2095**	**1193**	**55%**	**982**	**45%**	**2095**	**100%**

Les écoles des quartiers prioritaires et de veille accueillent 55% des élèves de la commune.

Répartition des quartiers	Sectorisation Scolaire	Effectif scolaire	Scolarisés dans l'école du secteur		Scolarisés dans une autre école en QPV/QVA		Scolarisés dans une autre école hors QPV/QVA		Élèves scolarisés habitants hors HEM		Ensemble	
Hauts Champs	Secteur Marie Curie	155	94	61%	35	23%	5	3%	21	14%	155	100%
Longchamp / Trois Fermes	Secteur Saint-Exupéry	291	206	71%	52	18%	5	2%	28	10%	291	100%
Lionderie / Trois Baudets	Secteur La Fontaine / Ferry	194	106	55%	73	38%	4	2%	11	6%	196	100%
Beaumont / Le Trie	Secteur Marcel Pagnol	163	125	77%	10	6%	4	2%	24	15%	163	100%
Vieux quartiers-Tribonnerie	Secteur Victor Hugo	211	99	47%	56	27%	23	11%	33	16%	211	100%
La Vallée-Petit Lannoy / Vieux quartiers-Civron	Secteur De Lattre	206	153	74%	19	9%	20	10%	14	7%	206	100%
TOTAL		**1220**	**783**	**65%**	**232**	**20%**	**61**	**5%**	**131**	**11%**	**1200**	**100%**

A l'échelle de la commune, 67% des élèves de maternelle et d'élémentaire résident dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville. 65 % des élèves sont scolarisés dans l'école de leur secteur ; 20 % sont scolarisés dans une autre école en QPV ; 5% sont scolarisés dans une autre école publique de la commune.
Les écoles publiques situés dans les quartiers prioritaires accueillent 803 enfants, soit une moyenne de 66% de leur effectif total. Les écoles publiques hors QPV et les écoles privées accueillent 412 enfants issus des quartiers prioritaires, soit une moyenne de 34% de leur effectif total.
A l'échelle de la commune, 66% des élèves en école publique résidant dans les quartiers prioritaires sont scolarisés dans l'école de leur secteur, ce qui est comparable au 60% des élèves en école publique non résidant dans les quartiers prioritaires et scolarisés dans l'école de leur secteur.

Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2019	**Ensemble**	**Population scolarisée**	**Part de la population scolarisée en %**		
			Ensemble	**Hommes**	**Femmes**
2 à 5 ans	1 056	887	83,9	82,1	85,8
6 à 10 ans	1 313	1 323	97,8	98,3	97,3
11 à 14 ans	1 011	987	97,6	97,5	97,8
15 à 17 ans	828	765	92,4	89,5	95,8
18 à 24 ans	1 495	788	52,7	49,7	55,9
25 à 29 ans	932	48	5,2	4,6	5,7
30 ans ou +	11 500	56	0,5	0,4	0,6

Source : INSEE, RP2019 exploitation principale, géographie au 01/01/2022

Population scolarisée de 2 ans ou plus par âge et lieu d'études	Scolarisés dans la commune de résidence	Scolarisés dans une autre commune que celle de résidence	Ensemble des scolarisés
2 ans	36	16	52
3 ans	42	23	65
4 ans	48	25	73
5 ans	55	43	97
6 à 10 ans	280	160	440
11 à 14 ans	120	278	398
15 à 17 ans	65	240	305
18 à 24 ans	139	151	291
Ensemble	785	936	1 721

Source : INSEE, RP2019 exploitation principale, géographie au 01/01/2022

On peut constater qu'à Hem 83,9% des enfants de 2 à 5 ans sont scolarisés, ainsi que 97,8% des 6 à 10 ans. De plus, 63,3% des 2-10 ans sont scolarisés dans la commune.

La scolarisation hors de la commune est plus fréquente parmi les enfants âgés de plus de 10 ans puisqu'elle concerne une population de collégiens et lycéens : ainsi 69,8 % des 11-14 ans scolarisés le sont ailleurs qu'à Hem, tout comme 51,9 % des 15-17 ans.

En ce qui concerne la restauration scolaire, le nombre de repas servis fut de 107 761 sur 140 jours scolaires en 2022, dont 62 860 au sein des écoles en QPV. Sur l'ensemble des écoles publiques du territoire, c'est une moyenne quotidienne de 492 repas qui sont servis en faveur des enfants issus des QPV. Ce service nécessite 99 agents municipaux d'encadrement et de service, dont 64 en QPV.

1. LES TEMPS PERISCOLAIRE ET EXTRASCOLAIRE

Les objectifs du Projet Educatif Territorial (PEDT) permettent à tous les acteurs éducatifs d'avoir une ligne directrice commune, dont les principaux axes sont les suivants :

- Contribuer à la réussite scolaire de tous les enfants de la commune
- Participer à la lutte contre les inégalités d'accès de certains enfants aux pratiques culturelles, sportives et citoyennes
- Offrir des activités périscolaires et extrascolaires de qualité, sur des temps aménagés avec des animateurs qualifiés, à tous les enfants de HEM
- Mobiliser l'ensemble des acteurs éducatifs de la ville de HEM dans un partenariat solidaire et constructif, pour la réalisation d'un projet éducatif en continuité avec les projets d'école et tenant compte des spécificités de chacune d'elle

- Mettre en synergie les actions de la petite enfance menées à HEM et les activités éducatives qui sont proposées aux enfants de deux et trois ans dans le cadre du PEDT

Ces objectifs ont permis de travailler autour des différents temps de l'enfant sur une base commune constituée de 4 parcours éducatifs : Education à l'information et l'ouverture sur le monde, Education artistique et culturelle, Education sportive et de santé, Education citoyenne.

1. Les temps périscolaires

Les accueils périscolaires
Organisés matin et soir, ils sont présents dans chaque école publique du territoire et sont un réel mode de garde pour les familles, ils sont proposés de 7h-8h30 et de 16h30-18h30 en temps scolaire et sont adaptés pendant les périodes de vacances.

La pause méridienne
D'une durée de 2h en temps scolaire (11h30-13h30), elle permet à l'enfant d'avoir la possibilité de se restaurer sur deux types de menus (classique ou type végétarien), avec un repas végétarien par semaine, 30 % de produits issus de l'agriculture biologique et une part très importante de recours à des produits de qualité (20% de produits labellisés). Elle est aussi un temps d'animation en complément du repas. C'est un véritable moment de détente important de la journée.
Des repas à thème sont organisés chaque mois, sur lesquelles les équipes d'animation travaillent. Les enfants peuvent alors exprimer par le biais d'ateliers et par leur implication, leurs talents sur les différents thèmes (décorum, réalisations manuelles...) et découvrir des spécificités culinaires (ex : promenade en bord de mer, balade canadienne, escale en Grèce).

Les mercredis récréatifs
Ils sont constitués en Plan Mercredi labellisé par le ministère de l'Education Nationale et permettent la continuité éducative établie par le PEDT en complémentarité des temps scolaires sur la semaine de travail des parents. Depuis septembre 2020, un deuxième accueil a été créé sur l'école Marie Curie (les Globe Trotteurs, un ALSH multi activités de qualité qui propose des activités culturelles, sportives et citoyennes).

Le mercredi (9h-17h) est un accueil en journée encadré par une garderie matin, une garderie du soir (qui s'est étendue à 18h30 en 2020), et une proposition de temps de restauration (appelée la pause méridienne).

En plus des activités offertes par les équipes d'animation, des prestations culturelles, sportives et citoyennes sont proposées dans le cadre du plan mercredi. Le but est que chaque enfant, qui fréquente les centres sur cette période, puisse bénéficier à minima d'un cycle de prestation. Lors de l'année 2021/2022 ont eu lieu de la danse, de la psychomotricité, du yoga, de la musicothérapie, des ateliers manuels, des ateliers sur le langage des signes, de l'art plastique, des ateliers sur la naturopathie, des sports nouveaux, de la Capoeira, de la lecture, des ateliers sur l'estime de soi et un peu de découverte de la philosophie. Environ 40 % des enfants qui en ont profité sont issus des quartiers prioritaires et des réseaux d'éducation prioritaire de la ville.

2. Les temps extrascolaires

Les ALSH des petites vacances scolaires
Organisés en février, au printemps, à la Toussaint et à Noël, ce sont des moments forts de l'animation. Ils permettent de mixer différents types de publics (QPV, mixité sociale et culturelle…). Ils fonctionnent sur différentes structures de la ville et proposent un accueil journée 9h-17h avec aussi une garderie matin, une garderie soir (qui s'est étendue à 18h30 en 2020) et une pause méridienne. Afin d'offrir un accueil plus adapté aux familles des QPV/quartiers de veille, il est à noter qu'à partir de septembre 2020, les Globe Trotteurs se sont déplacés sur le site de Marie Curie et fonctionnent désormais à la journée pendant toutes les petites vacances.

Les ALSH des vacances d'été
Au nombre de 6, ils fonctionnent quant à eux, environ 4 semaines en juillet et 3 semaines en août. Ils sont répartis sur différentes structures de la ville et proposent un accueil en journée 9h-17h avec également une garderie

matin, une garderie soir et une pause méridienne.
En 2022, les ALSH d'été se sont adaptés au calendrier des vacances scolaires et ont fonctionné 3 semaines en juillet et 4 semaines en Aout.
La demande étant plus grande durant les vacances d'été, les structures sont ouvertes en plus grand nombre pendant la période estivale. L'accueil « Summer Holidays », destiné aux pré-ados de 11 à 14 ans, a ainsi accueilli en 2022, 57 adolescents dont environ 40% issus des QPV/quartiers de veille. Les autres accueils se situent dans les quartiers du centre, de Beaumont et des Hauts-champs.

Focus sur le public accueilli : Le public accueilli durant les temps périscolaire et extrascolaire est très variable d'un quartier à l'autre. Les enfants des quartiers prioritaires de la ville sont accueillis soit sur des centres situés au sein même des QPV/quartiers de veille, soit sur des centres accueillant des publics de tous les quartiers (par exemple le mercredi et durant les vacances sur l'école Victor Hugo et sur l'école Marie Curie).
Dans le cadre des restrictions énergétiques, les centres du mercredi ont été délocalisés une partie de l'année sur Jules Ferry-La fontaine qui est une école nouvelle et vertueuse sur le plan des consommations d'Energie.
Les structures utilisées pendant les temps péri et extra scolaires sont majoritairement les écoles de la ville : Victor Hugo, Marcel Pagnol, Marie Curie, La fontaine/jules Ferry, De Lattre De Tassigny, Saint Exupéry.

Lors des accueils périscolaires et de la pause méridienne (en semaine scolaire), en 2022 (mois de mars et octobre 2022 en référence, ce sont environ 62 enfants/jour accueillis en moyenne en garderie du matin sur l'ensemble de nos sites, environ 174 /jour en garderie du soir et environ 765 /jour en pause méridienne.

	Nombre enfants accueillis en garderie matin moyenne /jour sur les écoles publiques de Hem	Nombre enfants accueillis en garderie soir moyenne/jour sur les écoles publiques de Hem	Nombre enfants accueillis en pause méridienne en moyenne /jour sur les écoles publiques de hem
Mars 2022	61	167	763
Octobre 2022	62	181	766
Moyenne estimée annuelle	62	174	765

Au total, 1162 enfants différents ont été accueillis en accueils périscolaires et pause méridienne, l'origine géographique des enfants étant la même que celle des écoles publiques.

Lors des mercredis récréatifs 2021-2022, l'accueil se fait sur le Site Victor Hugo (lieu d'accueil principal) et sur le nouveau site des Globe Trotteurs, situé à l'école Marie Curie. Tous deux ont accueilli 279 enfants différents, dont 42% sont issus des QPV/Quartiers de veille.
A partir de septembre 2022, officiellement les globes trotteurs ont été accueillis à la nouvelle école Jules Ferry.

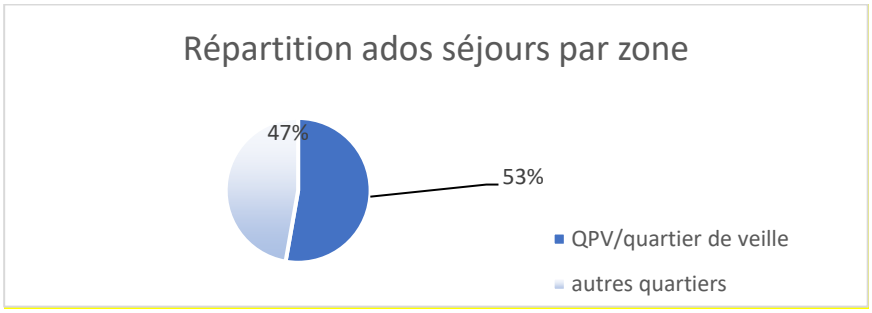
PLAN MERCREDI						
LIEU DE RESIDENCE ET ALSH	ALSH LES CHENAPANS		ALSH LES GLOBE TROTTEURS		ENSEMBLE	
Quartiers Hauts-champs	6	54,5%	5	45,5%	11	100,0%
Quartier Longchamp	6	85,7%	1	14,3%	7	100,0%
Quartier 3 Fermes	1	33,3%	2	66,7%	3	100,0%
Quartier Lionderie	16	84,2%	3	15,8%	19	100,0%
Quartier 3 Baudets	32	78,0%	9	22,0%	41	100,0%
Quartier Beaumont	35	94,6%	2	5,4%	37	100,0%
Quartier Centre	46	83,6%	9	16,4%	55	100,0%
Quartier La Vallée 1	16	80,0%	4	20,0%	20	100,0%
Quartier La Vallée 2	38	92,7%	3	7,3%	41	100,0%
Quartier Blanchisserie	2	100,0%	0	0,0%	2	100,0%
Quartiers 4 vents	2	100,0%	0	0,0%	2	100,0%
Quartier Civron	7	77,8%	2	22,2%	9	100,0%
Hors commune	16	50,0%	16	50,0%	32	100,0%
TOTAL	**223**	79,9%	**56**	20,1%	279	100,0%
Total secteurs QPV/quartiers de veille	96	81,4%	22	18,6%	118	100,0%
Total autres secteurs	127	78,9%	34	21,1%	161	100,0%
			enfants QPV/quartiers de veille les mercredis 2021 2022		42,29%	

Durant les petites vacances 2021-2022, les centres ont accueilli 799 enfants différents, dont 366 soit 45 % sont issus des QPV/quartiers de veille

Durant l'été 2022, 906 enfants ont été accueillis sur les différentes structures ALSH ouvertes, dont 41% sont issus des QPV/quartier de veille.

ÉTÉ 2022														
LIEU DE RESIDENCE ET ALSH	ALSH LES CHENAPANS 1 (Victor Hugo)		ALSH LES CHENAPANS 2 (Marcel Pagnol)		ALSH LES GLOBE TROTTEURS		ALSH MULTISPORTS		ALSH SUMMER HOLIDAYS		ALSH PLATEFORME JEUNESSE		ENSEMBLE	
Quartiers Hauts-champs	6	19,4%	3	9,7%	17	54,84%	4	12,90%	0	0,00%	1	3,23%	31	100,0%
Quartier Longchamp	16	41,0%	3	7,7%	12	30,77%	2	5,13%	4	10,26%	2	5,13%	39	100,0%
Quartier 3 Fermes	4	36,4%	2	18,2%	3	27,27%	0	0,00%	1	9,09%	1	9,09%	11	100,0%
Quartier Lionderie	26	46,4%	2	3,6%	13	23,21%	1	1,79%	4	7,14%	10	17,86%	56	100,0%
Quartier 3 Baudets	53	46,9%	9	8,0%	39	34,51%	3	2,65%	5	4,42%	4	3,54%	113	100,0%
Quartier Beaumont	27	22,0%	48	39,0%	31	25,20%	6	4,88%	9	7,32%	2	1,63%	123	100,0%
Quartier Centre	104	56,8%	6	3,3%	48	26,23%	6	3,28%	12	6,56%	7	3,83%	183	100,0%
Quartier La Vallée 1	37	40,2%	9	9,8%	36	39,13%	3	3,26%	2	2,17%	5	5,43%	92	100,0%
Quartier La Vallée 2	64	53,3%	7	5,8%	36	30,00%	4	3,33%	2	1,67%	7	5,83%	120	100,0%
Quartier Blanchisserie	4	57,1%	1	14,3%	1	14,29%	1	14,29%	0	0,00%	0	0,00%	7	100,0%
Quartiers 4 vents	3	42,9%	0	0,0%	3	42,86%	0	0,00%	1	14,29%	0	0,00%	7	100,0%
Quartier Civron	22	56,4%	3	7,7%	10	25,64%	0	0,00%	3	7,69%	1	2,56%	39	100,0%
Hors commune	30	35,3%	9	10,6%	21	24,71%	9	10,59%	14	16,47%	2	2,35%	85	100,0%
TOTAL	**396**	43,7%	**102**	11,3%	**270**	29,80%	**39**	4,30%	**57**	6,29%	**42**	4,64%	**906**	100,0%
Total secteurs QPV/quartier veille	132	35,4%	67	18,0%	115	30,83%	16	4,29%	23	6,17%	20	5,36%	373	100,0%
Total autres secteurs	264	49,5%	35	6,6%	155	29,08%	23	4,32%	34	6,38%	22	4,13%	533	100,0%
									% enfants en QPV / quartiers de veille l'été :		41,17%			

Séjours
Deux séjours ados ont également été organisés, du 11 au 15 juillet 2022 à Grand camp Maisy dans le Calvados et du 22 au 26 août 2022 en Normandie. 36 jeunes y ont participé dont 19 jeunes issus des QPV/quartiers de veille soit 53 %.



3. Les mesures du plan de relance prolongées

➢ La fracture numérique

Prêt de tablettes aux enfants en fracture numérique

En 2021, un contrat de prêt de tablettes avait été signé, entre l'Education Nationale, la Ville, l'association Ordinat'Hem, les familles et les enfants concernés. L'association Ordinat'Hem (chargée de la lutte contre la fracture numérique à Hem) a assuré la mise en service, le suivi et le bon fonctionnement des tablettes. Une révision des matériels a également été assurée par l'association à la fin de l'année scolaire.

Le projet perdure en 2022, et les tablettes rendues par les enfants qui ne peuvent plus bénéficier du dispositif à partir de la seconde ou qui n'en n'ont plus l'utilité, sont redistribuées à d'autres enfants soit 10 enfants cette année. Ceci afin de toujours répondre à une demande existante sur la facture numérique.
L'entretien et le nettoyage des tablettes est effectué avant chaque remise pour le maintien de la confidentialité des données.

Projet numérique

En 2022, le parc informatique avec la nouvelle école Jules ferry a continué d'être alimenté par un équipement numérique collectif interactif, ayant vocation de partager des ressources, des productions ou des usages tel qu'un tableau numérique interactif tactile, couplé à un vidéoprojecteur ou un écran numérique interactif (ENI). L'école Jules Ferry a bénéficié de 2 ENI et de vidéo projecteurs dans les classes, l'école est aussi dotée d'un dispositif de variation de l'électricité pour l'ambiance lumineuse.

➢ Les ALSH Apprenants

Forte de la réussite constatée en 2020 et 2021, la ville de Hem a décidé de renouveler les ALSH apprenants durant l'été 2022. Tout comme les deux années précédentes, l'idée était de proposer des activités ludiques à visée pédagogique, intégrant des notions scolaires. L'objectif reste de remobiliser et de maintenir en éveil les connaissances et compétences des enfants, afin qu'il n'y ait pas de rupture importante dans les apprentissages. L'objectif était de proposer des activités ludiques qui permettent d'intégrer des notions scolaires du CP au CM2, en respectant les programmes en vigueur.
Au cours de ces ALSH, 19 animateurs affectés en primaire était animateurs apprenants, afin de permettre à tous les groupes d'enfants d'en bénéficier et ainsi mettre en place un roulement de ces groupes. Des classeurs pédagogiques ont ainsi été créés en 2020 et alimentés en 2021 pour faciliter la mise en place de ce type d'activités dans les années à venir, regroupant notamment des « fiches d'activités apprenantes ». Le panel

d'activités proposé par les animateurs est assez large avec une touche « d'apprenant ». En 2022, selon les centres, différents thèmes ont été proposés : l'environnement, les arts du cinéma, les transports.

Pour chaque activité choisie, un domaine d'apprentissage ou de révision a été fixé, ainsi qu'une détermination de compétences, mais toujours sous forme ludique afin que l'enfant apprenne en jouant. Les ALSH apprenants doivent rester des accueils de loisirs où l'enfant se sent en vacances. Pour citer des exemples d'activités : « déchiffre et des lettres » ou « rallye de l'alphabet » sur les thématiques du comptage de l'alphabet et du numérique, des quiz culturels intégrés dans des jeux de l'oie des grands jeux sur des thématiques comme l'environnement, la géographie ou l'histoire.
Au cours de la période estivale sur les centres les chenapans 1 et 2, les globes trotteurs et Summer Holidays, ce sont environ 500 enfants (200 en QPV soit 40 %) qui ont pu y participer.

- **Olympiades estivales**

Du 26 au 28 juillet 2022, des épreuves sportives ont été organisées et ont fait se rencontrer 70 jeunes athlètes de 7 à 12 ans de Hem, Croix, et Leers. La ville de Croix a reçu les autres villes, le projet perdurera en 2023 (accueil de Leers) et en 2024, accueil de nouveau de Hem dans le cadre des jeux Olympiques.
55 enfants hémois ont ainsi participé à cet évènement (40% de QPV).
Au terme de ces 3 jours d'olympiades, un classement a été établi, et un moment convivial a été partagé avec distribution des médailles.

2. UN SOUTIEN A LA REUSSITE EDUCATIVE

Le dispositif de réussite éducative

Le Dispositif de Réussite Educative (DRE) concerne des enfants et adolescents de 2 à 16 ans habitant les QPV de la Ville. Son objectif est d'accompagner, dès les premières années de l'école maternelle jusqu'au terme de la scolarité obligatoire, des enfants et adolescents présentant des signes de vulnérabilité, en prenant en compte la globalité de leur environnement et leurs difficultés. Le dispositif instaure une association étroite avec les parents dans l'accompagnement mis en place pour leur enfant.

La dimension partenariale du DRE permet de construire un parcours individualisé pour l'enfant repéré en fonction de ses besoins. Ce parcours individualisé est déterminé par rapport à la situation de l'enfant ou de l'adolescent, de sa famille, et des difficultés rencontrées. L'identification se fait par un partenaire, qui évalue certaines difficultés qui sont objectivées.

Le DRE suit une certaine procédure :
- Premier contact avec la famille sur les difficultés de l'enfant
- Regard collectif porté par des professionnels sur les situations présentées au travers d'une EPS (équipe pluridisciplinaire de soutien)
- Elaboration et mise en œuvre de réponses individuelles et/ou semi-collectives dans divers domaines, avec l'accord de la famille
- Suivi et évaluation du parcours et de la prise en charge

L'EPS (équipe pluridisciplinaire de soutien) est une instance multi-partenariale composée d'un médecin scolaire, d'une infirmière scolaire, d'une psychologue scolaire, d'une enseignante RASED (Réseau d'Aide Spécialisée aux Enfants en Difficultés), et d'une assistante sociale du collège Raymond Devos.

Cette cellule de veille, qui se réunit toutes les six semaines, poursuit plusieurs objectifs. Il s'agit d'identifier précisément les difficultés du jeune par la réalisation d'un diagnostic partagé de la situation, de proposer un parcours individualisé pour le jeune et sa famille, d'élaborer et mettre en œuvre ce parcours, afin de suivre l'évolution du parcours du jeune dans le cadre du DRE.

Le DRE est piloté par une coordinatrice qui a plusieurs rôles. Par sa formation d'éducatrice spécialisée, elle met en œuvre l'ensemble de l'accompagnement des parcours individualisés, elle supervise le suivi et l'évaluation des parcours. Le pilotage du DRE implique également d'évaluer les actions mobilisées pour la réussite éducative, de coordonner et animer la cellule de veille, de mobiliser le réseau d'acteurs, enfin d'effectuer le suivi administratif. Il appartient à la coordinatrice de créer les conditions de coopération de l'ensemble des acteurs investis dans l'éducation et la réussite des enfants. Elle joue un rôle d'interface entre l'enfant, la famille, l'école, et les autres partenaires concernés.

A travers chaque accompagnement, différents axes sont travaillés :

Outils	Actions	Objectifs	Nombre d'enfants
Axe parentalité	Guidance parentale	- Impliquer les parents dans le suivi de leur enfant (par le biais de visites à domicile) - Soutenir les parents dans l'aide éducative	25 enfants
Axe de soutien scolaire	L'aide aux devoirs	Avec 4 acteurs locaux de soutien (Espace de vie Saint-Exupéry, le Tremplin, les Amis de Beaumont et Ordinat'hem). - Soutenir dans la réalisation des devoirs ou la répétition d'exercices - Travailler sur les difficultés scolaires	23 enfants
Axe Santé	Vacation d'un psychologue	- Compléter la prise en charge afin de lever les freins à la réussite éducative et d'orienter vers le droit commun si nécessaire - Limiter les délais d'attente importants pour une prise en charge santé	24 enfants
Axe éducatif	Ateliers théâtre Ateliers cirque	Dans la poursuite des préconisations des professionnels de santé : - Favoriser le bien-être de l'enfant - Offrir aux enfants, aux jeunes, la possibilité de s'ouvrir vers l'extérieur - Créer des espaces d'échanges et de socialisation	21 enfants
Axe prévention du décrochage	Atelier pédagogique « Heureux d'apprendre » Atelier coaching sportif (travail en partenariat avec Horizon 9)	- Prévenir du décrochage scolaire : pour un public ou la fragilité est plus difficile à repérer et pour lequel un dispositif classique de prévention du décrochage scolaire ne correspond pas à leur profil. - Aider les jeunes à mieux investir les différents lieux de vie (collège, école, associations…) en développant leurs capacités individuelles.	24 enfants

Sur l'année 2022, 92 enfants ont été suivis dans le cadre du DRE. Etant un dispositif spécifique de la politique de la ville, ces enfants sont exclusivement issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Sur l'ensemble des parcours de suivi, 21 % des enfants ont bénéficié d'un parcours simple (recours à un seul outils du DRE) et 79% d'entre eux, ont bénéficié d'un parcours complexe (plusieurs outils mis en place pour répondre aux besoins des enfants).
En 2022, 30 enfants sont également sortis du DRE durant l'année scolaire avec pour 25 d'entre eux, une sortie positive et une amélioration de leur situation.

6. LA POLITIQUE JEUNESSE : CITOYENNETÉ ET PRÉVENTION

CONSTATS ET CHIFFRES CLÉS

Le projet jeunesse et prévention fixe, pour la durée du mandat, les 5 axes qui structurent la politique publique en faveur de la jeunesse engagée par la ville de Hem. Ce projet, document cadre, structure et formalise la volonté municipale de mobiliser les énergies en faveur de la jeunesse.

La place de la jeunesse à Hem est très importante et la ville a fait le choix de mener un projet en faveur de celle-ci qui soit en continuité, en cohérence et qui découle naturellement du Guide des Orientations politiques Hémoises 2020-2026. Les jeunes, visés par les actions, sont ceux identifiés ou repérés par les différents acteurs (ville, associations, établissements scolaires, travailleurs sociaux…). L'idée est bien d'avancer vers une approche de la prévention structurée autour du « parcours de jeunes » :

- Développer la prévention dès le plus jeune âge (prévention précoce) avec des ateliers et des temps d'échanges dans les écoles et avec les professionnels (Instituteurs, directeurs, UTPAS)
- Développer une véritable prévention de la délinquance (repérage, accompagnement, suivi individuel avec un travail de médiation sociale de proximité).
- Développer la prévention santé, notamment celle de la santé mentale, auprès des jeunes et la prévention des addictions avec la création d'ateliers de sensibilisation et de lieux d'accueil et de parole.
- Conforter les lieux de captation par le sport avec l'élargissement des créneaux d'ouverture
- Favoriser l'insertion par le numérique avec un travail en collaboration avec les associations spécialisées.
- Accompagner les jeunes dans leur insertion sociale et professionnelle en partenariat avec la mission locale et en menant des projets et dispositifs d'insertion innovant

La stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024 résulte d'une large concertation associant les ministères concernés et les principaux acteurs associatifs, mais aussi, au terme d'une consultation approfondie, les associations d'élus locaux, en particulier des maires et des présidents d'intercommunalités. La jeunesse ne saurait être considérée comme un facteur de vulnérabilité, et encore moins de risque d'entrée dans la délinquance, même s'il existe une part de jeunes avec moins d'opportunités et vivant dans un quotidien d'exclusion.
Au quotidien, les acteurs rencontrent nombre de jeunes désorientés, sans estime d'eux-mêmes, non-accompagnés par leur famille et entrant dans l'âge adulte sans maitriser les codes de la société à laquelle ils doivent faire face.

En effet, parce qu'ils peuvent être exposés à ces difficultés de socialisation, de scolarisation, d'insertion sociale et économique, notamment lorsqu'ils sont issus de familles elles-mêmes en situation de fragilité, ou à des enjeux personnels d'identité, les jeunes les plus vulnérables doivent rester au centre des préoccupations de la politique de prévention de la délinquance. La ville de Hem, dans cette logique d'action mais également d'accompagnement des jeunes et des parcours, veille à mener des dispositifs de repérage des jeunes les plus à risque ou NEET (déscolarisés, sans emploi et ne suivant aucune formation). Elle soutient l'appui des parcours de jeunes face à leurs orientations trop souvent vécues comme arbitraires voire subies, et plaide pour remettre ces jeunes au centre de leurs choix, l'orientation incarnant un enjeu clé en termes d'égalité des chances et se situant au cœur des trajectoires individuelles et sociales.

1. OBJECTIFS ET ENJEUX DE LA JEUNESSE

Les enjeux du projet communal en matière de citoyenneté et de prévention de la délinquance s'organisent donc autour de cinq axes prioritaires :

- Promouvoir la citoyenneté comme première forme de prévention

Cet axe se concrétise notamment par la représentation ou la participation des habitants : conseil de la jeunesse, conseil citoyen, conseil des seniors, PIC, atelier internet… Des actions de citoyenneté dans les établissements scolaires ont également lieu. De plus, des activités de loisirs ou culturelles menées par la Ville, les centres sociaux et les associations intègrent un volet citoyenneté et visent à promouvoir l'autonomie des jeunes, le lien intergénérationnel. Enfin, la promotion de la citoyenneté s'effectue aussi par un travail de mémoire et de mise en valeur des quartiers et des habitants.

- Favoriser et développer des actions de prévention éducatives

Les actions ont été menées selon différentes grandes thématiques : prévention en matière de sécurité routière, lutte contre les addictions et les cybers dépendances, lutte contre le harcèlement, actions de citoyenneté en lien avec la réussite éducative (« ateliers »), actions de sensibilisation à la diversité culturelle.

- Connaître et observer la délinquance ; prévenir et traiter les actes de délinquance

Les actions menées relèvent de différents types d'intervention : suivi individuel des jeunes de 16 à 25 ans, les lieux de captation à larges plages horaires (dispositif permettant aux jeunes de ne pas investir la rue en soirée), recensement des faits de délinquance (quelle interprétation en faire et quel lien avec les mesures à prendre), coordination des acteurs de terrain (référent jeunesse, éducateurs spécialisés), aide à la formation aux métiers de l'animation, actions en direction des personnes âgées (information, aide aux victimes, accès au droit)…

- Le « vivre ensemble » et la solidarité entre les générations

Les jeunes sont un facteur de dynamisme et de renouvellement, et représentent un élément essentiel du développement de la cité. Il convient donc d'en faire des partenaires actifs et responsables dans la société d'aujourd'hui et celle de demain. La ville de Hem agit concrètement pour assurer le partage des valeurs sociales, culturelles et environnementales des différentes générations en mettant en place des actions qui favorisent l'établissement de liens entre les différents groupes d'âge et entre les différents milieux, en soutenant des initiatives individuelles et collectives des jeunes visant à créer des activités sociales et culturelles en matière de développement durable.

- L'aide à la concrétisation des initiatives et des projets

L'engagement des jeunes est soutenu et stimulé par la commune. Cet engagement concerne principalement les domaines de l'emploi et de l'insertion, le développement économique, social et bien sûr la coopération humanitaire. Grâce à la concrétisation des initiatives et des projets, les jeunes développent des capacités d'adaptation, d'intégration et acquièrent de nombreuses compétences, voire valident des qualifications (permis de conduire, brevet d'animateur). Cette action intitulée « Pass à l'action » est portée par le Point Information Jeunesse (PIJ). La plupart des jeunes n'ont besoin que d'un coup de pouce, une aide ponctuelle. C'est une source importante de repérage pour les différentes cellules de suivis (Parcours de jeunes).

2. L'ACTION MUNICIPALE EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

A Hem, les moins de 20 ans représentent près de 28 % de la population en 2022. La jeunesse hémoise est un atout pour la ville : elle est une source d'inventivité, d'initiatives et de projets tournés vers l'avenir. Elle est une source de dynamisme et de vitalité qui rejaillit sur l'ensemble de la commune et de ses habitants : une ville qui vit, bat aussi au rythme de sa jeunesse, ou plutôt de ses jeunesses : la « jeunesse » recouvre en fait des réalités différentes qui révèlent une diversité dont les particularités et les attentes varient en fonctions des âges, des univers sociaux, des parcours familiaux.

Le nouveau projet jeunesse 2022-2026 a vocation à s'inscrire dans la continuité de l'ancien projet, et prend en compte les nouvelles aspirations des jeunes ainsi que les orientations et objectifs de la Convention Territoriale Globale. Renouveler le projet jeunesse est essentiel pour maintenir en alerte le territoire, sur les besoins des jeunes et le partenariat. Dans ce contexte de renouvellement de projet, trois assises de la jeunesse ont été mises en place entre 2020 et 2022 ainsi que deux séminaires de coordinations territoriales et deux questionnaires ont été diffusés auprès des jeunes (11/17 ans et 16/25 ans).
L'objectif est de poursuivre la diversification des clés d'entrée permettant de s'adresser aux nombreux visages de la jeunesse hémoise, en faisant en sorte que chaque jeune hémois, à différentes étapes de son parcours de vie, puisse trouver dans les actions développées par la ville en direction des jeunes, une démarche correspondant à ses envies, à son projet.

1. La remobilisation

Depuis la crise sanitaire, la Ville se doit de mieux comprendre l'état d'esprit actuel des jeunes et de les accompagner au mieux. En effet, en 2022, les conséquences de la pandémie sont encore bien présentes notamment au niveau de la santé psychologique, de leurs apprentissages et de leur niveau de vie. La crise a creusé des inégalités sociales et scolaires et a révélé la fracture numérique chez les jeunes, eux-mêmes si connectés sur les réseaux sociaux. La période de crise sanitaire a aussi fortement révélé les difficultés structurelles auxquelles font face un grand nombre de jeunes en formation, notamment avec la perte de jobs alimentaires ou la suspension de stages rémunérés mais a également mis en lumière des situations de grande précarité chez les jeunes et notamment chez les étudiants.

Face à ces phénomènes, des réponses collectives qui avaient été apportées en 2021 par les acteurs locaux, ont perduré en 2022, afin de redynamiser la vie du quartier, de recréer des liens avec les institutions publiques, de mobiliser les jeunes présents dans des parcours de resocialisation à travers les pratiques sportives et les activités culturelles, l'action associative, l'horizon professionnel :

- Jeunes bénévoles pour des événements solidaires à destination de plus démunis (maraudes)
- Jeunes inscrits dans des démarches sociales et professionnelles via des accompagnements éducatifs (mission locale, club de prévention)
- Mises en place de créneaux d'activités sportives et culturelles
- Travail de rue à destination des jeunes présents sur le quartier
- Ouverture de terrains multisports et présence d'éducateurs sportifs de la ville
- La médiation d'urgence

Au cours de cette année 2022, la question de la santé mentale des jeunes a également été au cœur des réflexions avec notamment un travail en cellule de coordination afin de faire un état des lieux précis de la situation des jeunes en souffrance psychologique et sur les possibilités d'orientation. Des réflexions sur un projet de mise en place d'un psychologue de rue sont en cours.

2. Pérennisation de l'action « Parcours de jeunes »

Avec la fin du PIA en 2021, la ville de Hem a pris le parti de soutenir et de pérenniser en 2022, la stratégie territoriale de l'action en faveur de la jeunesse et toutes les actions en lien avec le dispositif du PIA jeunesse en maintenant ses financements en faveur de ces actions.

Cette action vise un renforcement des lieux de captation de jeunes : il s'agit de toucher les jeunes de 16 à 25 ans par le biais du sport/de la culture, les « accrocher » pour ensuite faire le lien vers les partenaires sociaux adéquats dans une logique de « parcours de jeunes ». La cellule « parcours de jeunes » créée à Hem, qui coordonne le travail des travailleurs sociaux de manière confidentielle, est essentielle pour apporter des réponses construites aux jeunes de notre ville.

Depuis sa mise en place, la création des outils de prescription des jeunes n'a cessé d'évoluer et de s'étoffer via :
- L'accompagnement renforcé de la Mission locale
- Les ateliers avec « Heureux d'apprendre »
- Les ateliers avec TKIZ VR
- Les clubs de sport avec Hem top Team et Action Boxe
- Les associations culturelles avec le studio d'enregistrement Hemix
- Les associations d'éducation populaire via les centres sociaux et associations de jeunes (AJTF).

Les jeunes, visés par les actions, sont ceux identifiés ou repérés par les différents acteurs (ville, associations, établissements scolaires, travailleurs sociaux…), avec pour objectif de :
- Développer la prévention dès le plus jeune âge (prévention précoce)
- Développer une véritable prévention de la délinquance (repérage, accompagnement, suivi individuels)
- Repérer les jeunes les plus en difficulté grâce à un « maillage » partenarial efficace et au travers d'un travail individuel de proximité.

Ce repérage des jeunes s'opère grâce aux échanges cadrés d'informations, entre les acteurs de terrain, qui sont quotidiennement au contact des jeunes (AILE, poste de prévention jeunesse, club de prévention, PJJ). Celui-ci s'est intensifié, notamment par une meilleure organisation et coordination des acteurs, dans le cadre de la cellule de coordination jeunesse, par le biais d'une charte de confidentialité partagée et d'une réflexion autour des parcours de jeunes avec plusieurs portes d'entrées :

➢ La médiation urbaine

La première étape de « repérage » consiste pour l'équipe à prendre contact avec les jeunes de la ville. L'équipe peut échanger sans frein, de manière informelle avec ces jeunes « invisibles » et ainsi leur amener une curiosité de découvrir les acteurs de proximité qui œuvrent pour leur offrir des opportunités. Une équipe de médiation (CITEO) est toujours en place et permet d « aller vers » et rompre avec l'idée que l'intervention en faveur de la jeunesse se ferait systématiquement suite à une demande exprimée du jeune. En effet, le volet principal a été d'engager les médiateurs et les acteurs jeunesse du territoire à entrer en relation avec les jeunes, via une méthode moins conventionnelle. Les mises en relation ont eu pour but de créer, non seulement des liens entre les jeunes, et les professionnels, mais également d'impulser la mise en place de la deuxième étape de cette action.
En 2022, un recensement anonyme des contacts réalisés par les médiateurs, a été développé afin d'organiser le suivi des parcours, faire le lien sur les orientations vers les structures d'accompagnement (Mission Locale, Horizon 9, Centre sociaux) et mettre en place un suivi de cohorte.

➢ La mise en place des lieux de captation

La deuxième étape est celle de la captation et de l'accompagnement. Les jeunes sont invités à découvrir notre offre d'activités culturelles et incités à s'inscrire dans les lieux de captation sur la base du volontariat, le projet est de leur fournir un cadre d'évolution, d'autonomie, et de les accompagner dans la définition de leur parcours. Les activités sont ajustées en fonction des attentes des jeunes et de leur assiduité afin de proposer un accompagnement au plus près de leurs besoins et envies de développement. Les liens créés au sein des lieux de captation ont permis aux jeunes de se réinscrire dans des interactions sociales avec des personnes d'horizons

différents, plus ou moins jeunes, de milieux sociaux et culturels variés où chacun apprend de l'autre. C'est ainsi que chaque jeune a pu développer son savoir-être en situation d'interaction sociale, plus ou moins informelle, et réaliser leur potentiel individuel.
Ces lieux de captations sont les suivants (ouverts hors temps classiques, c'est à dire en soirée et le week-end) :

- A l'AJTF : l'atelier cuisine, l'atelier nutrition, l'accueil de jeunes en soirée
- Au studio Hémix : les ateliers d'écritures
- Au théâtre de l'Aventure : les ateliers « estime de soi »
- Au CSSE, l'accueil de jeunes en soirée (18h-20h)
- Sur le Work-out, la musculation en permanence de rue
- Au centre social 3 villes avec la danse urbaine
- Au Tremplin, avec les ateliers accompagnement scolaire
- A Action Boxe, avec la Boxe éducative
- Au Judo Club, avec les ateliers self défense

Ces lieux, dits de « captation », ont permis de faire le premier pas vers le jeune via ses centres d'intérêt, ses besoins en matière de loisirs, de culture et ainsi le « capté » et le mettre en confiance.

- **La cellule de suivi des parcours de jeune**

Enfin lors cette troisième étape d'« orientation/accompagnement renforcé », la cellule de suivi des parcours de jeunesse se réunit pour proposer différents types d'actions en fonction des freins qu'il y a à lever, sur la base d'un diagnostic individualisé de la situation. L'orientation vers les acteurs, institutions et dispositifs correspondants à leurs projets est rendue possible suite à la construction de liens de confiance mutuelle. Au fil des activités et rencontres, les jeunes participants ont pu affiner leurs projets, se découvrir d'autres centres d'intérêts ou ambition professionnelles et construire plus en détail leurs besoins et recherches. Les orientations se dirigent vers des partenaires du territoire tels que la Mission Locale, Pass à l'Action, Horizon 9, répondant à leurs besoins en termes de recherche de formation, d'emploi, d'école, de centres d'intérêts dans le milieu de la musique ou non. Certains sont également accompagnés dans leur recherche active d'école ou de centre de formation (ateliers « Boost ton parcours » de la Mission Locale). En 2022, la cellule de parcours, composée uniquement de travailleurs sociaux, s'est réunie trois fois.

En résumé, le jeune est repéré soit par :

- Les médiateurs
- Les éducateurs de prévention et/ou partenaires
- Les coachs d'insertion par le sport

Il est orienté vers :

- Les lieux de captations (selon son besoin)
- Le club de sport pour les coachs

Il est accompagné par :

- La Mission locale
- L'APELS via son référent entreprise et le coach
- Le Pôle Emploi
- Les dispositifs et associations correspondants à sa situation

Il est suivi par :

- Un éducateur spécialisé
- Un référent insertion
- La cellule « parcours de jeunes »

3. <u>La coordination jeunesse</u>

L'existence d'un tissu associatif dense et actif d'une part, d'acteurs éducatifs institutionnels présents sur le territoire d'autre part, ont permis de développer ces dernières années un partenariat solide en matière de jeunesse. Ainsi, la Cellule de Coordination Jeunesse est devenue un lieu d'échanges et de décisions incontournable. Créée en 2007, elle réunit mensuellement les professionnels du service jeunesse de la Ville, du centre social 3 Villes, du centre social « Espace de Vie Saint-Exupéry », de l'Association des Jeunes des Trois Fermes (AJTF), de la Mission Locale du Val de Marque, du Club de prévention Horizon 9, voire d'autres

partenaires le cas échéant.
Informelle, elle favorise la réactivité du réseau mais elle est aussi un véritable lieu d'échanges sur les projets, les expériences, les postures, les langages, les activités et les problématiques communs à tous. La cellule tend vers des pratiques et des postures professionnelles communes, elle décide de planning plus harmonieux (camps, sorties, ouvertures le soir,) et mène des actions communes et mutualisées. En 2022, 7 cellules de coordination ont eu lieu.

Le partenariat avec l'APELS

Le projet des « coachs d'insertion par le sport » en partenariat avec l'APELS (Agence Pour l'Education par Le Sport) pour la période 2022-2024 s'est développé. C'est un autre type de moyen d'aller chercher une partie des jeunes ayant une appétence pour le sport, qui peut également participer à réduire le chômage des jeunes issus des quartiers prioritaires. Le programme part du principe que l'éducateur sportif est devenu une figure emblématique du quartier dans lequel il évolue et est capable de mettre le jeune en confiance et de lui inculquer des valeurs sportives transférables au monde du travail.

L'APELS a décidé de créer ce nouveau métier de « coachs d'insertion par le sport », visant à professionnaliser l'intervention d'éducateurs déjà expérimentés, en leur apportant les méthodes de l'insertion professionnelle par le sport. Une fois formés, le rôle de ces nouveaux coachs d'insertion par le sport est de repérer les jeunes éloignés du marché du travail, hors radar, et de leur faire vivre un parcours fondé sur la pédagogie du sport, à travers un cadre contractuel simple, compréhensible par le jeune, court et qui place les valeurs du sport au cœur de l'accompagnement pour retrouver le chemin de l'emploi. La ville de Hem finance l'APPELS à hauteur de 45 000 euros pour deux ans.
En 2022, 9 promotions de 10 jeunes NEET ou en difficulté d'insertion professionnelle, soit 90 jeunes ont ainsi pu être accompagnés.
Lors de la deuxième vague de promotion du parcours ''Pulse ton avenir'' sur le territoire, de janvier à juin 2022, quatre éducateurs ont été formés sur le territoire : deux d'Action Boxe, un d'Hem Top Team et un de l'Olympic Hémois FC.

Une progression globale des jeunes a pu être observé notamment sur la posture, la connaissance de l'écosystème en liaison avec le droit commun, la capacité à faire des transferts de compétence au sein de leurs activités sportives et les notions administratives en général.
Toutefois plusieurs axes d'amélioration été repérés :

- Capter un public également féminin
- Anticiper l'élaboration des processus pédagogiques mis en place par l'APPELS
- Améliorer la centralisation et la remontée des informations
- Ne pas s'appuyer trop souvent sur les structures de l'emploi du territoire
- Avoir davantage de disponibilités lors de temps de regroupement des différents coachs d'insertion par le sport du territoire régional et national

Actions collectives de la ville sur le territoire

Le service jeunesse et prévention a essayé de déployer durant l'année 2022 un événementiel dans les quartiers prioritaires de la ville mais également dans le centre-ville afin de favoriser la mobilité des jeunes résidant en politique de la ville sur le territoire. Les associations subventionnées par la Ville pour intervenir dans le cadre des actions jeunesse sont : AJTF, le Tremplin, ainsi que les 2 centres sociaux du territoire (3 Villes et Saint-Exupéry).

- **Les actions**

- Sea, Hem and Sun : 10 jours d'animation à destination des jeunes et des familles issues des QPV (65 %). Plus de 7500 entrées sur les dix jours dont 4000 de 03/18 ans (entrées)

- Hem Games Thon : les 2 et 3 décembre 2022, les habitants peuvent profiter de ce salon du jeu vidéo contre une participation de 1 euro versée au Téléthon. L'évènement a mobilisé 256 personnes (58% issus des QPV).

- La journée de la prévention routière qui a touché environ 250 jeunes des QPV (80%)

- Halloween : 1500 personnes présentes dont 1000 enfants et jeunes de 03 à 14 ans (33%)

- Solidarité entre les générations : journée jeu et karaoké avec les enfants des ALSH et le Conseil jeunesse durant la semaine bleue (octobre 2022)

La participation des jeunes

Un questionnaire à destination des 16/25 ans a été diffusé sur les réseaux et relayé par les acteurs jeunesse du territoire sur le terrain afin d'objectiver le projet jeunesse sur les besoins des jeunes. 61 réponses aux questionnaires ont été renvoyées.
Un questionnaire a également été réalisé à destination des 11/17 ans.

Le Conseil de la jeunesse existe sur le territoire de Hem et est composé de 18 volontaires des différents quartiers de la commune, âgés de 13 à 17 ans. Il représente l'ensemble de la jeunesse hémoise, notamment les territoires QPV. Les conseillers se doivent de recueillir la parole des jeunes pour proposer des projets et actions qui correspondent à leurs besoins. Conformément aux objectifs, le conseil se réunit régulièrement pour réfléchir à différents projets, s'investir dans les événements de la ville, visiter différentes institutions...

4. Le Point Information Jeunesse

Le point information jeunesse est un espace d'accueil et d'information où tous les jeunes (collégiens, lycéens, demandeurs d'emploi, salariés…) ont accès à une information complète, pratique et actualisée dans tous les domaines. L'accueil est gratuit, anonyme, personnalisé et sans rendez-vous. Il est assuré de manière physique, téléphonique et anonyme. Aussi, le PIJ met en place ou participe à des actions en faveur des jeunes dans le cadre des thèmes suivants : éducation, formation, stages, jobs, emploi, santé, vie quotidienne, loisirs et activités culturelles, sports, vacances, mobilité européenne et internationale.

- **L'information**

Pour répondre aux objectifs et orientations du réseau information jeunesse, le PIJ se doit d'être un secteur d'information généraliste qui aide les jeunes à gagner en autonomie. Il s'agit de faire en sorte que le jeune prenne conscience de ses besoins et qu'il se prenne en charge.
L'organisation et la gestion du centre de documentation PIJ couvrent les domaines suivants : « orientations et métiers » ; « études, formations et alternance » ; « emplois, jobs, stages » ; « partir à l'étranger » ; « vie quotidienne » et « santé ».

- **L'accompagnement et l'aide au montage de projets**

Un accompagnement des jeunes, le cas échéant, pour l'accès ou les recherches sur Internet, l'aide à l'élaboration de CV et de lettres de motivation, ou encore pour une aide au montage de projet et suivi des jeunes dans le cadre du Pass' à l'action par exemple.

Le « Pass' à l'action » est un dispositif hémois visant à aider concrètement les jeunes de 15 à 25 ans dans leur parcours par une aide financière pour :
- Le permis de conduire (15 jeunes en 2022, 33% QPV)
- Les départs en vacances en autonomie : projets vacances, projets j'Hem L'Europe (31 jeunes en 2022, 77% QPV)
- Les formations liées aux métiers de l'animation : BAFA/BAFD (10 jeunes en 2022, 90% QPV)
- Les projets d'initiatives des jeunes : 1 jeune en 2022

En 2022, 57 jeunes ont ainsi été accompagnés. Sur l'ensemble de ces aides, 67 % bénéficient aux jeunes issus des quartiers prioritaires. Le taux de participation des jeunes en QPV était donc similaire à celui de 2021.

Des événements connexes sont organisés : un job dating avec 17 participants issus des QPV et 2 séjours organisés avec la plateforme jeunesse.

- **L'orientation**

Le PIJ doit également se tenir informer des offres de service en direction du public jeune, des partenaires du territoire, afin d'orienter efficacement le public. C'est ainsi que le PIJ est amené à travailler avec de nombreux partenaires, parmi lesquels :

- Les centres sociaux et structures de jeunes
- L'association de prévention Horizon 9
- Le Pôle Emploi
- La Mission Locale du Val de Marque
- Les associations culturelles et sportives
- Les services municipaux

En 2022, le PIJ a accueilli 953 jeunes et 83 accompagnants.

Quartier	**Année 2022**		**Âge**	**Année 2022**
Beaumont	128		Moins de 11 ans	1
Centre	72		12-14 ans	8
Hautchamps-Longchamp	198		15-17 ans	478
La Vallée	172		18-20 ans	339
Lionderie	77		21-23 ans	83
Trois Baudets	76		24-26 ans	11
Trois Fermes	129		27-29 ans	3
Autres quartiers et extérieurs	20		Plus de 30 ans	8
Non renseigné	81		Non renseigné	22
Total QPV	**480**		**Total**	**953**

De plus, le PIJ est un point de retrait des dossiers Pass' Sport Culture en coordination avec le service des sports.

5. <u>Perspective 2023</u>

En 2023, sera voté le nouveau projet jeunesse répondant notamment aux trois objectifs définis dans le cadre la Convention Territoriale Globale.
Des axes ont donc déjà été identifiés par le service jeunesse pour perfectionner le travail envers les jeunes :

- Conforter les lieux de captation notamment par le numérique
- Accompagner les jeunes dans leur orientation et parcours de formation pour favoriser, anticiper les situations de rupture à l'école et éviter leur sortie précoce du système scolaire
- Développer la prévention santé, notamment celle de la santé mentale, auprès des jeunes et la prévention des addictions.
- Promouvoir les talents locaux et la culture urbaine et favoriser l'expression des jeunes
- Accompagner l'accessibilité à la pratique culturelle et sportive pour tous les jeunes hémois sur le territoire.

7. LA SENSIBILISATION ET L'ACCÈS À LA CULTURE ET AU SPORT

1. LES EQUIPEMENTS CULTURELS : INVESTISSEMENTS (PPI) ET FONCTIONNEMENT

Chaque année, le service des Actions Culturelles, en lien avec les Services Techniques de la Ville, dispose d'une enveloppe de 100 000 € afin de procéder aux divers travaux et réparations dans les salles culturelles.

La Ville dispose de 8 équipements à dimension socio culturelle dont 5 situés dans les quartiers prioritaires ou en veille : le théâtre de l'Aventure, le Centre Intergénérationnel de Beaumont (CIB), la salle Bournazel, le studio de répétitions et d'enregistrement de musique Hémix (salle Sockeel) et la salle culturelle Henri Dunant. L'école de musique, l'espace culturel Franchomme et le Zéphyr sont 3 autres lieux culturels qui accueillent entre 5 et 30 % de public domicilié dans les quartiers prioritaires.

2. LES ANIMATIONS CULTURELLES

La Ville développe chaque année plusieurs grands rendez-vous festifs : Hem en fête, allumoirs, fêtes de Noël, journée de la petite enfance, chasse à œufs, carnaval, fête foraine, fête des voisins, feu d'artifice, braderies (Hem en fête, Broc 'Hem). Ces événements touchent un public de plus en plus nombreux, y compris issus des quartiers prioritaires estimé à 30%. Certaines manifestations comme le carnaval, coorganisé avec de nombreuses structures des quartiers Hauts-champs/Longchamp, rassemble près de 500 participants dont environ 80% sont issus des quartiers prioritaires. La fête des voisins rencontre aussi un vif succès, avec un nombre de fêtes en progression chaque année. De nombreuses fêtes sont organisées par les habitants des quartiers prioritaires.

En 2022, les animations culturelles et les évènements festifs ont connu un retour à la normal après deux années perturbées par la crise sanitaire.

Les associations culturelles organisent également des événements annuels, par exemple :

- La Fête de la musique, organisée par les Amis de Beaumont, au CIB
- La Dictée, organisée par Le Tremplin à Dunant
- La Foire aux disques, par Hem en sons, à la salle des Fêtes
- La soirée dans le cadre de la journée de la femme, par l'Association des Jeunes des Trois Fermes, à la salle Dunant

Des événements « exceptionnels » complètent chaque année ces grands rendez-vous.

- **Subventions aux associations culturelles**

En 2022, sur les 36 associations culturelles hémoises, la Ville en subventionne 21 (58 %). Parmi ces associations culturelles, 5 interviennent dans les quartiers prioritaires ou en veille, 4 sont subventionnées, une s'autofinance (ATABAK).

- **Découverte de l'offre culturelle**

L'Espace Culturel Franchomme continue de développer au sein de la médiathèque l'offre en matière d'ouvrages, de revues (périodiques consultables sur place et à l'emprunt) et d'évènements (séances de dédicaces, rendez-

vous du Conte, coups de cœur des bibliothécaires, spectacles de marionnettes, expositions...). En 2022, la médiathèque a accueilli régulièrement 462 familles, ce qui représente 1702 personnes inscrites. 439 de ces familles sont des familles hémoises et 28,78% sont issues des QPV. La fréquentation a augmenté de 2,21%.

FAMILLE	HEM	3 Baudets	3 Fermes	Beaumont	Blanchisserie	Civron	Hauts-champs	Lionderie	Longchamp
462	439	63	3	76	10	20	9	21	7

Les cours de langue enfants proposés par l'association Hem Ville d'Europe continuent de remporter un vif succès : 30 enfants de 5 à 10 ans sont inscrits sur l'année scolaire 2022-2023 (jauge maximale).

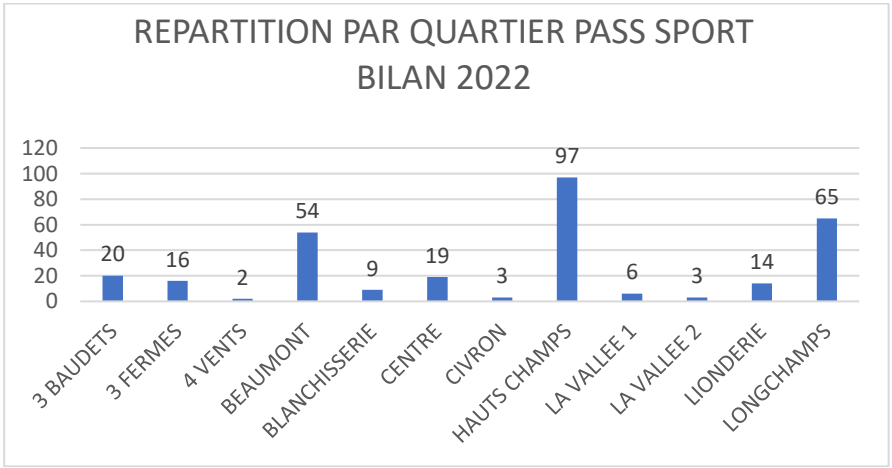
L'Espace Franchomme a également inauguré en novembre, la Maison du Patrimoine et d'Histoire Locale. Ce nouveau lieu, équipé d'une salle de projection, a pour objectif d'accueillir de nouvelles expositions notamment dédiées à l'histoire locale.

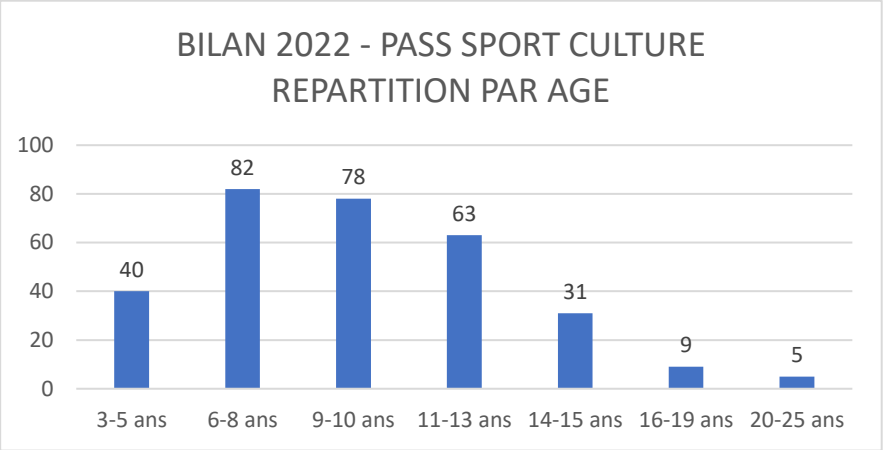
Le Zéphyr, salle de spectacle, situé en cœur de ville, complète également l'offre culturelle. Il s'agit d'une salle de spectacle d'une capacité de 960 personnes en version assise et 1280 en version debout. La Ville s'y efforce de proposer une programmation culturelle la plus ouverte et large possible, susceptible de toucher tous les publics. Cependant, le Zéphyr doit encore diversifier sa programmation et renforcer l'attractivité de ses tarifs pour ouvrir davantage la fréquentation au public issu des QPV.

- **<u>Le Pass'Sport Culture</u>**

Afin d'assurer un accès équivalent à tous aux activités culturelles et sportives et de donner les possibilités aux plus démunis de s'inscrire et de pratiquer, la Ville a instauré une aide spécifique permettant de contribuer au paiement d'une partie de l'adhésion d'un jeune issu d'une famille en difficulté sociale et/ou financière : il s'agit du « Pass'sport culture ».

308 dossiers ont été validés en 2022 pour des hémois de 3 à 25 ans, pour 18 associations sportives et culturelles hémoises concernées par ces aides. Certains clubs sont particulièrement plébiscités au travers du dispositif, notamment Action Boxe, La Vaillante (gymnastique), ASC 59 (Jujitsu brésilien), Boxing Club Hémois, Judo Club de Hem et l'Olympic Hémois Football Club.





Au 31 décembre 2022, ce dispositif avait touché 266 jeunes des QPV, soit 86% de l'effectif.

Par ailleurs, le Pass'Sport Culture Senior a profité à 16 personnes âgées de plus de 60 ans en 2022.

- **<u>Les écoles de discipline</u>**

Fréquentation des écoles de discipline municipales :

2022/2023	Enfants hémois	Familles concernées	Filles	Garçons	QPV et quartier de veille
Ecole municipale de musique	212	178	91	121	44

2022/2023	Enfants hémois	Familles concernées	Filles	Garçons	QPV et quartier de veille
Ecole municipale d'arts plastiques	145	/	100	45	47

Fréquentation des écoles de discipline associatives :

2022/2023	Enfants inscrits	Familles concernées	Filles	Garçons	Hémois	Hémois QPV
L'Aventure	89	88	70	19	64	19
Ainsi danse	402	338	390	12	254	68

Les 65 associations hémoises pilotées par le service des Actions Culturelles proposent aussi une diversité d'activités culturelles hebdomadaires, 10 interviennent dans les quartiers prioritaires ou en veille (15%) et proposent entre autres des cours de percussions brésiliennes (Atabak), de la musique et majorettes (Show Band New Spirit), du théâtre (L'Aventure), ou encore des cours de danse (Ainsidanse)

Exemple de fréquentation dans une association :x

2022/2023	Enfants inscrits	Familles concernées	Filles	Garçons	Hémois	Hémois QPV
Showband New Spirit	15	/	15	0	10	7

- **DEMOS**

Hem est engagée avec l'Orchestre National de Lille (ONL) dans le projet nommé « DEMOS » (Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale) de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre à dimension nationale. Il agit là où l'accès à l'éducation artistique et culturelle est rendue difficile en raison de facteurs économiques et sociaux ou de l'éloignement géographique des structures d'enseignement. Le projet DEMOS MEL a débuté avec le premier stage en février 2017 et s'adresse à des jeunes de 7 à 12 ans, sans formation musicale antérieure, vivant dans les quartiers « politique de la ville ».

En septembre 2019, un cycle tri-annuel (2019-2022) du projet a débuté sous la dénomination DEMOS 2, reprenant les mêmes principes de fonctionnement. A Hem, le lien se fait avec l'école de musique, l'intervenant en musique étant aussi le professeur en charge des orchestres à cordes de l'école de musique. Pour le centre social 3 Villes, il est animé par une nouvelle personne référente au sein du centre social et qui a accueilli au départ du projet, un groupe de 13 enfants (10 filles et 3 garçons) s'entrainant deux fois par semaine. Chaque enfant s'est vu remettre au démarrage du dispositif l'instrument qu'il a choisi pour la durée de l'action.
Suite à la crise sanitaire ou pour des raisons personnelles, le groupe a diminué passant à 8 élèves. Le groupe s'est ainsi stabilisé jusqu'à la fin du projet en 2022.
En 2022, l'ensemble des ateliers ont pu avoir lieu en présentiel avec 36 séances de janvier à juin et la présence de tous les élèves.
Pour le dernier semestre du projet, 5 répétitions en grand groupe « Tutti » se déroulant dans des salles adaptées proposées par les villes partenaires et au sein de l'ONL de Lille, ont été mises en place, le mercredi après-midi et le week-end. Grâce à l'accompagnement de la référente de projet, les familles ont gardé une forte implication dans l'accompagnement de leurs enfants.

L'aboutissement de l'année s'est terminé avec deux évènements :

- Le concert avec l'ONL à la Philharmonie de Paris. Cet évènement regroupait tous les projets DEMOS au niveau national. Toutes les familles se sont déplacées pour l'évènement avec un bus affrété pour l'occasion.
- Le concert à l'ONL le 26 juin 2022 où toutes les familles étaient présentes (parents, fratrie, mais aussi grands parents, oncles et tantes…) et venues par leurs propres moyens. Notons également la présence de professeurs des écoles des enfants, de référents pause méridienne des écoles, les partenaires (assistante de circonscription, coordinatrice du DRE…).

Le projet DEMOS s'est donc terminé en 2022 avec un bilan positif notamment sur le parcours des enfants et de leurs familles. La grande réussite en terme d'impacts du projet ayant été l'inscription de 7 enfants sur les 8, à l'école de musique de Hem pour la rentrée 2022.

- **Hemix**

Depuis son ouverture en 2014, le studio Hemix a mis en place et développé ses activités autour des musiques amplifiées et de la culture urbaine. Il propose de nombreux créneaux réguliers et occasionnels de répétitions, enregistrement, créations musicales (artistes et groupes mais aussi les structures de la Ville, projet de structure extérieure etc.), ateliers culture urbaine/écriture de texte/composition musicale/musique assistée par ordinateur, coaching d'artistes, ruche d'artistes. L'association Hemix a également proposé un nombre important d'ateliers musicaux dans le cadre des mercredis récréatifs de janvier à décembre.

Plusieurs objectifs décrivent l'action du studio Hemix :

- Accompagner les pratiques en cultures urbaines des habitants des quartiers.
- Accompagner les projets concernant en priorité les habitants des quartiers de la politique de la ville
- Soutenir et accompagner les démarches permettant la mobilité dans la ville autant physiquement qu'esthétiquement

Cette association est aidée au quotidien dans sa gestion par un chargé de mission culture urbaine, rattaché au service des Actions Culturelles de la Mairie, qui s'attache à travailler avec le public et les structures du quartier, de la commune et des environs.

En 2022, Hemix s'est particulièrement distingué au travers des actions suivantes :

- Proposition et programmation d'événements et concerts dans les salles culturelles de la ville (Dunant, salle des Fêtes, Zéphyr)
- Positionnement comme lieux de captation 6 heures par semaine chaque lundi avec 15 jeunes hémois
- Organisation d'ateliers musicaux dans le cadre des mercredis récréatifs
- Organisation d'un atelier beatmaking du Broch'Hem organisé par l'AJTF
- Participation à un documentaire sur un beatmaker travaillant sur Saint Georges
- Participation à la marche aux flambeaux le 8 octobre et au goûter enchanté le 5 novembre
- Organisation de la partie technique du spectacle proposé lors du weekend « Lumière sur … l'Algérie »
- Préparation du Rendez-vous de la Cantoria à la salle culturelle du Mail Dunant à la fin de l'année
- Organisation d'un atelier découverte d'un studio professionnel dans le cadre des ALSH de l'Espace Saint Exupéry au cours des vacances d'hiver.

L'association a également proposé des ateliers et un accompagnement sur l'année, avec 12 jeunes hémois du centre social 3 villes, autour du journalisme artistique, c'est le projet "Hem&Vous". Entre beatmaking, écriture, émission radio, interviews, les ados découvrent les métiers et les facettes du monde artistique et les techniques de journalisme avec l'équipe et les partenaires d'Hemix.

Un nouveau projet a été lancé cette année : "Tant D'Hem". Le concept est simple, plusieurs groupes volontaires du collège Saint Paul ont choisi une chanson française à reprendre. Après quelques arrangements, du coaching et de nombreuses répétitions, ils sont passés au studio enregistrer leur travail. 4 groupes comptant une quinzaine de jeunes ont ainsi participé à des sessions hebdomadaires finalisées par l'enregistrement au studio. Les jeunes et leurs parents ont pu ainsi découvrir les coulisses de la musique enregistrée. Un groupe du collège Raymond Devos a également participé afin de faire un essai pour élargir ce projet à d'autres établissements. Les jeunes participants ont reçu la visite de JNR lors de leurs enregistrements, de quoi prendre quelques précieux conseils de plus pour le passage en cabine.

D'autres groupes bâtissent également des projets musicaux au sein du studio en bénéficiant d'heures d'enregistrement, de coaching en écriture ou en élocution. Le travail mené par Hemix s'appuie sur des partenariats associatifs (AJTF, Horizon 9, Heureux d'Apprendre…).

Tableau bénéficiaires quartiers QPV	Estimation du nombre de bénéficiaires par tranche d'âge, sexe et quartier								Total		
	6-15 ans		16-17 ans		18-25 ans		26-64 ans		par sexe		par quartier
	F	M	F	M	F	M	F	M			
HAUTS CHAMPS		2		5		5		1	F M	 13	13
LONGCHAMPS		2				2		1	F M	 5	5
LIONDERIE				1		10		1	F M	 12	12
3 BAUDETS			3		1	1		2	F M	4 3	7
TROIS FERMES		1		3	2	5		4	F M	2 13	15
Total QPV	0	5	3	9	3	23	0	9	F M	6 46	52
BEAUMONT		1				3			F M	 4	4
AUTRE					1	8	3		F M	4 8	12
Total HEM	0	6	3	9	4	34	3	9	F M	10 58	68
Autre Ville			1	4		4	2		F M	3 8	11
Groupes structures											
Centre Social 3 Villes	4	6							F M	4 6	10
Marie Curie	7	9							F M	7 9	16
St Paul	7	5							F M	7 5	12
Total par âge	44		17		42		14		F M	31 86	117

Tableau bénéficiaires Hemix 2022

- **<u>Développement de l'attractivité et de l'animation du Mail Dunant</u>**

En juin 2022, une attention particulière de la ville s'est portée sur le mail Dunant dans une logique de poursuite d'intervention de rénovations sur les équipements existants. Ce site est composé de trois bâtiments : la salle Jacques Sockeel devenue le studio Hemix, la maison des associations Nadine Brasiello et la salle polyvalente Henri Dunant.
Cet ensemble dessine, au sein du quartier, une centralité facilitant l'accueil d'activités et animations susceptibles de réunir les habitants du quartier, mais également à l'occasion d'évènements de plus grande ampleur, de rayonner sur des publics venus de toute la ville. Au vu des équipements publics présents et des activités d'ores et déjà hébergées, il s'agit donc de réaffirmer le site comme un lieu de brassage, d'échanges et de découverte.

Le renforcement de l'attractivité et la mise en valeur du mail Dunant suppose donc une coordination plus poussée des activités associatives et culturelles, associant les trois équipements et leurs usagers. La ville de Hem souhaite mettre en œuvre cette synergie, en s'appuyant sur les projets des acteurs associatifs présents dans les locaux actuels ou situés à proximité à l'instar du Centre social 3 villes. Elle s'est d'ores et déjà appuyée sur des manifestations qui sont des rendez-vous bien ancrés dans l'esprit du public qu'il s'agira de compléter par des évènements en direction d'un public à la fois jeune et moins jeune, une dimension intergénérationnelle des activités étant recherché.

Le développement de l'attractivité du mail Dunant implique par ailleurs une intervention sur les équipements publics, c'est-à-dire à la fois sur les extérieurs des bâtiments, sur la rénovation intérieure des locaux ainsi que sur la rénovation thermique des bâtiments et la reconfiguration des espaces verts extérieurs.
Un effort en ce sens a déjà été accompli sur la salle Jacques Sockeel, qui accueille dans un cadre rénové les activités musicales de l'association Hémix et qui sera concernée pour des travaux complémentaires. Les investissements les plus significatifs concerneront la maison des associations et la salle Henri Dunant.

Le projet de développement de l'attractivité du site du mail Dunant et de ses équipements s'inscrit donc à la croisée de plusieurs politiques engagées par la ville, tant en termes d'animation et d'offre culturelle au sein des quartiers prioritaires, qu'en termes d'aménagement, de rénovation thermique et de développement durable, d'accompagnement des publics dans le cadre du Contrat de ville, et de redéploiement des espaces paysagers en ville.

Un budget de 20 000 € a ainsi été alloué à la programmation du site du Mail Dunant à partir de Septembre 2022 permettant la mise en place :

- D'une Guinguette de l'automne le 24 septembre avec des animations pour les enfants, un concert ainsi qu'une buvette et une restauration sur place
- D'une semaine sur l'Algérie avec notamment un spectacle proposé lors du weekend « Lumière sur … l'Algérie »
- D'un forum sur handicap avec des structures couvrant tous les types de handicaps afin de sensibiliser le public et aller vers une société plus inclusive.
- D'une bourse aux jouets le 4 décembre

3. L'ACTION MUNICIPALE EN MATIERE D'ACCES A LA PRATIQUE SPORTIVE

- **Equipements, associations et actions de la Ville**

Dans le domaine sportif, les quartiers prioritaires représentent 9 des 26 associations sportives de la Ville, 6 installations sportives de la Ville (dont les deux plus importantes) et 1 758 adhérents hémois aux associations sportives.

Ces installations sont gérées par une équipe de régisseurs logés sur place :

- Site Diligent (Hauts Champs) : un régisseur est logé sur site, ses principales missions sont de nettoyer et entretenir le site, d'assurer sa surveillance et d'accueillir les différents publics
- Maison du foot (Lionderie) : un régisseur est affecté à la surveillance du site mais son métier est la direction de l'école de football.

En Septembre 2022, la salle Bournazel a ouvert ses portes et a permis d'accueillir différentes activités dont le fitness, la belote, les ALSH de l'Espace de Vie Saint Exupéry…

13 associations à vocation sportive localisent leurs actions dans les quartiers prioritaires : football, sports de combat, gymnastique, basket-ball, piscine, pétanque, activités sportives du collège et activités sportives des deux centres sociaux.
Des activités de self-défense ont été développées depuis quelques années pour diversifier les publics (boxe, jujitsu brésilien). Les entrainements ont lieu au sein des structures sportives situées dans les quartiers prioritaires pour que cette activité puisse bénéficier prioritairement aux jeunes du territoire d'implantation de ces structures. Ces associations sont d'ores et déjà connues.

Par exemple, l'association Hem Top Team œuvre dans le dojo du Centre Social des 3 Villes. Cette association propose la pratique du pancrace, un art martial très en vogue chez les jeunes notamment dans les quartiers sensibles. Son créateur est un compétiteur de niveau européen de pancrace et de MMA (Mix Martial Art). Depuis sa création, une vingtaine de jeunes pratiquent cette activité et sont très assidus. Ces 20 jeunes sont tous issus des quartiers Hauts-champs et Longchamp (avenue du Dr Schweitzer). D'ailleurs, le partenariat entre le service jeunesse et l'APELS, conclu en 2021, a engagé la mise en place avec l'association Hem Top Team de coachs d'insertion par le sport pour ces jeunes issus des QPV. Les fruits de cette démarche seront à suivre dans les prochaines années.

La Ville affiche sa volonté d'aider également plus spécifiquement les associations qui développent des écoles de disciplines, notamment dans les quartiers prioritaires. Les objectifs principaux sont les suivants :

- Occuper les jeunes hémois
- Leur apprendre les règles de vie, le respect d'autrui, les valeurs citoyennes
- Eviter et limiter le désœuvrement sur l'espace public

En 2022, six associations disposaient d'une école de discipline dans les QPV : la Vaillante en gymnastique, le Hem Sport basket, le Judo club de Hem, l'Olympic Hémois FC (football), le club de plongée des 3 Villes, Roubaix Hem futsal et le boxing club hémois. Elles accueillent autour de 585 enfants de 4 à 10 ans, dont 38% issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Depuis janvier 2020, la ville a repris la coordination et l'organisation de l'école de football. Cette école est donc encadrée désormais par 6 éducateurs sportifs de la ville accompagnés de bénévoles du club. L'objectif de la reprise de cette école par la ville est de mieux répondre aux orientations de celle-ci, notamment dans les conditions d'accueil et d'encadrement des jeunes. Cette école regroupe les catégories des jeunes de 6 à 12 ans. En 2022, 4 centres multisports ont été organisés. L'année 2022 a compté 90 adhérents dont 56 hémois.
Une section féminine existe et ne cesse d'attirer de nouvelles adhérentes. Une club équipe de foot féminin en loisirs a également été mise en place.

Le club Roubaix Métropole Hem Futsal organise des entrainements et des compétitions dans les salles de Roubaix

et de Hem. Le futsal est une activité en plein développement et la salle Dubus permet désormais d'accueillir le public dans les gradins lors des matches officiels. En 2022, 12 tournois ont été organisés.

Outre le soutien aux activités sportives dans le cadre associatif, la Ville a également fait le choix de soutenir le sport « occasionnel à but social » et, par conséquent, a ouvert les équipements sportifs et des créneaux de salles aux associations telles que les centres sociaux et les associations de jeunes. C'est en ce sens que deux terrains multisports avaient été aménagés en 2018 sur le Triangle des Saules (Hauts-champs) et dans le site Diligent. Ces terrains sont devenus un lieu d'échange et de jeux entre les jeunes.

La ville de Hem possède de nombreuses salles de sport, des courts de tennis, des salles de danse, ainsi qu'un bassin de natation. Il a pour vocation de permettre aux enfants de 5 à 8 ans de se familiariser avec le milieu aquatique et d'aborder l'apprentissage de la natation.

Aussi, Hem compte sur son territoire la piscine des Trois Villes, une piscine couverte équipée d'un bassin de 25 m et d'une pataugeoire pour les moins de 5 ans. Située entre les villes de Roubaix, de Lys-lez-Lannoy et de Hem, elle est ouverte du mardi au dimanche midi. Des cours de natation, d'aquagym, d'aquabike, des séances handisports y sont proposées.

En 2022, l'école de pêche de la ville qui avait pour objectif de faire découvrir la pêche en tant que pratique sportive à des enfants majoritairement issus des quartiers prioritaires s'est arrêtée faute de participants.

Dans le cadre du NPRU, la ville a lancé le concours d'architecte concernant la construction d'une nouvelle salle multisports doté d'un dojo. En 2021, l'architecte a été sélectionné et l'étude du projet est en cours. Cette salle permettra d'une part aux élèves du groupe scolaire St Exupéry de faire du sport dans un équipement de proximité, et d'autre part d'accueillir les adhérents du club de judo. L'actuel dojo Delbart sera consacré à la pratique du pancrace en plein essor.

- **<u>Les événements</u>**

En 2022, la Ville a relancé les courses Oxyg'Hem qui avaient été à l'arrêt en raison de la crise sanitaire. Oxyg'Hem a donc retrouvé son public en mai 2022 avec 1356 participants sur l'ensemble des courses.

Les rendez-vous Nature, qui proposent gratuitement aux habitants de la marche nordique, du running et de la randonnée, ont eu lieu. Au total, 4 rendez-vous se sont déroulés, ouverts à tous les habitants dont ceux provenant des QPV. Ces activités sont encadrées par les associations de la ville. Elles attirent une cinquantaine de personnes. C'est aussi un temps de rencontre et d'échanges entre des personnes qui ne se connaissent pas et sont originaires de plusieurs quartiers de la ville.

En septembre 2022, s'est déroulée la Fête du Cheval qui incite les habitants à se rendre sur la grande place de Hem pour assister à des défilés équestres. Cette fête attire les habitants de tous les horizons.

En juin, la ville a relancé la fête du vélo qui a accueilli plusieurs centaines de personnes sur un après-midi. En matinée, une randonnée à vélo avec essentiellement des jeunes issus des collèges de la ville a été organisée. Cette randonnée d'une trentaine de kilomètres avait pour objectif de faire découvrir les pistes cyclables autour de Hem et notamment dans la campagne. Dans l'après-midi, des ateliers autour du vélo ont été présentés à la population avec de nombreuses animations. Les objectifs étant principalement de sensibiliser la population à une pratique du vélo plus régulière pour aller au travail, conduire les enfants à l'école, faire les courses et bien évidemment de pratiquer le vélo sur les temps libres.

Enfin, la parade Noël du 21 décembre 2022, qui démarre en plein cœur du quartier prioritaire de la Lionderie et consiste en une grande déambulation, a attiré entre 3000 et 4000 personnes, dont beaucoup de personnes issues des QPV.

8. LA SOLIDARITE

CONSTATS ET CHIFFRES CLÉS

Au dernier recensement INSEE 2019, la population comptait 6204 enfants ou jeunes de moins de 25 ans (contre 6 251 l'année précédente). La commune de Hem est démographiquement jeune puisque, avec plus de 33,3 % (INSEE 2019) de sa population âgée de moins de 25 ans, elle se situe au-dessus de la moyenne départementale (33.1%) et au-dessus de la moyenne nationale (29.7%).

Corollairement, la part des personnes âgées dans la population globale est également significative, puisque 23.3% de sa population est âgée de 60 ans ou plus *(Insee 2019)* contre 23% en 2017. Elle est au-dessus du taux du département du Nord 2021 qui se situe à 22.7% mais en dessous du taux national qui se porte à 26%.

Aussi, la commune de Hem comporte 989 foyers monoparentaux, dont 596 sont des allocataires de la CAF, et 1924 ménages de personnes seules, dont 1499 sont des allocataires considérées comme « personnes isolées » selon la CAF.

Ces divers publics génèrent des besoins et des problématiques multiples. Le jeune âge correspond à une période de vie où créer des liens est une manière de se découvrir, s'épanouir et se réaliser, quand l'avancement en âge conduit parfois vers un isolement qu'il faut rompre. Les situations de certains foyers, le fait d'être seul, voire seul et à charge d'enfants, peuvent impliquer des problématiques d'isolement mais aussi de revenus.

Par ailleurs, il faut noter que nombre de foyers croisent plusieurs de ces caractéristiques, et nécessitent donc un accompagnement particulier. On peut constater que les quartiers prioritaires de la politique de la ville concentrent une certaine partie des enfants et jeunes, presque la moitié des personnes âgées de la commune, et la majorité des personnes à faibles revenus et/ou allocataires CAF, ce qui en font des quartiers à suivre plus attentivement.

Ainsi, la Ville œuvre dans un esprit de solidarité pour pallier les fragilités sociales des habitants, leur offrir la possibilité de se stabiliser pour envisager de nouvelles perspectives d'insertion ou réinsertion, et participer à atténuer les conséquences que les inégalités engendrent au niveau individuel. C'est à travers son Centre Communal d'Action Sociale que la Ville agit. Il constitue une véritable porte d'entrée vers l'accompagnement social pour les habitants. Ce sont très majoritairement des personnes issues des quartiers prioritaires de la politique de la ville qui ont recours à ses services, qui seront présentés ultérieurement.

Des structures sociales et associations agissent également en ce sens sur le territoire de Hem. D'abord, un solide maillage associatif existe, composé des nombreuses associations dont il a pu être fait mention antérieurement. Les associations sont solidement soutenues par la Ville tant au niveau financier qu'en termes d'accompagnement au quotidien, particulièrement pour les associations en contrat de ville.

Aussi, la Ville de Hem dispose sur son territoire de deux centres sociaux : l'Espace de Vie Saint-Exupéry et le Centre Social Trois Villes. Ils sont solidement implantés sur leur territoire et proposent aux familles hémoises de nombreuses activités (ALSH, multi accueil, LALP, LAEP, ateliers parents/enfants, accompagnement à la scolarité, ou encore faciliter l'accès aux loisirs et à la culture etc.).

1. LES ACTIONS DE LA VILLE ET DES CENTRES SOCIAUX EN MATIERE DE SOLIDARITE

Quantitativement, l'activité des centres sociaux de la commune bénéficie aux publics de la manière suivante :

Espace de Vie Saint-Exupéry	centre social 3 VILLES
L'Espace de Vie Saint-Exupéry a totalisé en 2020, 330 adhésions familiales. 1 147 personnes bénéficient des actions du centre social. Elles se répartissent comme suit : **Nombre d'enfants de moins de 6 ans** - 57 enfants aux petits tambours - 129 enfants en ALSH 3/6 ans - 43 pour la Ludothèque « A toi de jouer » **Nombre d'enfants de 6/10 ans** - Dont 191 enfants en ALSH 6/10 ans - 8 enfants en DRE **174 adolescents/ jeunes de 11/25 ans** **526 adultes** - Dont 180 suivi allocataires RSA **Public sénior** : 60	En 2022, il y a eu En ce qui concerne le Centre Social Trois Villes, en 2022 : - Nombre d'adhésions familiales : 354 **Secteurs adultes** : - Suivi public RSA : 182 en individuel et 138 en collectif - Public Agir Ensemble : 197 - Public En rythme et en Cadence : 147 - Public Toi mon toit mon quartier : 115 - Public accompagnement logement : 391 personnes reçues pour 134 accompagnements individuels et 45 accompagnements collectifs - REAAP : 34 familles pour les groupes des parents, 27 pour les guidances parentales et médiation préventive, 30 pour les ateliers parents/enfants. - Public victime de violences intrafamiliales : 27 personnes accompagnées dont 4 auteurs de violence **Familles Multi-Accueil** : 67 enfants **Familles ACM** : 244 enfants **Public jeunesse** : - LALP : 132 jeunes (11-17 ans) - Des jeunes qui osent, des jeunes qui proposent : 137 jeunes - Accompagnement scolaire : 44 enfants - VVV : 114 jeunes **Public sénior :** 147

Les centres sociaux, dans le cadre du contrat de ville, ont mené des actions en QPV sur l'année 2022.

Le Centre Social 3 Villes a mené :

- Le projet « Ville, Vie, Vacances » : cette action multiple propose des accueils de soirée, des activités éducatives, de la pratique sportive et des sorties pédagogiques, et 3 séjours éducatifs organisés en été pour 114 jeunes touchés, issus des quartiers Hauts champs, Longchamp, et 3 Fermes.

- Le projet « Agir Ensemble » : action centrée sur les loisirs familiaux et le besoin de se retrouver ensemble, a proposé plusieurs sorties pédagogiques et/ou récréatives qui réunissaient parents et enfants, mais aussi des ateliers au centre social qui ont créé du lien social. 197 personnes des quartiers Hauts champs, Longchamp et 3 Baudets ont pu en bénéficier.

- Le projet « Toi, mon toit, mon quartier » : autour du développement durable propose aux habitants des ateliers zéro déchet, éco-responsables, de rénovation, pour leur permettre de s'inscrire dans cette démarche au quotidien et la diffuser dans les quartiers. 115 personnes ont participé à ces ateliers dont 75% de personnes issues des QPV.

- Le projet « En rythme en cadence » : projet qui vise les plus de 50 ans autour de la santé et du bien-être, propose des ateliers sophrologie et tonicité, des marches et balades découvertes, ainsi que des temps collectifs autour des questions de la santé et du vieillissement. En 2022, 147 personnes ont été touchées, dont 42% de Hémois et Hémoises exclusivement issus des quartiers prioritaires.

- Le projet « Des jeunes qui osent, des jeunes qui proposent » : décliné en 3 axes autour de 3 tranches d'âge, ce projet vise à la prévention du décrochage scolaire pour les 11-15 ans, à l'accompagnement des 16-17 ans dans une dynamique de projet, et au suivi du parcours d'insertion professionnelle des 18-25 ans. En 2022, le centre social a accompagné 234 jeunes des QPV sur cette action.

- Le projet DEMOS : présenté précédemment, est également porté par le centre social et profite aux enfants des QPV, précisément un groupe de 8 personnes.

Le **Centre Social Saint-Exupéry** a également porté des projets :

- Le projet Ville, Vie, Vacances : cette action a consisté en l'organisation d'un séjour itinérant mais aussi la création d'un jeu vidéo ou encore la découverte du fonctionnement d'une radio. 41 jeunes des QPV entre 12 et 17 ans ont profité de ces sorties.

- Le projet « Une bonne hygiène de vie pour une bonne santé » : pour viser une meilleure hygiène de vie chez les bénéficiaires ; ce projet met en place une pluralité d'actions autour de l'activité sportive, le sommeil, les méfaits des écrans, la prévention tabac/alcool/conduites à risques, la mémoire, l'alimentation, l'accompagnement vers l'accès aux soins. Le projet a attiré 75 personnes dont 84% de la commune, composé de 68% issues des quartiers prioritaires.

- Le projet « La tite cantine » : avec pour objectif de transmettre aux habitants des bonnes pratiques environnementales, de lutter contre le gaspillage alimentaire, tout en créant du lien et en favorisant la participation des habitants. Plusieurs actions ont été pensées : organisation de repas solidaire, récolte de denrées alimentaires pour une redistribution auprès de personnes démunies, cuisine avec des produits de saison, recyclage d'objets et écogestes, ateliers potagers, installation d'un composteur. 152 personnes, de tout âge et issus des QPV, ont participé au projet.

- Le projet « participer à la dynamique sociale et éducative » a pour objectif de proposer des temps de rencontres de conseil et d'accompagnement, de permettre l'accès aux différentes cultures, d'accompagner les familles autour des méthodes éducatives et développer des compétences, de développer de bonnes pratiques au niveau de l'alimentation et d'organiser des temps de sensibilisation aux valeurs citoyennes. En 2022, cette action a attiré 97 personnes dont 95% de personnes issues des QPV.

- La fête des égalités qui a eu lieu en Septembre 2022 et vise à modifier les représentations en déconstruisant les stéréotypes et les préjugés. Cet évènement a réuni approximativement plus de 150 personnes.

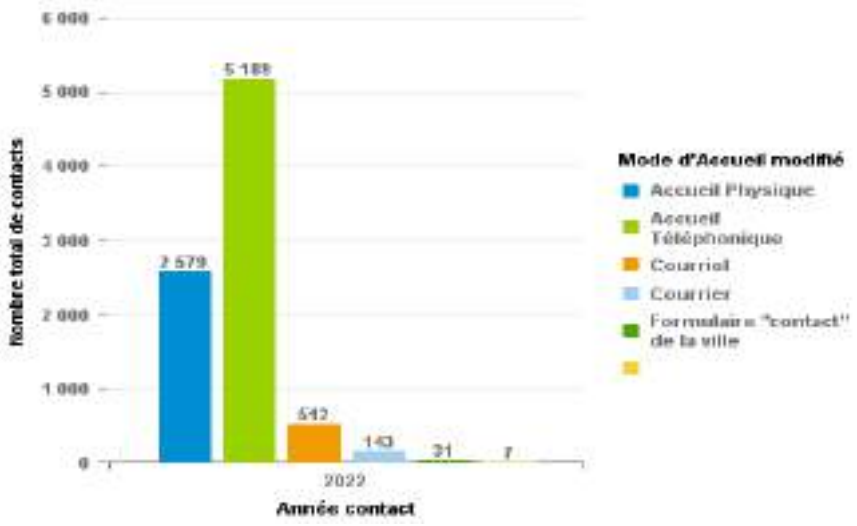
-

2. L'ACTIVITE GENERALE DU CCAS

Un Centre Communal d'Action Sociale est une entité qui porte au niveau local l'action sociale et est dotée de plusieurs attributions essentielles pour accompagner la population (instructions des demandes d'aides, accompagnement des habitants les plus fragiles, suivi, domiciliation). Le CCAS de Hem, lui, est composé de deux agents d'accueil, de deux assistantes sociales qui se partagent le public (l'une s'occupe des moins de 60 ans, l'autre des personnes âgées), et d'une coordinatrice de l'action sociale. Par ailleurs, le CCAS s'est vu attribuer la compétence logement, ce qui est une vraie particularité par rapport aux autres CCAS, et un réel atout pour débloquer des situations complexes de violences. Il gère cette compétence avec le service politique de la ville, auquel il est accolé. La proximité entre ces deux pôles permet une collaboration efficace : les agents du service politique de la ville connaissent les attributions du CCAS et peuvent l'alerter pour des habitants qu'ils rencontrent, et le CCAS peut dans la même idée rediriger les habitants qu'il accompagne vers des actions menées par la politique de la ville qui pourraient leur bénéficier.

- **Accueil du CCAS**

En 2022, l'accueil du CCAS aura reçu 8461 sollicitations. 61%% des administrés ont contacté le CCAS par téléphone contre 30% d'accueil physique. Aussi, la crise sanitaire a eu pour conséquence une augmentation des recours par mail de la part des usagers, réflexe qui existait moins auparavant. Cette tendance s'observe toujours avec une augmentation de 52 % par rapport à l'année précédente.
Pour la troisième année consécutive, on constate une augmentation du nombre de sollicitations accueillies par le CCAS (+ 15.2%).



- **Les aides facultatives**

Au total sur l'année 2022, 230 ménages ont sollicité le CCAS de Hem qui a instruit 493 demandes d'aide facultative, soit 28 foyers de plus que l'année précédente.

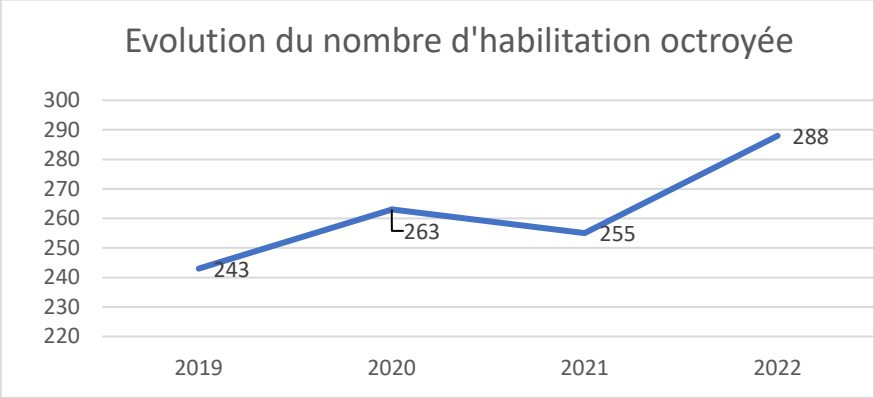
Chacune de ces 493 demandes a fait l'objet d'un accueil et d'une étude personnalisée par les travailleurs sociaux du CCAS, puis d'un passage en Commission d'Action Sociale (CAS) qui détermine l'attribution ou non des aides demandées. Ces CAS permettent aux élus d'étudier les dossiers de façon anonyme et d'émettre un avis favorable, défavorable ou à surseoir, à la demande des usagers. 41 CAS se sont tenues en 2022, à raison d'une par semaine en moyenne.
Pour chaque situation présentée, le CCAS met en œuvre un plan d'action répondant aux difficultés et projets évoqués avec les usagers. L'ensemble des décisions des CAS font l'objet d'un courrier personnalisé à chaque

usager et complété le cas échéant d'un courrier au professionnel social à l'origine de l'orientation.

- **Epicerie solidaire**

Depuis 2010, le CCAS de Hem a souhaité développer un projet d'épicerie solidaire sur sa commune. L'épicerie est gérée par l'association PACTE59, qui est également gestionnaire de l'ensemble du bâtiment mis à disposition par la commune. L'objectif du CCAS est de pouvoir apporter une aide alimentaire en facilitant l'accès aux produits de consommation courante à des personnes en situation de grande précarité. En effet, les produits de consommation courante, tels que des produits d'épicerie, des boissons (à l'exception de l'alcool), des produits frais et surgelés, ainsi que des produits d'entretien et d'hygiène, y sont vendus à 20% du prix du supermarché local.

A partir de 2017, la Ville de Hem a mis à la disposition du PACTE 59 de nouveaux locaux qui ont permis de développer un projet de centre solidaire intégrant une boutique de mode solidaire (en partenariat avec la Fondation KIABI) et un salon de coiffure/esthétique solidaire. Le public du Centre solidaire est impérativement habilité par le CCAS, chaque demande fait donc l'objet d'une instruction par un professionnel du CCAS avant d'être présentée de manière anonyme à la Commission d'Action Sociale. Chaque habilitation est délivrée pour une durée limitée qui peut aller d'un à six mois, selon la situation financière et sociale du ménage. En moyenne, les habilitations sont délivrées par le CCAS pour une durée de trois mois. Toute demande de renouvellement doit à nouveau faire l'objet d'une instruction technique par le CCAS et d'une présentation en CCAS.
En 2022, le CCAS a délivré 288 habilitations ou renouvellements d'habilitation au Centre solidaire de Hem.



- **Chèques d'accompagnement personnalisés (Tickets services)**

En complément de l'habilitation à l'épicerie solidaire, en fonction de la situation financière du demandeur, le CCAS de Hem peut attribuer des chèques d'accompagnement personnalisés afin de permettre aux personnes les plus en difficultés de régler leurs courses. Ces tickets services n'ont pas vocation à être utilisés dans les commerces conventionnels mais exclusivement au Centre solidaire de Hem. En 2022, 145 bénéficiaires de l'épicerie solidaire se sont vus attribuer des tickets services, pour un montant total de 6190 €.

- **Secours non remboursables (SNR)**

Dans le cadre de l'accompagnement global mené par l'assistante sociale du CCAS, une demande d'aide financière sous forme de secours non remboursable peut être faite auprès de la CAS dans l'objectif de rétablir ou de maintenir un certain équilibre budgétaire du foyer.

Ainsi, en 2022, les secours non remboursables attribués par le CCAS ont permis à 43 ménages de régulariser tout ou une partie de leurs dettes, pour un montant total de 9726.66 €. Les dettes concernaient principalement des frais funéraires et de fourniture d'énergie (électricité/gaz/eau hors ILEO), mais également des frais médicaux.

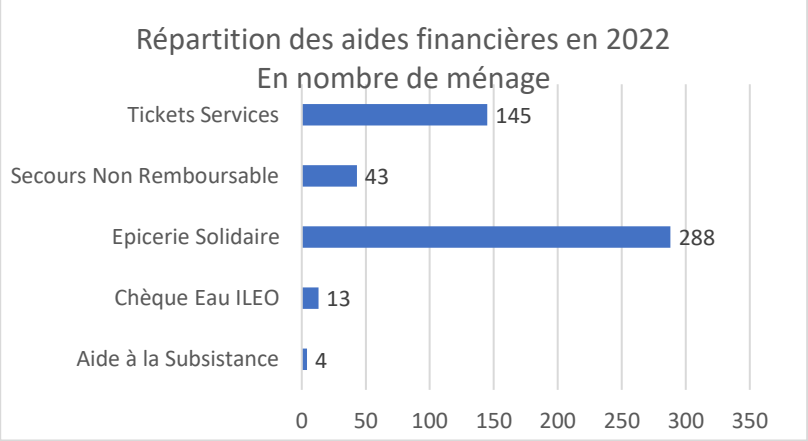
- **Chèques eau ILEO**

Mis en place depuis 2016, le dispositif « chèque eau » ILEO a pour vocation d'aider les personnes présentant des difficultés financières à régler leur facture d'eau lorsque les dispositifs légaux ne sont pas mobilisables. De la même manière que pour une demande de Secours non remboursable, une demande de chèques eau ILEO peut être faite auprès de la CAS, dans le cadre d'un accompagnement global mené par l'assistante sociale du CCAS.
En 2022, 13 ménages se sont vus accorder des chèques eau ILEO pour un montant total de 4770€.

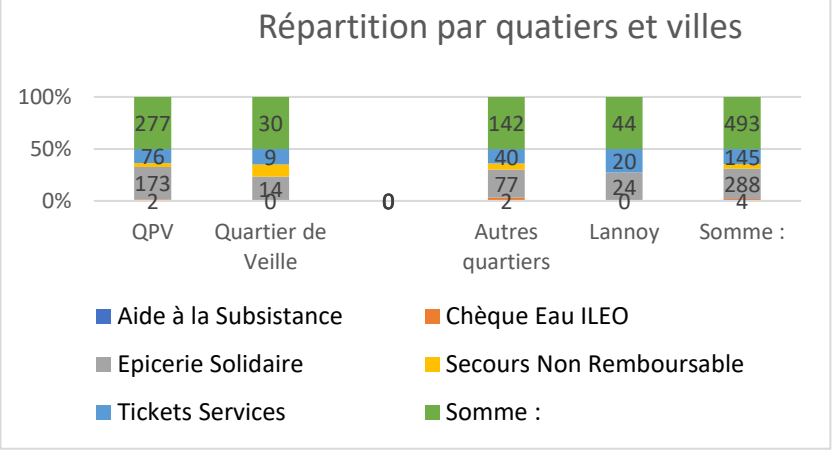
- **Aide à la subsistance**

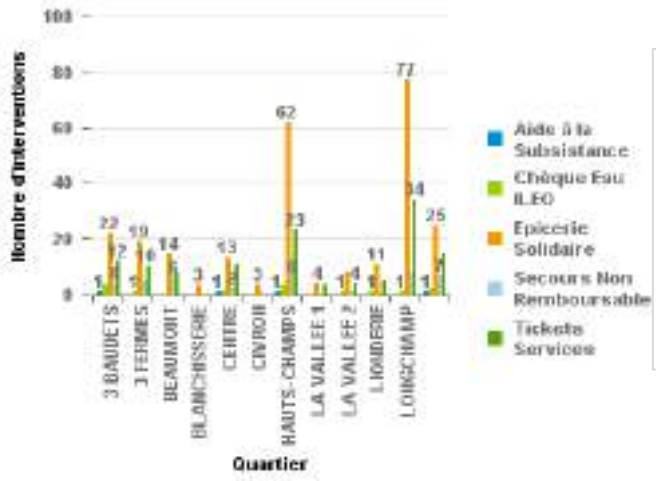
Dans le cadre de l'accompagnement global mené par l'assistant social du CCAS, une demande d'aide financière sous forme d'aide à la subsistance peut être faite auprès de la CAS dans l'objectif de venir en aide à l'administré en remettant des liquidités pour palier des besoins urgents en l'attente d'attribution d'une aide complémentaire (achat de timbre fiscal, achat de produits pour bébé…).
En 2022, 4 ménages se sont vus accorder de l'aide à la subsistance pour un montant total de 60€.

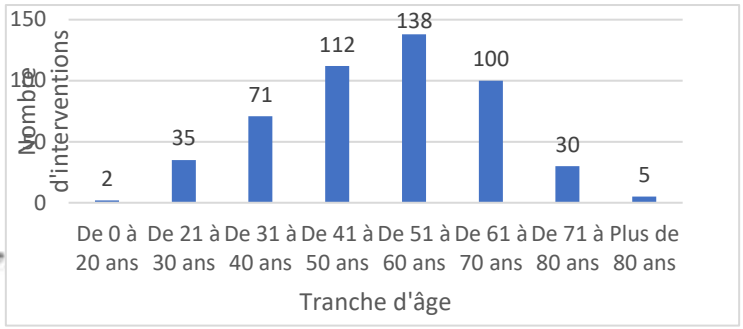
Soit un total de 20 746.66 € d'aides financières octroyées aux ménages hémois par le CCAS en 2022, en plus des 288 habilitations ou renouvellements d'habilitations accordés pour l'accès au Centre solidaire de Hem. On note une amélioration de la situation globale des habitants suivis par le CCAS, car le budget des aides allouées par le CCAS a baissé de 11.6% entre 2021 et 2022, même s'il reste très élevé par rapport aux années précédentes à cause de l'impact de la crise sanitaire.



Analyse des bénéficiaires des aides facultatives







Les bénéficiaires des aides facultatives du CCAS en 2022 sont donc majoritairement issus des quartiers prioritaires de Hem soit 56.2%. On constate une augmentation de 6,4 pts. Le partenariat avec la Ville de Lannoy donne lieu à 8.9% des aides attribuées par le CCAS de Hem en 2022.

- **La domiciliation**

La domiciliation permet à des personnes qui n'ont pas de domicile stable de disposer d'un justificatif de domicile et d'une adresse pour recevoir du courrier et surtout pour accéder à leurs droits et prestations ainsi que remplir certaines obligations. En 2022, le CCAS a reçu 75 demandes pour 72 acceptations soit 77 personnes.

3. L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- **La convention Pôle Emploi**

Une convention existe entre le CCAS et Pôle emploi afin de pouvoir davantage sur l'accompagnement des individus précaires dans le maintien dans l'emploi, afin qu'ils aient des trajectoires professionnelles plus stabilisées.

- **L'accompagnement des bailleurs et des locataires**

D'abord, le CCAS a la compétence de délivrer aux propriétaires des permis de louer. Aussi, la coordinatrice de l'action sociale en binôme avec la directrice du pôle Solidarité et Cohésion Sociale de la Ville de Hem, procèdent à des « visites d'indécence » : elles font un état des lieux du logement et constatent s'il y a effectivement lieu de qualifier l'indécence. Dès lors le propriétaire/le bailleur est prié de faire le nécessaire pour que le logement soit aux normes. Il existe un pouvoir de sanction, découlant du pouvoir de police du maire, et le dossier peut également être transmis à l'ARS s'il n'y a pas de changement. En 2022, 14 logements ont été caractérisés en état d'indécence.
Aussi, dans le cadre du PIG Amelio+ de la MEL qui permet d'attribuer des aides pour réaliser des travaux dans le logement, des visites sont possibles pour constater des situations d'insalubrité. Dans ce cas, la situation est systématiquement transmise à l'ARS. En 2022, aucun logement a été constaté en état d'insalubrité.

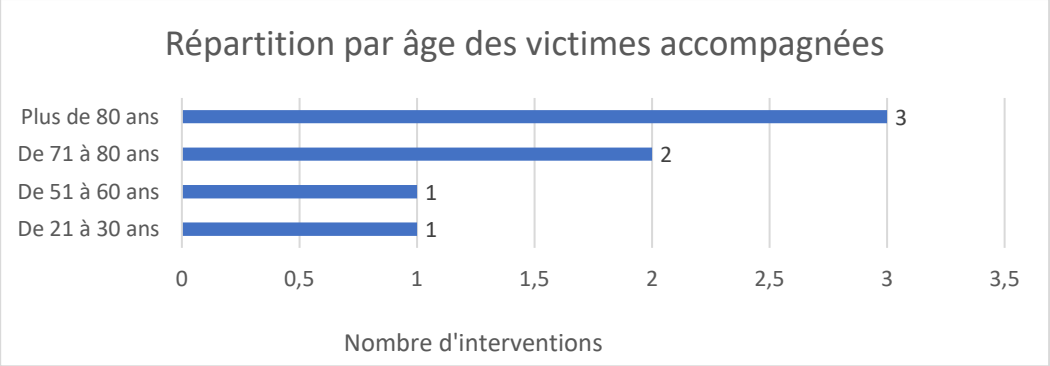
- **Lutte contre les violences faites aux femmes**

La Ville de Hem a engagé depuis 2013 un travail intercommunal visant l'accompagnement et la prise en charge des femmes victimes de violences. Un dispositif de veille réunissant l'ensemble des partenaires associatifs et institutionnels du territoire a été mis en place. Il est essentiel de comprendre que l'accompagnement des victimes de violences est un accompagnement qui se fait de manière pluridisciplinaire.

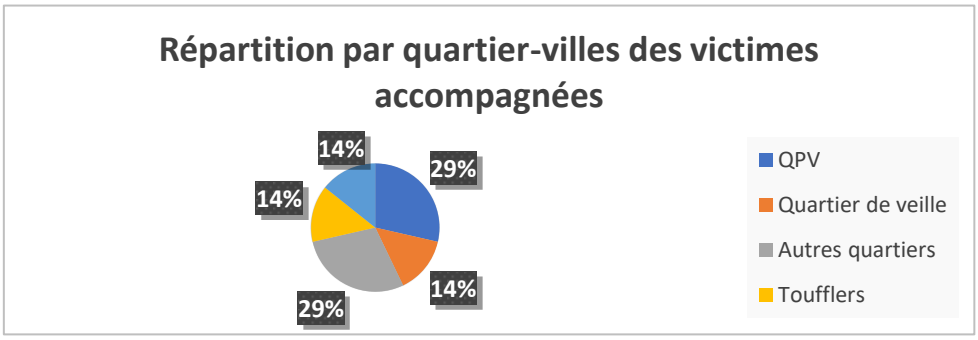
Parallèlement, afin de sensibiliser le public à cette thématique, le service politique de la ville de Hem organise chaque année, en partenariat avec les communes voisines de Leers, Lannoy, Lys-lez-Lannoy, Forest-sur-Marque, Sailly-lez-Lannoy, Toufflers, et Willems une semaine de sensibilisation à l'occasion de la campagne nationale du ruban blanc, en novembre. Ainsi, le CCAS et le service Politique de la Ville travaillent en collaboration sur la thématique, en assurant à la fois prévention et prise en charge.

Plusieurs animations ont été mises en place tout le long de cette semaine avec des ateliers de self-défense, une pièce de théâtre avec l'Aventure (70% des participants étaient issus des QPV), l'intervention du Bus Nina Simon au collège Devos, une exposition ainsi qu'une sélection d'ouvrages sur la thématique mis à disposition.
Cette année encore, la ville a également distribué, auprès des boulangers de la commune, partenaires de cette opération, des sacs à pain illustrés d'un « violentomètre » qui permettent à chacune et chacun d'identifier les situations de mise en danger, sur les plans psychologiques et physiques.
Pour finir, une opération de communication #unmurpourelles a été lancée avec la participation des associations, clubs sportifs, élus, enseignants et collectifs.

En ce qui concerne la prise en charge individuelle en 2022, 7 victimes de violences se sont présentées à une assistante sociale au sein du CCAS. L'accompagnement individuel peut consister en plusieurs démarches : information, visite à domicile, orientation vers les associations spécialisées, accompagnement dans les démarches administratives (demande de logement, de RSA, d'aide juridictionnelle), orientation vers les partenaires (CS3V, UTPAS), domiciliation, ou encore prise de contact avec la brigade des violences conjugales de Roubaix.



Les données sur l'âge sont intéressantes car elles déconstruisent de potentielles idées reçues que l'on peut avoir concernant les violences conjugales. En effet, les âges des victimes vont de 29 ans à 87 ans, et 3 victimes accompagnées par le CCAS ont plus de 80 ans, ce qui conduit à prendre en compte toutes les tranches d'âges, et à ne pas supposer que les violences ne sont plus possibles à partir d'un certain cap d'âge passé. Aussi, on observe qu'au niveau des quartiers, 63,6% des personnes accompagnées sont issues de quartiers prioritaires. L'échantillon est trop restreint pour tirer des conclusions générales, toutefois il rappelle tout de même qu'il n'existe pas de quartier, et par extension pas de classe sociale, qui serait protégé des violences.



4. L'ACCOMPAGNEMENT EN GERONTOLOGIE

Les actions menées par la Ville et le CCAS à destination des seniors sont encadrées par un projet gérontologie qui s'articule autour de 3 objectifs :

OBJECTIF 1 : Développer la coordination autour de la personne âgée

- Informer, orienter et accompagner les personnes âgées
- Promouvoir des réponses globales et coordonnées aux situations des personnes âgées
- Accorder toute sa place à la personne âgée dans la vie sociale et citoyenne

OBJECTIF 2 : Redéployer l'offre de loisirs et de services destinés aux personnes âgées

- Développer les loisirs favorisant le maintien de l'autonomie, du lien social et des liens familiaux
- Amplification et coordination du programme d'animations

OBJECTIF 3 : Développer des logements adaptés aux personnes âgées

- Suivi des projets permettant de diversifier l'offre de logements adaptés dans la commune (résidence service, projet d'habitat intergénérationnel…)
- Travail de partenariat avec le bailleur social dans le cadre des programmes sociaux (ANRU 2, Tribonnerie).

➢ **L'accompagnement individuel**

En 2022, le CCAS a réceptionné des appels téléphoniques et reçu à l'accueil 3510 personnes âgées de 60 ans et plus concernant diverses informations et démarches soit 41.5% des sollicitations globales. Au-delà de l'information donnée à l'accueil, 135 de ces personnes ont vu leur demande aboutir à une aide facultative attribuée.
L'accompagnement individuel des personnes âgées, assuré par une assistante sociale du CCAS, concerne principalement :

- Les aides à la personne : APA, entretien ménager, aide à la toilette, repas à domicile, téléalarme
- Les aides dans les démarches administratives : carte d'identité, EDF, GDF, téléphone, impôts, mesures de protection (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle…), demandes d'aides financières… ;
- Les informations relatives au logement et aux établissements spécialisés : jardinage et bricolage, demande de logement (dominos, foyer logement, EHPAD) … ;
- La transmission d'informations : coordonnées téléphoniques d'organismes, suivis de dossier (partenaires)
- Le transport : création de carte ou renouvellement de l'abonnement

En 2022, le CCAS a ainsi constitué 22 dossiers d'aide sociale (16 en faveur de l'hébergement, 5 en faveur de l'aide-ménagère, et un dossier de demande de prise en charge des frais de restauration), et 276 demandes d'aides diverses (aide à la complétude des dossiers retraites, aide à domicile, orientations…).
En fonction de la complexité de la demande et de la situation globale du demandeur, le travailleur social chargé de la coordination gérontologique a pu répondre ponctuellement à une sollicitation (suivi simple) ou mettre en

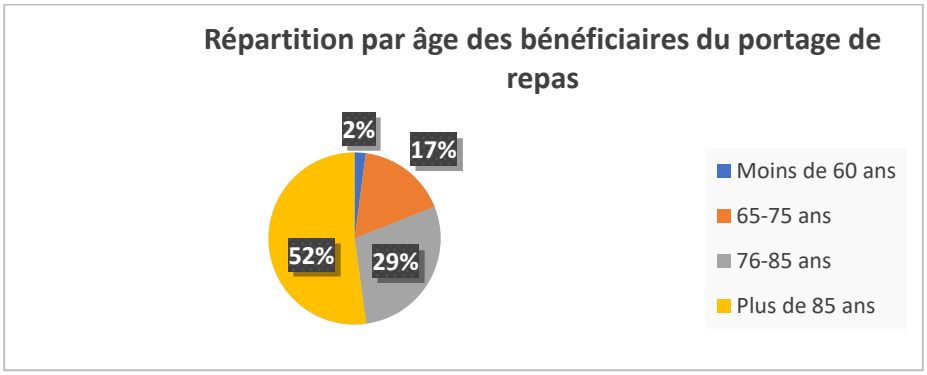
place un suivi plus régulier (suivi complexe). Dans le cadre des suivis complexes, la coordinatrice a programmé dans les locaux du CCAS, 164 entretiens individuels, effectué 311 visites à domicile, dont 157 à Hem (soit 70%) et 8 entretiens téléphoniques. Ces rendez-vous individuels permettent de réaliser une évaluation de la situation afin de mettre en place les démarches et aides adaptées, en lien avec les partenaires du territoire.

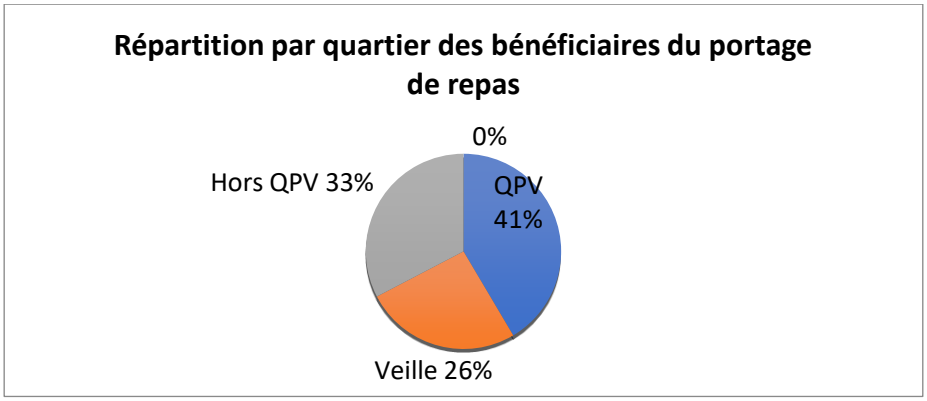
SUIVIS COMPLEXES 2022	HEM	LANNOY	TOUFFLERS	
Nombre de personnes accompagnées	218	18	27	263
Rendez-vous CCAS	157	4	3	164
Rendez-vous à domicile	216	39	56	311
Entretien téléphonique	7	0	1	8

En 2022, le CCAS n'a pas organisé de réunion de coordination avec les principaux acteurs du territoire en charge de l'accompagnement de la personne âgée à domicile suite à la crise sanitaire (cellule de coordination gérontologique).

- **Le service de portage de repas a domicile**

Le CCAS de Hem propose un service de portage de repas à domicile pour les personnes âgées ou en situation de handicap. Dans le cadre d'une convention de partenariat, le CCAS de Hem assure la gestion de ce service pour les villes de Lannoy et de Toufflers.
Sur l'année 2022, 236 personnes se sont inscrites au portage de repas à domicile dont 182 pour Hem, 40 pour Toufflers et 14 pour Lannoy. 38 328 repas ont ainsi été servis pour les trois communes. On note une légère diminution de l'utilisation du service de portage de repas à domicile entre 2021 et 2022 soit 692 repas.





- **Les actions de maintien de l'autonomie au domicile**

Dans la continuité du travail de coordination effectué par le biais de la cellule de coordination gérontologique et afin de répondre aux besoins des personnes âgées de 60 ans et plus, accompagnées par le CCAS et identifiées comme étant isolées et en perte d'autonomie dans leur logement, il est apparu nécessaire de développer différentes actions d'accompagnement personnalisé au domicile.

- **Accompagnement personnalisé au numérique**

Cet accompagnement est indispensable pour permettre au CCAS de lutter contre la fracture numérique dans un contexte où de plus en plus de démarches administratives doivent être réalisées en ligne. En effet, les demandes d'accompagnement par le CCAS pour les personnes âgées de 60 ans et plus sont de plus en plus nombreuses et la question de l'accès au numérique est récurrente pour ce public souvent peu mobile et isolé.
En 2022, 5 personnes ont été formées à l'utilisation de leurs appareils numériques (smartphone, ordinateur ou tablette), ces appareils étant considérés comme des aides techniques permettant d'améliorer leur autonomie au quotidien (envoi de mail avec pièces jointes, utilisation de sites internet permettant de réaliser leurs démarches administratives en ligne, utilisation d'applications permettant de communiquer avec leurs proches avec utilisation de la vidéo).

- **Services civiques/Programme Inter généreux d'Unis-Cité**

La Ville de Hem participe au programme « Solidarité séniors » d'Unis Cité et accueille ainsi chaque année de novembre à juin des volontaires en service civique, à raison d'un à deux jours par semaine, pour rendre visite à des personnes âgées isolées. Dans le cadre de ce partenariat, la ville de Hem se charge de repérer, identifier les personnes âgées à domicile en situation d'isolement, de solitude, souhaitant recevoir la visite de jeunes volontaires. Les volontaires accompagnent ensuite ces personnes en réalisant chaque semaine une visite à domicile d'une heure environ. Le contenu des visites dépend des centres d'intérêt de la personne et de ses souhaits. Il revient aux services civiques d'apprendre à la connaître et de proposer des activités adaptées (jeux de société, discussions autour des centres d'intérêt...). Un travail est également engagé sur la mobilité des personnes accompagnées. Pour cela, les volontaires en service civique proposent à plusieurs reprises dans l'année des temps collectifs, en lien avec les activités proposées par la Ville. L'objectif recherché est de permettre à ces personnes isolées de retrouver un lien social grâce à la relation de confiance établie progressivement avec le volontaire et à l'aide au déplacement mise en place (transport accompagné).
En 2022, deux femmes de 81 et 90 ans du quartier Longchamp et une femme de 74 ans issue du quartier de la Lionderie ont bénéficié de ce programme.

- **Les animations seniors**

La ville de Hem a souhaité mettre en place depuis 2018 un plan d'actions visant à assurer aux hémois âgés de 60 ans et plus une offre de service public qualitative et gratuite dans un objectif de prévention de la perte d'autonomie. La mise en place d'ateliers collectifs tout au long de l'année favorise ainsi le lien social et le repérage des difficultés sur la commune de Hem notamment dans les quartiers prioritaires de la ville.

En 2022, la Ville a poursuivi le déploiement de ce programme annuel d'animations à destination des seniors qui s'articule autour de différents axes principaux :

Axe 1 : Préserver et maintenir la forme physique

- Danse de couple/danse country : animation mensuelle d'initiation à la danse visant à promouvoir l'activité physique régulière.
- Gym séniors : Activité hebdomadaire afin de maintenir sa forme physique, travailler la coordination et l'équilibre.
- Yoga sur chaise : une dizaine de séances réparties sur l'année, afin d'aider à réduire la fatigue, le stress et la douleur. Le yoga allie posture debout et posture sur chaise.

- Journée bien être : Petit déjeuner bien être, initiation au yoga sur chaise, atelier de lithothérapie (découverte et initiation sur les bienfaits des pierres), réflexologie plantaire (ateliers individuels), gym holistique, ateliers collectifs santé naturelle, l'énergie douce, la sono thérapie et l'automassage.
- Balade Pepstrike : activité physique douce, créatrice de lien social, qui accompagne le bien vieillir (bien vivre la retraite), et prévient la perte d'autonomie. Le point de départ de cette balade était en plein cœur du quartier Longchamp.
-

Axe 2 : Lutter contre l'isolement

- Animations musicales lors de la distribution de colis de noël en porte à porte.
- RPL Radio : transmission de savoirs, valorisation de soi et de son expérience par la participation à la conception d'une émission de radio (témoignage) pendant la période de noël : EMISSSION ON HEM NOEL.
- Loto intergénérationnel : temps annuel festif et intergénérationnel.
- Après-midi jeux intergénérationnels : animation trimestrielle lors de laquelle les participants viennent partager un moment convivial autour des jeux de société avec les enfants des centres de loisirs.
- Sortie intergénérationnelle : Musée de la fête foraine
- Organisation du banquet des ainés et de la distribution du colis de noël
- Activités créatives : afin de créer du lien entre participants, cette nouvelle action programmée en 2022 se déroule dans les QPV.
-

Axe 3 : Accompagner le parcours de vie des seniors

- Seniors au volant : sensibilisation à la sécurité routière par des ateliers théoriques et pratiques menés par une auto-école
- Ateliers prévention seniors : sensibilisation aux risques liés aux arnaques et agressions sur un public vulnérable, information sur les droits, conseils en cas de canicule ou de grand froid

En 2022, les activités physiques ont rassemblé 29% des séniors des quartiers prioritaires majoritairement des quartiers Lionderie, Hauts champs et Longchamp. De manière globale, les activités séniors ont principalement lieu dans les QPV, ce paramètre est important afin que la mobilité ne soit pas un frein.

Aussi, pour citer quelques-unes des animations ponctuelles proposées aux seniors, il y a notamment le loto intergénérationnel, l'accompagnement musicale des bénévoles lors de la distribution des colis qui captent plus de 60 % des séniors habitant dans les quartiers prioritaires.
Un service de navette, pour se rendre à des activités spécifiques, a également été mis en place notamment afin de permettre aux séniors des QPV de se déplacer au banquet des ainés. Le lieu de la manifestation se trouvant en centre-ville, 68% des bénéficiaires provenant des QPV, ont pu en profiter.

5. L'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

- **Le Point d'Accès au Droit**

Le Point d'Accès au Droit propose des prestations spécialisées : permanence mensuelle d'un avocat, permanence trimestrielle d'un huissier, permanence trimestrielle d'un notaire.

Les permanences complémentaires mises en place sont :

- Service Intercommunal d'Aide aux Victimes (SIAVIC) : permanence hebdomadaire le jeudi
- Conciliateur : permanence bimensuelle le mercredi
- Ecrivain Public : permanence bimensuelle le lundi
- Médiatrice Familiale : rendez-vous selon demande

	Nombre de permanences	Nombre de rendez-vous	Dont personnes extérieures à Hem	% de personnes extérieures à Hem
Avocats	13	97	27	28%
Avocats fiscalistes	1	7	/	/
Huissiers	4	1	/	/
Notaires	5	14	5	36%
Conciliateur de justice	21	95	37	40%
Ecrivain public	3	10	4	40%
SIAVIC	42	145	31	22%
TOTAUX	89	369	104	28%

6. L'ACCUEIL PETITE ENFANCE

En 2022, 209 enfants ont été accueillis dans les structures municipales.

- **Le Guichet Unique Petite Enfance**

Dans le cadre de la Convention Territoriale de Services aux Familles, la ville de Hem a développé une politique d'information unique auprès des familles. L'enjeu est de rendre simple et lisible les modalités d'admission des structures petite enfance afin de répondre aux demandes des familles hémoises. En effet, différentes caractéristiques telles que les horaires d'ouverture, les priorités d'inscriptions, ou encore les amplitudes horaires nécessitent des réponses auprès des familles. Un « guichet unique de la petite enfance » a été créé dans cette dynamique, il ne concerne que les structures dont les places sont financées par les institutions publiques soit :

- La crèche « le TIPI » anciennement la crèche collective de la Maison de la Petite Enfance
- La crèche « la Ruche » anciennement le multi-accueil de la Maison de la Petite Enfance
- Le multi-accueil Coquin-Coquine
- La crèche Rigolo Comme la Vie - Jules Guesde
- La crèche « Les petits tambours » au Centre Social Saint-Exupéry
- La crèche « 1, 2, 3 éveil » anciennement le multi-accueil Centre Social Trois Villes

Le guichet unique, en lien avec le Relais Petite Enfance, est le premier contact pour les familles en recherche d'un mode d'accueil ou toute autre information en lien avec la Petite Enfance. La demande de place en crèche est toujours dématérialisée via le portail famille de la ville. Celle-ci concerne uniquement l'accueil régulier au sein des 7 structures du guichet unique.
Bien que la première demande des familles soit de pouvoir bénéficier d'un accueil en structure collective municipale, les autres modes d'accueil (occasionnel, individuel, structures privées, MAM) sont systématiquement présentés lors du premier contact ainsi que les points d'informations de la ville (site internet, guide petit hémois).

En début d'année, une actualisation de la liste d'attente est faite via l'envoi d'un courrier à chaque famille en attente d'une place. Cette actualisation est l'occasion de retirer certains dossiers de préinscription avec accord des parents ayant trouvé une autre solution d'accueil satisfaisante (Assistante Maternelle, garde à domicile, structure privée, crèche d'entreprise, congé parental…).
Une commission d'attribution des places se réunit en mars/avril afin de statuer sur les demandes émises. À la

suite de cette commission, les familles sont contactées selon les critères d'attribution des places afin de finaliser leur inscription dans les différentes structures du guichet unique. Les familles n'ayant pas eu satisfaction sont également contactées et orientées vers le Relais Petite Enfance et les structures d'accueil occasionnel.
En avril 2022, la commission d'attribution des places a instruit 131 demandes de place. 70 demandes ont été satisfaites, soit 53,44% de propositions d'accueil, et 58 ont été radiées.

	Le TIPI	**La RUCHE**	**Multi-Accueil COQUIN-COQUINE**	**L'OASIS**	**RIGOLO COMME LA VIE**	**1, 2, 3, EVEIL**	**Les PETITS TAMBOURS**
Contrat 5 jrs	5	2			3	4	7
Contrat 4 jrs	3	3	5	10			4
Contrat 3 jrs	1	3		1			1
Contrat 2 jrs			1				2
Contrat 1 jr	6	4			2		
Contrat 1/2jr						3	
TOTAL	15	12	6	11	5	7	14

- **Origine géographique**

Le TIPI :

- Vallée 1 : 6.67 %
- 3 Baudets : 20 %
- Centre : 26.66 %
- Longchamp : 6.67 %
- Hauts champs : 6.67 %
- La Vallée 1 : 13.33 %
- Lionderie : 20 %

La RUCHE :

- Centre : 16.67 %
- 3 Fermes : 8.33 %
- Civron : 8.33 %
- Beaumont : 8.33 %
- Hauts Champs : 16.67 %
- Lionderie : 25.00 %
- Longchamps : 16.67 %

L'OASIS :

- 3 Baudets : 45.46 %
- Lionderie : 9.09 %
- La Vallée 2 : 9.09 %
- Longchamp : 18.18 %
- Civron : 9.90 %
- Hauts Champs : 9.09 %

Multi-Accueil COQUIN-COQUINE :

- Beaumont : 33.33 %
- Longchamp : 16.67 %
- Hauts champs : 50.00 %

RIGOLO COMME LA VIE :

- 3 Baudets : 20 %
- Vallée 2 : 40 %
- Centre : 40 %

1, 2, 3, EVEIL :

- Longchamp : 14.28 %
- Hauts champs : 14.28 %
- 3 Baudets : 28.58 %
- Lionderie : 14.28 %
- Centre : 28.58 %

Les PETITS TAMBOURS :

- Beaumont : 7.14 %
- Vallée 1 : 7.14 %
- Lionderie : 14.28 %
- 3 Baudets : 21.43 %
- Longchamp : 7.14 %
- Centre : 14.29 %
- Hauts Champs : 14.29 %
- 3 Fermes : 14.29 %

- **Focus sur le public des structures municipales**

Le TIPI (48 inscrits)

Quartiers	**EFFECTIFS**	**POURCENTAGE**
LIONDERIE	5	10.42
3 FERMES	2	4.17
HAUTS CHAMPS	5	10.42
LONGCHAMPS	3	6.25
3 BAUDETS	7	14.58
LA VALLEE 1	10	20.83
LA VALLEE2	2	4.17
CENTRE	9	18.75
BEAUMONT	3	6.25
BLANCHISSERIE		
CIVRON	1	2.08
4 VENTS		
EXTERIEURS	1	2.08
TOTAL	48	100%

TRANCHES DES REVENUS	**EFFECTIFS**	**POURCENTAGE**
Revenus ≤ à 647.49 euros	4	8.33
Entre 647.50 et 1000 euros	1	2.08
Entre 1001 et 2000 euros	5	10.42
Entre 2001 et 3000 euros	9	18.75
Entre 3001 et 4845.51 euros	15	31.25
Revenus ≥ 4845.52 euros	14	29.17
TOTAL	48	100%

La RUCHE (95 inscrits)

Quartiers	**EFFECTIFS**	**POURCENTAGE**
LIONDERIE	7	7.37
3 FERMES	1	1.05
HAUTS CHAMPS	21	22.11
LONGCHAMPS	17	17.89
3 BAUDETS	4	4.21
LA VALLEE 1	11	11.58
LA VALLEE2	3	3.16
CENTRE	11	11.58
BEAUMONT	10	10.53
BLANCHISSERIE	2	2.10
CIVRON	1	1.05
4 VENTS		
EXTERIEURS	7	7.37
TOTAL	95	100%

TRANCHES DES REVENUS	**EFFECTIFS**	**POURCENTAGE**
Revenus ≤ à 647.49 euros	25	26.32
Entre 647.50 et 1000 euros	2	2.10
Entre 1001 et 2000 euros	13	13.69
Entre 2001 et 3000 euros	8	8.42
Entre 3001 et 4845.51 euros	23	24.21
Revenus ≥ 4845.52 euros	24	25.26
TOTAL	95	100%

COQUIN-COQUINE (53 inscrits)

Quartiers	**EFFECTIFS**	**POURCENTAGE**
LIONDERIE	4	7.55
3 FERMES		
HAUTS CHAMPS	7	13.21
LONGCHAMPS	3	5.66
3 BAUDETS	2	3.77
LA VALLEE 1	4	7.55
LA VALLEE2	4	7.55
CENTRE	6	11.32
BEAUMONT	18	33.96
BLANCHISSERIE		
CIVRON	1	1.88
4 VENTS		
EXTERIEURS	4	7.55
TOTAL	53	100%

TRANCHES DES REVENUS	EFFECTIFS	POURCENTAGE
Revenus ≤ à 647.49 euros	10	18.88
Entre 647.50 et 1000 euros	1	1.88
Entre 1001 et 2000 euros	7	13.21
Entre 2001 et 3000 euros	11	20.75
Entre 3001 et 4845.51 euros	11	24.53
Revenus ≥ 4845.52 euros	13	
TOTAL	53	100%

L'OASIS (13 inscrits)

Quartiers	EFFECTIFS	POURCENTAGE
LIONDERIE	1	7.69
3 FERMES		
HAUTS CHAMPS	1	7.69
LONGCHAMPS	3	23.09
3 BAUDETS	4	30.77
LA VALLEE 1		
LA VALLEE2		
CENTRE	1	7.69
BEAUMONT	1	7.69
BLANCHISSERIE		
CIVRON	1	7.69
4 VENTS		
EXTERIEURS	1	7.69
TOTAL	13	100%

TRANCHES DES REVENUS	EFFECTIFS	POURCENTAGE
Revenus ≤ à 647.49 euros	2	15.38
Entre 647.50 et 1000 euros		
Entre 1001 et 2000 euros	2	15.38
Entre 2001 et 3000 euros		
Entre 3001 et 4845.51 euros	5	38.47
Revenus ≥ 4845.52 euros	4	30.77
TOTAL	13	100%

**Si ces tableaux présentent des données concernant les origines géographiques des enfants différentes de celles présentées dans la liste, à la page précédente, c'est parce qu'il prend en compte davantage de zones, notamment des zones extérieures à Hem, ce qui modifie donc les ratios.*

Dans l'accueil collectif municipal, la RUCHE reçoit une majorité d'enfants issus des QPV, de par son emplacement, mais son effectif total d'enfants accueillis étant assez élevé, il permet une mixité sociale intéressante avec des enfants issus de tous les horizons. Cette mixité sociale se retrouve également dans le tableau présentant les tranches de revenus des familles. La RUCHE permet de créer du lien et une cohésion sociale, en plus d'assurer sa mission essentielle d'accueil d'enfants.

- **Ateliers parentalité**

Les ateliers parentalité et rendez-vous Petite Enfance rencontrent un réel succès depuis leur mise en place en 2013. D'abord à destination des familles fréquentant la RUCHE, ces rencontres sont désormais ouvertes à l'ensemble des familles hémoises. Ce rayonnement sur l'ensemble de la commune a permis la sensibilisation de nombreuses familles connues ou non de nos structures. Il n'est pas rare que les enfants fréquentent les structures municipales suite à une participation à l'un des ateliers proposés au sein de nos locaux.
Au fil des ans, ces évènements abordent des thématiques diverses et variées telles que la gestion des émotions, le développement psychomoteur de l'enfant, le sens du toucher, la relaxation, le bébé signe, la créativité, la communication positive, le portage… En fin d'année, les familles sollicitent déjà nos services afin de s'inscrire aux ateliers de l'année à venir. Le bouche à oreille fonctionne fortement sur ce genre d'action, et la communication amplifiée grâce à l'envoi de mails d'informations, de rappel et l'utilisation de Facebook par la Ville de Hem, permet de toucher un large public.

A côté des actions REAAP, les professionnelles du service Petite Enfance proposent également d'autres activités, à titre d'exemples nous pouvons citer : les ateliers parents/enfants mis en place par les professionnelles des structures, des événements festifs, des pots de fin d'année et de bienvenue, des temps lecture etc. Suite à la situation sanitaire et à de nombreux mouvements des professionnels au sein du service, il n'y a pas eu en 2022 de cafés des parents, ni de rencontre parents/équipe ou de réunion santé. En revanche, les dépistages auditifs en partenariat avec le CAMPS Montfort ont pu avoir lieu pour chaque structure municipale ainsi que pour le Relais Petite Enfance. Ces temps de dépistage se mettent également en place pour les deux Centres sociaux et sont déjà existants pour les crèches RIGOLO COMME LA VIE de la commune. Le partenariat avec le théâtre de l'Aventure perdure également et a permis de proposer 3 sorties au théâtre en 2022.

Les ateliers parents/enfants et les temps parents qui ont pu être proposés en 2022 ont été :
- Séances de psychomotricité cirque,
- Séances de massages,
- Séances de sophrologie,
- Ateliers d'éveil musical,
- Ateliers sensoriels Snoezelen,
- Ateliers arts plastiques,
- Spectacles autour du livre,
- Temps d'échanges sur le quotidien à destination des parents,
- Temps d'échange à destination des femmes enceintes et des jeunes parents

- **Le Relais Petite Enfance**

Le RPE de Hem informe les familles sur les différents modes d'accueil et la mise en relation de l'offre et de la demande disponible sur le territoire. Il peut accueillir aussi occasionnellement des familles, des Assistantes Maternelles et garde à domicile de Lannoy qui ne dispose pas de Relais suite à un accord passé entre les deux communes. RAM.
Actions réalisées au cours de l'année 2022 :
- 143 familles ont bénéficié d'une information proposée par le Relais Petite Enfance
- 69 Assistantes Maternelles ont bénéficié de renseignements individuels
- 17 Assistantes Maternelles ont participé à des temps d'informations ou de dialogue collectif.
- 26 Assistantes Maternelles ont participé aux temps d'éveil animés par le RPE.
- 4 gardes à domicile ont participé à, au moins, une action du RPE (entretien individuel, réunions d'informations, temps collectif à destination des professionnels, temps d'éveil)
- 87 enfants différents ont participé aux temps d'éveil
- 6 réunions de professionnalisation à destination des Assistantes Maternelles et gardes à domicile
- 2 groupes de parole
- 7 ateliers contes et comptines
- 1 pot de fin d'année
- 2 spectacles
- 2 temps de dépistages auditifs

Les Assistantes Maternelles et garde à domicile ont également pu réactualisées leurs connaissances en terme de gestes de premier secours en participant à un temps de formation mis en place par le Relais à raison de deux matinées dans l'année.

- **Journée de la Petite Enfance**

Chaque année un temps fort est mis en place autour de la Petite Enfance. La situation sanitaire ayant malheureusement imposé un arrêt de cet évènement durant deux années, celui-ci a pu être remis en place en 2022. Cette action a pour principal objectif de présenter aux familles les différents modes d'accueil et activités s'adressant aux enfants de 0-4 ans existant sur le secteur. Chaque structure Petite Enfance, association et institutions (IEM, PMI) sont donc représentées et les professionnels sont présents afin de répondre aux interrogations des parents. Des ateliers ludiques sont proposés aux enfants durant tout le temps fort.
En 2022, c'est environ 350 personnes (enfants et parents) qui ont participé à ce temps d'échange.

9. LA SANTE

CONSTATS ET CHIFFRES-CLÉS

Le taux de natalité hémois s'élève en 2022 à 11,4 naissances pour mille habitants, un chiffre qui reste stable par rapport à l'année précédente (11,5 naissances pour mille habitants en 2021). Toutefois au cours de la dernière décennie, ce taux a baissé sur le territoire.
En comparaison, le taux de natalité en France en 2022 est de 9,8 soit un taux très faible non atteint depuis des décennies.

En ce qui concerne le taux de mortalité, il est de 9,7 morts pour mille habitants à Hem en 2022 quand il s'élevait à 9,8% en 2021. Le taux de mortalité reste donc également stable sur le territoire. Ce dernier est également inférieur au taux de mortalité national qui s'élève à 11% en 2022.

L'effectif de la population étant faible, il est difficile d'obtenir des valeurs descriptives significatives de la mortalité locale. Le diagnostic réalisé par l'ORS (INSERM, ORS 2014) met cependant en évidence une surmortalité toutes causes et tous âges confondus supérieure de 14 % à la moyenne nationale. Si la faiblesse des effectifs implique une grande prudence dans les interprétations, il semblerait que les mortalités attribuables à la consommation d'alcool (+ 107 % par rapport à la moyenne nationale), et au tabagisme (+ 30 % par rapport à la moyenne nationale) soient particulièrement fortes.

La population hémoise présente des problématiques en matière de santé de par sa composition. D'importante proportion de personnes âgées constitue évidemment une part de la population plus fragile à surveiller ; ensuite, la population des quartiers prioritaires concentre une grande majorité des foyers à bas revenus sur la commune, autant de situations financières fragiles susceptibles d'impacter l'hygiène de vie. D'ailleurs, les affections de longue durée les plus présentes sur le territoire de Hem sont le diabète de types 1 et 2, les cancers, les maladies coronaires, les insuffisances cardiaques, et les affections psychiatriques (Assurance Maladie, 2022). Pour ces raisons, la santé est un volet important à travailler pour la Ville.

Comme présenté plus tôt dans le diagnostic territorial, la ville de Hem est mieux desservie que le territoire de la MEL pour l'offre de soins concernant certains praticiens (médecins, infirmiers, orthophonistes), et le recours aux soins est équivalent aux autres échelles de territoire. Pour autant, et ce malgré la présence d'un dermatologue, d'un podologue, d'un stomatologue et d'un orthodontiste, l'effectif semble encore trop faible et certains praticiens tendent à manquer.

Face aux évolutions des problématiques médicosociales, la Ville et l'ARS se sont engagées à mobiliser et coordonner l'ensemble des acteurs concernés volontaires de façon à relever le défi du maintien et de l'amélioration de l'état de santé des populations en s'appuyant sur une politique de santé partagée et de proximité. Un Contrat Local de Santé est signé en 2013.
Il s'agit d'œuvrer au plus proche de la population en favorisant :

- Le repérage des besoins de santé spécifiques et des déficits d'offre de services de santé
- La réflexion collective et concertée entre tous les acteurs de la santé (usagers, professionnels, associations, élus, habitants, etc.)
- La mise en synergie des acteurs locaux favorisant le décloisonnement des professions et des champs d'action
- La mise en œuvre d'actions articulées et cohérentes avec les besoins du territoire
- L'articulation entre les politiques de santé et la politique de la cohésion sociale

Mise en œuvre au plus près de la population, cette politique se décline au sein de l'action municipale sur de nombreux champs et secteurs d'intervention :

- La Convention Territoriale Globale (CTG)
- Le contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) et le dispositif de réussite éducative (DRE)
- Le projet jeunesse
- Le projet gérontologie
- Le plan stratégique local sur le quartier Haut-champs-Longchamp

➢ **Le Projet Régional de Santé (PRS) pour la période 2018-2028**

Le PRS Hauts-de-France est construit autour de sept orientations stratégiques qui visent à améliorer l'état de santé de la population et réduire les inégalités sociales et territoriales de santé :

- Promouvoir un environnement favorable à la santé et agir sur les comportements dès le plus jeune âge
- Mobiliser les acteurs de la santé pour apporter des réponses aux ruptures dans les parcours de santé
- Garantir l'accès à la santé pour l'ensemble de la population, en s'appuyant sur les dynamiques issues des territoires, les innovations et le numérique
- Garantir l'efficience et la qualité du système de santé
- Assurer la veille et la gestion des risques sanitaires
- Renforcer les synergies territoriales et prioriser les actions en fonction des spécificités territoriales
- Reconnaître l'usager comme acteur du système de santé

Ces orientations, ainsi que les résultats attendus, sont définies dans le Cadre d'orientation stratégique. Elles sont déclinées dans le Schéma régional de santé en 23 objectifs opérationnels qui seront mis en œuvre pendant la durée du schéma au travers de plans d'actions. Un suivi annuel de ces plans sera réalisé, au niveau régional et territorial.

1 L'ACTION MUNICIPALE EN MATIERE DE SANTE

➢ **La mise en place d'une cellule santé**

La thématique santé faisant partie intégrante de la Convention Territoriale Globale, une cellule santé a été créée en 2022 afin de permettre aux acteurs du médico-social de pouvoir être au centre des réflexions santé. L'objectif de cette cellule est avant tout de développer l'interconnaissance entre les professionnels de santé du territoire et de pouvoir ainsi impulser une dynamique partenariale.
Cette cellule est un lieu d'échange entre professionnels qui favorise une mise en relation entre les acteurs du territoire qui peuvent ainsi réfléchir à des projets collaboratifs sur des thématiques et des besoins qui ont été repérés mais également échanger sur des problématiques rencontrées.

- **L'Atelier Santé Ville**

L'Atelier Santé Ville comprend les actions de prévention santé du CLS à destination des publics résidant dans les quartiers prioritaires de la Ville. En 2022, plusieurs projets ont été déployés auprès d'un public varié et résidant dans les quartiers prioritaires, autour de quatre axes.

Axe 1 : Un programme d'actions sur les thématiques alimentation, activité physique, le bien-être

Le diagnostic de territoire de la CTG, a mis en avant qu'il y avait notamment dans les quartiers prioritaires du territoire, un certain nombre de personnes avec des problématiques santé liées à leur mode vie et surtout à une sédentarité de plus en plus importante. Un programme d'actions sur l'alimentation, l'activité physique et le bien-être a donc été développé.

- Un atelier hygiène de vie et alimentation : Mis en place au collège Raymond Devos en septembre sur le temps du midi, cet atelier a touché une quarantaine de jeunes de 11 à 15 ans. Les rythmes de vie et de l'équilibre alimentaire ont été des thématiques abordées. Les jeunes ont, ensuite, été amenés à constituer des menus équilibrés et savoureux. En partenariat avec le centre social 3 villes et l'infirmière du collège, le menu répondant le mieux aux apports quotidien a été servi à la cantine de l'établissement.

- La semaine du goût **:** En Octobre, le Relais Petit Enfance a fêté la semaine du goût. Les assistantes maternelles ont apporté des aliments sucrés, acides, amers, salés afin de faire reconnaitre aux enfants les différentes saveurs. La période entre 6 mois et 2 ans étant appelée l'âge d'or gastronomique, c'est à cet âge-là que les enfants sont curieux et ouverts à de nouveaux goûts, de nouvelles textures et saveurs. Cet atelier a ainsi permis à 14 enfants d'éveiller leur sens et de faire de nouvelles découvertes gustatives.

- Une action flash forme avec l'Institut Pasteur : Une action de sensibilisation à la nutrition et à l'activité physique a été mise en place avec l'Institut Pasteur par le biais d'un flash forme bien-être adapté au territoire le 26 Octobre. 46 adolescents, âgés de 10 à 15 ans, y ont participé dont 44 résidants dans les quartiers prioritaires. Le jeu de piste ainsi que du contenu des QR Code, a permis de tester leurs connaissances en matière d'alimentation et de mettre en place une activité physique. L'activité s'est ensuite terminée par un goûter sain et équilibré.

- L'atelier Zoom sur le sucre : Mis en place le 30 novembre avec une diététicienne à destination de 2 groupes de 10 enfants de 3 à 5 ans afin de leur apprendre différencier les types d'aliments via un jeu et par la suite constituer ainsi un petit-déjeuner idéal et équilibré. L'équilibre alimentaire doit être travaillé dès le plus jeune âge pour que les enfants développent de bons réflexes alimentaires.

- La formation de professionnels du territoire sur l'alimentation et l'activité physique : L'institut Pasteur est intervenu, en Septembre, pour former 14 professionnels du territoire (davantage de professionnels au contact régulier d'un public jeune issus des QPV). L'objectif de la journée a été de renforcer les connaissances et les compétences des professionnels sur cette thématique afin qu'ils puissent par la suite, sensibiliser eux-mêmes leur public mais également mettre en place des actions sur la thématique.

Axe 2 : Un programme d'actions de prévention à destination des jeunes

Les jeunes sont en grand nombre sur le territoire, d'autant plus dans les quartiers prioritaires de la ville. Dans leur construction en tant que futur adulte, il est nécessaire de leur faire prendre conscience des enjeux liés à la santé et des risques liés à une mauvaise hygiène de vie ou de mauvais comportements. C'est pour cette raison que des actions de prévention ont été développées à destination de ce public.

- Une sensibilisation aux addictions : Par le biais d'un jeu géant, l'Addicto'Quizz, une sensibilisation aux conduites addictives a été mise en place avec une addictologue. Le Relai de la Sauvegarde du Nord était également présent afin de pouvoir sensibiliser les jeunes et leur proposer de la documentation. Cette action a concerné des jeunes âgés entre 12 et 20 ans, majoritairement issus des quartiers prioritaires. Cette action a ainsi pu sensibiliser aux dangers que peuvent entrainer les addictions.

- La journée nationale de lutte contre le harcèlement à l'école : Lors de la journée nationale « non au harcèlement », les classes de 6ème du collège Raymond Devos ont été sensibilisés aux troubles de l'anxiété, à la phobie scolaire, au mal être psychologique et physique ainsi qu'à la prévention au suicide. Des ateliers ont eu lieu le midi à destination de 30 élèves de 12 à 15 ans pour objectif de les sensibiliser aux dangers du harcèlement et aux répercussions sur la santé mentale des jeunes qui se font harcelés.

- La journée de lutte contre les violences faites aux femmes : Lors de cette journée, le bus Nina & Simone de l'association SolFa est venue faire de la prévention sur les violences, les relations et l'hygiène intime au collège Raymond Devos. L'intervention a touché 80 élèves de 11 à 15 ans.

- Une sensibilisation autour des conduites à risque : Lors de la semaine du 29 novembre au 2 décembre, toutes les classes de 3ème ont été sensibilisées au consentement et au conduites à risque : drogues festives, alcool et sexualité. L'objectif était de sensibiliser mais également de pouvoir répondre aux questions que les élèves peuvent se poser sans oser en parler.

- Hem Games Thon et addictions numériques : Lors du salon du jeu vidéo Hem Games thon où les jeunes peuvent, pendant deux jours, venir essayer les dernières nouveautés en matière de jeu vidéo, six flippers ont été mis en place afin de sensibiliser au « jouer autrement ». Un stand prévention aux écrans et jeux vidéo était également en place afin d'informer et d'échanger sur les risques liés aux écrans et jeux vidéo qui peuvent entrainer un manque de sommeil, de l'agressivité. Des échanges ont également eu lieu avec des jeunes sur la vue d'images choquantes dans les jeux vidéo ou sur internet ainsi qu'aux dangers du cyberharcèlement. Une quarantaine de personnes sont venus discuter avec les professionnels du stand.

- Des ateliers gestion des émotions : Six séances d'atelier sur la gestion des émotions ont mis en place avec une naturopathe à l'école Marie Curie pendant les pauses méridiennes avec à la fois des séances semi-individuelles et des séances collectives. 20 enfants ont ainsi pu bénéficier de cet atelier.

- Des dépistages auditifs : 5 séances de dépistage auditif ont été effectuées par la petite enfance, avec le Centre Montfort, en juin 2022 et ont ainsi permis de dépister 79 enfants.

Axe 3 : Un programme d'actions bien-être et prévention à destination des seniors

La Ville a déployé des temps de partage à destination des personnes âgées dans les quartiers pour l'intérêt du projet Santé Ville. La ville est en effet marquée par un vieillissement de sa population et se pose ainsi la question de l'autonomie mais également de l'isolement des personnes âgées. Des actions afin de favoriser leur bien-être et leur motricité ont donc été mises en place.

- Dépistage Mars Bleu : Dans le cadre du mois de mobilisation contre le cancer colorectal, la ville a communiqué auprès de la population sur l'importance de réaliser régulièrement des dépistages. Une campagne de sensibilisation sur le thème du dépistage colorectal a également été organisé avec la CPTS des 7 villes dans deux résidences pour séniors : la résidence de la Marque et les Girandières.

- Ateliers sportifs et bien-être : Des ateliers de gym séniors, danse country, stage de danse, yoga et sophrologie sont organisés dans le but de maintenir l'autonomie physique des personnes séniores. Ces ateliers leur permettent également de maintenir du lien en pratiquant une activité physique collective afin d'améliorer leur bien-être. Ces ateliers ont eu lieu une fois par mois, et ce toute l'année.

- Atelier intergénérationnel : Une rencontre intergénérationnelle a été réalisée en Juin pour 14 enfants de 6 à 12 ans avec des personnes séniores afin d'entretenir un lien avec le public enfants. La rencontre s'est déroulée autour d'un après-midi jeux de société et partage d'un gouter.

- Semaine Bleue : La semaine bleue, dédiée à la valorisation des ainés, a été l'occasion de pouvoir mettre en place des actions bien-être pour les séniors avec notamment un atelier de réflexologie plantaire et un atelier de gym holistique pour travailler sur l'équilibre, la respiration et la tonicité du corps. Un dernier atelier de sonothérapie a également été organisé avec l'EHPAD des Aulnes afin de soulager certains maux par le biais de sons et de vibrations.

Axe 4 : Un programme d'actions santé de sensibilisation et de prévention pour favoriser les bonnes pratiques

Il semble que les Hémois possèdent globalement de « bonnes pratiques » en matière de santé sur la ville de Hem avec cependant, de fortes disparités selon les quartiers concernant notamment les dépistages et l'accès aux informations en termes de santé. Des actions de sensibilisation et de prévention ont donc été mises en place avec des tentatives de toucher davantage les habitants des QPV.

- Une formation de sensibilisation à la santé mentale des habitants des QPV : Cette formation a été animée par le Centre collaborateur de l'OMS spécialisé en santé mentale et le Conseil local de santé mentale (CLSM) afin d'expliquer les enjeux de la santé mentale dans les QPV, d'identifier correctement les éléments de posture personnelle qui favorise une approche bienveillante de la santé mentale et d'informer sur les ressources locales qui peuvent être mobilisées pour répondre aux besoins. Cette sensibilisation a été réalisée auprès de 13 professionnels et élus appartenant au secteur de la santé ou pouvant être à même de devoir s'adapter face à un public rencontrant des problématiques liées à la santé mentale notamment d'un public issu des quartiers prioritaires.

- Des dépistages diabète : Dans le cadre de la semaine nationale de prévention du diabète, deux demi-journées de dépistage du diabète ont été organisées dans l'un des quartiers prioritaires de la ville. Ces temps de dépistage ont également permis une sensibilisation aux risques liés à une mauvaise alimentation et les potentielles conséquences, auprès du public. De plus, les personnes présentant des facteurs de risques, pouvant entrainer un diabète, ont bénéficié d'un courrier à transmettre à leur médecin traitant, afin de l'alerter et pouvoir être régulièrement suivi dans leur prise de sang. 26 personnes ont pu se faire dépister.

  La problématique du diabète, étant assez importante sur le territoire de Hem, la ville a également profité de la braderie annuelle de Hem en Septembre pour mettre en place avec la Maison de Santé Pluridisciplinaire un stand de dépistage de diabète de 8h à 17h près de la Grand'Place. Lors de cette journée, 169 personnes ont été dépistées.

- La sophro-balade : Dans le cadre des Semaines d'information sur la santé mentale, une sophro-balade a été organisée avec une sophrologue et le CLSM de Roubaix dans le centre de Hem. Cette activité avait pour objectif de permettre de relâcher les tensions. 10 personnes issues des QPV étaient présentes.

- Un forum du handicap : Le samedi 26 novembre, le premier forum du handicap hémois a été organisé afin de sensibiliser davantage au handicap et aller vers une société inclusive. La salle Dunant a ainsi accueilli une vingtaine de stands et structures couvrant un certain nombre de handicap. Cette journée avait ainsi pour objectif de sensibiliser les Hémois aux différents types de handicap, de répondre également à certains questionnements mais aussi permettre à certains professionnels de se rencontrer.

- Une formation de professionnels du territoire sur la santé mentale avec l'Institut Pasteur : La problématique de la santé mentale étant importante sur le territoire notamment avec le public jeune issu des QPV, il a semblé utile de mettre en place une formation pour accompagner les professionnels de la ville de Hem sur la santé mentale et la souffrance psychique des adolescents et jeunes adultes. L'objectif de la formation était de renforcer les connaissances et le pouvoir d'agir des professionnels tout en restant dans le cadre déontologique et dans la limite des compétences en revenant sur le repérage, l'approche et l'orientation puis sur des outils pour mieux reconnaitre, communiquer et orienter les publics.

En 2022, la ville de Hem a donc mis en place des actions sur la thématique de la santé qui ont rassemblé 86% d'habitants issus des quartiers prioritaires. Un grand nombre d'actions ont été mis en place dans les lieux situés en quartier prioritaire afin de favoriser la venue des habitants de ces quartiers et éviter que la mobilité devienne un frein à leur participation.

➢ **<u>Autres éléments en lien avec la santé</u>**

- **La campagne vaccinale**

Dans un climat d'incertitude face à l'évolution de la crise sanitaire, le début de l'année 2022 a été marqué par une continuité des restrictions sanitaire avec l'obligation de port du masque dans les lieux clos et la présence du pass sanitaire dans le cadre de la campagne vaccinale.
Dans le cadre de cette stratégie nationale, la ville de Hem a continué, en ce début d'année 2022, à communiquer sur l'importance de la vaccination contre le covid notamment à destination des publics vulnérables ainsi que des primo-vaccinés. Avec le soutien de l'ARS, la ville de Hem a donc organisé deux nouvelles journées de vaccination le Mardi 2 Février et le Mercredi 23 Février de 10h à 18h dans la Salle Henri Dunant situé sur le quartier prioritaire des Hauts-Champs.

En effet, d'après les données fournies par la CPAM, la ville avait pu constater que le nombre de Hémois non vaccinés était plus important dans les quartiers prioritaires. L'objectif était donc de faciliter l'accès au centre de vaccination, pour les habitants des quartiers prioritaires. La journée de vaccination du 2 Février a ainsi permis de vacciner 102 personnes et celle du 23 Février, de vacciner 51 personnes dont des personnes issues des quartiers prioritaires qui se sont déplacés pour une première dose de vaccination.

- **L'installation de la PMI sur le site Diligent**

En Janvier 2022, l'antenne de consultation de la PMI, qui avait été placé quelques temps à la Maison Petite Enfance, a pu s'installer sur le site Diligent auprès des locaux de la Maison de Santé Pluridisciplinaire.

Des consultations de planification familiale ont lieu le jeudi de 9h à 11h30 sur rendez-vous et des consultations infantiles ont lieu le mardi de 13h30 à 16h30 et le vendredi de 9h à 11h30 également sur rendez-vous.

- **Maison de Santé pluridisciplinaire**

Après quelques difficultés rencontrées notamment avec la crise sanitaire ainsi que la surcharge d'activité des professionnels de santé, la Maison de Santé pluridisciplinaire (MSP) a enfin pu être installée sur le site André Diligent dans nos quartiers prioritaires en Février 2022.
La chargée de mission en charge de la santé a pu commencer à développer plusieurs actions avec les professionnels de santé de la structure.

- **Signature d'une convention de partenariat entre la CPAM de Roubaix Tourcoing et le CCAS de Hem**

Une convention a été signée entre la CPAM de Roubaix Tourcoing et le CCAS de Hem afin de pouvoir faciliter et renforcer l'accès à l'information, aux droits et aux publics vulnérables. Ce partenariat vise à lutter notamment contre le renoncement aux soins de publics fragiles issus notamment des QPV du territoire.

- **Don du sang**

Le Jeudi 3 Février 2022, une convention de partenariat tripartite de Don du sang a été signée au sein de la mairie de Hem entre la Ville, l'Etablissement Français du Sang et l'association l'Amicale des Donneurs de Sang, afin de que la ville de Hem, déjà très engagée dans la promotion du don du sang, devienne une commune partenaire du don du sang.

La Ville de Hem ainsi que l'ADSB facilitent et organisent la mise en place de collectes de sang, une fois tous les deux mois ainsi qu'une collecte-évènement appelée « Télédon » chaque fin d'année à l'occasion de laquelle la Ville appelle le plus grand nombre à se mobiliser (Hémois, associations, agents de la ville…). La salle des fêtes de la ville est alors mise à disposition lors de ces collectes. En 2022, 6 collectes ont été organisées. Au total, ce sont 904 dons de sang qui ont été effectués lors de ces collectes.

- **Campagne Octobre Rose**

Depuis plusieurs années déjà, la ville de Hem se mobilise lors de la campagne de prévention et de sensibilisation du dépistage du cancer du sein au mois d'Octobre.
En 2022, l'ouverture du mois Octobre rose, a débuté par la mise en place d'un village hémois en rose, le premier dimanche du mois d'octobre. Dans ce village organisé à côté du marché local, différents stands ont mis en place avec notamment un stand du groupe Ramsay qui présentait les bons gestes à adopter pour réaliser une autopalpation par le biais d'un buste, un stand du CH de Roubaix et de la Ligue contre le cancer afin de sensibiliser les femmes avec un film sur la mammographie ainsi qu'un buste d'autopalpation. Un stand de la ville ainsi qu'un stand du fleuriste « Ancolie » ont également été mis en place afin de vendre parapluies roses ainsi que des fleurs dont l'argent a été reversé à l'association « Mon bonnet rose » qui soutient et accompagne les femmes touchées par le cancer du sein.
La ville a également organisé, pour la seconde année, le challenge couture « Mon bonnet rose » sur deux jours. Des couturières bénévoles ont donné de leur temps en venant confectionner des bonnets pour les femmes atteintes par le cancer du sein, à partir de T-Shirts en coton collectés.

DEPENSES DSU 2022

DETAIL FONCTIONNEMENT		2022
ARP /sport	Fonctionnement des équipements socio /sportif (fluides, gardiennage, entretien)	268 888 €
ARP /sport	Soutien aux apprentissages	33 648 €
ARP /sport	Evenementiels, actions animations ou de développement	14 592 €
ARP /culture	Fonctionnement des équipements socio /culturels (fluides, gardiennage, conicerge, entretien)	269 252 €
ARP /culture	Soutien aux apprentissages	54 032 €
ARP /culture	Evenementiels, actions animations ou de développement	97 255 €
PEJ/EDUC	Modernisation, entretien des équipements, sécurisation, ..	154 752 €
PEJ/EDUC	Prestations scolaires	1 075 831 €
PEJ/EDUC	Actions de découvertes éducatives /loisirs	902 107 €
PEJ/JEUNESSE	Action de développement offre loisirs Jeunesse et actions citoyenneté	166 463 €
PEJ/JEUNESSE	Action de prévention Jeunesse	151 780 €
PEJ/JEUNESSE	Action insertion Jeunesse	84 993 €
DGS	Marchés/ ANRU	69 825 €
DGS	Police municipale/sécurité	265 507 €
Cabinet du Maire/COMMUNICATION	Communication, publications	22 606 €
SCS / CCAS /Logement	Subvention CCAS (logement)	376 000 €
SCS / ville	Gérontologie	25 117 €
SCS / ville	Politique de la Ville /santé	576 145 €
SCS / ville	Soutien à l'emploi et actions de solidarité	223 673 €
SCS / ville	Petite Enfance	691 204 €
ST/ Urbanisme et développement durable	Environnement et entretien des QPV /GUP	36 979 €
ST/ bâtiments	Eclairage public consommation/ ateliers	138 557 €
FRM /RH	Masse salariale affectée hors coûts spécifiques QPV	3 620 126 €
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT		**9 319 332 €**
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT		**4 199 069 €**
TOTAL GENERAL 2022		**13 518 401 €**

Hem, le 15 juin 2023.

Le Conseil Citoyen a été invité à la présentation du bilan DSU 2022. Il s'agit d'un rapport sur l'utilisation de la Dotation Sociale de l'Etat et comme chaque année, nous sommes invités à présenter nos remarques suite à l'exposé du service « Politique de la Ville ». Nous étions sept membres du Conseil Citoyen présents. Nous nous félicitons de l'engagement de la Ville pour les quartiers en QPV et nous remercions les services de la Mairie pour la clarté des explications qui nous ont été fournies.

Quelques points ont attiré notre attention, en particulier, si on tente une comparaison avec les situations des années antérieures.

- Les sommes sont conséquentes. 5 millions d'euros de dotation pour 13 millions dépensés par la ville. On remarque les axes d'action suivants :

- La partie logement reste toujours sous grosse tension. 7482 logements avec 2000 demandes annuelles pour un peu moins de 100 attributions.

- 3886 habitants sont allocataires de la CAF. Comme l'an dernier, on remarque que 20 % des allocataires des aides sociales ne disposent d'aucune autres ressources liées à une activité professionnelle. On constate aussi une hausse des sollicitations auprès du CCAS avec 8461 sollicitations. 953 jeunes de quartiers QPV ont été suivis par le Point Information Jeunesse.

- La Mairie insiste sur le volet « santé », même si cette compétence ne dépend pas directement de la Ville : Dispositif Global de Santé avec la création d'une Maison de Sante pluridisciplinaire en 2022. Le Covid a eu pour effet tardif un risque accru des risques de diabète auprès des personnes fragilisées, en particulier les enfants. Rappelons également que nous sommes, au sein de la MEL, confrontés à une mauvaise qualité générale de l'air.

- La Mairie insiste également sur les volets d'accompagnement scolaires divers : Soin de la restauration, budgets plus conséquents avec des agents dans les écoles et des aides au gardiennage.

- Les bâtiments de la Ville dans les quartiers font l'objet d'un soin particulier. C'est une priorité en parallèle indispensable aux projets ANRU.

- AISE a procédé à 22 recrutements. On constate ensuite des résultats de retour à l'emploi définitif toujours encourageants.

- On constate un vieillissement toujours croissant de la population et celle-ci a souffert d'un isolement aggravé par la crise sanitaire. La Mairie a adapté et diversifié son aide. On remarquera, en particulier, le dispositif « Unicités » qui permet de suivre les personnes âgées qui le souhaitent en encourageant des liens intergénérationnels.

- Le programme Démos 2 a été remplacé par le programme OPUS. Réussite également constatée puisque, chaque année, plusieurs enfants rejoignent ensuite l'Ecole de Musique. Dans notre société de plus en plus déculturée, c'est assez remarquable.

Pour le Conseil Citoyen.

DEL/2023/AS/
ASSOCIATION « Boutique de Gestion Espace »
PROGRAMMATION CONTRAT DE VILLE 2023
CHANGEMENT ACTION

L'association Boutique de Gestion Espace (BGE) a pour objectif de lutter contre les exclusions et les inégalités en proposant un accompagnement et des formations aux personnes qui souhaitent se réinsérer professionnellement. Elle a pour mission de rendre l'entrepreneuriat accessible à tous.

Depuis 2021, la ville de Hem soutient l'une de ces actions « CitéLab » dans le cadre du Contrat de Ville. Cette action a pour objectif de maintenir un travail de proximité et de soutien aux initiatives entrepreneuriales au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville de HEM.

C'est un service gratuit de proximité. Celui-ci permettait de renseigner les bénéficiaires sur les différentes étapes de la création et de la reprise d'entreprise et de les orienter vers les services d'accompagnement existants.

Le dispositif « CitéLab » évolue et la ville de Hem souhaite continuer à maintenir une dynamique d'accompagnement entrepreneurial auprès du public des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

L'aide prévue permettra à un demandeur de concrétiser une idée qui lui correspond, d'en mesurer les possibilités et de la faire grandir.

L'association BGE propose aux communes en QPV de faire perdurer la dynamique « CitéLab » et de continuer à tisser des liens avec les partenaires locaux, favorisant ainsi des réussites professionnelles inspirantes sur le territoire, par l'intermédiaire d'une offre de service modifiée et plus adaptée au public cible : « Offre de services : stratégie de « aller vers » - Pré accompagnement ».

L'expérimentation de cette nouvelle façon de faire permettra d'alimenter les réflexions et de mesurer les besoins des territoires afin de remplacer in fine le dispositif « CitéLab ».

Le Conseil Municipal du 14 décembre 2022 a acté la subvention d'un montant de 3140€ pour l'action nommée simplement « CitéLab ».

Vu l'avis conforme de la commission Actions Sociales, Logement et Politique de la Ville en date du 31 mai 2023,

Vu l'avis consultatif de la commission Finances, Economie et Administration générale du 12 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'acter l'évolution et la modification du titre du projet financé : de « CitéLab » à « Offre de services : stratégie de « aller vers » - Pre accompagnement » ;
- De procéder à la modification de l'intitulé de l'action reprise à la délibération n°DEL/2023/FI/3, en date du 1er février 2023 « subventions aux associations » et à la délibération n°DEL/2023/AS/9, en date du 1er février 2023 « Programmations annuelles contractuelles Politique de la Ville – Contrat de Ville 2023 » pour l'action du BGE.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/AS/
CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICE AUX FAMILLES
REVERSEMENT EXCEPTIONNEL AUX VILLES
DE LYS LEZ LANNOY ET ROUBAIX

La Ville de Hem a signé une Convention Territoriale Globale (C.T.G) en date du 15 octobre 2021, avec effet rétroactif au 1er janvier 2021. La signature de cette convention a permis aux différents partenaires, déjà financés dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, de bénéficier de nouveaux financements au titre des Bonus Territoires.

Le Centre Social Trois Villes gère un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant, dont les places étaient financées, jusqu'à la date de prise d'effet de la Convention Territoriale Globale, dans le cadre du Contrat Enfance jeunesse des villes de Hem, Lys-lez-Lannoy et Roubaix.

La règle de calcul du Bonus Territoire de la CAF s'appuie sur la prise en compte de l'ensemble de l'offre existante sur l'équipement en fonction de sa localisation territoriale. En l'occurrence, pour le Centre Social 3 Villes, celui-ci étant basé à Hem, le territoire retenu est donc exclusivement celui de Hem.

Dès lors, les participations financières de la Caisse d'Allocations Familiales sont dorénavant versées, dans le cadre de la nouvelle Convention Territoriale Globale, directement et en totalité, **à chaque structure**, **ET par territoire géographique** de localisation.

Ainsi, en cours de l'année 2021 (fin du 1er semestre), le Bonus Territoire pour le Centre Social trois Villes a été calculé et arrêté définitivement, sur la base des 20 places correspondant à sa capacité d'accueil, à hauteur de 2 448,23 € la place, soit un montant total de 48 964,60 €.

Ces participations auraient donc dû être versées directement et en totalité au Centre Social Trois Villes, pour l'intégralité des 20 places, comme le stipule la règle de la CTG.

Toutefois, il a été décidé, à titre exceptionnel et pour la seule année 2021, de verser ce bonus territoire en totalité à la commune de localisation (HEM), pour le compte des trois villes (Hem, Lys lez Lannoy et Roubaix).
Cela était justifié par le fait que la signature de la CTG organisant les versements des participations financières de la CAF, s'est concrétisée tardivement, et après que les villes de Hem, Roubaix et Lys lez Lannoy aient déjà versé leurs participations au centre social, en début d'année 2021 et sur le « modèle CEJ ».

Ainsi, la ville de Hem a perçu de la CAF les bonus territoires suivants, qu'elle doit donc reverser aux deux villes de Lys Lez Lannoy et Roubaix.

- 4 896,46 euros correspondant aux 2 places réservées à la ville de Lys-lez-Lannoy,
- 12 241,15 euros correspondant aux 5 places réservées à la ville de Roubaix**.**

Vu l'avis conforme de la Commission Actions Sociales, Logement et Politique de la Ville en date du 31 mai 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'accepter le principe de reversement des participations financières de la CAF perçues par la Ville de Hem pour le compte des villes de Lys-lez-Lannoy et Roubaix,
- De l'autoriser à procéder au versement en faveur de la ville de Lys-lez-Lannoy, à hauteur de **4 896,46 €,**
- De l'autoriser à procéder au versement en faveur de la ville de Roubaix, à hauteur de **12 241,15 €,**
- De l'autoriser à accomplir toutes les démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/AS/
RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS DE LOCAUX ET DE MATERIEL
DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE LA COHESION SOCIALE

Par délibération du 16 décembre 2022, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

Vu l'avis conforme de la Commission Actions Sociales, Logement et Politique de la Ville en date du 31 mai 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'accepter les termes des conventions ;
- De l'autoriser à signer les documents concernant les associations et groupement d'intérêt public reprises ci-dessous.

ACTION SOCIALE	
AMICALE DONNEURS DE SANG	Mise à disposition de locaux (partagés avec Média)
ESPACE DE VIE SAINT EXUPERY	Mise à disposition de locaux
GIP AGIRE	Mise à disposition de locaux
IMAGE ET PENSEE	Mise à disposition de locaux
PAUSE ET PARTAGE	Mise à disposition de locaux

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

ASSOCIATIONS AMICALE DES DONNEURS DE SANG ET MEDIA
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,

L'amicale des donneurs de sang, représentée par sa présidente,
L'association MEDIA, représentée par sa présidente,
ci-après dénommées les associations, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre des conventions d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclues entre la Ville et les associations, la Ville met à la disposition des associations, qui acceptent en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Le local mis à disposition est le logement de fonction du groupe scolaire DE LATTRE DE TASSIGNY.
L'amicale des donneurs de sang dispose de 19.67 m², et Média dispose de 62.20 m² à titre exclusif.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, les associations s'obligent à faire figurer dans tous leurs documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût leur sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par les associations sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé

2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle. ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si les associations venaient à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elles en avertissent immédiatement leur service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations d'électricité seront directement à la charge des associations suivant le tableau établi ci-après. Dès que les aménagements techniques seront réalisés, les consommations et abonnements des autres postes seront à la charge des associations.

CHARGES	REPARTITION DE PRISE EN CHARGE		
	VILLE	OCCUPANT – DONNEURS DE SANG	OCCUPANT – MEDIA
EAU	100 %	Sans objet	Sans objet
ELECTRICITE	Sans objet	1/15	14/15
CHAUFFAGE	100 %	Sans objet	Sans objet

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Les associations souscrivent toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir leur responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elles justifient à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance des associations afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et des Conseils d'Administration des associations.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, les associations devront libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à leur disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation
L'adjoint aux Solidarités entre les Générations,
A l'Habitat, au Logement et à la Politique de la Ville

M. SIBILLE

Pour l'association MEDIA
La Présidente

Mme RAFFESTIN

Pour l'association des Donneurs de Sang
La Présidente

Mme FREMAUX

COORDONNEES D'ASSURANCE MEDIA:
n° de police :

Compagnie :
Date d'échéance :
COORDONNEES D'ASSURANCE DONNEURS DE SANG :
n° de police :
Compagnie :
Date d'échéance :

ASSOCIATION ESPACE DE VIE SAINT EXUPERY
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL ET MATERIEL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association espace de vie Saint-Exupéry, ci-après dénommée l'association, représentée par sa Présidente, ayant son siège social au 5, allée Saint Exupéry à Hem, ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET
Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire. Par ailleurs, du matériel et du mobilier dont la liste figure en fin de texte, est mis à la disposition du Centre social, pour lui permettre d'exercer son activité. Ce matériel devra rester dans les locaux du CIB et ne pourra être déplacé sans l'accord écrit de la ville.

ARTICLE 2 – DESIGNATION
Les locaux mis à disposition sont :

- Les salles 1 et 2, un bureau et des sanitaires pour un total de 74 m² au Centre Intergénérationnel de Beaumont, 2 rue Racine.

** Les locaux de l'Espace Bournazel, d'une surface totale de 340.94 m², et le jardin, d'une surface de 123 m², font l'objet d'une convention de mise à disposition exclusive, réservée à la crèche de l'EVSE.*

ARTICLE 3 – REDEVANCE
Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT
Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;

5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.

En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION
Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE
L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION
A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION
En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation, L'Adjoint à la solidarité entre les générations, à l'habitat, au logement et à la politique de la ville	Pour l'association, La Présidente
P. SIBILLE	B.GIRALDI
COORDONNEES D'ASSURANCE : n° de police : Date de signature du contrat :	 Compagnie : Date d'échéance :

Mobilier et matériel mis à disposition du
Centre social Espace de Vie Saint-Exupéry

Description du mobilier et matériel	Quantité	Valeur d'achat TTC	Prix total TTC
Chaise Anory (hêtre naturel)	**19**	**44,10**	**837,90**
Table 1,20 x 1,60	**6**	**77,44**	**464,64**
Armoire portes battantes (sans clefs)	**2**	**259,20**	**518,40**
Chauffeuse KALUX	**3**	**146,34**	**439,02**
Table basse	**1**	**63,16**	**63,16**
Tableau mural blanc 90 x 1,80 (fixé au mur)	**1**	**100,21**	**100,21**
Téléphone	**1**	**24.90**	**24,90**
Téléviseur	**1**	**382,72**	**382,72**
Poste radio/CD THOMSON	**1**	**71,76**	**71,76**
Réfrigérateur FAURE	**1**	**239,20**	**239,20**
Porte manteaux avec 6 patères (fixé au mur)	**1**	**-**	**-**
Distributeur de savon	**1**	**-**	**-**
Miroir	**1**	**-**	**-**
Porte-serviettes	**1**	**-**	**-**
Dérouleur pour papier toilette	**1**	**-**	**-**
Extincteur	**2**	**-**	**-**
Clef CBA 9 (ouverture porte d'entrée et porte couloir)	**2**	**-**	**-**
Clef VE 69 B 5 (ouverture de la grille extérieure)	**2**	**-**	**-**

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC AGIRE VAL DE MARQUE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 2023
(ANNEXE DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre,
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,

Et,
Le GIP AGIRE Val de marque, représenté par son Président, ayant son siège social en ses bureaux, ci-après dénommée le GIP, d'autre part,

Il a été conclu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet
Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020 conclue entre la Ville et le GIP, la Ville met à la disposition du GIP, qui accepte en l'état, un ensemble immobilier de bureaux. La mise à disposition est précédée d'un état des lieux établi en présence des deux parties.

ARTICLE 2 – Désignation

Les locaux mis à disposition du GIP AGIRE se situent à la Maison de l'Emploi et des Services Publics, située parvis Marcellin Berthelot à Hem, d'une surface totale de 1 797 m² et dotée d'un parking aérien clôturé. La MESP accueillent :

- Les locaux réservés au GIP et ses services sont le 1er étage :
  - La Mission Locale : bureaux à usage exclusif d'une surface totale de 75 m2 et 255 m2 de parties communes,
  - Le PLIE pour 40 m2 de bureaux à usage exclusif et 133 m2 de parties communes,
  - Soit 115 m2 de bureaux et 388 m2 de parties communes
- Le reste de la surface du bâtiment, au rez-de-chaussée, est affecté aux bureaux municipaux pour les permanences au public de divers organismes ;
- L'agence Pole Emploi du Val de Marque par bail renouvelé le 24 janvier 2019 entre la Ville et Pôle Emploi, à effet du 25 janvier 2019 pour une surface de 750 m² répartie en 674 m2 de bureaux et 76 m2 de parties communes représentant une quote-part de 42% de ces dernières. L'agence Pole Emploi jouit en outre de l'utilisation du parking aérien privatif ;

ARTICLE 3 – Durée de la convention
La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle est renouvelable après délibération du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration du GIP.

ARTICLE 4 – Planning d'utilisation et conditions de fonctionnement
Le GIP dispose des clés et badges lui donnant accès aux bureaux qu'il occupe spécifiquement ou qu'il met à disposition dans le cadre de permanences. La duplication en est interdite. Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la convention d'objectifs sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
Le GIP s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition par la Ville. La Ville assure l'entretien des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne pourra être décidée ou réalisée par le GIP sans l'accord écrit de la Ville. Dans le cas de travaux réalisés du seul chef du GIP, la ville imposera au GIP et aux frais de celui-ci la remise en l'état initial ou la mise aux normes de sécurité, suivant les instructions des services municipaux.
Dès lors que la Ville a donné son accord au GIP sur le principe de compléter le mobilier existant, le propriétaire du dit mobilier en sera pleinement responsable. Il appartiendra au GIP de laisser ou non le mobilier en place en fin de mise à disposition des locaux. La Ville ne sera donc pas responsable des dégradations, dommages et vols éventuels qui pourraient survenir à ce mobilier.

ARTICLE 5 – Redevance

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, le GIP s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

ARTICLE 6 – Utilisation des fluides

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera à n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé.

ARTICLE 7 – Charges et entretien

Les abonnements et contrats liés à la fourniture d'énergie et d'eau seront directement pris en charge par le GIP. Les autres charges d'entretien (contrats d'entretien et de vérification des éléments techniques, des alarmes, du chauffage) seront intégralement facturées trimestriellement à terme échu par la Ville au GIP. Le GIP répercutera les coûts aux différents occupants, au prorata de la surface occupée, selon les dispositions particulières de leur convention d'occupation. A ce titre, en ce qui concerne l'agence Pole Emploi, les dispositions particulières du bail conclu avec la Ville le 24 janvier2019 sont intégralement rappelées ici :
« D'un commun accord, les parties ont décidé que les charges locatives récupérables sur le Preneur au titre du présent bail, seraient celles définies par le Décret 87/713 du 26 Août 1987 joint en annexe.
De manière dérogatoire, les charges récupérables dites 'Charges locatives' donneront lieu à remboursement au profit du GIP AGIRE, invité à comparaître aux présentes, représenté par son Président, Saïd LAOUADI, dûment habilité à cet effet conformément à la délibération de son conseil d'administration, domiciliée 1 parvis Berthelot, 59510 Hem, ou toute autre structure qui lui serait expressément substituée dans l'avenir, agissant pour le compte et au nom du Bailleur, en vertu d'une convention d'occupation conclue entre eux, et annexée aux présentes.
Cette clause est une disposition essentielle sans laquelle les parties n'auraient pas contracté.
Ce remboursement aura lieu sous réserve que le GIP AGIRE produise au moins une fois par année au Preneur les pièces justificatives des dépenses effectivement acquittées, soit :

1) un extrait contenant l'état descriptif de division par lot précisant la ventilation des dépenses par nature ainsi que la clé de répartition.
2) Une fois par an le décompte général des charges par nature de dépense.
3) Le décompte individuel pour les lots concernés, objets du présent bail, arrêté par nature de dépense et la quote-part des charges locatives dues par le Preneur (copie de factures).

Provision pour charges locatives :

Le règlement de ces charges interviendra sous forme d'une provision annuelle estimée à ce jour à 30 €/m² soit 22 500 euros hors taxes, payable par acomptes trimestriels aux échéances de loyer. Elles feront l'objet d'une régularisation annuelle et d'un réajustement ultérieur si nécessaire, en fonction du montant réel des charges acquittées au cours de l'année précédente, la quote-part incombant aux biens loués représentant 42% des charges communes générales de l'immeuble.
Dès réception du décompte correspondant et après vérification des différents postes par la partie preneuse, celle-ci s'engage à effectuer le règlement du solde de ces charges au GIP AGIRE. Dans le cas où la partie preneuse sollicite des informations complémentaires, celle-ci s'engage à le faire sous un délai de quinze jours à compter de la réception du décompte.
Dans l'éventualité où la Maison de l'Emploi Val de Marque ne produisait pas, dans un délai de 6 mois après la clôture de l'exercice, le décompte des charges locatives, accompagné des pièces justificatives, ou dans

l'éventualité où la Maison de l'Emploi Val de Marque ne répondait dans le même délai aux demandes d'informations complémentaires, il est convenu que le Preneur pourra cesser le versement des dites provisions et, après mise en demeure restée sans réponse, faire procéder au reversement intégral des sommes déjà payées. »
L'entretien des locaux de la Maison de l'Emploi et des Services Publics, bureaux et parties communes, sera effectué par souscription par le GIP d'un contrat de nettoyage avec l'association AISE. Le GIP répercutera les coûts aux différents occupants, bénéficiaires de la prestation, au prorata de la surface occupée, selon les dispositions particulières de leur convention d'occupation.

ARTICLE 8 – Cession et sous-location
Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition hors exceptions précisées ci-dessus, est interdite.

ARTICLE 9 – Assurance
Le GIP souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs. Il paie les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
En tout état de cause, la Ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance du GIP afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans ces locaux.

ARTICLE 10 – Avenant
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération du Conseil Municipal et du Conseil d'Administration du GIP.

ARTICLE 11 – Expiration
A l'expiration de la présente convention, le GIP libère les locaux et restitue l'intégralité des biens mis à la disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux signé par les parties.

ARTICLE 12 – Résiliation
En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure. La résiliation de la convention peut intervenir à l'expiration d'un délai de 48 heures si un intérêt public l'exige expressément. Les avantages liés à la présente tomberaient alors de plein droit.

Hem, le

Pour la Ville de Hem	Pour le GIP AGIRE Val de Marque
Le Maire Francis VERCAMER	Le Président Saïd LAOUADI

COORDONNEES D'ASSURANCE :
Compagnie :
N° de police :

ASSOCIATION IMAGE ET PENSEE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
Le comité IMAGE ET PENSEE, ci-après dénommée l'association, représenté par sa présidente, ayant son siège social au 36 rue du Général Leclerc à Hem, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Le local mis à disposition est composé de deux pièces pour une surface totale de 45 m² dans la maison située au 36, rue du Général Leclerc.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville. La duplication des clefs confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé

2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. À effectuer le rangement et le nettoyage de la salle, ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation L'adjoint à la Solidarité entre les Générations, A l'Habitat, au Logement Et à la Politique de la Ville	Pour l'association, La Présidente
P. SIBILLE	M.P. D'HALLUIN

COORDONNEES D'ASSURANCE :

N° de police :	Compagnie :
Date de signature du contrat :	Date d'échéance :

ASSOCIATION PAUSE ET PARTAGE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX MUNICIPAUX - 2023

Entre,
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et,
L'association PAUSE ET PARTAGE, représentée par son président, ayant son siège social à la Maison des associations Nadine Brasiello, avenue Henri Dunant, à Hem, ci-après dénommée l'Association, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET
Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, un local municipal ainsi que du matériel favorisant son activité. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION
Les locaux mis à disposition sont les salles 1 et 3 + la cuisine pour un total de 106.92 m². La salle 2 est à usage partagé. Ces locaux sont situés dans la Maison des associations Nadine Brasiello, avenue Henri Dunant.

ARTICLE 3 – REDEVANCE
Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION
La mise à disposition est consentie pour l'année 2023. Elle est renouvelable. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT
Les locaux ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention et de la convention générale d'objectifs, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La ville se réserve la possibilité de contrôler à tout moment la sécurité et la bonne utilisation des locaux ainsi que de procéder aux fermetures techniques qui seraient indispensables au bon fonctionnement des installations. Elle en prévient l'association dans les meilleurs délais. Aucune transformation ou amélioration des lieux ne pourra être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la ville.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;

4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.
Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.

En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. à effectuer le rangement et le nettoyage de la salle. ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
La ville assure l'entretien des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
Les fluides et abonnements sont supportés par la ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS LOCATION
Toute cession des droits en résultant ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE
L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs suivant les coordonnées ci-après. Elle paie les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
En tout état de cause, la ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association en cas de sinistre survenant dans ce local.

ARTICLE 9 - AVENANT
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci autorisé par une délibération de la collectivité et du Conseil d'Administration de l'Association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION
A l'expiration de la présente convention, l'association devra libérer les locaux en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux signé par les parties.

ARTICLE 11 – RESILIATION
En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Le délai de résiliation peut être ramené à 48 heures après réception par

l'association de la mise en demeure par la ville si un intérêt public l'exige expressément. Les avantages liés à la présente tomberaient alors de plein droit.

A Hem, le

Pour le Maire et par délégation L'adjoint à la Solidarité entre les Générations, A l'Habitat, au Logement Et à la Politique de la Ville	Pour l'association Le Président
Philippe SIBILLE	Karim YESSAD

COORDONNEES D'ASSURANCE :
n° de police :
Compagnie :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance :

DEL/2023/UR/
PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE
DE LA PARCELLE AZ 823 RUE JULES WATTEEUW
RENOUVELLEMENT URBAIN LIONDERIE TROIS BAUDETS

Monsieur le Maire rappelle que la Métropole Européenne de Lille, porteuse de l'action en matière de politique de la ville sur son territoire depuis 2015, pilote le projet d'aménagement en vue de la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain sur le quartier Lionderie – Trois Baudets à HEM.

A l'issue des démolitions, le projet pourra accueillir un peu plus d'une centaine de logements en accession sociale ou libre contribuant à la diversification de la population de ce quartier.

La mise en œuvre du projet de la Lionderie impose une redéfinition des espaces publics et privés et donc un redécoupage des propriétés foncières.

Afin de faciliter les nombreux échanges de terrains qui interviendront tout au long de la réalisation du projet, la MEL, la ville de HEM, l'EPF, Vilogia SA et Action Logement, ont décidé de s'accorder sur les modalités et les conditions de ces échanges et de les formaliser par la rédaction d'un protocole foncier.

Ce document précise en premier lieu les **volumes fonciers** qui devront être échangés entre les différents signataires pour permettre la mise en œuvre dudit projet urbain.

Il prévoit notamment que les cessions du domaine métropolitain et communal existant, à déclasser ou à désaffecter et non concernées par les parties prenantes mentionnées ci-dessus, se feront au prix des domaines pour les terrains conférant des droits à bâtir au preneur.

Enfin, les transactions avec les acteurs non-signataires de la convention financière du NPRU se feront selon le prix des domaines non négocié.

Dans le cadre de la reconstitution de l'offre attachée au programme de renouvellement urbain sur le quartier Lionderie – Trois Baudets, Vilogia SA réalisera 15 LLS. En plus des 8 PLAI square Nadaud elle réalisera 7 PLUS rue Jules Watteeuw. Il s'agira de T3, type béguinage ce qui permettra de libérer des maisons sur le quartier des Hauts Champs/Longchamp. Pour permettre l'opération rue Jules Watteeuw, Vilogia souhaite acquérir la parcelle de terrain reprise au cadastre section AZ 823 d'une contenance de 207m² appartenant à la ville et jouxtant le terrain objet des 7 logements prévus.

Cette parcelle s'inscrivant dans l'opération du programme de renouvellement urbain sur le quartier Lionderie – Trois Baudets, elle sera intégrée au protocole d'échanges fonciers. Dans l'attente de la régularisation des cessions à intervenir, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir mettre à disposition ledit terrain à Vilogia par la prise de possession anticipée pour leur permettre de commencer les travaux.

Vu la délibération de la MEL du 11 octobre 2019 portant sur le protocole d'échanges fonciers du nouveau programme de renouvellement urbain pour le site « LA LIONDERIE »,

Vu la délibération DEL/2019/AE/127 de la ville de HEM du 19 décembre 2019 favorable à la signature du protocole foncier dans le cadre du projet de renouvellement urbain LA LIONDERIE TROIS BAUDETS,

Vu l'avis conforme de la Commission « Action Sociale, Logement et Politique de la Ville » du 31 mai 2023,

Vu l'avis consultatif de la commission Urbanisme et Travaux du 2 juin 2023,

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal :

- De donner un avis favorable à Vilogia pour la prise de possession anticipée de la parcelle reprise au cadastre section AZ 823 d'une contenance de 207m² appartenant à la ville
- Dire que la cession sera régularisée avec les échanges prévus au protocole foncier entre les différents partenaires du programme NPRU sur le quartier Lionderie – Trois Baudets
- De l'autoriser à signer tout document ainsi que toutes pièces relatives à cet objet

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/PE/
STRUCTURES PETITE ENFANCE
ACTUALISATION REGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT

Il est opportun aujourd'hui d'actualiser les règlements de fonctionnement afin d'aborder les points suivants :

- Documents demandés lors de l'inscription d'un enfant en structure Petite Enfance ;
- Conditions d'accueil et de facturation d'un enfant suivi par l'ASE ;
- Autorisations d'administration des médicaments ;
- Actualisation de la grille tarifaire en annexe.

En effet, les règlements de fonctionnement constituent le référentiel commun pour les équipes, les partenaires institutionnels et les parents.

C'est un document cadre indispensable pour les structures d'accueil collectif et familial. Il rappelle la réglementation à laquelle sont soumises les structures d'accueil de la petite enfance et décrit l'organisation générale de ces établissements

De plus, la Ville de Hem est confrontée à une récurrence de problématiques de factures non réglées. Il convient de prévoir dans le règlement une procédure d'accompagnement des parents par un professionnel du CCAS afin de permettre la mise en place d'un échéancier de régularisation des factures.

Au vu de la révision de différents éléments,

Il y a lieu de réactualiser les règlements de fonctionnement.

Vu l'avis conforme de la Commission Actions sociales, Logement et Politique de la Ville du 31 mai 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- D'adopter les règlements de fonctionnement des structures Petite Enfance reprises ci-dessous, à compter du 1er septembre 2023 :
  - Crèche « Le Tipi »
  - Crèche « La Ruche »
  - Crèche « L'Oasis »
  - Crèche « Coquin-Coquine »

- De diffuser ces règlements de fonctionnement aux personnels en charge de l'accueil de la petite enfance, aux parents et aux partenaires institutionnels.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES PETITE ENFANCE

Le personnel du service de la Petite Enfance est heureux de vous accueillir au sein des deux structures municipales, la Maison de la Petite Enfance et le Multi Accueil « Coquin Coquine » de la ville de Hem. La Maison de la Petite Enfance comporte trois Crèches Collectives :

- « Le Tipi »,
- « La Ruche »,
- « L'Oasis ».

Ainsi que le service Relais Petite Enfance et le Guichet Unique.

La crèche « Coquin Coquine » fait partie du service Petite Enfance, mais est situé au sein du quartier de Beaumont.

Toutes ces structures sont accompagnées de façon financière par la CNAF.

Ces équipements ont été créés pour accueillir vos enfants, régulièrement, occasionnellement ou en urgence.

Présentation de la Direction des structures :

Un organigramme synthétique est annexé en fin de ce présent document page 16, ainsi qu'un organigramme de la Crèche « La Ruche » page 17

- Une infirmière Responsable et Coordinatrice Petite Enfance, et son adjointe éducatrice de jeunes enfants gérent et coordonnent les différentes structures d'accueil du service ainsi que le Relais Petite Enfance. Elles sont à votre disposition pour vous fournir tout renseignement utile. Elles dirigent les équipes d'encadrement. En cas d'absence de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance et de son adjointe, un protocole de continuité de direction se met en place avec l'équipe d'encadrement.

- La direction de chaque structure d'accueil, ainsi que celle du Relais Petite Enfance est assurée par une Educatrice de Jeunes Enfants. En cas d'absence de l'une d'entre elles, celle-ci est remplacée par la Responsable et Coordinatrice ou son adjointe ou l'éducatrice de jeunes enfants ayant le plus d'ancienneté dans la structure.

Crèche « La Ruche » - Maison de la Petite Enfance

124 rue des Ecoles, 59510 HEM

La structure accueille les enfants du lundi au vendredi de 8h à 18h30, soit une amplitude hebdomadaire de 52h30.

La structure a une capacité de 18 places, pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus.

La structure est fermée annuellement 4 semaines au mois d'Août, la première semaine des vacances scolaires de Noël, la première semaine des vacances scolaires d'Hiver, la première semaine des vacances scolaires de Printemps. Deux journées de

Coordination par an sont également mises en place. A cette occasion, la structure est fermée. Dès que les dates sont fixées (Mai et Octobre), une communication de celles-ci sera faite par le biais d'une note, de transmissions orales et de la borne informative.

La structure peut accueillir un enfant en situation de handicap dans la mesure où celui-ci est compatible avec un accueil en structure. Cette intégration se doit de s'inscrire dans un projet d'accueil pensé et cohérent, et peut faire l'objet d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).

En référence au code de l'action sociale des familles, l'accueil des enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaires du RSA, est favorisé.

L'équipe du service Petite Enfance se compose :

- D'une infirmière, et d'une puéricultrice, référentes santé et accueil inclusif.
- D'éducatrices de jeunes enfants contribuant à l'épanouissement et à l'éveil du tout petit.
- D'auxiliaires de puériculture et CAP Petite Enfance assurant les soins du tout petit au quotidien.
- D'un agent d'accueil assurant la gestion administrative
- D'agents d'entretien assurant l'entretien des locaux et la gestion de la restauration.

Ces professionnelles bénéficient régulièrement, de réunions d'échanges, de temps d'analyse de pratique et de formations, encadrées par la responsable de la structure et de la Responsable et Coordinatrice.

Accueil régulier

Enfant connu de la structure et inscrit :
L'enfant est accueilli en **accueil régulier** selon un contrat établi entre les parents et la responsable de la structure par délégation de Mr le Maire pour un nombre d'heures mensuelles déterminé selon une semaine type, sachant que toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes. La durée du contrat est déterminée par la famille et la responsable de la structure lors de l'inscription.
Le renouvellement se fait par écrit 1 mois avant l'échéance, passé ce délai, la place est attribuée à une autre famille.

En accueil régulier, l'établissement d'un contrat est obligatoire. Il précise la structure d'accueil, les jours de présence, les horaires, la durée du contrat, le tarif horaire, le taux d'effort appliqué, les modalités de la période d'adaptation et la consultation des ressources via CDAP.

Les parents sont tenus de respecter les limites horaires d'accueil convenues sur le contrat avec la responsable.
La responsable peut dénoncer ou revoir le contrat en cas de surestimation ou sous-estimation du nombre d'heures établi au préalable. Les parents sont invités à se manifester auprès de la responsable en cas de souhait de révision du contrat.

Dans le cas d'absence de plus de 48 heures non justifiée, le contrat sera dénoncé et la place pourra être attribuée à un autre enfant en instance d'admission.

Accueil occasionnel

Enfant connu de la structure, inscrit et l'ayant déjà fréquenté :
L'accueil se fait selon les besoins des familles et en fonction des disponibilités. L'enfant est **accueilli occasionnellement**, en durée limitée (25h /semaine maximum) et ne se renouvelant pas à un rythme régulier prévisible d'avance.

Accueil d'urgence

Enfant non connu de la structure, ne l'ayant jamais fréquenté : :
L'enfant est accueilli en **accueil ponctuel d'urgence** dans le cas d'une situation exceptionnelle : accident, hospitalisation, décès, événement familial grave et imprévisible rendant impossible la garde du ou des enfants concernés.

L'accueil d'urgence est facturé selon un tarif horaire basé sur la moyenne des participations familiales observées l'année précédente.

Accueil relais

Lors de la fermeture de la structure, **un accueil relais** dans les autres structures municipales reste possible selon les disponibilités. Pour cela, il convient d'en faire la demande au plus tôt à la responsable.

1. Modalités d'admission

Pour un accueil régulier, il est nécessaire de **préinscrire** votre enfant sur le portail famille disponible via le site internet de la ville de Hem : https://www.ville-hem.fr/

Les structures sont ouvertes à tous, néanmoins une priorité d'admission est accordée aux familles hémoises, ou aux familles ayant un local commercial à Hem, et en second lieu aux familles non hémoises.

Dans le cadre de la Prestation de Service Unique, la CNAF n'impose pas de condition d'activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique.

a) Le dossier d'inscription

L'admission ayant été validée lors de la Commission d'attribution des places, les parents ou le responsable légal, sont invités à constituer le dossier avec la responsable. Il convient de se munir des pièces suivantes :

- Un extrait d'acte de naissance de l'enfant.
- L'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2 ou les trois derniers bulletins de salaire pour les familles non-allocataires.
- Le numéro d'allocataire Caf.
- Les coordonnées du médecin traitant.
- Les coordonnées des personnes, susceptibles de venir chercher l'enfant.
- Un certificat médical du médecin suivant l'enfant est exigé (selon un modèle défini), pour tous les enfants, quel que soit le type d'accueil. Sur ce document doit apparaitre la non-contre-indication de l'enfant à fréquenter un

Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant et l'attestation de la mise à jour des vaccins obligatoires pour l'enfant.

- Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane en cas d'hyperthermie (sup. à 38,5°C) de l'application du Bepanthen en cas d'érythème fessier et de l'application de l'Hemoclar en cas de coup (voir administration des médicaments).
- Les horaires de placement pour les accueils réguliers contractualisés.
- Les adresses et téléphones des lieux de travail des parents.
- Le jugement déterminant le lieu de résidence des enfants et les modalités des droits de visite de l'autre parent, en cas de divorce ou de séparation.

Ce présent règlement de fonctionnement est à disposition des familles au sein de la structure (entrée du bâtiment ou auprès de l'équipe).

Ils signent, s'ils le souhaitent, une autorisation de photographier ou de filmer leur enfant lors des activités organisées par la structure, de visionner le film ou d'exposer les photos.

Il est à noter que tout changement doit être impérativement signalé par écrit à la responsable de la structure.

En accueil occasionnel, le dossier est similaire. Un rendez-vous doit être pris auprès de la responsable pour finaliser l'inscription.

Dans le cas d'un accueil d'un enfant accueilli en famille d'accueil ou chez une assistante familiale, les parents restent détenteur de l'autorité parentale. L'accueil de l'enfant au sein de la structure est donc défini par le référent ASE, en cohérence avec le parcours d'accueil de l'enfant. De même, l'ASE prendra en charge la facturation en cas d'accueil de l'enfant.

b) Les obligations vaccinales

Les enfants sont soumis aux obligations vaccinales, selon la loi du 30 décembre 2017, mise en application par le décret n°2018-42 du 25 janvier 2018, portant sur l'obligation vaccinale, les vaccinations obligatoires sont à présent : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite, Coqueluche, Haemophilus influenzae, Hépatite B, Pneumocoque, Méningite C, Rougeole, Oreillon, et Rubéole.

Si l'état de santé de l'enfant contre-indique une vaccination obligatoire, un certificat médical, indiquant la durée de cette contre-indication, doit être établi. Les vaccinations faites par le médecin traitant sont signalées à la responsable afin de mettre le dossier médical à jour.

En cas de retard vaccinal les parents auront 3 mois pour mettre à jour les vaccinations de leur enfant sous peine d'exclusion. L'admission de l'enfant sera dans ce cas une admission provisoire dans l'attente de la mise à jour des vaccinations.

2. Fonctionnement de la Crèche « La Ruche »

Au regard du bien-être de l'enfant, un certain nombre de règles sont à respecter :

- Il est impératif pour le bien être de l'enfant que les horaires d'accueil soient respectés.

L'enfant doit être amené le matin, sa toilette faite et le premier repas pris. Le petit déjeuner et le dîner sont à la charge des parents et pris à leur domicile. Les parents fournissent le lait en poudre et les bouteilles d'eau à l'équipe, si l'enfant boit des biberons dans la journée. Lorsque l'enfant passe à l'alimentation diversifiée, les déjeuners, le goûter et les boissons sont fournies par la structure, sauf cas particuliers. Notre prestataire Croc La Vie fournit des repas et des goûters 100% bio aux différentes structures du service. Les couches sont fournies par la structure lors du temps de présence de l'enfant, ainsi que les produits d'hygiène (savon).

- La famille laisse quelques vêtements de rechange adaptés ainsi que biberons et tétines si besoin. Dès l'apparition des beaux jours, il sera demandé de fournir un chapeau de soleil, une crème solaire, et des lunettes de soleil. Sans crème solaire, l'enfant ne pourra profiter du jardin.

- Les parents informent l'équipe du rythme veille/sommeil de leur enfant et de tout événement ayant une incidence sur l'état de santé de celui-ci.

- **Les bijoux sont interdits**. De même il est demandé aux parents de ne pas amener l'enfant avec des objets dangereux (petites barrettes de cheveux, boucles d'oreilles) ainsi que certains vêtements (capuches avec cordons, bandeaux pour cheveux), ceci par souci de sécurité (risque d'ingestion ou d'étranglement).

L'accueil des enfants s'effectue de façon échelonnée tout au long de la matinée, en fonction des différents horaires de contrat. Durant ce temps, des jeux libres sont disponibles pour les enfants dans l'espace d'éveil. Lorsque le groupe est au complet, des temps de décloisonnement sont possibles afin que les enfants bénéficient des différents espaces de la structure (salle de psychomotricité, jardin, salle sensorielle, salle thématique…). Autrement des activités sont proposées aux enfants selon leurs besoins et leurs envies. Le déjeuner est servi aux enfants dans l'espace restauration de la structure. Puis vient le temps de la sieste dans le respect du rythme de l'enfant. Un nouveau temps d'activités précède le moment des départs, lui aussi échelonné en fonction des différents horaires de contrat. La journée est également ponctuée par différents temps de regroupement tels que des temps lecture, comptines, gymnastique douce…

Au vu du nombre de professionnelles au sein de la structure, aucune sortie à l'extérieur du bâtiment ne sera mise en place sans la présence supplémentaire d'un parent par enfant.

L'assurance couvre l'enfant dans la seule mesure où la responsabilité de la structure est engagée.

L'enfant est sous la responsabilité des parents lorsque ceux-ci sont présents dans les locaux de la structure.

L'enfant est repris par les parents ou par le parent en ayant officiellement la garde ou une personne majeure autorisée par les parents (par écrit) et munie d'une pièce d'identité. Les parents avertissent la structure le matin même.
Les parents enregistrent quotidiennement l'heure d'arrivée et de départ de leur enfant sur la tablette présente à l'accueil de la structure.

En cas d'absence, les parents sont invités à prévenir rapidement la structure, de préférence avant 9 heures le matin afin de permettre à l'équipe de satisfaire au mieux le besoin d'une autre famille.

Lors de l'admission d'un enfant, une période d'adaptation est mise en place en concertation avec la responsable et les parents. Lors de ces temps, si le parent accompagne son enfant, la présence de celui-ci ne sera pas facturée.

L'équipe se compose de :

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants, responsable** de la structure et **adjointe Petite Enfance**, présente à temps plein. Son temps de travail est réparti comme suit : 68% de temps administratif et 32% de temps terrain.
  Ses missions : accueil des familles, gestion administrative du dossier de l'enfant (contrat, factures, justificatifs…), responsable du bâtiment, animation de la vie de la structure, gestion des budgets, participation aux projets du service, notamment le projet de développement durable ou le projet parentalité, management de l'équipe, création/mise en place/suivi/réajustement du projet pédagogique de la structure… Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants…

  Son temps administratif est complété :
  - par **l'agent administratif du service (16%)** qui assure des missions purement administratives (missions Guichet Unique, commandes des repas, communication d'informations sur la vie du service aux familles, gestion des conventions/décisions/bon de commande/factures, gestion des dysfonctionnements du bâtiment.

  - par **l'adjointe Petite Enfance du service (10%)** par **la responsable et coordinatrice Petite Enfance (19%)** (missions partenariales, renseignement des appels de pièces CNAF, pilotage et mise en place des différents projets du service, gestion des plannings du personnel, lien avec les élus, garant de la mise en œuvre de la PSU…)

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants**, présente à 100% et **1 Educatrice de Jeunes Enfants**, présente à 50%.
  Leurs missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel…

- **2 Auxiliaires de Puériculture**, présentes à 100% et **1 diplômée du CAP Petite Enfance**, présente à 100%.
  Leurs missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien

être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel …

D'autres professionnels complètent cette équipe :

- **1 Auxiliaire de Puériculture polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

- **1 diplômée du CAP Petite Enfance polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

Ces deux professionnelles sont positionnées sur les structures en fonction des besoins (congés, formations, arrêts, temps de détachements…). Elles ont les mêmes tâches que les professionnelles qu'elles remplacent ou qu'elles soutiennent.

- Une équipe de **4 agents d'entretien,** présents pour l'ensemble du service. Un agent viendra en renfort le temps du déjeuner sur chaque structure du service afin de renforcer l'équipe et permettre ainsi l'aide aux repas des enfants, la prise de pause des professionnels et le démarrage du temps des soins.

Leurs missions : assurer l'entretien des locaux, la remise en température des repas et leur distribution…

- **1 infirmière**, présente 1h30 / semaine / structure sur un roulement de 3 semaines.

Ses missions : informer/sensibiliser/conseiller en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif, créer et veiller à la bonne application des protocoles de soins et d'urgence, accompagner les mesures mises en place pour le bien être, le développement de l'enfant, assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé, administrer selon les directives légales les traitements aux enfants, accompagner l'équipe dans la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé ou dans le cadre d'un dispositif de traitement des informations préoccupantes…

L'encadrement des enfants applique la règle suivante : 1 professionnelle pour 5 enfants non marcheurs et 1 professionnelle pour 8 enfants marcheurs.

Dans le respect de cette règle d'encadrement, aucune sortie hors de l'établissement n'est autorisée.

L'accueil en surnombre :

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du président du Conseil Départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions. A savoir le respect du taux d'encadrement précisé ci-dessus, le nombre suffisant de matériel (lits, chaises enfants…) et en application du présent règlement en terme d'accueil occasionnel ou d'urgence.
Le nombre maximum de lits (19), permet l'accueil en surnombre au sein de « La Ruche » pour 1 enfant supplémentaire.

a) Maladies et modalités d'intervention médicale en cas d'urgence

En cas de maladie, il est de l'intérêt de l'enfant d'être gardé par ses parents. Néanmoins, une prise en charge de l'enfant est possible dans la mesure où l'état général de l'enfant n'est pas altéré.

En cas de maladie infantile contagieuse, l'enfant ne peut être admis que sur l'avis de son médecin et de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, qui s'appuient sur le guide référentiel du ministère de la Santé.

La direction doit être prévenue par les parents, le plus tôt possible, en cas de maladie de l'enfant. Lorsqu'il s'agit d'une maladie contagieuse, il y a lieu d'en préciser la nature.

b) Administration de médicaments

Dans le cas où un médicament a été donné à l'enfant la nuit ou le matin précédent son arrivée, il est demandé aux parents de le signaler à l'équipe.

Afin de limiter la manipulation des médicaments, il est vivement conseillé de demander au médecin traitant d'établir des prescriptions qui peuvent être données par les parents en deux prises, matin et soir.

En cas d'impossibilité, le traitement est administré dans la structure, **uniquement sur justificatif d'ordonnance au nom de l'enfant. Ceci pour TOUS traitements** (même pour un médicament disponible en vente libre). L'administration se fait en premier lieu par la référente santé, ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants, sous l'autorité de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance. Une autorisation écrite devra être signé par les parents précisant la posologie du médicament.

En l'absence d'une prescription médicale récente écrite et de l'autorisation parentale, datées, lisibles et signées, précisant la posologie et la durée du traitement, les médicaments ne sont pas donnés par les professionnelles.

Les parents veillent à ce que le pharmacien signale les médicaments génériques remplaçant la prescription médicale initiale et appose son cachet. A défaut le traitement n'est pas administré par les professionnelles.

Les médicaments dans les biberons sont interdits.

Il est également recommandé lors du début d'un traitement, d'éviter d'apporter des médicaments entamés. De plus, il est demandé de noter le nom et prénom de l'enfant sur le médicament.

En cas d'hyperthermie, non connue des parents, l'équipe respecte le protocole établi par les référentes santé, et en avise la responsable ainsi que les parents. Ce protocole stipule que l'enfant qui atteint ou dépasse 38.5°C de température, recevra une dose de Doliprane équivalente à son poids. La bouteille de Doliprane entamée à cette occasion devra être remplacée par le parent dans les meilleurs délais. En effet celle-ci sera donnée au parent lorsqu'il viendra rechercher son enfant.
Le Doliprane est administré par la référente santé ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants.

Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane, du Bepanthen et de l'Hemoclar est demandée pour chaque enfant lors de son inscription en structure. Il est préférable que cette ordonnance soit valable pour 1 an, et évolutive dans le temps (1 dose en fonction du poids de l'enfant). Cette ordonnance est à renouveler à la date anniversaire de l'inscription, tout comme le certificat médical.

Pour les enfants présentant des problèmes médicaux particuliers, une rencontre avec la référente santé, la responsable de la structure et la Responsable et

Coordinatrice Petite Enfance est proposée afin d'établir si besoin un projet d'accueil individualisé (PAI).

Une continuité de permanence paramédicale est assurée en cas d'absence de l'une ou de l'autre référente santé.

c) Modalités de soins spécifiques occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux et paramédicaux extérieurs à la structure

Les professionnels médicaux et paramédicaux sont accueillis après une demande préalable des parents de l'enfant, soumise à l'autorisation de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, ceci dans le but de ne pas perturber le bon fonctionnement du service.

Une trousse d'urgence est à la disposition des référentes santé à la Maison de la Petite Enfance. Celle-ci est constituée de traitements soignant l'hyperthermie, les plaies et les coups.

d) Contrôle de la qualité de l'air extérieur :

La qualité de l'air extérieur est contrôlée quotidiennement sur le site internet https://www.atmo-hdf.fr/ En cas d'indice « très mauvais » ou « extrêmement mauvais », les enfants ne seront pas autorisés à sortir dans le jardin. En cas d'indice « mauvais », les sorties seront autorisées mais limitées à 10 minutes le matin et l'après-midi. En cas d'indice « dégradé », celles-ci seront étendues à 1h.

3. Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure

Les parents sont informés régulièrement de toute manifestation au sein de la structure sous forme de panneaux d'affichage, par mails et sur les bornes informatives (actualités Petite Enfance, évènements…).
Les échanges avec les professionnelles ont lieu au moment de l'arrivée et du départ de l'enfant.

Les parents sont invités à participer :

- Aux adaptations déterminées conjointement avec la responsable,
- Aux cafés des parents,
- Aux temps forts de la vie de la structure à travers les évènements festifs (rencontres, expositions de travaux, spectacles, fête de Noël…),
- Aux temps d'éveil proposés par un intervenant extérieur dans le cadre du projet pédagogique,
- A l'encadrement des enfants lors de sorties éventuelles,
- Aux Rendez-vous Petite Enfance.

4. Tarification

La participation des familles est calculée sur une base horaire selon un barème établi par la Caisse Nationale des Allocations Familiales sur un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille et selon sa composition. Cette participation est forfaitaire et couvre la prise en charge du temps de présence de l'enfant. Elle

comprend également la fourniture des repas, des couches et des produits d'hygiène (savon).

Tableau de participation des familles (voir annexe)

La participation des familles est calculée :

- soit selon les ressources prises en compte sur le site télématique CDAP (Convention de service pour la consultation allocataire de la CNAF par l'intermédiaire du service internet sécurisé),
- soit selon les ressources de la famille et le nombre de parts déclarées sur l'avis d'imposition de l'année N-2.

A partir de l'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2, les ressources à prendre en compte sont celles figurant à la rubrique « total des salaires et assimilés », soit avant déduction forfaitaire de 10% ou des frais réels. Les ressources ci-dessous y seront ajoutées le cas échéant :

- les revenus des capitaux mobiliers ;
- les revenus fonciers ;
- les pensions alimentaires perçues.

Les ressources ci-dessous y seront déduites le cas échéant :

- la CSG déductible ;
- les pensions alimentaires versées ;
- les déficits industriels et commerciaux ou agricoles.

Au 1er janvier de chaque année, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales fixe :

- Un tarif « plancher » pour les revenus inférieurs à un seuil déterminé,
- Un tarif « plafond » pour les revenus supérieurs à un seuil déterminé.

↳ Le plancher

Le plancher est la base minimale obligatoire à prendre en compte pour le calcul de la participation familiale, notamment en l'absence de ressources au sein de la famille. Il correspond au Revenu de Solidarité Active (RSA) socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. Il est fixé annuellement par la CNAF.
En cas de ressources inférieures au plancher, il convient de retenir ce montant.
Le taux d'effort s'applique à ce plancher.

Dans le cas de familles non-allocataires et ne disposant ni d'un avis d'imposition, ni de fiches de salaires, le gestionnaire se réfère au montant des ressources plancher afin de déterminer le montant des participations familiales.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification à appliquer correspond au montant « plancher » de ressources pour un enfant (taux de participation familiale pour 1 enfant X montant du plancher de ressources).

↳ Le plafond

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources mensuelles.

Pour toutes les familles ne souhaitant pas communiquer leurs ressources, le tarif plafond est appliqué, en tenant compte du nombre d'enfants à charge.

Ces montants sont affichés à l'entrée du bâtiment.

Situation de résidence alternée :

Dans le cas où c'est l'enfant en résidence alternée qui va dans l'établissement d'accueil du jeune enfant, un contrat d'accueil doit être établi pour chacun des parents, en fonction de sa nouvelle situation familiale. En effet, en cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte.

Dans un souci d'équité de traitement, les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait, ou non, un partage des allocations familiales. La charge de l'enfant en résidence alternée doit être prise en compte par les deux ménages.

Situation des familles bénéficiaires de l'AEEH :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH), à charge de la famille – même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement – permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer. Pour cela l'attestation AEEH sera nécessaire.

Situation des familles extérieures :

Les familles non hémoises bénéficient d'un tarif horaire basé sur le barème CNAF majoré de 50%.

Les ressources sont contrôlées annuellement en janvier et septembre.
Chaque début d'année, les tarifs sont revus en fonction des informations disponibles sur le site CDAP, ou à défaut, des nouveaux avis d'impositions N-1 sur les revenus N-2.

Cependant, tout changement de situation familiale ou professionnelle (naissance d'un enfant, séparation, perte d'emploi…) doit être signalé à la responsable de la structure et à la CAF afin d'être pris en compte. Une modification de la tarification pourra être mentionné par un avenant au contrat d'accueil.

5. Modalités de paiement

La facturation s'effectue chaque mois à terme échu.

Toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes.

a) La facturation pour l'accueil régulier

La participation est calculée selon le contrat établi lors de l'inscription, au plus près des besoins des familles par tranche de ½ heure horloge. En cas de dépassement des heures contractualisées, des heures complémentaires seront facturées.

Seules les déductions citées ci-dessous sont possibles :

Elles sont fixées par la CNAF dans le cadre de la Prestation de Service Unique :

- Eviction par la référente santé de la structure.
- Hospitalisation de l'enfant (fournir justificatif).
- Maladie de l'enfant supérieure à 3 jours d'absence calendaires consécutifs. Le délai de carence comprend le 1erjour d'absence notifié sur le certificat médical et les 2 jours calendaires consécutifs suivants.

Les congés

Les congés sont déduits lorsque **les parents en font la demande** dans la seule mesure où celle-ci a été effectuée, **par écrit**, auprès de la responsable sur la fiche prévue à cet effet ou par mail, **1 mois précédent la prise de ceux-ci**.

Les déductions et les heures complémentaires sont reprises lors de la facture établie en fin de mois.

b) Facturation pour l'accueil occasionnel et d'urgence

La facture des heures réalisées est établie en fin de mois. Dans le cadre de l'accueil occasionnel, toute réservation sera due, sauf déductions possibles : maladie supérieure à 3 jours calendaires consécutifs avec certificat, hospitalisation…

c) Le paiement

Le règlement se fait à la Mairie en Régie centralisée, jusqu'au dernier jour du mois suivant la facturation :

- Par chèque bancaire ou postal établi au nom de la régie Petite Enfance ou de la régie centrale, **en mentionnant au dos du chèque le mois de facturation ainsi que la structure concernée.**
- Par chèque CESU.
- Par carte bancaire sur le portail famille de la ville (15 jours supplémentaires accordés pour ce mode de paiement).
- Par prélèvement bancaire en renseignant les informations bancaires sur le portail famille de la ville.
- En espèces **(fournir la somme exacte)** en régie centrale.
  → En cas de règlement en espèces, un reçu est remis.

A la demande des familles, une attestation pour l'administration fiscale est délivrée.

d) Le non-paiement des factures

La Ville de Hem est confrontée à une récurrence de problématiques de factures non réglées. Lorsque les factures ne sont pas honorées, une procédure d'accompagnement sera mise en place par le CCAS afin de permettre une analyse de la situation du foyer par une professionnel dûment qualifié et l'élaboration éventuellement d'un échéancier de régularisation des factures.

6. Départ de la Crèche « La Ruche »

En accueil régulier, le retrait définitif de l'enfant doit être signalé par courrier au minimum 2 mois auparavant, faute de quoi une indemnité de départ égale à 1 mois de placement est due.

7. Dès la scolarisation

Lorsque l'enfant est scolarisé, plusieurs possibilités sont offertes aux parents :

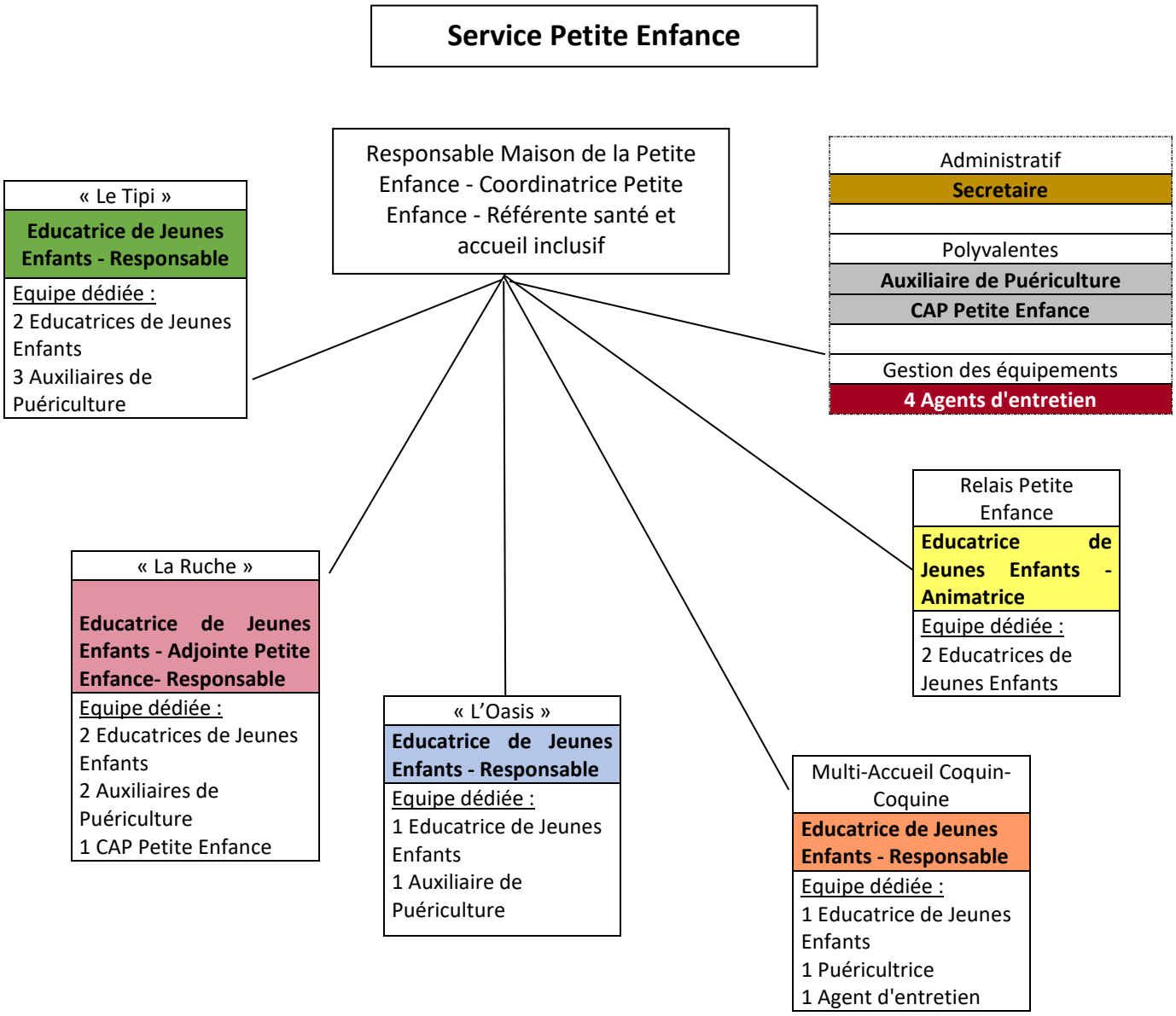
- La Crèche « Le Tipi », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 3 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « L'Oasis », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « La Ruche », **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- Le Multi-Accueil Coquin-Coquine, **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- Les Assistant(e)s Maternel(le)s Indépendantes et les services de garde à domicile.
- Les Centres d'Accueil Périscolaire au sein des écoles et les centres sociaux.
- Les Centres de Loisirs sans hébergement Petite Enfance : les inscriptions se font auprès du service des actions éducatives de la ville ou des centres sociaux de la ville pour le mercredi et les vacances scolaires.

8. Collecte d'informations

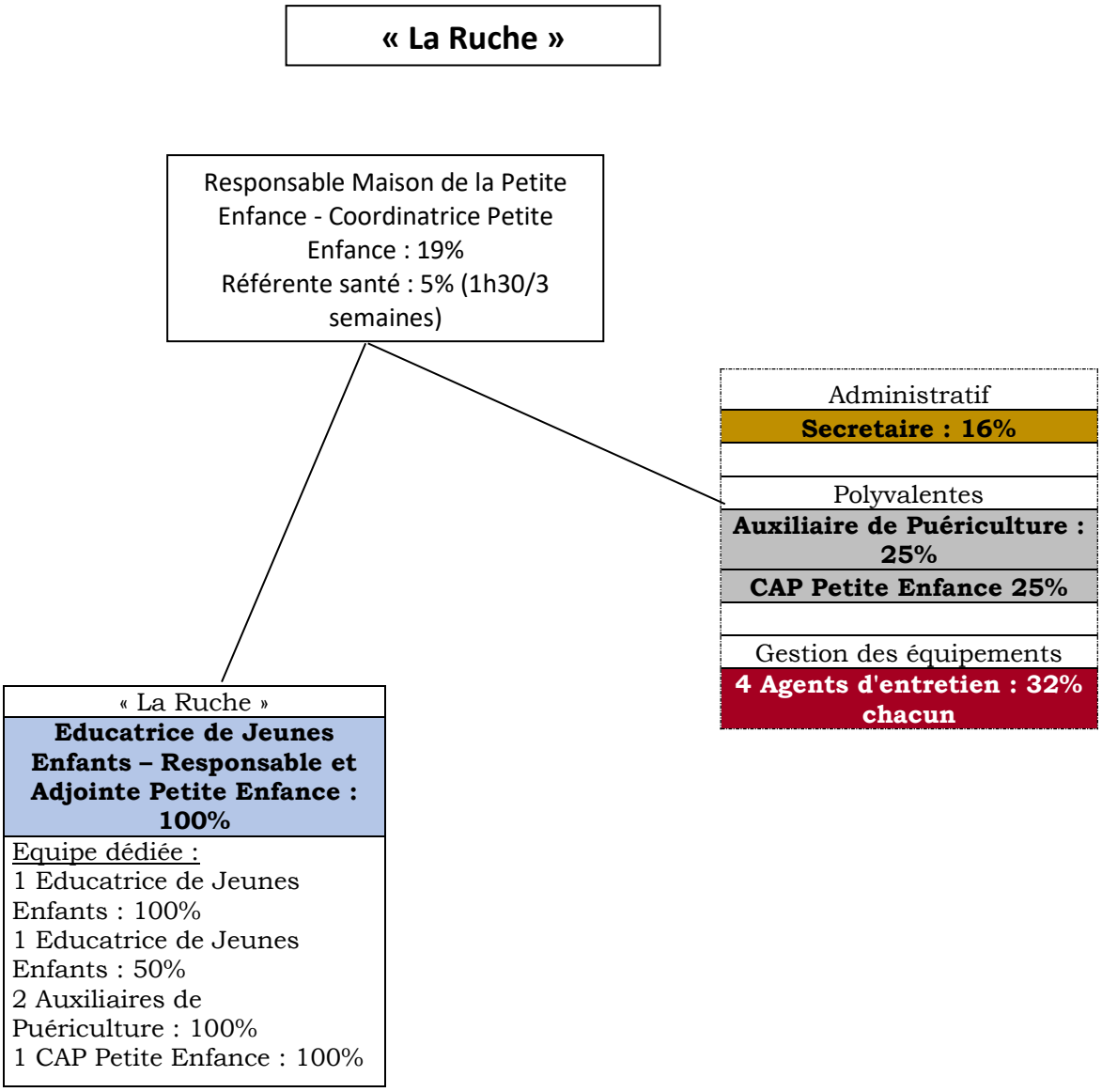
La ville de Hem collecte des informations fournies par les usagers des structures Petite Enfance de la ville aux seules fins de permettre le fonctionnement des services du Portail famille et à une recherche statistique. La ville de Hem garantit que ces informations ne sont pas utilisées à d'autres fin et qu'elles ne seront pas transmises à une tierce personne sans l'autorisation de l'utilisateur.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 15 et 16 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'utilisateur peut exercer son droit d'accès et de demande de rectification de ses données personnelles, en se rendant aux heures d'ouvertures de la Maison de la Petite Enfance, auprès du personnel adéquat ou en adressant un simple courriel à : victoire.mollet@ville-hem.fr

ANNEXE 1


Service Petite Enfance
Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance - Référente santé et accueil inclusif
Administratif
Secretaire
Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture
CAP Petite Enfance
Gestion des équipements
4 Agents d'entretien
« Le Tipi »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
3 Auxiliaires de Puériculture
« La Ruche »
Educatrice de Jeunes Enfants - Adjointe Petite Enfance- Responsable
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
2 Auxiliaires de Puériculture
1 CAP Petite Enfance
« L'Oasis »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Auxiliaire de Puériculture
Relais Petite Enfance
Educatrice de Jeunes Enfants - Animatrice
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
Multi-Accueil Coquin-Coquine
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Puéricultrice
1 Agent d'entretien

ANNEXE 2


« La Ruche »
Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance : 19%
Référente santé : 5% (1h30/3 semaines)
Administratif
Secretaire : 16%
Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture : 25%
CAP Petite Enfance 25%
Gestion des équipements
4 Agents d'entretien : 32% chacun
« La Ruche »
Educatrice de Jeunes Enfants – Responsable et Adjointe Petite Enfance : 100%
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants : 100%
1 Educatrice de Jeunes Enfants : 50%
2 Auxiliaires de Puériculture : 100%
1 CAP Petite Enfance : 100%

ANNEXE 3

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif

Nombre d'enfants	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023
1 enfant	0,0605%	0,0610%	0,0615%	0,0619%	0,0619%
2 enfants	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%	0,0516%
3 enfants	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%	0,0413%
4 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
5 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
6 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
7 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
8 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
9 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
10 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES PETITE ENFANCE

Le personnel du service de la Petite Enfance est heureux de vous accueillir au sein des deux structures municipales, la Maison de la Petite Enfance et le Multi Accueil « Coquin Coquine » de la ville de Hem. La Maison de la Petite Enfance comporte trois Crèches Collectives :

- « Le Tipi »,
- « La Ruche »,
- « L'Oasis ».

Ainsi que le service Relais Petite Enfance et le Guichet Unique.
La crèche « Coquin Coquine » fait partie du service Petite Enfance, mais est situé au sein du quartier de Beaumont.

Toutes ces structures sont accompagnées de façon financière par la CNAF.

Ces équipements ont été créés pour accueillir vos enfants, régulièrement, occasionnellement ou en urgence.

Présentation de la Direction des structures :

Un organigramme synthétique est annexé en fin de ce présent document page 16, ainsi qu'un organigramme de la Crèche « Le Tipi » page 17

- Une infirmière Responsable et Coordinatrice Petite Enfance, et son adjointe éducatrice de jeunes enfants gérent et coordonnent les différentes structures d'accueil du service ainsi que le Relais Petite Enfance. Elles sont à votre disposition pour vous fournir tout renseignement utile. Elles dirigent les équipes d'encadrement. En cas d'absence de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance et de son adjointe, un protocole de continuité de direction se met en place avec l'équipe d'encadrement.

- La direction de chaque structure d'accueil, ainsi que celle du Relais Petite Enfance est assurée par une Educatrice de Jeunes Enfants. En cas d'absence de l'une d'entre elles, celle-ci est remplacée par la Responsable et Coordinatrice ou son adjointe ou l'éducatrice de jeunes enfants ayant le plus d'ancienneté dans la structure.

Crèche « Le Tipi » - Maison de la Petite Enfance

124 rue des Ecoles, 59510 HEM

La structure accueille les enfants du lundi au vendredi de 8h à 18h30, soit une amplitude hebdomadaire de 52h30.

La structure a une capacité de 22 places, pour des enfants âgés de 10 semaines à 2 ans révolus.

La structure est fermée annuellement 4 semaines au mois d'Août, la première semaine des vacances scolaires de Noël, la première semaine des vacances scolaires d'Hiver, la première semaine des vacances scolaires de Printemps. Deux journées de Coordination par an sont également mises en place. A cette occasion, la structure est fermée. Dès que les dates sont fixées (Mai et Octobre), une communication de

celles-ci sera faite par le biais d'une note, de transmissions orales et de la borne informative.
La structure peut accueillir un enfant en situation de handicap dans la mesure où celui-ci est compatible avec un accueil en structure. Cette intégration se doit de s'inscrire dans un projet d'accueil pensé et cohérent, et peut faire l'objet d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).

En référence au code de l'action sociale des familles, l'accueil des enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaires du RSA, est favorisé.

L'équipe du service Petite Enfance se compose :

- D'une infirmière, et d'une puéricultrice, référentes santé et accueil inclusif.
- D'éducatrices de jeunes enfants contribuant à l'épanouissement et à l'éveil du tout petit.
- D'auxiliaires de puériculture et CAP Petite Enfance assurant les soins du tout petit au quotidien.
- D'un agent d'accueil assurant la gestion administrative
- D'agents d'entretien assurant l'entretien des locaux et la gestion de la restauration.

Ces professionnelles bénéficient régulièrement, de réunions d'échanges, de temps d'analyse de pratique et de formations, encadrées par la responsable de la structure et de la Responsable et Coordinatrice.

Accueil régulier

Enfant connu de la structure et inscrit :
L'enfant est accueilli en **accueil régulier** selon un contrat établi entre les parents et la responsable de la structure par délégation de Mr le Maire pour un nombre d'heures mensuelles déterminé selon une semaine type, sachant que toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes. La durée du contrat est déterminée par la famille et la responsable de la structure lors de l'inscription.
Le renouvellement se fait par écrit 1 mois avant l'échéance, passé ce délai, la place est attribuée à une autre famille.

En accueil régulier, l'établissement d'un contrat est obligatoire. Il précise la structure d'accueil, les jours de présence, les horaires, la durée du contrat, le tarif horaire, le taux d'effort appliqué, les modalités de la période d'adaptation et la consultation des ressources via CDAP.

Les parents sont tenus de respecter les limites horaires d'accueil convenues sur le contrat avec la responsable.
La responsable peut dénoncer ou revoir le contrat en cas de surestimation ou sous-estimation du nombre d'heures établi au préalable. Les parents sont invités à se manifester auprès de la responsable en cas de souhait de révision du contrat.

Dans le cas d'absence de plus de 48 heures non justifiée, le contrat sera dénoncé et la place pourra être attribuée à un autre enfant en instance d'admission.

Accueil occasionnel

Enfant connu de la structure, inscrit et l'ayant déjà fréquenté :
L'accueil se fait selon les besoins des familles et en fonction des disponibilités. L'enfant est **accueilli occasionnellement**, en durée limitée (25h /semaine maximum) et ne se renouvelant pas à un rythme régulier prévisible d'avance.

Accueil d'urgence

Enfant non connu de la structure, ne l'ayant jamais fréquenté : :
L'enfant est accueilli en **accueil ponctuel d'urgence** dans le cas d'une situation exceptionnelle : accident, hospitalisation, décès, événement familial grave et imprévisible rendant impossible la garde du ou des enfants concernés.

L'accueil d'urgence est facturé selon un tarif horaire basé sur la moyenne des participations familiales observées l'année précédente.

Accueil relais

Lors de la fermeture de la structure, **un accueil relais** dans les autres structures municipales reste possible selon les disponibilités. Pour cela, il convient d'en faire la demande au plus tôt à la responsable.

1. Modalités d'admission

Pour un accueil régulier, il est nécessaire de **préinscrire** votre enfant sur le portail famille disponible via le site internet de la ville de Hem : https://www.ville-hem.fr/

Les structures sont ouvertes à tous, néanmoins une priorité d'admission est accordée aux familles hémoises, ou aux familles ayant un local commercial à Hem, et en second lieu aux familles non hémoises.

Dans le cadre de la Prestation de Service Unique, la CNAF n'impose pas de condition d'activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique.

a) Le dossier d'inscription

L'admission ayant été validée lors de la Commission d'attribution des places, les parents ou le responsable légal, sont invités à constituer le dossier avec la responsable. Il convient de se munir des pièces suivantes :

- Un extrait d'acte de naissance de l'enfant.
- L'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2 ou les trois derniers bulletins de salaire pour les familles non-allocataires.
- Le numéro d'allocataire Caf.
- Les coordonnées du médecin traitant.
- Les coordonnées des personnes, susceptibles de venir chercher l'enfant.
- Un certificat médical du médecin suivant l'enfant est exigé (selon un modèle défini), pour tous les enfants, quel que soit le type d'accueil. Sur ce document doit apparaitre la non-contre-indication de l'enfant à fréquenter un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant et l'attestation de la mise à jour des vaccins obligatoires pour l'enfant.

- Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane en cas d'hyperthermie (sup. à 38,5°C) de l'application du Bepanthen en cas d'érythème fessier et de l'application de l'Hemoclar en cas de coup (voir administration des médicaments).
- Les horaires de placement pour les accueils réguliers contractualisés.
- Les adresses et téléphones des lieux de travail des parents.
- Le jugement déterminant le lieu de résidence des enfants et les modalités des droits de visite de l'autre parent, en cas de divorce ou de séparation.

Ce présent règlement de fonctionnement est à disposition des familles au sein de la structure (entrée du bâtiment ou auprès de l'équipe).

Ils signent, s'ils le souhaitent, une autorisation de photographier ou de filmer leur enfant lors des activités organisées par la structure, de visionner le film ou d'exposer les photos.

Il est à noter que tout changement doit être impérativement signalé par écrit à la responsable de la structure.

En accueil occasionnel, le dossier est similaire. Un rendez-vous doit être pris auprès de la responsable pour finaliser l'inscription.

Dans le cas d'un accueil d'un enfant accueilli en famille d'accueil ou chez une assistante familiale, les parents restent détenteur de l'autorité parentale. L'accueil de l'enfant au sein de la structure est donc défini par le référent ASE, en cohérence avec le parcours d'accueil de l'enfant. De même, l'ASE prendra en charge la facturation en cas d'accueil de l'enfant.

b) Les obligations vaccinales

Les enfants sont soumis aux obligations vaccinales, selon la loi du 30 décembre 2017, mise en application par le décret n°2018-42 du 25 janvier 2018, portant sur l'obligation vaccinale, les vaccinations obligatoires sont à présent : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite, Coqueluche, Haemophilus influenzae, Hépatite B, Pneumocoque, Méningite C, Rougeole, Oreillon, et Rubéole.

Si l'état de santé de l'enfant contre-indique une vaccination obligatoire, un certificat médical, indiquant la durée de cette contre-indication, doit être établi. Les vaccinations faites par le médecin traitant sont signalées à la responsable afin de mettre le dossier médical à jour.

En cas de retard vaccinal les parents auront 3 mois pour mettre à jour les vaccinations de leur enfant sous peine d'exclusion. L'admission de l'enfant sera dans ce cas une admission provisoire dans l'attente de la mise à jour des vaccinations.

2. Fonctionnement de la Crèche « Le Tipi »

Au regard du bien-être de l'enfant, un certain nombre de règles sont à respecter :

- Il est impératif pour le bien être de l'enfant que les horaires d'accueil soient respectés.
  L'enfant doit être amené le matin, sa toilette faite et le premier repas pris. Le petit déjeuner et le dîner sont à la charge des parents et pris à leur domicile.

Les parents fournissent le lait en poudre et les bouteilles d'eau à l'équipe, si l'enfant boit des biberons dans la journée. Lorsque l'enfant passe à l'alimentation diversifiée, les déjeuners, le goûter et les boissons sont fournies par la structure, sauf cas particuliers. Notre prestataire Croc La Vie fournit des repas et des goûters 100% bio aux différentes structures du service. Les couches sont fournies par la structure lors du temps de présence de l'enfant, ainsi que les produits d'hygiène (savon).

- La famille laisse quelques vêtements de rechange adaptés ainsi que biberons et tétines si besoin. Dès l'apparition des beaux jours, il sera demandé de fournir un chapeau de soleil, une crème solaire, et des lunettes de soleil. Sans crème solaire, l'enfant ne pourra profiter du jardin.

- Les parents informent l'équipe du rythme veille/sommeil de leur enfant et de tout événement ayant une incidence sur l'état de santé de celui-ci.

- **Les bijoux sont interdits**. De même il est demandé aux parents de ne pas amener l'enfant avec des objets dangereux (petites barrettes de cheveux, boucles d'oreilles) ainsi que certains vêtements (capuches avec cordons, bandeaux pour cheveux), ceci par souci de sécurité (risque d'ingestion ou d'étranglement).

L'accueil des enfants s'effectue de façon échelonnée tout au long de la matinée, en fonction des différents horaires de contrat. Durant ce temps, des jeux libres sont disponibles pour les enfants dans l'espace d'éveil. Lorsque le groupe est au complet, des temps de décloisonnement sont possibles afin que les enfants bénéficient des différents espaces de la structure (salle de psychomotricité, jardin, salle sensorielle, salle thématique…). Autrement des activités sont proposées aux enfants selon leurs besoins et leurs envies. Le déjeuner est servi aux enfants dans l'espace restauration de la structure. Puis vient le temps de la sieste dans le respect du rythme de l'enfant. Un nouveau temps d'activités précède le moment des départs, lui aussi échelonné en fonction des différents horaires de contrat. La journée est également ponctuée par différents temps de regroupement tels que des temps lecture, comptines, gymnastique douce

Au vu du nombre de professionnelles au sein de la structure, aucune sortie à l'extérieur du bâtiment ne sera mise en place sans la présence supplémentaire d'un parent par enfant

L'assurance couvre l'enfant dans la seule mesure où la responsabilité de la structure est engagée.

L'enfant est sous la responsabilité des parents lorsque ceux-ci sont présents dans les locaux de la structure.

L'enfant est repris par les parents ou par le parent en ayant officiellement la garde ou une personne majeure autorisée par les parents (par écrit) et munie d'une pièce d'identité. Les parents avertissent la structure le matin même.
Les parents enregistrent quotidiennement l'heure d'arrivée et de départ de leur enfant sur la tablette présente à l'accueil de la structure.

En cas d'absence, les parents sont invités à prévenir rapidement la structure, de préférence avant 9 heures le matin afin de permettre à l'équipe de satisfaire au mieux le besoin d'une autre famille.

Lors de l'admission d'un enfant, une période d'adaptation est mise en place en concertation avec la responsable et les parents. Lors de ces temps, si le parent accompagne son enfant, la présence de celui-ci ne sera pas facturée.

L'équipe se compose de :

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants, responsable** de la structure, présente à temps plein. Son temps de travail est réparti comme suit : 28% de temps administratif et 72% de temps terrain.
  Ses missions : accueil des familles, gestion administrative du dossier de l'enfant (contrat, factures, justificatifs…), responsable du bâtiment, animation de la vie de la structure, gestion des budgets, participation aux projets du service, notamment le projet de développement durable ou le projet parentalité, management de l'équipe, création/mise en place/suivi/réajustement du projet pédagogique de la structure… Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants…

  Son temps administratif est complété
  - par **l'agent administratif du service (16%)** qui assure des missions purement administratives (missions Guichet Unique, commandes des repas, communication d'informations sur la vie du service aux familles, gestion des conventions/décisions/bon de commande/factures, gestion des dysfonctionnements du bâtiment…

  - par **l'adjointe Petite Enfance du service (10%)** et par **la responsable et coordinatrice Petite Enfance (19%)** (missions partenariales, renseignement des appels de pièces CNAF, pilotage et mise en place des différents projets du service, gestion des plannings du personnel, lien avec les élus, garant de la mise en œuvre de la PSU…)

- **2 Educatrices de Jeunes Enfants**, présentes à 100%.
  Leurs missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel…

- **2 Auxiliaires de Puériculture,** présentes à 100% et **1 Auxiliaire de Puériculture**, présente à 80%.
  Leurs missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel …

D'autres professionnels complètent cette équipe :

- **1 Auxiliaire de Puériculture polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

- **1 diplômée du CAP Petite Enfance polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

Ces deux professionnelles sont positionnées sur les structures en fonction des besoins (congés, formations, arrêts, temps de détachements…). Elles ont les mêmes tâches que les professionnelles qu'elles remplacent ou qu'elles soutiennent.

- Une équipe de **4 agents d'entretien,** présents pour l'ensemble du service. Un agent viendra en renfort le temps du déjeuner sur chaque structure du service afin de renforcer l'équipe et permettre ainsi l'aide aux repas des enfants, la prise de pause des professionnels et le démarrage du temps des soins.

Leurs missions : assurer l'entretien des locaux, la remise en température des repas et leur distribution…

- **1 infirmière**, présente 1h30 / semaine / structure sur un roulement de 3 semaines.

Ses missions : informer/sensibiliser/conseiller en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif, créer et veiller à la bonne application des protocoles de soins et d'urgence, accompagner les mesures mises en place pour le bien être, le développement de l'enfant, assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé, administrer selon les directives légales les traitements aux enfants, accompagner l'équipe dans la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé ou dans le cadre d'un dispositif de traitement des informations préoccupantes…

L'encadrement des enfants applique la règle suivante : 1 professionnelle pour 5 enfants non marcheurs et 1 professionnelle pour 8 enfants marcheurs.

Dans le respect de cette règle d'encadrement, aucune sortie hors de l'établissement n'est autorisée.

L'accueil en surnombre :

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du président du Conseil Départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions. A savoir le respect du taux d'encadrement précisé ci-dessus, le nombre suffisant de matériel (lits, chaises enfants…) et en application du présent règlement en terme d'accueil occasionnel ou d'urgence.
Le nombre maximum de lits (23), permet l'accueil en surnombre au sein de la Crèche « Le Tipi » pour 1 enfant supplémentaire.

a) Maladies et modalités d'intervention médicale en cas d'urgence

En cas de maladie, il est de l'intérêt de l'enfant d'être gardé par ses parents. Néanmoins, une prise en charge de l'enfant est possible dans la mesure où l'état général de l'enfant n'est pas altéré.
En cas de maladie infantile contagieuse, l'enfant ne peut être admis que sur l'avis de son médecin et de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, qui s'appuient sur le guide référentiel du ministère de la Santé.

La direction doit être prévenue par les parents, le plus tôt possible, en cas de maladie de l'enfant. Lorsqu'il s'agit d'une maladie contagieuse, il y a lieu d'en préciser la nature.

b) Administration de médicaments

Dans le cas où un médicament a été donné à l'enfant la nuit ou le matin précédent son arrivée, il est demandé aux parents de le signaler à l'équipe.

Afin de limiter la manipulation des médicaments, il est vivement conseillé de demander au médecin traitant d'établir des prescriptions qui peuvent être données par les parents en deux prises, matin et soir.

En cas d'impossibilité, le traitement est administré dans la structure, **uniquement sur justificatif d'ordonnance au nom de l'enfant. Ceci pour TOUS traitements** (même pour un médicament disponible en vente libre). L'administration se fait en premier lieu par la référente santé, ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants, sous l'autorité de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance. Une autorisation écrite devra être signé par les parents précisant la posologie du médicament.

En l'absence d'une prescription médicale récente écrite et de l'autorisation parentale, datées, lisibles et signées, précisant la posologie et la durée du traitement, les médicaments ne sont pas donnés par les professionnelles.

Les parents veillent à ce que le pharmacien signale les médicaments génériques remplaçant la prescription médicale initiale et appose son cachet. A défaut le traitement n'est pas administré par les professionnelles.

Les médicaments dans les biberons sont interdits.

Il est également recommandé lors du début d'un traitement, d'éviter d'apporter des médicaments entamés. De plus, il est demandé de noter le nom et prénom de l'enfant sur le médicament.

En cas d'hyperthermie, non connue des parents, l'équipe respecte le protocole établi par les référentes santé, et en avise la responsable ainsi que les parents. Ce protocole stipule que l'enfant qui atteint ou dépasse 38.5°C de température, recevra une dose de Doliprane équivalente à son poids. La bouteille de Doliprane entamée à cette occasion devra être remplacée par le parent dans les meilleurs délais. En effet celle-ci sera donnée au parent lorsqu'il viendra rechercher son enfant.
Le Doliprane est administré par la référente santé ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants.

Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane, du Bepanthen et de l'Hemoclar est demandée pour chaque enfant lors de son inscription en structure. Il est préférable que cette ordonnance soit valable pour 1 an, et évolutive dans le temps (1 dose en fonction du poids de l'enfant). Cette ordonnance est à renouveler à la date anniversaire de l'inscription, tout comme le certificat médical.

Pour les enfants présentant des problèmes médicaux particuliers, une rencontre avec la référente santé, la responsable de la structure et la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance est proposée afin d'établir si besoin un projet d'accueil individualisé (PAI).

Une continuité de permanence paramédicale est assurée en cas d'absence de l'une ou de l'autre référente santé.

c) Modalités de soins spécifiques occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux et paramédicaux extérieurs à la structure

Les professionnels médicaux et paramédicaux sont accueillis après une demande préalable des parents de l'enfant, soumise à l'autorisation de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, ceci dans le but de ne pas perturber le bon fonctionnement du service.

Une trousse d'urgence est à la disposition des référentes santé à la Maison de la Petite Enfance. Celle-ci est constituée de traitements soignant l'hyperthermie, les plaies et les coups.

d) Contrôle de la qualité de l'air extérieur :

La qualité de l'air extérieur est contrôlée quotidiennement sur le site internet https://www.atmo-hdf.fr/ En cas d'indice « très mauvais » ou « extrêment mauvais », les enfants ne seront pas autorisés à sortir dans le jardin. En cas d'indice « mauvais », les sorties seront autorisées mais limitées à 10 minutes le matin et l'après-midi. En cas d'indice « dégradé », celles-ci seront étendues à 1h.

3. Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure

Les parents sont informés régulièrement de toute manifestation au sein de la structure sous forme de panneaux d'affichage, par mails et sur les bornes informatives (actualités Petite Enfance, évènements…).
Les échanges avec les professionnelles ont lieu au moment de l'arrivée et du départ de l'enfant.

Les parents sont invités à participer :

- Aux adaptations déterminées conjointement avec la responsable,
- Aux cafés des parents,
- Aux temps forts de la vie de la structure à travers les évènements festifs (rencontres, expositions de travaux, spectacles, fête de Noël…),
- Aux temps d'éveil proposés par un intervenant extérieur dans le cadre du projet pédagogique,
- A l'encadrement des enfants lors de sorties éventuelles,
- Aux Rendez-vous Petite Enfance.

4. Tarification

La participation des familles est calculée sur une base horaire selon un barème établi par la Caisse Nationale des Allocations Familiales sur un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille et selon sa composition. Cette participation est forfaitaire et couvre la prise en charge du temps de présence de l'enfant. Elle comprend également la fourniture des repas, des couches et des produits d'hygiène (savon).

Tableau de participation des familles (voir annexe)

La participation des familles est calculée :

- soit selon les ressources prises en compte sur le site télématique CDAP (Convention de service pour la consultation allocataire de la CNAF par l'intermédiaire du service internet sécurisé),
- soit selon les ressources de la famille et le nombre de parts déclarées sur l'avis d'imposition de l'année N-2.

A partir de l'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2, les ressources à prendre en compte sont celles figurant à la rubrique « total des salaires et assimilés », soit avant déduction forfaitaire de 10% ou des frais réels. Les ressources ci-dessous y seront ajoutées le cas échéant :

- les revenus des capitaux mobiliers ;
- les revenus fonciers ;
- les pensions alimentaires perçues.

Les ressources ci-dessous y seront déduites le cas échéant :

- la CSG déductible ;
- les pensions alimentaires versées ;
- les déficits industriels et commerciaux ou agricoles.

Au 1er janvier de chaque année, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales fixe :

- Un tarif « plancher » pour les revenus inférieurs à un seuil déterminé,
- Un tarif « plafond » pour les revenus supérieurs à un seuil déterminé.

↳ Le plancher

Le plancher est la base minimale obligatoire à prendre en compte pour le calcul de la participation familiale, notamment en l'absence de ressources au sein de la famille. Il correspond au Revenu de Solidarité Active (RSA) socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. Il est fixé annuellement par la CNAF.
En cas de ressources inférieures au plancher, il convient de retenir ce montant.
Le taux d'effort s'applique à ce plancher.

Dans le cas de familles non allocataires et ne disposant ni d'un avis d'imposition, ni de fiches de salaires, le gestionnaire se réfère au montant des ressources plancher afin de déterminer le montant des participations familiales.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification à appliquer correspond au montant « plancher » de ressources pour un enfant (taux de participation familiale pour 1 enfant X montant du plancher de ressources).

↳ Le plafond

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources mensuelles.

Pour toutes les familles ne souhaitant pas communiquer leurs ressources, le tarif plafond est appliqué, en tenant compte du nombre d'enfants à charge.

Ces montants sont affichés à l'entrée du bâtiment.

Situation de résidence alternée :

Dans le cas où c'est l'enfant en résidence alternée qui va dans l'établissement d'accueil du jeune enfant, un contrat d'accueil doit être établi pour chacun des parents, en fonction de sa nouvelle situation familiale. En effet, en cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte.

Dans un souci d'équité de traitement, les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait, ou non, un partage des allocations familiales. La charge de l'enfant en résidence alternée doit être prise en compte par les deux ménages.

Situation des familles bénéficiaires de l'AEEH :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH), à charge de la famille – même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement – permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer. Pour cela l'attestation AEEH sera nécessaire.

Situation des familles extérieures :

Les familles non hémoises bénéficient d'un tarif horaire basé sur le barème CNAF majoré de 50%.

Les ressources sont contrôlées annuellement en janvier et septembre.
Chaque début d'année, les tarifs sont revus en fonction des informations disponibles sur le site CDAP, ou à défaut, des nouveaux avis d'impositions N-1 sur les revenus N-2.

Cependant, tout changement de situation familiale ou professionnelle (naissance d'un enfant, séparation, perte d'emploi…) doit être signalé à la responsable de la structure et à la CAF afin d'être pris en compte. Une modification de la tarification pourra être mentionné par un avenant au contrat d'accueil.

5. Modalités de paiement

La facturation s'effectue chaque mois à terme échu.

Toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes.

a) La facturation pour l'accueil régulier

La participation est calculée selon le contrat établi lors de l'inscription, au plus près des besoins des familles par tranche de ½ heure horloge. En cas de dépassement des heures contractualisées, des heures complémentaires seront facturées.

Seules les déductions citées ci-dessous sont possibles :

Elles sont fixées par la CNAF dans le cadre de la Prestation de Service Unique :

- Eviction par la référente santé de la structure.

- Hospitalisation de l'enfant (fournir justificatif).
- Maladie de l'enfant supérieure à 3 jours d'absence calendaires consécutifs. Le délai de carence comprend le 1erjour d'absence notifié sur le certificat médical et les 2 jours calendaires consécutifs suivants.

Les congés

Les congés sont déduits lorsque **les parents en font la demande** dans la seule mesure où celle-ci a été effectuée, **par écrit**, auprès de la responsable sur la fiche prévue à cet effet ou par mail, **1 mois précédent la prise de ceux-ci**.

Les déductions et les heures complémentaires sont reprises lors de la facture établie en fin de mois.

b) Facturation pour l'accueil occasionnel et d'urgence

La facture des heures réalisées est établie en fin de mois. Dans le cadre de l'accueil occasionnel, toute réservation sera due, sauf déductions possibles : maladie supérieure à 3 jours calendaires consécutifs avec certificat, hospitalisation…

c) Le paiement

Le règlement se fait à la Mairie en Régie centralisée, jusqu'au dernier jour du mois suivant la facturation :

- Par chèque bancaire ou postal établi au nom de la régie Petite Enfance ou de la régie centrale, **en mentionnant au dos du chèque le mois de facturation ainsi que la structure concernée.**
- Par chèque CESU.
- Par carte bancaire sur le portail famille de la ville (15 jours supplémentaires accordés pour ce mode de paiement).
- Par prélèvement bancaire en renseignant les informations bancaires sur le portail famille de la ville.
- En espèces **(fournir la somme exacte)** en régie centrale.
  → En cas de règlement en espèces, un reçu est remis.

A la demande des familles, une attestation pour l'administration fiscale est délivrée.

d) Le non-paiement des factures

La Ville de Hem est confrontée à une récurrence de problématiques de factures non réglées. Lorsque les factures ne sont pas honorées, une procédure d'accompagnement sera mise en place par le CCAS afin de permettre une analyse de la situation du foyer par une professionnel dûment qualifié et l'élaboration éventuellement d'un échéancier de régularisation des factures.

6. Départ de la Crèche « Le Tipi »

En accueil régulier, le retrait définitif de l'enfant doit être signalé par courrier au minimum 2 mois auparavant, faute de quoi une indemnité de départ égale à 1 mois de placement est due.

7. Dès la scolarisation

Lorsque l'enfant est scolarisé, plusieurs possibilités sont offertes aux parents :

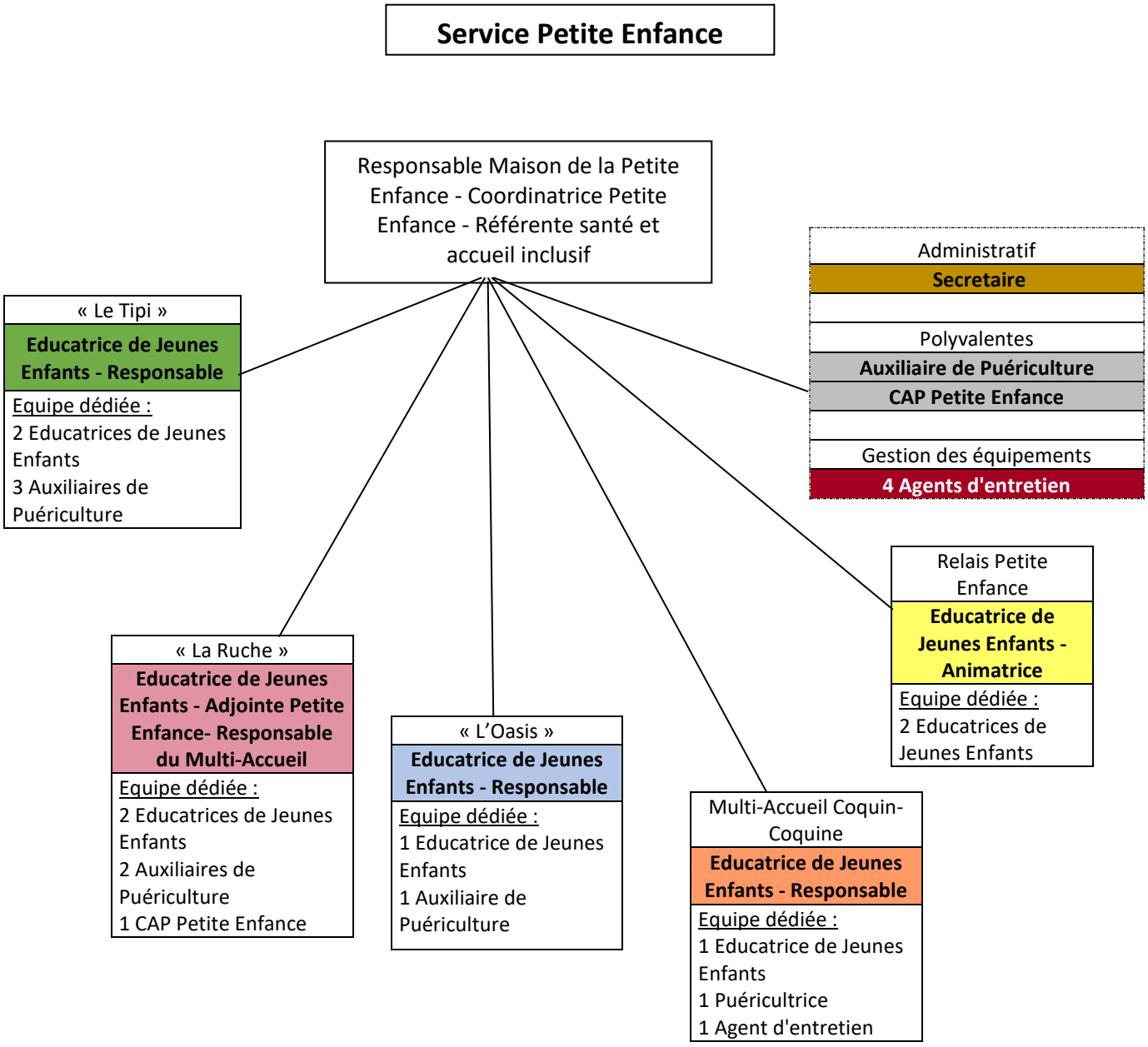
- La Crèche « Le Tipi », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 3 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « L'Oasis », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « La Ruche », **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- Le Multi-Accueil Coquin-Coquine, **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- Les Assistant(e)s Maternel(le)s Indépendantes et les services de garde à domicile.
- Les Centres d'Accueil Périscolaire au sein des écoles et les centres sociaux.
- Les Centres de Loisirs sans hébergement Petite Enfance : les inscriptions se font auprès du service des actions éducatives de la ville ou des centres sociaux de la ville pour le mercredi et les vacances scolaires.

8. Collecte d'informations

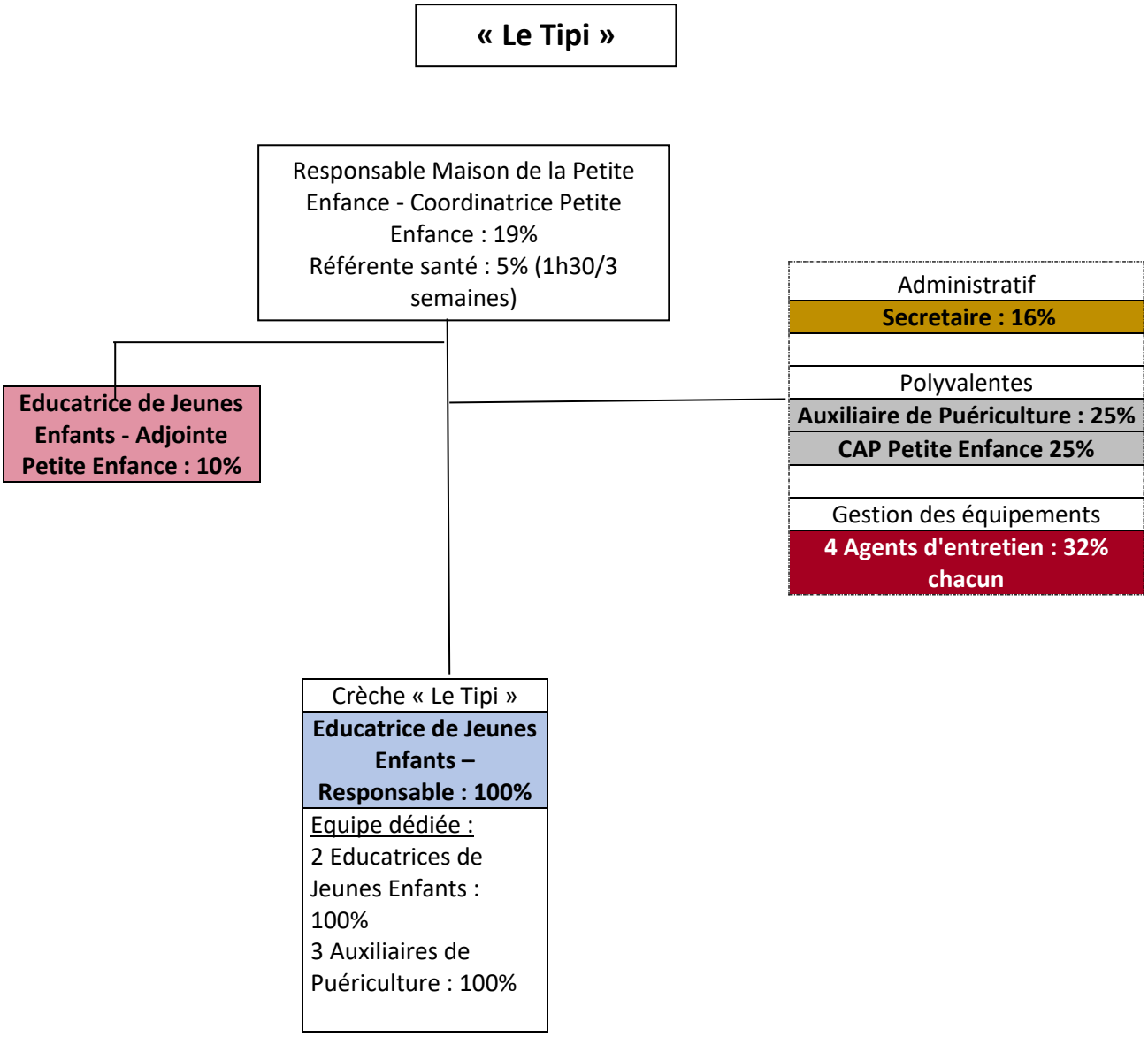
La ville de Hem collecte des informations fournies par les usagers des structures Petite Enfance de la ville aux seules fins de permettre le fonctionnement des services du Portail famille et à une recherche statistique. La ville de Hem garantit que ces informations ne sont pas utilisées à d'autres fin et qu'elles ne seront pas transmises à une tierce personne sans l'autorisation de l'utilisateur.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 15 et 16 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'utilisateur peut exercer son droit d'accès et de demande de rectification de ses données personnelles, en se rendant aux heures d'ouvertures de la Maison de la Petite Enfance, auprès du personnel adéquat ou en adressant un simple courriel à : victoire.mollet@ville-hem.fr

ANNEXE 1


Service Petite Enfance
Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance - Référente santé et accueil inclusif
« Le Tipi »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
3 Auxiliaires de Puériculture
Administratif
Secretaire
Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture
CAP Petite Enfance
Gestion des équipements
4 Agents d'entretien
Relais Petite Enfance
Educatrice de Jeunes Enfants - Animatrice
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
« La Ruche »
Educatrice de Jeunes Enfants - Adjointe Petite Enfance- Responsable du Multi-Accueil
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
2 Auxiliaires de Puériculture
1 CAP Petite Enfance
« L'Oasis »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Auxiliaire de Puériculture
Multi-Accueil Coquin-Coquine
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Puéricultrice
1 Agent d'entretien

ANNEXE 2


« Le Tipi »
Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance : 19%
Référente santé : 5% (1h30/3 semaines)
Educatrice de Jeunes Enfants - Adjointe Petite Enfance : 10%
Administratif
Secretaire : 16%
Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture : 25%
CAP Petite Enfance 25%
Gestion des équipements
4 Agents d'entretien : 32% chacun
Crèche « Le Tipi »
Educatrice de Jeunes Enfants – Responsable : 100%
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants : 100%
3 Auxiliaires de Puériculture : 100%

ANNEXE 3

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif

Nombre d'enfants	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023
1 enfant	0,0605%	0,0610%	0,0615%	0,0619%	0,0619%
2 enfants	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%	0,0516%
3 enfants	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%	0,0413%
4 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
5 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
6 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
7 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
8 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
9 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
10 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES PETITE ENFANCE

Le personnel du service de la Petite Enfance est heureux de vous accueillir au sein des deux structures municipales, la Maison de la Petite Enfance et le Multi Accueil « Coquin Coquine » de la ville de Hem. La Maison de la Petite Enfance comporte trois Crèches Collectives :

- « Le Tipi »,
- « La Ruche »,
- « L'Oasis ».

Ainsi que le service Relais Petite Enfance et le Guichet Unique.

La crèche « Coquin Coquine » fait partie du service Petite Enfance, mais est situé au sein du quartier de Beaumont.

Toutes ces structures sont accompagnées de façon financière par la CNAF.

Ces équipements ont été créés pour accueillir vos enfants, régulièrement, occasionnellement ou en urgence.

Présentation de la Direction des structures :

Un organigramme synthétique est annexé en fin de ce présent document page 16, ainsi qu'un organigramme de la Micro-Crèche page 17

- Une infirmière Responsable et Coordinatrice Petite Enfance, et son adjointe éducatrice de jeunes enfants gérent et coordonnent les différentes structures d'accueil du service ainsi que le Relais Petite Enfance. Elles sont à votre disposition pour vous fournir tout renseignement utile. Elles dirigent les équipes d'encadrement. En cas d'absence de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance et de son adjointe, un protocole de continuité de direction se met en place avec l'équipe d'encadrement.

- La direction de chaque structure d'accueil, ainsi que celle du Relais Petite Enfance est assurée par une Educatrice de Jeunes Enfants. En cas d'absence de l'une d'entre elles, celle-ci est remplacée par la Responsable et Coordinatrice ou son adjointe ou l'éducatrice de jeunes enfants ayant le plus d'ancienneté dans la structure.

Crèche « L'Oasis » - Maison de la Petite Enfance

124 rue des Ecoles, 59510 HEM

La structure accueille les enfants les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h30 à 17h30, soit une amplitude hebdomadaire de 36 heures.

La structure a une capacité de 11 places, pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus.

La structure est fermée annuellement 4 semaines au mois d'Août, la première semaine des vacances scolaires de Noël, la première semaine des vacances scolaires d'Hiver, la première semaine des vacances scolaires de Printemps. Deux journées de Coordination par an sont également mises en place. A cette occasion, la structure

est fermée. Dès que les dates sont fixées (Mai et Octobre), une communication de celles-ci sera faite par le biais d'une note, de transmissions orales et de la borne informative.

La structure peut accueillir un enfant en situation de handicap dans la mesure où celui-ci est compatible avec un accueil en structure. Cette intégration se doit de s'inscrire dans un projet d'accueil pensé et cohérent, et peut faire l'objet d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).

En référence au code de l'action sociale des familles, l'accueil des enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaires du RSA, est favorisé.

L'équipe du service Petite Enfance se compose :

- D'une infirmière, et d'une puéricultrice, référentes santé et accueil inclusif.
- D'éducatrices de jeunes enfants contribuant à l'épanouissement et à l'éveil du tout petit.
- D'auxiliaires de puériculture et CAP Petite Enfance assurant les soins du tout petit au quotidien.
- D'un agent d'accueil assurant la gestion administrative
- D'agents d'entretien assurant l'entretien des locaux et la gestion de la restauration.

Ces professionnelles bénéficient régulièrement, de réunions d'échanges, de temps d'analyse de pratique et de formations, encadrées par la responsable de la structure et de la Responsable et Coordinatrice.

Accueil régulier

Enfant connu de la structure et inscrit :
L'enfant est accueilli en **accueil régulier** selon un contrat établi entre les parents et la responsable de la structure par délégation de Mr le Maire pour un nombre d'heures mensuelles déterminé selon une semaine type, sachant que toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes. La durée du contrat est déterminée par la famille et la responsable de la structure lors de l'inscription.
Le renouvellement se fait par écrit 1 mois avant l'échéance, passé ce délai, la place est attribuée à une autre famille.

En accueil régulier, l'établissement d'un contrat est obligatoire. Il précise la structure d'accueil, les jours de présence, les horaires, la durée du contrat, le tarif horaire, le taux d'effort appliqué, les modalités de la période d'adaptation et la consultation des ressources via CDAP.

Les parents sont tenus de respecter les limites horaires d'accueil convenues sur le contrat avec la responsable.
La responsable peut dénoncer ou revoir le contrat en cas de surestimation ou sous-estimation du nombre d'heures établi au préalable. Les parents sont invités à se manifester auprès de la responsable en cas de souhait de révision du contrat.

Dans le cas d'absence de plus de 48 heures non justifiée, le contrat sera dénoncé et la place pourra être attribuée à un autre enfant en instance d'admission.

Accueil occasionnel

Enfant connu de la structure, inscrit et l'ayant déjà fréquenté :
L'accueil se fait selon les besoins des familles et en fonction des disponibilités. L'enfant est **accueilli occasionnellement**, en durée limitée (20h /semaine maximum) et ne se renouvelant pas à un rythme régulier prévisible d'avance.

Accueil d'urgence

Enfant non connu de la structure, ne l'ayant jamais fréquenté : :
L'enfant est accueilli en **accueil ponctuel d'urgence** dans le cas d'une situation exceptionnelle : accident, hospitalisation, décès, événement familial grave et imprévisible rendant impossible la garde du ou des enfants concernés.

L'accueil d'urgence est facturé selon un tarif horaire basé sur la moyenne des participations familiales observées l'année précédente.

Accueil relais

Lors de la fermeture de la structure, **un accueil relais** dans les autres structures municipales reste possible selon les disponibilités. Pour cela, il convient d'en faire la demande au plus tôt à la responsable.

1. Modalités d'admission

Pour un accueil régulier, il est nécessaire de **préinscrire** votre enfant sur le portail famille disponible via le site internet de la ville de Hem : https://www.ville-hem.fr/

Les structures sont ouvertes à tous, néanmoins une priorité d'admission est accordée aux familles hémoises, ou aux familles ayant un local commercial à Hem, et en second lieu aux familles non hémoises.

Dans le cadre de la Prestation de Service Unique, la CNAF n'impose pas de condition d'activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique.

a) Le dossier d'inscription

L'admission ayant été validée lors de la Commission d'attribution des places, les parents ou le responsable légal, sont invités à constituer le dossier avec la responsable. Il convient de se munir des pièces suivantes :

- Un extrait d'acte de naissance de l'enfant.
- L'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2 ou les trois derniers bulletins de salaire pour les familles non-allocataires.
- Le numéro d'allocataire Caf.
- Les coordonnées du médecin traitant.
- Les coordonnées des personnes, susceptibles de venir chercher l'enfant.
- Un certificat médical du médecin suivant l'enfant est exigé (selon un modèle défini), pour tous les enfants, quel que soit le type d'accueil. Sur ce document doit apparaitre la non-contre-indication de l'enfant à fréquenter un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant et l'attestation de la mise à jour des vaccins obligatoires pour l'enfant.

- Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane en cas d'hyperthermie (sup. à 38,5°C) de l'application du Bepanthen en cas d'érythème fessier et de l'application de l'Hemoclar en cas de coup (voir administration des médicaments).
- Les horaires de placement pour les accueils réguliers contractualisés.
- Les adresses et téléphones des lieux de travail des parents.
- Le jugement déterminant le lieu de résidence des enfants et les modalités des droits de visite de l'autre parent, en cas de divorce ou de séparation.

Ce présent règlement de fonctionnement est à disposition des familles au sein de la structure (entrée du bâtiment ou auprès de l'équipe).

Ils signent, s'ils le souhaitent, une autorisation de photographier ou de filmer leur enfant lors des activités organisées par la structure, de visionner le film ou d'exposer les photos.

Il est à noter que tout changement doit être impérativement signalé par écrit à la responsable de la structure.

En accueil occasionnel, le dossier est similaire. Un rendez-vous doit être pris auprès de la responsable pour finaliser l'inscription.

Dans le cas d'un accueil d'un enfant accueilli en famille d'accueil ou chez une assistante familiale, les parents restent détenteur de l'autorité parentale. L'accueil de l'enfant au sein de la structure est donc défini par le référent ASE, en cohérence avec le parcours d'accueil de l'enfant. De même, l'ASE prendra en charge la facturation en cas d'accueil de l'enfant.

b) Les obligations vaccinales

Les enfants sont soumis aux obligations vaccinales, selon la loi du 30 décembre 2017, mise en application par le décret n°2018-42 du 25 janvier 2018, portant sur l'obligation vaccinale, les vaccinations obligatoires sont à présent : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite, Coqueluche, Haemophilus influenzae, Hépatite B, Pneumocoque, Méningite C, Rougeole, Oreillon, et Rubéole.

Si l'état de santé de l'enfant contre-indique une vaccination obligatoire, un certificat médical, indiquant la durée de cette contre-indication, doit être établi. Les vaccinations faites par le médecin traitant sont signalées à la responsable afin de mettre le dossier médical à jour.

En cas de retard vaccinal les parents auront 3 mois pour mettre à jour les vaccinations de leur enfant sous peine d'exclusion. L'admission de l'enfant sera dans ce cas une admission provisoire dans l'attente de la mise à jour des vaccinations.

2. Fonctionnement de la Crèche « L'Oasis »

Au regard du bien-être de l'enfant, un certain nombre de règles sont à respecter :

- Il est impératif pour le bien être de l'enfant que les horaires d'accueil soient respectés.

L'enfant doit être amené le matin, sa toilette faite et le premier repas pris. Le petit déjeuner et le dîner sont à la charge des parents et pris à leur domicile. Les parents fournissent le lait en poudre et les bouteilles d'eau à l'équipe, si l'enfant boit des biberons dans la journée. Lorsque l'enfant passe à l'alimentation diversifiée, les déjeuners, le goûter et les boissons sont fournies par la structure, sauf cas particuliers. Notre prestataire Croc La Vie fournit des repas et des goûters 100% bio aux différentes structures du service.
Les couches sont fournies par la structure lors du temps de présence de l'enfant, ainsi que les produits d'hygiène (savon).

- La famille laisse quelques vêtements de rechange adaptés ainsi que biberons et tétines si besoin. Dès l'apparition des beaux jours, il sera demandé de fournir un chapeau de soleil, une crème solaire, et des lunettes de soleil. Sans crème solaire, l'enfant ne pourra profiter du jardin.

- Les parents informent l'équipe du rythme veille/sommeil de leur enfant et de tout événement ayant une incidence sur l'état de santé de celui-ci.

- **Les bijoux sont interdits**. De même il est demandé aux parents de ne pas amener l'enfant avec des objets dangereux (petites barrettes de cheveux, boucles d'oreilles) ainsi que certains vêtements (capuches avec cordons, bandeaux pour cheveux), ceci par souci de sécurité (risque d'ingestion ou d'étranglement).

L'accueil des enfants s'effectue de façon échelonnée tout au long de la matinée, en fonction des différents horaires de contrat. Durant ce temps, des jeux libres sont disponibles pour les enfants dans l'espace d'éveil. Lorsque le groupe est au complet, des temps de décloisonnement sont possibles afin que les enfants bénéficient des différents espaces de la structure (salle de psychomotricité, jardin, salle sensorielle, salle thématique…). Autrement des activités sont proposées aux enfants selon leurs besoins et leurs envies. Le déjeuner est servi aux enfants dans l'espace restauration de la structure. Puis vient le temps de la sieste dans le respect du rythme de l'enfant. Un nouveau temps d'activités précède le moment des départs, lui aussi échelonné en fonction des différents horaires de contrat. La journée est également ponctuée par différents temps de regroupement tels que des temps lecture, comptines, gymnastique douce…

Au vu du nombre de professionnelles au sein de la structure, aucune sortie à l'extérieur du bâtiment ne sera mise en place sans la présence supplémentaire d'un parent par enfant.

L'assurance couvre l'enfant dans la seule mesure où la responsabilité de la structure est engagée.

L'enfant est sous la responsabilité des parents lorsque ceux-ci sont présents dans les locaux de la structure.

L'enfant est repris par les parents ou par le parent en ayant officiellement la garde ou une personne majeure autorisée par les parents (par écrit) et munie d'une pièce d'identité. Les parents avertissent la structure le matin même.
Les parents enregistrent quotidiennement l'heure d'arrivée et de départ de leur enfant sur la tablette présente à l'accueil de la structure.

En cas d'absence, les parents sont invités à prévenir rapidement la structure, de préférence avant 9 heures le matin afin de permettre à l'équipe de satisfaire au mieux le besoin d'une autre famille.

Lors de l'admission d'un enfant, une période d'adaptation est mise en place en concertation avec la responsable et les parents. Lors de ces temps, si le parent accompagne son enfant, la présence de celui-ci ne sera pas facturée.

L'équipe se compose de :

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants, responsable** de la structure, présente à temps plein. Son temps de travail est réparti comme suit : 10% de temps administratif (lors de la fermeture le mercredi) et 90% de temps terrain.
  Ses missions : accueil des familles, gestion administrative du dossier de l'enfant (contrat, factures, justificatifs…), responsable du bâtiment, animation de la vie de la structure, gestion des budgets, participation aux projets du service, notamment le projet de développement durable ou le projet parentalité, management de l'équipe, création/mise en place/suivi/réajustement du projet pédagogique de la structure… Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants…

  Son temps administratif est complété

  -par **l'agent administratif du service (16%)** qui assure des missions purement administratives (missions Guichet Unique, commandes des repas, communication d'informations sur la vie du service aux familles, gestion des conventions/décisions/bon de commande/factures, gestion des dysfonctionnements du bâtiment…

  -par **l'adjointe Petite Enfance du service (10%)** et par **la responsable et coordinatrice Petite Enfance (19%)** (missions partenariales, renseignement des appels de pièces CNAF, pilotage et mise en place des différents projets du service, gestion des plannings du personnel, lien avec les élus, garant de la mise en œuvre de la PSU…)

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants**, présente à 90%.
  Ses missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel…

- **1 Auxiliaire de Puériculture,** présente à 90%.
  Ses missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien

être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel …

D'autres professionnels complètent cette équipe :

- **1 Auxiliaire de Puériculture polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

- **1 diplômée du CAP Petite Enfance polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

Ces deux professionnelles sont positionnées sur les structures en fonction des besoins (congés, formations, arrêts, temps de détachements…). Elles ont les mêmes tâches que les professionnelles qu'elles remplacent ou qu'elles soutiennent.

- Une équipe de **4 agents d'entretien,** présents pour l'ensemble du service. Un agent viendra en renfort le temps du déjeuner sur chaque structure du service afin de renforcer l'équipe et permettre ainsi l'aide aux repas des enfants, la prise de pause des professionnels et le démarrage du temps des soins.

Leurs missions : assurer l'entretien des locaux, la remise en température des repas et leur distribution…

- **1 infirmière**, présente 1h30 / semaine / structure sur un roulement de 3 semaines.

Ses missions : informer/sensibiliser/conseiller en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif, créer et veiller à la bonne application des protocoles de soins et d'urgence, accompagner les mesures mises en place pour le bien être, le développement de l'enfant, assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé, administrer selon les directives légales les traitements aux enfants, accompagner l'équipe dans la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé ou dans le cadre d'un dispositif de traitement des informations préoccupantes…

L'encadrement des enfants applique la règle suivante : 1 professionnelle pour 5 enfants non marcheurs et 1 professionnelle pour 8 enfants marcheurs.

Dans le respect de cette règle d'encadrement, aucune sortie hors de l'établissement n'est autorisée.

L'accueil en surnombre :

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du président du Conseil Départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions. A savoir le respect du taux d'encadrement précisé ci-dessus, le nombre suffisant de matériel (lits, chaises enfants…) et en application du présent règlement en terme d'accueil occasionnel ou d'urgence.
Le nombre maximum de lits (11), ne permettent pas l'accueil en surnombre au sein de la Crèche « L'Oasis ».

a) Maladies et modalités d'intervention médicale en cas d'urgence

En cas de maladie, il est de l'intérêt de l'enfant d'être gardé par ses parents. Néanmoins, une prise en charge de l'enfant est possible dans la mesure où l'état général de l'enfant n'est pas altéré.

En cas de maladie infantile contagieuse, l'enfant ne peut être admis que sur l'avis de son médecin et de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, qui s'appuient sur le guide référentiel du ministère de la Santé.

La direction doit être prévenue par les parents, le plus tôt possible, en cas de maladie de l'enfant. Lorsqu'il s'agit d'une maladie contagieuse, il y a lieu d'en préciser la nature.

b) Administration de médicaments

Dans le cas où un médicament a été donné à l'enfant la nuit ou le matin précédent son arrivée, il est demandé aux parents de le signaler à l'équipe.

Afin de limiter la manipulation des médicaments, il est vivement conseillé de demander au médecin traitant d'établir des prescriptions qui peuvent être données par les parents en deux prises, matin et soir.

En cas d'impossibilité, le traitement est administré dans la structure, **uniquement sur justificatif d'ordonnance au nom de l'enfant. Ceci pour TOUS traitements** (même pour un médicament disponible en vente libre). L'administration se fait en premier lieu par la référente santé, ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants, sous l'autorité de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance. Une autorisation écrite devra être signé par les parents précisant la posologie du médicament.

En l'absence d'une prescription médicale récente écrite et de l'autorisation parentale, datées, lisibles et signées, précisant la posologie et la durée du traitement, les médicaments ne sont pas donnés par les professionnelles.

Les parents veillent à ce que le pharmacien signale les médicaments génériques remplaçant la prescription médicale initiale et appose son cachet. A défaut le traitement n'est pas administré par les professionnelles.

Les médicaments dans les biberons sont interdits.

Il est également recommandé lors du début d'un traitement, d'éviter d'apporter des médicaments entamés. De plus, il est demandé de noter le nom et prénom de l'enfant sur le médicament.

En cas d'hyperthermie, non connue des parents, l'équipe respecte le protocole établi par les référentes santé, et en avise la responsable ainsi que les parents. Ce protocole stipule que l'enfant qui atteint ou dépasse 38.5°C de température, recevra une dose de Doliprane équivalente à son poids. La bouteille de Doliprane entamée à cette occasion devra être remplacée par le parent dans les meilleurs délais. En effet celle-ci sera donnée au parent lorsqu'il viendra rechercher son enfant.
Le Doliprane est administré par la référente santé ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants.

Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane, du Bepanthen et de l'Hemoclar est demandée pour chaque enfant lors de son inscription en structure. Il est préférable que cette ordonnance soit valable pour 1 an, et évolutive dans le temps (1 dose en fonction du poids de l'enfant). Cette ordonnance est à renouveler à la date anniversaire de l'inscription, tout comme le certificat médical.

Pour les enfants présentant des problèmes médicaux particuliers, une rencontre avec la référente santé, la responsable de la structure et la Responsable et

Coordinatrice Petite Enfance est proposée afin d'établir si besoin un projet d'accueil individualisé (PAI).

Une continuité de permanence paramédicale est assurée en cas d'absence de l'une ou de l'autre référente santé.

c) Modalités de soins spécifiques occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux et paramédicaux extérieurs à la structure

Les professionnels médicaux et paramédicaux sont accueillis après une demande préalable des parents de l'enfant, soumise à l'autorisation de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, ceci dans le but de ne pas perturber le bon fonctionnement du service.

Une trousse d'urgence est à la disposition des référentes santé à la Maison de la Petite Enfance. Celle-ci est constituée de traitements soignant l'hyperthermie, les plaies et les coups.

d) Contrôle de la qualité de l'air extérieur :

La qualité de l'air extérieur est contrôlée quotidiennement sur le site internet https://www.atmo-hdf.fr/ En cas d'indice « très mauvais » ou « extrêment mauvais », les enfants ne seront pas autorisés à sortir dans le jardin. En cas d'indice « mauvais », les sorties seront autorisées mais limitées à 10 minutes le matin et l'après-midi. En cas d'indice « dégradé », celles-ci seront étendues à 1h.

3. Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure

Les parents sont informés régulièrement de toute manifestation au sein de la structure sous forme de panneaux d'affichage, par mails et sur les bornes informatives (actualités Petite Enfance, évènements…).
Les échanges avec les professionnelles ont lieu au moment de l'arrivée et du départ de l'enfant.

Les parents sont invités à participer :

- Aux adaptations déterminées conjointement avec la responsable,
- Aux cafés des parents,
- Aux temps forts de la vie de la structure à travers les évènements festifs (rencontres, expositions de travaux, spectacles, fête de Noël…),
- Aux temps d'éveil proposés par un intervenant extérieur dans le cadre du projet pédagogique,
- A l'encadrement des enfants lors de sorties éventuelles,
- Aux Rendez-vous Petite Enfance.

4. Tarification

La participation des familles est calculée sur une base horaire selon un barème établi par la Caisse Nationale des Allocations Familiales sur un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille et selon sa composition. Cette participation est forfaitaire et couvre la prise en charge du temps de présence de l'enfant. Elle

comprend également la fourniture des repas, des couches et des produits d'hygiène (savon).

Tableau de participation des familles (voir annexe)
La participation des familles est calculée :

- soit selon les ressources prises en compte sur le site télématique CDAP (Convention de service pour la consultation allocataire de la CNAF par l'intermédiaire du service internet sécurisé),
- soit selon les ressources de la famille et le nombre de parts déclarées sur l'avis d'imposition de l'année N-2.

A partir de l'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2, les ressources à prendre en compte sont celles figurant à la rubrique « total des salaires et assimilés », soit avant déduction forfaitaire de 10% ou des frais réels. Les ressources ci-dessous y seront ajoutées le cas échéant :

- les revenus des capitaux mobiliers ;
- les revenus fonciers ;
- les pensions alimentaires perçues.

Les ressources ci-dessous y seront déduites le cas échéant :

- la CSG déductible ;
- les pensions alimentaires versées ;
- les déficits industriels et commerciaux ou agricoles.

Au 1er janvier de chaque année, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales fixe :

- Un tarif « plancher » pour les revenus inférieurs à un seuil déterminé,
- Un tarif « plafond » pour les revenus supérieurs à un seuil déterminé.

↳ Le plancher

Le plancher est la base minimale obligatoire à prendre en compte pour le calcul de la participation familiale, notamment en l'absence de ressources au sein de la famille. Il correspond au Revenu de Solidarité Active (RSA) socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. Il est fixé annuellement par la CNAF.
En cas de ressources inférieures au plancher, il convient de retenir ce montant.
Le taux d'effort s'applique à ce plancher.

Dans le cas de familles non-allocataires et ne disposant ni d'un avis d'imposition, ni de fiches de salaires, le gestionnaire se réfère au montant des ressources plancher afin de déterminer le montant des participations familiales.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification à appliquer correspond au montant « plancher » de ressources pour un enfant (taux de participation familiale pour 1 enfant X montant du plancher de ressources).

↳ Le plafond

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources mensuelles.

Pour toutes les familles ne souhaitant pas communiquer leurs ressources, le tarif plafond est appliqué, en tenant compte du nombre d'enfants à charge.

Situation de résidence alternée :

Dans le cas où c'est l'enfant en résidence alternée qui va dans l'établissement d'accueil du jeune enfant, un contrat d'accueil doit être établi pour chacun des parents, en fonction de sa nouvelle situation familiale. En effet, en cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte.

Dans un souci d'équité de traitement, les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait, ou non, un partage des allocations familiales. La charge de l'enfant en résidence alternée doit être prise en compte par les deux ménages.

Situation des familles bénéficiaires de l'AEEH :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH), à charge de la famille – même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement – permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer. Pour cela l'attestation AEEH sera nécessaire.

Situation des familles extérieures :

Les familles non hémoises bénéficient d'un tarif horaire basé sur le barème CNAF majoré de 50%.

Les ressources sont contrôlées annuellement en janvier et septembre.
Chaque début d'année, les tarifs sont revus en fonction des informations disponibles sur le site CDAP, ou à défaut, des nouveaux avis d'impositions N-1 sur les revenus N-2.

Cependant, tout changement de situation familiale ou professionnelle (naissance d'un enfant, séparation, perte d'emploi…) doit être signalé à la responsable de la structure et à la CAF afin d'être pris en compte. Une modification de la tarification pourra être mentionné par un avenant au contrat d'accueil.

5. Modalités de paiement

La facturation s'effectue chaque mois à terme échu.

Toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes.

a) La facturation pour l'accueil régulier

La participation est calculée selon le contrat établi lors de l'inscription, au plus près des besoins des familles par tranche de ½ heure horloge. En cas de dépassement des heures contractualisées, des heures complémentaires seront facturées.

Seules les déductions citées ci-dessous sont possibles :

Elles sont fixées par la CNAF dans le cadre de la Prestation de Service Unique :

- Eviction par la référente santé de la structure.

- Hospitalisation de l'enfant (fournir justificatif).
- Maladie de l'enfant supérieure à 3 jours d'absence calendaires consécutifs. Le délai de carence comprend le 1er jour d'absence notifié sur le certificat médical et les 2 jours calendaires consécutifs suivants.

Les congés

Les congés sont déduits lorsque **les parents en font la demande** dans la seule mesure où celle-ci a été effectuée, **par écrit**, auprès de la responsable sur la fiche prévue à cet effet ou par mail, **1 mois précédent la prise de ceux-ci**.

Les déductions et les heures complémentaires sont reprises lors de la facture établie en fin de mois.

b) Facturation pour l'accueil occasionnel et d'urgence

La facture des heures réalisées est établie en fin de mois. Dans le cadre de l'accueil occasionnel, toute réservation sera due, sauf déductions possibles : maladie supérieure à 3 jours calendaires consécutifs avec certificat, hospitalisation…

c) Le paiement

Le règlement se fait à la Mairie en Régie centralisée, jusqu'au dernier jour du mois suivant la facturation :

- Par chèque bancaire ou postal établi au nom de la régie Petite Enfance ou de la régie centrale, **en mentionnant au dos du chèque le mois de facturation ainsi que la structure concernée.**
- Par chèque CESU.
- Par carte bancaire sur le portail famille de la ville (15 jours supplémentaires accordés pour ce mode de paiement).
- Par prélèvement bancaire en renseignant les informations bancaires sur le portail famille de la ville.
- En espèces **(fournir la somme exacte)** en régie centrale.
  → En cas de règlement en espèces, un reçu est remis.

A la demande des familles, une attestation pour l'administration fiscale est délivrée.

d) Le non-paiement des factures

La Ville de Hem est confrontée à une récurrence de problématiques de factures non réglées. Lorsque les factures ne sont pas honorées, une procédure d'accompagnement sera mise en place par le CCAS afin de permettre une analyse de la situation du foyer par une professionnel dûment qualifié et l'élaboration éventuellement d'un échéancier de régularisation des factures.

6. Départ de la Crèche « L'Oasis »

En accueil régulier, le retrait définitif de l'enfant doit être signalé par courrier au minimum 2 mois auparavant, faute de quoi une indemnité de départ égale à 1 mois de placement est due.

7. Dès la scolarisation

Lorsque l'enfant est scolarisé, plusieurs possibilités sont offertes aux parents :

- La Crèche « Le Tipi », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 3 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « L'Oasis », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « La Ruche », **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- Le Multi-Accueil Coquin-Coquine, **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- Les Assistant(e)s Maternel(le)s Indépendantes et les services de garde à domicile.
- Les Centres d'Accueil Périscolaire au sein des écoles et les centres sociaux.
- Les Centres de Loisirs sans hébergement Petite Enfance : les inscriptions se font auprès du service des actions éducatives de la ville ou des centres sociaux de la ville pour le mercredi et les vacances scolaires.

8. Collecte d'informations

La ville de Hem collecte des informations fournies par les usagers des structures Petite Enfance de la ville aux seules fins de permettre le fonctionnement des services du Portail famille et à une recherche statistique. La ville de Hem garantit que ces informations ne sont pas utilisées à d'autres fin et qu'elles ne seront pas transmises à une tierce personne sans l'autorisation de l'utilisateur.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 15 et 16 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'utilisateur peut exercer son droit d'accès et de demande de rectification de ses données personnelles, en se rendant aux heures d'ouvertures de la Maison de la Petite Enfance, auprès du personnel adéquat ou en adressant un simple courriel à : victoire.mollet@ville-hem.fr

ANNEXE 1

Service Petite Enfance

Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance - Référente santé et accueil inclusif

« Le Tipi »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
3 Auxiliaires de Puériculture

Administratif
Secretaire

Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture
CAP Petite Enfance

Gestion des équipements
4 Agents d'entretien

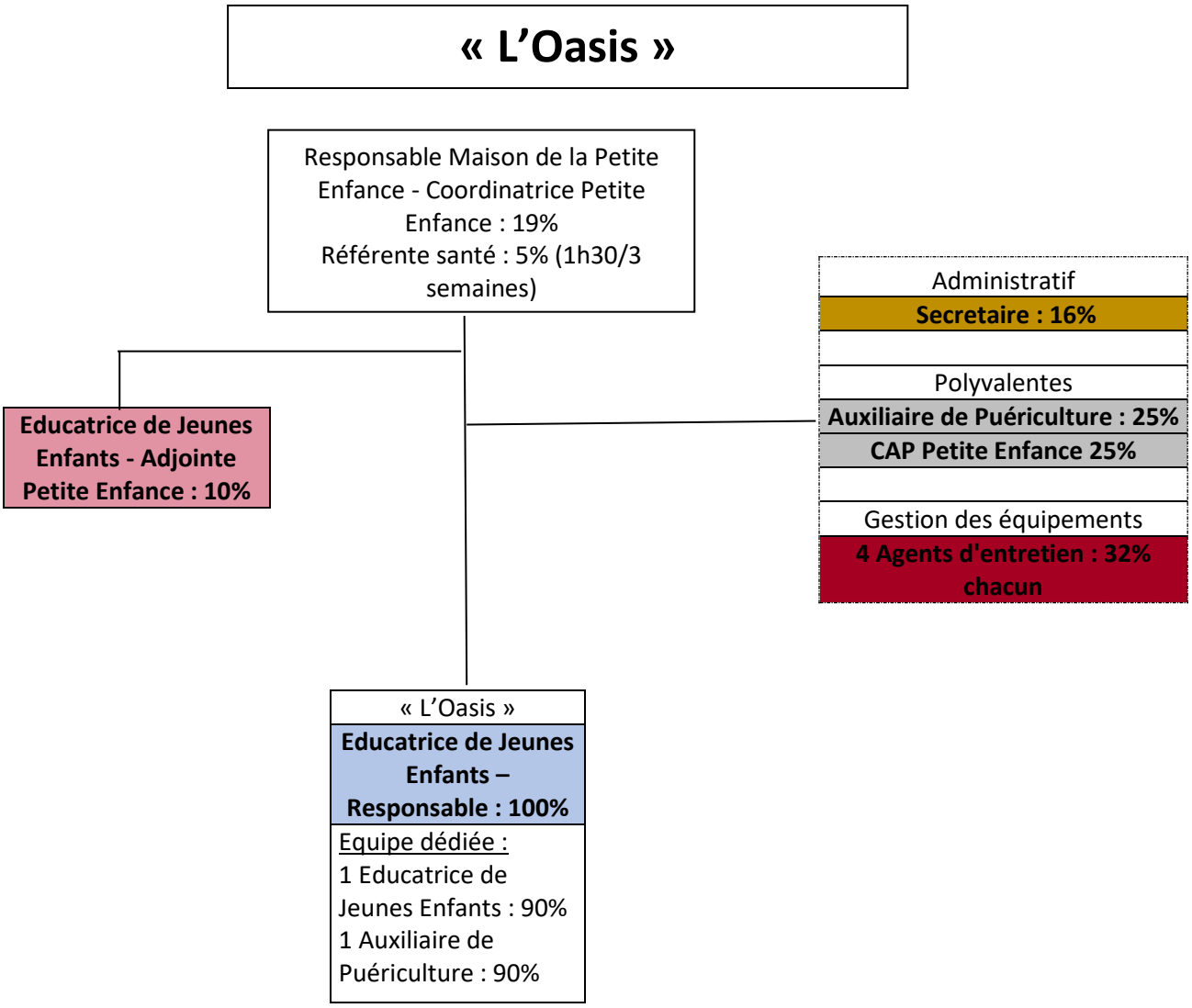
« La Ruche »
Educatrice de Jeunes Enfants - Adjointe Petite Enfance- Responsable du Multi-Accueil
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
2 Auxiliaires de Puériculture
1 CAP Petite Enfance

« L'Oasis »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Auxiliaire de Puériculture

Relais Petite Enfance
Educatrice de Jeunes Enfants - Animatrice
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants

Multi-Accueil Coquin-Coquine
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Puéricultrice
1 Agent d'entretien

ANNEXE 2


« L'Oasis »
Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance : 19%
Référente santé : 5% (1h30/3 semaines)
Educatrice de Jeunes Enfants - Adjointe Petite Enfance : 10%
Administratif
Secretaire : 16%
Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture : 25%
CAP Petite Enfance 25%
Gestion des équipements
4 Agents d'entretien : 32% chacun
« L'Oasis »
Educatrice de Jeunes Enfants – Responsable : 100%
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants : 90%
1 Auxiliaire de Puériculture : 90%

ANNEXE 3

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif

Nombre d'enfants	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023
1 enfant	0,0605%	0,0610%	0,0615%	0,0619%	0,0619%
2 enfants	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%	0,0516%
3 enfants	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%	0,0413%
4 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
5 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
6 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
7 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
8 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
9 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
10 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES PETITE ENFANCE

Le personnel du service de la Petite Enfance est heureux de vous accueillir au sein des deux structures municipales, la Maison de la Petite Enfance et le Multi Accueil « Coquin Coquine » de la ville de Hem. La Maison de la Petite Enfance comporte trois Crèches Collectives :

- « Le Tipi »,
- « La Ruche »,
- « L'Oasis ».

Ainsi que le service Relais Petite Enfance et le Guichet Unique.

La crèche « Coquin Coquine » fait partie du service Petite Enfance, mais est situé au sein du quartier de Beaumont.

Toutes ces structures sont accompagnées de façon financière par la CNAF.

Ces équipements ont été créés pour accueillir vos enfants, régulièrement, occasionnellement ou en urgence.

Présentation de la Direction des structures :

Un organigramme synthétique est annexé en fin de ce présent document page 16, ainsi qu'un organigramme du Multi-Accueil Coquin-Coquine page 17

- Une infirmière Responsable et Coordinatrice Petite Enfance, et son adjointe éducatrice de jeunes enfants gérent et coordonnent les différentes structures d'accueil du service ainsi que le Relais Petite Enfance. Elles sont à votre disposition pour vous fournir tout renseignement utile. Elles dirigent les équipes d'encadrement. En cas d'absence de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance et de son adjointe, un protocole de continuité de direction se met en place avec l'équipe d'encadrement.
- La direction de chaque structure d'accueil, ainsi que celle du Relais Petite Enfance est assurée par une Educatrice de Jeunes Enfants. En cas d'absence de l'une d'entre elles, celle-ci est remplacée par la Responsable et Coordinatrice ou son adjointe ou l'éducatrice de jeunes enfants ayant le plus d'ancienneté dans la structure.

Multi-Accueil « Coquin-Coquine » - Centre Intergénérationnel Maurice Schumann

2bis rue Racine, 59510 HEM

La structure accueille les enfants les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h30 à 17h30, soit une amplitude hebdomadaire de 36 heures.

La structure a une capacité de 14 places, pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus.

La structure est fermée annuellement 4 semaines au mois de juillet, la seconde semaine des vacances scolaires de Noël, la seconde semaine des vacances scolaires d'Hiver, la seconde semaine des vacances scolaires de Printemps. Deux journées de Coordination par an sont également mises en place. A cette occasion, la structure

est fermée. Dès que les dates sont fixées (Mai et Octobre), une communication de celles-ci sera faite par le biais d'une note, de transmissions orales et de la borne informative.

La structure peut accueillir un enfant en situation de handicap dans la mesure où celui-ci est compatible avec un accueil en structure. Cette intégration se doit de s'inscrire dans un projet d'accueil pensé et cohérent, et peut faire l'objet d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).

En référence au code de l'action sociale des familles, l'accueil des enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaires du RSA, est favorisé.

L'équipe du service Petite Enfance se compose :

- D'une infirmière, et d'une puéricultrice, référentes santé et accueil inclusif.
- D'éducatrices de jeunes enfants contribuant à l'épanouissement et à l'éveil du tout petit.
- D'auxiliaires de puériculture et CAP Petite Enfance assurant les soins du tout petit au quotidien.
- D'un agent d'accueil assurant la gestion administrative
- D'agents d'entretien assurant l'entretien des locaux et la gestion de la restauration.

Ces professionnelles bénéficient régulièrement, de réunions d'échanges, de temps d'analyse de pratique et de formations, encadrées par la responsable de la structure et de la Responsable et Coordinatrice.

Accueil régulier

Enfant connu de la structure et inscrit :
L'enfant est accueilli en **accueil régulier** selon un contrat établi entre les parents et la responsable de la structure par délégation de Mr le Maire pour un nombre d'heures mensuelles déterminé selon une semaine type, sachant que toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes. La durée du contrat est déterminée par la famille et la responsable de la structure lors de l'inscription.
Le renouvellement se fait par écrit 1 mois avant l'échéance, passé ce délai, la place est attribuée à une autre famille.

En accueil régulier, l'établissement d'un contrat est obligatoire. Il précise la structure d'accueil, les jours de présence, les horaires, la durée du contrat, le tarif horaire, le taux d'effort appliqué, les modalités de la période d'adaptation et la consultation des ressources via CDAP.

Les parents sont tenus de respecter les limites horaires d'accueil convenues sur le contrat avec la responsable.
La responsable peut dénoncer ou revoir le contrat en cas de surestimation ou sous-estimation du nombre d'heures établi au préalable. Les parents sont invités à se manifester auprès de la responsable en cas de souhait de révision du contrat.

Dans le cas d'absence de plus de 48 heures non justifiée, le contrat sera dénoncé et la place pourra être attribuée à un autre enfant en instance d'admission.

Accueil occasionnel

Enfant connu de la structure, inscrit et l'ayant déjà fréquenté :
L'accueil se fait selon les besoins des familles et en fonction des disponibilités. L'enfant est **accueilli occasionnellement**, en durée limitée (20h /semaine maximum) et ne se renouvelant pas à un rythme régulier prévisible d'avance.

Accueil d'urgence

Enfant non connu de la structure, ne l'ayant jamais fréquenté : :
L'enfant est accueilli en **accueil ponctuel d'urgence** dans le cas d'une situation exceptionnelle : accident, hospitalisation, décès, événement familial grave et imprévisible rendant impossible la garde du ou des enfants concernés.

L'accueil d'urgence est facturé selon un tarif horaire basé sur la moyenne des participations familiales observées l'année précédente.

Accueil relais

Lors de la fermeture de la structure, **un accueil relais** dans les autres structures municipales reste possible selon les disponibilités. Pour cela, il convient d'en faire la demande au plus tôt à la responsable.

1. Modalités d'admission

Pour un accueil régulier, il est nécessaire de **préinscrire** votre enfant sur le portail famille disponible via le site internet de la ville de Hem : https://www.ville-hem.fr/

Les structures sont ouvertes à tous, néanmoins une priorité d'admission est accordée aux familles hémoises, ou aux familles ayant un local commercial à Hem, et en second lieu aux familles non hémoises.

Dans le cadre de la Prestation de Service Unique, la CNAF n'impose pas de condition d'activité professionnelle ou assimilée des deux parents ou du parent unique.

a) Le dossier d'inscription

L'admission ayant été validée lors de la Commission d'attribution des places, les parents ou le responsable légal, sont invités à constituer le dossier avec la responsable. Il convient de se munir des pièces suivantes :

- Un extrait d'acte de naissance de l'enfant.
- L'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2 ou les trois derniers bulletins de salaire pour les familles non-allocataires.
- Le numéro d'allocataire Caf.
- Les coordonnées du médecin traitant.
- Les coordonnées des personnes, susceptibles de venir chercher l'enfant.
- Un certificat médical du médecin suivant l'enfant est exigé (selon un modèle défini), pour tous les enfants, quel que soit le type d'accueil. Sur ce document doit apparaitre la non-contre-indication de l'enfant à fréquenter un Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant et l'attestation de la mise à jour des vaccins obligatoires pour l'enfant.

- Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane en cas d'hyperthermie (sup. à 38,5°C) de l'application du Bepanthen en cas d'érythème fessier et de l'application de l'Hemoclar en cas de coup (voir administration des médicaments).
- Les horaires de placement pour les accueils réguliers contractualisés.
- Les adresses et téléphones des lieux de travail des parents.
- Le jugement déterminant le lieu de résidence des enfants et les modalités des droits de visite de l'autre parent, en cas de divorce ou de séparation.

Ce présent règlement de fonctionnement est à disposition des familles au sein de la structure (entrée du bâtiment ou auprès de l'équipe).

Ils signent, s'ils le souhaitent, une autorisation de photographier ou de filmer leur enfant lors des activités organisées par la structure, de visionner le film ou d'exposer les photos.

Il est à noter que tout changement doit être impérativement signalé par écrit à la responsable de la structure.

En accueil occasionnel, le dossier est similaire. Un rendez-vous doit être pris auprès de la responsable pour finaliser l'inscription.

Dans le cas d'un accueil d'un enfant accueilli en famille d'accueil ou chez une assistante familiale, les parents restent détenteur de l'autorité parentale. L'accueil de l'enfant au sein de la structure est donc défini par le référent ASE, en cohérence avec le parcours d'accueil de l'enfant. De même, l'ASE prendra en charge la facturation en cas d'accueil de l'enfant.

b) Les obligations vaccinales

Les enfants sont soumis aux obligations vaccinales, selon la loi du 30 décembre 2017, mise en application par le décret n°2018-42 du 25 janvier 2018, portant sur l'obligation vaccinale, les vaccinations obligatoires sont à présent : Diphtérie, Tétanos, Poliomyélite, Coqueluche, Haemophilus influenzae, Hépatite B, Pneumocoque, Méningite C, Rougeole, Oreillon, et Rubéole.

Si l'état de santé de l'enfant contre-indique une vaccination obligatoire, un certificat médical, indiquant la durée de cette contre-indication, doit être établi. Les vaccinations faites par le médecin traitant sont signalées à la responsable afin de mettre le dossier médical à jour.

En cas de retard vaccinal les parents auront 3 mois pour mettre à jour les vaccinations de leur enfant sous peine d'exclusion. L'admission de l'enfant sera dans ce cas une admission provisoire dans l'attente de la mise à jour des vaccinations.

2. Fonctionnement du Multi-Accueil « Coquin-Coquine »

Au regard du bien-être de l'enfant, un certain nombre de règles sont à respecter :

- Il est impératif pour le bien être de l'enfant que les horaires d'accueil soient respectés.
  L'enfant doit être amené le matin, sa toilette faite et le premier repas pris. Le petit déjeuner et le dîner sont à la charge des parents et pris à leur domicile.

Les parents fournissent le lait en poudre et les bouteilles d'eau à l'équipe, si l'enfant boit des biberons dans la journée. Lorsque l'enfant passe à l'alimentation diversifiée, les déjeuners, le goûter et les boissons sont fournies par la structure, sauf cas particuliers.
Les couches sont fournies par la structure lors du temps de présence de l'enfant, ainsi que les produits d'hygiène (savon).

- La famille laisse quelques vêtements de rechange adaptés ainsi que biberons et tétines si besoin. Dès l'apparition des beaux jours, il sera demandé de fournir un chapeau de soleil, une crème solaire, et des lunettes de soleil. Sans crème solaire, l'enfant ne pourra profiter du jardin.

- Les parents informent l'équipe du rythme veille/sommeil de leur enfant et de tout événement ayant une incidence sur l'état de santé de celui-ci.

- **Les bijoux sont interdits**. De même il est demandé aux parents de ne pas amener l'enfant avec des objets dangereux (petites barrettes de cheveux, boucles d'oreilles) ainsi que certains vêtements (capuches avec cordons, bandeaux pour cheveux), ceci par souci de sécurité (risque d'ingestion ou d'étranglement).

L'assurance couvre l'enfant dans la seule mesure où la responsabilité de la structure est engagée.

L'enfant est sous la responsabilité des parents lorsque ceux-ci sont présents dans les locaux de la structure.

L'enfant est repris par les parents ou par le parent en ayant officiellement la garde ou une personne majeure autorisée par les parents (par écrit) et munie d'une pièce d'identité. Les parents avertissent la structure le matin même.
Les parents enregistrent quotidiennement l'heure d'arrivée et de départ de leur enfant sur la tablette présente à l'accueil de la structure.

En cas d'absence, les parents sont invités à prévenir rapidement la structure, de préférence avant 9 heures le matin afin de permettre à l'équipe de satisfaire au mieux le besoin d'une autre famille.

Lors de l'admission d'un enfant, une période d'adaptation est mise en place en concertation avec la responsable et les parents. Lors de ces temps, si le parent accompagne son enfant, la présence de celui-ci ne sera pas facturée.

L'équipe se compose de :

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants, responsable** de la structure, présente à temps plein. Son temps de travail est réparti comme suit : 10% de temps administratif (lors de la fermeture le mercredi) et 90% de temps terrain.
Ses missions : accueil des familles, gestion administrative du dossier de l'enfant (contrat, factures, justificatifs…), responsable du bâtiment, animation de la vie de la structure, gestion des budgets, participation aux projets du service, notamment le projet de développement durable ou le projet parentalité, management de l'équipe, création/mise en place/suivi/réajustement du projet pédagogique de la structure… Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et

soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants…

Son temps administratif est complété

- par **l'agent administratif du service (16%)** qui assure des missions purement administratives (missions Guichet Unique, commandes des repas, communication d'informations sur la vie du service aux familles, gestion des conventions/décisions/bon de commande/factures, gestion des dysfonctionnements du bâtiment…

- par **l'adjointe Petite Enfance du service (10%)** et par **la responsable et coordinatrice Petite Enfance (19%)** (missions partenariales, renseignement des appels de pièces CNAF, pilotage et mise en place des différents projets du service, gestion des plannings du personnel, lien avec les élus, garant de la mise en œuvre de la PSU…)

- **1 Educatrice de Jeunes Enfants**, présente à 89%.
  Ses missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel…

- **1 Puéricultrice,** présente à 90%, dont 1h /semaine pour ses missions de référente santé et accueil inclusif.
  Ses missions : Accompagnement des enfants, mise en place d'activités d'éveil et éducatives et de développement, de temps conviviaux avec les familles, accompagner et soutenir la fonction parentale, réalisation des soins quotidiens, observation du développement des enfants, contribution au bien être, à l'épanouissement et à l'autonomie des enfants, participation au respect et au maintien de l'hygiène des locaux et du matériel…

D'autres professionnels complètent cette équipe :

- **1 Auxiliaire de Puériculture polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

- **1 diplômée du CAP Petite Enfance polyvalente**, présente à temps plein sur l'ensemble du service.

Ces deux professionnelles sont positionnées sur les structures en fonction des besoins (congés, formations, arrêts, temps de détachements…). Elles ont les mêmes tâches que les professionnelles qu'elles remplacent ou qu'elles soutiennent.

- **1 agent d'entretien.** Cet agent viendra en renfort le temps du déjeuner sur chaque structure du service afin de renforcer l'équipe et permettre ainsi l'aide aux repas des enfants, la prise de pause des professionnels et le démarrage du temps des soins.
  Ses missions : assurer l'entretien des locaux, la remise en température des repas et leur distribution…

- **1 puéricultrice**, présente 1h / semaine
  Ses missions : informer/sensibiliser/conseiller en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif, créer et veiller à la bonne application des protocoles de soins et d'urgence, accompagner les mesures mises en place pour le bien être, le développement de l'enfant, assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé, administrer selon les directives légales les traitements aux enfants, accompagner l'équipe dans la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé ou dans le cadre d'un dispositif de traitement des informations préoccupantes…

L'encadrement des enfants applique la règle suivante : 1 professionnelle pour 5 enfants non marcheurs et 1 professionnelle pour 8 enfants marcheurs.

Dans le respect de cette règle d'encadrement, aucune sortie hors de l'établissement n'est autorisée.

L'accueil en surnombre :

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité d'accueil prévue par l'autorisation du président du Conseil Départemental ou figurant dans la demande d'avis qui lui a été adressée, sous réserve du respect d'un certain nombre de conditions. A savoir le respect du taux d'encadrement précisé ci-dessus, le nombre suffisant de matériel (lits, chaises enfants…) et en application du présent règlement en terme d'accueil occasionnel ou d'urgence.
Le nombre maximum de lits, ne permet pas l'accueil en surnombre au sein du Multi-Accueil « Coquin-Coquine ».

a) Maladies et modalités d'intervention médicale en cas d'urgence

En cas de maladie, il est de l'intérêt de l'enfant d'être gardé par ses parents. Néanmoins, une prise en charge de l'enfant est possible dans la mesure où l'état général de l'enfant n'est pas altéré.
En cas de maladie infantile contagieuse, l'enfant ne peut être admis que sur l'avis de son médecin et de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, qui s'appuient sur le guide référentiel du ministère de la Santé.

La direction doit être prévenue par les parents, le plus tôt possible, en cas de maladie de l'enfant. Lorsqu'il s'agit d'une maladie contagieuse, il y a lieu d'en préciser la nature.

b) Administration de médicaments

Dans le cas où un médicament a été donné à l'enfant la nuit ou le matin précédent son arrivée, il est demandé aux parents de le signaler à l'équipe.

Afin de limiter la manipulation des médicaments, il est vivement conseillé de demander au médecin traitant d'établir des prescriptions qui peuvent être données par les parents en deux prises, matin et soir.

En cas d'impossibilité, le traitement est administré dans la structure, **uniquement sur justificatif d'ordonnance au nom de l'enfant. Ceci pour TOUS traitements** (même pour un médicament en vente libre). L'administration se fait en premier lieu par la référente santé, ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants, sous l'autorité de la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance.

Une autorisation écrite devra être signé par les parents précisant la posologie du médicament.

En l'absence d'une prescription médicale récente écrite et de l'autorisation parentale, datées, lisibles et signées, précisant la posologie et la durée du traitement, les médicaments ne sont pas donnés par les professionnelles.

Les parents veillent à ce que le pharmacien signale les médicaments génériques remplaçant la prescription médicale initiale et appose son cachet. A défaut le traitement n'est pas administré par les professionnelles.

Les médicaments dans les biberons sont interdits.

Il est également recommandé lors du début d'un traitement, d'éviter d'apporter des médicaments entamés. De plus, il est demandé de noter le nom et prénom de l'enfant sur le médicament.

En cas d'hyperthermie, non connue des parents, l'équipe respecte le protocole établi par les référentes santé, et en avise la responsable ainsi que les parents. Ce protocole stipule que l'enfant qui atteint ou dépasse 38.5°C de température, recevra une dose de Doliprane équivalente à son poids. La bouteille de Doliprane entamée à cette occasion devra être remplacée par le parent dans les meilleurs délais. En effet celle-ci sera donnée au parent lorsqu'il viendra rechercher son enfant.
Le Doliprane est administré par la référente santé ou à défaut par l'auxiliaire de puériculture ou l'éducatrice de jeunes enfants.

Une ordonnance médicale d'administration du Doliprane, du Bepanthen et de l'Hemoclar est demandée pour chaque enfant lors de son inscription en structure. Il est préférable que cette ordonnance soit valable pour 1 an, et évolutive dans le temps (1 dose en fonction du poids de l'enfant). Cette ordonnance est à renouveler à la date anniversaire de l'inscription, tout comme le certificat médical.

Pour les enfants présentant des problèmes médicaux particuliers, une rencontre avec la référente santé, la responsable de la structure et la Responsable et Coordinatrice Petite Enfance est proposée afin d'établir si besoin un projet d'accueil individualisé (PAI).

Une continuité de permanence paramédicale est assurée en cas d'absence de l'une ou de l'autre référente santé.

c) <u>Modalités de soins spécifiques occasionnels ou réguliers, le cas échéant avec le concours de professionnels médicaux et paramédicaux extérieurs à la structure</u>

Les professionnels médicaux et paramédicaux sont accueillis après une demande préalable des parents de l'enfant, soumise à l'autorisation de la référente santé ou à défaut de la responsable de la structure, ceci dans le but de ne pas perturber le bon fonctionnement du service.

Une trousse d'urgence est à la disposition des référentes santé à la Maison de la Petite Enfance et à Coquin-Coquine. Celle-ci est constituée de traitements soignant l'hyperthermie, les plaies et les coups.

d) Contrôle de la qualité de l'air extérieur :

La qualité de l'air extérieur est contrôlée quotidiennement sur le site internet https://www.atmo-hdf.fr/ En cas d'indice « très mauvais » ou « extrêment mauvais », les enfants ne seront pas autorisés à sortir dans le jardin. En cas d'indice « mauvais », les sorties seront autorisées mais limitées à 10 minutes le matin et l'après-midi. En cas d'indice « dégradé », celles-ci seront étendues à 1h.

3. Modalités d'information et de participation des parents à la vie de la structure

Les parents sont informés régulièrement de toute manifestation au sein de la structure sous forme de panneaux d'affichage, par mails et sur les bornes informatives (actualités Petite Enfance, évènements…).
Les échanges avec les professionnelles ont lieu au moment de l'arrivée et du départ de l'enfant.

Les parents sont invités à participer :

- Aux adaptations déterminées conjointement avec la responsable,
- Aux cafés des parents,
- Aux temps forts de la vie de la structure à travers les évènements festifs (rencontres, expositions de travaux, spectacles, fête de Noël…),
- Aux temps d'éveil proposés par un intervenant extérieur dans le cadre du projet pédagogique,
- A l'encadrement des enfants lors de sorties éventuelles,
- Aux Rendez-vous Petite Enfance.

4. Tarification

La participation des familles est calculée sur une base horaire selon un barème établi par la Caisse Nationale des Allocations Familiales sur un taux d'effort appliqué aux ressources de la famille et selon sa composition. Cette participation est forfaitaire et couvre la prise en charge du temps de présence de l'enfant. Elle comprend également la fourniture des repas, des couches et des produits d'hygiène (savon).

Tableau de participation des familles (voir annexe)
La participation des familles est calculée :

- soit selon les ressources prises en compte sur le site télématique CDAP (Convention de service pour la consultation allocataire de la CNAF par l'intermédiaire du service internet sécurisé),
- soit selon les ressources de la famille et le nombre de parts déclarées sur l'avis d'imposition de l'année N-2.

A partir de l'avis d'imposition N-1 sur les revenus N-2, les ressources à prendre en compte sont celles figurant à la rubrique « total des salaires et assimilés », soit avant déduction forfaitaire de 10% ou des frais réels. Les ressources ci-dessous y seront ajoutées le cas échéant :

- les revenus des capitaux mobiliers ;
- les revenus fonciers ;
- les pensions alimentaires perçues.

Les ressources ci-dessous y seront déduites le cas échéant :

- la CSG déductible ;
- les pensions alimentaires versées ;
- les déficits industriels et commerciaux ou agricoles.

Au 1er janvier de chaque année, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales fixe :

- Un tarif « plancher » pour les revenus inférieurs à un seuil déterminé,
- Un tarif « plafond » pour les revenus supérieurs à un seuil déterminé.

↳ Le plancher

Le plancher est la base minimale obligatoire à prendre en compte pour le calcul de la participation familiale, notamment en l'absence de ressources au sein de la famille. Il correspond au Revenu de Solidarité Active (RSA) socle mensuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement. Il est fixé annuellement par la CNAF.
En cas de ressources inférieures au plancher, il convient de retenir ce montant.
Le taux d'effort s'applique à ce plancher.

Dans le cas de familles non-allocataires et ne disposant ni d'un avis d'imposition, ni de fiches de salaires, le gestionnaire se réfère au montant des ressources plancher afin de déterminer le montant des participations familiales.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, la tarification à appliquer correspond au montant « plancher » de ressources pour un enfant (taux de participation familiale pour 1 enfant X montant du plancher de ressources).

↳ Le plafond

Le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources mensuelles.

Pour toutes les familles ne souhaitant pas communiquer leurs ressources, le tarif plafond est appliqué, en tenant compte du nombre d'enfants à charge.

Situation de résidence alternée :

Dans le cas où c'est l'enfant en résidence alternée qui va dans l'établissement d'accueil du jeune enfant, un contrat d'accueil doit être établi pour chacun des parents, en fonction de sa nouvelle situation familiale. En effet, en cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte.

Dans un souci d'équité de traitement, les modalités de calcul sont identiques qu'il y ait, ou non, un partage des allocations familiales. La charge de l'enfant en résidence alternée doit être prise en compte par les deux ménages.

Situation des familles bénéficiaires de l'AEEH :

La présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH), à charge de la famille – même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement – permet d'appliquer le taux de participation familiale immédiatement inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants à charge et en situation de handicap dans le foyer. Pour cela l'attestation AEEH sera nécessaire.

Situation des familles extérieures :

Les familles non hémoises bénéficient d'un tarif horaire basé sur le barème CNAF majoré de 50%.

Les ressources sont contrôlées annuellement en janvier et septembre.
Chaque début d'année, les tarifs sont revus en fonction des informations disponibles sur le site CDAP, ou à défaut, des nouveaux avis d'impositions N-1 sur les revenus N-2.

Cependant, tout changement de situation familiale ou professionnelle (naissance d'un enfant, séparation, perte d'emploi…) doit être signalé à la responsable de la structure et à la CAF afin d'être pris en compte. Une modification de la tarification pourra être mentionné par un avenant au contrat d'accueil.

5. Modalités de paiement

La facturation s'effectue chaque mois à terme échu.

Toute demi-heure horloge entamée est due, après un seuil de tolérance de 5 minutes.

a) La facturation pour l'accueil régulier

La participation est calculée selon le contrat établi lors de l'inscription, au plus près des besoins des familles par tranche de ½ heure horloge. En cas de dépassement des heures contractualisées, des heures complémentaires seront facturées.

Seules les déductions citées ci-dessous sont possibles :

Elles sont fixées par la CNAF dans le cadre de la Prestation de Service Unique :

- Eviction par la référente santé de la structure.
- Hospitalisation de l'enfant (fournir justificatif).
- Maladie de l'enfant supérieure à 3 jours d'absence calendaires consécutifs. Le délai de carence comprend le 1er jour d'absence notifié sur le certificat médical et les 2 jours calendaires consécutifs suivants.

Les congés

Les congés sont déduits lorsque **les parents en font la demande** dans la seule mesure où celle-ci a été effectuée, **par écrit**, auprès de la responsable sur la fiche prévue à cet effet ou par mail, **1 mois précédent la prise de ceux-ci**.

Les déductions et les heures complémentaires sont reprises lors de la facture établie en fin de mois.

b) Facturation pour l'accueil occasionnel et d'urgence

La facture des heures réalisées est établie en fin de mois. Dans le cadre de l'accueil occasionnel, toute réservation sera due, sauf déductions possibles : maladie supérieure à 3 jours calendaires consécutifs avec certificat, hospitalisation…

c) Le paiement

Le règlement se fait à la Mairie en Régie centralisée, jusqu'au dernier jour du mois suivant la facturation :

- Par chèque bancaire ou postal établi au nom de la régie Petite Enfance ou de la régie centrale, **en mentionnant au dos du chèque le mois de facturation ainsi que la structure concernée.**
- Par chèque CESU.
- Par carte bancaire sur le portail famille de la ville (15 jours supplémentaires accordés pour ce mode de paiement).
- Par prélèvement bancaire en renseignant les informations bancaires sur le portail famille de la ville.
- En espèces **(fournir la somme exacte)** en régie centrale.
  → En cas de règlement en espèces, un reçu est remis.

A la demande des familles, une attestation pour l'administration fiscale est délivrée.

d) Le non-paiement des factures

La Ville de Hem est confrontée à une récurrence de problématiques de factures non réglées. Lorsque les factures ne sont pas honorées, une procédure d'accompagnement sera mise en place par le CCAS afin de permettre une analyse de la situation du foyer par une professionnel dûment qualifié et l'élaboration éventuellement d'un échéancier de régularisation des factures.

6. Départ du Multi-Accueil « Coquin-Coquine »

En accueil régulier, le retrait définitif de l'enfant doit être signalé par courrier au minimum 2 mois auparavant, faute de quoi une indemnité de départ égale à 1 mois de placement est due.

7. Dès la scolarisation

Lorsque l'enfant est scolarisé, plusieurs possibilités sont offertes aux parents :

- La Crèche « Le Tipi », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 3 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « L'Oasis », **en fonction des disponibilités**, accueille les enfants scolarisés de moins de 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- La Crèche « La Ruche », **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, le mercredi et pendant les vacances scolaires.
- Le Multi-Accueil « Coquin-Coquine », **en fonction des disponibilités,** accueille les enfants scolarisés jusqu'à 4 ans, pendant les vacances scolaires.
- Les Assistant(e)s Maternel(le)s Indépendantes et les services de garde à domicile.
- Les Centres d'Accueil Périscolaire au sein des écoles et les centres sociaux.
- Les Centres de Loisirs sans hébergement Petite Enfance : les inscriptions se font auprès du service des actions éducatives de la ville ou des centres sociaux de la ville pour le mercredi et les vacances scolaires.

8. Collecte d'informations

La ville de Hem collecte des informations fournies par les usagers des structures Petite Enfance de la ville aux seules fins de permettre le fonctionnement des services du Portail famille et à une recherche statistique. La ville de Hem garantit que ces informations ne sont pas utilisées à d'autres fin et qu'elles ne seront pas transmises à une tierce personne sans l'autorisation de l'utilisateur.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'aux articles 15 et 16 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), l'utilisateur peut exercer son droit d'accès et de demande de rectification de ses données personnelles, en se rendant aux heures d'ouvertures de la Maison de la Petite Enfance, auprès du personnel adéquat ou en adressant un simple courriel à : victoire.mollet@ville-hem.fr

ANNEXE 1

Service Petite Enfance

Responsable Maison de la Petite Enfance - Coordinatrice Petite Enfance - Référente santé et accueil inclusif

« Le Tipi »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
3 Auxiliaires de Puériculture

Administratif
Secretaire

Polyvalentes
Auxiliaire de Puériculture
CAP Petite Enfance

Gestion des équipements
4 Agents d'entretien

Relais Petite Enfance
Educatrice de Jeunes Enfants - Animatrice
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants

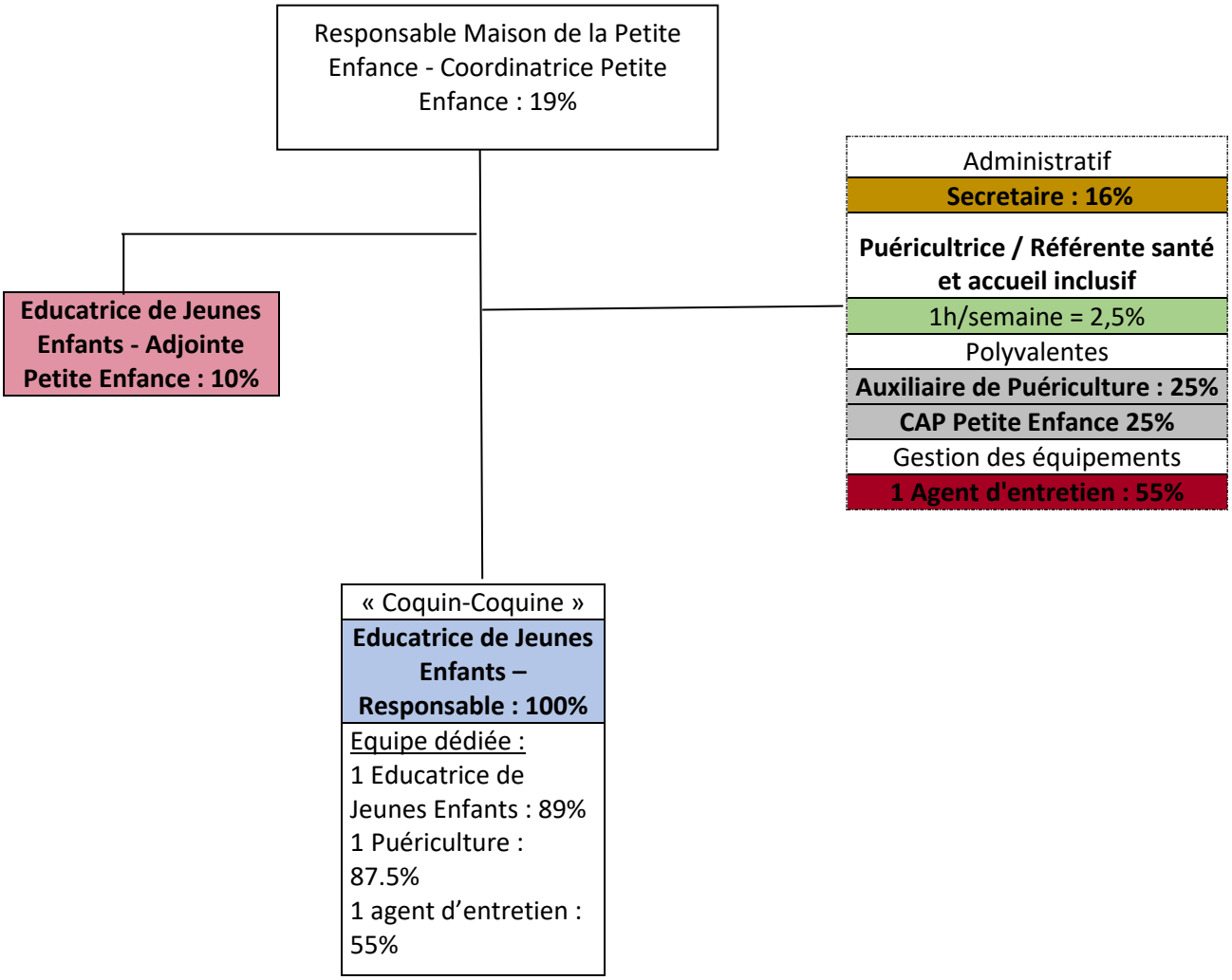
« La Ruche »
Educatrice de Jeunes Enfants - Adjointe Petite Enfance- Responsable du Multi-Accueil
Equipe dédiée :
2 Educatrices de Jeunes Enfants
2 Auxiliaires de Puériculture
1 CAP Petite Enfance

« L'Oasis »
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Auxiliaire de Puériculture

Multi-Accueil Coquin-Coquine
Educatrice de Jeunes Enfants - Responsable
Equipe dédiée :
1 Educatrice de Jeunes Enfants
1 Puéricultrice
1 Agent d'entretien

ANNEXE 2

« Coquin-Coquine »



ANNEXE 3

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif

Nombre d'enfants	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022	du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023
1 enfant	0,0605%	0,0610%	0,0615%	0,0619%	0,0619%
2 enfants	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%	0,0516%
3 enfants	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%	0,0413%
4 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
5 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
6 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
7 enfants	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%	0,0310%
8 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
9 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%
10 enfants	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%	0,0206%

DEL/2023/JE/
PROJET JEUNESSE ET PREVENTION 2022/2026
« Pour notre jeunesse, un nouveau projet 2022/2026, ambitieux mais concret et réaliste »

Les adolescents sont un atout majeur et une ressource primordiale non seulement pour le présent mais essentiellement pour l'avenir, porteurs d'un énorme potentiel qu'ils mettront ensuite au service de leur famille, de leur communauté et de leur pays, si tant est qu'on les accompagne le mieux qu'il soit vers l'âge adulte.
C'est cette conviction profondément ancrée qui a toujours guidé l'action municipale hémoise en faveur de sa jeunesse et qui la guide plus encore aujourd'hui, justifiant pleinement les efforts consentis pour l'aiguiller, l'éclairer dans l'un des moments clés de sa vie et dans tous les aspects qui la définissent, dans ses difficultés, ses apprentissages, ses projets et ses espoirs.

Le Projet Jeunesse et Prévention découle naturellement du GOPH mais également de la Convention Territoriale Globale (CTG), conclue entre la Ville de Hem et la CAF à compter du 01/01/2021 et ce jusqu'au au 31/12/2024.

La CTG élabore le projet social du territoire et organise l'offre globale de services à l'échelle de la commune. Celle-ci a mis en exergue les besoins du territoire Hémois et cible les orientations générales à prioriser en adéquation avec les besoins des jeunes.

Le Projet Jeunesse et Prévention fixe les quatre finalités qui structurent l'ensemble des politiques publiques engagées par la Ville de Hem. Il est décliné en 4 axes, répondant à des objectifs identifiés par la ville et ses partenaires, pour des publics ciblés. Chaque axe se décline en objectifs puis, en actions reconduites ou nouvelles, dont l'efficacité se mesure à travers des indicateurs de suivi et d'évaluation.

INTENTIONS EDUCATIVES

Axe 1 : Proposer un programme d'animation équilibré et amplifié pour tous les jeunes

Objectif de l'axe : Adapter l'offre culturelle et sportive, en direction des jeunes, en fonction de leurs besoins.
Public-cible : 100 % des 6 à 25 ans présents sur le territoire hémois (avec les écoles de discipline).

Cet axe vise le public le plus large, dans la mesure où il s'adresse aux jeunes de la ville, dès l'âge de 6 ans, notamment dans le cadre des écoles de discipline.

- Présenter une offre événementielle pour tous les quartiers qui favorise la mixité entre les publics.
- Accompagner l'accessibilité à la pratique culturelle et sportive pour tous les jeunes hémois sur le territoire.
- Renforcer la plateforme jeunesse en lien avec le Point Information Jeunesse
- Développer les valeurs environnementales et de développement durable
- Soutenir les stages sportifs en direction des jeunes

Axe 2 : Favoriser l'autonomie et l'émancipation de tous les jeunes Hémois

Objectif de l'axe : Egalité d'accès à la réussite : réduction des inégalités sociales
Public-cible : 100 % des 12 à 25 ans présents sur le territoire hémois

Cet axe tend à s'adresser aux nombreux visages de la jeunesse hémoise, en faisant en sorte que chaque jeune hémois, à différentes étapes de son parcours de vie, puisse trouver dans les actions développées par la ville en direction des jeunes, une démarche correspondant à ses envies, à son projet. La ville entend donc poursuivre dans cette voie, en proposant notamment, en partenariat avec le milieu associatif hémois et les clubs de prévention, des animations diversifiées tout au long de l'année, susceptibles de réunir et de fédérer les jeunes Hémois autour de rendez-vous et de temps forts identifiés.

- Valoriser les jeunes dans leur parcours, favoriser leur libre choix et accroître leurs ambitions pour leur permettre de s'émanciper.
- Promouvoir les talents locaux et la culture urbaine et favoriser l'expression des jeunes.
- Favoriser les instances participatives et citoyennes.
- Créer du lien, approfondir les actions intergénérationnelles et de convivialité.

Axe 3 : Approfondir la Prévention individuelle et collective en nous appuyant sur les « parcours de jeunes »

Objectifs de l'axe :

- Développer la prévention dès le plus âge (prévention précoce).
- Développer une véritable prévention de la délinquance (repérage, accompagnement, suivi individuels.

Cet axe constitue un axe essentiel dans le projet jeunesse et prévention dans la mesure où il s'adresse à un public plus restreint, avec pour but de prévenir la marginalisation, et favoriser l'insertion sociale. Les jeunes, visés par les actions, sont ceux identifiés ou repérés par les différents acteurs (ville, associations, établissements scolaires, travailleurs sociaux…).

- Développer la prévention santé, notamment celle de la santé mentale, et la prévention des addictions auprès des jeunes.
- Développer la médiation urbaine et le travail de proximité dans une logique de parcours.
- Accompagner les jeunes dans leur orientation et parcours de formation pour favoriser, anticiper les situations de rupture à l'école et éviter leur sortie précoce du système scolaire.
- Conforter les lieux de captation notamment par le numérique.

Axe 4 : Ouvrir la communication, mieux informer et faciliter l'accès des jeunes aux droits.

Pour notre jeunesse Hémoise, le constat n'est pas différent des autres, la jeunesse aujourd'hui est en quête de sens, et il ne fait aucun doute que la communication locale a un rôle essentiel à jouer.

- Mieux informer et mieux communiquer en direction du public jeune.

Vu l'avis conforme de la commission Education Jeunesse du 30 mai 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir :

1. Adopter le principe du projet Jeunesse & Prévention annexé à la présente délibération,
2. Prévoir l'encaissement des recettes aux budgets des exercices,
3. Autoriser le paiement des prestations de service, des droits d'entrée, des activités sur présentation de factures aux articles correspondant à leur nature,
4. L'autoriser à signer les conventions avec les entreprises, collectivités ou associations partenaires.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

VILLE DE HEM

PROJET JEUNESSE ET PREVENTION

2022-2026

Pour notre jeunesse, un nouveau projet 2022/2026, ambitieux et concret et réaliste

Préambule

Les adolescents sont un atout majeur et une ressource primordiale non seulement pour le présent mais essentiellement pour l'avenir, porteurs d'un énorme potentiel qu'ils mettront ensuite au service de leur famille, de leur communauté et de leur pays, si tant est qu'on les accompagne le mieux qu'il soit vers l'âge adulte.

C'est cette conviction profondément ancrée qui a toujours guidé l'action municipale hémoise en faveur de sa jeunesse et qui la guide plus encore aujourd'hui, justifiant pleinement les efforts consentis pour l'aiguiller, l'éclairer dans l'un des moments clés de sa vie et dans tous les aspects qui la définissent, dans ses difficultés, ses apprentissages, ses projets et ses espoirs.

Avec une proportion de 38.3 % d'enfants et de jeunes, représentant pas moins de 7136 personnes de la population totale de la commune[1] la jeunesse ne peut être qu'une priorité capitale de la ville de Hem.

Motivée, convaincue, énergique, engagée, maîtrisant les nouvelles technologies, la jeunesse peut être ou devenir aussi le premier moteur de l'ensemble des projets hémois, nous avons déjà tous pu le constater dans ce qu'elle entreprend dans et pour notre ville.

Mais nous sommes tout aussi conscients que l'adolescence peut être également une période de profonde remise en question, de remaniement psychique, social et physique, allant parfois même jusqu'à la contestation des figures de l'autorité. De ce constat résulte d'ailleurs une image souvent injuste de l'adolescence, parfois véhiculée comme celle du désordre, du risque, voire du danger que font courir les jeunes à d'autres comme à eux-mêmes.

Si l'adolescence est un âge intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte, avec ses essais, ses conflits, ses confrontations -voire parfois ses affrontements- il est aussi celui de la découverte, du partage, de l'amitié sincère, de l'envie de construire, du besoin de grandir. Une époque complexe, certes, mais éminemment riche d'espérance.

C'est donc, pour la ville, un devoir mais un magnifique pari sur l'avenir que d'amener l'adolescent à devenir un adulte responsable, un acteur citoyen.

Ces constats généraux et ces questions fondamentales ont amené la ville de Hem, depuis de nombreuses années, à mettre en place des actions de plus en plus multiples et de plus en plus innovantes pour permettre à sa jeunesse d'apprivoiser les conditions de sa bonne mutation en lui offrant les moyens de franchir ce passage difficile de l'adolescence vers l'âge adulte et de celui vers la citoyenneté.

De fait, parler de la jeunesse hémoise peut d'ailleurs paraître réducteur. La jeunesse hémoise n'est pas en effet un bloc monolithique : elle est traversée d'interrogations, d'espoirs, d'attentes, de projets, de rêves, de doutes, d'indignations, voire de colères aussi parfois, d'enthousiasmes et de déceptions,

[1] Selon les chiffres de l'INSEE 2019

le tout parfois empreint de cohérence comme de contradictions, qui fait de la jeunesse, au-delà d'une étape de la vie, un ensemble divers, pluriel, multiple, qui peut s'avérer au premier abord difficile à comprendre, saisir, intéresser… D'où la nécessité, pour la commune, de structurer une politique des jeunesses, qui prenne en compte à la fois ce que celles et ceux qui s'engagent sur ce chemin d'une enfance en transition progressive vers l'âge adulte ont en commun, mais soit aussi en mesure de discerner les particularités et spécificités qui forgent l'originalité des parcours personnels, dans ce qu'ils peuvent avoir parfois d'hésitant ou de tâtonnant, pour mieux les accompagner.

Pour réussir, nous devons en premier lieu placer en elle toute notre confiance sans jamais la déresponsabiliser, en la considérant avec le sérieux qu'elle mérite : il peut parfois s'agir de lui expliquer ses erreurs ou ses errements, de l'aider à surmonter ses hésitations ou son inquiétude, en lui montrant notre certitude qu'elle est plus que jamais cet atout essentiel d'un avenir plus ouvert, plus paisible, plus fraternel, plus environnemental, plus attrayant, pour tout dire plus heureux. Il s'agit aussi parfois de savoir considérer que ce qui peut paraître incongru aux adultes, constitue en réalité une autre manière d'aborder la vie sociale, un regard neuf posé sur la ville et sur la vie. Accompagner avec tempérance, bienveillance, ouverture d'esprit et curiosité, mais aussi quand il le faut exigence, celles et ceux qui abordent la vie d'adulte et de citoyen en devenir, est ainsi une préoccupation constante du projet jeunesse. Les circonstances particulières de ces dernières années et plus encore actuelles nous y obligent plus encore. C'est une ambition d'autant plus forte qu'elle est motivée par le monde incertain que nous vivons aujourd'hui, déroutant pour tous et tout particulièrement pour elle, mais aussi source d'opportunités inédites, de créativité, d'inventivité.

Ainsi, aujourd'hui, notre "projet Jeunesse et Prévention 2022-2026" est celui de chacun d'entre nous puisqu'il approfondit et développe celui initié en 2001 et s'inscrit pleinement dans la continuité de celui élaboré pour la période 2016/2021 qui vient de se conclure.

Il a pour objectif premier d'apporter des réponses adaptées aux besoins de nos jeunes et de créer les meilleures conditions de leur avenir, pour qu'ils deviennent à leur tour de véritables citoyens de Hem, de France, d'Europe et du monde.

C'est un projet ambitieux mais réaliste et légitime.

INTRODUCTION

Le projet jeunesse et prévention découle naturellement du GOPH mais également de la Convention Territoriale Globale (CTG), conclue entre la Ville de Hem et la CAF à compter du 01/01/2021 au 31/12/2024, qui élabore le projet social du territoire et organise l'offre globale de services à l'échelle de la commune. La CTG vise au développement et à l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs sur l'ensemble du territoire en tenant compte des dynamiques existantes et projets en cours.

Celle-ci a mis en exergue les besoins du territoire Hémois et cible les orientations générales à prioriser en adéquation avec les besoins des jeunes.

S'appuyant aussi sur des valeurs universelles, toutes aussi importantes pour les jeunes, plusieurs principes fondateurs ont gouverné l'élaboration du projet jeunesse et prévention **hémois** :

● **L'universalité :** le Projet Jeunesse et prévention concerne tous les jeunes Hémois.

● **L'équité** : faire plus pour les jeunes qui en ont le plus besoin, adapter chaque proposition aux spécificités de chacun.

● **La primauté du rôle éducatif des parents :** les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants. Les institutions, acteurs associatifs et partenaires locaux doivent venir en complément et en appui des parents, et le lien entre jeunes et parents doit être au maximum préservé quand cela est possible.

● La **transversalité** : entre services et politiques mises en œuvre par la Ville de Hem bien sûr, mais aussi entre institutions, acteurs associatifs et partenaires du territoire.

● **La continuité des actions et la notion de parcours** : il est indispensable de conduire des actions adaptées à chaque parcours de chaque jeune et d'éviter au maximum les ruptures.

● **La démarche de partenariat et de projets** : la conception et la mise en œuvre d'un projet à destination de la jeunesse est une œuvre collective qui doit mobiliser l'ensemble des ressources et des compétences du territoire. Les actions doivent être élaborées en fonction d'objectifs clairs et partagés, en évitant le cloisonnement par secteurs d'activités.

● **L'évaluation :** la pertinence et l'efficience des actions menées ou soutenues doivent être évaluées régulièrement, dans un souci d'optimisation de l'utilisation de l'argent public et dans une démarche de progrès continu.

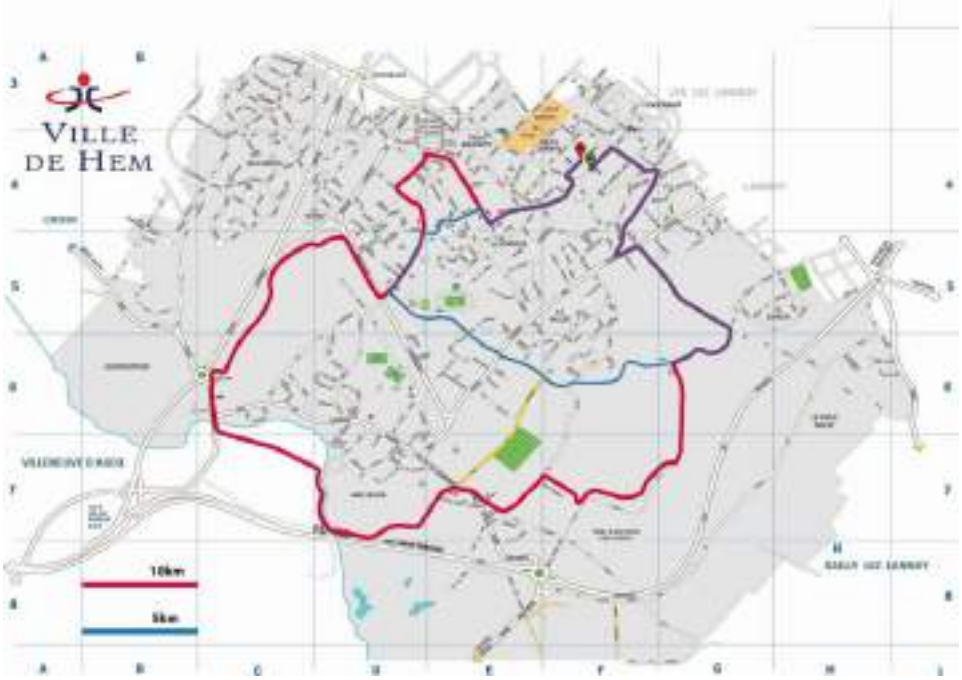
Au-delà de la famille et de l'école, de nombreuses structures et associations locales sont essentielles pour la mise en œuvre des projets dans notre territoire. L'élaboration du Projet Jeunesse n'aurait pas été possible sans la confiance mutuelle et la dynamique partenariale construites depuis de nombreuses années dans l'intérêt des enfants et des jeunes. Nous tenons en ce sens à remercier tous ces acteurs pour leur engagement fort et indispensable.

LE DIAGNOSTIC : LA JEUNESSE HEMOISE D'AUJOURD'HUI

Hem, un territoire jeune :

En 2022, 19 373 habitants résident à Hem mais la population légale officielle de la ville est cependant de 18 636 habitants. C'est une population qui rajeunit fortement avec un indice de vieillissement de 1 personne de 65 ans ou plus pour 54.3 habitants de moins de 20 ans.

La ville de Hem se caractérise par une part importante de la population jeune, avec 3881 enfants et jeunes de 0 à 14 ans et 3255 jeunes de 15 à 29 ans soit 38.3% de la population totale. Hem est donc une ville dynamique qui dispose d'une jeunesse porteuse d'avenir.



La ville de Hem n'a pas de quartiers officiels. Cependant, l'INSEE, via les îlots regroupés pour l'information statistique, sous-divise la commune en 10 quartiers qui correspondent peu ou prou aux différentes dénominations qu'on peut lire sur les cartes de la ville :

- Beaumont
- Hauts Champs
- La Vallée - Petit Lannoy
- Le Trie
- Lionderie
- Longchamp
- Trois Baudets
- Trois Fermes
- Vieux quartiers-Civron
- Vieux quartiers-Tribonnerie

Hem et ses villes voisines, poids des villes du bassin géographique de Hem selon leur nombre d'habitants.

	Commune	Population	Distance km
1	Hem	17 369	0
2	Sailly-lez-Lannoy	1 776	2
3	Lannoy	1 718	2
4	Forest-sur-Marque	1 446	2
5	Lys-lez-Lannoy	12 950	2
6	Toufflers	3 989	3
7	Willems	3 015	3
8	Chereng	3 014	4
9	Croix	20 676	4
10	Wasquehal	20 046	4

Situation administrative

En France, la commune de Hem fait partie du département du Nord de la région Hauts-de-France.

Au sein de l'arrondissement de Lille, la commune appartient à la Métropole européenne de Lille. Elle fait partie de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, comme l'ensemble des communes de la MEL.

Auparavant dans le canton de Lannoy, Hem appartient aujourd'hui au canton de Croix depuis le redécoupage cantonal de 2014.

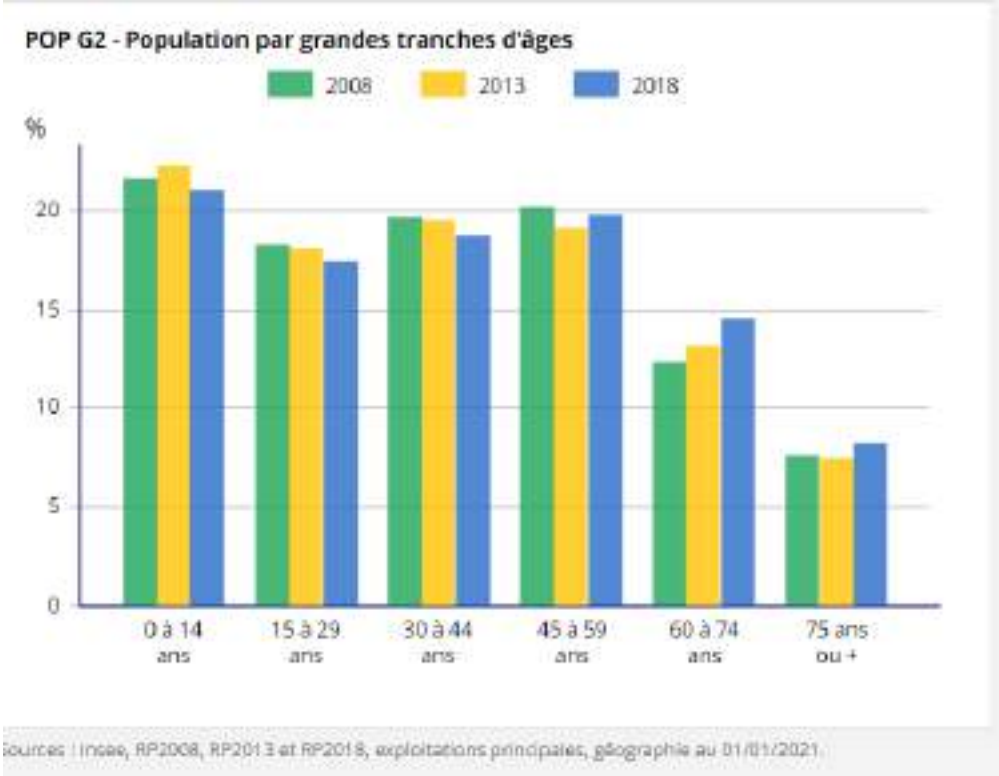
Démographie

La place de la Jeunesse à Hem est très importante. Selon les sources INSEE 2018, les jeunes de 15-29 ans sont au nombre de 3 267 ce qui représente 17.5 % de la population totale. Cependant la ville de Hem a fait le choix de porter un projet en faveur de la jeunesse qui soit en continuité et en cohérence avec le Projet Educatif Local. Ainsi il s'adresse à un public large de moins de 25 ans : les enfants de 6 à 11 ans, les adolescents de 12 à 17 ans et les jeunes adultes de 18 à 24 ans.
La population de 0 à 14 ans représente 21 % avec 3913 individus. En valeur absolue, les jeunes sont plus nombreux dans les quartiers hors Politique de la Ville avec 1 801 individus (soit 16.99% de la population de ces quartiers). Néanmoins, en valeur relative, le nombre de jeunes reste plus important dans les quartiers classés en Politique de la Ville avec 19.27% de jeunes par rapport à la population de ces quartiers (soit 1 498 jeunes).

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

	2008	%	2013	%	2018	%
Ensemble	17 734	100,0	18 721	100,0	18 621	100,0
0 à 14 ans	3 846	21,7	4 181	22,3	3 913	21,0
15 à 29 ans	3 253	18,3	3 392	18,1	3 267	17,5
30 à 44 ans	3 496	19,7	3 678	19,6	3 473	18,7
45 à 59 ans	3 587	20,2	3 588	19,2	3 696	19,8
60 à 74 ans	2 208	12,4	2 480	13,2	2 723	14,6
75 ans ou plus	1 343	7,6	1 402	7,5	1 548	8,3

Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

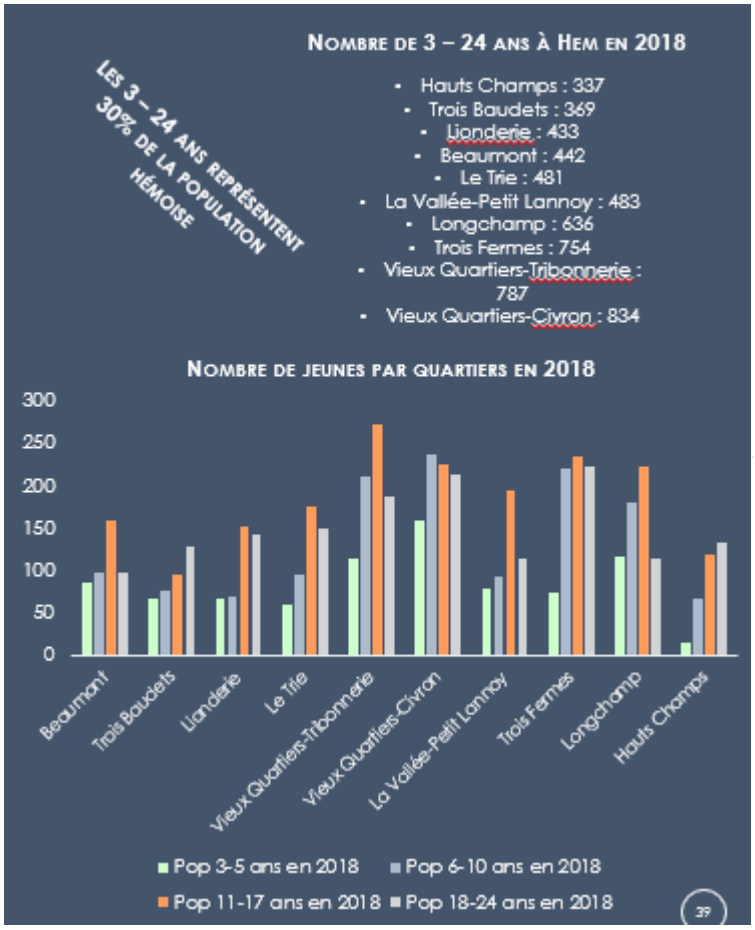


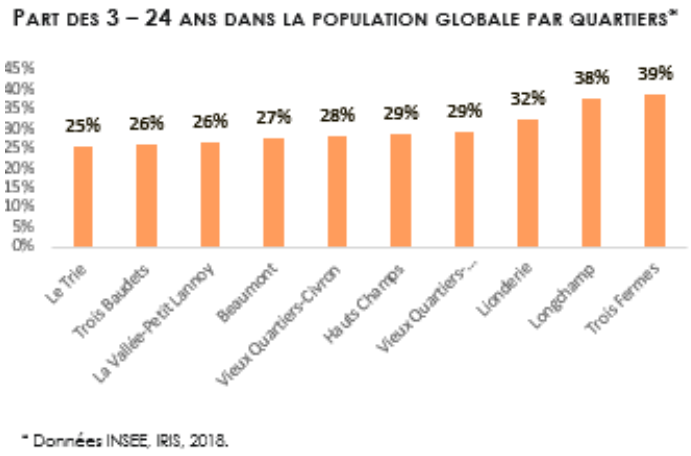
Sources : Insee, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

D'après la convention territoriale Globale, qui se base sur les 3/24 ans pour son diagnostic territorial, **la ville est composée à hauteur de 30% de personnes ayant de 3 à 24 ans.** Le **nombre de jeunes varie fortement selon les quartiers** de la ville.

Les quartiers les plus peuplés en 3 – 24 ans sont Vieux Quartiers-Tribonnerie et Vieux Quartiers-Civron. Toutefois, ceux-ci sont suivis de près par Trois Fermes (734 jeunes) et Longchamp (636), figurant pourtant parmi les plus petits quartiers de Hem. De fait, ces quartiers ont une population plus jeune, avec 39% de 3 – 24 ans pour Trois Fermes et 38% pour Longchamp, contre 30% à l'échelle de la ville.

A l'inverse, les quartiers Hauts Champs et Trois Baudets comptent beaucoup moins d'enfants. Pour Trois Baudets, les 3 – 24 ans représentent seulement 26% de la population globale[2].



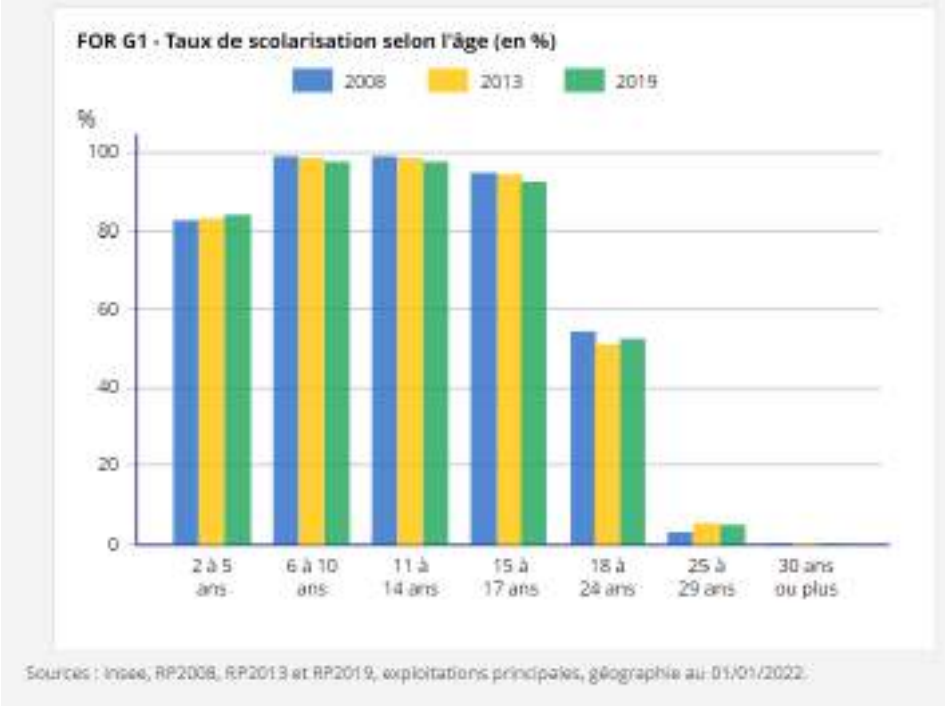


* Données INSEE, IRIS, 2018.

Enseignement

Hem dépend de l'Académie de Lille. Les écoles maternelles et élémentaires sont dans la circonscription du premier degré de Roubaix-Hem. Hem compte onze écoles primaires, ainsi que deux collèges mais aucun Lycée.

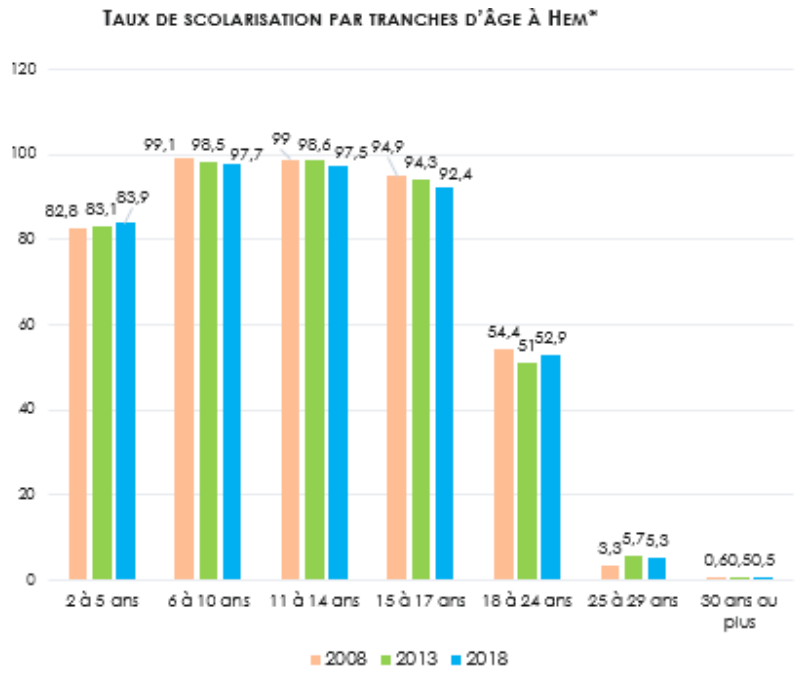
[2] Convention Territoriale Globale Hémoise Rapport 2020/2024



Les données communales relatives aux effectifs scolaires montrent que 15% des élèves de maternelle et élémentaire résident dans une autre commune. Les scolarisations hors de la commune sont donc compensées par des scolarisations dans la commune d'enfants qui n'y résident pas.
La scolarisation hors de la commune est plus fréquente à partir de l'âge de 10 ans puisqu'elle concerne une population de collégiens, de lycéens et d'étudiants.

98 % des enfants hémois sont scolarisés entre 6 et 14 ans. Ce pourcentage diminue pour les 15/17ans avec 94 % de jeunes hémois scolarisés (95 % Nord, 96 % France) et 52 % pour les 18/24 ans (53 % Nord et 52 % France).

La Convention Territoriale Globale observe une très légère baisse du taux de scolarisation entre 2008 et 2018 pour l'ensemble des tranches d'âge, à l'exception des 2 – 5 ans. Le territoire observe une baisse de 2 points en moyenne pour chaque tranche d'âge.



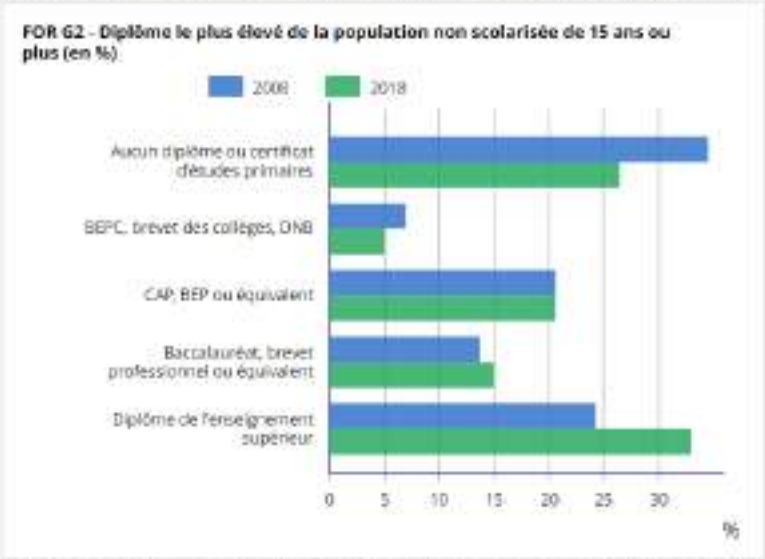
* Données INSEE, commune, 2018.

Les collèges :

Notons que 951 jeunes de 12 à 16 ans sont scolarisés à Hem dans les deux collèges ; 449 dans le collège privé St Paul et 502 au collège Devos.

On constate une diminution du nombre de jeunes de 15/24 ans déscolarisés (818 non scolarisés – 2070 jeunes scolarisés de 15/24 ans en 2007 et 768 non scolarisés – 2037 jeunes scolarisés de 15/24 ans en 2012).

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)



Note : Les modalités de réponse ayant évolué au cours des enquêtes de recensement, les valeurs ne peuvent être obtenues pour le millésime 2013.
Sources : Insee, RP2008, RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2018

	Ensemble	Hommes	Femmes
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	13 039	6 048	6 991
Part des titulaires en %			
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	26,9	22,7	29,9
BEPC, brevet des collèges, DNB	5,0	4,6	5,4
CAP, BEP ou équivalent	20,6	23,5	18,1
Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent	15,9	15,1	14,9
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 2	10,6	10,1	10,9
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 3 ou bac + 4	10,8	9,5	11,1
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 5 ou plus	12,0	14,4	10,0

Source : Insee, RP2018 exploitation principale, géographie au 01/01/2021.

D'après la Convention Territoriale Globale, la ville de Hem observe un taux de scolarisation variable selon les quartiers.

Les quartiers Beaumont, Le Trie, Vieux Quartiers-Tribonnerie et Vieux Quartiers-Civron observent un taux de scolarisation plus important, notamment pour les 2 – 5 ans, 15 – 17 ans et 18 – 24 ans.

A l'inverse, les quartiers Trois Fermes, Longchamp et Hauts Champs sont marqués par un taux de scolarisation en moyenne plus bas. Les taux de scolarisation sont notamment très bas pour les 2 – 5 ans, les 15 – 17 ans et les 18 – 24 ans[3].

TAUX DE SCOLARITÉ PAR QUARTIERS À HEM EN 2018*

Libellé de l'IRIS	2 - 5 ans	6 - 10 ans	11 - 14 ans	15 - 17 ans	18 - 24 ans
Beaumont	97%	100%	97%	97%	49%
Trois Baudets	82%	92%	87%	89%	52%
Lionderie	80%	100%	92%	80%	45%
Le Trie	88%	100%	96%	100%	77%
Vieux Quartiers-Tribonnerie	90%	100%	99%	97%	66%
Vieux Quartiers-Civron	84%	99%	100%	97%	61%
La Vallée-Petit Lannoy	83%	94%	100%	95%	60%
Trois Fermes	76%	97%	98%	93%	41%
Longchamp	76%	96%	100%	85%	23%
Hauts Champs	87%	95%	95%	87%	46%

* Données INSEE, IRIS, 2018.

[3] Convention Territoriale Globale Hémoise Rapport 2020/2024

Répartition sociale et emploi

Sur la base des données INSEE de 2018, la commune de Hem compte 1 265 établissements actifs (dont 938 entreprises) pour environ 5 263 emplois et 6 920 actifs ayant un emploi et résidant dans la commune.76,1 % des emplois dans la commune sont occupés par des actifs qui n'y résident pas tandis que 81% des actifs qui y résident travaillent dans une autre commune. 78,3% des entreprises ne comptent aucun salarié ou moins de 10 salariés mais 58,4% des emplois salariés de la commune sont localisés dans une dizaine d'entreprises de plus de 50 salariés des secteurs du commerce ou des services.

La ville de Hem est mieux classée aujourd'hui qu'il y a 4 ans en termes de taux de chômage. Celle-ci fait partie du bassin d'emplois de Roubaix-Tourcoing, département du Nord. Elle est classée 275e sur les 321 zones d'emploi comparées en matière de chômage. L'évolution du chômage à Hem est meilleure que l'évolution moyenne du chômage sur l'ensemble de la France pour la période de 2017 à 2021. En effet sur cette période, le taux de chômage moyen en France est passé de 9,3 % en 2017 à 7,9 % en 2021, alors que sur la même période, le taux de chômage à Hem passait de 14,50 % en 2017 à 11,80 % en 2021[4].

Selon les données statistiques de pôle emploi en mai 2022, 1180 demandeurs d'emploi dont 250 jeunes (13,3 %) de moins de 25 ans sont concernés sur la commune. L'évolution annuelle reste stable concernant ce public.
L'activité économique et un fort taux d'emploi sont les facteurs prédominants du dynamisme et de la bonne santé d'une ville.
Pour cela, dans le cadre de son projet de territoire, la municipalité réaffirme sa volonté de favoriser l'implantation économique et de commerces ainsi que la création d'emplois.

Parallèlement, la Ville encourage les initiatives ayant trait à l'accompagnement des parcours professionnels dans le but de permettre à plus ou moins long terme un retour progressif à l'emploi.
Ainsi, les actions mobilisantes et sociales non directement liées à l'emploi ou à la formation mais contribuant à la remise en confiance et à la valorisation de soi sont également reconnues d'utilité sociale et indispensable, notamment dans les quartiers prioritaires.

Les jeunes de 16 à 25 ans sont particulièrement mis en avant dans le projet jeunesse et prévention. L'axe 3 de ce projet qui vise la mise en place de parcours de jeunes est significatif d'une nouvelle approche que la municipalité a souhaité mettre en œuvre avec l'ensemble des partenaires du territoire (les centres sociaux, le GIP AGIRE, le club de prévention Horizon 9, l'Association des Jeunes de Trois Fermes).

L'idée est bien de replacer les jeunes qui en ont besoin dans une dynamique positive de projet sur la base de leur parcours.

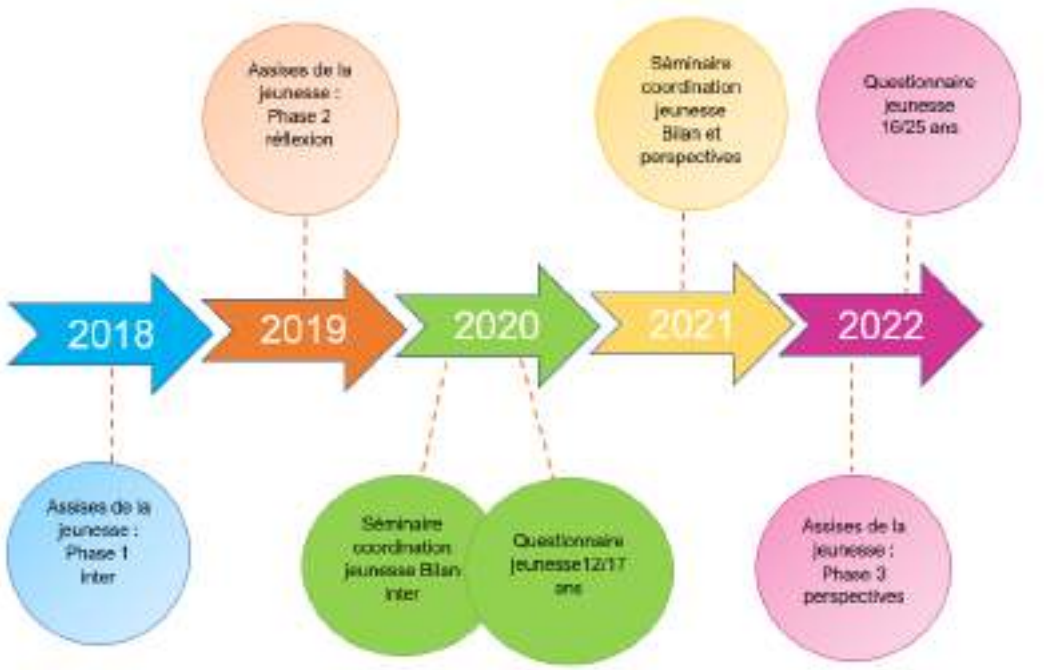
[4] (source : Ville-data.com)

Les difficultés peuvent être résolues par la mise en place de ces accompagnements et en s'appuyant sur la coordination partenariale. Il est important aussi de valoriser, par une approche partenariale de ces questions, les nombreux exemples de jeunes qui ont des parcours positifs, issus notamment des quartiers prioritaires. Cela permet de montrer que l'on peut parfaitement réussir à hem, y compris lorsqu'on habite les quartiers prioritaires.

LES HORIZONS COMMUNS ET LES STRATEGIES PROPOSEES SELON LES BESOINS DES JEUNES

Un diagnostic territorial partagé car appuyé sur un large processus de consultation.

Nous présentons dans ce document une déclinaison des orientations générales qui font consensus entre les acteurs jeunesse du territoire, les jeunes et la collectivité ainsi qu'une série de propositions, complétées par des préconisations opérationnelles.



La vision qui a été partagée pour la politique jeunesse du territoire est articulée en 5 axes. L'ensemble de ce dispositif a été organisé par un comité de pilotage qui s'est réuni à plusieurs reprises afin de définir une orientation politique éclairée et en accord avec la réalité du terrain et les associations orientées vers la jeunesse.

Ces axes ont été l'occasion d'une réflexion collective autour de l'offre de services aux jeunes, qui concernent aussi bien les domaines de la culture, du sport ou de l'action sociale que ceux de l'animation de proximité, de l'éducation ou de l'aide au projet.

Dans le même temps, le cabinet d'Etude Mouvens a été missionné pour identifier au mieux les besoins du territoire concernant les thématiques prises en charge dans la Convention Territoriale Globale et cibler les orientations générales à

prioriser en cohérence avec les projets en cours et en adéquation avec les besoins des habitants.

Afin de disposer d'une vision complète et exhaustive des enjeux, de l'offre et des évolutions nécessaires à la réalisation des objectifs, Mouvens a associé tout au long de la démarche l'ensemble des parties prenantes (habitants, partenaires, élus, techniciens, opérateurs). Les acteurs ont été largement sollicités pour faire connaître leurs avis, participer à l'identification des besoins, les évolutions à envisager. La méthodologie a visé à renforcer la dynamique collective et à inscrire le projet dans une démarche favorable au développement du territoire.

Reflet du territoire et des dynamiques en présence, la CTG couvre une multitude d'acteurs et d'intervention. Pour répondre aux ambitions fixées par la ville de Hem, la méthodologie a permis la réalisation de :

- Un diagnostic préalable à la CTG, questionnant l'offre de services en matière de Petite Enfance, Enfance, Jeunesse, Parentalité, et Santé au regard des besoins de la population.
- La définition des ambitions de la ville de Hem et des objectifs généraux de la CTG, dans une démarche de concertation via l'organisation d'ateliers thématiques permettant de questionner les enjeux/défis de demain avec les acteurs de proximité et de formuler des propositions.

Le projet jeunesse, en plus du travail réalisé en parallèle, s'appuiera et fera donc référence aux objectif mis en exergue dans la CTG.

Ici et dans cette réflexion, les partenaires associatifs et les jeunes ont été invités à être des contributeurs, et non pas simplement des prestataires de services ou des publics cibles :

• Nos jeunes :

La prise en compte plus précise des besoins et des aspirations des jeunes par l'organisation des « Assises de la jeunesse Hémoise », leur représentation comme ressource et, leur participation à la définition et à la mise en œuvre de projets les concernant a été un élément primordial à la définition et à l'orientation que prendra ce projet jeunesse et prévention.

Les conseils et les projets qu'ils ont proposés ne concernent pas uniquement le domaine des loisirs et du temps libre, auxquels ne peut se réduire une politique de jeunesse, mais portent bien sur l'ensemble des questions sociales et matérielles qui les intéressent.

Quels apports ?

- Un travail préalable de définition et d'expression des besoins des jeunes dans leur diversité.
- L'investissement de jeunes dans la réflexion, la mise en œuvre, le suivi ou l'évaluation de la politique jeunesse, aux côtés des autres acteurs.

- L'implication de jeunes relais ou moteurs qui incitent d'autres jeunes à s'investir.
- La reconnaissance par les adultes de l'engagement des jeunes qu'il s'agit de rendre visible.
- La mise en place de référents jeunesse (des jeunes, des bénévoles associatifs ou des élus) qui font le relais entre les jeunes de leur commune / du quartier et les instances de décisions.
- La mise en place d'espaces d'échanges ouverts, plus ou moins formels, qui sont aussi des espaces de construction de Soi.

Notre tissu associatif

Le secteur associatif est associé intrinsèquement à l'action publique. Son positionnement s'inscrit dans la logique du projet de politique territoriale de jeunesse, en fonction des compétences dont il dispose. Il peut et doit mettre en œuvre certaines orientations, réaliser des actions qui entrent dans le cadre de la politique définie par le projet jeunesse et prévention.

Ce réseau d'acteurs est tout d'abord constitué des centres sociaux, structures historiques agissant en faveur des habitants dans des domaines et pour des publics variés : petite enfance, enfance, jeunesse, adultes et seniors.

La ville de Hem compte deux centres sociaux, avec pour chacun d'entre eux un secteur jeunesse financé par la ville.

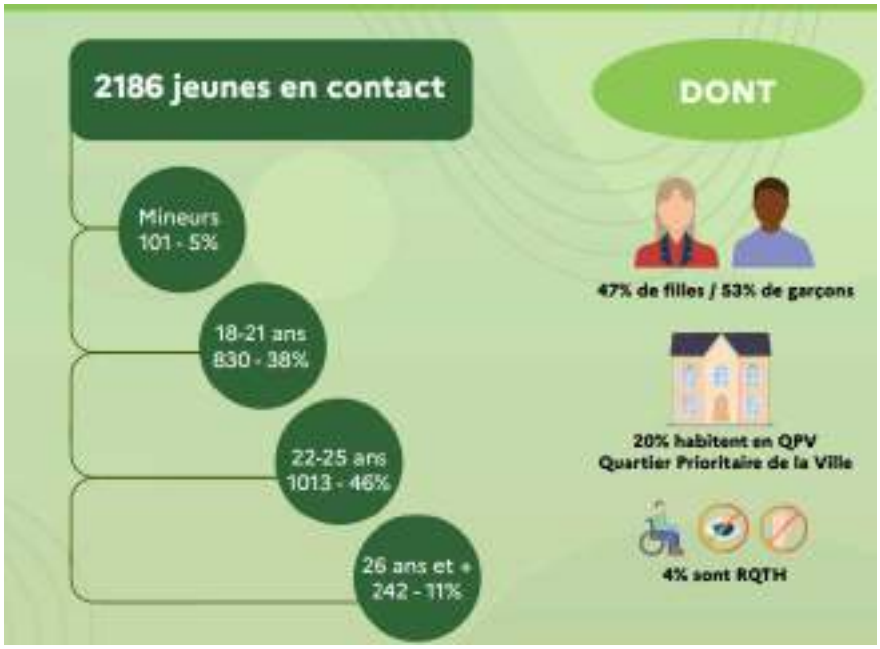
Également, la ville bénéficie d'une association à destination des jeunes, « l'association des jeunes des trois fermes », qui accueille les jeunes de 15 ans et plus pour le montage de projets solidaires, l'organisation de séjours, et des activités de loisirs et sportives.

Parmi les professionnels de l'emploi, le premier partenaire de la ville est la Mission locale du Val de Marque, qui accueille les jeunes de 16 à 25 ans afin de travailler à leur insertion sociale et professionnelle par une offre de service et de dispositifs diversifiés.

Grâce à une approche globale, la Mission locale travaille sur un ensemble de thématiques concernant le jeune tel que l'emploi, la formation, l'orientation, la mobilité, le logement, la santé.

En 2021, 1472 jeunes ont été accompagnés (entretiens individuels, ateliers, informations collectives) par la mission locale du Val de Marque. 2186 jeunes sont entrés en contact avec elle dont 84% de 18 /25 ans et 101 mineurs soit 5%[5].

[5] Rapport d'activité GIP AGIRE Val de Marque 2021



Pôle emploi accompagne également les jeunes de moins de 26 ans dans la construction de leur projet professionnel et leur recherche d'emploi. Au premier trimestre 2022, 250 jeunes Hémois de moins de 25 ans étaient inscrits à Pôle Emploi[6], respectivement 130 hommes et 120 femmes.

Les acteurs de la prévention viennent compléter ce réseau d'acteurs, la ville de Hem compte en effet la présence d'une Association de Prévention et d'Education, Horizon 9. La prévention spécialisée est réalisée par différents modes d'intervention qui touchent au soutien à la scolarité et la lutte contre le décrochage, à l'accompagnement éducatif, à l'insertion socio-professionnelle, aux actions collectives et au portage de projets ainsi qu'au soutien familial. Les éducateurs spécialisés assurent une présence sociale, ils sont identifiés par les jeunes, les familles et les partenaires. Ils travaillent en complémentarité des missions des acteurs de jeunesse de proximité.

Enfin, le réseau bénéficie également de ressources culturelles, sportives et de loisir, avec des acteurs associatifs très nombreux qui proposent des

[6] Données Pôle emploi 2022

programmations régulières et qui travaillent en lien avec les structures qui accueillent les jeunes.

Par ailleurs, au-delà du réseau d'acteurs « jeunesse de proximité », la Ville développe des liens avec la Région, le Département et la Métropole afin de renforcer les collaborations sur les sujets en lien avec elle et qui relèvent de la compétence jeunesse de chacune de ces collectivités.

La Métropole Européenne de Lille (MEL) a ainsi piloté le volet métropolitain du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) pour la Jeunesse de 2017 à 2020 et porte le Fonds d'Aide aux Jeunes en Métropole (FAJeM) qui vise à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes métropolitains âgés de 16 à 25 ans en difficulté et accompagnés par la Mission Locale.

Travail en réseau, la coordination jeunesse au sujet des jeunes

La Ville de Hem a mené un séminaire participatif afin d'interroger les acteurs et les professionnels de la jeunesse. L'objectif était de recueillir les retours d'expérience sur la politique municipale menée en faveur de la jeunesse et leurs propositions de développement et d'amélioration.

Les objectifs poursuivis par ce séminaire étaient de :

- Définir la vision et la mission du projet "Projet Jeunesse 2022-2026".
- Consolider le diagnostic territorial sur les différentes aides et dispositifs d'accompagnement existants en faveur de la jeunesse et les ressources existantes.
- Expliciter et clarifier les contributions de chacun au projet : son périmètre de responsabilité, ses compétences, ses besoins.
- Comprendre et connaître les outils pour faciliter les échanges et résoudre les différends.

La consultation des jeunes

La Ville a également souhaité donner la parole aux jeunes quant à leurs attentes, leurs besoins et leurs préoccupations, afin d'en tenir compte dans l'écriture de son projet jeunesse.

Grâce à la consultation de nos partenaires, la ville de Hem a fait le choix de diviser son public cible en deux catégories : les 11-15 ans et les 16-30 ans. En effet, les problématiques abordées ont été ciblées et sensiblement différentes d'un sujet et d'un public à l'autre. D'une part, le loisir et la scolarité apparaissent une priorité, d'autre part, l'emploi et l'insertion.

Les jeunes ont été consultés par deux biais : lors des Assises de la Jeunesse pour les 11-15 ans et par l'intermédiaire d'un questionnaire en ligne pour les plus âgés.

Les objectifs poursuivis par les assises de la jeunesse étaient de :

- Créer un temps fort autour du projet jeunesse de la ville.

- Mobiliser le public jeune.
- Vérifier la pertinence des actions des 4 axes du projet jeunesse.
- Recueillir d'autres propositions des jeunes pour alimenter le projet jeunesse.
- Partager, échanger.

Principe de l'animation de la journée :

Il a été suggéré que chaque jeune puisse vivre un parcours qui l'amènera à découvrir, réagir et être force de proposition sur les différents axes du projet jeunesse.

Quatre groupes de jeunes ont été ainsi constitués et accompagnés par un adulte et ont participé de façon successive à 4 ateliers thématisés :

- Culture, Sport, Evènementiel,
- Déplacements, Equipement,
- Cadre de vie et Espace public,
- Avenir et Vivre ensemble.

Pour compléter cette démarche, deux questionnaires en ligne ont été élaborés pour toucher un maximum de jeunes. C'est une démarche inédite engagée par la ville qui souhaitait ainsi renforcer son action auprès des jeunes

178 jeunes ont répondu au questionnaire et après l'analyse de celui-ci, on constate que pratiquement autant de jeunes femmes que d'hommes y ont répondu (42% et 58% respectivement). La majorité (93%) des jeunes ayant répondu à ce questionnaire se situe dans la tranche d'âge 16/25 ans. On y retrouve également une répartition plutôt équitable des lieux de résidences.

Concernant les situations scolaires/professionnelles, il fait état d'une répartition plus ou moins égale entre les collégiens (33%), les lycéens (23%) et les étudiants (23%).

Les enseignements de ces deux consultations menées auprès des jeunes ont permis de conforter la ville dans ses orientations et de faire émerger des pistes de réflexion intéressantes, notamment concernant l'accès à l'information (56% des jeunes interrogés recherchent l'information sur internet ou sur les réseaux sociaux) ou encore le développement des pratiques sportives et culturelles par exemple.

En effet, trois grandes thématiques ressortent dans les attentes d'information des jeunes : les études et les formations (21.7%), l'emploi et les métiers (33%) et les sports et les loisirs (20%).

Concernant l'état d'esprit de ces mêmes jeunes au moment où ils ont répondu au questionnaire, et face à la question de leur avenir professionnel, 65% d'entre eux se sentent optimistes face à leur avenir. De plus, ils sont 70% à se sentir bien dans leur ville.

AXES, OBJECTIFS STRATEGIQUES ET PLAN D'ACTION

La jeunesse ne peut se définir en seule étape de la vie qui durerait de la fin de l'enfance au commencement de l'âge adulte. C'est une période de transition durant laquelle les jeunes vont passer par plusieurs étape clés qui les mèneront vers l'âge adulte.

En effet, la jeunesse est à la fois âge et passage : elle constitue un âge de la vie marqué par le passage de l'adolescence vers l'âge adulte. Âge des possibles et des expérimentations, âge des engagements et des choix, la jeunesse est une période d'apprentissage des responsabilités, d'accès à l'indépendance matérielle et de construction identitaire de l'autonomie.

En même temps, la jeunesse est l'âge des classements sociaux et de la confrontation aux inégalités sociales. La jeunesse ne forme pas un ensemble homogène : elle est traversée par des différenciations sociales, liées tout particulièrement aux inégalités en matière de niveau d'études et de qualification[7].

Pour répondre à ces constats, aux attentes et aux besoins exprimés par les jeunes Hémois et notre réseau d'acteurs professionnel, la ville de Hem a élaboré le projet Jeunesse et Prévention.

Le projet Jeunesse et Prévention aborde toutes les jeunesses, via la porte d'entrée qui leur convient selon leur parcours de vie, leurs aspirations, leurs besoins.

Ce document cadre qui va conduire l'action municipale est décliné en 4 axes, répondant à des objectifs identifiés par la ville et ses partenaires, pour des publics ciblés. Chaque axe se décline en objectifs puis, en actions reconduites ou nouvelles, dont l'efficacité se mesure à travers des indicateurs de suivi et d'évaluation.

Axe 1 : Proposer un programme d'animation équilibré et amplifié pour tous les jeunes Hémois

Objectif de l'axe : Adapter l'offre culturelle et sportive, en direction des 12/25 ans, en fonction de leurs besoins

Public-cible : 100 % des 6/25 ans présents sur le territoire hémois (avec les écoles de discipline).

[7] cairn.info - Bernard Roudet : Qu'est-ce que la jeunesse ?

Cet axe vise le public le plus large, dans la mesure où il s'adresse aux jeunes de la ville, dès l'âge de 6 ans, notamment dans le cadre des écoles de discipline.

La ville entend donc poursuivre dans cette voie, en proposant notamment, en partenariat avec le milieu associatif hémois et les clubs de prévention, des animations diversifiées tout au long de l'année, susceptibles de réunir et de fédérer les jeunes Hémois autour de rendez-vous et de temps forts identifiés

1.1 Accompagner l'accessibilité à la pratique culturelle et sportive pour tous les jeunes hémois sur le territoire.

Le précédent projet « jeunesse » a permis de développer une offre conséquente d'événements, destinés à impliquer et à réunir les jeunes : celle-ci a vocation à être pérennisée. L'intention du projet jeunesse est de renforcer le travail partenarial avec les acteurs de terrain et de diversifier l'offre, tout en la déployant sur l'ensemble du territoire. Il s'agit ici d'encourager la mobilité des jeunes entre les quartiers, de favoriser la mixité et de s'approprier la ville, en se forgeant une identité qui dépasse le périmètre du quartier, et qui se revendique pleinement hémoise.

La Convention Territoriale Globale, quant à elle, met en avant dans son rapport des clubs et associations sportives qui observent pour certains une baisse du nombre d'adhérents chez les jeunes depuis la crise sanitaire et ne parviennent pas les faire revenir[8]. Également, elle met en exergue des acteurs sportifs qui travaillent peu en collaboration avec les autres acteurs du territoire.

En ce sens, la ville de Hem confortera ou renouvellera les équipements sportifs, développera leurs créneaux d'utilisation pour que ces équipements puissent s'affirmer comme des lieux de captation susceptibles d'attirer les jeunes désireux de s'impliquer dans une activité. La ville étendra par ailleurs ces types d'activités de manière à répondre aux attentes nouvelles des jeunes.

Aussi et en lien avec les constats de la Convention Territoriale Globale, le service jeunesse travaillera à développer le partenariat entre les associations sportives .

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Ouverture de nouveaux créneaux de sport encadrés en période estivale
- Proposer des actions dans tous les quartiers (Auberge espagnole dans les parcs)
- Conforter les animations existantes
- Ouverture de nouveaux créneaux de sport
- Faire le relais entre le collège et les associations sportives et culturelle si besoin
- Mettre en place et approfondir des temps de pratique inclusive dans les écoles

[8] *Diagnostic Convention Territoriale Globale (CTG) 2022 – Volet jeunesse, section sport.*

1.2 Renforcer la plateforme jeunesse en lien avec le Point Information jeunesse

Durant les vacances scolaires, la ville et ses partenaires renforceront l'offre d'activités proposée aux jeunes. Outre la volonté de conforter l'offre déployée en accueil de loisirs, sur l'ensemble du territoire, il s'agira de conforter la plateforme jeunesse qui est devenu un lieu de référence. La ville entend ainsi conforter l'accueil des jeunes organisé par les centres sociaux et l'AJTF puis étendre, lors des vacances de printemps, et des activités et des accueils tournants.

Également et pour permettre l'identification du Point Information Jeunesse, des ateliers ponctuels seront mis en place pour développer les compétences psychosociales des jeunes, leur capacité à s'exprimer et l'estime de soi.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes:

- Organiser des échanges avec les autres Accueils de loisirs
- Amplification de la HEM ESPORT ACADEMY
- Mettre en place les "Ateliers du PIJ"

1.3 Soutenir les stages sportifs en direction des jeunes

Si le sport apporte un bénéfice non négligeable pour nos jeunes, certains en font un objectif de parcours.

La plupart des athlètes de haut niveau ne vivent pas de leur sport, ils sont rarement rémunérés par leurs fédérations qui n'en ont souvent pas les moyens, et leurs sponsors leur permettent en général tout juste de financer le matériel nécessaire à leur pratique sportive. Financer un jeune sportif n'est donc pas si simple.

Les jeunes doivent également suivre des entraînements très contraignants et leurs familles doivent souvent consentir à de nombreux sacrifices pour financer la pratique de leurs enfants et les accompagner pour les encourager en France comme à l'étranger.

La ville de Hem s'engage donc à soutenir ces jeunes à travers leur projet de vie en entérinant les soutiens via les dispositifs tels que la création du fond d'aide aux athlètes de haut niveau.

Aussi, le Point information jeunesse veillera à conforter le partenariat et la communication envers les clubs de sport et les écoles de discipline.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Accompagner les athlètes de haut niveau via le PIJ et les fonds d'aides
- Concertation régulière entre les clubs de sport, les écoles de disciplines et le PIJ

1.4 Développer les valeurs environnementales et de développement durable

« L'éducation à l'environnement et au développement durable vise à appréhender la complexité du monde dans ses dimensions scientifiques, éthiques et civiques. Elle s'appuie sur des valeurs de la vie en société et du rapport à l'environnement »[9]

La préservation de l'environnement et l'éducation au développement durable sont des enjeux universels. En effet, parce que les jeunes sont des citoyens à part entière, ils devront protéger leur lieu de vie, la faune et la flore qui les environne. Outre la sensibilisation aux gestes quotidien pour l'environnement, la ville de Hem développera les actions de sensibilisation au tri des déchets, au développement durable et à l'écologie.

Pour cela, la ville de Hem s'appuiera sur des associations telles que la Maison de l'Eau, de la Pêche et de la Nature ».

Également, La ville de Hem formera les jeunes aux gestes éco citoyens lors de stages ou de journées de sensibilisation et d'ateliers de découverte des gestes éco citoyens. En cela, elle s'efforcera de créer ~~de~~ de nouvelles écoles de discipline tournées vers l'environnement et l'agriculture en lien avec le service Développement Durable.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Mettre en place des actions ponctuelles de DD en direction des jeunes (zéro déchets, gestes utiles, plantations…)
- Suivre un vrai fil rouge dans les projets d'éducation à l'environnement de la primaire jusqu'au collège

Axe 2 : Favoriser l'autonomie et l'émancipation de tous les jeunes Hémois

La ville de Hem considère sa jeunesse comme une richesse, qu'elle reconnait engagée, investie et solidaire. La ville souhaite en ce sens encourager les initiatives des jeunes, leur apprentissage de l'autonomie, et la découverte de jeunes talents à travers le développement du Pass à l'action et favoriser la pratique du sport comme vecteur d'acquisition de valeurs individuelles ou collectives et d'insertion.

Cet axe tend à s'adresser aux nombreux visages de la jeunesse hémoise, en faisant en sorte que chaque jeune hémois, à différentes étapes de son parcours de vie, puisse trouver dans les actions développées par la ville en direction des jeunes, une démarche **correspondant à ses envies, à son projet.**

- **Objectif de l'axe :** Egalité d'accès à la réussite : réduction des inégalités sociales
- **Public-cible :** 100 % des 15 à 25 ans présents sur le territoire hémois

[9] *Convention Territoriale Globale : « L'EDD : un enjeu pour la jeunesse »*

2.1 Valoriser les jeunes dans leur parcours, favoriser leur libre choix et accroître leurs ambitions pour leur permettre de s'émanciper.

La ville entend poursuivre le travail mené à travers le dispositif du Pass' à l'Action, tout en étoffant les outils d'aide à l'autonomie des jeunes. Par le biais de l'aide au permis de conduire, aux départs autonomes, à l'accès aux métiers de l'animation, il s'agit de donner aux jeunes le coup de pouce utile pour concrétiser un projet, découvrir un talent, accéder à une première expérience en milieu de travail… A la clef, autant de possibilités de construire un projet, de gagner en responsabilité, confiance et estime de soi, en maturité.

De plus la ville accompagnera les projets des jeunes via une mise à l'honneur lors d'une soirée de valorisation afin de soutenir et rendre visible leur engagement.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Formation des partenaires sur l'égalité Femme-Homme
- Actions de déconstruction des préjugés et des stéréotypes de sexe au collège
- Accompagner les projets et les initiatives via le dispositif du Pass à l'Action
- Mettre en place des actions sur la laïcité avec le collège et les partenaires

2.2 Promouvoir les talents locaux et la culture urbaine et favoriser l'expression des jeunes

La culture urbaine permet aux jeunes provenant de milieux sociaux différents de cohabiter ou de se côtoyer mais également de s'exprimer. Mais les cultures urbaines ne contribuent pas uniquement à la mixité sociale puisqu'elles favorisent également la mixité générationnelle.

Plusieurs objectifs sont mis en avant ici, diffuser la culture urbaine et les pratiques artistiques d'amateurs ou de professionnels ; sensibiliser les jeunes aux cultures urbaines ; mobiliser les jeunes des quartiers prioritaires ; mettre les jeunes en confiance sur un projet important ; valoriser les groupes locaux ; faire connaître les cultures urbaines et intégrer un réseau de festivals urbains.

La ville de Hem s'attachera donc à mettre en place des espaces et des temps de valorisation et de mise en avant des jeunes par des scènes ouvertes, des concerts et des lieux de restitution de projet.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes:

- Accompagner le projet d'animation de Dunant
- Créer un évènement de Culture Urbaine régulier type scènes ouvertes

2.3 Encourager le développement d'instances participatives

La ville de Hem souhaite renforcer la participation citoyenne de ses habitants et cela concerne aussi les jeunes. De manière régulière, en plus des temps

d'échanges du conseil de la jeunesse, la ville organisera des temps d'échanges pour donner la parole aux jeunes, les laisser s'exprimer et être force de proposition sur les sujets qui les concernent.

Également, le conseil de la jeunesse partagera des temps d'échanges et de rencontre avec les élus et les services de la ville afin d'être en accord avec leurs besoins et leurs attentes.

Les collégiens seront invités à participer à une journée citoyenne au même titre que les écoles primaires et participeront à la visite de lieux emblématiques de la vie citoyenne et démocratique, tels que l'Assemblée Nationale ou le Parlement Européen.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Organiser des visites des lieux de citoyenneté tels que le Conseil Régional et l'Assemblée Nationale :
- Organiser la journée citoyenne avec les collèges sur le modèle des mini citoyens
- Développer les échanges culturels dans le cadre du jumelage
- Créer des instances de concertation régulières avec les jeunes
- Mettre en place des commissions de présentations des projets de jeunes avec les élus

2.4 Créer du lien, approfondir les actions intergénérationnelles et de convivialité

Les activités intergénérationnelles sont une des clés pour lutter contre l'isolement des personnes âgées. Indispensables à leur bien-être psychologique, ces rencontres entre jeunes et séniors sont l'occasion d'un moment de convivialité mais aussi de transmission et d'échanges entre générations. Et chacun se sent alors plus utile. C'est dans ce cadre que la ville intègre les jeunes à la semaine bleue.

Également, la ville de Hem développera des actions autour du livre. Ce projet se voudra intergénérationnel puisqu'il développera des actions en faveur des personnes âgées notamment des « cafés lectures » au sein des lieux de vie tels que les résidences et les foyers logements.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Participer à la semaine Bleue
- Utiliser un tiers lieu pour des café lecture au plus près des séniors
- Mener des temps d'échanges réguliers avec le conseil seniors

Axe 3 Approfondir la Prévention individuelle et collective en nous appuyant sur les « parcours de jeunes »

Cet axe 3 constitue un axe essentiel dans le projet jeunesse et prévention dans la mesure où il s'adresse à un public plus restreint, avec pour but de prévenir la marginalisation, et favoriser l'insertion sociale. Les jeunes, visés par les actions, sont ceux identifiés ou repérés par les différents acteurs (ville, associations, établissements scolaires, travailleurs sociaux…).

Objectifs de l'axe :

- Développer la prévention dès le plus âge (prévention précoce)
- Développer une véritable prévention de la délinquance (repérage, accompagnement, suivi individuels.

3.1 Développer la prévention santé, notamment celle de la santé mentale, auprès des jeunes et la prévention des addictions.

Les données chiffrées sur les jeunes et les effets de la crise sanitaire ont montré un impact important de l'épidémie de Covid 19 auprès des jeunes. Chez les 18-30 ans, ils sont 53% à considérer qu'ils paieront les dommages de la pandémie et ils sont déjà huit jeunes sur dix à subir des préjudices importants.

Selon ce même sondage réalisé en janvier 2021 les addictions ont progressé. En effet, 31% des jeunes interrogés ont déclaré avoir renforcé leur addiction, en particulier le tabac. Les jeunes disent que leur addiction, quelle qu'elle soit, a gagné du terrain depuis le début du confinement. Ainsi, 16% des jeunes interrogés ont augmenté leur consommation d'alcool, et 7% leur consommation de drogues. Ce sondage révèle aussi que plus du tiers des moins de 30 ans a déjà consulté un professionnel de santé pour des questions d'ordre psychologique ou envisage de le faire[10].

La ville de Hem engagera un travail pour faciliter l'accès en matière de santé mentale et d'addiction, en s'appuyant sur le Point Information Jeunesse et l'Association de prévention et d'éducation Horizon 9 dans la visibilité des points d'accueil et écoute jeunes du territoire et dans la réflexion d'une psychologue de rue.

De plus la ville de Hem s'inscrira dans une démarche de prévention afin d'intervenir le plus en amont possible, associera l'association de Prévention et d'Education Horizon 9 pour renforcer les liens avec l'Education Nationale et les établissements scolaires, notamment auprès des élèves du collège.

En ce sens, la ville de Hem coorganisera et soutiendra des actions et des événements, mutualisera les moyens afin d'aborder la diversité des thématiques liées aux risques : usages des produits psychoactifs, risques auditifs, risques routiers, sexualités et en assurant une veille sur les bonnes pratiques.

[10] Sondage Odoxa-Backbone consulting pour France Bleu, Franceinfo et Le Figaro

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Mise en place d'actions à long termes sur l'impact de l'usage des produits psychoactifs
- Formation des partenaires sur la santé mentale des jeunes
- Mise en place d'un psychologue de rue mutualisé ~~entre~~ avec les partenaires

3.2 Développer la médiation urbaine et le travail de proximité dans une logique de parcours

Dans la continuité de ce qui est déjà engagé dans le cadre de la médiation urbaine, la ville de Hem continuera la mise en place de la présence de proximité pour :

- Cibler et identifier méthodiquement les jeunes non repérés sur le territoire Hémois
- Proposer via des lieux de captations des ateliers permettant la remobilisation des jeunes
- Accompagner le public jeune 16/25 ans vers les dispositifs existants comme la mission locale, le pôle emploi, l'UTPAS, le CCAS) correspondant à sa problématique
- Identifier les besoins concrets des jeunes et y répondre avec les travailleurs sociaux du territoire dans une finalité d'Insertion professionnelle

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Présence de la Ville deux médiateurs 5 jours sur 7
- Orientation des jeunes vers les lieux de captation

3.3 Accompagner les jeunes dans leur orientation et parcours de formation pour favoriser, anticiper les situations de rupture à l'école et éviter leur sortie précoce du système scolaire

La lutte contre le décrochage scolaire est une priorité nationale et un enjeu dans le cadre de la convention territoriale globale.

La ville entend par ce biais entériner les relations avec l'Education Nationale pour réduire les inégalités concernant l'accès au savoir tout en élevant le niveau de qualification et de compétences de l'ensemble de la population scolarisée à Hem.

Pour rappel**,** la loi prévoit le droit, pour chaque jeune entre 16 et 18 ans, de pouvoir intégrer un parcours adapté à ses besoins. L'obligation de formation va au-delà du droit au retour en formation ou du droit à une formation professionnelle : elle inclut d'autres situations comme l'emploi, le service civique et l'engagement dans un dispositif

Dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, la lutte contre le décrochage scolaire doit s'adapter afin de prendre en compte la situation des élèves les plus fragiles qui ont pris leur distance avec l'école.

« A Hem, Un dispositif de réussite éducative (DRE) pour un accompagnement global des enfants et des jeunes des quartiers prioritaires : Programme visant à lutter contre les inégalités scolaires, le dispositif de réussite éducative intervient auprès des enfants et adolescents de 2 à 16 ans issus des quartiers prioritaires. Il a pour objectif de proposer un accompagnement global des jeunes présentant des difficultés. Le dispositif propose un accompagnement individuel, en collaboration avec les parents. »

Clé de la réussite du dispositif, les partenariats entre professionnels permettent d'identifier les enfants en difficulté : mobilisation d'une équipe pluridisciplinaire (médecin scolaire, infirmière scolaire, psychologue scolaire, assistante sociale), proposition de réponses adaptées, suivi de la prise en charge de l'enfant. Des actions concrètes mobilisant différents acteurs de la ville sont proposées (EVS Saint-Exupéry, Le Tremplin, Ordinat'Hem, etc.).

Un « Tremplin » pour permettre aux jeunes d'avoir accès à un accompagnement scolaire ou à une aide aux devoirs ».

Acteur phare de l'accompagnement des jeunes sur le territoire, Le Tremplin est une association dont l'objectif est de permettre aux jeunes qui rencontrent des difficultés scolaires d'avoir accès à un accompagnement scolaire ou à une aide aux devoirs. Le Tremplin accompagne les enfants toute l'année, durant la période scolaire mais aussi durant les vacances scolaires, dans le cadre de stage de remise à niveau. A l'image du DRE, Le Tremplin repose sur un travail collaboratif et une orientation des enfants en difficulté par les acteurs partenaires (établissements scolaires, centres sociaux, Horizon 9, PIJ ou encore Mission Locale). L'équipe du Tremplin observe une progression des difficultés scolaires depuis le début de la crise sanitaire. Afin de répondre à ces besoins « renforcés », Le Tremplin propose des sessions d'accompagnement scolaire pour de la « remise à niveau post-Covid ».

<u>De forts besoins sur le territoire</u>

Grâce à un travail collaboratif, les professionnels parviennent à identifier les élèves dans le besoin. Les professionnels de l'Espace de Vie Sociale Saint-Exupéry repèrent de plus en plus d'enfants en situation de difficulté scolaire et estiment qu'il faut renforcer l'accompagnement scolaire. Le Tremplin observe que les devoirs suscitent d'importants conflits familiaux.

De même, les équipes éducatives du collège Raymond Devos identifient un nombre important d'élèves en difficultés scolaires, mais aussi sociales. Ils rencontrent également des difficultés relationnelles avec les parents d'élèves, marquées par un contexte d'agressivité. Toutefois, malgré des difficultés scolaires et sociales, les équipes éducatives observent un recul du décrochage scolaire et une baisse du nombre de redoublements sur leur établissement »[11].

[11] Convention territoriale Globale Hémoise

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Cellule de parcours partenariale mise en en place par la Ville et avec le collège
- Création d'une extension du PRE 16-18 ans
- Repérer et orienter les jeunes vers les dispositifs d'accompagnement tels que " Devoirs faits " et le tremplin en partenariat avec le Collège
- Agir dès la démobilisation avec des ateliers au sein même du collège et une prise en charge en direct
- Agir en faveur de la prévention de la délinquance

3.4 Conforter les lieux de captation notamment par le numérique

La jeunesse ne peut être considérée comme un facteur de vulnérabilité, et encore moins de risque d'entrée dans la délinquance, même s'il existe une part de jeunes avec moins d'opportunités et vivant dans un quotidien d'exclusion.

Mais, parce qu'ils peuvent être exposés à des difficultés de socialisation, de scolarisation, d'insertion sociale et économique, notamment lorsqu'ils sont issus de familles elles-mêmes en situation de fragilité, ou à des enjeux personnels d'identité, les jeunes les plus vulnérables doivent rester au centre des préoccupations de la politique de prévention de la délinquance[12].

La ville de Hem, dans cette logique mais également d'accompagnement des jeunes et de parcours, veillera à continuer de mener des dispositifs de repérage des jeunes les plus à risque ou NEET (déscolarisés, sans emploi et ne suivant aucune formation)

Malgré la fin des financements du PIA Jeunesse, la ville maintiendra le projet des « lieux de captation » et assumera la dépense budgétaire supplémentaire.

Les « lieux de captation » sont des créneaux spécifiques dédiés aux jeunes qui n'ont pas l'habitude de fréquenter des lieux d'activités sportives et culturels. Les modalités d'inscription des participants y sont forcément plus souples pour permettre d'accueillir le jeune dans de bonnes conditions.

Le but de cette action est de lutter contre l'isolement des jeunes et leur permettre de pratiquer une activité de socialisation.

Ces créneaux horaires connus des partenaires sociaux du territoire sont un outil pour renforcer le maillage territorial. Ce maillage est nécessaire pour repérer les jeunes qui ont besoin de soutien de la part des professionnels du secteur socio-éducatif du territoire hémois.

[12] Stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020-2024

Le numérique : un enjeu incontournable pour la jeunesse mais des difficultés rencontrées

La convention territoriale Globale[13] met en avant dans son rapport que « *les professionnels de la jeunesse de Hem observent que les enfants et les jeunes rencontrent des difficultés pour utiliser les outils numériques ou pour réaliser leurs devoirs à la maison, faute de matériel informatique. Face à ce constat, l'Education Nationale et la Métropole Européenne de Lille ont mis en place des Espaces Numériques de Travail (ENT) dans toutes les écoles, afin de faciliter le travail « à distance » entre les enseignants et les élèves. Le confinement dû à la crise sanitaire a donné lieu à une prise de conscience des enjeux du numérique dans le parcours éducatif des enfants et des jeunes* ».

75% des emplois nécessitent des compétences numériques[14]. Autre chiffre clé : 52% des offres d'emploi sont postées en ligne[15]. En termes d'accès à l'emploi et de maintien dans l'emploi, le numérique est donc un véritable prérequis.

Au-delà de l'emploi, les personnes en insertion professionnelle font généralement face à un grand nombre d'autres problématiques qui nécessitent l'usage de services dématérialisés : logement, santé, démarches administratives. Le numérique est donc un sujet omniprésent et essentiel quand on parle d'insertion.

Aujourd'hui, un jeune sur cinq vit sans réel espoir d'intégrer le monde du travail. *« Leurs déficits de formation, de savoir-être, de réseau, et finalement de confiance, forment des murs infranchissables pour espérer gagner sa place dans un marché de l'emploi extrêmement fermé »*[16].

Nés dans l'ère digitale, la plupart de ces jeunes sont de bons consommateurs d'internet, ce qui, à nos yeux, représente une véritable opportunité de les engager vers l'acquisition de compétences numériques pour l'emploi. Mais les jeunes ne sont pas pour autant des internautes agiles et leurs usages demeurent, pour l'essentiel, basiques et de nature ludique. Usages qu'ils peinent à mettre au service de leur insertion.

Ils ne sont pas pour autant naïfs et réclament un accompagnement à la hauteur de l'enjeu : celui de leur avenir.

La ville de Hem développera les stages d'initiation au numérique, formera ses agents et ses partenaires à l'accompagnement au numérique (Aidants Connect), établira une coopération territoriale en matière de numérique chez les jeunes.

[13] Convention Territoriale Globale – Volet Enfance /Jeunesse- Insertion par le Numérique
[14] Rapport France Stratégie 2018 "Les bénéfices de l'autonomie numérique"
[15] DARES 2018 "Mobiliser internet pour recruter"
[16] WeTechCare : les cahiers de l'insertion numérique, avril 2021

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Créer de nouveaux outils de communication spécifique à la jeunesse comme TIK TOK
- Former des référents Aidants
- Intégrer de nouveaux lieux de captation notamment en lien avec le numérique Connects dans toute la ville y compris les structures sociales présentent dans les QPV

AXE 4 : Ouvrir la communication, mieux informer et faciliter l'accès des jeunes aux droits.

4.1 - Mieux informer et mieux communiquer en direction du public jeunes

Pour notre jeunesse Hémoise, le constat n'est pas différent des autres, la jeunesse aujourd'hui est en quête de sens, et il ne fait aucun doute que la communication locale a un rôle essentiel à jouer.

Pour bâtir une nouvelle stratégie de communication cohérente, la ville de Hem s'appuiera sur des points précis. Relevant à première vue du bon sens, ils portent en fait les conditions de réussite de cette communication repensée plaçant la jeunesse au cœur de ses préoccupations :

- Reconnaître l'utilité sociale des jeunes. Les jeunes doivent nécessairement être perçus comme des acteurs de premier plan de la vie sociale. Leur rôle ne doit pas se réduire à une position de spectateur extérieur mais ils doivent être pleinement intégrés aux décisions.
- S'emparer de leur souhait de comprendre et de se repérer. La communication doit s'inscrire dans une démarche de responsabilisation et replacer le désir de comprendre au cœur de ses objectifs.

La question de la visibilité de notre offre jeunesse auprès du public cible se pose toujours dont :

- Apporter de la lisibilité à notre offre jeunesse
- Rendre l'information accessible à tous les jeunes
- Intégrer encore davantage la jeunesse dans la vie locale

Également, même si elle peut sembler confuse, la multiplication des supports de communication est une opportunité pour élaborer des solutions innovantes.

Pour toucher un public hétérogène et consommant l'information de manière ponctuelle à travers une multitude de supports, il nous faut en effet mettre en place une communication 360° se déclinant de manière cohérente et attractive sur l'ensemble des supports. Nous ne souhaitons pas bannir totalement les outils de communication classiques tels que l'affichage mais il est nécessaire d'intégrer

l'ensemble de ces outils, englobant le papier et le numérique, dans une démarche globale, cohérente et interdépendante.

Le but est de proposer aux jeunes de notre ville des outils de communications adaptés à leurs pratiques et leurs besoins (réseaux sociaux tels que TIKTOK, Facebook, Instagram).

En effet, la création d'un compte TIK TOK de la ville pourra accompagner et renforcer la mise en valeur de notre territoire, de ses évènements et manifestations culturelles qui font l'attrait de la vie locale.

Ces différents outils numériques seront donc gérés par la Ville mais avec une grande liberté offerte aux jeunes, notamment du conseil de la Jeunesse, qui viendront les nourrir. Ces jeunes, accompagnés du service jeunesse, pourront réfléchir dans un souci constant d'innovation pour offrir des contenus qui toucheront l'ensemble des jeunes de la ville de Hem.

Pour répondre à cet objectif, nos propositions sont les suivantes :

- Création de nouveaux outils de communication TIK TOK et Instagram, spécifique à la jeunesse
- Mise en place d'une instance de concertation avec le conseil de la jeunesse sur la communication envers les jeunes

L'EVALUATION DU PROJET

Travailler par axe permet de bien identifier le public auquel le projet s'adresse. La définition préalable d'indicateurs permet de clarifier les critères, à partir desquels il sera possible d'évaluer si l'objectif est atteint, si les actions sont pertinentes ou si elles doivent évoluer. En effet, le projet n'est pas un ensemble figé et doit pouvoir s'adapter au fil du temps, aux retours d'expériences et au gré des attentes nouvelles de la jeunesse.

Nous travaillerons selon plusieurs indicateurs :

- Les indicateurs de réalisation : décrivent ce que le projet aura permis de réaliser
- Les indicateurs de résultats : renseignent sur les comportements des bénéficiaires du projet (quantitatif : statistiques ; qualitatifs : enquêtes, journal de bord, entretiens, questionnaires de satisfaction…)
- Les indicateur d'impact : montrent l'effet du projet par rapport aux dispositifs et aux systèmes

Ainsi, une analyse qualitative globale du projet pourra être menée en termes de :

- Pertinence : Objectifs initiaux >< Enjeux et contexte
- Cohérence : Moyens utilisés >< Objectifs fixés
- Utilité : Impact constaté >< Besoins initiaux
- Efficacité : Résultats obtenus >< Objectifs initiaux
- Efficience : Résultats >< Ressources mobilisées

Questionnaire Jeunesse 16/25 ans de Hem

61 réponses

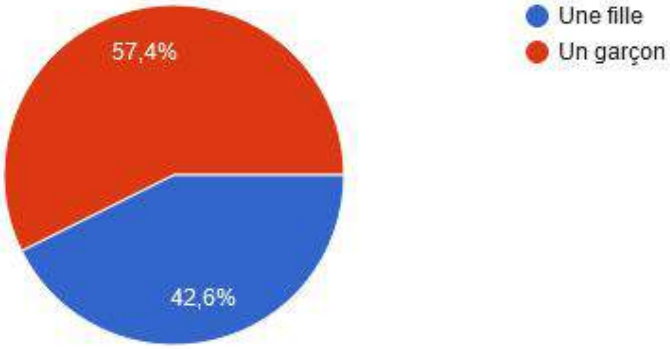
Publier les données analytiques

A propos de toi

Tu es

Copier

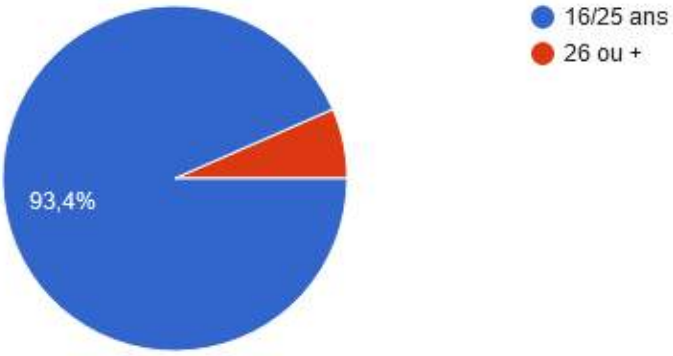
61 réponses



Quel est ton âge

Copier

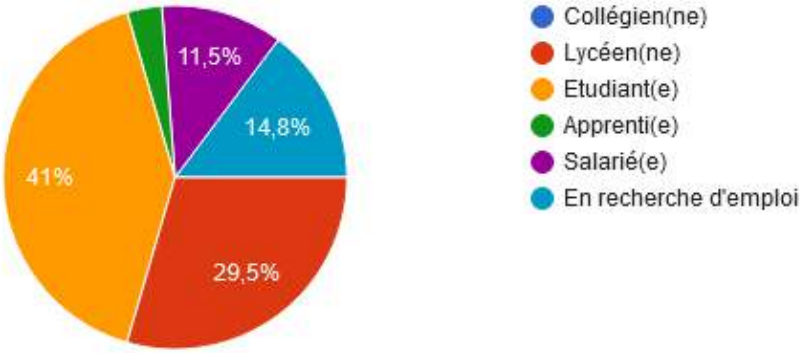
61 réponses



Tu es

Copier

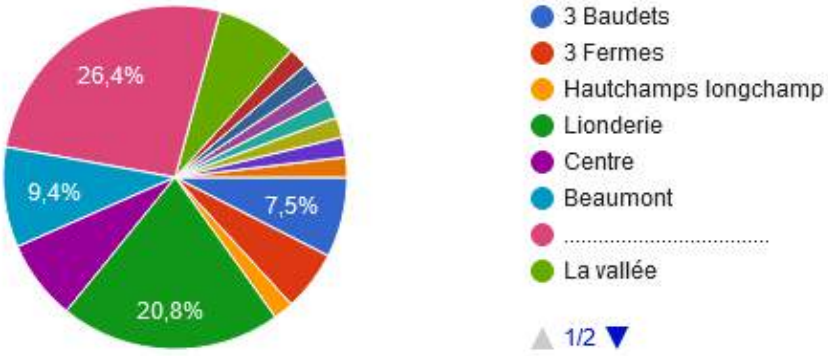
61 réponses



Tu habites

Copier

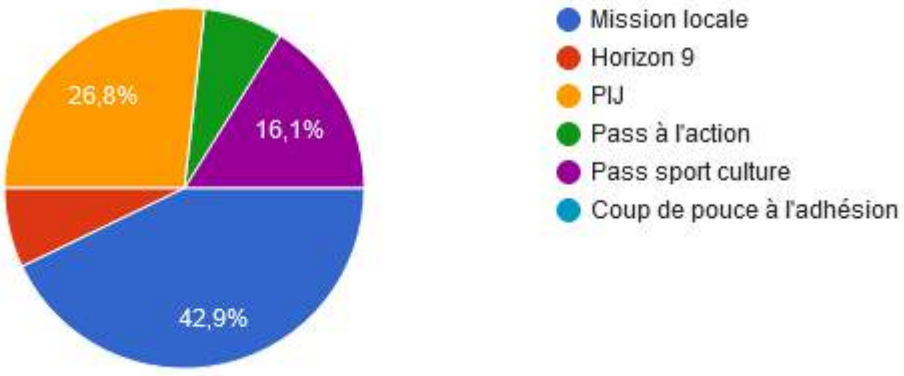
53 réponses



Connais-tu les aides pour les jeunes ? (accompagnements ou aides financières)

Copier

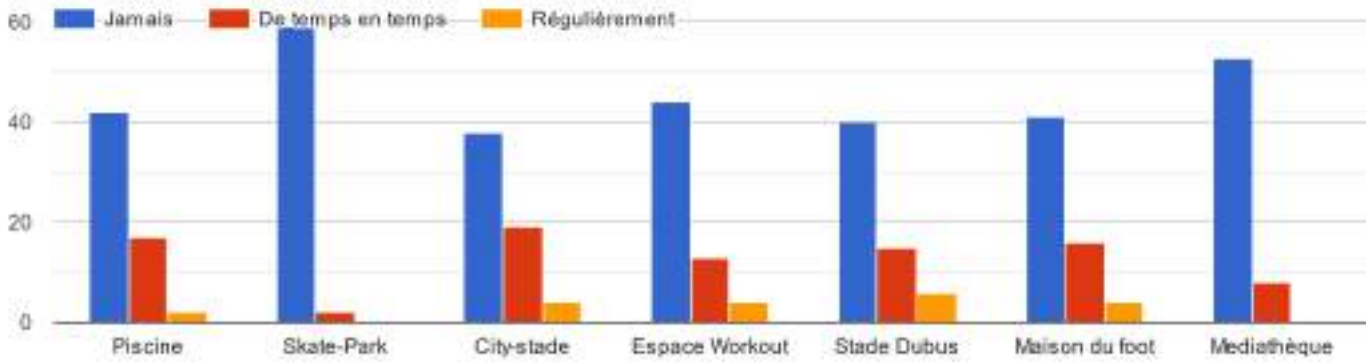
56 réponses



Que fais-tu pendant ton temps libre ? (Plusieurs réponses possibles)

61 réponses

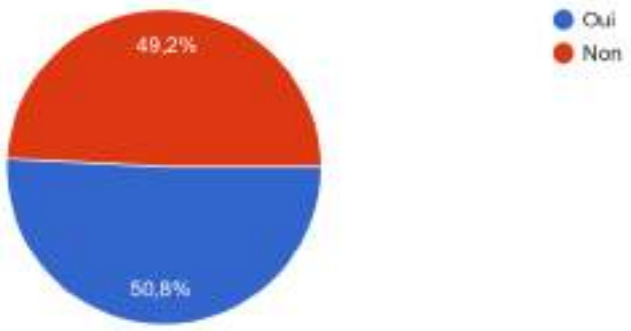
10. Quels sont les équipements que tu fréquentes à Hem ? A quelle fréquence ?



Trouves-tu ces structures accessibles en terme de :

Penses-tu qu'il y a assez d'équipements de loisirs comme ceux cités ci-dessus ?

61 réponses



Si non, que manque t-il?

24 réponses

Qu'il reste ouvert a Beaumont

City stade ouvert

City park et sport extérieur

City stade

Des centres sociaux avec des activites et des sorties sympas (parcs de loisirs ciné..)

Un city stade a Beaumont

City a là mail Dunant

On ne peut jamais aller à Hidalgo

Piste vélo comme pour le bmx ou le vtt

Un meilleur reseau de transport et des bornes velib

Restaurant/ café

escalade

Espace de loisirs pour les plus grands: table de ping pong, terrain de volley, baby foot

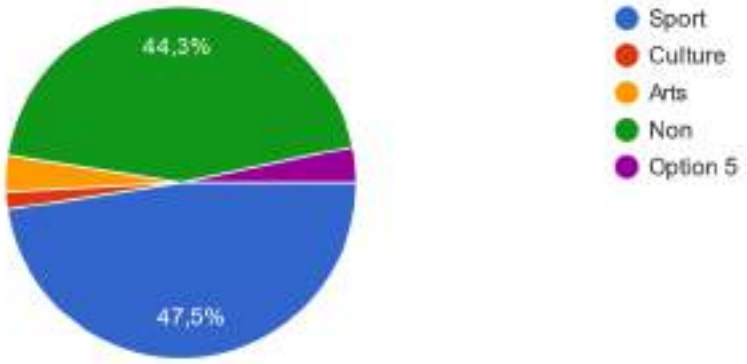
Si non, que manque t-il?

24 réponses

- Jeux vidéo
- Salle de foot en salle
- cinéma, spectacles prix accessible
- Il manque de personne intéresser à certain sport exemple le judo au centre social 3villes puis la boxe anglaise avec Daouda sow
- Médiathèque
- city lionderie
- Plein de choses
- Au minimum deux équipements par quartier
- Traction à la lionderie, il n'y a rien. Stade de foot à 500000 euros mais jamais ouvert...

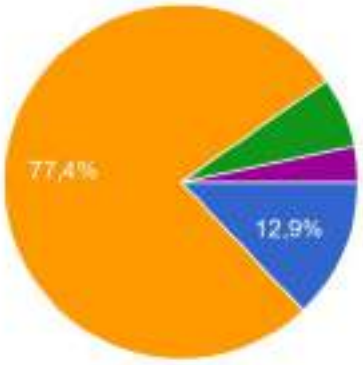
En dehors de ces équipements, pratiques-tu une activité sportive, culturelle ou artistique ?

61 réponses



Si non, pourquoi?

31 réponses

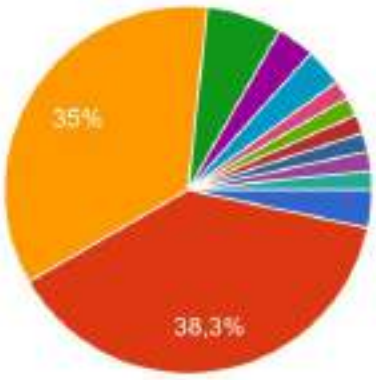


- Les activités proposées ne m'intéressent pas
- Le tarif est trop élevé
- Manque de temps
- Structures/Equipements trop éloignés de chez moi
- pas envie

Transports

16. Pour te déplacer, tu utilises:

60 réponses



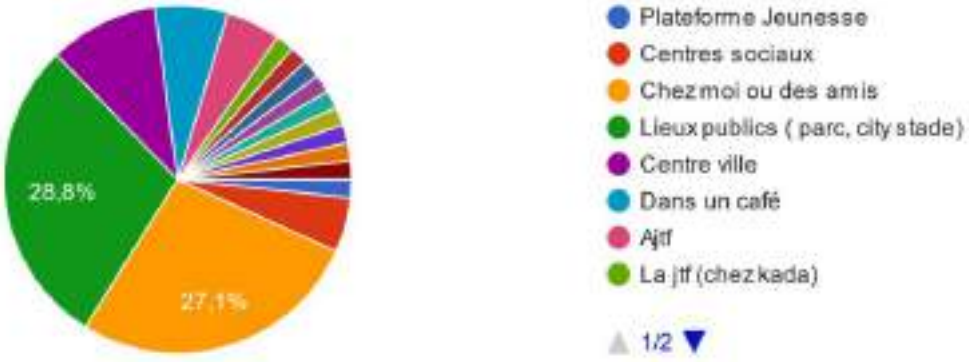
- Un 2 roues
- Voiture
- Transports en commun
- Véhicule de tes parents
- A pied
- voiture et à pied
- voiture, transport en commun et à pied
- voiture, transports en commun, à pied

1/2

Citoyenneté - vivre ensemble

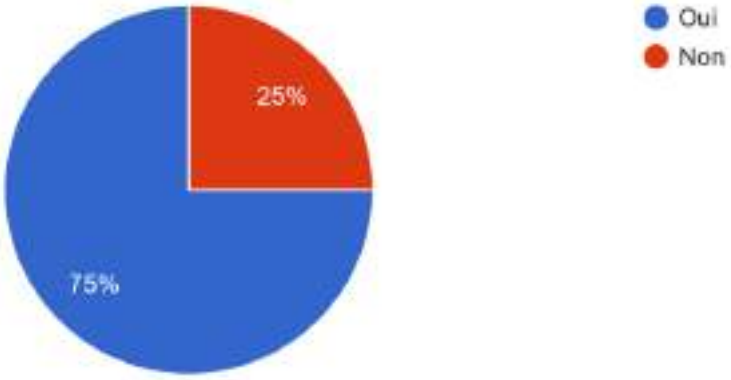
Avec tes amis, où vous retrouvez-vous ? (Plusieurs réponses possibles)

59 réponses



Est-ce que tu trouves que ces lieux sont adaptés pour se retrouver ?

56 réponses



19. Si non, pourquoi ?

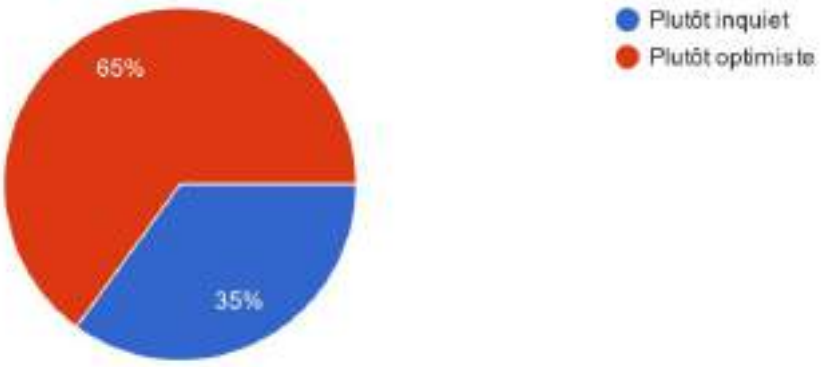
8 réponses

Axé fermé city stade à Beaumont
Fermé
L'hiver arrive
Manque d'originalité. Rien au centre ville. Manque de café pour jeunes (billard.etc...)
rien
parfois on se retrouve à être dehors
Il faudrait plus des table banc
Manque d'endroits lorsqu'il pleut

Connaissances des circuits d'insertion

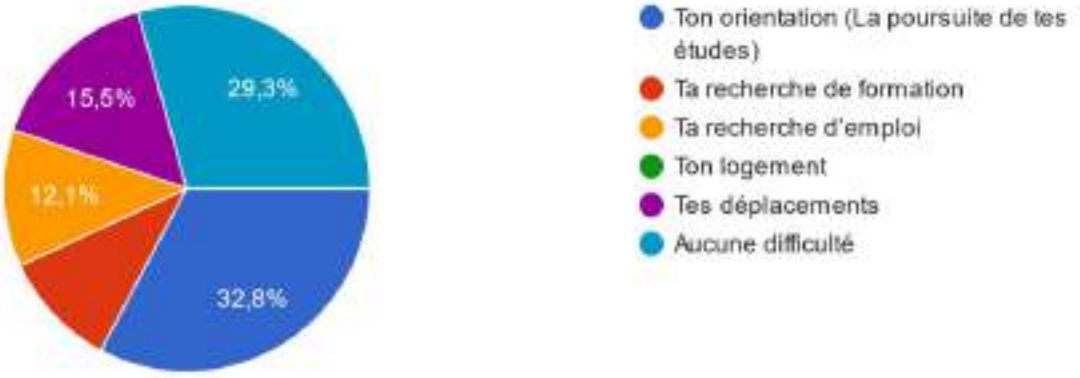
20. En ce qui concerne ton avenir professionnel, tu es

60 réponses



Rencontres-tu ou as-tu rencontré des difficultés concernant ?

58 réponses



si , oui

14 réponses

Horaire de bus Retard des bus

Pas assez de passage de bus

Pas assez de passage de transport en commun

Reseau ilevia moyen

Éducateur Spécialisé

Oui certain ne nous en parle jamais à hem de notre orientation

Arrêt du bus loin

ifficultés dans la recherche de formation, le logements, les déplacements et la recherche d'emploi

orientation, recherche d'emploi, formation, logement

Je ne savais pas ce que je voulais

recherche de formation et déplacements

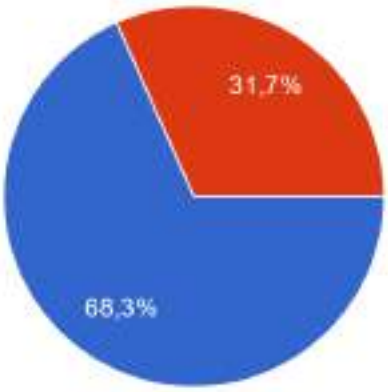
Pas assez informé sur les études et métiers qui existent

Mes etudes

Difficile de se débrouiller sans voiture quand les bus s'arrêtent à 20h...

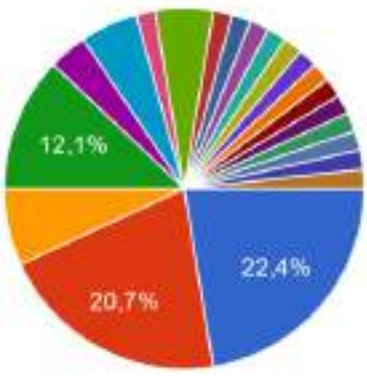
Comment te sens-tu dans ta ville

60 réponses



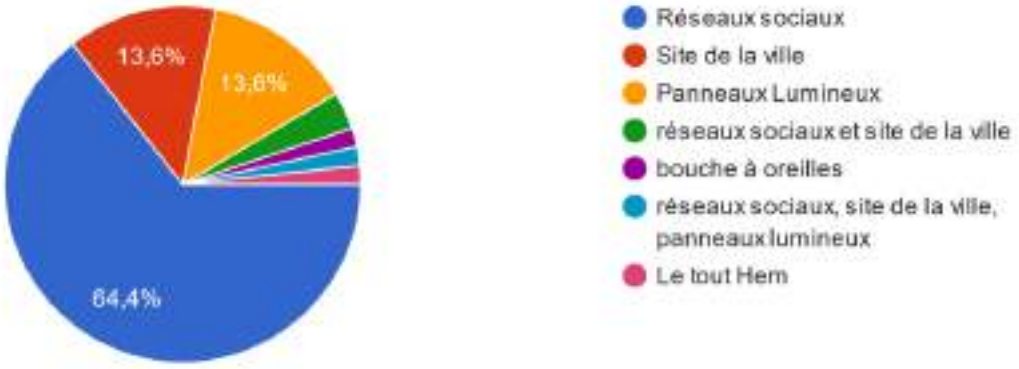
D'après toi, qu'est ce qui manque le plus aux jeunes de ton âge à Hem ? (Plusieurs réponses possibles)

58 réponses



Comment t'informes-tu ou es-tu informé (évènements sur la ville de loisirs, sportifs, des autres sujets pour les jeunes...) ?

59 réponses



DEL/2023/AE/
Convention de mise à disposition du restaurant scolaire Antoine de Saint-Exupéry au profit de l'Institut d'Education Motrice La Source Année scolaire 2023/2024

L'intégration des enfants en situation de handicap, au sein des établissements scolaires, est une volonté nationale depuis les années 2000 et plus particulièrement depuis la loi 2005-102 du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

A Hem, dès 2004, un projet volontaire d'inclusion éducative des enfants extra ordinaires a émergé sur les temps périscolaires et extrascolaires. Ce projet d'envergure, intitulé « Mon copain est différent, et alors ? » s'est développé au fil des années.

Aujourd'hui, La Ville de HEM et l'Institut d'Education Motrice La Source coopèrent à travers différentes conventions dans l'intérêt mutuel porté en faveur des enfants en situation de handicap. Depuis 2018, une convention permet la présence d'une classe dite externée au sein de l'école maternelle Saint Exupéry. Il s'agit de l'accueil de 8 enfants sur 4 demi-journées par semaine avec pour objectif l'inclusion des enfants au sein de classes dites ordinaires. Cette coopération s'exprime également par une convention portant sur un projet d'inclusion éducative lors d'activités dites extrascolaires, ainsi que pendant les mercredis récréatifs et ce, pour 6 enfants porteurs de handicap âgés de 6 à 9 ans.

En septembre 2022, l'IEM accueille en semi-internat 20 enfants de 2 ans et demi à 10 ans. Il s'agit d'enfants en situation de polyhandicap, avec troubles associés : moteur, épilepsie, troubles de l'oralité, du comportement, de l'apprentissage, du langage. 55% d'entre eux sont atteints de maladies rares. Le fonctionnement de l'IEM est basé sur les principes de l'éducation structurée qui permet d'offrir des repères stables au niveau du temps, de l'espace et une sécurité affective grâce à la permanence des adultes et des enfants. La finalité de leur accompagnement est le développement des compétences sociales de l'enfant pour lui permettre une inclusion dans la société.

Durant l'été 2023, l'IEM quittera ses locaux sis rue Général Leclerc à Hem pour intégrer temporairement un espace locatif dans le quartier « Longchamp ». Cependant, ce nouveau local ne possède pas une superficie suffisante pour permettre aux enfants de déjeuner. De ce fait, les représentants de l'IEM ont sollicité la Ville pour une mise à disposition partielle du restaurant scolaire Saint-Exupéry et de ses annexes (sanitaires).

Sous la responsabilité exclusive des salariés de l'IEM, les enfants, accueillis au sein de cet institut, pourront y prendre leur repas. La période d'utilisation sera du lundi au vendredi de 11h30 à 13h30 (horaires d'utilisation), en période scolaire.

Pour ce faire et afin de formaliser cette occupation, la Ville propose d'établir une convention annuelle de mise à disposition partielle du restaurant scolaire du groupe scolaire Saint Exupéry.

Monsieur le Maire précise au Conseil Municipal que la convention précitée est annexée à la présente délibération.

Vu l'avis conforme de la commission Education Jeunesse du 30 mai 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Adopter le principe de cette convention,
- L'autoriser à signer tous les documents relatifs à ce projet,
- L'autoriser à prendre et signer tous actes nécessaires au bon déroulement dudit projet.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

INSTITUT d'EDUCATION MOTRICE – LA SOURCE
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PARTIELLE DU RESTAURANT SCOLAIRE DU GROUPE SCOLAIRE SAINT EXUPERY

Entre :

La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023 ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'Institut d'Education Motrice La Source, géré par le GAPAS-Groupement-des-Associations-Partenaires-des-Actions-Sociales, représenté par Mme Vanessa TRICOIT directrice par délégation de Monsieur Pierre GALLIX président du Conseil d'Administration du GAPAS

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Cette convention, conclue entre la Ville et l'IEM La Source, a pour objet la mise à disposition partagée d'un local municipal au profit de l'Institut. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont constitués d'une partie du restaurant scolaire situé au sein du groupe scolaire Saint Exupéry, 100 avenue du Dr Schweitzer à Hem, ainsi que les sanitaires.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'institut s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année scolaire 2023/2024. Elle peut être renouvelée.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux sont exclusivement réservés à la prise du déjeuner des enfants accueillis et des salariés de l'Institut.
La période d'utilisation sera les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 11h15 à 13h30 (horaires d'utilisation), en période scolaire.
L'accompagnement et la responsabilité des enfants relevant de l'Institut appartiennent strictement aux salariés de l'Institut.

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux ainsi que d'effectuer à tout moment, un contrôle afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la Ville. La duplication des clefs et/ou badges confiées par la ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

L'Institut s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Il prendra en charge les dégâts qu'il aura occasionnés.
En particulier, il veillera à n'user des fluides qu'en tant que nécessaire et à s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'Institut vient à constater un dysfonctionnement (fuite ou autre), il en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'institut reconnaît souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Il justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La Ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'Institut afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'Institut.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures

si un intérêt public l'exige expressément. Les avantages liés à la présente tomberaient alors de plein droit.
A tout moment, les deux parties ont une faculté de résiliation avec préavis de 3 mois suite à l'envoi d'un courrier Recommandé avec Accusé de Réception.

Hem, le
Pour le Maire et par délégation
L'adjoint à l'éducation et à la jeunesse

F.LEPERS

Pour l'Institut,

La directrice de l'IEM La Source,
V. TRICOIT

COORDONNEES D'ASSURANCE : XXXX
Compagnie : XXXX
Date de signature du contrat : XXXX
Date d'échéance : XXXX

DEL/2023/AE/
PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ET PRIVEES DES VILLES EXTERIEURES DANS LE CADRE DE L'INTERCOMMUNALITE

Après contrôle des dérogations consenties aux élèves hémois scolarisés dans les établissements publics et privés des communes extérieures à la rentrée **2022-2023**, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de l'autoriser à effectuer le règlement de la participation communale dans les conditions suivantes :

VILLES	NOMBRES D'ENFANTS	MONTANT DU FORFAIT	TOTAL PAR VILLE
BONDUES	0	0 €	0 €
BOUSBECQUE	0	0 €	0 €
COMINES	0	0 €	0 €
CROIX	4	184 €	736 €
HALLUIN	0	184 €	0 €
LEERS	8	184 €	1 472 €
LINSELLES	0	184 €	0 €
LYS-LEZ-LANNOY	10	184 €	1 840 €
MARCQ-EN-BAROEUL	1	184 €	184 €
MOUVAUX	0	184 €	0 €
NEUVILLE-EN-FERRAIN	0	184 €	0 €
RONCQ	0	184 €	0 €
ROUBAIX	22	184 €	4 048 €
TOUFFLERS	5	184 €	920 €
TOURCOING	0	184 €	0 €
WASQUEHAL	0	184 €	0 €
WATTRELOS	1	184 €	184 €
SIVU Le Petit Prince	7	184 €	1288 €
TOTAL	59		**10 672 €**

Vu l'avis conforme de la commission « Education - Jeunesse » du 30 mai 2023,

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

DEL/2023/AE/
RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS
EDUCATION JEUNESSE

Par délibération du 16 décembre 2022, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de locaux de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

Vu l'avis conforme de la Commission Éducation et Jeunesse du 30 mai 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accepter les termes des conventions ;
- L'autoriser à signer les documents concernant l'association reprise ci-dessous.

JEUNESSE	
ASSOCIATION DES JEUNES DES TROIS FERMES	Convention de mise à disposition de locaux

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

ASSOCIATION AJTF
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL MUNICIPAL - 2023
(ANNEXE 1 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS)

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association AJTF, ci-après dénommée l'association, représentée par son Président, ayant son siège social à la Maison des Associations Nadine Brasiello, avenue Dunant à Hem ci-après dénommée l'association, d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention d'objectifs 2021-2023 en date du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, des locaux municipaux. La mise à disposition sera précédée d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 2 – DESIGNATION

Les locaux mis à disposition sont :

- Usage partagé de la salle 2 (46,53 m2)
- usage exclusif du bureau (19,72 m2) de la maison des associations Nadine Brasiello - Rue Dunant

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée. Cependant, les parties se réservent le droit de l'interrompre à tout moment sur préavis de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les locaux ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention, sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle.
La Ville se réserve le droit de procéder à d'éventuelles fermetures techniques nécessaires au bon fonctionnement des installations, des fermetures programmées pour l'organisation de manifestations et les jours fériés légaux, ainsi que d'effectuer à tout moment un contrôle technique des locaux et des installations afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.
Aucune transformation ou amélioration des lieux ne peut être décidée ou réalisée par l'association sans l'accord écrit de la Ville. La duplication des clefs confiées par la Ville est formellement interdite.

ARTICLE 6 – CHARGES – UTILISATION DES FLUIDES

Dans le cadre des dispositions prévues par l'Etat en faveur de la sobriété énergétique, les utilisateurs des locaux municipaux sont appelés à la plus grande vigilance quant à leur consommation énergétique. Il leur est en particulier demandé de veiller au respect des mesures

adoptées par le conseil municipal le 5 octobre 2022, et ainsi dans le cadre de leurs activités, d'être strictement attentifs à ce que :

1. L'ensemble des équipements bureautiques et informatiques éventuellement utilisés soit effectivement éteint à l'issue de l'activité (et non simplement mis en veille) ;
2. La température de chauffage dans les locaux accueillant des activités culturelles ou de loisirs soit impérativement limitée à 19°C ; Cette mesure proscrit tout recours aux appareils chauffants électriques.
3. La température dans les salles de sport soit limitée à 16°C ;
4. Les équipements de loisirs occupés par les activités associatives, en particulier sportives, soient impérativement fermés au plus tard à 22 heures ;
5. Les salles mises à disposition soient utilisées de manière optimale, en rapport avec le format de la réunion ou de la manifestation prévue, ou de l'activité exercée. Si nécessaire, la ville se réserve la possibilité de relocaliser les activités de l'association en lien avec cette disposition.

Si nécessaire, d'autres initiatives pourront venir compléter cette stratégie de sobriété énergétique.

Par ailleurs, l'association s'engage à user raisonnablement des locaux et du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
En particulier, elle veillera :

1. A n'user du chauffage qu'en tant que nécessaire et à veiller à ce que fenêtres et issues soient closes quand le chauffage est activé
2. A éteindre l'électricité dans les pièces vides et à tout éteindre (électricité et chauffage) en quittant les lieux ;
3. A fermer correctement les arrivées d'eau.
4. A effectuer le rangement et le nettoyage de la salle, ainsi que les menues dépenses d'entretien des locaux selon les dispositions du décret n°87-712 du 26 août 1987 (remplacement des lampes, maintien en état de propreté des revêtements intérieurs, remplacement des clés perdues ou détériorées, et autres dépenses). Si la Ville engageait ces dépenses en lieu et place de l'association, elle lui en demanderait remboursement. La Ville assure la maintenance des bâtiments entrant dans sa responsabilité de propriétaire, conformément aux dispositions du Code Civil.
5. A s'assurer de la fermeture des issues et mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

Si l'association venait à constater un disfonctionnement (fuite ou autre), elle en avertit immédiatement son service pilote, qui organisera la réparation nécessaire.
Les consommations de fluides et abonnements s'y rapportant sont supportés par la Ville. Cependant, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables l'avantage en nature ainsi consenti dont le coût lui sera notifié chaque année par la Ville.

ARTICLE 7 – CESSION ET SOUS-LOCATION

Toute cession des droits résultant de la présente ou sous-location des lieux mis à disposition est interdite.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et les risques locatifs de façon que la responsabilité de la collectivité ne puisse être mise en cause. Elle justifie à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du règlement des primes correspondantes.
La ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre survenant dans le local mis à disposition.

ARTICLE 9 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 10 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention, l'occupant devra libérer les locaux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 11 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation	Pour l'association,
Le Conseiller délégué à la Jeunesse	Le Président
K.MAHTOUR	K. YESSAD

COORDONNEES D'ASSURANCE : Service client Contrat CS 50000 79079 NIORT CEDEX 9
N° de police : 5354935
Compagnie : MACIF
Date de signature du contrat : 28/11/2018
Date d'échéance : 1er Avril 2022

DEL/2023/ENV/
RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS
ENVIRONNEMENT

Par délibération du 16 décembre 2022, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer les conventions d'objectifs et de mise à disposition de biens de plusieurs associations. Certaines nécessitent des précisions quant aux avantages en nature apportés aux associations, il convient de les renouveler.

Certaines de ces conventions venant à échéance, il convient de les renouveler.

Vu l'avis conforme de la Commission Environnement et Mobilité du 6 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Accepter les termes des conventions ;
- L'autoriser à signer les documents concernant les associations reprises ci-dessous.

ENVIRONNEMENT	
JARDINS FAMILIAUX DES 3 FERMES	Convention de mise à disposition de moyens
POTAGERS DE LA DIVERSITE	Convention de mise à disposition de moyens

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

JARDINS FAMILIAUX
CONVENTION DE MOYENS 2023
(ANNEXE 1 N°17/12/2020 DE LA CONVENTION-CADRE D'OBJECTIFS)

LES JARDINS DES 3 FERMES

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association Les jardins des 3 fermes, ci-après dénommée l'association, représentée par son président, ayant son siège social au 23, rue des 3 Fermes à Hem, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention cadre d'objectifs soumis au conseil municipal du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, des aménagements meubles et/ou immeubles et verse une subvention en numéraire annuelle conditionnée aux critères repris à l'article 5.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée.

ARTICLE 3 - DESIGNATION

L'association jouit d'un usage exclusif des terrains privés Vilogia cadastrés AZ 817, 697, 767 de 6 598 m2 - Rue des Ecoles
Les aménagements meubles consistent en l'installation de :

- L'abri de jardin de 16 m²,
- Les palissades en bois,
- Les composteurs,
- Les toilettes sèches,
- Le banc

ARTICLE 4 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les aménagements ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la convention cadre d'objectifs.
Aucun aménagement ne sera établi sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle. Toute transformation ou amélioration des lieux doit faire l'objet d'un accord écrit de la ville.
La Ville se réserve le droit de procéder à l'enlèvement des installations, ainsi que d'effectuer à tout moment un contrôle technique des installations, afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.

ARTICLE 6 – CHARGES

L'association s'engage à user raisonnablement du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
Elle s'engage à veiller à leur bonne utilisation et à les entretenir comme les siens propres, qu'il s'agisse des allées, des plantations et tout mobilier qui pourra être installé sur le terrain dédié. L'association veillera à effectuer les petites réparations liées à l'usage de ces biens.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 8 - ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant. Elle veillera notamment à assurer les biens meubles ou mobilier concernés contre tout dommage pouvant les atteindre.
En tout état de cause, la ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre dont elle serait la cause.

ARTICLE 9 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention et en cas de non-renouvellement, l'occupant devra libérer les lieux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 10 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation L'adjointe à l'environnement, à la nature en ville aux Espaces Naturels et aux aides au Développement Durable,	Pour l'association, Le Président
Anne DASSONVILLE	M.

COORDONNEES D'ASSURANCE :
Compagnie :
n° de police :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance

JARDINS FAMILIAUX
CONVENTION DE MOYENS 2023
(ANNEXE 1 N°17/12/2020 DE LA CONVENTION-CADRE D'OBJECTIFS)

LES POTAGERS DE LA DIVERSITE

Entre :
La Ville de Hem, représentée par son Maire, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 14 décembre 2022, convention modifiée par la délibération XX du 22 juin 2023, ci-après dénommée la Ville, d'une part,
Et :
L'association Les potagers de la diversité, ci-après dénommée l'association, représentée par son président, ayant son siège social au 02, rue Védrines à Hem, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Dans le cadre de la convention cadre d'objectifs soumis au conseil municipal du 17 décembre 2020, conclue entre la Ville et l'association, la Ville met à la disposition de l'association, qui accepte en l'état, des aménagements meubles et/ou immeubles et verse une subvention en numéraire annuelle conditionnée aux critères repris à l'article 5.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour l'année 2023. Elle peut être renouvelée.

ARTICLE 3 - DESIGNATION

L'association jouit d'un usage exclusif des terrains privés cadastrés AE 71 de 5 754 m2, Chemin de Beaumont

Les aménagements meubles consistent en l'installation de :
- La clôture,
- Les composteurs,
- Le banc,
- La plantation d'une haie
- Et, en accord avec les propriétaires du terrain, un éventuel abri de jardin de 16 m².

ARTICLE 4 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit. Toutefois, l'association s'oblige à faire figurer dans tous ses documents budgétaires et comptables, l'avantage en nature ainsi consenti.

ARTICLE 5 – PLANNING D'UTILISATION ET CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT

Les aménagements ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la convention cadre d'objectifs.
Aucun aménagement ne sera établi sans l'accord des parties et, le cas échéant, des autorités administratives de tutelle. Toute transformation ou amélioration des lieux doit faire l'objet d'un accord écrit de la ville.
La Ville se réserve le droit de procéder à l'enlèvement des installations, ainsi que d'effectuer à tout moment un contrôle technique des installations, afin de vérifier leur sécurité et leur bonne utilisation.

ARTICLE 6 – CHARGES

L'association s'engage à user raisonnablement du matériel mis à sa disposition. Elle prendra en charge les dégâts qu'elle aura occasionnés.
Elle s'engage à veiller à leur bonne utilisation et à les entretenir comme les siens propres, qu'il s'agisse des allées, des plantations et tout mobilier qui pourra être installé sur le terrain dédié. L'association veillera à effectuer les petites réparations liées à l'usage de ces biens.

ARTICLE 7 – AVENANT

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci, autorisé par une délibération de la Ville et du Conseil d'Administration de l'association.

ARTICLE 8 - ASSURANCE

L'association souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paie les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant. Elle veillera notamment à assurer les biens meubles ou mobilier concernés contre tout dommage pouvant les atteindre.
En tout état de cause, la ville se réserve le droit de saisir directement l'assurance de l'association afin de couvrir les frais de tout sinistre dont elle serait la cause.

ARTICLE 9 – EXPIRATION

A l'expiration de la présente convention et en cas de non-renouvellement, l'occupant devra libérer les lieux et restituer l'intégralité des biens mis à sa disposition (matériel et mobilier), le tout en bon état d'entretien et de propreté. Cette restitution fera l'objet d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 10 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Ce délai peut être ramené à 48 heures si un intérêt public l'exige expressément.

Hem, le

Pour le Maire et par délégation L'adjointe à l'environnement, à la nature en ville aux Espaces Naturels et aux aides au Développement Durable,	Pour l'association, Le Président
Anne DASSONVILLE	M.

COORDONNEES D'ASSURANCE :
Compagnie :
n° de police :
Date de signature du contrat :
Date d'échéance

DEL/2023/UR
TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE)
Actualisation

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a procédé à une deuxième refonte du régime et a substitué automatiquement la TLPE aux précédentes taxes communales sur les emplacements publicitaires fixes mais laissant aux communes la possibilité de délibérer à nouveau.

Par délibération n° DEL/2010/UR/146 en date du 16 décembre 2010, le conseil municipal a décidé l'exonération de droit des enseignes inférieures ou égales à 7m² et a approuvé les tarifs de droit commun de la taxe locale sur la publicité extérieure.

Pour permettre une meilleure attractivité des surfaces de vente des commerçants, le conseil municipal a par délibération n° DEL/2011/UR/124 en date du 9 novembre 2011, décidé d'exonérer les enseignes, autres que scellées au sol, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 12m² et de prévoir une réfaction de 50% pour les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12m² et égale au plus à 20m² et a approuvé les tarifs de droit commun de la taxe locale sur la publicité extérieure.

A compter du 1er janvier 2014, il est prévu une indexation annuelle automatique de l'ensemble des tarifs sur l'inflation.

En vertu de la libre administration des collectivités territoriales, le conseil municipal a, par délibérations annuelles successives, approuvé les tarifs applicables sur la commune.

Toutefois, pour assurer une complète publicité des tarifs applicables aux redevables, le gouvernement préconise aux communes de faire figurer les tarifs tels qu'actualisés par la revalorisation annuelle dans une nouvelle délibération.

Il convient, pour l'exercice 2024, de fixer les tarifs applicables établis conformément aux articles L2333-6 à L2333-16 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) et dans la limite des tarifs plafonds.

La présente délibération a donc pour but d'intégrer l'inflation aux tarifs de la TLPE pour l'année d'exercice 2024.

Le montant de la TLPE varie selon les caractéristiques des supports publicitaires et la taille de la collectivité. Chaque année, les tarifs maximaux de base sont relevés, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, de la pénultième année.

Le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est de + 6% pour 2022 (taux de croissance IPC N-2, source INSEE). Les tarifs maximaux de base de la T.L.P.E. s'élèvent pour 2024 à 17,70 € dans les communes et les E.P.C.I. de moins de 50 000 habitants. Ils s'élevaient à 16,70 € pour 2023.

Les tarifs maximaux applicables pour 2024 seront les suivants :

ENSEIGNES					
SURFACE	Entre 0m² et 7m²	Entre 7,01m² et 12m²	Entre 12,01m² et 20m²	Entre 20,01m² et 50m²	Supérieur à 50,01m²
EXONERATION	Exonération	Exonération (autres que scellées au sol)	/	/	/
REFACTION	/	/	Réfaction de 50%	/	/
TARIFS/an/m²	**0€**	**0€**	**17,70€**	**35,40€**	**70,80€**

PRE-ENSEIGNES ET DISPOSITIFS PUBLICITAIRES				
DISPOSITIF	***NON NUMERIQUE***		***NUMERIQUE***	
SURFACE	Inférieur ou égal à 50m²	Supérieur à 50,01m²	Inférieur ou égal à 50m²	Supérieur à 50,01m²
TARIFS/an/m²	**17,70€**	**35,40€**	**53,10€**	**106,20€**

Vu l'avis conforme de la commission Urbanisme et Travaux du 2 juin 2023,

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'appliquer les tarifs précités au titre de l'exercice 2024.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire

DEL/2023/UR/
BILAN FONCIER : ACQUISITIONS ET CESSIONS REALISEES PAR LA COMMUNE EN 2022

Monsieur le Maire rappelle que, dans le cadre de la loi N° 2009-526 du 12 mai 2009 et notamment son article 121, le bilan des acquisitions et des cessions opérées par la ville doit être présenté chaque année au conseil municipal.

Vu l'article L 2241-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu le tableau ci-annexé,

Vu la délibération DEL/2021/UR/64 du 27 mai 2021 portant sur la cession par la Ville des parcelles cadastrées AI 495, 496 et 541, sises rue Racine, à usage de stationnement, au profit de la Métropole Européenne de Lille,

Vu la délibération DEL/2021/ST/95 du 1er juillet 2021 portant sur l'acquisition par la Ville des parcelles cadastrées AS 271, 261, 262, 263, 265, 266, sises 1 rue du 6 Juin 1944, dans le cadre d'une opération d'aménagement appartenant à M et Mme TOP,

Vu la délibération DEL/2021/UR/167 du 16 décembre 2021 portant sur la cession par la Ville de la parcelle cadastrée BB1017, sise rue des Vosges, au profit de Monsieur et Madame MATUSZEWSKI,

Vu la délibération DEL/2022/UR/76 du 30 juin 2022 portant sur l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée BA 335, sise 421 rue Jules Guesde, dans le cadre d'une opération d'aménagement,

Considérant que les éléments de ce bilan sont annexés au compte administratif de la commune,

Vu l'avis conforme de la Commission Urbanisme et Travaux du 2 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

1. D'approuver le bilan annuel des cessions et acquisitions réalisées au cours de l'année 2022,
2. De l'autoriser à signer tous les actes et documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

ANNEXES

ACQUISITIONS

Délibérations	Nature du bien	Projet	Adresse	Acquéreur	Parcelles	Date de l'acte	Prix
DEL/2022/UR/76	Habitation	Opération d'aménagement sur un emplacement réservé	421 rue Jules Guesde	Ville de Hem	BA 335	09/11/2022	290 000€
DEL/2021/ST/95	Habitation et terrains	Projet d'aménagement de l'ancien CTM	1 rue du 6 Juin 1944	Ville de Hem	AS 271 AS 261 AS 262 AS 263 AS 265 AS 266 pp	18/03/2022	75 000€

CESSIONS

Délibérations	Nature du bien	Projet	Adresse	Acquéreur	Parcelles	Date de l'acte	Prix
DEL/2021/UR/64	Parkings public voirie	Cession à la MEL à titre gratuit	Rue Racine	Métropole Européenne de Lille	AI 495 AI 496 AI 541	18/10/2022 pour le cédant 05/12/2022 pour le cessionnaire	0€
DEL/2021/UR/167	Espace vert	Demande par les riverains afin d'agrandir leur jardin	Rue des Vosges	Monsieur et Madame MATUSZEWSKI	BB1017	07/07/2022	7 600€

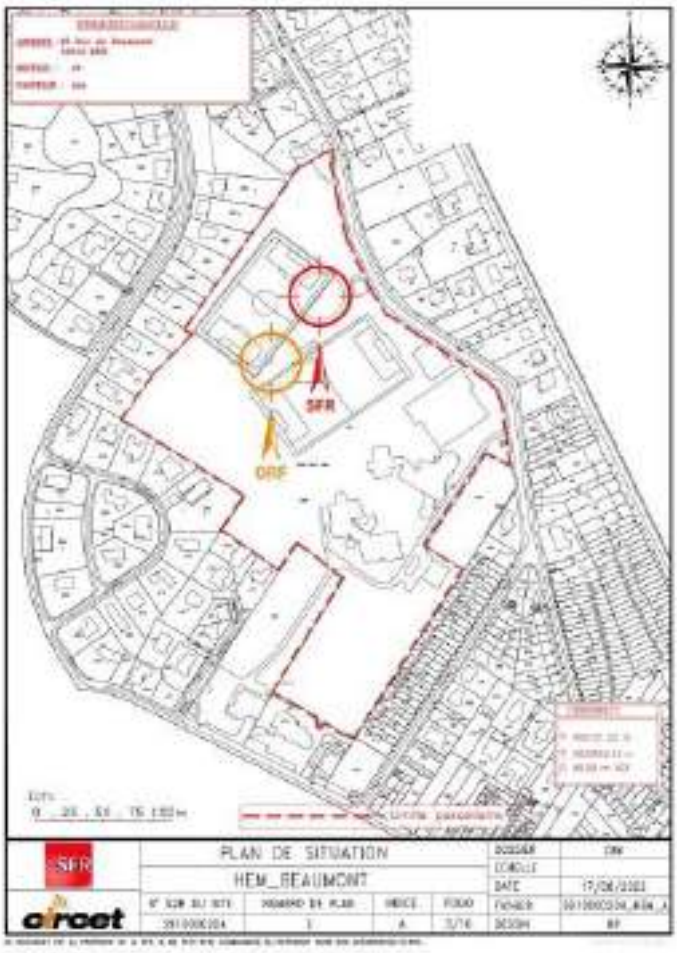
DEL/2023/UR/
Installation de deux antennes radioélectriques dans le stade Dubus

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la Loi ELAN promulguée en novembre 2018 a permis aux opérateurs de développer des moyens complémentaires pour atteindre les objectifs de couverture de l'ensemble du territoire en très haut débit par une simplification des démarches administratives. Aujourd'hui la ville de hem a un déficit important de couverture en radiotéléphonie.

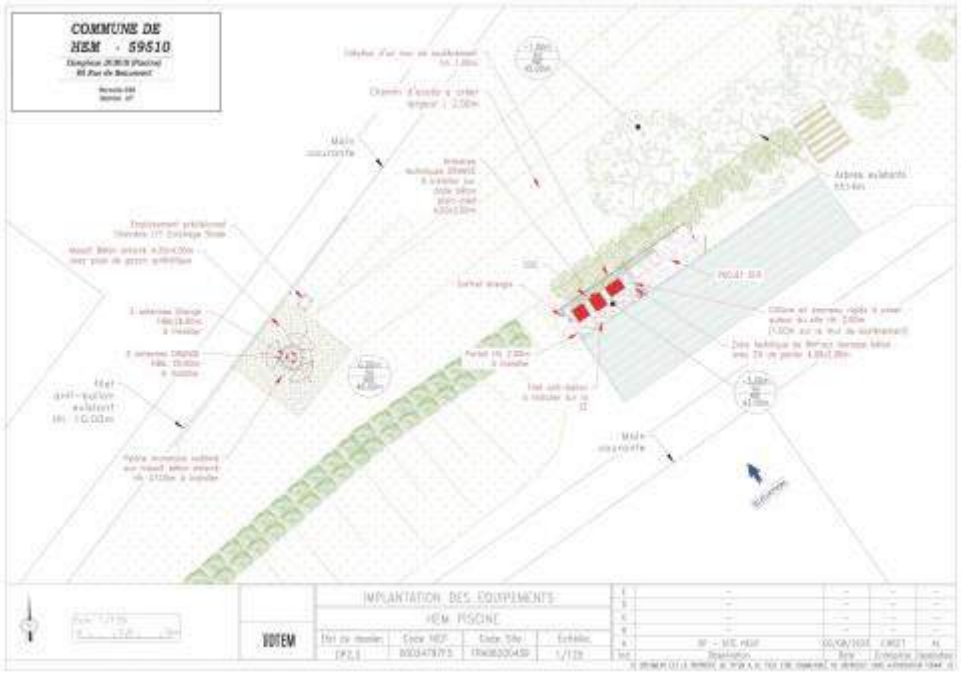
La ville de Hem, soucieuse des impacts qu'impliquer l'installation d'antennes radioélectriques, favorise la mutualisation des emplacements entre les différents opérateurs et émet un avis défavorable à la demande de travaux quand le lieu retenu n'est pas opportun et ne s'intègre pas dans l'environnement immédiat.

L'implantation des deux antennes sur le site Dubus a fait l'objet d'études par l'entreprise CIRCET France pour le compte des entreprises TOTEM (filiale d'Orange) et SFR.
Celle-ci permettra aux opérateurs de couvrir le centre de Hem actuellement mal desservis.

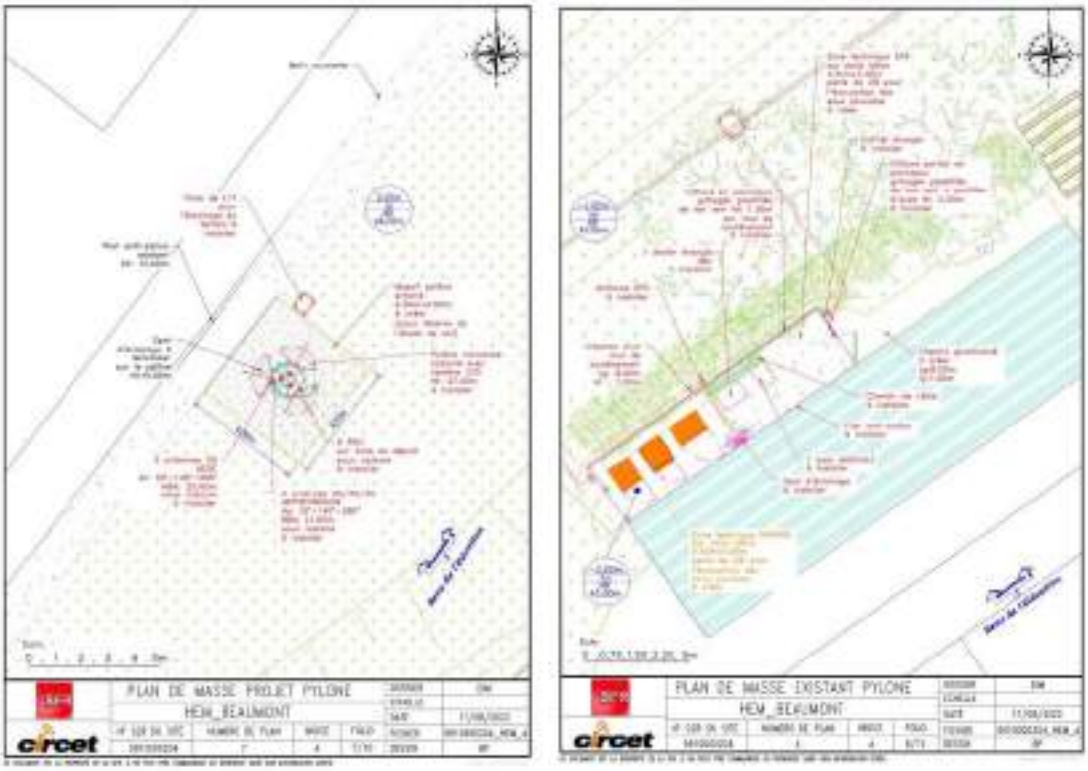
La commune mettra à disposition un emplacement d'environ 30m² par pylône sur la parcelle AT 358.
Les pylônes seront installés en lieu et place des mats d'éclairages actuel et serviront de support pour de nouveaux éclairages.
Le montant annuel de la redevance est fixé à 7030€ HT par pylône.
Cette dernière sera revalorisée annuellement à un taux fixe de 2%.
La durée est fixée à 12 ans avec tacite reconduction par période de six ans.



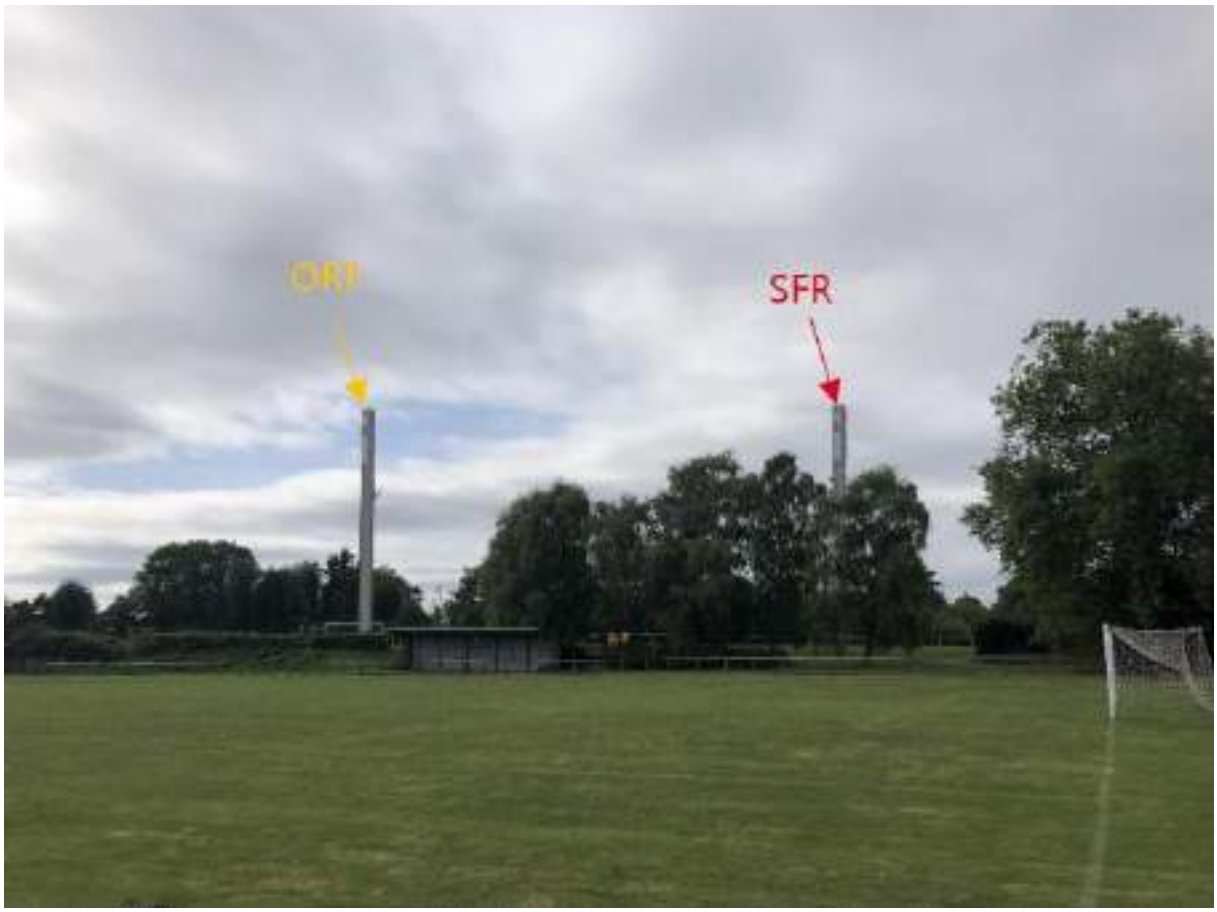
PLAN DE SITUATION



PLAN MASSE DES INSTALLATIONS ORANGE



PLAN MASSSE DES INSTALLATIONS SFR



PHOTOMONTAGE DES ANTENNES

Monsieur le Maire rappelle que le projet d'implantation de ces antennes sera soumis à autorisation d'urbanisme.

Vu l'avis conforme de la Commission Urbanisme et Travaux du 2 juin 2023,

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal :

1. d'autoriser l'exploitation par la société TOTEM d'une emprise d'environ 30m² de la parcelle AT358 appartenant au domaine privé de la commune , conformément au projet de convention et au dossier d'information du public qui sont tous deux annexés à la présente délibération.
2. d'autoriser l'exploitation par la société SFR d'une emprise d'environ 30m² de la parcelle AT358 appartenant au domaine privé de la commune , conformément au projet de convention et au dossier d'information du public qui sont tous deux annexés à la présente délibération.
3. de l'autoriser à signer tous les actes et documents relatifs à ces opérations

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

CONVENTION
POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE RADIOTÉLÉPHONIE
SUR UN TERRAIN

Entre les soussignées :

1) L**a Commune de HEM**, sise en l'Hôtel de Ville 42 rue du général Leclerc à HEM (59510), représentée par Monsieur Francis VERCAMER, agissant aux présentes en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 22/06/2023,

Ci-après dénommée **« LE PROPRIETAIRE**"
D'une part,

et :

2) LA SOCIETE FRANÇAISE DU RADIOTELEPHONE SFR, Société Anonyme au capital **3.423.265.720** €, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 343 059 564, dont le siège social est sis 16 rue du général A. de Boissieu à Paris 15ème, représentée par madame Estelle Guyot
agissant aux présentes en qualité de Responsable Patrimoine et Environnement Nord-Est dûment habilité aux fins de signature des présentes**.**

ci-après dénommée « **LE PRENEUR** ».

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

IL A ÉTÉ EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT

SFR exploite des réseaux de télécommunications sur le territoire français.

Dans ce cadre, SFR souhaite procéder à l'installation de dispositifs d'antennes et d'équipements techniques reliés à des réseaux de télécommunications.

Quant à la COMMUNE DE HEM *est* propriétaire d'un terrain situé Complexe sportif DUBUS, rue de Beaumont à HEM (59510) sur la parcelle cadastrée numéro 358 section AT susceptible de servir de site d'émission-réception.

Aussi, après en avoir conjointement étudié la faisabilité technique, les Parties sont convenues ce qui suit :

ARTICLE 1 : <u>OBJET DU CONTRAT</u>

Le PROPRIETAIRE donne en location au PRENEUR un emplacement d'une surface de 30 m² environ situé dans les emprises du terrain sis à HEM (59510), rue Beaumont, complexe sportif Dubus, références cadastrales section AT N° 358 (ci-après les « Lieux Loués »), selon le plan ci-après annexé (Annexe 1).

Cet emplacement est destiné à accueillir des installations de télécommunications et composé des équipements suivants :

- un pylône d'une hauteur de 27 (vingt-sept) mètres environ, supportant divers dispositifs d'antennes d'émission-réception et faisceaux hertziens ;

- un local technique ou des armoires techniques (et le cas échéant des dispositifs de climatisation).

Le PROPRIETAIRE autorise le PRENEUR à raccorder entre eux par câbles, notamment en aérien et/ou en sous-sol, les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder le local technique (ou les armoires techniques), notamment aux réseaux d'énergie et de télécommunications. Le PROPRIETAIRE autorise ainsi le PRENEUR à raccorder tous branchements et installations nécessaires au fonctionnement de ces équipements.

ARTICLE 2 : <u>DESTINATION DES LIEUX LOUES</u>

Les Lieux Loués visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du Code de commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour le PRENEUR.

ARTICLE 3 : <u>GARANTIE DE JOUISSANCE DES LIEUX LOUES</u>

Le PROPRIETAIRE déclare que les Lieux Loués visés en Annexe 1 sont actuellement libres de toute location ou occupation par un tiers, et qu'il en sera de même le jour de la prise de possession effective des Lieux loués.

Le PROPRIETAIRE s'engage à notifier dans les meilleurs délais au PRENEUR tout changement de propriétaire, gestionnaire et/ ou mandataire des Lieux Loués et plus généralement toute information relative à la zone sur laquelle sont situés les Lieux Loués susceptibles d'impacter leurs conditions normales d'utilisation.

ARTICLE 4 : <u>DURÉE</u>

La présente convention est conclue pour une durée de DOUZE (12) années qui prendra effet le premier (1er) jour du mois suivant sa date de signature par les Parties.

Elle sera ensuite tacitement reconduite par périodes successives de SIX (6) années, sauf résiliation de l'une des Parties adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de VINGT QUATRE (24) mois au moins avant chaque échéance.

La présente convention pourra être résiliée par le PRENEUR à tout moment, à charge pour lui de prévenir LE PROPRIÉTAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception au moins TROIS (3) mois à l'avance, dans les cas suivants :

- En cas de retrait, non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles, de rachat sous toutes formes de SFR, ou d'achat d'une société de télécommunications par SFR ;
- En cas de recours d'un tiers (quelle que soit la forme du recours),

- En cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour le PRENEUR - notamment l'évolution de l'architecture des réseaux exploités sur les Lieux Loués.

Dans cette dernière hypothèse, le PRENEUR abandonnera au PROPRIÉTAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

Le PRENEUR fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires. En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

Il est expressément convenu que le PROPRIETAIRE s'engage pour le cas où une proposition de location future et/ou concession d'un droit réel des Lieux Loués lui est faite par une tierce personne pour l'expiration de la présente et ses renouvellements, à accorder un droit prioritaire au PRENEUR afin de s'aligner sur cette proposition. Le PROPRIETAIRE devra notifier cette offre prioritairement au PRENEUR par lettre recommandée avec accusé de réception. Le PRENEUR aura un délai de TROIS (3) mois à compter de la réception de cette offre pour notifier son acceptation ou son refus. A l'expiration de ce délai, le silence du Preneur vaudra renonciation.

ARTICLE 5 : ASSURANCES - RESPONSABILITÉ

1) Assurances

Le PRENEUR sera tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant les risques d'incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile en général.

Dans le cas où l'installation technique du PRENEUR entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par le PROPRIÉTAIRE pour garantir son terrain, LE PRENEUR lui remboursera, sur justificatifs de la compagnie d'assurances, le montant supplémentaire de la prime.

2) Responsabilité en cours d'installation

Le PRENEUR devra procéder ou faire procéder à l'installation des équipements techniques, dispositifs d'antennes et câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité. Il sera fait appel pour cela à une ou plusieurs sociétés spécialisées dûment qualifiées, le tout, à ses frais exclusifs.

3) Responsabilité entre les Parties

Les Parties supporteront les conséquences des dommages qui leurs sont directement imputables et susceptibles d'être causés à l'autre partie.

A ce titre, le PRENEUR répondra desdits dommages dans la mesure où ceux-ci trouvent directement et exclusivement leur source dans l'exploitation des Lieux Loués, objet de la présente convention.

ARTICLE 6 : ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Pendant toute la durée de la convention, le PRENEUR s'assurera que le fonctionnement des équipements techniques installés sur les Lieux Loués soit toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour le PRENEUR de s'y conformer dans les délais légaux, ce dernier suspendra ou fera suspendre les émissions des équipements concernés jusqu'à leur mise en conformité. Dans cette hypothèse, le PRENEUR pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnité.

Le PROPRIETAIRE reconnaît avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais de téléphonie mobile » jointe en annexe.

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement, un état des risques et pollutions est, le cas échéant, fourni au PRENEUR à partir des informations préfectorales et annexé aux présentes.

ARTICLE 7 : OPPOSABILITÉ A L'ACQUÉREUR DU TERRAIN

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels du terrain objet de la présente convention conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil ; le PROPRIÉTAIRE devra rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 8 : PACTE DE PREFERENCE

Le PROPRIETAIRE s'engage dès à présent à faire bénéficier au PRENEUR d'un droit de préférence en cas de vente du terrain mis à disposition aux termes des présentes, défini en Annexe 1, par lui-même ou ses ayants-droits.

En cas de vente dudit terrain, le PRENEUR dispose donc d'un droit de préférence pour se rendre acquéreur aux mêmes conditions, charges, modalités et prix auxquels le PROPRIETAIRE aurait traité. Ces conditions ainsi que l'identité de la personne avec laquelle celles-ci ont été arrêtées doivent lui être communiquées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Ce courrier recommandé doit préciser formellement qu'il est adressé en exécution des stipulations de la vente à intervenir, faute de quoi le délai ci-après ne s'ouvrira pas.

Dès réception du courrier recommandé, le PRENEUR dispose d'un délai de TRENTE (30) jours pour informer le PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de son refus ou de son acceptation d'acquérir ledit terrain. Son silence équivaut à une renonciation à son droit de préférence.

En cas d'adjudication, le PRENEUR a un droit de préférence pour se porter adjudicataire aux mêmes conditions, charges, modalités et prix que le dernier enchérisseur. Le PRENEUR ne peut exercer son droit qu'aussitôt après extinction du dernier feu et avant la clôture du procès-verbal. Son silence équivaut à une renonciation à son droit de préférence. Pour lui permettre d'exercer son droit de préférence, le PRENEUR doit être informé de l'adjudication par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins QUINZE (15) jours avant la date fixée pour celle-ci. Cette lettre recommandée doit réitérer les modalités d'exercice du pacte de préférence.

Le PRENEUR pourra céder le présent pacte de préférence dans les mêmes formes et conditions que la présente convention, sous réserve de la cession concomitante des présentes.

ARTICLE 9 : ENTRETIEN – RÉPARATIONS

1) Entretien et Réparation sur les lieux loués et l'installation

Sur le terrain

Le PRENEUR s'engage à maintenir les Lieux Loués en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.

Sur l'installation technique

Le PRENEUR devra entretenir ses équipements techniques dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au PROPRIÉTAIRE et/ou aux occupants des Lieux Loués

2) Travaux du Propriétaire

Durant l'exécution de la présente convention, le PROPRIÉTAIRE s'engage à ne pas interrompre les services exploités par le PRENEUR et exploitants des Lieux Loués.

Toutefois, dans le cas où des travaux de réparation ou de modification effectués par le PROPRIETAIRE sur le terrain nécessiteraient le déplacement ou le retrait de tout ou partie des installations du PRENEUR, celui-ci s'engage à effectuer lui-même, à ses frais et sans aucune indemnité, la dépose, la protection, et la remise en place des installations après en avoir été avisée par lettre recommandée avec avis de réception adressée par le PROPRIETAIRE au moins SIX (6) mois à l'avance.

Le PROPRIÉTAIRE s'efforcera alors de trouver un autre emplacement susceptible d'accueillir les installations du PRENEUR lui permettant d'assurer la qualité et la continuité de ses services.

Ces travaux de déplacement engendrant un réinvestissement pour le PRENEUR non prévu à la signature de la présente convention, les Parties conviennent de prolonger cette dernière pour une durée de SIX (6) ans suivant la date d'expiration de la présente convention, au moment de la notification des travaux par le PROPRIETAIRE.

En cas d'impossibilité matérielle avérée, pour le PROPRIÉTAIRE de mettre à disposition du PRENEUR un emplacement de substitution, la présente convention pourra être résiliée à la seule initiative du PRENEUR sans préavis ni indemnité de part ou d'autre.

3) Restitution des Lieux Loués

En fin d'occupation, quelle qu'en soit la cause, le PRENEUR ne reprendra pas les éléments non dissociables (améliorations et installations) qu'il aurait incorporés à la parcelle.

ARTICLE 10 : ACCÈS AUX INSTALLATIONS

Le PRENEUR et toutes personnes intervenant pour son compte (préposés, sous-traitant et tous tiers autorisés et/ou accompagnés) auront en permanence libre accès à leurs installations, tant pour les besoins de l'implantation du matériel que pour ceux de leur maintenance et entretien.

Le PROPRIETAIRE autorise Le PRENEUR à réaliser les aménagements nécessaires pour permettre aux personnes intervenant pour son compte d'accéder aux équipements techniques en toute sécurité et dans le respect de la réglementation applicable.

Sauf cas de force majeure dûment justifié au PRENEUR, le PROPRIETAIRE ou toute personne agissant pour son compte ne pourra en aucun cas déplacer ou intervenir sur les installations de quelque façon que ce soit et pour quelque raison que ce soit sans l'accord préalable et écrit du PRENEUR. En cas d'intervention du PROPRIETAIRE ou de toute personne agissant pour son compte sans accord préalable du PRENEUR, le PROPRIETAIRE supportera toutes les conséquences dommageables pouvant résulter de ces actes.

De plus, le PROPRIETAIRE ou toute personne agissant pour son compte, contactera le PRENEUR avant toute intervention à proximité des installations conformément à l'annexe « Fiche de demande d'interruption temporaire des émissions d'un site…» pour obtenir les consignes particulières à respecter relatives aux équipements en place.

Le PROPRIETAIRE accepte que le PRENEUR réalise à ses frais les balisages relatifs au périmètre de sécurité sur le site objet des présentes et l'affichage requis en la matière par la réglementation en vigueur, dont le PROPRIETAIRE reconnaît, par ailleurs être parfaitement informé et qu'il s'engage en outre à respecter.

De même, le PROPRIETAIRE s'engage à informer toute personne mandatée par lui-même de ladite réglementation, ainsi que des balisages et consignes de sécurité affichées par le PRENEUR.

Par ailleurs, le PROPRIETAIRE s'engage à informer, préalablement et par écrit dans le délai de QUINZE (15) jours, le PRENEUR de toute intervention (n'impactant pas les équipements techniques) prévue dans le périmètre de sécurité des équipements techniques afin que le PRENEUR puisse prendre toute mesure utile s'il y a lieu.

Le PROPRIETAIRE garantit au PRENEUR et à toute personne exploitant des équipements techniques installés sur les Lieux Loués un accès permanent, à toute heure (24H/24 et 7j/7).Le PROPRIETAIRE avertira le PRENEUR de tout changement des modalités d'accès dans les meilleurs délais.

Les dispositions susvisées constituent des stipulations essentielles sans lesquelles le PRENEUR n'aurait pas contracté.

ARTICLE 11 : <u>AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES</u>

1) Dans l'hypothèse où des antennes d'émission réception seraient déjà installées à proximité des Lieux Loués, le PRENEUR s'engage, avant l'installation des Equipements Techniques, à réaliser à sa charge financière, les études de compatibilité avec lesdits équipements ainsi que leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, la convention sera résolue de plein droit.

Dans tous les cas, le PROPRIETAIRE s'engage, avant d'autoriser tout nouvel arrivant à installer ses équipements techniques à proximité des Lieux Loués, à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel arrivant, des études de compatibilité avec les installations de télécommunications du PRENEUR, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par le nouvel arrivant ne pourront être installés.

2) Le PRENEUR pourra procéder aux modifications et / ou extensions qu'il jugera nécessaire à l'exploitation des Lieux Loués, quelle que soit la technologie, dans la limite des Lieux Loués déterminés en Annexe 1. Cette disposition constitue une stipulation essentielle sans laquelle le PRENEUR n'aurait pas contracté.

ARTICLE 12 : <u>SOUS-LOCATION ET CESSION</u>

1) Le PRENEUR est autorisé à sous louer les Lieux Loués, totalement et/ou partiellement, et notamment à tous les opérateurs ayant conclus un contrat avec lui. Dans le cas où un opérateur manifeste son intérêt afin de s'installer à proximité des Lieux Loués, le PROPRIETAIRE lui communiquera les coordonnées du PRENEUR afin de convenir d'un contrat de service en vue de son installation.

2) Après en avoir avisé le PROPRIÉTAIRE, le PRENEUR pourra céder la présente convention.

3) Il est d'ores et déjà convenu que SFR pourra céder la présente convention à la société HIVORY SAS.

Dans cette hypothèse et conformément à l'article 1216-1 du Code civil, à compter de la prise d'effet de la cession, laquelle sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, SFR sera intégralement libéré des dispositions de la présente convention et seul HIVORY répondra au PROPRIETAIRE de son exécution.

ARTICLE 13 : LOYER

1) Le loyer est fixé à un montant forfaitaire annuel d'un montant de 7030 €. H.T. (sept mille trente Euros Hors Taxes), net de toutes charges, à régler annuellement, par avance, par virement bancaire selon les modalités définies ci-après.

2) Le PROPRIETAIRE présentera un titre de recette référencé G2R 5910000204 (suivant le modèle joint en annexe 5) faisant apparaître le numéro de TVA, si le PROPRIETAIRE y est assujetti, et qui sera adressé à :

SFR
Service comptabilité – GLS
16 rue du Général Alain du Boissieu
75015 PARIS

La première d'entre elles sera accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire et indiquera le numéro d'identifiant TVA du PROPRIETAIRE, dans l'hypothèse où ce dernier y est assujetti.

Le PROPRIÉTAIRE pourra adresser toutes correspondances liées au loyer avec la mention / N° G2R 5910000204 à l'adresse suivante :

SFR- GLS
Service Comptabilité
16 rue du général A. de Boissieu
75015 PARIS

Les paiements seront effectués dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception dudit titre, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante (60) jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

Le loyer visé ci-dessus augmentera de (2 %) par an pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes.

ARTICLE 14 : RACCORDEMENT EN FLUIDES

Le PRENEUR et/ou les exploitants des équipements souscriront en leur nom propre les abonnements inhérents aux raccordements des équipements techniques. Le PROPRIETAIRE s'engage à fournir toutes les autorisations et documentations nécessaires pour effectuer ces raccordements.

(Néanmoins, en cas d'impossibilité technique pour Le PRENEUR et/ou les exploitants des équipements de souscrire leurs propres abonnements, et sous réserve d'avoir obtenu l'autorisation du fournisseur d'énergie, le PROPRIÉTAIRE autorise Le PRENEUR et/ou les exploitants des équipements à se raccorder aux installations existantes moyennant l'installation à leurs frais d'un compteur défalcateur. Le PRENEUR et/ou les exploitants des équipements rembourseront la consommation en énergie électrique de la station, au tarif EDF en vigueur, en fonction des indications du compteur défalcateur.)

ARTICLE 15 : NULLITE RELATIVE

Si une ou plusieurs stipulations des présentes sont tenues pour non valides, ou déclarées comme telles en application d'une loi, un règlement, ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

ARTICLE 16 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels la présente convention, ses annexes et tous autres documents, informations et données, quel qu'en soit le support, que les Parties ont eu à échanger au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.
Le présent engagement est pris pour une période égale à la durée du présent bail et de ses reconductions ou renouvellement éventuels, augmentée de deux (2) ans à compter de la fin de ladite convention quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 17 : ENGAGEMENT ETHIQUE ET ANTICORRUPTION

Les Parties s'engagent à exécuter le Contrat dans le respect des lois et règlements applicables.
Le PROPRIETAIRE déclare en outre avoir été expressément informé de la politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence mise en place par le groupe Altice.

Les Parties déclarent être parfaitement informées et se conformer aux dispositions des articles 432-11, 433-1 et suivants, 435-1 et suivants, 435-3 et suivants, 435-7 et suivants et 435-9 et suivants du code pénal français relatifs à la corruption et au trafic d'influence.

Les Parties s'engagent notamment à prohiber toute pratique, sous quelque forme que ce soit, en France ou à l'étranger, pouvant être considérée comme de la corruption et/ou du trafic d'influence au sens de la loi française et de toute loi applicable, et notamment à ne pas :

-proposer, promettre, donner, directement ou indirectement (y compris par le biais d'une tierce partie et/ou tout acteur de sa chaîne contractuelle), à toute personne, tout paiement, cadeau ou tout autre avantage, de quelque nature que ce soit, pour elle ou pour autrui, en vue d'accomplir, retarder ou s'abstenir d'accomplir un acte entrant, d'une façon directe ou indirecte, dans le cadre de ses fonctions, de sa mission ou de son mandat ou afin d'abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

-solliciter, accepter ou recevoir, directement ou indirectement (y compris par le biais d'une tierce partie et/ou tout acteur de sa chaîne contractuelle), tout paiement, cadeau ou tout autre avantage, de quelque nature que ce soit, pour elle ou pour autrui, en vue d'accomplir, retarder ou s'abstenir d'accomplir un acte entrant, d'une façon directe ou indirecte, dans le cadre de ses fonctions, de sa mission ou de son mandat ou afin d'abuser de son influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir d'une autorité ou d'une administration publique des distinctions, des emplois, des marchés ou toute autre décision favorable.

Les Parties s'engagent à exiger de leurs dirigeants, salariés, cocontractants, agents, intermédiaires, sous-traitants, fournisseurs, prestataires, et de tout autre tierce partie intervenant dans le cadre du Contrat, qu'ils appliquent le même engagement éthique et anticorruption que celui prévu au présent article.

Les Parties s'engagent à s'informer dans un délai raisonnable de tout évènement qui serait porté à leur connaissance relatif au non-respect de cette clause dans le cadre de la signature, de l'exécution ou de la résiliation du Contrat.
Le PROPRIETAIRE s'engage expressément à répondre favorablement à première demande aux demandes d'informations et questionnaires adressés par le groupe Altice dans le cadre de la présente clause.

ARTICLE 18 : <u>DONNEES PERSONNELLES</u>

Les données collectées dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont utilisées par SFR pour la gestion de son patrimoine.

Conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données en date du 27 avril 2016, le PROPRIETAIRE dispose d'un droit d'accès ainsi que d'un droit d'information complémentaire, de rectification et, le cas échéant, d'opposition sur les données le concernant.

Il peut s'opposer à tout moment à leur communication à des tiers. Il peut exercer ses droits en envoyant un courrier mentionnant ses nom, prénom, numéro de site, et en y joignant une copie de sa pièce d'identité à l'adresse de facturation mentionnée dans la présente convention.

Fait à ___,
Le __/__/____,
En DEUX exemplaires originaux
De 18 pages chacun.

Fait à Hem,
Le Propriétaire

Monsieur Francis Vercamer
Maire de la commune de Hem

Fait à Metz
Le Preneur

Madame Estelle Guyot
Responsable Patrimoine et
Environnement Nord-Est

ANNEXE 1 : PLAN DES SURFACES LOUEES

ANNEXE 2 : FICHE D'INFORMATION « ANTENNES-RELAIS DE TELEPHONIE MOBILE »

Antennes-relais
de téléphonie **mobile**

Janvier 2017

www.radiofrequences.gouv.fr

La téléphonie mobile est aujourd'hui une technologie de communication très courante dans le monde. En France, environ 92% de la population utilise des téléphones mobiles.
Pour établir les communications, un réseau d'antennes-relais est installé sur tout le territoire.

Ce réseau est en constante évolution pour s'adapter aux besoins des utilisateurs. En effet, si depuis l'origine la téléphonie mobile permet de transmettre de la voix et des textes courts SMS (antennes-relais 2G de 2e génération ou 2G), aujourd'hui beaucoup d'autres usages se développent comme les MMS vidéo, l'accès à internet, la télévision, ... (antennes-relais de 3e et 4e génération 3G et 4G).

QUE SAIT-ON DES EFFETS SANITAIRES LIÉS AUX ANTENNES-RELAIS ?

Que disent les experts ?
Il est établi qu'une exposition aigue de forte intensité aux champs électromagnétiques radiofréquences peut provoquer des effets thermiques, c'est-à-dire une augmentation de la température des tissus. C'est pour empêcher l'apparition de ces effets thermiques que des valeurs limites d'exposition ont été élaborées.

Des interrogations subsistent sur d'éventuels effets à long terme pour des utilisateurs intensifs de téléphones mobiles, dont l'usage conduit à des niveaux d'exposition très nettement supérieurs à ceux qui sont constatés à proximité des antennes-relais. C'est la raison pour laquelle les champs électromagnétiques radiofréquences ont été classés, en mai 2011, par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) en « peut-être cancérogène », en raison d'un nombre très limité de données suggérant un effet cancérogène chez l'homme et de résultats insuffisants chez l'animal de laboratoire, rejoignant en cela l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié en 2009 et mis à jour en 2013.

Les conclusions de l'évaluation des risques ne mettent pas en évidence d'effets sanitaires avérés.

Certaines publications évoquent néanmoins une possible augmentation du risque de tumeur cérébrale, sur le long terme, pour les utilisateurs intensifs de téléphones portables. Les conclusions de l'expertise sont donc en cohérence avec le classement proposé par le CIRC. Par ailleurs, l'expertise

Chiffres clés
- **Fréquences :**
GSM (2G) : 900 MHz et 1800 MHz
UMTS (3G) : 900 MHz et 2100 MHz
LTE (4G) : 700 MHz, 800 MHz, 1800 MHz et 2600 MHz
- **Puissances :** 1 Watt à quelques dizaines de Watts
- **Portées :** 1 à 10 km

Recherche
Afin d'améliorer les connaissances sur les effets sanitaires des radiofréquences, l'Anses a été dotée par l'État d'un fonds de 2 M€ par an, alimenté par une imposition additionnelle sur les opérateurs de téléphonie mobile

fait apparaître, avec des niveaux de preuve limités, différents effets biologiques chez l'Homme ou chez l'animal : ils peuvent concerner le sommeil, la fertilité mâle ou encore les performances cognitives. Des effets biologiques, correspondant à des changements généralement réversibles dans le fonctionnement interne de l'organisme, peuvent ainsi être observés. Néanmoins, les experts de l'Agence n'ont pu établir un lien de causalité entre les effets biologiques décrits sur des modèles cellulaires, animaux ou chez l'Homme et d'éventuels effets sanitaires qui en résulteraient.

Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas fondé, sur une base sanitaire, de proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition pour la population générale.

PEUT-ON ÊTRE HYPERSENSIBLE AUX CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES ?

Ce terme est utilisé pour définir un ensemble de symptômes variés et non spécifiques à une pathologie particulière (maux de tête, nausées, rougeurs, picotements...) que certaines personnes attribuent à une exposition aux champs électromagnétiques. Toutefois, l'Anses indique qu'en l'état actuel des connaissances, « aucune preuve scientifique d'une relation de causalité entre l'exposition aux radiofréquences et l'hypersensibilité électromagnétique n'a pu être apportée jusqu'à présent ».
Néanmoins, on ne peut ignorer les souffrances exprimées par les personnes concernées.
C'est pourquoi un protocole d'accueil et de prise en charge de ces patients a été élaboré en collaboration avec les équipes médicales de l'hôpital Cochin à Paris. Dans ce cadre, les personnes peuvent être reçues dans différents centres de consultation de pathologie professionnelle et environnementale (CCPP).

QUELLES SONT LES VALEURS LIMITES D'EXPOSITION ?

Les valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques sont fixées, en France, par le décret 2002-775 du 3 mai 2002 et permettent d'assurer une protection contre les effets établis des champs électromagnétiques radiofréquences. À l'image de la grande majorité des pays membres de l'Union européenne, celles-ci sont issues de la recommandation du Conseil de l'Union européenne 1999/519/CE du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électromagnétiques et conformes aux recommandations de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Valeurs limites d'exposition
- 2G : 41 à 58 V/m
- 3G : 41 à 61 V/m
- 4G : 36 à 61 V/m
- Radio : 28 V/m
- Télévision : 31 à 41 V/m

On mesure l'intensité du champ électrique en volts par mètre (V/m).

QUELLES SONT LES CONDITIONS D'IMPLANTATION ?

1) Obtention d'autorisations préalables au niveau national

99 Préalablement au déploiement d'un réseau mobile, l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes

l'ARCEP) délivre une autorisation individuelle d'utilisation des fréquences à l'opérateur. Ce dernier peut déployer son réseau en installant des antennes-relais.

- Tous les émetteurs d'une puissance de plus de 5 watts doivent obtenir une autorisation de l'Agence nationale des fréquences (ANFR) pour pouvoir émettre. Les émetteurs d'une puissance comprise entre 1 et 5 watts sont uniquement soumis à déclaration.

2) Information et concertation au niveau local

- Les exploitants d'antennes existantes sur une commune transmettent, à la demande du maire ou du président d'intercommunalité, un dossier établissant l'état des lieux des antennes concernées.
- Les exploitants de nouvelles antennes-relais informent par écrit le Maire ou le président de l'intercommunalité dès la phase de recherche d'implantation et lui transmettent un dossier d'information 2 mois avant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme.
- Les exploitants d'antennes-relais qui souhaitent les modifier de façon substantielle et dont la modification serait susceptible d'avoir un impact sur le niveau de champs électromagnétiques émis doivent transmettre au maire ou au président d'intercommunalité un dossier d'information deux mois avant le début des travaux.
- Pour les installations radioélectriques ne nécessitant pas d'autorisation d'urbanisme (exemple : antennes implantées sur des pylônes existants d'opérateurs de communications électriques, de TDF ou de RTE), la transmission du dossier d'information a lieu au moins 2 mois avant le début de l'implantation de l'installation.
- À la demande du Maire, le dossier d'information peut contenir une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.
- Le dossier d'information et la simulation d'exposition (lorsqu'elle a été demandée) sont mis à disposition des habitants de la commune concernée au plus tard 10 jours après leur communication au Maire. Les habitants ont ensuite 3 semaines pour formuler leurs observations lorsque le Maire ou le président de l'intercommunalité leur ont donné cette possibilité.
- Le Préfet peut, lorsqu'il estime qu'une médiation est requise, réunir une instance de concertation de sa propre initiative ou à la demande du Maire ou du président de l'intercommunalité.

3) Respect des règles d'urbanisme

Quelle que soit leur hauteur, les antennes émettrices ou réceptrices, installées sur le toit, la terrasse ou le long d'une construction existante, sont soumises à :

- déclaration préalable lorsque ni l'emprise au sol ni la surface de plancher n'excède 20 m² (article R.421-17 a) et f) du code de l'urbanisme) ;
- permis de construire au-delà de 20 m² d'emprise au sol ou de surface de plancher (article R. 421-14 a) du code de l'urbanisme) ;

Les antennes au sol constituent des constructions nouvelles et sont soumises, en application des articles R. 421-1, R. 421-2 et R. 421-9 du code de l'urbanisme, à :

- déclaration préalable lorsque leur hauteur est inférieure ou égale à 12 m et que la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 5 m² sans excéder 20 m² ;
- déclaration préalable lorsque leur hauteur est supérieure à 12 m et que ni la surface de

plancher ni l'emprise au sol n'excède 5 m² ;
- permis de construire lorsque leur hauteur est supérieure à 12 m et que la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 5 m² ;
- permis de construire, quelle que soit leur hauteur, lorsque l'emprise au sol ou la surface de plancher excède 20 m².

Ces obligations sont renforcées en site classé ou en instance de classement, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable et dans les abords de monuments historiques.

Les installations qui ne sont soumises à aucune formalité (pas de modification de l'aspect extérieur d'un immeuble existant, moins de 12 mètres de hauteur, et local technique de moins de 5 m²) doivent néanmoins respecter les règles générales d'urbanisme et, le cas échéant, les règles du plan local d'urbanisme (article L. 421-8 du code de l'urbanisme).

QUI CONTRÔLE L'EXPOSITION DU PUBLIC ?

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) est chargée du contrôle de l'exposition du public. Les résultats des mesures peuvent être consultés sur le site www.cartoradio.fr. Les organismes chargés des mesures sur le terrain doivent répondre à des exigences d'indépendance et de qualité ; ils sont obligatoirement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

Toute personne peut faire réaliser gratuitement une mesure d'exposition tant dans des locaux d'habitations privés que dans des lieux accessibles au public (formulaire de demande sur le lien : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R35088). Une telle demande doit être signée par un organisme habilité (collectivités territoriales, associations agréées de protection de l'environnement, fédérations d'associations familiales...) avant d'être adressée à l'ANFR. Par ailleurs, l'ANFR a pour mission de préciser la définition des points atypiques, lieux dans lesquels le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale, puis de les recenser et vérifier leur traitement, sous réserve de faisabilité technique.

Pour en savoir plus :
www.radiofrequences.gouv.fr
Photo : Antenne Toiture/Ile-de-France
©Arnaud Bouissou/MEDDE

ANNEXE 3 : FICHE DE DEMANDE D'INTERRUPTION TEMPORAIRE DES EMISSIONS D'UN SITE POUR LES BESOINS D'UNE INTERVENTION BAILLEUR

La demande doit être adressée au moyen de la présente fiche, dûment complétée par le Bailleur (ou son mandataire), et adressée par courrier ou courriel, au PRENEUR - Guichet Unique du Patrimoine – au moins trente (30) jours avant l'intervention afin de garantir la planification de l'interruption de service requise :

- Une seule adresse e-mail : patrimoine@sfr.com

Pour tout renseignement complémentaire, le Guichet Unique du Patrimoine, le PRENEUR est à la disposition du Bailleur du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 :

- numéro d'appel unique et gratuit : 08.05.02.10.10

Informations Référence G2R du Site: 5910000204

Demandeur (propriétaire / syndic / ou mandataire)
___

Nature de l'Intervention programmée par le bailleur (travaux ...) ___

Lieu / adresse de l'Intervention ___

Type de site du PRENEUR : ☐ Pylône ☐ Château d'eau ☐ Toiture Terrasse d'Immeuble
☐ Eglise ☐Silo ☐ Autre (à préciser) ___

Nom & Coordonnées de l'intervenant (propriétaire ou son prestataire)
___
___

Date & heure du début de l'intervention : __/__/____ __h__
Durée prévisionnelle de l'intervention en nombre de jours : ___

Désignation des éventuelles entreprises sous-traitantes intervenantes :
___
___

NOM DU DEMANDEUR / BAILLEUR	ADRESSE	TELEPHONE	SIGNATURE

Le __/__/____
A ___

ANNEXE 4 : FICHE D'ACCES ET CONTACTS BAILLEUR

1. IDENTIFICATION DU SITE ET DU BAILLEUR

NOM DU SITE : HEM (Beaumont) **N° G2R : 5910000204**

NOM DU BAILLEUR SIGNATAIRE :

Nom/Prénom de l'interlocuteur : Godefroi Malapel
Fonction : responsable Pole Patrimoine, pole Services Techniques et Aménagement
Tel : 0320667023 Mail : godefroi.malapel@ville-hem.fr

BAILLEUR REPRESENTE PAR CABINET DE GESTION : OUI ☐ NON ☒

2. CONDITIONS PARTICULIERES D'ACCES

AUTORISATION DE POSER UNE BOITE A CLEF : OUI ☒ NON ☐

CODE D'ACCES :

ACCES 24/24 H EN MAINTENANCE PREVENTIVE : OUI ☒ NON ☐

GARDIEN OU PERSONNE A CONTACTER SUR SITE :

Nom : Malapel Godefroi **Adresse** : Hôtel de ville de Hem 42, rue du Général Leclerc– 59510 HEM
Horaire : lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h à 18h **Tél** : 06.49.04.73.91
Mail : godefroi.malapel@ville-hem.fr

COMMENTAIRES ACCES :
Boite a clef a poser a proximité du portail secondaire a double vantaux afin de disposer d'un accès 24/24 et 7/7.

3. CONTACTS

Le Guichet Unique du Patrimoine (GUP) est à la disposition du Bailleur :

* **du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00**
*** une seule adresse : patrimoine@sfr.com**

3. VALIDATION BAILLEUR

Commentaire :

Fait à :

Signature Bailleur :

ANNEXE 5 : Modèle de facture

Le PROPRIETAIRE présentera une facture/ référencé G2R 5910000204, faisant apparaître le numéro de TVA, si le PROPRIETAIRE y est assujetti, et qui sera adressé à :

SFR
Service comptabilité – GLS
16 rue du Général Alain du Boissieu
75015 PARIS
comptabilitegls@sfr.com

La première d'entre elles sera accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire et indiquera le numéro d'identifiant TVA du PROPRIETAIRE, dans l'hypothèse où ce dernier y est assujetti(*).
(*)A l'assujettissement à la TVA du bailleur : si TVA, alors obligatoirement numéro de TVA intracommunautaire (règles fiscales) et SIRET

La facture devra à minima comprendre les éléments indiqués ci-dessous pour en faciliter son traitement.

Mr & Mme NOM PRENOM
ADRESSE
CP VILLE

SFR
Comptabilité GLS

16, rue du Général Alain de Boissieu
75015 PARIS

xxx, le xxxxxxx

Facture de location n°

N° G2R :	5910000204
Adresse bien loué :	Complexe sportif DUBUS, rue de Beaumont à HEM (59510)
Loyer convention	7030 €
☐Indexation au taux fixe de :	2%
Période de facturation du	JJ/MM/AAAA au JJ/MM/AAAAA
Loyer réévalué	XXXX

Total à payer HT :	xxxx €
☐ TVA : €	☐ NON ASSUJETTI
Total à payer TTC :	xxxx €

N° SIRET : Néant
N° TVA intracommunautaire : Néant

Ce montant sera viré sur compte n° BIC IBAN : XX

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de HEM, sise en l'hôtel de ville situé, 42 Rue du Général Leclerc - 59510 HEM,

représentée par **Monsieur Francis VERCAMER**, en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signatures des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 22 Juin 2023, reçue à la Préfecture le ..... jointe en annexe des présentes.

Ci-après dénommé **le Bailleur**

ET

TOTEM France, Société par actions simplifiées au capital de 416 518 500 Euros immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, dont le siège social est sis au 132 avenue de Stalingrad 94800 VILLEJUIF

Représentée par Monsieur Hervé DUBREIL en sa qualité de Directeur du Patrimoine de TOTEM France agissant au nom de TOTEM France.

Ci-après désignée **TOTEM France**

Ci-après désignés ensemble ***"Les parties"***

Exposé

TOTEM France est une société spécialisée dans l'hébergement d'Équipements Techniques. Elle possède un parc important d'infrastructures passives.

TOTEM France a notamment pour objet social toutes prestations relatives à la construction, au déploiement, à la commercialisation et à l'exploitation de sites (pylônes, etc ...), y compris les prestations d'accueil d'équipements sur sites, et toute activité connexe.

TOTEM France recherche de nouveaux emplacements susceptibles de permettre l'hébergement des infrastructures passives et des Equipements de réseaux communications électroniques.

Quant à lui, le Bailleur est propriétaire d'un terrain susceptible de permettre l'hébergement des Equipement susmentionnés.

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de signer un bail.

Cela étant exposé les Parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE I – OBJET DU BAIL

Le présent bail a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Bailleur loue à TOTEM France, qui l'accepte, l'emplacement technique défini à l'Article II afin d'y construire des infrastructures et de la commercialiser auprès des tiers.

Les Équipements Techniques pouvant appartenir soit à TOTEM France, soit à des tiers, notamment à des opérateurs de communications électroniques ci-après dénommés (« Occupants »).

ARTICLE II – EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION

II.1 – Désignation de l'emplacement

L'Emplacement mis à disposition tel que décrit à l'annexe I, sis **Rue de Beaumont Complexe DUBUS 59510 HEM** (Référence cadastrale : Section : AT - Parcelle : 358) se compose d'une surface de 30 m² environ.

Par ailleurs, le Bailleur veillera à permettre le stationnement d'un véhicule technique à proximité.

II.2 – Propriété

Toutes les infrastructures et tous les Equipements installés sur les emplacements loués ne seront pas la propriété du Bailleur.

En conséquence, le Bailleur n'aura à assumer aucune charge, réparation et imposition afférente aux dits Equipements Techniques.

II.3 – Conditions de l'autorisation

Afin d'accéder à l'Emplacement mis à disposition, le Bailleur autorise TOTEM France, ainsi que ses Occupants à utiliser le cas échéant un chemin d'accès pour les véhicules et engins d'intervention.

TOTEM France ou les Occupants et leurs préposés, leurs sous-traitants, ainsi que toute entreprise appelée à intervenir à leurs demandes, auront, en tout temps, libre accès aux équipements leur appartenant pour les besoins de la maintenance et de l'entretien des éléments d'infrastructures leur appartenant et pour procéder aux modifications et/ou extensions jugées utiles.

TOTEM France pourra accueillir librement sur les emplacements loués tous Equipements et tous occupants, dans le respect de la réglementation en vigueur, cette condition constituant un élément essentiel et déterminant sans lequel TOTEM France ne signerait pas le présent bail.

Par « Equipements », il convient d'entendre l'ensemble des matériels, à savoir notamment et selon la configuration des lieux, un pylône ou mats support(s) d'antennes, des antennes, des câbles et chemins de câbles, un éventuel local technique, des coffrets et armoires techniques, le tout relié aux réseaux électriques et de communications électroniques.

À ce titre, le Bailleur autorise TOTEM France et les occupants à raccorder entre eux par câbles les différents Equipements de télécommunications susvisées notamment aux réseaux d'énergie et de communication électroniques. Le Bailleur autorise également le passage sur sa parcelle des différents réseaux nécessaires à l'exploitation.

Le Bailleur concède à TOTEM France toute autorisation d'accès et de passage pendant toute la durée du bail afin de permettre à TOTEM France et à ses Occupants, l'accès à l'Emplacement pour les besoins de son exploitation, de son entretien et de la jouissance des Equipements Techniques.

Le Bailleur concède, dans le cadre des dispositions de l'article 682 et suivants du Code Civil et dans les conditions définies par le présent bail, à TOTEM France qui accepte à titre de servitude continue et/ou discontinue et apparente, un droit de passage pour les représentants de TOTEM France et ses Occupants.

Il est précisé que le présent bail n'est pas soumis aux dispositions relatives aux baux commerciaux.

Enfin, le Bailleur s'engage à fournir à TOTEM France l'ensemble des pièces référencées à l'Annexe II (liste des pièces à fournir).

Accès libre 24h/7j

II.4 – Travaux d'aménagement

Le Bailleur accepte que TOTEM France réalise ou laisse réaliser, dans les lieux loués, les travaux d'aménagement nécessaires à leur activité et les travaux éventuels de modification sur les surfaces louées nécessaires à la réalisation desdits travaux d'aménagement.

II.5 – Modification des Equipements

Les Equipements implantés pourront faire l'objet de toutes modifications et / ou extensions que TOTEM France jugera utiles, dès lors que celles-ci ne modifieront pas les surfaces louées par le bail

Il est expressément convenu entre les parties que toutes modifications et / ou extensions modifiant les surfaces louées seront soumises au Bailleur pour accord. Elles seront effectuées aux frais de TOTEM France.

Cependant, le Bailleur s'engage d'ores et déjà à faire ses meilleurs efforts pour mettre à disposition de TOTEM France de nouveaux emplacements si ces modifications et / ou extensions le nécessitaient.

II.6 – État des lieux

Lors de la mise à disposition effective des emplacements il sera dressé un état des lieux par acte d'huissier de justice sur désignation et aux frais de TOTEM France. Il en sera de même lors de la restitution effective des lieux loués.

II.7 – Amiante

Le Bailleur déclare et garantit que les Equipements Techniques de TOTEM France sont situés dans un immeuble qui n'est pas soumis à la réglementation applicable en matière de protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et notamment les dispositions des articles R. 1334-14 à R. 1334-22 du Code de la Santé Publique.

ARTICLE III – DATE ENTRÉE EN VIGUEUR

Le bail entrera en vigueur à compter de la date de signature des présentes.

ARTICLE IV – DURÉE

Le bail est consenti pour une durée de 12 (douze) ans à compter de sa date d'entrée en vigueur.

Au-delà de ce terme, elle sera tacitement prorogée par périodes successives de 6 (six) ans, sauf congé donné par l'une des Parties, notifié à l'autre par lettre recommandée avec avis de réception et respectant un préavis de 36 (trente-six) mois avant la date anniversaire du bail.

ARTICLE V – RÉSILIATION

Le bail pourra être résilié à l'initiative du Bailleur en cas de non-paiement des loyers aux échéances, après mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, à l'adresse de TOTEM France indiquée à l'Article « Election de domicile », et restée sans effet pendant un délai de 2 (deux) mois à compter de la date de sa réception.

Le bail pourra être résilié de plein droit à l'initiative de TOTEM France moyennant un préavis de 3 (trois) mois envoyé par lettre recommandée avec avis de réception au Bailleur dans les cas suivants :

- Refus, retrait ou annulation des autorisations administratives nécessaires à l'activité de TOTEM France et/ou à l'implantation d'Equipements
- Absence d'équipements techniques d'opérateur mobile et/ou d'occupant
- Arrêt de l'exploitation des Equipements.
- En cas de force majeure temporaire, l'exécution des obligations des Parties en vertu du présent bail sera suspendue sauf à ce que ce retard ne justifie la résolution du bail par les Parties.

En cas de résiliation pour les motifs visés au présent article, TOTEM France ne sera redevable que du loyer en cours, sans autre indemnisation.

ARTICLE VI – RESPONSABILITÉ - ASSURANCES

Chaque Partie au présent bail supportera la charge des dommages corporels et matériels qui lui sont directement imputables et susceptibles d'être causés à l'autre Partie.

A ce titre, TOTEM France répondra desdits dommages dans la mesure où ceux-ci trouvent directement et exclusivement leur source dans ses Equipements Techniques.

Il est expressément convenu, le cas de malveillances exceptées, que chaque Partie et ses assureurs renoncent à tout recours à l'encontre de l'autre Partie ainsi que des assureurs de ce dernier pour tout dommage et/ou préjudice indirect et/ou immatériel.

TOTEM France remettra à première demande l'attestation correspondante au Bailleur.

ARTICLE VII – AUTORISATIONS

TOTEM France fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exploitation du site.

A cet effet, le Bailleur s'engage à fournir à TOTEM France, dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la demande de ce dernier, tout document écrit qui serait nécessaire au dépôt des demandes d'autorisation ci-dessus mentionnées.

Le Bailleur donne dès à présent son accord à TOTEM France pour que ce dernier effectue les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation et à toute évolution des Equipements.

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'implantation et à l'exploitation des Equipements Techniques visés par les présentes, TOTEM France pourra soulever la résolution de plein droit du présent bail en le notifiant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE VIII – DROIT DE PRÉFÉRENCE/OPPOSABILITE AUX FUTURS ACQUEREURS

En cas de projet de mutation à titre onéreux, ou également à titre gratuit, vente amiable, vente judiciaire, apport en société, fusion, échange, dation en paiement, cession de titres, cession d'usufruit ou cession de droits personnels portant sur l'Emplacement, objet du présent bail, visé à l'article II et suivant le plan joint, le Bailleur s'oblige à en informer TOTEM France par courrier recommandé avec avis de réception et à lui communiquer les conditions notamment de prix fixées pour le projet ci-dessus pour que TOTEM France puisse exercer, le cas échéant, son droit de préférence, conformément aux termes de l'article 1123 du Code civil.

Le Bailleur s'engage à informer préalablement le futur acquéreur de l'existence dudit droit de préférence.

A réception du courrier visé à l'alinéa 1er, TOTEM France disposera d'un délai de 1 (un) mois pour faire connaître sa réponse au Bailleur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas d'acceptation, l'accord donné par TOTEM France vaudra promesse synallagmatique de cession.

Le Bailleur s'engage à informer sous huitaine le futur acquéreur de la volonté de la société TOTEM France de s'en prévaloir conformément à l'alinéa 2 de l'article 1123 du code civil.

À défaut de réponse au courrier visé à l'alinéa 1er dans le délai d'un mois, le silence gardé par TOTEM France vaut renonciation à exercer son droit de préférence.

En cas de renonciation par TOTEM France à exercer son droit de préférence suivi d'un changement de Bailleur, TOTEM France conservera le bénéfice de son droit de préférence en cas de nouveau projet de de mutation à titre onéreux, ou également à titre gratuit, vente amiable, vente judiciaire, apport en société, fusion, échange, dation en paiement, cession de titres , cession d'usufruit ou cession de droits personnels portant sur l'Emplacement, objet du présent bail, visé à l'article II et suivant le plan joint.

Dans le cas de mutation à titre onéreux, ou également à titre gratuit, vente amiable, vente judiciaire, apport en société, fusion, échange, dation en paiement, cession de titres, cession d'usufruit ou cession de droits personnels au profit d'un tiers, le présent bail sera opposable aux acquéreurs éventuels de la parcelle conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code civil.

ARTICLE IX – SOUS-LOCATION

TOTEM France est autorisée à sous-louer, librement à un tiers, les lieux mis à sa disposition.

ARTICLE X – CESSION DU CONTRAT

Le Bailleur s'interdit de céder à toute personne physique ou morale le présent bail sans l'accord écrit et préalable de TOTEM France.

TOTEM France s'interdit de céder à toute personne physique ou morale le bail sans l'accord du Bailleur. Par dérogation à ce qui précède, TOTEM France pourra céder librement le bail à toute société contrôlée ou qui contrôle TOTEM France, au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

ARTICLE XI – ENTRETIEN – RÉPARATIONS

XI.1 – Sur les emplacements mis à disposition

TOTEM France s'engage à maintenir les lieux loués en bon état d'entretien pendant toute la durée du présent bail.

A l'expiration du bail, TOTEM France fait son affaire personnelle de la reprise de tous les Equipements et remet le terrain en bon état d'entretien locatif compte tenu d'un usage et d'un entretien normal.

XI.2 – Sur les Equipements

TOTEM France devra entretenir les Equipements et/ou s'assurer de l'entretien des Equipements par ses occupants dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au Bailleur.

ARTICLE XII – JOUISSANCE ET OCCUPATION DU BIEN

TOTEM France ou les occupants et leurs préposés, leurs sous-traitants, ainsi que toute entreprise appelée à intervenir à leurs demandes, auront, en tout temps, libre accès aux Equipements leur appartenant pour les besoins de la maintenance et de l'entretien des éléments d'infrastructures leur appartenant et pour procéder aux modifications et/ou extensions jugées utiles.

À cet effet, le Bailleur déclare que l'Emplacement visé à l'Article II « EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION » est libre de toute location ou occupation et garantit à TOTEM France une jouissance paisible dudit Emplacement tout au long de l'exécution du présent bail.

Le Bailleur veillera, au sein de ses propriétés, à ce que pendant toute la durée du présent bail, l'espace faisant face au Point Haut et l'accès à l'Emplacement mis à disposition soit dégagé pour permettre à TOTEM France d'utiliser paisiblement et au mieux de ses capacités les emplacements.

Pendant la durée du présent bail, le Bailleur s'interdit de perturber, même indirectement, l'activité de TOTEM France et des occupants hébergés sur les infrastructures.

Le Bailleur donne dès à présent son accord pour que TOTEM France réalise toutes les démarches et travaux relatifs à la mise en place et à l'évolution des différents réseaux (téléphonie, fibre optique, électrique, eau, etc.). L'accord du Bailleur s'applique sur la ou les parcelles dont il est Bailleur qui desserve(nt) l'objet des présentes.

Le Bailleur s'engage à n'effectuer aucun acte susceptible de nuire au fonctionnement, à la maintenance et à la conservation des équipements déployés sur la parcelle.

Le Bailleur donne son accord à TOTEM France pour que cette dernière effectue les démarches liées à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à l'installation et à toute évolution du site.

ARTICLE XIII – LOYER - MODALITÉS DE PAIEMENT

XIII.1 – Loyer

Le présent bail est accepté moyennant un loyer annuel de 7030 (sept mille trente euros) Euros nets, toutes charges incluses, qui prendra effet à compter de la date d'entrée en vigueur.

De convention expresse entre les parties le loyer sera augmenté annuellement de 2 (deux) %. Cette révision interviendra de plein droit chaque année à la date anniversaire de la signature du bail, sur la base du loyer de l'année précédente.

Le Bailleur certifie à TOTEM France ne pas être assujetti à la TVA à la date de signature du présent bail et s'engage à informer TOTEM France de toute modification par lettre recommandée avec accusé de réception.

XIII.2 – Modalités de paiement

La redevance est payable à terme à échoir à chaque date anniversaire du présent bail sur présentation d'un état établi par la Trésorerie de Lannoy.

Les états, y compris le premier, seront payables par virement au plus tard 60 jours à compter de leur date d'émission.

Le Bailleur transmettra, au plus tard le jour de la signature du présent bail, les pièces nécessaires au paiement de la redevance visées à l'Annexe II.

Les états sont à établir au nom de :

TOTEM France
Gestion Immobilière
1 avenue de la gare
31120 PORTET SUR GARONNE

Les états sont à envoyer par courrier à l'adresse indiquée ci-dessus ou par voie de mail : contact.bailleurs@totemtowers.com.

Les états porteront les références suivantes: HEM_PISCINE - FRA05900715

ARTICLE XIV – CONFIDENTIALITÉ

Chacune des parties s'engage à tenir strictement confidentielles toutes les informations concernant l'autre Partie auxquelles elle pourrait avoir accès dans le cadre du présent bail, quel que soit le mode communication desdites informations.

Sauf autorisation préalable et écrite de TOTEM France, le Bailleur s'interdit notamment d'utiliser ou de divulguer, directement ou indirectement, pour son propre bénéfice ou non, à quelques tiers que ce soit, les informations qui lui seront transmises par TOTEM France, ou par les préposés de celles-ci à l'occasion de la négociation, de la conclusion, de l'exécution et/ou de la cessation des présentes.

Le Bailleur s'engage à respecter la présente obligation de confidentialité pendant un délai de 5 (cinq) ans à compter de la résiliation ou de la cessation du présent bail quel qu'en soit le motif.

A l'expiration du présent bail, pour quelque cause que ce soit, les Parties s'engagent à se restituer ou à détruire les informations qu'elles se seront communiquées.

ARTICLE XV – RESPONSABILITE SOCIALE

Le développement de la Société TOTEM France est fondé sur un ensemble de valeurs et de principes tels que figurant pour la Société TOTEM France dans sa Charte Déontologique et sa Politique Anticorruption.

Le Présent article traduit l'engagement des Parties à respecter l'ensemble des dispositions légales et règlementaires nationales, européennes et internationales qui leurs sont applicables dans la conduite de leurs activités incluant notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les normes de l'Organisation Internationale du Travail , les directives de l'OCDE (notamment celles qui concernent la lutte contre la corruption), la « Loi Sapin II », le « US Foreign Corrupt Practices Act », le « UK Bribery Act », le Code pénal français relatif aux crimes et délits financiers et économiques, ainsi également que les règles relatives aux sanctions économiques internationales (embargos) pouvant être mises en œuvre, en application du chapitre VII de la charte des Nations Unies, par l'Union Européenne, les autorités et lois américaines (y compris OFAC), les autorités et les lois françaises, ou ne pas être inscrit sur des listes notamment la « Consolidated Travel Ban and Assets Freeze List » publiée par le Comité de sanctions des Nations Unies, la « Specially Designated Nationals and Blocked Persons list » conservée par l'OFAC, la « Asset Freeze Target List » conservée le Ministère des Finances du Royaume-Uni et la liste consolidée des personnes et entités soumises à des sanctions financières européennes (ci-après les « Règles »).

En cas de modification du cadre législatif et réglementaire ainsi que de décisions de justice qui auraient pour conséquence la violation par l'une des Parties des Règles, les Parties s'engagent à introduire sans délai les adaptations nécessaires au bail pour y remédier.

Les Parties s'engagent pour leur compte, et à obtenir de leurs actionnaires, dirigeants, mandataires sociaux, employés, affiliés, sous-traitants et leurs représentants respectifs qu'ils s'engagent :

- à avoir mis en œuvre les moyens direct et indirect appropriés à la mise en œuvre effective et au maintien d'un programme de compliance afin de garantir le respect des Règles.
- à ce que (i) chacune des personnes visées au présent paragraphe et qui interviendront de façon directe ou indirecte de quelque façon que ce soit dans l'exécution du bail et (ii) l'ensemble des moyens directs ou indirects, technique, financier et opérationnel nécessaires à l'exécution des présentes qui auront été mis en œuvre par les Parties, respectent les Règles.

Afin de garantir le respect des Règles pendant toute la durée de la présente, les Parties s'engagent d'une part à faire droit à tout moment aux demandes de l'une des Parties tendant à obtenir de l'autre Partie l'ensemble des éléments justifiant de sa conformité aux Règles et d'autre part à informer l'autre Partie sans délai de tout manquement aux Règles commis par elle ou l'une quelconque des personnes visées au paragraphe précédent dont elle aurait connaissance, ainsi que des mesures correctives mises en place pour se conformer aux Règles.

En cas de non-respect par l'une des Parties des Règles et des engagements visés au présent article l'autre Partie pourra résilier le présent bail.

ARTICLE XVI – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

TOTEM France, en tant que Responsable de Traitement, met en œuvre des traitements de Données Personnelles afin de collecter, stocker, accéder et utiliser des informations relatives aux personnes concernées, et ce afin de simplifier les échanges et étapes de validation du présent bail.

Les personnes concernées par le présent traitement sont les cocontractants de TOTEM France et/ou leurs représentants.

Dans ce contexte, TOTEM France traite, en tout ou partie, les catégories de données suivantes :

- Données d'identification : Nom, prénom
- Données de contact : adresse postale, email, numéro de téléphone (fixe et mobile)
- Caractéristiques personnelles (état civil)
- Vie professionnelle (identité de la société le cas échéant)
- Données économiques et financières (IBAN/BIC)

La durée de conservation des données traitées est de 3 (trois) ans après la fin du présent bail. Les données peuvent exceptionnellement être conservées pour une durée plus longue afin de tenir compte des obligations légales incombant à TOTEM France.

L'ensemble des informations collectées est nécessaire au traitement des échanges et étapes de validation du présent bail par TOTEM France.

TOTEM France s'engage à ne pas procéder à d'autres opérations de traitement autres que celles définies aux présentes sur les Données personnelles confiées ou produites dans le cadre des prestations objet du bail.

Si les données nécessitent d'être transférées hors de l'Espace Economique Européen pour les besoins des échanges et étapes de validation, ou dans un pays dont la législation n'a pas été reconnue par la Commission européenne comme apportant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation en vigueur sur la protection des données personnelles, TOTEM France prend les dispositions nécessaires avec ses sous-traitants et partenaires afin de garantir un niveau de protection adéquat, en toute conformité avec la réglementation applicable.

Ces informations sont destinées aux seules équipes de TOTEM France et de ses éventuels partenaires et sous-traitants en charge des opérations strictement nécessaires au traitement des échanges et étapes de validation du présent bail par TOTEM France.

TOTEM France s'assurera par ailleurs que tous ses employés, sous-traitants et prestataires fournissant des services en vertu du présent bail connaissent et respectent les règles relatives à la confidentialité et à la protection des données personnelles, et soient soumis à une obligation spécifique de confidentialité.

TOTEM France prend les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données personnelles contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, la modification, la divulgation ou l'accès non autorisés conformément aux lois applicables en matière de protection des données, et pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité de ces Données personnelles.

Les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données les concernant. Elles peuvent demander la portabilité de ces dernières et peuvent s'opposer aux traitements réalisés ou en demander la limitation dans les conditions définies par la réglementation en vigueur. Elles peuvent également émettre des directives sur la conservation, la suppression ou la communication de ces données après leur décès.

Pour l'exercice de leur droit, les personnes peuvent s'adresser à contact.bailleurs@totemtowers.com en accompagnant leur demande d'un justificatif d'identité.

ARTICLE XVII – PROCEDURE

Toutes les contestations qui pourront s'élever entre les Parties au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent bail feront, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable.

En cas d'échec de celui-ci dans un délai de de 3 (trois) mois, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent bail pourra être porté devant le Tribunal territorialement compétent dans lequel est situé l'immeuble objet du présent bail.

ARTICLE XVIII – NULLITE RELATIVE

Si l'une ou plusieurs stipulations du présent bail sont tenues pour non valables ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE XIX – ÉLECTION DE DOMICILE

Le Bailleur élit domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

TOTEM France élit domicile au 132 avenue de Stalingrad - 94800 - VILLEJUIF

En cas de changement de domicile, les Parties le notifieront par LRAR dans un délai de 15 (quinze) jours suivants ce changement.

L'ensemble des correspondances est alors adressé à l'adresse nouvelle communiquée.

Toute modification des présentes devra faire l'objet d'un avenant signé.

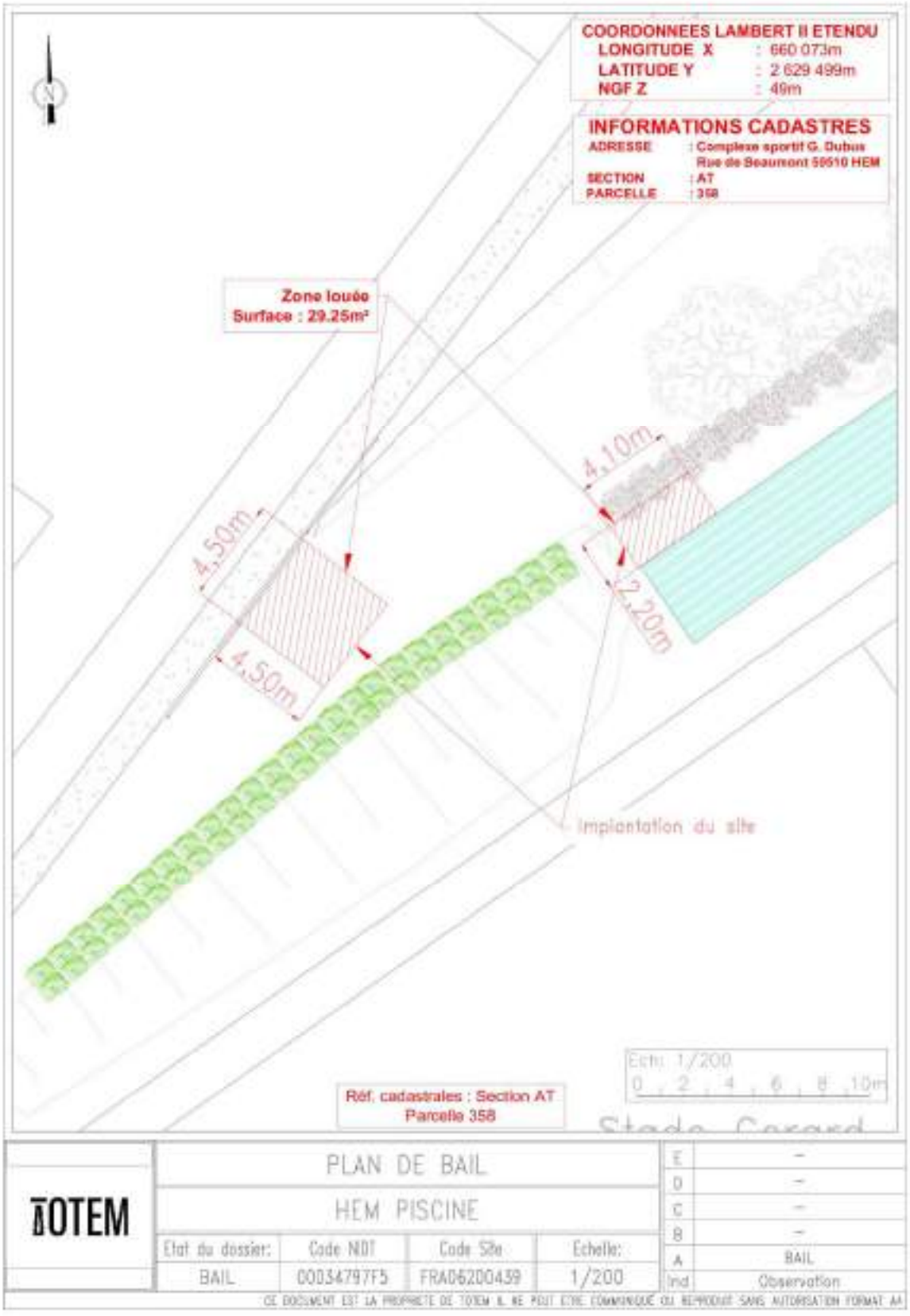
En 4 exemplaires originaux, dont 2 pour TOTEM France et 2 pour le Bailleur.

Pour le Bailleur	Pour TOTEM France
Fait à	Fait à PORTET SUR GARONNE
Le	Le .....
Francis VERCAMER	Hervé DUBREIL
Maire de HEM	Directeur du Patrimoine de TOTEM France

LISTE DES ANNEXES

Annexe I : Plan des emplacements mis à disposition
Annexe II : Pièces justificatives à fournir par le bailleur
Annexe III : Contacts
Annexe IV : Annexes à joindre
Annexe V : SIREN de la Trésorerie de Lannoy

ANNEXE I – PLAN DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION



ANNEXE II – PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LE BAILLEUR

Bail pour le site N° FRA05900715

Titulaire du contrat (Le Bailleur) :
Commune de HEM
Représentée par Monsieur Francis VERCAMER (Maire)

Mandataire ou représentant (le cas échéant) : la Trésorerie de Lannoy

A la signature du contrat, afin de garantir le traitement des dossiers et des états dans les meilleurs délais, les pièces et informations suivantes sont indispensables.

Le Bailleur est :	**Liste des pièces ou informations :**
personne morale non inscrite au RCS ou au répertoire des métiers	RIB ou RIP original Numéro de SIRET (14 chiffres) : 215 902 990 00013 Code APE (Activité Principale Exercée) (4 chiffres et 1 lettre) : 8411Z Extrait SIREN

Indiquer :
une adresse e-mail pour les avis de virement (celle du mandataire le cas échéant) : godefroi.malapel@ville-hem.fr
un numéro de téléphone : 06.49.04.73.91

« Le Mandataire » est :	**Liste des pièces ou informations :**
personne morale non inscrite au RCS ou au répertoire des métiers	Numéro de SIRET (14 chiffres) : 130 007 255 00602 Code APE (Activité Principale Exercée) (4 chiffres et 1 lettre) : 8411Z Extrait SIREN

ANNEXE III – CONTACTS

Coordonnées du Bailleur :

N° de téléphone : 06 49 04 73 81

Courriel : godefroi.malapel@ville-hem.fr

Contact privilégié : Godefroi Malapel

Coordonnées Service Patrimoine TOTEM France :

TOTEM France

Gestion Immobilière

1 avenue de la gare

31120 PORTET SUR GARONNE

N° de téléphone : 0801 907 893

Courriel : contact.bailleurs@totemtowers.com

ANNEXE IV – ANNEXES À JOINDRE

· RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

Descriptif détaillé de la parcelle : 59299 AT 358

PARCELLE

Adresse : 0042 RUE DU GAL LECLERC **Date de l'acte :** 01/01/1984 **N° de primitive :** 0243 **Contenance :** 58404 m²

Parcelle mère : 59299 AT 351 (filiation par réunion)

Propriétaire : COMMUNE D HEM
MAIRIE D HEM 59510 HEM

LOT ET PDL

INFORMATIONS ZONAGES (à titre indicatif)

Code :	PAU ([AS] Annexe sanitaire : Assainissement collectif)	**Descriptif :**	[AS] Annexe sanitaire : Assainissement collectif
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	PAU ([OD] Archéo AP3 : Saisine pour les terrains d'une superficie égale ou superieur à 5000 m²)	**Descriptif :**	[OD] Archéo AP3 : Saisine pour les terrains d'une superficie égale ou superieur à 5000 m²
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	DP ([OD] DPU - Application du droit de préemption urbain)	**Descriptif :**	[OD] DPU - Application du droit de préemption urbain
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	PAU ([RLPI] Terrain à l'intérieur des limites d'agglomération)	**Descriptif :**	[RLPI] Terrain à l'intérieur des limites d'agglomération
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	PAU ([RLPI] Zonage du règlement locale de publicité : ZP2)	**Descriptif :**	[RLPI] Zonage du règlement locale de publicité : ZP2
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	SAU ([OAP] OAP Thématique TVB : Outils de protection et de préservation des	**Descriptif :**	[OAP] OAP Thématique TVB : Outils de protection et de préservation des éléments paysagers et environnementaux : autres outils

Edité le Tuesday 11 October 2022 à 16:20 avec GEO™ Cadastre

Descriptif détaillé de la parcelle : 59299 AT 358

	stationnement S5 (Cf. réglement de zone))		
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	SUP ([SUP] EL7 : Servitudes d'alignement des voies publiques)	**Descriptif :**	[SUP] EL7 : Servitudes d'alignement des voies publiques
Contenance :	0 m²	**Emprise :**	0 %
Code :	PLUI ([REGL] UEP : Zone des équipements publics ou d'intérêt collectif)	**Descriptif :**	[REGL] UEP : Zone des équipements publics ou d'intérêt collectif
Contenance :	58 404 m²	**Emprise :**	100 %

SUBDIVISION

Propriétaire : COMMUNE D HEM **Adresse :** MAIRIE D HEM 59510 HEM

Lettres indicatives :

Série-tarif : A **Contenance :** 58404 m² **Groupe/Sous-groupe :** Sols

Classe : **Revenu cadastral :** 0 € **Culture spéciale :**

LOCAL

N° invariant : 592990878698 B **Localisation :** B 01 00 01001

Adresse :	9003 RUE DE BEAUMONT	**Code NAF :**	
Nature du local :	Maison	**Catégorie de loi de 48 :**	
Nature de l'occupation :	Local vacant	**Poste ou France Télécom :**	
Construction particulière :		**Zone OM :**	P
Méthode d'évaluation :	Par comparaison	**Taux OM :**	000
Exonération zone sensible :	Début : Fin :	**Date de l'acte :**	01/01/1984
Mutation du propriétaire :		**Valeur locative :**	355 €
Propriétaire :	COMMUNE D HEM MAIRIE D HEM 59510 HEM		

Edité le Tuesday 11 October 2022 à 10:30 avec GEO™ Cadastre

- EXTRAIT SIREN

Insee
Mesurer pour comprendre
Service Info Sirene
09 72 72 6000
prix d'un appel local

Service Statistique
Répertoire SIRENE

SITUATION AU REPERTOIRE SIRENE

A la date du 03/10/2022

Description de l'entreprise	Entreprise active depuis le 01/01/1978
Identifiant SIREN	215 902 990
Identifiant SIRET du siège	215 902 990 00013
Dénomination	COMMUNE D HEM
Catégorie juridique	7210 - Commune et commune nouvelle
Activité Principale Exercée (APE)	84.11Z - Administration publique générale
Appartenance au champ de l'ESS[1]	Non
Appartenance au champ des sociétés à mission	

Description de l'établissement	Etablissement actif depuis le 01/03/1983
Identifiant SIRET	215 902 990 00013
Enseigne	MAIRIE
Adresse	42 RUE DU GENERAL LECLERC 59510 HEM
Activité Principale Exercée (APE)	84.11Z - Administration publique générale

1 : Economie Sociale et Solidaire

Important : *A l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités françaises et de produits, paru au JO du 30 décembre 2007).*
Avertissement : *Aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation.*

REPUBLIQUE FRANCAISE

ANNEXE V - SIREN DE LA TRÉSORERIE DE LANNOY

Insee
Mesurer pour comprendre
Service Info Sirene
09 72 72 6000
prix d'un appel local

Service Statistique
Répertoire SIRENE

SITUATION AU REPERTOIRE SIRENE

A la date du 02/05/2023

Description de l'entreprise	Entreprise active depuis le 06/07/2009
Identifiant SIREN	130 007 255
Identifiant SIRET du siège	130 007 255 00016
Dénomination	DIRECTION REGIONALE FINANCES PUBLIQUES HAUTS-DE-FRANCE ET DEPARTEMENT NORD
Sigle	DRFIP
Catégorie juridique	7171 - Service déconcentré de l'État à compétence (inter) régionale
Activité Principale Exercée (APE)	84.11Z - Administration publique générale
Appartenance au champ de l'ESS[1]	Non
Appartenance au champ des sociétés à mission	Non

Description de l'établissement	Etablissement actif depuis le 06/07/2009
Identifiant SIRET	130 007 255 00602
Enseigne	TRESORERIE DE LANNOY
Adresse	6B RUE JULES GUESDE 59390 LYS-LEZ-LANNOY
Activité Principale Exercée (APE)	84.11Z - Administration publique générale

1 : Economie Sociale et Solidaire

Important : *A l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités françaises et de produits, paru au JO du 30 décembre 2007).*
Avertissement : *Aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation.*

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEL/2023/UR/
PPI VOIRIES MEL – RUE BRAQUAVAL – ENFOUISSEMENT DES RESEAUX

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement Voiries de la MEL, celle-ci a prévu la requalification de l'espace public et la Mise en Technique Discrète des réseaux.

Dans ce cadre, la Métropole Européenne de Lille met en place une grille de répartition qui régit l'ensemble des participations financières supportées par les 2 partenaires.

En effet, la MEL assurant la maitrise d'ouvrage pour l'ensemble des aménagements prévus, il s'avère nécessaire de fixer les règles :
- de paiement des travaux (par la MEL),
- de remboursement des dépenses relevant des compétences habituelles de la ville
- et de reversement des subventions (perçues par la MEL, au bénéfice de la Ville)

Est concerné un ensemble de travaux dits « de requalification de l'espace public » correspondant à l'aménagement de la voirie, réseaux et espaces verts.

La présente délibération vient détailler les opérations d'aménagement prévues, le bilan de ce programme à la date de signature et les participations financières de chacune des parties.

Monsieur le Maire rappelle que les travaux d'aménagement d'ensemble de la rue Braquaval ont été entrepris concernant l'enfouissement des réseaux. Il convient ainsi de délibérer sur la répartition des coûts telle que convenue dans la convention susvisée et repris ci-après.

- Coût travaux ville : 72 024€ TTC
- Coût travaux MEL : 102 960€ TTC
- Coût ville pour le mobilier urbain d'éclairage public : 24 000€ TTC pour 8 mats d'éclairages

Soit une estimation globale du coût ville de : 96 024€ TTC

Vu l'avis conforme de la commission Urbanisme et Travaux du 2 juin 2023,

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal :

1. d'approuver la répartition des frais de travaux d'enfouissement des réseaux,
2. de l'autoriser à signer tous les actes et documents relatifs à cette opération,
3. de dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets correspondants.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

EFFACEMENT DES RESEAUX AERIENS
RUE BRAQUAVAL
CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE

ENTRE

La Métropole Européenne de Lille (MEL), dont le siège est 2, boulevard des Cités Unies CS 70043 – 59040 Cedex 59800 – LILLE, compétente en matière d'établissement, d'exploitation, d'acquisition et de mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, représentée par son Président Damien CASTELAIN dûment autorisé par la délibération n° 17 C 0142 du 10 février 2017 relative au transfert de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'enfouissement des réseaux numériques, et par la délibération n° 20 C 0013 adoptée lors du Conseil du 21 juillet 2020, portant sur les attributions du conseil déléguées à M. le Président, autorisant leur subdélégation de signature à Mmes et MM. les Vice-présidents et Conseillers métropolitains délégués ainsi que la délégation des signatures desdites attributions aux membres de la direction générale;

D'une part,

ET

La Commune de Hem,
dont le siège administratif est au 42 rue du Général Leclerc – 59510 HEM,
représentée par son Maire, Monsieur Francis VERCAMER, dûment habilité à la signature de la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du 22 juin 2023,
Ci-après dénommée « la Commune »,

D'autre part.

La Métropole Européenne de Lille et la Commune étant ci-après dénommées ensemble par « les parties » et séparément par « la partie »,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5215-26,
VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
VU la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment son article 2-II modifié par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004 qui autorise le transfert de maîtrise d'ouvrage par convention lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage ;
VU l'arrêté n° 22 A 0465 du 19 décembre 2022 portant délégation de fonctions aux Vice-Présidents et Conseillers métropolitains délégués ;
VU l'arrêté n° 22 A 0466 du 19 décembre 2022 portant délégation de signature des attributions du Conseil à Mmes et MM. les Vice-présidents et Conseillers métropolitains délégués ;

VU la délibération métropolitaine n° 19 C 0088 du 5 avril 2019 validant le modèle de convention pour les travaux d'enfouissement des réseaux entre la MEL et les communes ;
VU la délibération métropolitaine n° 22 B 0476 du 25 novembre 2022 modifiée par la délibération métropolitaine n° 23 B 0005 du 20 janvier 2023 autorisant la signature de la présente convention.

PREAMBULE

L'effacement des réseaux aériens consiste à enfouir les câbles installés sur des supports aériens ou à les poser en façade.

L'effacement des réseaux de la rue Braquaval, à l'initiative de la commune, répond principalement à des critères esthétiques. Les réseaux suivants sont concernés :

- Le réseau de distribution d'électricité concédé à ENEDIS (ex-ERDF),
- Les réseaux de télécommunications,
- Les réseaux communaux d'éclairage public, de vidéo-protection, les Groupes Fermés d'Utilisateurs.

La loi MAPTAM confère à la MEL :

- La compétence de concession de la distribution publique d'électricité : la MEL est ainsi devenue Autorité Organisatrice et propriétaire du réseau de distribution publique d'électricité.
- La compétence d'établissement, d'exploitation, d'acquisition et de mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications. En matière d'enfouissement des réseaux numériques (art L2224-35 du CGCT) :
    - o les infrastructures génie civil et d'accueil des réseaux de télécommunications (fourreaux, chambres,..) sont réalisées et financées par la MEL,
    - o l'enfouissement des réseaux numériques (câblage, équipements actifs) est réalisé par les opérateurs de télécommunication après conventionnement avec la MEL.

La commune est propriétaire et assume la gestion des réseaux d'éclairage public, de vidéoprotection et les réseaux de type Groupe Fermé d'Utilisateurs.

La commune et la MEL se sont accordées sur le fait que l'opération d'effacement des réseaux soit confiée à cette dernière permettant ainsi :

- une mutualisation des coûts,
- une meilleure coordination des travaux en particulier avec l'opération concomitante de voirie,
- une limitation de la gêne des riverains.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions administratives, techniques et financières relative à l'opération d'effacement des réseaux aériens située rue Braquaval de la commune.

La convention porte sur deux volets :

- Volet 1 : transfert de maîtrise d'ouvrage de l'effacement des réseaux communaux à la MEL,
- Volet 2 : fonds de concours par la commune à la MEL en soutien l'investissement réalisé sur le réseau de distribution d'électricité

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION

L'opération se décompose en trois rubriques :

- Rubrique 1 – Effacement des réseaux communaux d'éclairage public, de vidéoprotection et de type Groupe Fermé d'Utilisateurs à la charge de la commune,
- Rubrique 2 – Effacement du réseau de distribution publique d'électricité, 50% à la charge de la commune,
- Rubrique 3 – Enfouissement du (des) réseau(x) numérique(s) à la charge de la MEL.

L'estimation prévisionnelle des différentes rubriques est le suivant :

- Rubrique 1 : 34 608,50 € HT,
- Rubrique 2 : 52 417,38 € HT, dont 50% à la charge de la commune.

La rubrique 3 n'est pas concernée par la présente convention.

VOLET 1 : TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

Les modalités du volet 1 concernent le transfert de maîtrise d'ouvrage de la commune à la MEL des ouvrages de la rubrique 1.

ARTICLE 3 – MAÎTRISE D'OUVRAGE

La commune et la MEL se sont accordées sur le fait que la maîtrise d'ouvrage de l'opération définie à l'article 1 soit transférée à cette dernière. La MEL remplira la fonction de maître d'ouvrage unique.

La mission du maître d'ouvrage unique porte sur les missions suivantes :

1. Préparer et lancer les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment en vue de désigner :
    - le conducteur d'opération, le coordinateur de sécurité et protection de la santé, le contrôleur technique, l'OPC,
    - les opérateurs économiques de travaux,
2. Attribuer, signer et notifier les marchés correspondants,
3. Assurer l'exécution des marchés et passer les avenants éventuellement nécessaires à la bonne exécution des marchés,
4. Assurer la réception des ouvrages,
5. Procéder à la remise à la commune de l'ouvrage donnant lieu à la rubrique 1, dans les conditions définies ci-après,

6. Engager toute action en justice et défendre les parties dans le cadre de tout litige, dans les limites définies à l'article 17 de la présente convention,

7. Solliciter toutes autorisations administratives, notamment les autorisations d'urbanisme, nécessaires,

8. Accomplir l'ensemble des formalités à intervenir en matière de sécurité des travaux à proximité des réseaux, en application du décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011,

9. Et, plus généralement, prendre toutes mesures nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le maître d'ouvrage unique a la possibilité de recourir à ses marchés pour assurer les prestations de services nécessaires à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 4 – CONTRÔLE

Durant la durée de la convention, la commune peut opérer ou faire opérer à ses frais, par l'intervenant de son choix, tous contrôles administratif et technique qu'elle estime nécessaires. La MEL, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, s'engage à faciliter l'exercice de cette mission de contrôle.

Afin de permettre au maître d'ouvrage unique de mener à bien sa mission, la commune s'engage à donner tout avis et tout accord requis dans les délais les plus courts et au plus tard, dans ceux prévus dans la présente.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT

Dans le cadre de ce transfert, la maîtrise d'ouvrage de la rubrique 1 est confiée par la commune à la MEL pour un montant maximum de 41 530,20 € TTC.

La commune sera redevable envers la MEL d'une somme dont le montant sera celui des prestations réellement acquittées par la MEL pour les travaux relevant de rubrique 1 et dans les limites du montant défini au paragraphe précédent.

Toute augmentation du montant des travaux nécessitera la passation d'avenants à la présente convention.

ARTICLE 6 – MODALITES FINANCIERES

La commune versera les sommes dues selon l'échéancier suivant :

- 50% à l'engagement des travaux, sur présentation par la MEL d'un titre de recette émis par le Comptable Public de la MEL assorti de l'ordre de service,

- Le solde, à l'achèvement des travaux, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées accompagné des factures acquittées.

La MEL ne percevra pas de rémunération pour ces missions de maitrise d'ouvrage qui s'effectueront donc à titre gratuit.

ARTICLE 7 – FONDS DE COMPENSATION DE LA TVA (FCTVA)

En application des règles relatives au FCTVA, seule la commune sous réserve des conditions habituelle d'éligibilité, bénéficie pour les travaux la concernant d'une attribution du fonds de compensation.

En conséquence, la commune fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte.

ARTICLE 8 – OPÉRATIONS DE RÉCEPTION DES TRAVAUX, REMISE DES OUVRAGES

Pour la rubrique 1, avant les opérations préalables à la réception et le cas échéant à la levée de réserve, la MEL organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participera la commune. Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu par la MEL qui reprendra les observations présentées par la commune et qu'elle entend voir réglées avant la réception.

La MEL procédera aux opérations de réception, établira ensuite la décision de réception et la notifiera à l'entreprise.

Copie de la notification sera envoyée à la commune par lettre recommandée avec accusé de réception. La remise des ouvrages de la rubrique 1 à la commune prendra effet à la date de cette notification qui en assurera dès ce moment la garde et l'entretien.

ARTICLE 9 - GARANTIES

Toutes les actions en matière de garantie de parfait achèvement demeurent du ressort de la MEL qui en informera la commune.

Au-delà de ce terme, toutes les actions, notamment la garantie décennale, incombent à la commune.

VOLET 2 : FONDS DE CONCOURS

Le volet 2 fixe les conditions du versement du fonds de concours, par la commune à la MEL, relatif à l'effacement du réseau de distribution publique d'électricité (rubrique 2).

ARTICLE 10 – ASSIETTE DU FOND DE CONCOURS

Les dépenses éligibles concernent les études les travaux relatifs à l'effacement du réseau de distribution publique d'électricité (rubrique 2).

Le montant de l'assiette du fonds de concours s'établit à 52 417,38 € HT

Toute augmentation du montant de l'assiette nécessitera la passation d'avenants à la présente convention.

ARTICLE 11 – MONTANT DU FONDS DE CONCOURS

Conformément à l'article L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, le montant du fonds de concours accordé par la commune ne peut excéder la part de financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

En conséquence, la participation maximale de la commune en investissement est fixée comme suit :

Projet : Effacement des réseaux aériens	Montants HT
Assiette du fond de concours	52 417,38 €
Fonds de concours de la commune	26 208,69 €
Part de financement MEL hors subventions	26 208,69 €

ARTICLE 12 – MODALITÉS FINANCIÈRES

Les versements seront effectués selon les modalités suivantes :

- Premier acompte de 50% au démarrage des travaux (copie de l'ordre de service de démarrage des travaux retourné par l'entreprise),

- Solde de 50% sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées accompagné des factures acquittées.

Lors du versement du solde, il sera vérifié que le fonds de concours défini à l'article 11 respecte les dispositions de l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur la base du ou des Décompte(s) Général(aux) Définitif(s) (DGD) des marchés ainsi que, le cas échéant, de toute autre pièce justificative des dépenses. A défaut, le fonds de concours serait réduit à proportion.

La MEL s'engage à transmettre l'ensemble des justificatifs nécessaire au versement du solde au plus tard un an après la date de réception définitive des travaux.

Par « pièces justificatives », il faut entendre toutes factures, décomptes ou pièces de valeur probante équivalente. La mention « certifié payé » doit figurer soit sur chaque facture soit sur l'état récapitulatif.

ARTICLE 13 - AUTRES ENGAGEMENTS DE LA MEL

La MEL s'engage à commencer l'exécution des travaux dans un délai de 1 an à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Elle informera la commune de toute modification du programme en cours (retards, problèmes importants rencontrés, avenants passés, etc.) et fournira toute délibération prise dans ce sens ainsi que tout document utile au paiement du fonds de concours

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, la MEL en informera la commune.

ARTICLE 14 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La MEL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la commune de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Un contrôle, éventuellement sur place, pourra être réalisé par la commune, en vue de vérifier l'exactitude des documents fournis.

MODALITÉS APPLICABLES AUX DEUX VOLETS

ARTICLE 15 - DURÉE

La convention prend effet à la date de sa notification et s'achève lorsque les conditions suivantes seront remplies :

- Dans le cadre du volet 1 : à l'issue du délai de la garantie de parfait achèvement de l'opération ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas toutes levées à la fin de cette période,
- Dans le cadre du volet 2 : à l'extinction des obligations de paiement inhérentes au fonds de concours.

ARTICLE 16 : MODIFICATION, RÉSILIATION

Toute modification de la présente convention se fera par voie d'avenant.

La convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception à la date du récépissé de l'A.R. ou à la date arrêtée d'un commun accord par les parties.

Dans l'hypothèse où cette résiliation emporte des conséquences sur les marchés en cours, les parties procéderont d'un commun accord à l'arrêt des comptes.

ARTICLE 17 - LITIGES

La MEL ne pourra être tenue pour responsable des dommages qui résulteraient d'une mauvaise utilisation ou d'un défaut d'entretien des ouvrages de la rubrique 1 remis durant la période de garantie prévue à l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux.

La commune ne pourra être tenue pour responsable des dommages qui résulteraient d'une mauvaise utilisation ou d'un défaut d'entretien des ouvrages de la rubrique 2.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, il sera fait appel à une mission de conciliation du Tribunal Administratif de Lille dans le cadre des dispositions de l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative.

En cas d'échec de cette procédure, le Tribunal Administratif compétent sera celui de Lille.

ARTICLE 18 - COMMUNICATION

Sur l'ensemble des supports destinés au public (panneaux de chantier, courrier…), les logos de la MEL et de la commune apparaîtront clairement. Ces supports devront respecter les chartes graphiques éventuelles des signataires de la convention.

Fait à LILLE, en quatre exemplaires originaux (deux pour chaque partie), le

La Métropole Européenne de Lille	**Pour la Commune de HEM**
Pour le Président,	**Le Maire,**
Le Vice-Président délégué à la Voirie – Qualité des espaces publics	
Bernard GERARD	**Francis VERCAMER**

DEL/2023/ECO/
LOCATION DU LOT 4 PARC DE LA BLANCHISSERIE – REMISE GRACIEUSE

Monsieur le Maire rappelle que la ville est propriétaire du lot 4 à l'hôtel d'entreprises de Hem, sis 1 rue de la Blanchisserie, qui était occupé par la SAS ECO HEM entre le 3 décembre 2019 et le 1er septembre 2022 suivant bail commercial.

Depuis, un nouveau porteur de projet « ENERGIE PLUS », spécialisé dans les travaux de plomberie, installation de sanitaires, réalisation et installation de système de chauffage et de climatisation, tous travaux d'électricité générale, était prêt à entrer dans les lieux dès novembre 2022. Toutefois, eu égard aux obligations administratives et réglementaires de produire les documents nécessaires à la conclusion du bail, la signature du contrat et son entrée dans les lieux ont été retardées.

En effet, l'établissement des différents diagnostics préalables à la location n'ont pas permis la prise de possession dans les délais indiqués.

La société ENERGIE PLUS a dû héberger son entreprise ailleurs avec ses propres moyens ce qui lui a engendré des coûts non prévus.

Par décision N°DEC/2023/ECO/4 du 10 janvier 2023, la ville de HEM a donné à bail, à compter du 15/01/2023, le local situé au sein du lot 4 de l'hôtel d'entreprises, sis 1 rue de la Blanchisserie, au profit de la société ENERGIE PLUS.

Les retards administratifs ont privé la société ENERGIE PLUS, titulaire du bail, de la jouissance du local dans des délais plus courts. Une remise gracieuse de deux semaines de loyers, du 15 au 31 janvier 2023, est ainsi proposée.

Vu l'avis conforme de la commission Urbanisme et Travaux du 2 juin 2023,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

1. D'approuver la mise en place d'une remise gracieuse d'une durée de deux semaines, du 15 au 31 janvier 2023, au profit de la société ENERGIE PLUS, immatriculée au RCS de Lille Métropole sous le numéro 920 762 614,
2. D'inscrire les sommes nécessaires au budget de la collectivité,
3. De l'autoriser à signer toutes pièces administratives comptables et juridiques nécessaires à la régularisation de ce dossier.

Ainsi délibéré les jour, mois et an susdits,
Pour copie conforme,
Le Maire,

COMMISSION AFFAIRES SOCIALES, LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE
DU 31 MAI 2023
COMPTE-RENDU

Présents :
M. Thibaut THIEFFRY - Président
M. Philippe SIBILLE
Mme Chantal LAHARNAR
Mme Fatima KARRAD
Mme Mathilde LOUCHART
Mme Thérèse NOCLAIN
Mme Karima CHOUIA
Mme Christelle DUTRIAUX

Invité et présent :
Mme Fabienne LEPERS

Excusés :
M. Francis VERCAMER
Mme Eugénie CARBON
M. Kamel MATHOUR

Ordre du Jour :

1) DEL - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE LA PARCELLE AZ 823 RUE WATTEEUW - RENOUVELLEMENT URBAIN LIONDERIE TROIS BAUDETS

Présentation par Christelle CORRIETTE

Afin de permettre le démarrage de l'opération de construction de béguinages, il y a lieu de permettre, de manière anticipée au bailleur Vilogia, de prendre possession de cette parcelle. La régularisation sera inscrite dans le protocole d'échange foncier du projet ANRU.

→ Pas de remarque particulière inhérente à cette délibération, mais une demande de Mme LOUCHART concernant la position de la Ville au sujet des ventes de logements neufs par le bailleur Vilogia en QPV. La Ville réfléchit-elle, ou non, à plafonner les ventes des logements neufs en QPV afin de permettre l'acquisition de ces logements aux habitants du quartier ?
→ Mme CHOUIA demande si ces logements à venir sont bien fléchés pour les personnes âgées ou s'il existe un risque que des ménages avec 1 enfant y accèdent ?

→ M. SIBILLE expose que pour la Ville les logements sont des habitations exclusivement réservées aux personnes âgées dans le cadre du travail ayant trait au parcours résidentiel de ce public nécessaire dans ce quartier.

2) DEL – STRUCTURES PETITE ENFANCE -ACTUALISATION DES REGLEMENTS DE FONCTIONNEMENT

Présentation par Thérèse NOCLAIN et Victoire DUBOIS MOLLET

La Ville procède à l'actualisation de ses règlements de structures afin de prévoir :
- l'allégement des documents demandés lors de l'inscription des enfants,
- les conditions d'accueil et de facturation d'un enfant suivi par l'Aide Sociale à l'Enfance,
- la présentation par les parents de l'ordonnance médicale en cas d'administration de médicaments,
- l'allégement des autorisations signées par les parents,
- actualisation de la grille tarifaire.

→ Pas de remarque particulière

3) DEL – EXCERCICE BUDGETAIRE 2022 – RAPPORT SUR LES ACTIONS DE LA DSU

Exposé de Mme Sarah BENIN (support diaporama).

Le rapport de la DSU est organisé par thématique :
- Habitat et cadre de vie
- Accès à l'emploi
- Réussite éducative
- Citoyenneté et prévention de la délinquance
- Solidarité

Pour chacune de ces thématiques sont repris les constats, les orientations et objectifs, puis les interventions, actions ou événements financés ou payés par la Ville qui se sont déroulés en 2022 en quartiers QPV.

La dernière partie de la présentation est consacrée à la répartition financière globale par thématique, avec le détail des dépenses consacrées au développement social urbain.

Enfin, il est précisé que ce rapport est actualisé chaque année par l'ensemble des services de la Ville de Hem.

→ La qualité du rapport est saluée de nouveau par les élus de la Commission
→ Mme LOUCHART demande des précisions sur le sujet de la santé mentale et demande de préciser les sources de diagnostic
→ Mme BENIN explique que les professionnels, notamment jeunesse du territoire, en ont tous fait état lors de l'écriture du volet santé de la CTG. La période COVID a mis en exergue ce problème.
→ Mme CHOUIA salue la formation que la Ville a organisée sur ce sujet auprès des professionnels du territoire et conseille de la renouveler en direction des agents d'accueil et des élus afin de connaître les bonnes postures à adopter en cas de confrontation avec des administrés en souffrance.
→ M. THIEFFRY complète le volet sécuritaire du rapport avec quelques informations au sujet des caméras de vidéosurveillance et annonce la constitution d'un groupe Local de traitement de la Délinquance sur le secteur Schweitzer. Il en explique l'organisation et les objectifs.

4) DEL – ASSOCIATION BGE -PROGRAMMATION DU CONTRAT DE VILLE 2023 - CHANGEMENT ACTION

En 2023, le dispositif « Cité lab » évolue pour une offre de services plus adaptée au public cible.
La Ville de Hem a choisi de soutenir l'association en 2023 dans le cadre de son action contrat de ville « Cité lab ». Il est prévu d'acter, via cette délibération, l'évolution et la modification du titre du projet
Il convient donc de modifier son intitulé dans les délibérations relatives aux « subventions aux associations 2023 » et « Programmations annuelles contractuelles politique de la Ville – Contrat de Ville 2023 ».

→ Mme CHOUIA estime important d'accompagner les dynamiques d'entreprenariat, notamment auprès des jeunes.
→ Mme LOUCHART demande des précisions sur le bilan de l'année antérieure.
→ Mme VALLET explique que les résultats, en termes de création, ont été quasi nuls, mais que suite aux évaluations et à l'instruction de cette action, il a été convenu de travailler différemment, non pas sur des publics qui veulent créer, car il existe des structures ou dispositifs de droit commun qui peuvent accompagner, mais surtout d'aller vers ceux qui le peuvent, mais qui n'y pensent pas forcément.

5) DEL – CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICES AUX FAMILLES – REVERSEMENT EXCEPTIONNEL AUX VILLES DE LYS LEZ LANNOY ET ROUBAIX

La Ville de Hem a perçu de la CAF, au titre de l'année 2021, le bonus territoire des villes de Lys-lez-Lannoy et Roubaix. Elle doit donc procéder au reversement de ces sommes indûment perçues.

→ Pas de remarque particulière

6) DEL – RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS DE LOCAUX ET DE MATERIEL – DIRECTION DE LA SOLIDARITE ET DE LA COHESION SOCIALE

Renouvellement de ces conventions dans le cadre de l'actualisation des avantages en nature apportés aux associations pilotées par le Pôle social.

→ Pas de remarque particulière

DELIBERATIONS POUR AVIS

7) DEL – GUIDE DES ORIENTATIONS POLITIQUES HEMOISES -NOUVEAUX CRITERES DE RECEVABILITE DES DEAMNDES DE SUBVENTIONS

Présentation par Sandrine VALLET sur la base d'un diaporama

Explication de la délibération pour la partie sociale considérant qu'il n'est pas envisageable de créer une pondération de points dans ce domaine permettant aux associations de percevoir tel ou tel niveau de subvention.

Ainsi, la Ville, après avoir vérifié la partie administrative de complétude du dossier, instruira toutes les demandes des associations sur la base de leur demande initiale.

Néanmoins, la nouveauté consistera au porteur de projet d'identifier et de quantifier leurs objectifs à atteindre : l'offre de services nécessaire à mettre en place ainsi que ses conditions de réussite en face d'un besoin social identifié.

La subvention de l'année « n » sera alors analysée selon le réalisé de l'année année « n-1 » (obligation de tenir deux copils : intermédiaire et final) et après vérification que l'objectif affiché a été atteint, ou partiellement atteint, et les raisons de la réussite, ou non, de l'action.

La subvention définie alors s'échelonnera entre 1 % et 100 % de la demande initiale.

→ Mme LOUCHART estime que c'est une présentation claire et un process d'attribution « intelligent » qui permettra d'attribuer de manière juste les subventions. Les projets doivent être abondés – notamment en Politique de la Ville - lorsqu'ils proposent une intervention sur un champs qui n'est pas exploité ou occupé par du droit commun. Ou venir le renforcer selon les objectifs ou l'urgence des objectifs affichés.

→ Mme CHOUIA acquiesce et estime que les projets doivent être financés effectivement à la hauteur des objectifs affichés et au regard du réel besoin de service public.

Fin de séance 19h50.

*
**

COMMISSION EDUCATION JEUNESSE DU 30 MAI 2023
COMPTE-RENDU

Présents :
Clémentine NOUQUERET, Fabienne LEPERS, Kamel MATHOUR, Anne-Charlotte DEMEULENARE, Chantal LAHARNAR, Mathilde LOUCHART, Nicolas BLANCHARD, Axelle GRAVE, Sana EL AMRANI

Excusée :
Karima CHOUIA.

Mademoiselle NOUQUERET propose de passer à la lecture des projets de délibération.
Mademoiselle NOUQUERET laisse la parole à Madame LEPERS pour l'explication du projet de délibération suivante :

- **DEL/2023/AE/PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ET PRIVEES DES VILLES EXTERIEURES DANS LE CADRE DE L'INTERCOMMUNALITE**

Madame LEPERS précise qu'il s'agit d'une délibération votée chaque année à la même période. Madame LEPERS précise que cette année 58 enfants hémois sont scolarisés à l'extérieur et ajoute que dans le cadre de l'intercommunalité, la participation financière aux frais de fonctionnement de la commune s'élève à : 10 672 €. Madame LEPERS ajoute qu'à titre indicatif 68 extérieurs sont scolarisés à Hem (48 dans le public et 20 dans le privé). Madame LEPERS précise que l'an dernier, 59 enfants hémois étaient scolarisés à l'extérieur et 68 enfants de l'extérieur scolarisés à Hem.

Pas de question. Mademoiselle NOUQUERET passe à la délibération suivante :

- **DEL/2023/AE/CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU RESTAURANT SCOLAIRE ANTOINE DE SAINT EXUPERY AU PROFIT DE L'INSTITUT D'EDUCATION MOTRICE LA SOURCE ANNEE SCOLAIRE 2023/2024**

Madame LEPERS signale qu'à la rentrée scolaire 2023/2024, l'IEM La Source quitte ses locaux situés sis Rue du Général Leclerc à Hem pour intégrer temporairement un espace locatif dans le quartier « Longchamp ». Madame LEPERS précise que ce nouveau local ne possède pas de superficie suffisante pour permettre aux enfants de déjeuner. Madame LEPERS ajoute que de ce fait, les représentants de l'IEM ont sollicité la ville pour une mise à disposition partielle du restaurant scolaire Saint Exupéry et de ses annexes (sanitaires). Madame LEPERS précise que ces enfants seront sous la responsabilité exclusive des salariés de l'IEM lors de l'utilisation des locaux en période scolaire. Madame LEPERS ajoute que s'agissant d'enfants à gros handicaps une attention particulière sera apportée afin de ne pas perturber les autres enfants. Madame LEPERS signale que la ville de Hem très favorable à

l'inclusion propose afin de formaliser cette occupation d'établir une convention annuelle de mise à disposition partielle du restaurant scolaire du groupe scolaire Saint Exupéry.

A la demande de Madame LOUCHART, Monsieur BLANCHARD précise que l'IEM quitte ses locaux trop vieillissants, inadaptés aux enfants. Monsieur BLANCHARD ajoute que l'IEM appartient maintenant à la GAPAS, grand mouvement dans le médico-social. Monsieur BLANCHARD ajoute qu'une partie des enfants de l'IEM est déjà en inclusion à l'école Saint Exupéry, l'autre partie aux polyhandicaps plus importants restent à temps plein à l'IEM.

Madame LEPERS précise que les enfants accueillis seront au nombre de 5. Monsieur BLANCHARD ajoute qu'ils ont des besoins bien spécifiques.

Mademoiselle NOUQUERET demande s'il y a des questions. Aucune.

Mademoiselle NOUQUERET passe à la délibération suivante :

- **DEL/2023/AE/RENOUVELLEMENT DE CONVENTIONS EDUCATION JEUNESSE**

Mademoiselle NOUQUERET précise qu'il s'agit du renouvellement de la mise à disposition des locaux avec l'AJTF. Mademoiselle NOUQUERET signale qu'il n'y a rien de particulier sur cette convention.

Pas de question.

Mademoiselle NOUQUERET laisse la parole à Monsieur MAHTOUR pour présenter la délibération suivante :

- **DEL/2023/DG/GUIDE DES ORIENTATIONS POLITIQUES HEMOISES – NOUVEAUX CRITERES DE RECEVABILITE DES DEMANDES DE SUBVENTION**

Monsieur MAHTOUR précise les quatre associations auxquelles le pôle jeunesse attribue des critères :

- Collège Devos
- Collège Saint Paul
- L'AJTF
- Les Scouts et guides de France

Monsieur MAHTOUR précise les critères spécifiques à la politique jeunesse :

- Action de prévention : addictions, santé, harcèlement, vivre ensemble…
- Garantir la mixité, la parité et l'intergénérationnel
- Soutenir les parcours éducatifs et le repérage des jeunes en difficulté
- Manifestations sur le territoire d'interventions durant la période estivale (dans les quartiers en Politique de la Ville)

- Promouvoir la laïcité et les valeurs de la République au sein des actions menées (culture commune du respect mutuel, du dialogue, de la tolérance et de la considération d'autrui)

Monsieur MAHTOUR ajoute que si l'association intègre clairement le principe de laïcité dans les actions qu'elle met en place, elle bénéficie d'un bonus de 50 euros.

- Valorisation des actions de développement durable et mise en avant des écogestes.

Monsieur MAHTOUR ajoute que toutes les associations qui mèneront des actions en faveur du développement durable bénéficieront d'un bonus de 50 euros.

Monsieur MAHTOUR ajoute que pour ces différents critères si :

- L'association présente plus de 5 actions, attribution de 25 % de la base
- L'association présente entre 3 & 4 actions, attribution de 15% de la base
- L'association présente moins de 3 actions, attribution de 10% de la base

Madame LOUCHART souhaite savoir à quel moment ce versement a lieu. Madame LEPERS précise qu'il est effectué lors du 2ème versement.

Madame LEPERS prend la parole pour présenter les critères spécifiques de la politique éducation. Madame LEPERS ajoute que la délibération complète sera présentée en commission culture. Madame LEPERS énumère les critères :

- Soutenir les parcours éducatifs et accompagner les enfants en difficulté
- Soutenir les actions de parentalité
- Promouvoir la laïcité et les valeurs de la République au sein des actions menées (culture commune du respect mutuel, du dialogue, de la tolérance et de la considération d'autrui)
- Valorisation des actions de développement durable et mise en avant des écogestes

Madame LEPERS précise qu'il s'agit du même principe que la jeunesse. Madame LEPERS ajoute que si :

- L'association présente plus de 5 actions, attribution de 50 % de la base
- L'association présente entre 3 & 4 actions, attribution de 30% de la base
- L'association présente moins de 3 actions, attribution de 20% de la base

Madame LEPERS signale que le critère le plus important est de promouvoir la laïcité et les valeurs de la République au sein des actions menées. Madame LEPERS ajoute que si l'association intègre clairement le principe de laïcité dans les actions qu'elle met en place, elle bénéficie d'un bonus de 50 euros.

Madame LEPERS précise également que, si les associations intègrent clairement le principe de développement durable et mettent en avant les écogestes, elles bénéficieront d'un bonus de 50 euros.

Madame LEPERS demande s'il y a des questions.

Madame LOUCHART souhaite connaitre pourquoi les pourcentages ne sont pas présentés dans la délibération ou dans l'annexe. Monsieur BLANCHARD explique qu'à chacun des items, chaque service a donné, en fonction de l'importance du sujet, sa propre pondération, son propre pourcentage. Monsieur BLANCHARD ajoute qu'il s'agit d'un travail conséquent à retranscrire. Madame LOUCHART précise que ce document existe pour montrer la transparence sur l'attribution des subventions et qu'il serait intéressant d'avoir ces données.

Madame LEPERS précise que les bilans intermédiaires sont réclamés, que tout est bien contrôlé. Monsieur BLANCHARD propose de relayer la question de Madame LOUCHART au cabinet du Maire afin de savoir s'il est possible d'accéder au développement de la pondération et de le transmettre.

Plus de question.

Mademoiselle NOUQUERET passe à la dernière délibération :

- **DEL/2023/JE/PROJET JEUNESSE ET PREVENTION 2022/2026 « POUR NOTRE JEUNESSE, UN NOUVEAU PROJET 2022/2026, AMBITIEUX MAIS CONCRET ET REALISTE »**

Madame LEPERS précise que le projet 2022/2026 comprend 4 grands axes :

- Proposer un programme d'animation équilibré et amplifié pour tous les jeunes
- Favoriser l'autonomie et l'émancipation de tous les jeunes hémois
- Approfondir la prévention individuelle et collective en nous appuyant sur les « parcours de jeunes »
- Ouvrir la communication, mieux informer et faciliter l'accès des jeunes aux droits

Madame LEPERS demande s'il y a des questions sur le contenu de chaque axe. Madame LOUCHART demande si le projet jeunesse s'adresse à toute la jeunesse hémoise. Madame LEPERS signale qu'il n'y a aucun favoritisme. Madame LOUCHART précise que sur certains sujets, des actions devraient être priorisées pour les jeunes des quartiers prioritaires par rapport à d'autres quartiers moins en demande. Madame LEPERS ajoute que l'axe 1 est pour toute la jeunesse hémoise, l'axe 2 est plus pour les 12-25 ans, l'axe 3 concerne plus précisément les jeunes des quartiers et l'axe 4, basé sur la communication, touche tous les jeunes. Madame LOUCHART précise que l'application de certaines mesures ne toucheront pas le même public en fonction de la méthode utilisée pour les capter.

Madame GRAVE ajoute que des réflexions sont en cours sur la mixité des actions. Madame GRAVE précise par exemple que pour la discipline de musique, il y a des projets mis en place dans les écoles avec les Dumistes, le projet DEMOS. Madame GRAVE signale que l'on essaie de favoriser la mixité et l'accessibilité des pratiques culturelles équitables à la fois dans les quartiers sud et quartiers prioritaires.

Mademoiselle NOUQUERET précise également qu'en fonction de l'éducation, de l'environnement, les familles se dirigent vers des disciplines spécifiques. Monsieur BLANCHARD précise qu'un parallèle pourra être fait avec le rapport de la DSU.

Madame LOUCHART ajoute qu'elle a apprécié de voir des critères d'évaluation et souhaite savoir si le premier projet a été évalué. Madame GRAVE répond positivement mais pas sur ces critères, puisqu'un changement d'équipe est intervenu entre temps. Madame GRAVE précise que l'objectif est de pouvoir mesurer l'impact du projet jeunesse sur les 3 années.

Madame LOUCHART intervient sur le tableau de scolarisation des élèves par quartier. Madame LOUCHART demande si les familles dont les enfants ne sont pas scolarisés sont connues, notamment avant 10 ans. Monsieur BLANCHARD précise que le Maire envoie chaque année un état de tous les enfants du territoire de 3 à 16 ans pour informer les services de l'Etat, du mode d'instruction que reçoivent les enfants sur son territoire. Monsieur BLANCHARD ajoute qu'une collègue s'occupe de recouper avec la liste de la CAF, tous les enfants qui suivent une instruction dans les écoles publiques et privées. Monsieur BLANCHARD ajoute que l'on interroge également les collectivités aux alentours qui dressent un tableau des présents. Monsieur BLANCHARD signale qu'ensuite, on inclut les familles avec instruction à domicile. Monsieur BLANCHARD précise que, comme sur tous les territoires, des enfants nous échappent : déménagements non connus, scolarisation en Belgique, parents sans papier. Monsieur BLANCHARD ajoute qu'avant la réforme obligatoire, le pourcentage était de 97.2 % d'enfants scolarisés. Monsieur BLANCHARD précise que les données de ce tableau vont être étudiées afin de donner des réponses plus précises à Madame LOUCHART. Madame LOUCHART interroge sur les inscriptions des enfants de 2 ans. Monsieur BLANCHARD précise que tous les enfants à partir de 2 ans sont inscrits mais l'admission dépend de l'éducation nationale.

Madame LOUCHART interroge au sujet d'un questionnaire mis en place par le service jeunesse, en direction des jeunes qui signale une satisfaction des jeunes à 70% pour leur ville. Madame LOUCHART est surprise. Madame GRAVE précise qu'il s'agit d'un questionnaire sur les améliorations à apporter dans la ville. Madame GRAVE rappelle que la problématique majeure tourne autour de la mobilité (manque de transport en commun). Madame GRAVE précise que les questionnaires vont être ajoutés à l'annexe.

Madame LOUCHART interroge sur le thème de la citoyenneté en signalant que l'on demande une participation aux jeunes. Madame LOUCHART souhaite savoir si des présentations du budget participatif ont lieu dans le collège. Madame GRAVE répond par la négative. Madame LOUCHART ajoute que cela serait sans doute une incitation pour les jeunes de participer davantage. Madame GRAVE ajoute que cela pourrait être mis en place.

Madame LOUCHART fait allusion au projet de bibliothèque « hors les murs ». Mademoiselle NOUQUERET signale que ce projet, faute de budget, est suspendu.

Plus de question

La séance est levée

*

**

Commission Environnement et Mobilité du 6 juin 2023
Compte-rendu

Présents :

Madame Sabine HONORÉ, Conseillère Municipale et présidente de la commission
Madame Blandine LEPLAT, Adjointe au Maire
Madame Anne DASSONVILLE, Adjointe au Maire
Madame Eugénie CARBON, Conseillère Municipale
Madame Barbara RUBIO, Conseillère Municipale déléguée
Monsieur Bruno DUQUESNOY, Conseiller Municipal
Madame Gaëlle BAILLEUL, Animatrice Développement Durable
Madame Caroline KLEIN, Directrice Adjointe des Services Techniques

Excusés :

Monsieur Francis VERCAMER, Maire
Monsieur Guillaume BOCQUET, Conseiller Municipal (excusé)
Madame Karima CHOUIA, Conseillère Municipale
Monsieur Jacques DUPONT, Conseiller Municipal

Présentation des projets de délibération dans le cadre du Conseil Municipal du 22 juin 2023 :

1/ Critères de recevabilité des demandes de subventions

Mme Sabine HONORE présente la délibération n°15-DG pour avis consultatif : un socle de critères communs a été établi, puis des critères en fonction des services. Pour les subventions des jardins familiaux, des critères était déjà validés, donc il y a peu de changement pour ces subventions. Ces critères seront applicables pour les prochaines demandes de subvention en septembre 2023.
Mme DASSONVILLE demande quand seront rétrocédés les terrains Vilogia pour que les *Jardins Populaires de Roubaix et environs* bénéficient de chalet individuel.
Mme KLEIN informe que la MEL évoque un délai pour l'année prochaine.
Mme DASSONVILLE précise que l'École du chat n'est pas concernée par ces critères.

2/Conventions aux associations

Mme HONORE présente la délibération n°34-ST pour avis conforme, qui précise les avantages en nature apportés aux associations.
Mme DASSONVILLE explique que 2 conventions de moyens sont à renouveler afin de préciser les parcelles privées dont elles profitent :

- Les jardins des 3 fermes sur terrains Vilogia
- Les potagers de la diversité sur terrains privés

Mme DASSONVILLE précise que ces 2 associations n'ont pas demandé de subvention en 2022.

M. DUQUESNOY explique quelques critères de subventions notamment le montant variable suivant la présence d'adhérents hémois.

Mme CARBON demande si cela peut porter préjudice aux associations : refus d'adhérents, diminution de la subvention, etc …

Mme BAILLEUL informe qu'une simulation a été réalisée avec les nouveaux critères pour chacune des associations. Seules 2 ou 3 questions posées quant à la diminution du montant de leur subvention.

3/Questions diverses

Mme LEPLAT et Mme DASSONVILLE présentent le concours de « L'arbre et moi », les catégories de compétition et l'organisation du jury. L'objectif est de poursuivre notre inventaire des arbres sur le territoire Hémois, public comme privé. Les élus se proposent de distribuer les flyers dans les rues où les jardins sont potentiellement intéressants. Toute idée de valorisation de l'arbre pour l'exposition à la Maison du Patrimoine, du 25 novembre à fin février, est la bienvenue.

Mme CARBON propose de demander au Fablab de faire graver des éléments sur le bois.

Mme DASSONVILLE expose la possibilité de faire des trophées. La possibilité de stands autour du bois, sur le lieu, est demandée pour quelques week-ends phares (voir si la salle Neuve Grange est disponible : sculpture, vannerie, bonsaï …) pendant le temps de cette exposition.

Mme RUBIO-COQUEMPOT demande si les arbres seront identifiés selon leur catégorie de concours.
Mme DASSONVILLE acquiesce en indiquant qu'une plaque pourrait être réalisée par le Fablab.

Mme DASSONVILLE indique qu'elle a demandé, dans le cadre des recommandations du label *Villes et villages fleuris*, que les pieds d'arbres soient renaturés afin de respecter les échanges de biodiversité entre l'arbre et la pelouse. Cela permet également de protéger les arbres des maladies en évitant les blessures lors du passage de débroussailleuse.

Mme DASSONVILLE raconte la cérémonie de reconnaissance de l'intégration au programme *Territoire Engagé par la Nature* de l'**Office Français de la Biodiversité**, qui a eu lieu à Etaples.

Mme CARBON demande comment s'est déroulé la fête du vélo.
Mme LEPLAT explique le déroulement et les différents stands qui s'y sont tenus. Le bilan est en cours. La prochaine édition aura lieu le samedi 25 mai 2024.

Mme DASSONVILLE indique que la convention d'éco-pâturage est renouvelée jusque fin mai 2024 sur les prairies humides de la Petite Marque.

Plus personne ne demandant la parole la séance est levée à 19h00.

*
**

COMPTE RENDU
COMMISSION DES FINANCES
DU 12 JUIN 2023

- Aucun excusé, ni absent.

Monsieur le Président ouvre la séance et annonce l'ordre du jour de la commission.
M. le Maire annonce qu'il y aura peut-être une délibération supplémentaire à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 22 juin, relative au jumelage avec la ville d'Aljustrel.

N°	Projet de délibération/ dossier	Remarques/ commentaires
1	Délibérations n° 7,8,9,10,11,12,13, 14 et 26	• Les délibérations sont présentées et motivées. • Aucune autre remarque, ni commentaire.
2	Délibérations n° 1 à 6 relatives à la détermination des résultats 2022 et à leur affectation, aux comptes administratifs 2022, à l'approbation des comptes de gestion (Budget principal et budgets annexes « Blanchisserie » et « Zéphyr »), et aux budgets supplémentaires 2022 (Budget principal et budget annexe « Zéphyr »), et au transfert des provisions en réserves (recommandations CRC)	• M. le Maire présente et commente ces délibérations à l'aide d'un diaporama. Il explique notamment que le Budget supplémentaire 2023 du budget principal reprendra cette année les excédents constatés au Budget Annexe « Blanchisserie », et ceux de la caisse des écoles. Il précise également que 12,8 millions d'euros seront transférés des provisions en réserves, comme le recommandait en 2018, la Chambre régionale des Comptes. • M. Dupont demande comment à été choisi le cabinet auquel l'audit organisationnel et numérique a été confié. • M. Vercamer précise que le cabinet est intervenu auprès de la ville de Valenciennes et qu'il y aurait apporté toute satisfaction. Il rajoute que différents devis ont été reçus, le seuil des marchés publics n'étant pas atteint. • M. Dupont attire l'attention sur la vigilance à apporter sur les animations commerciales de fin d'année, celles de fin 2022 n'ayant pas rencontré un franc succès. • Mme Chouïa attire l'attention des représentants de la ville sur la nécessité de respecter un équilibre dans le déploiement des animations dans tous les quartiers de la ville, afin d'éviter le risque d'une trop grande concentration dans le sud de la ville, au détriment des quartiers prioritaires plutôt situés dans les quartiers nord. • En investissement, M. Dupont interroge sur le coût relativement élevé des frais d'études pour le réaménagement de la salle des fêtes (200 K€). • M. Vercamer précise qu'il s'agit des frais de maîtrise d'œuvre, c'est-à-dire la rémunération de l'architecte,

		qui se calcule globalement en appliquant un pourcentage au coût prévisionnel des travaux. ➧ M. Dupont demande si les produits de la vente des anciens ateliers municipaux, ont bien été inscrits au budget supplémentaire. ➧ M. Vercamer répond que non, car l'acte notarié n'a toujours pas été signé, notamment en raison d'un désaccord sur la question de la pollution des sols. ➧ M. le Président demande à ce que l'on vérifie le type d'éclairage actuel des projecteurs de découpe, ainsi que la nature exacte des achats à hauteur de 15 000 euros. ➧ Aucune autre remarque, ni commentaire.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président, clôt la séance.

Commission mixte
« Culture, Animation et Vie Associative » et « Sports » Du 7 juin 2023
Compte-rendu

Présents :
Guillaume BOCQUET, Ghislaine BUYCK, Etienne DELEPAUT, Jacques DUPONT, Sana EL AMRANI, Emmanuelle GUILLAIN, Saïd LAOUADI, Jean-François LECLERCQ, Jean-Adrien MALAIZE, Kamel MAHTOUR, Thibaut THIEFFRY.

Valérie GAQUIERE, Laurence ROBYN

Excusées : Karima CHOUIA, Fatima KARRAD, Clémentine NOUQUERET.

Emmanuelle Guillain, présidente de la « commission Culture, Animation et Vie Associative », ouvre la séance et annonce qu'il s'agit d'une commission mixte avec le « Sport » puisqu'un certain nombre de délibérations sont communes aux deux commissions.

La première délibération propose une révision des critères d'attribution des subventions aux associations conformément au GOPH (Guide des Orientations Politiques hémoises) 2020-2026.
Un diaporama est diffusé. Il précise les objectifs, les critères retenus pour les thématiques culture et sports et les modalités de calcul. Etienne Delepaut s'étonne que le travail réalisé sur ces nouveaux critères d'attribution de subventions ne suscite pas d'échanges.
Jacques Dupont demande à ce que le diaporama soit envoyé avant le Conseil Municipal.

La délibération suivante concerne les règlements intérieurs des écoles de disciplines sportives et culturelles. Comme l'explique Jean-François Leclercq, il s'agit de modifications d'ordre administratif. En effet, ces règlements ont été complétés afin de tenir compte des modalités d'utilisation du portail familles.

La troisième délibération propose une révision des règlements intérieurs des salles sportives et culturelles. Ceux-ci ont en effet été complétés compte-tenu des consignes de sobriété énergétique applicables dans l'ensemble de nos équipements.

Jean-François Leclercq procède ensuite à la présentation des tarifs de location de salle qui ont été revus et qui seront applicables à partir du 1er septembre 2023.

La cinquième délibération présentée concerne l'attribution d'une subvention exceptionnelle d'un montant de 10 000 € au Théâtre de l'Aventure afin de soutenir l'association tant dans le domaine de la création artistique que dans le domaine de l'apprentissage et notamment des écoles de discipline. Cette subvention tient compte également du déplacement les 17 et 18 juillet prochains de l'équipe de la pièce « Grand-Frère » qui va présenter ce nouveau projet au Festival d'Avignon.

La délibération suivante concerne le renouvellement de conventions pour les associations dont le service pilote est le service des Actions Culturelles et qui doivent faire l'objet de précisions quant aux moyens (nombre de m²) dont celles-ci disposent afin de le préciser comme avantage en nature dans les documents financiers.

Une délibération concernant le sport est ensuite présentée par Guillaume Bocquet, elle concerne l'attribution d'une subvention à l'association « Vaincre la mucoviscidose ».
En effet, à chaque édition d'Oxyg'Hem, fête sportive et populaire, une association à but humanitaire ou social est marraine de l'événement. Elle se voit verser une subvention de soutien à ses actions correspondant à 1€ par coureur inscrit à savoir donc pour l'édition 2023 : 1 565 €. Les membres de la commission soulignent également le fait que

des dons spontanés à hauteur de 256 € pour cette cause ont été versés lors de l'inscription en ligne. C'est la première fois que cela arrive et la générosité des donneurs est appréciée.

Une autre délibération à caractère sportif également est ensuite présentée. Elle concerne le tarif horaire, qui pourra être fixé dès la rentrée scolaire 2023/2024, pour l'utilisation des installations sportives couvertes de la ville de Hem, par les deux collèges de la commune puisque cette utilisation est soumise à facturation.
Il est proposé de revoir le tarif horaire des heures réellement utilisées dans les équipements et de l'augmenter de 0.50 €/heure et donc de le porter à 14.50 €/heure au lieu de 14 € initialement.

Tout comme pour la culture, certaines conventions concernant les associations pilotées par le service des sports devaient également être précisées. C'est pourquoi, une délibération précisant ces associations et les moyens (nombre de m²) dont celles-ci disposent est présentée aux membres de la commission pour passage en Conseil municipal du 22 juin.

Lors de cette commission, Jacques Dupont a questionné sur l'appellation « pour avis conforme » et « pour avis consultatif » et il lui a été répondu, après consultation de Madame la Directrice Générale des services, : « pour avis conforme = possibilité de modifier en commission si besoin » et « pour avis consultatif = délibérations présentées pour information ».

Emmanuelle Guillain remercie les personnes présentes de leur participation à cette commission et clôture la séance.

*
**

Commission Urbanisme et Aménagement du 2 juin 2023
Compte-Rendu

Présents :

Monsieur Bruno DUQUESNOY, Conseiller Municipal
Monsieur Laurent PASTOUR, Adjoint au Maire
Madame Christelle DUTRIAUX, Conseillère Municipale

Madame Caroline KLEIN, Directrice Adjointe des Services Techniques

Excusés :

Monsieur Francis VERCAMER, Maire
Monsieur Rafik BZIOUI, Conseiller Municipal
Madame Sabine HONORÉ, Conseillère Municipale
Monsieur Jean Adrien MALAIZÉ, Conseiller Municipal Délégué
Madame Karima CHOUIA, Conseillère Municipale
Madame Mathilde LOUCHART, Conseillère Municipale

Le président, après avoir remercié tous les élus de leur participation à la commission, présente les différentes délibérations.

1/Prise de possession anticipée de la parcelle AZ 823 Rue Jules Watteeuw :

Il s'agit de valider la prise de possession anticipée par Vilogia de la parcelle de terrain appartenant à la ville, dans l'attente de la régularisation foncière prévue dans le programme de renouvellement urbain LIONDERIE TROIS BAUDETS. En effet, dans le cadre de la reconstitution de l'offre attachée au programme NPRU, Vilogia réalisera 7 PLUS rue Jules Watteeuw. Pour permettre cette opération, Vilogia souhaite acquérir la parcelle de terrain reprise au cadastre section AZ 823 d'une contenance de 207m² appartenant à la ville et jouxtant le terrain objet des 7 logements prévus. Cette prise de possession anticipée, par Vilogia, permettra de commencer les travaux avant la régularisation des cessions prévues au protocole foncier.

2/Taxe locale sur la publicité extérieure

Il s'agit d'une délibération annuelle obligatoire sur les indexations visant à d'une part, fixer les tarifs des taxes sur la publicité extérieure pour les enseignes et d'autre part, à confirmer les exonérations décidées par la ville.

3/Bilan foncier des cessions et acquisitions de la ville en 2022 :

Il s'agit d'une délibération annuelle obligatoire qui vise à faire le bilan des transactions foncières intervenues en 2022 sur des propriétés de la ville :

- Deux acquisitions de maisons d'habitations par la ville : une rue jules Guesde en vue du réaménagement de l'ilot de la rue de la Filature et l'autre, à l'arrière de la Cantoria, pour le projet d'immeubles de Loger Habitat.
- Deux cessions : un transfert de voirie rue Racine au profit de la MEL et une cession d'espace vert limitrophe à la propriété du riverain.

4/Installations de deux antennes radioélectriques dans le stade Dubus

Il s'agit d'autoriser l'exploitation d'environ 30m² chacune, sur la parcelle AT358 (stade DUBUS), par les sociétés TOTEM (Orange) et SFR pour l'installation de pylônes radioélectriques.
Les pylônes seront installés en lieu et place des mats d'éclairages actuels et serviront de support pour de nouveaux éclairages. Il s'agit de mats tubulaires intégrant de l'éclairage à 360° à la place de ceux existants.
Il convient d'intégrer le visuel des mats après travaux. Bruno Duquesnoy demande si la ville est bien d'accord avec la non-indexation prévue dans la convention, pour les 12 ans à venir. Les services techniques se rapprochent de la MEL pour préciser la même indexation.

Le montant annuel de la redevance est fixé à 7 030 € HT par pylône.
La durée est fixée à 12 ans avec tacite reconduction par période de six ans.

5/ LOCATION DU LOT 4 DU PARC DE LA BLANCHISSERIE REMISE GRACIEUSE

Il s'agit de valider la remise gracieuse de 15 jours de loyers à la société ENERGIE PLUS, titulaire d'un bail du lot 4 de la BLANCHISSERIE, depuis le 15 janvier 2023. En effet, des diagnostics n'avaient pas été réalisés dans les délais pour permettre une prise à bail dès novembre 2022 comme convenu lors des négociations de mise en location.

6/PPI VOIRIES MEL - RUE BRAQUAVAL - ENFOUISSEMENT DES RESEAUX

La présente délibération a pour but d'autoriser et d'approuver la répartition financière des travaux d'enfouissement des réseaux réalisés par la MEL dans la rue Braquaval.

Soit une estimation globale à 96 024.00€ TTC
Une convention sera signée entre les parties pour valider la quote-part due par la ville.

La délibération sera revue dans un but de simplification (retrait du tableau chiffré) et précisera les éléments suivants :

- Coût travaux ville : 72 024€ TTC
- Coût travaux MEL : 102 960€ TTC
- Coût ville pour le mobilier urbain d'éclairage public : 24 000€ TTC pour 8 mats d'éclairages

Soit une estimation globale du coût ville de : 96 024€ TTC

Questions diverses :

Plus personne ne demandant la parole, il est mis fin à la commission à 18h35.